



# CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

## Compte rendu des séances publiques n° 24 | Session ordinaire 2020-2021

Situation des travailleurs handicapés	p. 820	Sommaire des séances publiques n°s 55 et 56	p. 833	55 <sup>e</sup> séance	Mardi 18 mai 2021
Sécurité routière	p. 823	Sommaire des questions parlementaires	p. Q600	56 <sup>e</sup> séance	Mercredi 19 mai 2021

Exploration du site archéologique de Schieren par les membres de la Commission de la Culture

## Les vestiges d'une villa gallo-romaine

Les députés de la Commission de la Culture se sont rendus le 10 février 2022 sur le site archéologique à Schieren pour avoir un aperçu des vestiges de la villa gallo-romaine qui se situent le long de la route nationale B7 et qui s'étendent sur plus de 110 mètres de longueur.

Les premières fouilles archéologiques à Schieren ont été réalisées au début des années '90. Dans le cadre de l'élargissement de la B7, de nouvelles découvertes ont été faites. En 2013, le bâtiment principal de la villa a été trouvé et dégagé.

Les responsables du Centre national de recherches archéologiques (CNRA) ont informé les députés sur les défis auxquels les scientifiques sont exposés, notamment en ce qui concerne la conservation des objets trouvés.

Les conditions atmosphériques rendent le travail de conservation compliqué et complexe. Les parlementaires ont également reçu des précisions sur les trouvailles telles que les fragments des fresques de la villa romaine de Schieren qui ont été étudiés et restaurés au Centre d'étude des peintures murales romaines (CEPMR) à Soissons.

Ils ont aussi obtenu des explications sur le fonctionnement des différentes parties composant la villa gallo-romaine.

*Les députés ont reçu des explications sur la conservation d'objets découverts.*



Visite d'un groupe d'amitié parlementaire Arménie-Luxembourg

## Les démocraties doivent coopérer entre elles

« La démocratie est un moyen pour rendre un pays fort et une population heureuse », c'est la conviction d'un groupe d'amitié parlementaire Arménie-Luxembourg.

Juste une semaine après le Ministre des Affaires étrangères arménien, un groupe d'amitié parlementaire

Arménie-Luxembourg était en visite le 1<sup>er</sup> février 2022 à la Chambre des Députés où il a rencontré les membres du Bureau ainsi que les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile.

Les discussions entre les parlementaires ont porté prioritairement sur le conflit dans la région du Haut-Karabakh. Le pays voisin Azerbaïdjan serait une menace pour la paix dans la région, ont expliqué les députés arméniens qui dénoncent une arménophobie.

Raison pour laquelle les parlementaires apprécient la solidarité dont la Chambre des Députés a fait preuve à de nombreuses reprises envers l'Arménie. Le Président, M. Fernand Etgen, a rappelé que la Chambre des Députés a voté deux motions concernant le conflit au Haut-Karabakh en octobre et décembre de l'année dernière exigeant entre autres un cessez-le-feu.

« Le Luxembourg a voulu faire preuve de sa solidarité envers l'Arménie en toutes circonstances et s'est notamment engagé par le biais de la coopération multilatérale.

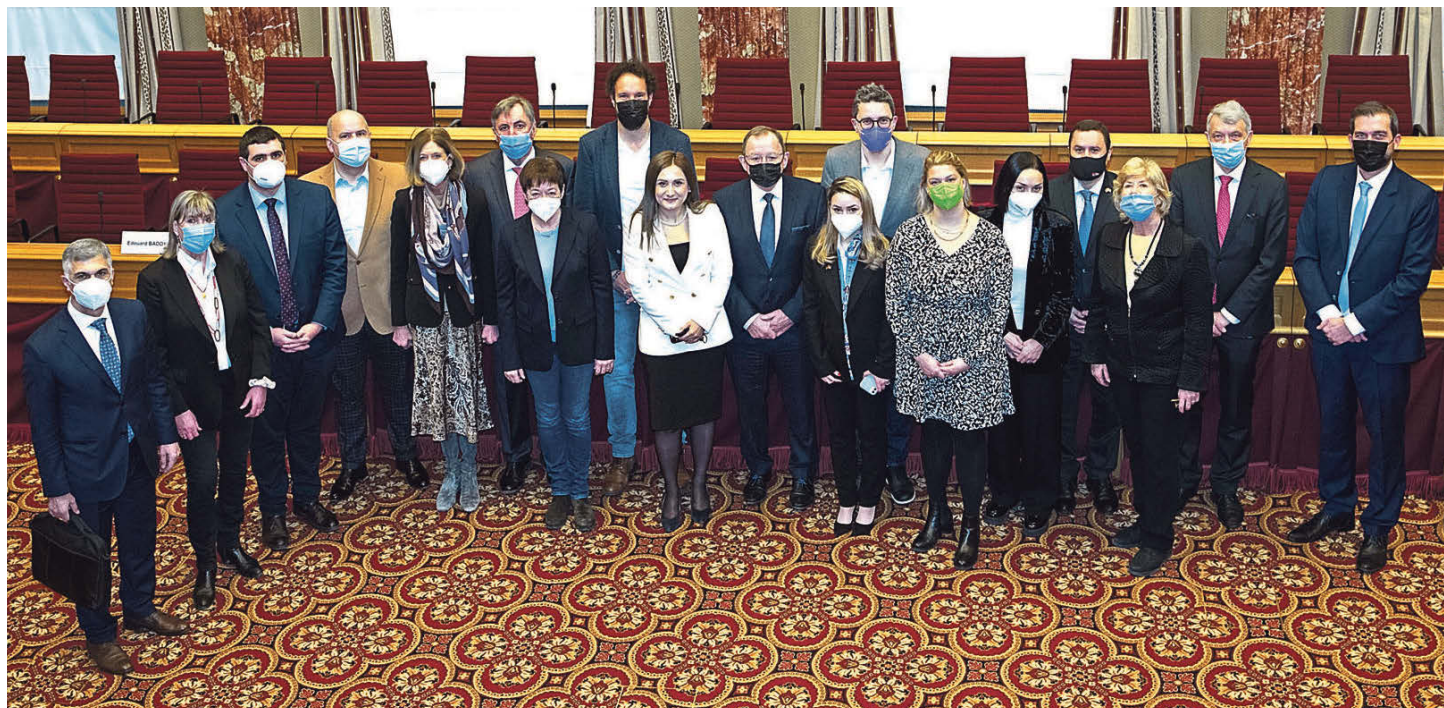
C'est ainsi que le Gouvernement luxembourgeois a contribué à hauteur de 250.000 euros à l'aide humanitaire du Comité international de la Croix-Rouge pour la population arménienne en automne 2020 », a expliqué le Président de la Chambre des Députés.

En ce qui concerne les relations avec la Turquie soulevées par un député, les intervenants arméniens ont expliqué que le dialogue avec Ankara revêtait une grande importance, notamment en termes de relations avec d'autres partenaires.

### Plus de coopération entre les démocraties

Les parlementaires ont rappelé que l'Arménie est une jeune démocratie qui s'engage pour la paix dans la région. La démocratie ne serait pas uniquement un moyen pour développer un pays fort, mais également pour permettre à la population d'être heureuse.

C'est grâce à un dialogue permanent avec la population que la jeune démocratie a su faire face aux moments difficiles.



Un groupe d'amitié parlementaire Arménie-Luxembourg était en visite à la Chambre des Députés.



# Rencontre avec Amnesty International



M. Fernand Etgen entouré par M. Olivier Pirot (à gauche) et M. Martin Lagneau d'Amnesty International Luxembourg

Les responsables d'Amnesty International Luxembourg ont remis le 3 février 2022 un rapport offrant un regard juridique sur la situation des Palestiniens au Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen.

Le rapport s'intitulant « L'apartheid israélien envers le peuple palestinien » a suscité de nombreuses réactions de par le monde. Au cours d'une discussion avec les responsables d'Amnesty International, le Président a constaté que l'analyse de ce rapport nécessite beaucoup de nuances.

Selon les représentants de l'ONG, le rapport se veut dresser sur 280 pages l'état juridique de la situation des Palestiniens par rapport aux droits humains.

Il se base sur une recherche sur le terrain qui a duré quatre ans et demi. Les responsables d'AI ont insisté que le rapport ne se veut aucunement antisémite ou antisémite, l'objectif étant d'entamer un débat sur la question du respect du droit international.

Le Président de la Chambre a expliqué que le conflit israélo-palestinien est un sujet qui préoccupe les députés luxembourgeois depuis de nombreuses années.

M. Etgen a souligné l'importance de la diplomatie parlementaire et a rappelé dans ce contexte l'échange de députés avec le Premier Ministre de l'Autorité palestinienne, en visite à la Chambre en octobre dernier.

## Visite du Président de la Colombie

# Relations bilatérales, gestion des migrants et questions sécuritaires

« Une amitié et un partenariat véritable ». C'est ainsi que le Président de la République de Colombie a décrit la relation entre son pays et le Luxembourg, lors de sa visite le 9 février 2022 à la Chambre des Députés. En témoigne selon lui un accord de non double imposition tout juste signé.

M. Iván Duque a également évoqué des opportunités de coopération entre les deux pays. Il a notamment affirmé réfléchir à un partenariat entre États dans le domaine des satellites, dont la Colombie utilise la technologie à des objectifs divers.

### L'aide aux migrants du Venezuela : un enjeu d'avenir

La conversation entre M. Iván Duque et le Président de la Chambre, M. Fernand Etgen, a porté sur plusieurs sujets internationaux, dont la crise migratoire en Amérique du Sud dans le cadre de laquelle le Luxembourg a participé aux aides apportées aux migrants vénézuéliens.

M. Fernand Etgen a tenu à féliciter son interlocuteur pour la générosité dont a fait preuve la Colombie en régularisant plus d'un million de migrants. M. Iván Duque a affirmé qu'il espérait que les gestes de solidarité de cette nature créent des liens solides entre les peuples de la Colombie et du Venezuela.

M. Fernand Etgen a également abordé la question de la situation politique en Colombie, notamment en ce qui concerne la présence de représentants des FARC (Force alternative révolutionnaire commune - représentation politique des forces armées révolutionnaires de Colombie) au Parlement colombien.

Un accord de paix a été conclu avec ce groupe en 2016 et il leur réserve dix sièges dans les institutions colombiennes. La première législature effectuée sous ces dispositions touche à sa fin.

M. Iván Duque a affirmé dans ce contexte que les FARC ont pu exercer leur fonction représentative dans l'opposition, mais qu'il aurait préféré qu'il soit impossible pour des personnes poursuivies pour des crimes d'occuper ce type de fonctions.

Interrogé au sujet des élections présidentielles colombiennes en mai 2022, M. Iván Duque a affirmé être optimiste pour la coalition qui le soutient.

Il a cependant dit se méfier de manipulations étrangères potentielles et a souligné qu'il ne serait permis à personne d'influencer les élections.

Le Président de la Colombie a invité le Président de la Chambre des Députés à se joindre à un prochain voyage diplomatique en Colombie.



Le Président de la Colombie a effectué une visite à la Chambre des Députés.

## Le Président de la Chambre des Députés a reçu...



... S. E. M. Thomas Mark Barrett, Ambassadeur des États-Unis d'Amérique



... S. E. M. Vakhtang Makharoblishvili, Ambassadeur de Géorgie



**Sommaire**

**1. Ouverture de la séance publique**

- M. Fernand Etgen, Président

**2. Communications**

- M. Fernand Etgen, Président

**3. Ordre du jour**

- M. Fernand Etgen, Président

**4. Heure de questions au Gouvernement**

**Question n° 216 du 18 mai 2021 de M. Laurent Mosar relative aux arrêts rendus par le Tribunal de l'Union européenne dans les affaires Amazon et ENGIE contre la Commission européenne, adressée à M. le Ministre des Finances**

- M. Laurent Mosar - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

**Question n° 217 du 18 mai 2021 de M. André Bauler relative à l'évolution et la formation des prix sur le marché immobilier, adressée à M. le Ministre du Logement**

- M. André Bauler - M. Henri Kox, Ministre du Logement

**Question n° 218 du 18 mai 2021 de M. Jeff Engelen relative au monument Patton à Ettelbruck, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics**

- M. Jeff Engelen - M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

**Question n° 219 du 18 mai 2021 de Mme Simone Asselborn-Bintz relative à un éventuel projet de réduire la durée des études menant au « Diplôme d'État d'éducateur » de trois ans à seulement une année, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**

**Question n° 220 du 18 mai 2021 de M. Sven Clement relative à l'introduction d'une passerelle 1GSO vers le diplôme d'éducateur, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**

**Question n° 221 du 18 mai 2021 de Mme Martine Hansen relative à la décision de permettre aux élèves détenteurs d'un diplôme de fin d'études secondaires générales de la section « Sciences sociales » de se voir décerner le diplôme d'éducateur endéans une seule année scolaire, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**

- Mme Simone Asselborn-Bintz - M. Sven Clement - Mme Martine Hansen - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse - M. Sven Clement - M. le Ministre Claude Meisch - Mme Martine Hansen (parole pour fait personnel) - M. le Ministre Claude Meisch

**Question n° 223 du 18 mai 2021 de M. François Benoy relative à l'imposition des entreprises au niveau européen et international, adressée à M. le Ministre des Finances**

- M. François Benoy - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

**Question n° 222 du 18 mai 2021 de Mme Octavie Modert relative à une troisième dose de vaccin à ARN messenger pour les personnes immunodéprimées, adressée à Mme la Ministre de la Santé**

- Mme Octavie Modert - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

**5. Question élargie n° 97 de M. Laurent Mosar au sujet des opportunités de la technologie de la blockchain pour le secteur financier**

- M. Laurent Mosar - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (intervention de M. Laurent Mosar) - M. Laurent Mosar - M. le Ministre Pierre Gramegna

**6. Ordre du jour (suite)**

- M. Fernand Etgen, Président

**7. Question écrite n° 4090 de M. Michel Wolter concernant les victimes de la Covid-19 vivant dans des structures pour personnes âgées**

- Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

**8. Motion de M. Fernand Kartheiser relative à l'élaboration d'une réglementation introduisant la surveillance des vestiaires, lors des cours de gymnastique et de piscine**

- Exposé : M. Fernand Kartheiser  
- Discussion générale : M. Georges Mischo - M. Gilles Baum  
- Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse  
- Vote sur la motion (rejetée)

**9. Interpellation de M. Léon Gloden au sujet du développement des régions excentrées du pays et du milieu rural dans le cadre de la pandémie de la Covid-19**

- Exposé : M. Léon Gloden (intervention de M. André Bauler) - Mme Josée Lorsché (parole pour fait personnel) - M. Léon Gloden (dépôt de la motion 1)

- Débat : M. André Bauler - Mme Tess Burton - Mme Chantal Gary - M. Fred Keup (intervention de M. André Bauler) - M. David Wagner (interventions de M. André Bauler et M. Léon Gloden) - M. Marc Goergen

- Prises de position du Gouvernement : Mme Corinne Cahen, Ministre à la Grande Région (interventions de M. André Bauler) - M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes (interventions de M. André Bauler et M. Léon Gloden) - M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure

- Motion 1 : M. Léon Gloden - M. le Ministre Lex Delles - M. Gilles Baum - Mme Josée Lorsché

- Vote sur la motion 1 (rejetée)

**10. Hommages à M. Marc Baum et à M. David Wagner**

- M. Fernand Etgen, Président

**Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Pierre Gramegna, M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen, Mme Paulette Lenert, M. Lex Delles et M. Henri Kox, Ministres.**

*(La séance publique est ouverte à 14.30 heures.)*

**1. Ouverture de la séance publique**

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

*(Négation)*

**2. Communications**

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

**Communications du Président - séance publique du 18 mai 2021**

1) *La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.*

*Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.*

2) *Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :*

**1810 - Demande de pétition ordinaire :** *Obtention d'un laissez-passer pour visiter ou accompagner une personne en milieu hospitalier ou autres structures de soins par un membre de la famille ou de l'entourage proche en bénéficiant d'un test rapide existant et des moyens nécessaires et adéquats par ce temps pandémique du COVID-19 et de ses variants*

*Dépôt : Catherine Wagener, le 12.05.2021*

**1876 - Demande de pétition publique :** *Boycott des Jeux Olympiques 2022 en Chine*

*Dépôt : Louis Burton, le 13.05.2021*

**1877 - Demande de pétition publique :** *Congé payé pour l'employé qui veut donner du sang*

*Dépôt : Michele Bergia, le 16.05.2021*

**1878 - Demande de pétition publique :** *Finanziell Ënnerstützung vum Staat fir Elteren*

*Dépôt : Olivier Betz, le 17.05.2021*

*(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)*

**3. Ordre du jour**

Den ofgeännerten Ordre du jour, sou wéi d'Présidentekonferenz e virschléit, ass lech zougestallt ginn. Op Ufro vun der Regierung gëtt proposéiert, d'Projete 7815 a 7816, déi um Ordre du jour vun en Donneschdeg, den 20. Mee, virgesi waren, erf-zehuelen a se um Ordre du jour vun enger nächster Sitzung virzugesinn.

Ass d'Chamber mat deem ofgeännerten Ordre du jour averstannen?

*(Assentiment)*

Dann ass et esou decidéiert.

**4. Heure de questions au Gouvernement**

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Den Deputéierten, deen d'Fro stellt, huet zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntweren.

Als Éischt hu mer d'Fro Nummer 216 vum Här Laurent Mosar un de Finanzminister iwwert d'Urteil vum Europäesche Gericht an der Affär vun Amazon an ENGIE géint d'EU-Kommissioun. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n° 216 du 18 mai 2021 de M. Laurent Mosar relative aux arrêts rendus par le Tribunal de l'Union européenne dans les affaires Amazon et ENGIE contre la Commission européenne, adressée à M. le Ministre des Finances**

■ **M. Laurent Mosar (CSV).**- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'lescht Woch huet effektiv d'Cour hei zu Lëtzebuerg an zwou wichtege Affäre statuéiert, op där enger Säit ENGIE, op där anerer Säit Amazon. Et sinn awer zwee verschidden Urteeler erauskomm, wann och esou ka soen. Déi eng Affär huet de Staat gewonnen, déi aner verluer.

Ech wollt dem Minister de Mëtten a sech kuerz dräi Froen dozou stellen: éischtens, ob e scho méi Informatiounen huet iwwert d'Arrête selwer. Firwat sinn do zwou verschidden Decisiounen an trotzdeem änlech gelagerten, wann och net deene selwechten Affären erauskomm?

Zweetens, an dat ass vläicht mat déi wichtegst Fro: Wéi gedenkt d'Regierung weiderzefueren? Ech denken hei haaptsächlech natierlech un d'Affär ENGIE. Gëtt do envisagéiert, eventuell an där Affär Appell ze maachen? A bei där anerer Affär, mengen ech, musse mer ofwaarden, ob d'Kommissioun Appell mécht. Dat kënne mer jo am Moment elo net virausgesinn.

An dann awer och meng drëtt Fro, am Kontext vun Amazon: Wann do keen Appell géif kommen, wärem jo op der sécherer Säit. Mir bliewen awer nach wie vor der Meenung - an ech mengen, mir sinn net déi Eenzeg -, datt eng Digitalsteuer esou schnell wéi méiglech europawäit sollt kommen. Do wollt ech nach eng Kéier de Finanzminister froen, wou mer genau domat dru wären.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmoos, Här Mosar. Den Här Finanzminister Pierre Gramegna huet d'Wuert.

■ **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Här President, Här Vizepräsident vun der Regierung, Dir Dammen an Dir Hären, ech kann natierlech ganz gären op déi dräi Froen äntweren. Ech hoffen, dass ech dat a véier Minutte ronnkriegen, well ech ka jo net mat „Jo“, „Nee“ a „vläicht“ äntweren, dann ass dat jo net satisfaisant, zu Recht. Ech kann och kee qualitative Kommentar maachen, ob mer zefridde sinn oder onzefridden, an à la limite ass dat jo och egal. Et geet hei ëm Droit.

Den Tribunal huet elo hei eppes gesprach op Basis vun Decisiounen vun der Kommissioun an dat hu

mer, éischtens emol, zur Kenntnis ze huelen. Ech mengen, d'Reaktioun fir ze soen: „Mir fannen dat gutt!“, „Mir fannen dat schlecht!“, „Mir sinn net d'accord!“, „Mir sinn d'accord!“, wär en fait net déi richtig Äntwert. Et muss een dat alles ganz seriö huelen. Dat si ganz schwierig juristesesch Saachen.

Ech fänken u vläicht, andeem ech op d'Affär Amazon äntweren, wou mer, zwëschent Guillemeten, „gewonnen“ hunn. Wat huet do den Tribunal gesot? Den Tribunal huet u sech dräi Saache gesot. Déi éischt Saach, déi e gesot huet, dat ass: D'Kommissioun kann/däerf kucken, op Basis vun Decisiounen, déi an engem Memberstaat geholl gi sinn, déi mat Steieren ze dinn hunn, ob dat kann zu enger Aide d'État féieren. Do huet den Tribunal ganz kloer „Jo“ geäntwert. Dat ass eng ganz gravéierend Analys. Déi hu mer zur Kenntnis ze huelen. Mir waren nämlech der Meenung - an net nëmme mir, och aner Länner -, dass dat vläicht eng iwwerdrifwen Interpretatioun wär vun den Aide-d'Étaten. Hei gëtt dat confirméiert. Dat ass eng Prinzipieffro.

An dann zur Saach Amazon zwou Saachen, zwee Argumenter, déi wichteg sinn. Dat éischt huet mat „uchronie“ ze dinn, e Wuert, wat ech virun e puer Deeg eng Kéier gebraucht hunn op dem Radio. An hei gëtt dat genau vum Tribunal condemnéiert, andeem den Tribunal seet: „Dir, Kommissioun, hutt, wat d'Prix-de-transferten ubelaangt, d'Prinzipie vun der OCDE ugewannt, wat Äert gutt Recht ass, an Dir hutt do déi Ligne-directrice vun der OCDE vun 1995, vun 2003, awer och vu spéidere Versiounen bis 2017 ugewannt, fir op d'Konklusioun ze kommen, dass, wat zu Lëtzebuerg bestanen huet a Saache Prix de transfert, an Ären Aen net richtig wär.“ An do seet den Tribunal: „Dir kënnt net eng Foto maache vun enger Situatioun mat Reegelen, déi méi spéit komm sinn!“ An et ass esou, dass déi Situation juridique, déi hei gekuckt gëtt, déi zwëschent 2006 an 2014 war, an déi soll gekuckt gi mat Reegele vun där Period an net mat Reegele vu méi spéit.

Dat Zweet ass, dass net bewise ginn ass, dass déi Holding, déi zu Lëtzebuerg bestanen huet, just nëmme en fait eng Roll hat vun Détention de participations, mee och aner Rollen hat, eeben d'Gestioun vun de Brevete vun der Firma. A well d'Kommissioun dat féint, well d'Kommissioun dat net bewisen huet, dass déi Firma en fait näscht géif maachen - si hunn dat einfach ugehall, charge de la preuve -, hu mer déi Affär gewonnen.

Vläicht fir d'Konklusioun fir Amazon am Virus ze zéien: Dat do ass eng gutt Noricht fir Lëtzebuerg. Dee Regimm, deen deemools bestanen huet, dee war legal. Punkt! Doriwwe kënne mer eis all freeën.

ENGIE ass net eng Saach vu Prix de transfert, et ass eng Affär, déi ze dinn huet mat enger Kaskad vu Gesellschaften, wou déi Gesellschaft Interête facturéiert op där enger Säit an eng aner Gesellschaft d'Dividenden ofbezilt. An duerch dee Mechanismus ..., natierlech, bei Interëten, dat kann een ofschreiwen, do brauch ee keng Steieren ze bezuelen. A bei den Dividenden, jee nodeem, wéi een dat opbaut - mat der „directive mère-fille“ -, brauch een do och keng Interëten ze bezuelen. Dat féiert zu enger duebeler Netbesteuerung. An do seet dann den Tribunal, dass dat net richtig ass.

Wat en fait den Tribunal seet, ass: „Dir, Lëtzebuerg, Dir, État membre, musst kucken, wat d'Resultat ass vun all deene Montagen, déi gemaach ginn. Wann dat zu eppes féiert, wat ekonomesch zu enger duebeler Netbesteuerung féiert, da musst Dir als Steierverwaltung, als Staat, da musst Dir dat och kucken.“

Et geet net duer, e Stéck vun der Transaktioun ze kucken, dat heescht: Do, wou mer d'Interëten eropgeschéckt hunn, dat ass an der Rei, do, wou d'Dividenden erfrogeschéckt gi sinn, dat ass och an der Rei, also ass dat Ganzt an der Rei. Nee! Et muss een dat en fait, wéi een dat am Droit nennt, „teleologesch“ kucken, ekonomesch kucken. An da kënnt een nämlech op d'Konklusioun, dass an där doter Affär iwwerhaapt keng Steiere bezuelt gi sinn an deem System, an där Organisatioun. An dat ass reprehensibel. An d'Kommissioun seet, mir hätte missen eng Clause anti-abus evoquéieren, wat net gemaach ginn ass. Soit. Och do misst een dat mat den Ae vun der deemoleger Zäit kucken.

Mir hunn an der Tëschenzäit d'Clause anti-abus zu Lëtzebuerg, dat ass Artikel 6 vum Steueranpassungsgesetz, adaptéiert, well mer jo ATAD 1 an ATAD 2, déi zwou europäesch Ëmsetzung vu BEPS, an der Tëschenzäit geholl hunn. An do hu mer dann och den Artikel 6 iwwert d'Clause anti-abus adaptéiert.

Ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci dem Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 217 vum Här André Bauler un de Wunnungsbauminister iwwert d'Entwécklung an d'Erstelle vun den Immobiliepräisser. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n° 217 du 18 mai 2021 de M. André Bauler relative à l'évolution et la formation des prix sur le marché immobilier, adressée à M. le Ministre du Logement**

■ **M. André Bauler (DP).**- Merci, Här President. Mir alleguer wëssen: D'Situatioun am Logement ass ganz eescht. Déi seriös Analys vum Immobilie-maart setzt virus, datt mer objektiv Fakten hunn. Viru Kuerzem si mer nees gewuer ginn, datt d'Präisser um Immobiliemaart bannent engem Joer drastesch an d'Luucht gaange sinn. Den Observatoire de l'habitat baséiert sech deels op annoncéiert an deels op enregistriert Präisser. Anoncéiert Präisser sinn natierlech Wonschpräisser. Et sinn awer déi enregistriert Präisser, déi d'Resultat vun Negociatiounen sinn an déi allerméistens méi niddreg leien, déi also e weesentlech méi zouverlässegt Bild vun der Präisentwécklung liwweren.

Duerch d'Affichiere vun den ugekënnegte Präisser duerch den Observatoire kann d'Erwaardung oder kënnen d'Erwaardungen no méi héije Präisser befielt ginn.

*(Interruption)*

Donieft stellt een innerhalb vun neie Citéen ënnerschiedlech Präisser pro Ar vun den Terraine fest. Wéi ass dat méiglech? Well d'Präisser am Package presentéiert ginn, also Haus plus Terrain, kënnt et vir, datt d'Divergenzen tëscht de Präisser pro Ar notabel sinn. Dat trëfft besonnesch déi kleng Terrainen,



also och grad déi Leit, déi sech net esou vill leeschte kënnen. Och wann d'Fixkäschte fir d'Uschlëss pro Terrain méi oder wéineger déi selwecht sinn, sou rechtfertegt dat keng spierbar Präisdifferenze pro Ar. Den Terrainspräis fënnt een zwar spéider am Nottärs-akt erëm, ma dann ass et ze spéit an de Konsument huet keng Vergläichsméiglechkeet innerhalb vun deem selwechte PAP.

Dofir follgend Froen:

Éischtens: Ass den Här Minister bereet, fir den Observatoire de l'habitat vläicht ze beweegen, derfir ze suergen, just déi enregistriert Präisser an d'Vitruin ze stellen, fir op dës Manéier net onnéideg Präiserwaardungen ze suscitieren, „expectations“, wéi d'Engländer géife soen?

An zweetens: Ass den Här Minister och bereet, fir mat der Chambre immobilière ze schwätzen, fir datt fir méi Transparenz an der Präisformatioun um Immobiliemaart gesuergt gëtt, zemoos bei de sougenannte „Packageofferen“, fir et da mol esou ze nennen, wou dann eeben Haus an Terrain zesumme verkaf ginn?

Ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Bauler. Den Här Wunnungsbauminister Henri Kox huet d'Wuert.

■ **M. Henri Kox, Ministre du Logement.**- Merci, Här President, merci och fir déi Fro. Dat erlaabt mer dann och vläicht, eppes kloerzestellen, an dofir sinn déi Froen och wichteg an och néideg.

Zu där éischer, déi mécht mer natierlech och ganz kloer Suergen, dass d'Präisser déi lescht Joren nach esou an d'Luucht gaange sinn. Do gëtt et jo eng ganz Rei vu Phenomeener, déi och ganz no verfollegt ginn. Wat awer elo déi ganz genau Fro betrëfft, wat den Observatoire hëlt, do muss ech lech leider awer widdersprieche. Si maachen effektiv nëmmen déi Präisser, déi se och vum Enregistrement kréien. Dat heescht, alles, wat verkaf gëtt, alles, wat eng Vente ass vun Terrain, vun Appartement, vun Haiser, an dat gëtt et schonn zënter 2010, ass net eng Annonce aus der Zeitung, mee et sinn d'effektiv Enregistrementspräisser.

An dofir gëtt dat och, säit 2009 souguer, all Mount opgeholl a si leeden dat weider, den Enregistrement - en Automatismem - bei de Statec, bei den Observatoire, fir eeben dann och kloer op Basis vun Nottärs-venten déi doten Zuelen ze hunn. Dat heescht, mir sinn, wat d'Vente ubelaangt, ganz no derbäi. An dofir entsprécht deen Index, muss ech da leider soen, der Realitéit, sou wéi d'Nottären déi Präisser an hiren Akte stoen hunn. Dofir war dat och deemools schonn eng Diskussioun innerhalb vun dem Enregistrement, well den Observatoire säitdeem, mengen ech, och ganz kloer an déi Richtung geet.

Déi zweet Fro, dat ass och eng grouss Suerg vu mir selwer an och innerhalb vu mengem Ministère, mee net nëmmen deem Ministère, well et betrëfft vill Ministären, well et ass net onbedéngt direkt d'Kompetenz vun Logement, mee mir kucken do drop.

**(Brouhaha)**

Et sinn eng ganz Rei Facteuren, déi e Präis vun engem Haus, vun engem Terrain, vun enger Vente ausmaachen: Dat ass d'Gréisst vum Haus, dat ass do, wou et läit, dat ass de Standard, et ass d'Orientatioun. Dir wësst, innerhalb vun engem Lotissement sinn et oft Diskussiounen, insbesondere wann e Remembrement duerchgefëiert gëtt: „Nee, mäin Terrain, dee louch awer elo op de Süden, dee muss ech op Süden halen.“ Et sinn eng ganz Rei vun Elementer, déi an de Präis eraginn. An dofir gëtt jo gesot, an dat kann ee jo och an all de Statistiken noliesen: Dat ass den Indice hédonique fir ze kucken, well et sinn eng Abberzuel vu Facteuren, déi en Afloss hunn.

Wat elo d'Transparenz ubelaangt, ass et der Regierung bewosst, dass mer d'Opklärung méi kloer musse maachen. Et ass éischer e Konsumenteschutz. E Konsumenteschutzberäich an deem, wat do annoncéiert gëtt, soll och novollzéibar sinn. Dofir wäert ech och dee Kontakt ..., deen hunn ech schonn, mat dem Konsumenteschutzministère an och, wat de Mëttelstandsministère ubelaangt. Wéi eng Forme vu Moyenen hu mer, fir an dee Marché do nach kënnen anzegräifen? Ech mengen, et geet net duer, nëmme mat der Chambre immobilière ze schwätzen. Mir hunn och do Kontakt. Ech hunn och mam President riets a lénks emol Kontakt an en Austausch.

Et geet och net duer, fir eng Bonne conduite opzestellen. Ech mengen, mir musse kucke fir e Kader, awer zesumme mat deenen anere Memberen aus der Regierung, aus deenen anere Ressorten, well et geet iwwert dat reng Logementeschutz vu mengem Ministère eraus. Et ass d'Transparenz vun Präis vis-à-vis vum Konsument, hie muss sech kënnen drop beruffen. An do wäerte mer dann och déi néideg Initiative probieren ze huelen, dass d'Regierung als Ganz do och Initiativen hëlt.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci dem Här Wunnungsbauminister Henri Kox.

Da kéime mer elo zur Fro Nummer 218 vum hono- rabelen Här Jeff Engelen un de Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten iwwert d'Patton-Monument zu Ettelbréck. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n° 218 du 18 mai 2021 de M. Jeff Engelen relative au monument Patton à Ettelbrück, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics**

■ **M. Jeff Engelen (ADR).**- Merci, Här President. D'Denkmal fir de General Patton an de ganzen Ensembl vun Denkmaler ass si fir d'Stad Ettelbréck vu grousser Bedeutung a mat villen Emotiounen verbonden, speziell och, well d'Stad Ettelbréck ënnert dësem General de 25. Dezember 1944 befreit ginn ass.

Mee net nëmmen d'Stad Ettelbréck ass dësem Mann viles schëlleg, och dee ganzen Norden, well ënner sengem Kommando oder senger Mathëllef konnt d'Ardennenoffensiv am Dezember 1944 gestoppt a gedréit ginn.

Mat de Joren ass dëst Denkmal en Aushängeschield gi vun der Stad Ettelbréck an och fir dee ganzen Norden. Mam Bau vun der neier Patton-Bréck steet dëst Denkmal elo verstoppt do a gëtt der Erënnerung, déi hie verdéngt, net méi würdeg.

An dësem Kontext hätt ech da follgend Froen un den Här Minister: Ass virgesinn, dëst Denkmal op där Plaz ze loossen? Dat wär déi éischt Fro. Déi zweet Fro: Wa jo, wat ass virgesinn, fir déi Plaz esou ze amenagéieren, fir datt si der Erënnerung gerecht gëtt? Drëttens: Wann neen, wat wäeren d'Alternativen?

Ech mengen, mir wëssen allegueren - mee ech denken, ech weess et awer net sécher -, datt dëst Denkmal der Gemeng Ettelbréck gehéiert, soudatt och si hätt missen an dee Projet do matabezu ginn, well bei eis an der Gemeng ass et esou: Wann eng Strooss erop- oder erofgeluecht gëtt, an hei ass se jo schätzungsweis zwee Meter eropgeluecht ginn, da ginn ëmmer d'Anrainer matagebonnen an et gëtt gekuckt, fir sech ze arrangieren. An ech mengen, dat wär där Saach hei würdeg, well et si vill Leit, déi doriwweier hir Doleancen u mech erugedroen hunn. An duerfir wollt ech lech, Här Minister, dës Froe stellen.

Merci fir Är Äntwert.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Engelen. Den Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten, den Här François Bausch, huet d'Wuert.

■ **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.**- Merci, Här President, fir d'Wuert. An och merci dem Här Engelen fir seng Fro, well déi gëtt mer d'Geleeënheet, hei eng kéier drop anzegoen.

Ech war an enger schréfflecher Äntwert schonn drop agaangen, firwat déi Bréck huet missen neigemaach ginn. An do ware jo och Diskussiounen komm, well dat natierlech alles e gewëssen historresche Kontext huet, wat ech och verstinn, datt d'Leit sech déi Froe stellen.

An zu der Fro vun der Visibilitéit vum Patton-Denkmal, dat um Patton-Square steet: De Patton-Square, dee sech nieft der Patton-Bréck, déi jo, wéi gesot, ganz renoviert ginn ass, zu Ettelbréck befënn, läit integral op effentlechem Terrain. An de Square, deen als Lieu de mémoire déngt, besteet aus dräi Elementer: Dat eent ass eng Statu vum General Patton, dat zweet ass de sougenannte Sherman-Panzer an dat drëtt ass eng Sail mat engem Wäisskappaadler drop, dem Wopendéier vun den USA, fir dat ze symboliséieren. Also et ass scho vill historiebehaft, dat Ganzt.

De Patton-Square, dee gouf 1954 ageweit a befënn sech op där Plaz, wou déi éischt Bréck stoung a wou Enn 1944 d'Frontlinie laanscht d'Sauer verlaf sinn. Dat ass och de Grond, firwat dat natierlech dohinner gesat ginn ass. An duerch déi nei Bréck, déi dräi Meter méi héich ass wéi de Site vum Patton-Square, ass d'Visibilitéit op de Patton-Square natierlech reduziéiert ginn.

An enger Reunion, déi de 17. Mee 2021, also dëst Joer elo kierzlech, stoffonnt huet mam Schäfferot vun der Gemeng Ettelbréck an dem Vertrieeder vum General Patton Memorial Museum vun Ettelbréck, dem Här Jos Tholl, gouf zesummen e Projet ausgeschafft, fir de Patton-Square an eng nei Situatioun ze bréngen, also komplett nei unzepassen, fir datt en och erëm déi néideg Valeur a Visibilitéit kritt. D'Statu vum General Patton gëtt op een héije Sockel gesat, fir d'Visibilitéit ze garantieren, an den Accès an d'Weeër, déi gi komplett erneiert, fir dohinnerzokommen. An da gëtt et nach kleng Adaptatiounen, déi gemaach ginn um Gelänner vun der neier Patton-Bréck, fir d'Sicht och ze verbesseren.

Dee Projet, dee gëtt vun de Ponts et chaussées vun Dikrech ausgeschafft an zesummenaarbecht mat allen Acteuren, dat heescht och alleguer deenen, déi sech ëm déi historresche Dimensioun vun deem Ganze bekëmmere a beméien, soudatt ech mengen, datt mer herno eng ganz zefriddestellend Léisung wäerte fannen, déi all deem gerecht gëtt, wou d'Leit sech Froe stellen an och gären hätten, datt déi historresch Plaz do déi néideg Valeur zréckkritt.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Bausch.

Mir kommen dann elo zur Fro Nummer 219 vun der Madamm Simone Asselborn-Bintz, zur Fro Nummer 220 vun Här Sven Clement an zur Fro Nummer 221 vun der Madamm Martine Hansen un de Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend iwwert d'Reduktioun vun der Formatioun vun den Educateuren vun dräi op ee Joer.

- **Question n° 219 du 18 mai 2021 de Mme Simone Asselborn-Bintz relative à un éventuel projet de réduire la durée des études menant au « Diplôme d'État d'éducateur » de trois ans à seulement une année, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**

- **Question n° 220 du 18 mai 2021 de M. Sven Clement relative à l'introduction d'une passerelle 1GSO vers le diplôme d'éducateur, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**

- **Question n° 221 du 18 mai 2021 de Mme Martine Hansen relative à la décision de permettre aux élèves détenteurs d'un diplôme de fin d'études secondaires générales de la section « Sciences sociales » de se voir décerner le diplôme d'éducateur endéans une seule année scolaire, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**

■ **Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP).**- Merci, Här President.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Madamm Simone Asselborn-Bintz, ...

■ **Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP).**- A, pardon.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- ... Dir hutt d'Wuert. De Minister ass och elo do.

■ **Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP).**- Entschëllegt, ech war ze séier! Merci, Här President. Effektiv, déi Fro schéngt ganz interessant ze sinn, oder op jidde Fall, mir waarden op d'Äntwert - vläicht esou. Nodeems mer de Moien an deelweis och gëschter vun zwee Communiqué gewuer gi sinn, engersäits vun LTPES, also dem Lycée technique pour professions éducatives et sociales, an och vun hirer Gewerkschaft, der ALEE, vun der CGFP vun den Educateuren an Educatrices, wollt ech dem Minister e puer Froen derzou stellen.

Et ass jo esou, dass beim LTPES d'Formatioun, fir Educateur an Educatrice ze ginn, op dräi Joer berout. Dës Formatioun ass openeen opgebaut. Dat heescht, déi zwee éischt Joer, dat ass eng theoretesch Ausbildung, wou awer och ganz vill Stage dran ass. Dat heescht 15 Wochen am Ganze fir dës Ausbildung, wat och fir mech vu ganz grousser Wichtigkeet ass, an ech weess, vu wat ech schwätzen. Ech si selwer 30 Joer Educatrice an ech weess, dass d'Praxis e ganz wichtege Punkt ass. Dat drëtt Joer ass dann terminal, also dat baut dann op dat Wëssen an op déi Praxis op.

Et ass jo och esou, dass eng nei Sektoun, eng relativ nei Sektoun am Secondaire ageféiert ginn ass, d'Section sciences sociales, „GSO“ kuerz genannt, déi u sech soll op d'Uni virbereeden. Voilà. Do ass dann elo virgesinn, dass no der Première ee Joer kann ugehaange ginn, an da kann een dann den Educateursdiplom maachen.

Elo si meng Froen, kuerz: Kann de Minister eis soen, wat do de Contenu vun dëser neier Formatioun soll sinn? Geet dat effektiv da vun dräi op ee Joer erof, wéi dat elo ugeschwat ginn ass?

Zweet Fro: Ass net méi virgesinn, fir vläicht do méi Stagen ze maachen a Beräicher, well no der GSO, ee Joer hannendrun, sinn dat Stagen oder ass dat nach Praxis?

An drëttens: Wéi wëllt een herno den Ënnerscheid maachen tëscht den Educateuren, déi dann eventuell déi dräi Joer Formatioun um LTPES gemaach hunn, an där heiter Formatioun? Gëtt et do en Ënnerscheid? Oder soll dat gläichgestallt ginn?

Voilà, nieft deenen dräi Froen hei, mengen ech, si sécherlech nach ganz vill aner Froen, déi och wëlle gestallt ginn. Vläch ass et eng Iddi, dass de Minister eis vläch eemol an der Educatiounskommis- sion dëst méi no kann erkläre kommen, da si mer all um selwechte Stand.

Merci villmools.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Madamm Asselborn-Bintz. Här Sven Clement, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Sven Clement (Piraten).**- Merci, Här President. Léif Kolleegeinnen a Kolleegeen, et ass tatsächlech esou, datt haut de Moie schonn zwee Communiqué koumen, ee vun der Gewerkschaft an ee vun der Konferenz vun LTPES, dee sech mat där heiter Fro beschäftegt a wou och drastoung, datt um Site vun der ENAD, also vun der Erwuessenebildung, schonn den 11. Mee déi nei Formatioun annoncéiert gi wier, well se anscheinend och sollt iwwert déi nach méiglech sinn. D'Zil schéngt ze sinn, fir méi Persounen en Zougang zum Educateursdiplom ze

erméiglechen, an dofir soll elo esou eng sougenannt „Passerelle 1GSO vers le diplôme d'éducateur“ geschafe ginn.

Sou, ech mengen, ech ginn net dorop an, wat d'Madamm Asselborn-Bintz scho ganz gutt erkläert huet: datt domadder och ënner anerem 15 Woche Stagé géifen ewechfalen oder iwwerspronge kéinte ginn. Dat ass déi grouss Fro.

Dofir meng Froen un de Minister: Ass et richtig, datt de Minister an esou enger Voie rapide schafft? Falls jo: Ass et richtig, datt zwee vun dräi Joer an och déi domat verbonne Stagé kéinten iwwerspronge ginn?

Kann de Minister awer schonn eppes Konkreetes iwwert de Projet soen? Ass scho geplangt, wéini de Projet soll ëmgesat ginn a mat wéi vill Schüler an enger éischer Phas? A wéi wäert garantéiert ginn, datt och d'Schüler vun där Voie rapide déi néideg praktesch Erfarunge maache kënnen a gläichzäiteg all déi fir de Beruff wichteg theoretesch Inhalter vermëttelt kréien? Et geet vun dräi Joer op ee Joer erof.

An dann déi lescht Fro: Gouf an der Preparatioun vun där heiter Reform oder vun dësem Projet mam Terrain geschwat? Well wann een d'Communiqué vun haut de Moie liest, do hu sech awer zumindest zwou Instanzen als net gehéiert gefillt. Dofir dann och nach déi Fro.

Villmools merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Clement. Madamm Martine Hansen, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Martine Hansen (CSV).**- Merci, Här President. Ech kann d'Intro fortloossen. Ech kommen also och op de Communiqué, wou iwwert d'Braderie vun den Diplomer geschwat gëtt, datt dat keng Léisung ass. An et bleiwe just nach véier Froen iwwreg, déi ech wollt stellen.

Dat heescht, dat éischt ass: Firwat ass dës Decisioun geholl ginn, obwuel, wann een op d'Sitte vun de Schoule kucke geet, wou d'Sektoun Sciences sociales ugebuede gëtt, explizit drasteet, datt déi net geduecht ass fir déi Leit, déi gäre wëllen Educateur ginn? Dat ass déi éischt Fro.

Déi zweet Fro ass: D'Inhalter si komplett verschidden. Ech hu mer och d'Grille-horaien ugekuckt. D'Fächer sinn zum Deel nach e bëssen d'selwecht, awer mat enger ganz anerer Gewichtung. Wéi wëllt Der hei d'Qualitéit vun der Ausbildung garantieren, virun allem awer, well dee ganz grouse Praxisdeel bei der SO-Sektoun feelt a well d'Ofschlossklass bei den Educateuren definitiv opbauend ass op déi aner Klasse virdrun?

Eng drëtt Fro: Stëmmt et, datt d'Schüler mat engem SO-Ofschloss u sech Problemer hunn, bei der Uni.lu ugeholl ze ginn? An dat ass jo awer een Zil gewiescht fir déi SO-Ausbildung.

An eng véiert Fro, u sech e bëssen uschlëssend un d'Fro vum Sven Clement; wann ech do de Communiqué richtig liesen, ass eeben net mat den Acteuren vum Terrain geschwat ginn, an dofir ass meng Fro: Firwat ass net mat den Acteuren vum Terrain geschwat ginn?

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Madamm Martine Hansen. Den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend, den Här Claude Meisch, huet d'Wuert.

■ **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.**- Zwielef Minutten hunn ech?

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Dräi mol véier.

■ **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Härren, merci och fir déi Fro. Dat gëtt mer d'Geleeënheet, munches kloerzestellen a richtegzestellen, well ech och e bëssen iwwerrascht war iwwert déi Kommunikatiounen, wéi se de Moien an der Press matgedeelt goufen.

Fakt ass - an ech mengen, dat wësse mer allegueren an dat ass eng gemeinsam Suerg, déi mer hunn -, datt et schwierig ass, Educateuren ze rekrutieren, datt mer eng Penurie hunn an deem Secteur, an engem Secteur, dee staark gewuess ass iwwert déi lescht Joren a sécherlech och nach déi nächst Jore weider wäert wuessen.

Fakt ass awer och, datt mer op den SO-Sektounen am Enseignement secondaire général ganz vill Schülerinnen a Schüler hunn, déi do hiren Ofschloss maachen, hir Première maachen. 28 % vun deene Schülerinnen a Schüler, déi am Enseignement secondaire général d'lescht Joer hir Première gemaach hunn, hu se op enger SO-Sektoun gemaach. Fir eng nei Sektoun, déi et awer eréischt e puer Joer gëtt, ass dat jo awer remarkabel. An ech mengen, do muss mer eis sécherlech och d'Fro stellen, wat déi weider Weeër vun deene jonken Diploméierten do sinn. Och wann dat prioritär natierlech Formatiounen sinn, déi dorobber solle preparieren, en Héichschulstudium unzefänken, schléisst dat jo awer net aus, datt een och eppes aneres ka maachen am Liewen.



Dat huet eis derzou geféiert, datt mer zanter 2018, an dat si jo awer elo schonn dräi Joer hier, eis iwwerleucht hunn, wéi mer kënnen eng Äntwert fannen op d'Penurie vun den Educateuren a wat mer och deene jonke Mënschen, déi d'Première op der SO-Sektioun an der Täsch hunn, kënnen vläicht als zousätzlech Opportunitéit bidden. Zanter 2018 si mer duerfir och a Gespräicher mat deenen zwou Schoulen, mam LTPES, dem Lycée technique pour professions éducatives et sociales, an och mat der ENAD, der École nationale pour adultes, fir ze kucken - well et déi zwou Schoule sinn, déi den Educateursdiplom haut schonn ubidden, déi eng an der Initialausbildung, déi aner an cours d'emploi -, ob een do net zesummen awer kéint nei Weeër fannen, fir nach méi jonk diploméiert Educateuren herno kënnen erauszekréien.

An d'Konklusioun no deene Gespräicher, déi awer elo dräi Joer och gedauert hunn, ass eeben, datt en Diploméierten, dee seng SO-Sektioun gemaach huet, datt deen e weidert Joer ka proposéiert kréie beim LTPES, bei der ENAD, an dann d'Chance huet, wann en dat packt selbstverständlech, den Educateursdiplom do kënnen ze kréien.

Eppes ass duerfir mol net richtig: wa gesot gëtt, déi dräijährig Formatioun vum Educateur, déi wär elo op ee Joer reduzéiert. Ech mengen, do vergläiche mer eppes, wat net ze vergläichen ass, well mir hunn op där enger Säit eng dräijährig Formatioun bei dem LTPES an der Initialausbildung a mir hunn op där anerer Säit zwee Joer an der SO-Sektioun, d'Deuxième an d'Première, an dann duerno nach eng Kéier en Ofschlossjoer am LTPES. An zwee plus eent gëtt och dräi! Also ass et vun der Durée hier jo mol equivalent, anescht wéi et awer schéngt op verschidde Plazen diskutéiert ze ginn.

Ech hu gesot: „Mir sinn zu där doter Konklusioun komm“, dat ass net, datt mer do gekuckt hunn, ob zwee plus eent, ob dat dräi gëtt oder net. Dat ass sécherlech net duergaangen. Mee de SCRIPT, zesumme mat deenen zwou Schoulen, huet eng Analys gemaach iwwert d'Contenuen: iwwert d'Contenuen an der Educateursausbildung op där enger Säit an iwwert d'Contenuen an der SO op där anerer Säit. An natierlech ass et esou, wann ech mäin dréit Joer elo an der Educateursschoul, am LTPES, maachen, datt dat net onbedéngt alles identesch ass mat dem dréite Joer, wann ech do ugefaangen hu schonn op der Deuxième. Dann ass et kloer, datt gewësse Saachen natierlech herno méi staark musse gewiicht gi wéi bei deenen, déi vun Ufank un eeben och Contenuen gemaach hunn, déi reng op den Educateur higedeit hunn.

Ech mengen, wichteg ass och hei, datt mer bei der Admissioun Wäert drop leeën, datt een eng gewësse Praxiserfahrung schonn huet. Wichteg ass awer och, datt mer hei gesinn, datt ee vu jonke Schülerinnen a Schüler, déi awer en Héichschulzougang hunn an eng Première an der Täsch hunn, sécherlech och kann erwaarden, datt se méi eegestänneg kënnen schaffen, datt se sech éischer an engem Rhythmus och kënnen weiderentwéckelen, wéi dat op den Héichschoulen an op den Universitëten de Fall ass, datt se also och zum Deel méi autonom kënnen schaffen, datt se also och an hirer Zäit, notament och an hirer fräier Zäit, zum Beispill méi kënnen vun deem Bagage ophuelen, dee se an deene Jore virun an hirer Ausbildung op der SO-Sektioun vläicht net an deem Mooss gesinn hunn. Och dat, mengen ech, muss een hei kënnen zur Kenntnis huelen.

Ech verstinn natierlech, datt do déi eng oder déi aner Froe gestallt ginn. Ech muss soen, déi hu mir eis am Ministère gestallt an déi hu sech awer sécherlech och an de Schoulen d'Direktiounen gestallt, well vun deenen zwou Schoule waren d'Direktiounen an deene leschten dräi Joer agebonnen. An enger Schoul, mengen ech, wësst Der, datt d'Direktioun och gewiesselt huet. An déi Direktioun vu virun huet heiru matgeschafft an och déi nei Direktioun dréit dee Projet hei mat. An an deem Sënn, mengen ech, datt mer eis allegueren déi dote Froe gestallt hunn, mee datt awer och, op jidde Fall à ce stade, zefriddestellend Äntwerte konnte fonnt ginn.

Wichteg, denken ech, ass awer och, datt mer hei e Pilotprojet maachen. Duerfir ass decidéiert ginn, datt mer souwuel eng Klass elo ophuelen an der ENAD wéi och eng Klass am LTPES an datt mer no engem Joer och eng Evaluatioun maachen, eng Evaluatioun souwuel eng Kéier vum SCRIPT, dee ganz staark involvéiert war an d'Preparatioun an d'Ausschaffe vun deem dote Joer, an eng Evaluatioun awer och extern, fir en neutraalt Bild kënnen ze kréie vu Leit a Fachleit, déi eeben net dee ganze Projet matgedroen hunn a matentwéckelt hunn.

Mech huet et, wéi gesot, datt mer eis bessen iwwerrascht, datt no där doter Preparatiounszeit an deem dote Exchange, dee mer mat de Schoulen hatten, déi dote Communiquéen elo dobäi erauskomm sinn. Ech weess, datt d'lescht Woch eng Diskussioun war an eng Virstellung vun Projet an der Conférence du lycée am LTPES. Do ass mer gesot ginn, datt sécherlech och emol kontrovers Froe gestallt goufen an datt diskutéiert gouf, datt dat awer an engem ganz konstruktiven Toun war, wéi déi Diskussioun do geféiert gouf.

Elo kënt awer e Communiqué vun dem Bureau vun der Conférence du lycée, et kënt och e Communiqué vun enger Gewerkschaft, vun enger Educateursgewerkschaft. Ech muss soen, ech hu gëschter e Bréif kritt vun der Conférence du lycée. Ech hunn deen zur Kenntnis geholl, ech hunn e weidergeleet an ech hu meng Servicer gebieden, do Entrevuen ze plangen, fir datt een deene Leit kann nolauscheren. Émsou méi wonnert et mech awer, datt dat an där doter Form, iwwer Communiqué, da schonn haut an der Press ass a sécherlech méi zur Onrou bäigedroen huet wéi zu enger objektiver Opklärung. Mee datt ass dann eebe mat de Reegelen a mat de Spillreegelen an de Gewunnechten aus der Education nationale ze erklären. Déi sinn eeben, wéi se sinn.

Ech denken, datt een dat doten a Rou soll weiderdiskutieren. Ech denken awer och, datt een deem Pilotprojet hei eng Chance soll ginn. En ass iwwer dräi Joer ausgeschafft ginn, en ass ausgeräift, e léist Problemer. E léist Problemer op där enger Säit, well mer eng Penurie vun Educateuren hunn, an e léist och d'Problemer op där anerer Säit, well mer vläicht deem engen oder deem anere vun deene Jonken, déi d'Première op der SO-Sektioun gemaach hunn, hei zousätzlech Méiglechkeete kënnen ginn.

Et ass eng Erausforderung fir déi Jonk, déi deen dote Wee wëlle goen, fir dat nozemaachen a sech dann natierlech och hiren Diplom ze verdéngen duerch déi Aarbecht, déi se do leeschten, duerch déi Examen, déi se do packen. A wa se dat reusséiert hunn, dann, mengen ech, kënnen mer hinnen och berouegt den Educateursdiplom ginn, wat natierlech dee selwechten Educateursdiplom ass wéi och bei deenen aneren.

D'Madamm Hansen stellt mer nach eng Fro - wat mech awer e bësse wonnert, datt ech déi vun der Madamm Hansen gestallt kréien -, déi awer och emol Héichschulministesch war an déi, mengen ech, hoergenee weess, op d'mannst esou gutt wéi ech weess, datt d'Uni.lu absolut autonom ass, fir Studentinnen unzuhuelen oder net. An natierlech kënnen och jonk Leit, déi eng SO-Sektioun gemaach hunn, eng Première ofgeschloss hunn, do ugehall ginn. Si kënnen vun der Uni.lu natierlech och refuséiert ginn, wéi dat op allen aneren Universitëten och de Fall ass. Duerfir hunn ech déi dote Fro aus Ärem Mond awer net ganz kënnen novollzéien.

Villmools merci.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Meisch. Den Här Clement. U sech ass keng Zousazfro ...

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Ech hunn nach ...

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - ... an der Froestonn virgesinn.

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - ... 22 Sekonnen iwwerregellooss, extra, fir den Här Meisch ze froen, ob en dann ...

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Och dat ass net an der Prozedur virgesinn, mee Dir kritt awer d'Wuert. Mee ech wëll lech just dorun erënneren, well Dir am Fong geholl ëmmer wëllt d'Reglement béien. An dat Règlement gesäit dat doten awer elo net vir.

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Ben, dat ass eng Ënnerstellung, Här President. Mee u sech wollt ech just den Här Meisch froen, ob en der Meinung ass, datt eelef dat nämlecht ass wéi sechs plus néng plus eelef? Well dat ass nämlech dat, wat bei de Stagen den Ënnerscheid mécht: datt se elo an Zukunft eelef Woche Stage wäerten hunn, wou et haut awer 26 Woche sinn. Op déi Fro ass en nämlech net gaangen an dat wollt ech awer gekläert wëssen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Här Meisch, wann ech gelift.

■ **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Här President, ech wëll just nach eng Kéier ënnersträichen, datt ech wuel op déi dote Fro agaange sinn, vläicht e bësse schnell, datt ass wouer. Mee da sinn ech dankbar, datt ech nach eng Kéier d'Geleeënheet kréien. Ech hu gesot: Bei der Admissioun vun deene jonke Schülerinnen a Schüler, déi mer do wäerten ophuelen, wäerte mer wuel kucken, ob se och schonn Aktivitéite gemaach hunn a Beräicher, wou haut dann och Schülerinnen a Schüler vun LTPES Stagë maachen, soudatt mer do sécherlech eng aner Rechnung kënnen maachen, wéi déi, déi Dir elo hei virgemaach hutt.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Meisch. D'Madamm Martine Hansen, dat selwecht fir si, ...

■ **Mme Martine Hansen (CSV).** - Fait personnel.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - ... wat och fir den Här Clement gëllt.

■ **Mme Martine Hansen (CSV).** - Fait personnel. Den Här Minister huet gesot, en hätt sech staark gewonnert, aus mengem Mond eng Fro ze héieren.

**(Interruption)**

An ech wollt déi Fro just nach eng Kéier explizéieren, well mengen Informatiounen no huet d'Uni.lu u sech Schwiergekeeten, dës Schüler zum Deel unzuhuelen, well se soen: „Verschidde Kompetenze feelen.“ Wann dat e Problem ass, da misste mer dat bei der SO-Sektioun verbesseren u sech.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Wëllt den Här Minister dozou nach eppes soen?

■ **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Ausser datt ech nach eng Kéier géif dat widderhuelen a meng Verwonderung zum Ausdrock géif bréngen wéi virun, hunn ech näischt méi derbäizefügen. Villmools merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools.

Et schéngt, wéi wann d'Madamm Lenert nach net do wier. Da géife mer fir d'éischt d'Fro Nummer 223 vum Här François Benoy un de Finanzminister huelen iwwert d'Besteuerung vun de Betriber op europäeschem an internationalem Niveau. Här François Benoy, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n° 223 du 18 mai 2021 de M. François Benoy relative à l'imposition des entreprises au niveau européen et international, adressée à M. le Ministre des Finances**

■ **M. François Benoy, (déi gréng).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Hären, Här Minister, no jorelaanger Blockad kënt et dann op europäeschem an internationalem Niveau a puncto Mindestbesteuerung respektiv Steierharmoniséierung zu enger neier Dynamik, eebe fir déi Spiral no ënnen ze stoppen. Op OECD-Niveau hu mer eng duerchschnëttlech Besteuerung am Joer 2000 vun 32 % gehat, am Joer 2020 ware mer do bei 23 %.

D'Europäesch Kommissioun wäert haut en neie Package virstellen, deen zum Deel schonn am Virfeld an der Press circuléiert ass. Et ass hei en neien Ulaaf, dee soll gemaach ginn a puncto eenheetlech Reegelen a Saache Betrëbsbesteuerung an der Europäescher Unioun. Et ass nach net alles gewosst, mee d'Richtung stëmmt awer op alle Fall fir ons Gréng: Mindestbesteuerung, eng Harmoniséierung, awer och méi Transparenz, wat d'Steieren ugeet vun Entrepreneuren - dat Ganzt ass positiv, well et zu enger méi gesonder Kompetitivitéit féiert; also aner Atouten, déi am Zentrum stinn, am Mëttelpunkt stinn, wéi d'Steieren eleng -, Steiergerechtgeet virun allem och, wat déi wierklech grouss Entrepreneuren ugeet, déi wéineg bis guer keng Steiere bezuelen.

An dat Ganzt ass net just wichteg fir déi eenzel Länner, fir do méi Steierrecetten eranzekréien, mee och fir d'Europäesch Unioun als Ganz. Och d'Entrepreneuren dobäi, well d'Entrepreneuren net 27 verschidde Steiermodeller mussen analyséieren, mee sech op eppes Eenheetlech kënne verlossen.

Dofir géif ech mer erlaben, dem Minister e puer Froen ze stellen: Huet de Minister Detailler, wat den europäesche Package ugeet? A wéi schätzt de Minister d'Diskussiounen dozou an? Wéi wäert Lëtzebuerg sech och do proaktiv an deenen Diskussiounen bedeelege respektiv do abréngen? A wat sinn dem Minister no d'Implicatiounen fir Lëtzebuerg?

Villmools merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Benoy. Den Här Finanzminister Pierre Gramegna huet d'Wuert.

■ **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Merci, Här President. Ech hu schonn, jo, elo jorelaang hei villes matgemaach, mee ech sinn nach ni gefrot ginn, e Kommentar ze maachen iwwer en Text, deen nach net eraus ass. Vu dass dat vun engem Deputéierte kënt, mat deem ech ganz gären a ganz vill zesummeschaffen, deen och de Rapporteur vun Budget ass, sinn ech hei ganz positiv gestëmmt. Mee wann ech hei elo eppes wierklech dramatesch Wichteges géif soen, géif dat mer entgéintgehal ginn, well géif gesot ginn: „Wéi kann de Minister nëmmen elo do schonn eng Meinung hunn iwwer en Text, deen ...?“ Vläch ass en op der Minutt erauskomm. An Dir hutt mer elo awer richtig e bessen eng Virlag gemaach, wéi Der sot: „Et ware Fuitten ...“, „Kënt Der elo nach méi an den Detail goen?“ An den Detail kann ech ganz bestëmmt net goen, well den Text nach net eraus ass!

An d'Kommissioun huet iwwerregens och d'Publikatioun vun hiren Recommendatiounen, wat se alles an der Fiskaliteit wëllt an den nächste Jore maachen, retardéiert wéinst Covid, wéinst villen anere Saachen an haaptsächlech wéinst dem Fait, an ech mengen, dat ass vläch dat Allerwichtigst, dass d'OECD jo amgaangen ass, am Kontext vum Level-Playingfield eng Taxatioun virzeschloen, déi d'Steierlandschaft op zwee Punkte wäert dramatesch changéieren. Dat eent ass de Pilier 1. Dat ass deen, deen eng international gerecht Besteuerung virgesäit fir digital Servicen. An dat war mol deen éischten Usaz. An déi ganz Diskussioun vum Pilier 1 ass nach evoluéiert, andeem dat sech warscheinlech och nach transposéiert op déi ganz grouss Gesellschaften am E-Commerce - ech denken do un Amazon an anerer.

Déi ganz Diskussioun ass net fäerdeg. Wann alles riichtgeet, da kréie mer am Laf vun der zweeter Ministerieller vun der OCDE, déi am Hierscht virgesinn ass, do en Accord. Lëtzebuerg huet och dést Joer d'Vizepresidence vun der OCDE, wou ech dann och wäert do sinn. A mir wäerten natierlech extreem matschaffen a proaktiv matschaffen. Et ass och eng éischt Ministerieller vun der OCDE elo Enn des Mounts an Ufank Januar, wou deen ausscheidende Secrétaire général Gurría ophält an deen neien, Cormann, aus Australien, ufänkt. Mat deenen zwee hunn ech ganz enk Relatiounen. An ech wäert och mat hinnen an der Tëschenzeit zesummen Mee a September ganz enk zesummeschaffen.

Ech hunn e bessen iwwerflunn, wat an de Projekte war a wat mer - natierlech, wéi se sou schéin op der däitscher Tëlee ëmmer soen: „ohne Gewähr“ - esou haten, ...

**(Interruption)**

... dat ass, dass et dono ausgesäit, wéi wann et awer d'Striewe vun der Europäescher Unioun wier, fir sech hei an dat Beméie vun der OCDE anzereien. An dat ass fir eis Lëtzebuerg ganz wichteg. Mir wëlle kee Cavalier seul vun der Europäescher Unioun a scho guer net een, dee méi wäit geet wéi dat, wat mer op OECD-Niveau kënnen eventuell am September, Oktober zesumme maachen. An ech mengen, dat ass de Gros vun deem, wat ech hei ka soen.

Et ass och interessant, dass et der Kommissioun awer och an där Recommendatioun dréms geet, well esou vill Besteuerung besteet, dass mer awer och mussen derfir surgen, dass d'Taxatioun fir d'Betriber och nach iwwerschaubar bleift. Ech muss soen, ech hunn dat dann éierlech gesot eréischt an der Mëttesstonn entdeckt, dee Passage, dass d'Taxregel misste vereinfacht ginn an d'„compliance costs for businesses“ misste reduzéiert ginn. Dat war eng positiv Iwwerraschung, muss ech soen, dass d'Kommissioun sech däre awer och unhält. Wann ech mat verschidde gréisseren Entrepreneuren schwätzen, déi soe mer: „Ma ech géif ganz gären all meng Steiere bezuelen, ech géif se immens gäre bezuelen, et ass just: Et ass esou komplizéiert, ...

**(Interruption)**

... dass ech net weess, ob ech an der Rei sinn oder net an der Rei.“

**(Interruption)**

Dat ass eeben esou. Ech mengen ...

**(Interruptions)**

Ben, Amazon huet jo Recht kritt a senger Saach.

Ech maachen hei elo ganz e bessen Humor. Et ass vläch feel un der Plaz, wann een iwwer Steiere schwätzt.

Ech wëll als Konklusioun hei soen: Mir si voll derbäi. Mir sinn um Ball. Ech suivieren dat perséinlech 24 Stonne vu 24 am Interêt vun eiser Wirtschaft an am Interêt vum Level-Playingfield. Wat mir als Lëtzebuerg mussen errechen, dat ass, dass déi Reegelen, déi da gemaach ginn op OCDE-Niveau, iwwerall gëllen an dass mer domat kënnen den Entrepreneuren, déi zu Lëtzebuerg ugesidelt sinn, e Kader ubidden, wou se sech kënnen entfalten, wou se sech kënnen am Marché unique entfalten, developpéieren, an awer och iwwert de Marché unique eraus. An dofir ass et jo esou wichteg, dass déi Reegelen um Niveau vun der OCDE sollen zréckbehal ginn.

Ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Finanzminister.

Mir kommen dann elo zur Fro Nummer 222 vun der Madamm Octavie Modert un d'Gesondheitsministesch iwwer eng dréit Impfdosis fir Leit, déi un enger Immunodepressioun leiden. Madamm Octavie Modert, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n° 222 du 18 mai 2021 de Mme Octavie Modert relative à une troisième dose de vaccin à ARN messenger pour les personnes immunodéprimées, adressée à Mme la Ministre de la Santé**

■ **Mme Octavie Modert (CSV).** - Merci, Här President. Jo, virun enger décker annerhallwer Woch huet déi franséisch Direction générale de la Santé gesot, et wär néideg, datt sougenannt „personnes immunodéprimées“ géifen eng dréit Dosis Impfstoff kréien. Dat wär néideg spéitstens véier Wochen no där zweeter Impfdosis, fir datt se genuch Anticorps kréie géifen an hir Immunantwort héich genuch wär. Dat sinn ënner anerem transplantéiert Persounen, ob organ-, stammzellen- oder reckemuerchtransplantéiert. Dat sinn och chronesch Dialysepatienten an esou virun.

Nodeems dës Persounen net bei deenen alleréischte Geimpften hei zu Lëtzebuerg waren, wollt ech d'Regierung froen an déi sanitär Autoritéiten, wéi si stinn zu enger dréiter Impfdosis fir déi do Mënschen a wou dat och géif stattfannen, déi Impfung. Well a Frankräich kann dat zum Beispill bei hirem Dokter sinn, an der Struktur, déi se behandelt, oder eeben och am normalen Impfzentrum.

Villmools merci.



■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos, Madamm Modert. D'Gesondheitsministesche, d'Madamm Paulette Lenert, huet d'Wuert.

■ **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé.** - Merci, Här President. Effektiv hu mer gesinn, dass eng Rei Länner op deen dote Wee gaange sinn, dont Frankräich, och suivéiert vun der Belsch. Si hunn des Optioun geholl fir eng drëtt Dos bei verschiddeenen Immunodepriméen, zum Deel opgrond vun enger Lëscht vu Pathologien, spezifesch oder opgrond vun enger Règle générale.

Déi meescht europäesch Länner hunn déi heite Pist nach net ageschloen. Firwat? Well et nach ganz wéineg wëssenschaftlech Donnéeë gëtt en faveur vun esou enger Approche. A virun allem gëtt et nach keng klimesch Etüd au sens strict du terme.

Ech kann lech awer matdeelen, dass eise Conseil supérieur des maladies infectieuses sech mat dëser Fro befaasst huet elo kierzlech an dass si eeben och iwwert déi doten Optioun debattéiert hunn. Si sinn awer dunn zum Schluss komm, well se eebe vum Gesetz hier gehale sinn, op wëssenschaftlecher Basis ze schaffen, dass se heizou nach keen Avis an déi dote Richtung kéinte ginn, well eeben nach keng esou eng klimesch Etüd géif virleien.

Ech géif och gären ervirsträchen, dass et net aleng duergeet, Anticorpsen ze hunn. Dat ass just een Deel vun der Réponse immunitaire, deen zielt. Et gëtt och een zweete Piler, ganz wichteg, dat ass d'Immunité cellulaire, déi manner einfach ze analyséieren ass. Et kann een also net einfach aus der Absence vun Anticorpsen schléissen, dass keng Immunitéit do ass.

Op alle Fall - langer Rede kurzer Sinn - : Zu dësem Zäitpunkt bleiwe mer eeben opgrond vun deenen Diskussiounen, déi de Conseil supérieur des maladies infectieuses hat, bei eiser Positioun vun zwou Dosen. Dat ass eppes, wat mer ganz enk suivéieren. Ech krut dat och vun hinne confirméiert. Si halen dat genau am An a wäerte sech och autosaiséieren, wa se do nei Elementer hunn, also klimesch Etüden eeben, déi an déi Richtung géife goen.

Ech géif och nach gären ennersträchen, wann elo e Problem sollt sinn, dass e Patient, dat kéint emol ganz selte vorkommen, elo e speziellen Traitement a Frankräich bräicht an déi drëtt Dosis bräicht, dass mir dann natierlech ëmmer oppe sinn, dass mir da kontaktéiert ginn an da siche mer direkt, wéi een do eng Léisung ka fannen. Mee generell hu mer déi dote Positioun elo, Stand haut, nach net adoptéiert.

Voilà, dat wär et dozou.

Ech wollt och - Här President, ech weess net, ob dat elo de Moment ass oder net an Ärem Timing - eng Präzisioun ginn zu enger Question parlementaire urgente, déi gestallt ginn ass a wou mer, mengen ech, net déi schréfflech Äntwert eraginn hunn. Ass dat ...?

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Vu wem kënt déi Question parlementaire urgente?

■ **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé.** - Et war eng vum Michel Wolter, déi un d'Madamm Cahen an u mech gerichtet war.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Da géife mer déi duerno als nächste Punkt huelen. Dat ass e Punkt fir sech.

■ **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé.** - Jo, merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Da kënnen mer deen dertëscht huelen, ...

■ **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé.** - Jo.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - ... no der Fro un den Här Gramegna, no där Question élargie.

## 5. Question élargie n° 97 de M. Laurent Mosar au sujet des opportunités de la technologie de la blockchain pour le secteur financier

Den zweete Punkt vum Ordre du jour vun de Mëtteg ass d'erweidert Fro Nummer 97 vum Här Laurent Mosar iwwert d'Opportunitéit vum der Blockchain fir de Finanzsektor. Den Auteur vun der Fro huet fénnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister eventuell eng Zousazfro ze stellen, an dem Minister stinn zéng Minutten zou.

■ **M. Laurent Mosar (CSV).** - Jo, merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, Här Finanzminister, Dir kënt lech berouegen, ech wäert lech keng Froen iwwer Texter stellen, déi nach net publizéiert sinn.

Ech wollt eigentlech nach eng Kéier op déi ganz Thematik vu Blockchain och am Kontext vun de FinTechen agoen. Dat ass e Sujet, dee mer schonn e puermol behandelt hunn. Ech wollt dat awer maachen, well anscheinend viru 14 Deeg eng Luxembourg Blockchain Week och am Kontext vum Finanzsektor stattfont huet, déi anscheinend e gréisser Succès war, well méi wéi 700 Spezialiste sech

do ageklickt hunn. Et ass mer zwar gesot ginn, et hätt alles gutt geklappt bis op den Toun, well den Toun wär net ëmmer do gewiescht - wat e bësselche speziell ass fir eng Manifestatioun, déi jo sollt d'Digitalisatioun ennerstëtzen -, mee soss ass dat awer eng ganz flott Initiativ gewiescht.

An et ass do virun allem och ëm e Punkt gaangen, dee mir och ganz staark um Häerz läit, nämlech d'Intermediatioun zwëschen Clienten an dem Finanzsektor, wou mer jo elo an eng Richtung ginn, datt ëmmer méi Prestataire-de-services a sech versichen, an déi Relatioun zwëschen de Banken an de Clienten direkt anzubriechen, wat a sech eng gutt Saach ass, well natierlech och hei d'Konkurrenz da spillt a well sech dat jo och fir d'Clienten eigentlech nëmme ka positiv auswierken. Do stelle sech awer eng Rei vu Froen, wat d'Regulatioun vun deenen Intermediären do betrëfft. Ech hat och schonn déi eng oder aner Kéier hei dozou Froe gestallt.

Et ass awer nach en zweete Volet, deen ech och wollt am Kader vu menger Fro hei uschneiden, dat ass den europäeschen Niveau, well do sinn eng ganz Rei vun interessanten Initiativ geholl ginn. Do ass notament den Digital finance package, wou et ëm d'Finance numérique geet, wou et och ëm d'Services de paiement sécurisé geet. An haapt-sächlech, an do wäerte meng Froen och drop erulasen, ass eng Proposition de règlement iwwert d'Marchés de crypto-actifs geholl ginn, de sougenannte MiCA. An do soll jo justement de Cadre juridique prezisiéiert ginn, eng Suerg, déi ech och schonn oft hei virbruecht hunn.

Doniewent huet d'Kommissioun awer och en Acte législatif iwwert d'Résilience opérationnelle numérique, de sougenannten DORA - et si lauter flott Nimm, déi d'Kommissioun do huet -, wou et a sech drëm geet, fir d'Cyberattacken, d'Risiken dovunner méi an de Grëff ze kréien. An dowéinst wollt ech lech eng Rei vu Froe stellen.

Déi éischt Fro ass, wéi et eigentlech elo virugeet, och notament no där Krypto- a Blockchainweek. Wéi wëllt d'Regierung hei virgoen? Haapt-sächlech: Ass iergendwéi elo eng legislativ Initiativ geplangt?

Eng zweet Fro: Wéi ass et hei mat der Regulatioun vun deenen ganzen Intermediären, déi amgaange sinn - an zu Recht, a wéi gesot, ech hunn et gesot, et ass jo eigentlech och positiv -, awer op deene Marchéer méi aktiv ze ginn?

Drëtens: Setze mir elo déi verschidde europäesch Initiativen, notament déi Proposition de règlement an deene Acte législatif, och sou schnell wéi méiglech ëm? D'ailleurs bei engem Règlement, normalerweis applizéiert dat sech jo direkt. Mee do ass dann och d'Fro: Muss eventuell eis Legislatioun dozou nach eng Kéier ugepasst ginn?

Da wollt ech awer och nach ganz schnell op zwee aner Voleten agoen, déi vläicht manner de Finanzminister interesséieren, déi awer och an der Diskussioun vu Cryptomonnaien an och vu Blockchain net onwichtig sinn.

Dat eent ass deen ekologeschen Aspekt. Ech misst da vläicht déi Fro un d'Umweltminister stellen. Ech hunn d'ailleurs gesinn, datt do déi gréng Kollegen, déi ech hei am Haus nach net vill héieren hunn zu där ganzer Thematik, am Europaparlament elo eng Initiativ iwwert den Här Giegold ergraff hunn, wou den Här Giegold net ganz zu Onrecht seet, datt dat, wat am Moment iwwert déi Blockchainen un Energie dropgeet, weesentlech méi wär wéi fir all d'Autoen, déi duerch ganz Europa fuere, soudatt ee sech muss bewusst sinn, datt, mat allem Favorabelen, wat déi Blockchain-technologien och mat sech bréngen, se dach e gewaltegen ekologeschen Impakt hunn. An duerfir och dozou meng Fro.

An dann eng lescht Fro, dat ass déi: Wann een heivu schwätzt, weess een och, datt et hei Datschutzproblemer gëtt, déi een net sollt ënnerschätzen. An och do muss ee sech trotzdeem iwwerleeën, wéi een do de Leit, déi all Dag domadder ze dinn hunn, och méiglechst vill Garantië ka ginn. Ech mengen, och dat ass vläicht eng Fro, zu där eng Kéier d'Madamm Justizminister misst Stellung huelen.

Ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos, Här Mosar. Den Här Finanzminister Pierre Gramegna huet d'Wuert.

■ **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Merci, Här President, merci dem Deputéierte Mosar fir all déi Froen.

Ech versiche mäi Bescht ze maachen, fir op déi fénnef Froen ze äntweren, mee ech muss soen, den Exercice vun der Frostellung, wou een eng ganz generell Fro da moies um eelef Auer kritt, an da kréien ech fénnef detailléiert Froen ... Ech kann op verschidde Saachen äntweren. Wann den Exercice dorëms geet, dass Der wierklech Äntwert erwaart, déi an de Fong ginn, da wär et gutt, wann dat méi an der Fro selwer prezisiéiert wär. An ech sinn een, dee jo versicht, op Froen ze äntweren. An da kréien ech se um zwielef Auer an dann ass se ganz generell. A meng Ekip mécht ...

### (Interruptions)

A meng Ekip mécht eng ganz gutt Aarbecht an ech wäert mäi Bescht maachen. Ech wëll just soen: Et kann een net op esou vill verschidde Froen aus dem Stegreif hei seriö äntweren!

### (Brouhaha)

■ **M. Laurent Mosar (CSV).** - Här President, ech muss awer hei reagéieren. Ech mengen, den Här Finanzminister ass hei an engem falsche Film. Hei ass keng Fro, déi de Moie gestallt ginn ass. Déi Fro, déi läit mindestens ..., scho viru 14 Deeg ass déi gestallt ginn. Déi sollt ursprénglech d'lescht Woch kommen, ...

■ **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Dat ass richtig.

■ **M. Laurent Mosar (CSV).** - ... dunn hunn ech awer selwer gefrot, fir datt ...

■ **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Dir hutt Recht!

■ **M. Laurent Mosar (CSV).** - ... se sollt ...

■ **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Ech entschëllege mech! Ech hunn dat duerjernegeheit, dat ass ganz richtig. Well ech schonn haut zwou kuerz Froen hat, ...

■ **M. Laurent Mosar (CSV).** - Nee.

■ **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - ... war ech am Modus ... Mir sinn an enger Question élargie. Ech zéien dat zréck.

### (Interruption)

Et ass nawell schwéier.

■ **M. Laurent Mosar (CSV).** - Dir sidd entschëllegt, Här Finanzminister.

■ **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Et ass nawell schwéier. Mee d'Fro si ganz berechtigt. Si si ganz berechtigt, mee nawell, si ginn an den Detail vu verschidde Saachen, déi an der Maach sinn an déi schwéier sinn.

Ech wëll vläicht ufänke mat Definitiounen. Wat ass Blockchain? Wat ass - et sinn alles englesch Wieder - Distributed Ledger Technology? Dat heescht, dass d'Transaktiounen, dass d'Informatiounen net op enger zentraler Plaz stockéiert ginn, mee dass se eebe bei all Einzelnem op der Blockchain stockéiert sinn. Dat heescht, et ass en Instrument vun Transparenz. An d'Blockchain ka gebraucht ginn am Finanzsektor, wou se wierklech vill gebraucht gëtt, mee si gëtt och an aneren Domäne gebraucht.

Mir hunn enner anerem zu Lëtzebuerg am Kader vun „Digital Lëtzebuerg“ säit 2014 eng ganz Rëtsch Initiativ do geholl. A mir hunn, enner anerem, Infrachain geschafen, wat eng Associatioun ass vun alle Partie-prenanteën. An déi Associatioun schafft och mat der EU a mat der OECD zesummen.

Dat gesot, ass et richtig, dass grad an deem Domän - an dofir, mengen ech, hunn ech jo och déi Fro gestallt kritt als Finanzminister -, dass grad an de Finanzdénsgschtleeschungen d'Blockchain am meeschte gebraucht gëtt. Mir hu säit 2014 dorobber geschafft, dat heescht, praktesch säitdeem ech ugefaangen hunn, well ech erkannt hunn, dass dat e wichteg Element ass, fir eis Plaz ze diversifizéieren, fir FinTech-Gesellschaften op Lëtzebuerg unzezéien oder Initiativen hei vu Grond a Buedem eropzékriegen.

An ech kann lech soen, am Luxembourg House of Financial Technology, dat mer 2017 gegrënnt hunn, ass ee Fénneftel vun den Initiative vun den Acteuren, déi do sinn, justement verbonne mat der Technologie Blockchain.

Mee déi Technologie ass net e Selbstzweck. Et ass u sech, an ech muss soen, d'Ekip huet mer dat heigeschriwwen, ech fannen dat wierklech e flotten Ausdruck: Et ass „en Hummer, deen no engem Nol sicht“. Et ass u sech wéi den Internet, wann een esou wëllt. Den Internet gëtt onwarscheinlech Méiglechkeeten, mee da muss een nach Businessapplikatiounen fannen. An dofir ass dat en Outil, deen esou wäertvoll ass, deen zum Beispill an der Certification, an der Compliance, am Reporting esou wäertvoll ass. Enner anerem gebraucht d'Bourse eng digital Ennerschrëft an déi digital Ennerschrëft, déi berout op der Blockchain. Dat applizéiert d'Bourse säit 2016.

Elo ass d'Fro, déi sech stellt: Wéi reguléiere mer dat als Land? Als Europa? Reguléiere mer dat, andeem mer d'Technologie reguléieren, oder reguléiere mer de Produit, de Service? An d'CSSF observéiert dat ganz no, haapt-sächlech fir d'Utilisatioun duerch d'Banken, an huet och schonn d'Acteuren allegueren en garde gesat, souwuel d'Utilisateuren, d'Privatpersounen, wéi awer och d'wirtschaftlech Acteuren, si missten oppassen op verschidde Saachen. A wat elo d'Acteuren ubelaangt: Si mussen sécherstellen, dass d'Technologie sécher ass, dass d'Risiken am Grëff sinn an dass d'Donnéeë geschützt sinn. Dat huet d'CSSF scho gemaach. An op där anerer Säit gëtt et natierlech vill Initiative vum Privatsektor mat den Donnéeën, mat de virtuellen Devisen.

Wéi si mer an där ganzer Period säit sechs, siwe Joer mat där Saach ëmgaangen? Mir wollten net virun de Won lafen - am Sënn: reguléieren, éier et kloer gëtt, wat Europa mécht - an och vläicht ze fréi reguléieren an dann en fait Initiativ ofwiergen. Dofir hu mer eng Etapp, géif ech soen, gemaach. Mir hunn dat étape par étape gemaach.

D'EU ass an de leschte Méint aktiv ginn - Dir hutt et genannt, Här Mosar -, andeem se eng Initiativ geholl huet, Markets in Crypto-Assets (MiCA), an dann DORA. Déi Texter sinn an der Diskussioun. Vlächicht ee Wuert dozou, wat ofgedeckt ass vu MiCA: Dat sinn allegueren d'Payment Tokens, dat heescht, wéi een a Kryptowürungen oder Stablecoins bezitt. Utility Tokens, dat ass, wéi ee sech kann digital Servicé kafen. An da gëtt et nach Security Tokens, dat ass wéi een Aktiva keeft, ob dat elo Aktie sinn, Obligationen oder Parten an engem Fong. An do ass d'Iddi, dass dat net soll enner MiCA falen, mee dass dat soll gereegelt ginn, wéi déi Saachen en fait scho gereegelt sinn. Ob dat elo Aktien an de Fong sinn, ob dat elo Obligationen sinn, ob dat Aktien tout court sinn, majo, déi si jo all gereegelt, firwat sollen déi anescht gereegelt ginn, wa se digital gebraucht ginn? Do sti mer. Do schaffe mer mat der Commissioun mat. A mir sinn och frou, dass do eng europäesch Regulatioun, en europäesche Kader wäert geschafe ginn.

Dat heescht guer net, dass mir näischt gemaach hunn. Also éischten hunn ech säit 2014 Promotioun fir FinTech gemaach. An all déi Initiativen, déi eis iwwert de Wee gelaf sinn oder déi mer entdeckt hunn, hu mer wierklech duerchforst. Mir hunn zwou Initiativ législativ geholl, déi Dir hei kennt an der Chamber. Mir hunn d'Gesetz vum 1. Mäerz 2019, wou den Transfer vun Titren iwwert d'Blockchain jo iwwer Gesetz gereegelt ass. D'Gesetz ass ganz kuerz a seet: Wann Der dat iwwer d'Blockchain maacht, dann huet dat dee selwechte Wäert, wéi wann Der dat iwwer traditionell Moyene maacht. An Dir hutt d'Gesetz och den 22. Januar vun dësem Joer gestëmmt, wou Der d'Emissioun vun Titren iwwert d'Blockchain och gereegelt hutt.

Mee viles wäert nach kommen. Mee elo si mer och an engem europäesche Prozess, wou ech also mengen, dass mer, éier mer virun de Won lafen, mussen versicht ginn, wéi einfach Schrëtt fir Schrëtt kucken, ob nach Ajustement néideg sinn.

Dir hutt mer d'Fro gestallt, vu dass et e Règlement gëtt, de MiCA, vun der Europäescher Unioun, ob et dann immediatement applicabel ass. A tout le moins wäerte mer mussen, wéi dat oft de Fall ass, de Regulateur designéieren. Dat heescht, dat kënt och an d'Chamber. Mee et ass jo kloer, wann et e Règlement ass, dass effektiv net méi vill Marge de manœuvre ass, fir do nach Bemollen oder Diëse bäizesetzen.

An zum Ofschluss géif ech soen, dass d'Luxembourg Blockchain Week effektiv e grouse Succès war. Mir haten do 90 Intervenanten, 1.000 Participanten. Dir hutt richtegerweis ennerstrach, dass Blockchain, déi ganz Technologie, eppes ass, wat iwwert de Finanzsektor erausgeet. De Premierminister an den Digitalisatiounsminister sinn och ganz aktiv an där Saach, hunn och do participéiert. Mir hunn och iwwert de Blockchain Lab eng siwe Projete reperéiert, wou mer drop schaffen, wouvun der e groussen Deel grad am Finanzsektor sinn.

An et ass och esou, dass an där Lëtzeburger Blockchaininitiative do déi federführend Persoun, d'Emilie Allaert, eng Persoun ass, déi vum Luxembourg House of Financial Technology kennt, vum LHoFT kennt, dat dës Regierung jo an d'Weeër geleet huet 2017 an dat guidéiert.

Dir gesitt: Mir si bei där Saach um Ball. Ech sinn och frou, dass Der déi Froe gestallt hutt, well dat do ass en immens wichtige Vecteur fir den Developpement vun eiser Finanzplaz.

Ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos, Här Gramegna. Ech géif dann elo der Madamm Gesondheitsminister d'Wuert ginn, fir op déi Fro ze äntweren.

### (Brouhaha)

Den Här Mosar huet nach eng Zousazfro.

■ **M. Laurent Mosar (CSV).** - Ech mengen, de Mëtte si mer allegueren nach net esou richtig do. Dir och net, Här President, net nëmme den Här Finanzminister. Ech soen awer dem Här Finanzminister Merci fir seng ganz interessant Explikatiounen. An en huet eppes gesot, mat deem ech ganz averstane sinn, nämlech dat vum Hummer, deen den Nol net fénnt. Ech géif allerdéngs vlächicht nach eppes hei derbäi betounen: Mir mussen et awer och fäerdegbréngen, wann den Nol do ass, datt mer en och ageschloe kréien. An duerfir ass et wichtig, datt mer elo hei déi richtig Demarchen huelen. Ech hunn de Minister och verstanen, a wat fir eng Richtung datt et geet.

Ech wollt awer och nach eng Kéier eng Präzisioun froen, notament iwwert dat Règlement vum der Europäescher Commissioun, dee MiCA, dat gesäit jo



eppes vir, Här Finanzminister, nämlech e klore Cadre juridique ze fixéieren, dee mir jo och bis elo nach net hunn. Dir hutt elo gesot: „Mir wäerten direkt de Regulateur bestëmmen“, wat ech par ailleurs eng gutt Initiativ fannen. Bleift awer, datt mer awer och mussen eise Cadre juridique, le cas échéant, notamment am Finanzsecteur, applizéieren. Oder gëtt einfach elo dee Cadre juridique vun deem Reglement do tel quel iwwerholl a gëtt dat en Element vun deene verschiddene Finanzgesetzter? Et ass trotzdem eng Fro, déi ech wollt stellen. Dir musst mer och elo net haut eng komplett Äntwert ginn. Mee ech mengen, et wär awer wichteg, wann d'Acteurs aus deem Secteur wësst, a wat fir eng Richtung datt et géif goen.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Mosar. An ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zrëck un den Här Finanzminister.

■ **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Merci, Här President. Also ech mengen, haut ass mäin Dag, fir an der Zukunft ze liesen. Ech hat jo virdu schonn eng Fro iwwer eppes, wat d'Kommissioun haut erausgëtt.

Mir si jo an der Verhandlung, wat dat Reglement ubelaangt. Ech kann den Deputéierte Mosar awer berouegen - berouegen oder encouragéieren -: Ech gesinn dat genau d'selwecht. Wa sech géif an der Verhandlung erausstellen, an dat gesi mer jo am nächste Mount, dass eise Cadre juridique gréisserer Changementer géif bedierfe wéinst dëser Reglementatioun, jo, da fänke mer och virdu un. Mir sinn och am konstanten Dialog mat alle Partiprenanten op der Finanzplaz. An d'Saach mécht mer am Fong geholl net ze vill Ansgicht, well et ass eng Matière, déi immens séier evoluéiert.

Ech muss lech soen, wat déi zwee Gesetzter ubelaangt, déi ech virdu genannt hunn, eent vun 2019, eent vun 2021: Mir sinn eent vun deenen éischte Länner, déi doranner legiferéieren. An dat ass jo eng gutt Saach.

An dat Zweet, wat ech wëll soen, dat ass, dass en plus de Lëtzeburger Droit ëmmer méi gebraucht gëtt fir Listing, Cotatioun vu Green Bonds, mee vun iwwerhaupt Obligatiounen, dass eisen Droit ganz attraktiv ass fir d'Investitiounsfongen an dass deen och do gebraucht gëtt. Dat heescht, mir hunn e groussen Interêt, dass eis Legislatioun, wat och ëmmer do schlussendlech erauskennt, dat anticipéiert oder sou séier wéi méiglech ëmsetzt, fir dass mer weider attraktiv bleiwen. Ech mengen, mir sinn do „on the same page“ oder mir hunn déi selwecht Analys vun der Situatioun.

Ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Finanzminister.

## 6. Ordre du jour (suite)

Da kéime mer am Fong elo zrëck op déi Fro, déi d'Madamm Lenert virdu ernimmt huet, wat keng Question urgente war, mee wat eng normal Fro war, wou just den Delai vun deenen 30 Deeg ofgelaf war. D'Madamm Gesondheitsministesch wëllt awer elo op déi Fro äntweren.

## 7. Question écrite n° 4090 de M. Michel Wolter concernant les victimes de la Covid-19 vivant dans des structures pour personnes âgées

■ **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé.** - Merci, Här President.

Effektiv war d'Zilsetzung am Fong geholl, dat haut de Moien erauszekréieren am Delai, an do si mer op e Problem gestouss an ech hat elo eng Präferenz, fir lech d'Äntwert mëndlech ze ginn. Wourëms geet et? Et ass eng Fro, déi gemeinsam adresséiert ass un d'Corinne Cahen, d'Familljeministesche, an u mech selwer. An et geet drëms, ze wëssen, wéi et sech verhält zueleméissig mat de Leit, déi verscheet sinn an de Structure fir eeler Leit un de Suite vun enger Covidinfektioun.

Ech kann lech do de Stand haut ginn. Mir hunn, wa mer dat opsplécken op d'Centres intégrés pour personnes âgées, also d'CIPE: Do sinn insgesamt 222 Leit gestuerwen un de Suite vun enger Covidinfektioun, dat säit dem Ufank vun der Pandemie. Duvunner sinn der 141 am CIPA selwer verstuerwen a sur place an 81 am Spidol. Dann donieft hu mer, separat opgespléckt, d'Maisons de soins agréées: Do hu mer 124 Leit, déi verscheet sinn un de Suite vun enger Infektioun. A vun deenen 124 sinn der 79, déi an der Struktur selwer verscheet sinn, a 45 am Spidol. An déi drëtt Kategorie, déi mer kënnen erauslëschen, dat sinn d'Logements encadrés. Där hu mer der zwielf. Déi hu mer statistesch erhuewen an där selwechter Kategorie wéi d'Réseaux d'aides et de soins. Do hu mer keng separat Zuelen, eebe well déi an där Kategorie mat dra sinn.

Firwat ech awer wollt mëndlech op d'Fro agoen, ass: Et ass eis opgefall de Moien, dass mer Zuelen erausginn haten am Abrëll am selwechte Kontext,

an do ass e Feeler ënnerlaf. Et ass eis nämlech opgefall, oder méi speziell der Familljeministesche de Moien opgefall, dass do eng grouss Differenz ass. An dunn hu mer dat nogekuckt. An et ass effektiv esou, dass déi Zuelen, déi mer am Abrëll ginn hunn - dat war d'Question parlementaire 3965 vum Mäerz -, dass do e Feeler dra war. Do hu 70 Leit gefeelt, an zwar déi, déi am Spidol gestuerwe sinn.

Et war mer wichteg, fir lech dat hei ze soen an och do mäi Mea culpa ze maachen, well dat wär lech sécherlech opgefall, wann Der elo einfach déi Äntwert schrëftlech kritt hätt. Et ass e groussen Decalage zu där Äntwert, déi mer ginn hunn am Mäerz, an dat ass effektiv e mënschleche Feeler, dee geschitt ass. Et ass vergiess ginn, den Total vun de Spideeler do derbäzerechnen. Déi Zuelen, déi Der awer elo an där heiter kritt - déi kënn selbsterständlech schrëftlech no elo an deenen nächste Minuten -, dat sinn déi richteg, dat ass dee richtegen Total. Voilà.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools der Madamm Gesondheitsministesch Paulette Lenert.

## 8. Motion de M. Fernand Kartheiser relative à l'élaboration d'une réglementation introduisant la surveillance des vestiaires, lors des cours de gymnastique et de piscine

(Motion déposée en séance publique n° 30 du 2 juillet 2019 - à consulter au compte rendu n° 12/2018-2019 en page 374)

Als nächste Punkt um Ordre du jour hu mer d'Motioun vun Här Fernand Kartheiser iwwer d'Ausschaffe vun de Modalitéite vun der Surveillance an de Vestiaire beim Turnen a beim Schulschwammen am Interesse vun Schutz, der Sécherheet an der Intimsphär vun de Kanner, vun deene jonke Leit. An ech géif direkt dem Auteur vun dëser Motioun, dem Här Fernand Kartheiser, d'Wuert ginn.

### Exposé

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur.** - Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, déi Fro hei, déi hate mer am Juli 2019 schonn opgeworf hei an der Pleniëre an déi ass duerno an der Educatiounskommissioun och am Oktober 2019 diskutéiert ginn. An duerno koumen d'Zäiten eebe mat anere Prioritéiten. An ech huelen un, datt och am Unterrechtsministère zënterhier net ganz vill geschitt ass, ausser den Här Minister géif eis elo de Contraire kënnen erklären.

Ëm wat geet et? Den Här President hat et schonn a senger Introductioun gesot: Ma et ass eng Fro, déi eis vu Leit vun Terrain zougedroe ginn ass, eng gewëssen Unsécherheet, déi besteet, wat d'Reegele sinn, wat den Accès zu de Vestiaire beim Turnen a beim Schwammen ugeet. Et gëtt do heiansdo e Sentiment d'insécurité; Leit, déi sech net sécher sinn, souwuel bei den Eltere wéi och beim Léierpersonal, wéi dat eigentlech gehandhaabt gëtt, a selbsterständlech och bei deene Jonken, bei de Kanner, bei de Jugendlechen: Wien däerf eigentlech wéini, ënner wéi enge Konditiounen an hir Vestiaires erakommen? Dat ass eng Fro vu Sécherheet natierlech, dat wësse mer alleguer. Et ass och eng Fro vu Schutz vun der Intim- a vun der Privatsphär vun deene jonke Leit. An dofir ass et natierlech eng eminent wichteg Fro:

Kënnen männlech Surveillanten, ka männlech Léierpersonal ouni Problem an e Vestiar goen, wou Mee dercher sinn, an ëmgekéiert weiblecht Léierpersonal an e Vestiar, wou Jonge sech anescht undinn? Wéi ass dat gereegelt?

An et ass och eng Fro, déi am deemolegen Ombudskomitee fir Kanner a Jugendlecher duerchaus opgeworf gouf a verschiddene Rapporten. Och am Ausland gëtt doriwier diskutéiert. A mir haten och an der Kommissioun, wéi gesot, driwwer geschwat.

Eis Zilsetzung als ADR an dëser Fro ass et einfach, fir eng rechtlech Sécherheet ze schafen, net méi an net manner wéi dat. Mir froen net, wat onméiglech ass; mir froen net eng permanent lwwerwaachung oder wéi och ëmmer, eng absolut honnertprozenteg Léisung. Awer mir hätte gär eng rechtlech Sécherheet am Interessi vu jidderengem.

Eis ass kloer, a mir stellen dat och net a Fro, datt ganz vill Leit, déi vun dëser Situatioun concernéiert ginn, warscheinlech sou gutt wéi se alleguer, datt mat enger ganz héijer professioneller Conscience maachen, datt se de Sënn fir hir Responsabilitéiten absolut hunn. Dorunner zweifele mir net. Mee et gëtt och vläicht eeben Ausnahmen, wat mer net hoffen.

Wéi gesot, mir stellen och net d'Fro, ob d'Ausbildung vläicht op dësem Gebitt net genuch wär. Ech huele schonn un, datt d'Leit an hirer Ausbildung och sensibiliséiert gi fir dës Problematik. Geschitt dat genuch? Dat kann den Här Minister eis soen, senger Meinung no. Mee wéi gesot, d'Zilsetzung ass d'Schafung vun enger rechtlecher Sécherheet, wéi dat zum Deel schonn am Ausland geschitt ass.

Déi lescht Diskussioun heiriwwer hate mer am Oktober 2019 virun der Kris, déi mer eeben elo kann hunn a leider nach ëmmer kennen, an dowéinst: Kann den Här Minister eis och soen, ob an der

Tëschenzäit am Unterrechtsministère eventuell scho rechtlech Moosnamen oder eppes anescht an d'Weeër geleet gi sinn, fir hei déi Sécherheet ze schaffen, déi mir froen?

Ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Kartheiser.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Georges Mischo agedroen. Här Mischo, Dir hutt d'Wuert.

### Discussion générale

■ **M. Georges Mischo (CSV).** - Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, ier ech am November 2017 Buergermeeschter vun der Stad Esch gi sinn, hunn ech virdu 17 Joer als Sportsproff geschafft an hu ganz vill Klasse kommen a goe gesinn, vill Schüler a Schülerinne kommen a goe gesinn. An ech hat weeder selwer als Sportsproff an deene fënnf Lycéeën, wou ech bis dohinner war, nach hate Kollegen ee Problem mat Vestiaires, ausser mol Vandalismus oder iergendwéi Sträit ënnert de Schüler oder Schülerinne. Mee et war ni iergendee Problem mat Pudeur respektiv mat Intimsphär.

Vu dass ech awer elo dräi an en Halleft Joer vun Terrain fort sinn, hunn ech mech dann awer nach de Moien beim President vun der Sportsproffgewerkschaft, der APEP, eng Kéier kuerz informéiert, ob et gréisser Problemer oder Reklamatiounen an de leschte Wochen a Méint oder Jore gi wier. Dat ass net de Fall gewiescht. Ech hunn awer och dervu profitéiert - well d'Fro net prezis genuch, menger Meinung no, gestallt ass -, fir mat der Madamm Di Centa vun der LASEP och nach ze schwätzen, dat ass d'Presidentin vun der LASEP, déi mer gesot huet, dass si an der LASEP jo ganz dacks d'Situatioun hunn, dass just een Enseignant mat enger Klasse oder mat Schüler oder Schülerinne schwamme geet. Deen Enseignant muss e Lifesaver hunn. A si hunn elo decidéiert an der LASEP, en zweete Personnage, eng zweet Persoun ëmmer mat derbäi ze hunn, fir dass ëmmer zwou Persounen bei där Grupp vu Schüler oder Schülerinne derbäi sinn.

Ech mengen, am Primaire ass et jo och esou, dass déi meescht Klassen oder bal allegueren d'Klassen ëmmer zesumme schwamme ginn, also regroupéiert schwamme ginn, dass ëmmer genuch Leit do derbäi sinn.

Ech mengen, e gréisser Problemer bei de Vestiaires oder bei de Schüler ass éischer d'Klauen ënnereenen oder tëscht enger Klass an där aner. Do ass eng Sensibiliséierung, mengen ech, ëmmer néideg.

Wat och e grouss Problem ass, ass eeben de Vandalismus, deen duerch Stress kennt, wa schonn am Bus, wa se zesummedredtscht sinn, do schonn een deen anere stéisst. A wa se dann nach duerch en Dréikräiz musse goen, wéi zum Beispill an der Coque, oder wa se a Vestiaire sinn, déi ze kleng sinn, da kënn éischer emol Vandalismus vir wéi eppes anescht.

Léisungen, déi ech selwer ëmmer hat, fir eeben de Contrôle vun de Vestiaires ze hunn, dat war natierlech, fir virum Cours oder nom Cours emol, wann iergendwéi Problemer opgetruede sinn, de Vestiar kontrolléieren ze goen, ier d'Schüler dra ware respektiv der nach dra waren, wat menger Meinung no ganz essenziell ass, dass den Enseignant eng Presenz markéiert an net einfach nom Cours direkt an de Büro leeft, dass eng Presenz um Gank ass. Da wësse se: A, hien oder si steet nach ëmmer do. An ech mengen, déi Léisung vun der LASEP hunn ech lech elo just nach gezielt.

Genuch qualifizéiert Personal hutt Der virdu ugeschwat, Här Kartheiser - „qualifizéiert Personal“ hutt Der och net definéiert. Jo, dat ass natierlech och Lastik. „Genuch männlech a weiblecht Personal“: Ech gi just op mäi leschte Lycée zrëck, do ware mer zu fënnf Hären an zwou Dammen. An déi hu jo och ënnerschiddlech Stonnepläng. Dann ass et menger Meinung no och onméiglech, ëmmer en Här an eng Damm op der Plaz ze hunn, fir allegueren d'Klasse kënnen ze encadréieren. Also datt ass net realistesch.

Educateuren derbäzesetzen - déi hunn och aner Aarbechten am Lycée -, dofir, fir déi ëmmer do mat an d'Boot ze huelen, mengen ech, ass och keng Léisung.

D'Surveillance wéi, mengen ech, d'ADR sech dat hei an där Motioun virgestallt huet, ass menger Meinung no bedenklech. A wie muss dat doten definéieren? Ech mengen, wann den Eethikrot eng Kéier géif ëm säin Avis gefrot ginn, wäert do bestëmmt och déi eng oder aner Saach nach op den Dësch kommen, wou mer elo vläicht nach net drun denken.

Also eiser Meinung no ass déi dote Motioun superfetatoire, wann d'Aarbecht vun den Enseignanten deementspriedend gemaach gëtt, an dofir wäerte mer déi dote Motioun och net matstëmmen.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Mischo. An dann huet den honorabelen Här Gilles Baum sech zu Wuert gemellt.

■ **M. Gilles Baum (DP).** - Merci, Här President. Et geet mer e bësse wéi mengem Virriedner: Ech hat jo och e bëssen Erfahrung mat Kanner - 19 Joer Turnen a Schwammen. Ech ka just bestätegen, wat mäi Virriedner virdu gesot huet. Wat emol an de Vestiaires net ausbleift, dat ass, dass e bësse gedréckt gëtt, dass et emol zu enger klenger Klapperei kennt. Awer gréisser Saache kann ech do net dokumentéieren.

Effektiv ass déi Motioun de 7. Juni 2019 (veuillez lire: den 2. Juli 2019) hei deposéiert ginn a beschwat ginn. Mir hate se den 8. Oktober vun deem selwechte Joer an der Kommissioun. Do ass se diskutéiert ginn an et ass och do ofgestëmmt ginn. Si ass awer ofgeleent gi mat folgenden Argumenter:

D'Presenz vun den zwee Geschlechter, dat heescht Dammen an Hären, do, wou et méiglech ass, zum Beispill beim Schwammen an den duebele Klassen. Et muss een awer wëssen, dass am Fondamental 80 % vum Léierpersonal Damme sinn, soudass et do schwierig ass, fir de Fifty-fifty och bei der Surveillance vun de Vestiaires ze errechen.

Dann ass eis och an der Reunioen vun der Schoulkommissioun zougedroe ginn, dass weeder Elteren nach Léierpersonal sech beim MENJE gemellt hätte respektiv sech beklot hätten, fir dat Unsécherheitsgefëll, wat hei dokumentéiert ginn ass oder vun deem hei geschwat ginn ass, ze ënnermaueren.

Drëtens, mengen ech, kënnen mer dervun ausgoen, wéi mäi Virriedner gesot huet, dass d'Léierpersonal zouverlässig a professionell ass. An d'Protection de la jeunesse ass och een Deel vun der Formatioun vun Léierpersonal.

Dann ass et och wichteg ze ënnersträichen, dass kee vu bausen däerf an d'Gebai erakomme während der Schoulzäit. Dat heescht, et däerf och kee vu bausen erakommen an d'Sportsraum oder an d'Piscine.

Et ass also wichteg, et ass och richteg, dass eist Léierpersonal gutt forméiert ass, fir kënnen ze reagieren, wann emol eng Kéier e Soupçon sollt si bei engem Kand. Den Encadrement ass also gutt. Den Encadrement ass geséichert. Dofir géif ech menger Fraktioun un d'Häer leeën, dës Motioun net matzedroen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Gilles Baum.

Ass nach een, deen d'Wuert zu dëser Motioun wëllt ergräifen? De Minister, den Här Claude Meisch.

### Prise de position du Gouvernement

■ **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech deelen zu honnert Prozent déi Aschätzung an déi Recommendation vun deenen zwee Députés-enseignants, déi viru mer geschwat hunn.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Minister.

Da kéime mer zum Vott vun dëser Motioun.

### Vote sur la motion

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

### (Appel nominal pour votes par procuration)

Domat ass dës Motioun mat 4 Jo-Stëmme géint 56 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Ont voté non : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Josée Lorsché), Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Djuna Bernard), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.



## 9. Interpellation de M. Léon Gloden au sujet du développement des régions excentrées du pays et du milieu rural dans le cadre de la pandémie de la Covid-19

Eise leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtten ass d'Interpellatioun vum Här Léon Gloden iwwert d'Entwécklung vun den exzentrierte Regiounen a vum ländleche Raum zu Lëtzebuerg am Kader vun der Covid-19-Pandemie. Et hu sech ageschriwwen: den Här André Bauler, d'Madamm Tess Burton, d'Madamm Chantal Gary, den Här Fred Keup, den Här Marc Goergen. Här Léon Gloden, Dir hutt d'Wuert.

### Exposé

■ **M. Léon Gloden (CSV), interpellateur.**- Merci, Här President. D'lescht Joer am März hat ech lech hei d'Experienz vum klengen Leo erzielt am ländleche Raum.

■ **Plusieurs voix.**- A!

### (Hilarité et brouhaha)

■ **M. Léon Gloden (CSV), interpellateur.**- Dee klengen Leo ... Ech gesinn, wann ee Geschichten hei erzielt, dorunner erënnert Der lech.

### (Hilarité)

■ **M. André Bauler (DP).**- Här Gloden, et war am Januar. Et war net am März.

■ **M. Léon Gloden (CSV), interpellateur.**- An Tëschenzäit ass dee klengen Leo méi grouss ginn, a mir hunn alleguer eng Experienz gemaach, sief et an de Stied oder am ländleche Raum, déi mer alleguer net hätte wëlle maachen, nämlech d'Covidkris.

Mee - an dat ass dee klengen positive Punkt un der Covidkris - d'Coronapandemie huet bewisen, wat fir e Stelleväert de ländleche Raum kann hunn. Et ass och an där Achs, wou ech dës Interpellatioun wëll hei verstanen hunn, Här President.

Fir eng Rei Leit huet sech effektiv de Bléckwénkel zum ländleche Raum geännert. Ech mengen net, datt schon emol esou vill Leit an den Norde mam Schlitt fuere gaange sinn. Ech ginn zou: Ech war och derbäi. Et sinn nach ni esou vill Leit op déi vill Autopedestren am Land gaangen, an d'Traumschleifen. Et sinn nach ni esou vill Leit op de Vëlospiste gewiescht. Konsequenz: D'Vëlosbutteker sinn eidel kaaft ginn. Et sinn och nach ni esou vill Leit, am Respekt vun de Covidmesuren, op de Stauséi, d'Baggerweieren an an d'öffentlech Piscine gaangen, well d'Leit eben net konnte fortfairen.

Kuerz gesot: D'Leit hunn d'Land, hiert Land, hiert Lëtzebuerg an all senge Facetten d'lescht Joer an dëst Joer nei entdeckt.

D'Pandemie weist och, datt Teletravail eng Realitéit ka sinn. Teletravail, Här President, ass een Deel vun der Léisung. D'CSV huet sech scho ganz fréi an der Pandemie mam Teletravail beschäftegt. Ech weisen op d'Motioun vu mengem Kollege Marc Spautz vum 20. Mee d'lescht Joer hin. D'Pandemie huet bewisen, datt Wunnen, Schaffen, Fräizäit kënnen beieenegefouert ginn. An et ass an deem Kader, wou de ländleche Raum wierklech kann hëllefen, eng ganz Rei Problemer an dësem Land ze léisen.

D'Pandemie heescht och fir vill Leit, net iergendwéi wallos ee Produkt vun där anerer Säit vun der Welt ze kafen. „Think globally, act locally“ ass méi wéi jee richteg an der Pandemieszäit. E gudder Patt Wäin oder e Cremant vun der Musel mat enger gudder Tranche Ham oder Lëtzebuergere Qualitéit. D'Pandemie ass „made abroad“ - fir eis Liewensqualität „made in Luxembourg“ si mer selwer verantwortlech.

Mee de Package an d'Offer mussen stëmmen, Här President. A ville Gemengen am ländleche Raum gëtt et scho säit enger Rei Jore keng Bankagencé méi, keng Postagencé méi. An - dat ass einfach e Fakt - ëmmer erëm kennt et zu Sprungunge vu Bankautomaten, wéi virun zwee Méint zu Wuerner an zu Wëntger, an net iergendwou an enger Sakgaass, mee moies an den Haaptstroossen. Do muss einfach den Dialog mat de Banke gesicht ginn, fir datt, wa se net wëllen eng Bankagencé an enger Uertschaft halen, op d'mannst d'Infrastrukturen dobliwen, wéi zum Beispill e Bankautomat.

Fréier gouf et dann och a ville Gemenge Commissariats de proximité. A grad an der Pandemie ass et wichteg, datt iwwerall, net nëmmen an der Stad, mee och am ländleche Raum, Policepresenz do ass. Enger Policepatroull ze begéinen, stäerkt d'Sécherheetsgefëll vum Bierger. D'Sécherheetsgefëll vum Bierger ass fir d'CSV, Här President, en Deel vun der Liewensqualität. Eng konsequent Kriminalitéitsbekämpfung amplaz gréng Kuschelpolitik ...

### (Interruption)

... ass ubruecht an der Stad an am ländleche Raum.

Här President, d'Leit hunn am Laf vun leschte Joer eisen Terroir nei entdeckt. Et ass vill lokal a regional consomméiert ginn. An d'Leit wëlle Vakanz doheem maachen. Ech begrëssen och besonnesch déi Aktioun mat de Bongen, déi fir d'Hoteller gemaach gi sinn. Déi ass jo och op Propos vun alle Parteien, inclus vun der CSV, verlängert ginn.

Mee déi Bongen: Zum Beispill wann am Norden nach eng ganz Rei Hoteller sinn, esou gëtt et der leider am Osten net méi ganz vill. An do hunn och meng Kollegen Ost-Deputéiert François Hetto an Octavie Modert an ech selwer schon e puermol drop higewisen: Et wier awer gutt, wa mer do kéinten op e Public-private-Partnership zum Beispill goen, wann de Staat awer eidel Horeca-Infrastrukturen opkeeft an déi dann engem verloungt, fir se ze exploitéieren.

D'Gemenge maachen et och selwer. An ech mengen, egal wou am ländleche Raum, ob dat am Norden oder am Osten ass, hunn déi Strukturen ganz vill Succès. An ech weess och aus Erfahrung, datt den Tourismusminister och gär an déi Strukturen e Pättchen drénke geet, besonnesch op Gréiwemaacher.

Duerfir, Här President, looschen de Argument vun der Concurrence déloyale net zielen. An ech mengen, wa mer wëllen déi jonk Leit an de Horeca-Secteur kréien, mat dem Slogan „Trau Dech“, da muss de Staat och do seng Responsabilitéit iwwerhuelen. D'Gemengen hunn et zum groussen Deel gemaach.

Dann hu mer och festgestallt, wéi wichteg öffentlech Infrastrukturen am Fräizäitberäich sinn, wann d'Leit eben net kënnen an d'Vekanden fieren. Ech denken un déi öffentlech Piscinen, ech denken u Minigolf, ech denken un aner Gemengeninitiativen. Mir wëssen alleguer: Dat ass en defizitär Geschäft. Dir kennt net dee reelle Präis an esou enger Infrastruktur froen, well soss wiert Der bei engem Piscinebesuch - soen ech lech éierlech - bei 50, 60 Euro d'Entrée den Dag! Déi meescht Gemenge froen dat fir en Abonnement fir d'ganz Saison.

Och hei wier eng finanziell Ënnerstützung zum Staat wichteg, besonnesch an dësen Zäiten, well eben och duerch d'Pandemiesregelen net esou vill Leit kënnen an déi Strukturen goen. Dat Beispill, wat ech am beschte kennen: Zu Gréiwemaacher kënnen normalerweis 2.000 Leit den Dag an d'öffentlech Piscine goen. Duerch d'Mesurén si mer limitéiert op ronn 500.

Duerch déi vill Fester, déi ausgefall sinn, zoue Restaurants an Hoteller an de leschte Méint, hunn natierlech och ganz vill Veräinsaktivitéiten net stattfonnt. Doduerch huet dee ganze Beräich vun den Depositären an dem Evenementiel och ganz staark gelidden. Och all déi flott traditionell Fester duerch d'Land konnten net stattfannen. Et ass wichteg, datt mer esou schnell wéi méiglech Konzepter derfir ausschaffen, datt déi Saachen erëm kënnen stattfannen.

Dann zu der Ralance vun lokalen a vum regionale Commerce. Fir d'Uertschaften, an ech hunn et schon e puermol hei um Mikro gesot, ass et extreem wichteg - et gëtt zwar ëmmer e bësse belächelt, mee et ass extreem wichteg -, datt mer déi Service-primären an enger Uertschaft am ländleche Raum behalen. Wann d'Service-primären oder eng Rei Verwaltungsstrukturen verschwannen, da verschwënnt och d'Librairie, da verschwënnt och de Kleederbuttek, da verschwënnt och e Spillsaachebuttek. Alles dat sinn awer déi Commercen, déi eng Uertschaft och attraktiv maachen.

Hei froe mer fir eng koordinéiert Initiativ fir de Commerce. Ech hunn et schon e puermol gefrot: E Businesskader wier wichteg. Mir maachen e Kadaster fir d'Vullen, mir maachen ee Kadaster fir Solarpannoen. Mir maache Kadaster fir allméiglech, mee fir esou e wichteg Thema, wat géif zu der Rebellierung vum ländleche Raum féieren, kréien ech ëmmer eng negativ Äntwert aus der Bourbonsgaass. Ech verstinn net firwat!

Wéi ech am Ufank gesot hunn, Här President, halen d'Leit, déi am Teletravail sinn, sech erëm vill méi an hirer Regioun op. Dofir ass et eben och wichteg, datt mer all déi Infrastrukturen dann och no bei hir Schaffplaz, an dat ass dann eben doheem an der Stuff, kréien.

Et sinn eng Rei positiv Initiative gemaach ginn - ech wëll dat net verstoppen -, wéi Alternativen, wou Point-POSTEN an den Tankstelle sinn oder bei den Epicierien. Et ginn ëmmer méi där Packagekëschen opgestallt. An et ass mer och gesot ginn, datt d'Post hire Bréifdréier Sue matgëtt, besonnesch fir déi eeler Leit, datt déi sech net müssen deplacéieren. Mee dat ass eebe fir kleng Zommen.

Dann ass e weesentlech Punkt den Ausbau vum Glasfasernetz. Et ass extreem wichteg, datt dat schnell virugeet. Ech hat d'leschte Kéier d'Beispill gesot, an ech widerhuelen et: Wann ech mat menger Kopresidentin wëll iwwer Handy schwätzen, da muss ech se virun Eitelbréck kréien, well duerno ass d'Verbindung net ganz gutt.

Ech wëll hei en Zitat bréngen, an deem och den Ernst Ulrich von Weizsäcker zitéiert gëtt: „Ein Zitat Weizsäcker besagt, dass das wirtschaftliche Wachstum vorgestern von der Lage an Flüssen abhing, gestern vom Anschluss an die Eisenbahn und heute von der Lage an den Autobahnen. Diesem Zitat ist hinzuzufügen: Morgen wird das Wirtschaftswachstum von der Anbindung an die Knotenpunkte der Telekommunikation, zum Beispiel Glasfasernetzen, abhängen.“

An dat ass ee Constat! Mir müssen einfach méi schnell virukommen, wa mer wëllen eist Land an

d'21. Joerhonnert féieren. Ech soen awer: Déi leschte Kéier sinn ech am Mëllerdall spadséiere gaangen: tëschtent zwee Fiese 5G-Empfang op mengem Handy! Ech sot: „Bleift hei stoen! Hei kann de Papp schaffen.“ Mee, wéi gesot, wann d'Martine Hansen erop an den Norde fiert, do ass nach Aarbecht ze maachen.

Da muss ech och soen, e Punkt, deen och schon a Question-parlementairen ugeschwat ginn ass, datt ass d'Ekipement vun de Schoulen. Et kann net sinn, datt e Kand, wat am ländleche Raum an d'Schoul geet, benodelegt gëtt, well do vläicht eng Gemeng net esou vill Suen huet wéi eng gréisser Gemeng, wéi d'Stad Lëtzebuerg oder Esch, datt dat benodelegt gëtt am Ekipement vun de Schoulinfrastrukturen.

Ech verstinn de bloen Educationminister einfach net, datt en do op deene Paragrafe reit. Well et war elo grad duerch d'Gemengen, déi de Kanner an de Schoulen déi Tabletten zur Verfügung gestallt hunn, datt iwwerhaapt den Homeschooling konnt gemaach ginn. A mir wëssen alleguer: Familljen, déi eebe sozial leider net esou gutt gestallt sinn, kënnen net all Kand en Tablet kafen. Do war et wierklech dank de Gemengen, datt déi Kanner konnten um Homeschooling deelhuelen. An do wierklech eng Opfuerderung un d'Regierung: Kuckt net de Paragraf. Kuckt nom Wuel vum Kand an ënnerstëtzt dach d'Gemengen am Kaf vun den neie Medienekipementen!

Dann ass den öffentlechen Transport oft hei ugeschwat ginn. Jo, et ass vill geschitt, och a Kooperatioun mat de Gemengen, mee et bliwen do awer nach eng ganz Rei Punkten ze verbesseren. Virun e puer Deeg konnt een de Fall vun der Gemeng Conter an der Zeitung liesen. Et ass mer och gesot ginn, besonnesch am Raum Biekerech ass och nach Amelioratioun (veuillez lire: Amelioratioun néideg), well elo d'Bussen eben net méi direkt vu Biekerech, wéi et schéngt, an d'Stad fieren, mee et muss een dräimol ëmklammen. Den Här Bausch ass elo net méi hei, mee ech huelen un, e lauschtert dat herno. Dir gitt et virun.

Dann och eng Initiativ, déi sech elo gelount huet am ländleche Raum, dat ass d'Initiativ vun deene ville Gemengebussen, déi fieren. Déi meescht Busse fieren entweder just an der Gemeng oder et ass eng regional Kooperatioun. Mir hunn och erëm hei an der Pandemie gesinn, wéi wichteg dee Service ass, well eng ganz Rei Gemengen de „City-Bus“ oder de „Bummelbus“, oder wéi en da soss heescht, als Impfbus ëmfonctionéiert hunn a besonnesch déi eeler Leit an d'Impfzentre gefouert hunn.

Déi Bussen entsprechen en plus nach der Klimapolitik vun der Regierung, well déi meescht sinn och nach elektresch. Duerfir, mir wëssen alleguer: Och dat ass ee reng defizitär Geschäft! Ënner 100.000 Euro d'Joer kritt Der esou e Bus net ze mieten. An och do wier et gutt, wann de Staat géif finanziell de Gemengen ënnert d'Äerm gräifen.

Dann, Här President, alle Jahre wieder säit 2009 soen ech dat hei um Pult: Dat ass d'medezinnesch Versuergung am ländleche Raum! Do huet d'Pandemie gewisen: Wann de ländleche Raum besser ekipéiert gewiescht wier mat medezinnescher Versuergung, dann hätt een net missen an de Spideeler esou eroffuern, datt et do och herno zu Enkpäss komm ass.

D'CSV fuerdert säit Jore entweder méi Centres médicaux, Maisons médicales oder och Antenne vu Spideeler am ländleche Raum. Duerfir, Här President, kann ech wierklech net verstoen, wéi deemools hei besonnesch d'Madamm Lorsché, Fraktiounscheffin vun deene Gréngen, gesot huet, dat bräicht een net. Madamm Lorsché, dat war eng an d'Laiskaul vun de Leit, besonnesch am Osten!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- D'Madamm Lorsché freet dann d'Wuert wéinst Fait personnel.

■ **M. Léon Gloden (CSV), interpellateur.**- Nee, si kann herno äntwerten, wann ech fäerdeg sinn.

### (Interruption par Mme Josée Lorsché)

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Jo.

■ **M. Léon Gloden (CSV), interpellateur.**- Dat war eng an d'Laiskaul vun de Leit am Osten. An ech soen lech: Dir hutt Äre Kollegeinnen a Kollegen am Osten domadder keen Déngscht gelescht.

D'Zwouklassesmedezinn, déi besteet haut. Déi besteet haut! A mir als CSV wëllen eng equitabel medezinnesch Versuergung iwwerall am Land. An duerfir müssen am ländleche Raum och endlech Maison-médicall, Centre-médicall oder Antenne vu Spideeler zougelooss ginn. An do huet dës Gesondheitsministesch déi eemoleg Chance, wierklech d'Gesondheitspolitik vun hire Virgänger ze redresséieren. An ech hoffe staark, datt dat och wäert geschéien.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- A lo kritt d'Madamm Lorsché d'Wuert fir Fait personnel.

■ **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Wann den Här Gloden d'accord ass, dass ech him awer wëll eppes erklären: nämlech dat, dass ech dat net esou gesot hunn. Ech hu ganz kloer gesot, dass och déi gréng

natierlech fir eng Versuergung si mat medezinnescher Servicer. Dat hu mer schon oft gesot. Dat huet och mäi Kollege Marc Hansen scho betount. Wat ech an där doter Debat awer wollt kloerstellen, dat ass, dass onofhängeg dovun, dass déi dezentral Struktur mol müssen analyséiert ginn - mir müssen eng Bedarfsanalys maachen, wat gebraucht gëtt, dat ass ganz kloer -, mir awer drop hiweise wollten, dass mer Bedéngunge stellen.

Dat eent ass: Et muss verhënnert ginn, dass Konkurrenzkampf tëschtent de Spideeler entstinn, well mer dat net glécklech fannen. Mir hätte gär Synergien, sou wéi et och am Spidolsplang schon ugeduecht ginn ass an och elo ëmgesat gëtt. Dat heescht, eng koordinéiert Approche, déi national gereegelt gëtt, an net deen ee géint deen aneren. Dat geet nëmmen op d'Käschte vun de Patienten.

An déi zweet Ausso, déi ech gemaach hunn - an do sinn ech net dat Eenzegt heibannen, wat déi Suerg huet, do si méi Parteien, déi déi Suerg hunn -, dat ass, wann Der vun Zwouklassesmedezinn schwätzt, da soe mir, dass et net därer dozou féieren, dass esou Strukturen zu Tariffer féieren, déi anescht si wéi an de Spideeler. Fir eis ass en universellen Zougang zu der Medezinn e wichtige Volet vun eiser Gesondheitspolitik. An et soll och dobäi bliwen. Dofir triede mir derfir an, dass esou Antennen national gereegelt ginn an dass net iwwert d'Hannerdier do aner Tariffer gefrot ginn, wou dann herno just déi besserstoend Patient sech déi Servicer kënnen leeschten, während déi manner gutt gestallten da wäit Weeër musse fieren, fir dann an d'Stad ze kommen.

■ **Une voix.**- Très bien!

■ **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Dat just, fir dat nach eng Kéier kloerstellen. An ech fannen et ëmmer bedauerlech, wann Aussoen aus dem Kontext gerappt ginn a se dann anescht duergestallt ginn.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Madamm Lorsché. An d'Wuert geet elo zréck un den honoreblen Här Léon Gloden.

■ **M. Léon Gloden (CSV), interpellateur.**- Also, Här President, ech stelle fest, déi gréng hunn elo grad hir Ried zum ländleche Raum gehalen. Da brauchen déi schon net méi ze schwätzen. Ech äntweren awer der Madamm Lorsché. Also dee groussen Ënnerschied tëschtent deene Gréngen an der CSV an deem Domän ass: Si sinn nach ëmmer bei den Analysen a mir setze konkret Projeten ëm.

An ech wëll och soen, ...

### (Interruptions)

An ech wëll och soen, Madamm Lorsché: Haut besteet Konkurrenz tëschtent dem lëtzebuergesche Gesondheitssecteur an dem auslännesche Gesondheitssecteur. Et si Pilgerscharen, déi op Tréier a Klinicke fieren, well se hei keng Rendez-vous kréien an der Radiologie oder am IRM. Et si Pilgerscharen! Ech mengen, Dir verkennt d'Wourecht an d'Fakten. An duerfir nach eng Kéier, an et ass jo gutt a sou enger Debat: déi gréng wëllen dat net, mir als CSV sti fir d'medezinnesch Versuergung am ländleche Raum. An d'Kollege vun der DP schéngt jo och elo eis säit dem leschte Joer do ze ënnerstëtzen, wann ech esou d'Kollegen an d'Kollegeinnen héieren.

Da wëll ech generell och nach eng Kéier op d'Gemengefinanze kuerz agoen, en Thema, wat ëmmer erëm hei ugeschwat gëtt. An ech wëll och eng Kéier all de Gemenge wierklech e grouse Merci soe fir dat, wat se mam Syvicol zesumme gelescht hunn an där Pandemie. Ech mengen, och do sollt e Merci a Form vu finanzieller Ënnerstützung kommen, sou wéi ech dat an deene verschiddenen Domänen hei schon ugeschwat hunn.

Erlaabt mer dann nach e lescht Wuert zu der Groussregioun. D'Pandemie huet eppes bewisen, Här President: Europa muss gestärkt ginn. D'Freude, schöner Götterfunken“ hunn zimmlech matt geléckelt d'lescht Joer. An et ass wierklech meng Iwwerzeugung: Grenzen innerhalb vun Europa, tëschtent den europäesche Biergerinnen a Bierger dierf et net ginn.

Wéi d'Grenzen zougemaach gi sinn, hunn d'Buergermeeschteren hiren Homologen déisäit dës Grenz op d'Féiss gestallt (veuillez lire: hunn d'Buergermeeschteren hir Homologen déisäit der Grenz kontaktéiert) an hu vum Ausseminister Ënnerstützung kritt. Eis Ministesch vun der Groussregioun war leider do total absent. Dir gitt gäre Wanderweeër zu Lëtzebuerg, mee gitt elo mol de Wee vun der Groussregioun. An d'Groussregioun muss nei politesch dynamiséiert ginn. Mir mussen bei d'Leit goen. Mir müssen d'Strukture vun der Groussregioun an deem Sënn änneren. Well dat huet d'Pandemie gewisen: D'Groussregioun kann e ganz wäertvollen Interlocuteur sinn. An amplaz zwee-, dräimol am Joer eng hochtrabend Ried iwwert d'Groussregioun ze halen, muss d'Groussregioun vun ennen erop erëm mat de lokale Politiker zesummen aktivéiert ginn. Et ass extreem wichteg, well ech sinn iwwerzeugt: Wa mer dat gehat hätten d'lescht Joer ëm dës Zäit, da wieren déi Grenzen net esou schnell zougemaach ginn oder net esou schaarf kontrolléiert ginn, wéi dat de Fall war.



Här President, am Resümee: Et ass un der Politik, d'Ramebedingungen ze schafen, fir datt de Bierger an d'Biergerin fräi entscheede kënnen, wou se wëlle liewen hei am Land. Il y a du pain sur la planche.

Ech ginn dann och an deem Sënn eng Motioun of, déi déi wichtegst Punkten aus menger Ried hei zrëckhëlt. Duerfir wäert ech déi elo net nach eng Kéier virliesen. Merci.

### Motion 1

La Chambre des Députés,

- constatant que dans le cadre de la pandémie actuelle, nombreux sont ceux qui ont découvert la qualité de vie dans le milieu rural ainsi que les attractions touristiques ;

- constatant cependant que le secteur du tourisme, notamment la viticulture, les brasseries et les entreprises de l'Horeca ont énormément souffert des fermetures imposées ;

- considérant que le télétravail peut avoir un impact positif sur la qualité de vie, car grâce au télétravail, le travail, l'habitat et les loisirs peuvent être réunis en un seul espace ;

- constatant que le confinement a sensibilisé les gens à consommer davantage des produits locaux ;

- estimant que les constats développés ci-dessus démontrent un important potentiel de croissance économique dans les régions rurales du pays ;

- constatant que le Programme national de réforme (PNR) et notamment le Plan national pour une transition verte, numérique et inclusive trace plusieurs pistes sur le rôle central à jouer par l'aménagement du territoire et le milieu rural dans la transition vers un modèle plus durable et une neutralité climatique ;

- constatant que de plus en plus de bureaux de poste ferment leurs portes ou que plusieurs distributeurs automatiques de billets ne sont plus opérationnels suite à des attaques à explosif dans le milieu rural ;

- constatant que la crise sanitaire a démontré que l'organisation d'une prise en charge médicale extra-hospitalière et une implantation accrue de maisons/centres médicaux et/ou antennes hospitalières dans les régions rurales sont absolument nécessaires afin de garantir à tous les habitants une prise en charge médicale adéquate ;

- considérant qu'il est important de développer l'hôtellerie dans le milieu rural et de soutenir les activités en plein air offertes par les communes ;

- constatant que les recettes communales provenant de l'impôt commercial connaissent une importante diminution, notamment à cause de la pandémie Covid-19 ;

- constatant que la fermeture de plusieurs frontières avec nos pays voisins témoigne de la faiblesse politique de la Grande Région,

invite le Gouvernement

- à élaborer une stratégie nationale pour assurer une qualité de vie équivalente dans toutes les régions du pays et leur développement économique, social et culturel ;

- à soutenir davantage, à travers des campagnes de promotion, tous les acteurs du tourisme, de l'Horeca, de la viticulture, de l'agriculture, de l'horticulture, des producteurs de fruits et autres producteurs locaux et régionaux afin que les pertes accumulées lors de la pandémie puissent être compensées ;

- à investir ou coinvestir dans des infrastructures Horeca, pour remédier au manque de telles infrastructures dans les régions rurales ;

- à faire tous les efforts nécessaires pour développer une culture du télétravail qui inclue notamment une campagne de sensibilisation pour les employeurs ainsi qu'un droit à la déconnexion des employés ;

- à prendre en compte et à valoriser davantage les facteurs « nature et paysage » dans le financement des communes à travers le Fonds de dotation globale des communes ;

- à soutenir financièrement les communes dans le cadre des frais d'exploitation d'infrastructures publiques de loisirs comme les piscines en plein air ou le lac de la Haute-Sûre ;

- à soutenir financièrement les communes dans l'exploitation de lignes de bus locales ou régionales ;

- à accélérer la digitalisation du monde rural en faisant un effort de connexion des ménages au réseau fibre de carbone ;

- à veiller au maintien des services de base pour la population tels que des bureaux de poste et agences de banque ou du moins des infrastructures adéquates garantissant les services essentiels aux citoyens tels que l'installation de distributeurs de billets d'argent ;

- à renforcer la présence policière dans les régions rurales ;

- à promouvoir la décentralisation des soins médicaux en soutenant davantage l'implantation de centres médicaux, maisons médicales ou antennes hospitalières disposant de tous les équipements nécessaires afin d'assurer une prise en charge rapide et adéquate des patients ;

- à assurer un réseau décentralisé de certains services administratifs ;

- à relancer le projet politique de la Grande Région à travers des actions concrètes et visibles dans l'intérêt de la population à l'image du Benelux.

(s.) Léon Gloden, Martine Hansen, Aly Kaes, Octavie Modert, Claude Wiseler.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Gloden.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här André Bauler agedroen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

### Débat

■ **M. André Bauler (DP).** - Merci, Här President. Léif alleguer, ech profitéiere vun der mëttlerweil schonn zweeter Interpellatioun vum Här Gloden iwwert de ländleche Raum - déi lescht war jo Ufank d'lescht Joer -, fir lech eng Geschicht vun engem klengen Jong ze erzielen. Nenne mer de Bouf einfach „de klengen Leo“, deen am ländleche Raum wunnt an der Miseler Géigend.

Dem klengen Leo seng Mamm huet him viru bal 40 Joer follgend Aufgabe ginn: Hie soll Timberen an d'Post kafe goen, Wäin an der Epicerie fir d'Gäschtkafen, déi owes op Besuch kommen, dem Papp deen neiste Roman aus der lokaler Librairie besueren a 4.000 Frang, déi e vun der Ierftatta krut, op säi Spuerbuch setzen.

### (Interruptions)

Nodeems de Bouf all dës Aufgabe mat Erfolleg erleedegt hat, war et schonn 18 Auer. Besonnesch op der Post war eng laang Schlaang. Am léifsten hätt hie mëttes nach mat senger Kollege Futtball gespilt, mee dofir blouf leider keng Zäit méi, d'Invitée stoung viru der Dier.

30 Joer méi spéit kënn de Leo heem bei seng Elteren, dat no engem laangen, berufflech bedéngten Openthalt an Amerika. Knapps doheem ukomm, wollt d'Mamm, datt hien nees dës Aufgaben erleedegt, well och grad deen Owend nees Leit op Besuch kéimen.

De grouse Leo ass keen Dommen. Op Letzshop hat hien dem Papp scho längst deen neiste Roman bestallt, dat bei enger bekannter Lëtzeburger Librairie. D'Timberen hat hien um Heemwee am Point POST op der Tankstell kaaft. Well d'Bank souwisou schonn um 17 Auer zoumécht, erkläert hie senger Mamm, wéi si der Ierftatta, déi nach ëmmer leeft, hir 100 Euro per Digicash op säi Kont kann iwwerweisen. Hie geet elo nach séier an den 100 %-Lëtzebuerg-Shop gudder Miseler Wäi fir de Besuch kafen. Dëst ass e Leader-Projet, dee Lëtzeburger Spezialitéiten ubitt, mat enger reeger Auswiel vu Lëtzeburger Wénzer. Well et elo eréischt 3 Auer nomëttes ass, huet de gudder Leo nach Zäit, fir seng fréier Schoulokollegen ze begéinen. De Leo ass frou, datt d'Technologie sech esou entwéckelt huet, datt een net méi fir all Klengegeet op d'Bank oder d'Post fuere muss an hien esou méi Fräizäit huet.

Léif alleguer, dës kleng Geschicht, déi sech un enger änlecher Geschicht inspiréiert, déi viru e bësse méi wéi engem Joer hei an der Chamber verzielt ginn ass, weist, datt fréier net alles besser war. Jo, vill Leit sinn nostalgesch. Ech verstinn, datt et Leit gétt, fir déi et schwéier ass, wa Gewinnes verschwënnen, Routinnen, déi en Deel vun hirem Liewe waren. Verschidde Butteker sinn net mat der Zäit gaangen a lackele keng Clienté méi un. Anerer hu sech ugepasst, wéi zum Beispill d'Geschäft vun eiser Kollegin vu Gréiwemaacher, déi och mat Letzshop schafft. Si erspueren hire Clienten dacks onnéideg Deplacemeter. Sou huet ee méi Zäit fir aner Saachen, sou wéi de grouse Leo.

Wa fréier a ville Gemengen e Postbüro, eng kleng Bank oder eng Epicerie waren, sou ass d'Welt vun haut och a grad am ländleche Raum eng ganz aner. Op ville Plaze sinn de Postbüro, de Bancomat oder de Bäcker, de Metzler an den Epicier verschwonnen. Zu Rammerech, am Weste vum Land, ass de Postbüro während der Pandemie zougemaach oder net méi opgemaach ginn, ouni datt d'Gemeng an d'Bevëlkerung Erklärungen heifir kruten. Ech fannen dat perséinlech net gutt. Datt lokal Servicer verschwannen, huet awer villfach domat ze dinn, datt eis Wirtschafts- an Aarbechtswelt méi mobil, méi séier an och méi diversifizéiert ginn ass. Dës Prozess vu rapider Verännerung ass d'Resultat vun neien Technologien, viru allem der Digitaliséierung.

« Les gens votent par les jambes », dat ass en ale Sproch, dee bedeit, datt, wann d'Leit eng méi liicht Méiglechkeet hunn, fir an de Gemeng vun engem Service oder Produkt ze kommen, se da vun dëser Opportunitéit profitéieren. Dat ass d'Muecht vun Konsument, säi Choix, seng Fräiheet. Dat geet awer op d'Käschte vum lokale Mëtzelstand. Dat ass séier bedauerlech, ma de Choix läit och an den Hänn vun de Konsumenten.

An dach gétt et Lichtblécker: Wien eng héich Qualitéit wëll, dee keeft lokal, regional a saisonal, deen deplacéiert sech bewosst bei de klengen Produzent. Duerch d'Pandemie sinn d'Leit erëm op de Goût vun einheimische Produkter komm. Nach ni huet een eigentlech esou vill Leit op eise Wochemäert uechtert d'Land gesinn. Well d'Leit haten am Lockdown vill Zäit, fir spadséieren ze goen. Sou hu si och d'Butteker vun de Baueren aus hirer Géigend entdeckt. Fir nëmmen ee Beispill ze ginn: An der Gemeng Tandel huet e jonke Mënsch dat Konzept mat Erfolleg a Musek ëmgesat, an et gétt souguer Politiker, déi do hir Eeër, hire Poulet an aner Saache kafe ginn.

Léif alleguer, eis Dierfer wuessen. An der „France profonde“ gétt et dogéint Uertschaften, déi nach ëmmer mat Landflucht gehäit sinn, sou wéi mir an de 70er- an an den 80er-Joren, well et do net vill Aarbechtsplaze gétt, well och do net investéiert gétt. Do gétt keng nei Schoul gebaut. Do kënn kee séieren Internet hin. Do ginn d'Stroossen och net esou séier ernaert.

Sou e luest Stierwe vun den Dierfer kenne mir heem net méi, viru allem, well d'Präisser vun den Immobilie ronderëm d'Stad besonnesch héich sinn, soudatt déi Leit, déi en Eegenheem wëllen, sech dësen Dram éischter am ländleche Raum wëllen erfüllen, well et do nach eenegermoosse bezuelbar ass. Anerer plënnere bewosst an de ländleche Raum, well si d'Natur, d'Landschaften an d'Rou schätzen, déi een hei nach fanne kann.

Dofir sinn eis Dierfer amgaang ze wuessen. An dat ass och eng Erausforderung. Déi nei Awunner, déi vläicht virdrun an enger Stad gewunnt hunn, hunn deelweis héich Ufuerderungen, besonnesch wat de Service um Bierger ugeet. An deem Fall kann eng Fusioun vu klengen Gemenge sënnavoll sinn. Esou kann ee Synergië schafen an dem Bierger dee beschtméigleche Service ubidden.

Léif alleguer, „Eist Duerf soll liewen“, dat war eng Initiativ, déi ënnert dem Gaston Thorn an dem Robert Krieps an d'Liewe geruff gi war. Dës Initiativ geet op de sougenannten Appell vu Granada vum Europarot zrëck. De Georges Calteux, fréieren Direkter vu Sites et monuments nationaux, ass 1977 mat der Iddi heemkomm, datt mir Pilotdierfer sollten eraussuchen, an beschten een Duerf pro Kanton, déi kulturell opgewäert géife ginn. Dat waren ënner anerem: Welleschten, Chrëschtnech, Lellgen am Kiischpelt, Esch/Sauer, Buerglënster, Bënzelt-Holler a sou weider. „Eist Duerf soll liewen“, net nëmmen hanner Potemkinsche Fassaden, mee duerch Mënschen an Aktivitéiten, déi dës Dierfer liewenswäert maachen. Pro Joer sinn ënnert dëser Aktioun ronn 500 Restauratiounen duerchgefouert ginn, och eebe grad am ländleche Raum. An dovunner huet eist Handwierk profitéiert an et goufen Aarbechtsplaze geschaf.

Haut ass d'Situatioun eng aner. Etlech vun eisen Dierfer sinn anonym Uertschaften ginn. De Motto „Eist Duerf soll liewen“ ass lues a lues vergiess ginn. Et sinn zwar nach Projeten am Kader vum Développement rural verwerklecht ginn. Leader-Projekte goufen ëmgesat. Sou goufen zum Beispill fréier Molkereien, Schoulen an aner Gebaier zu kulturellen Zentren vum Duerf, zu engem klengen Musée oder als Veräinsbau ëmgebaut a restauréiert, sécherlech eng ganz wäertvoll Initiativ.

An dach stellt sech haut awer d'Fro: Wat huet dat ënnert dem Stréch konkret bruecht? Sinn eis Dierfer doduerjer méi beliebt ginn? Oder sinn d'Dierfer haut méi wéi jee eng Plaz, wou ee wunnt a schléift, ouni vill mam allen Duerf a mam Duerfliewe selwer ze dinn ze hunn?

Ech denken, datt mer eis dem Motto „Eist Duerf soll liewen“ op en Neits, op nei Manéier, mussen unheelen.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. André Bauler (DP).** - „Eist Duerf soll liewen“ ass net nëmmen en Theema, et ass méi wéi jee en Defi. Eng Erausforderung ass et, fir déi Leit ze integréieren, déi nei op d'Land wunne kommen, fir datt si sech mat hirem neien Duerf identifizéieren. Ech denken do un den neie „Pakt vum Zesummeleewen“, dee vun de Gemengen aus dem Réidener Kanton an de Gemenge Mäerzeg a Wolz kierzlech a Presenz vun der Familjeministesche ënnerzeechent gouf an deen de „bon vivre ensemble“ férdere soll. Wéi kann een also d'Bierger nees méi derfir gewannen, an den Dierfer un engem präzise Projet matzeschaffen? Ee gutt Beispill liwwert do zum Beispill d'Duerf Sir an der Gemeng Bauschelt, wou déi restauréiert Schoul als Duerfcafé ëmfonctionéiert ginn ass, dee vun de Leit selwer animéiert gétt. „Eist Duerf soll liewen“, a fir datt et wierklech leeft, brauch et sécherlech och eng gewësse Convivialitéit a Plazen, wou dës ka gelieft ginn.

Léif alleguer, ech hat schonn eemol betount, datt mer eist Land als ee Ganzt solle kucken an datt mer viru allem dat traditionell Zentrumsdenken hanner eis loosse mussen. Zu dëser Ausso stinn ech och nach haut. An dofir muss mer déi regional Zentren, wou d'Leit gewësse Basisservicer fannen, stärken a férdere.

Dat ass jo och d'Haaptzil vun der Landesplanungspolitik vun der Regierung, déi mer viru Kuerzem matdeele gelooss huet, datt een interministeriellen Aarbechtsgrupp sech mat der Entwécklung vum ländleche Raum, mat der administrativer Dezentraliséierung a sou weider befaasse géif. Aner Sujeten, wéi de Coworking oder den Teletravail, géifen ugeschwat ginn. Zweek Sujeten, déi jo grad am Kader vun der Pandemie u Relevanz gewonnen hunn.

Den Här Gloden wëll jo haaptsächlech wëssen, wat fir en Impakt d'Pandemie op de ländleche Raum hat. Ech géif behaupten, datt de verstärkten Teletravail während der Kris net zum Nodeel fir d'Entwécklung am ländleche Raum war. Lokal Butteker, souwäit se nach do sinn, hunn dovunner profitéiert. Wann een net all Dag muss an d'Stad oder ronderëm schaffe fieren, da geet een éischter nees bei säi lokale Mëtzelständler, keeft also lokal. An Zukunft wäerten d'Leit nees sécherlech méi dacks op de Büro fieren, an trotzdem méi dacks wéi soss an hirem lokale Restaurant oder Geschäft laanschtgoen, well se déi elo appreciéiere geléiert hunn.

Den Teletravail ass sécherlech net d'Wonnermëttel, fir eis Dierfer nees méi ze beliewen, mee den Teletravail wäert an Zukunft fir vill Leit een Deel vun hirer berufflecher Realitéit sinn. Meng Fraktioun wëll jiddefalls net, datt mir an Zukunft nëmmen nach vun doheem aus schaffen. Mir wësse genee, datt de Kontakt mat Aarbechtskollegen enorm wichteg ass: fir de sozialen Austausch, fir dat mentaal Gläichgewicht an och, fir iwwerhaapt op kreativ Iddien ze kommen. Déi bescht Iddien, déi kritt een dacks an der Paus bei enger Taass Kaffi oder iwwregens iwwer engem gemeinsame Mëttegessen. Mee den Teletravail ee bis zweek Deeg an der Woch wäert derzou bäidroen, datt d'Leit hir Zäit besser organiséieren kënnen, och fir méi an hirer Uertschaft kënnen ze bleiwen a sech emol eng Paus am eegene Gaart ze leeschten. Et sot e Mann vu Wolz mer: „Ma elo gesinn ech et erëm meng Zalot a mäi Kabes, déi ech samschdes gesat hunn, an der Woch wuessen.“ An et ass net esou falsch.

E Recht op Teletravail dierf een awer net als eng Verpflichtung zum Teletravail ugesinn. Vill betrafte Leit géife soss hir sozial Kontakter verléieren. An dat wier net gutt fir hir mental Gesondheet.

Léif alleguer, a menger leschter Interventioun iwwert de ländleche Raum war ech op vill Sujeten agaangen. Ech hat zum Beispill vun der Telemedezinn geschwat. Och si gouf duerch d'Pandemie an Usproch geholl an huet misse souzesoen de Praxistest bestoen. Och si wäert, grad wéi den Teletravail, an Zukunft sécherlech méi dacks genotzt ginn. Mee och si wäert net de Kontakt mam Dokter, deen awer dacks onëmgängelech ass, ofschaffen.

Ech hat deemools och gesot, datt et besonnesch am ländleche Raum wichteg ass, fir mobil ze sinn. Den Auto spillt natierlech heibai eng wichteg Roll. Gläichzäitig ass et eisen Usproch, datt all Bierger am Land Accès zu engem performanten öffentlechen Transport huet. De gratis öffentlechen Transport ass geduecht, fir Bus an Zuch méi attraktiv ze maachen, mee gläichzäitig muss weider, datt wësse mer, un der Qualitéit geschafft ginn. Verschidde Verbindungen goufen iwwerschaaft. An et muss e Bilan gezu gi fir ze gesinn, wou deen neien RGTR-Reseau d'Bedierfnesser ofdeckt a wou net. Mir wëlle jo keng eidel Busser duerch d'Géigend fuere gesinn. A gewësse Verbindungen mussen an deem Sënn iwwerschaaft ginn. Dat schreiwen och déi zoustänneg Ministeren an der Äntwert op eng parlamentaresch Fro. Et war awer keng vu mir!

Besonnesch ervirgehuewen hat ech och d'Expressbuslinien. Mat weinigen Arréten an engem héijen Takt bréngt si also d'Leit séier an d'Stad eran an eraus. Sou gétt an der Gemeng Bauschelt de Moment un engem Opfangparking um Hareler Poteau geplangt, dee souwuel am Déngscht vum duussen Tourismus wéi awer och a grad am Déngscht vun de Berufspendler stoe soll. Mat enger direkter Linn an den Zentrum vum Land soll hei d'Offer verbessert ginn.

Eng aner Fuerderung vun der DP ass d'Schafung vu méi Coworkingraimlechkeete souwuel op der Grenz wéi am ländleche Raum selwer. Sou schafft am Kader vun der Nordstad an Aarbechtsgrupp drun, fir datt esou Coworkingstrukturen och am Norde solle geféiert ginn. De Staat géif weider administrativ Surfacen an der Nordstad lounen. Déi zousätzlech Büroun zu Ettelbréck, déi 2023 geliwwert kéinte ginn, géifen et dem Staat erlaben, déi administrativ Servicer am Nordbezirk ze verstärken.

Ech wier just dankbar, wa mer gewuer géife ginn, wat fir Verwaltungen dat da konkret solle sinn. Wat fir Verwaltungsdirekteren erlaben et dann hire Leit, fir deegweis a Coworkingspaces ze schaffen? Ech kenne Fonctionnaires, déi vun hirem Chef de service net erlaabt kréien, fir Teletravail ze leeschten, warscheinlech dann och kee Coworking, an anerer, déi erlaabt kréien, fir bis zu zweek bis dräi Deeg an deem Modus ze schaffen.

An da stellt sech och d'Fro, firwat mer net och u sou Coworkingstrukturen an anere Regione sollen denken, zum Beispill am Raum Gréiwemaacher, am Kan-



ton lechternach, am Weste vum Land, zum Beispill am Kanton Reiden, an an der Nordspëtzt, denke mer do besonnesch un d'Kantone Clierf a Wolz. Do misst een awer geschwënn, denken ech, eng Strategie festhalen, fir keng wäertvoll Zäit ze verträntelen.

Wéi och ëmmer, am Summer 2020 gouf sech am Oste vum Land Gedanke gemaach. An den transnationale Leader-Projet „Ländlech CoWorking-Espacen“ gouf du gestart. Deem säin Zil ass et ze iwwerleeën, wéi dëst Konzept aus dem urbane Raum och am ländleche Raum ëmgesat ka ginn a wou géegent Standuerter fir esou Espace wieren. Firwat net och am Éislek driwwer nodenken, fir virun allem jonk Fräiberuffler a Startuppen ze ënnerstëtzen? An der Nordstad géif schonn esou e Projet lafen, krut ech gesot.

Léif alleguer, den Här Gloden hat och no den Auswierkung vum Pandemie op den Tourismus gefrot. Am Pandemiesummer 2020 war Lëtzebuerg, hanner Frankräich, fir d'Lëtzebuurger déi zweetbeleifst Vakanzendestinatioun. Du jamais vu! Fir datt et dozou konnt kommen, huet den Tourismusminister Lex Delles mat senge geziilte Campagnen, fir „Vakanz Doheem“ ze maachen, a mam 50-Euro-Bong a grousser Mooss bäigedroen. 2020 si bal 280 Infrastrukturprojete vum Tourismusministère finanziell ënnerstëtzt ginn. Ech hunn dat emol sou iwwert den Domm ausgerechent, den Här Minister ka mech awer gäre verbessern: ronn 80 % vun dese kommen a kourcen de ländleche Géigenden zegutt.

D'Chamber huet elo a kuerzer Zäit zweemol iwwert d'ländlech Entwécklung an de ländleche Raum diskutéiert. Déi eng Riedner weisen op d'Problemer hin, déi aner proposéiere Léisungssätz, anerer hunn eis nees vu Projeten erzielt, wéi de ländleche Raum méi attraktiv ka gestalt ginn. Et ass jo wierklech net esou, datt an all deene Joren näischt geschitt wier. Mee mir hu gemierkt, datt een natierlech nach Verschiddenen verbessere kann.

Dofir wëll ech der Regierung virschloen, „Assisë vum ländleche Raum“ an d'Liewen ze ruffen: En institutionaliséierten, reegelméisegen a regionalen Dialog ronderëm d'Entwécklung vum ländleche Raum soll dat sinn, e Rendez-vous, wou all déi Betraffen hiren Input kënnen liwweren, wéi een de ländleche Raum méi liewenswäert kéint gestalten. An der Kultur, ënner eisem Kolleeg Guy Arendt an der Kulturministesch Sam Tanson, goufen Assisë mam betraffene Secteur organiséiert. Idem gétt et där Assisen am Beräich vun der Kooperatioun mat den ONGen.

Et wier jiddefalls dëst eng ideal Geleeënheet fir e pertinent Austausch, fir nei Iddien ze sammelen, des dann och nidderzeschreien a sech e Plang ze ginn, fir se ëmzesetzen. E Plang fir déi ländlech Entwécklung. Mir bräichten also esou Assisë vum ländleche Raum.

A Frankräich goufe schonn 2014 „Assises des ruralités“, wéi de Manuel Valls se genannt huet, organiséiert. An an Däitschland gouf erëischt kierzlech déi 14. Editioun vum „Zukunftforum Ländliche Entwicklung“ organiséiert. Méi wéi 2.000 Leit aus der Politik, aus de Verwaltungen, Institutionen a Verbänn, aus der Wëssenschaft an aus de Regiounen hunn un deem Forum deelgeholl. Dës Kéier ënnert dem Titel: „Alles digital oder doch wieder ‚normal‘? Neue Formen von Arbeit und Teilhabe als Chance für die ländlichen Räume“. Ech kéint mer och duerchaus esou en oppenen Debat ënnert der Form vun Assisen hei am Land virstellen. Esou en Austausch soll also iwwert déi klassesch Leader-Aktiounen a Leader-Reuniounen erausgoen, wéi d'Entwécklung vum ländleche Raum ass, denken ech, méi villschichteg a méi nuancéiert wéi uegell. An dofir muss een dee Sujet transversal ugoen.

Léif alleguer, all Regioun hei zu Lëtzebuerg huet hiren eegene Wäert, all Géigend hiert eegent Potenzial an hir kulturell Egenaart. Et ass wichteg, datt all Regiounen am Land iwwer essenziell Services verfügen. Denke mer nëmmer un déi medezinnesch Noutdängschter, besonnesch owes an de Weekend. Mir sollten deemno eist Land als e Ganzt gesinn. An dofir muss mer an Zukunft méi dezentral plangen. Mir mussen d'Haaptstad, den Zentrum vum Land, entlaaschten, virun allem a puncto Mobilitéit, well Dezentraliséierung steet och a grad fir eng nei Dynamik am ländleche Raum.

Dezentraliséierung, sënnavoll Teleaarbecht, Coworkingstrukturen, Verbesserung vun der medezinnescher Versuergung a performant Infrastrukturen, dat sinn, sou denken ech, d'Schlësselwierder, wann et ëm eng Opwärtung a wann et ëm d'Beliewung vum ländleche Raum geet. Dat och ënnert dem Motto: „Eist Duerf soll liewen.“ Jo, liewe sollen eis Dierfer!

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här André Bauler. An ech ginn d'Wuert direkt weider un déi honorabel Madamm Tess Burton. Madamm Burton, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Tess Burton (LSAP).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll fir d'éischt dem

Här Gloden Merci soe fir seng Initiativ, fir iwwert d'Entwécklung vum ländleche Raum haut hei ze schwätzen. Den Zäitpunkt schéngt mer nämlech ganz gutt, well engersäits elo no Joren déi véier grouss sektoriell Pläng a Kraaft sinn an en neie Plan directeur fir d'Landesplanung finaliséiert gétt an anerersäits, well mer no iwwer engem Joer Coronakris eng Rei Verännerungen an eiser Gesellschaft hunn, déi duerchaus en Impakt op d'Landesplanung kënnen hunn.

D'Interpellatioun bezitt sech op vill verschidde Sujeten, déi alles an allem d'Liewensqualitéit am ländleche Raum ausmaachen. Dobäi wéilt ech rappeléieren, dass zu Lëtzebuerg dee gréissten Deel vun de Gemengen zum ländleche Raum zielen an dass dat net nëmmer den Norden an den Oste betrëfft. D'Agrargesetz, dat jo ee ganzt Kapitel iwwert d'Verbesserung vun der Liewensqualitéit am ländleche Raum an iwwert d'Diversifizéierung vun der ruraler Ekonomie enthält, zielt am Artikel 64 just déi Gemengen op, déi net zum Milieu rural zu Lëtzebuerg gehéieren. Insgesamt sinn dat 26 Gemengen. Et bleiwen der also nach 76, déi zum ländleche Raum gehéieren.

All Regioun zu Lëtzebuerg huet hir eege Charakteristiken, an déi Diversitéit muss erhale bleiwen. Wichtig ass dobäi, dass all Bierger, egal wou e wunnt, e gudden Accès zu alle weesentleche Services huet. Genau dat gesäit de Plan directeur vun der Landesplanung vir: Engersäits soll den Eegenheete vun de Regiounen Rechnung gedroe ginn, anerersäits sollen déi sougenannt Centres de développement et d'attraction, d'CDAs, gestärkt ginn, fir dass d'Bierger iwwerall am Land an enger akzeptabler Distanz all d'Basisservices zur Verfügung hunn.

D'Politik kann also de Kader setzen, fir bestëmmten Entwécklungen ze encouragéieren, mee déi conceréiert Acteuren, wéi d'Gemengen an d'Leit, mussen mat an déi Richtung goen, dermat jiddweree vun enger gewëssener Liewensqualitéit ka profitéieren.

Här President, d'Coronakris huet a kuerzer Zäit all eis Gewunnechten op d'Kopp gehäit. E puer vun deene Verännerunge sinn duerchaus positiv. D'Digitaliséierung ass am leschte Joer ganz staark beschleunegt ginn. Aus der Nout eraus hu vill Entrepreneuren hir Leit an den Teletravail geschéckt. D'Leit hu sech a kuerzer Zäit organiséiert, fir hir Aarbecht vun doheem aus kënnen ze maachen. Dat Vundoheem-aus-Schaffe wäert sécherlech weider e Sujet bleiwen, och wann d'Situatioun sech erëm normaliséiert huet. Wann dat op fräiwëlleger Basis an am gemeinsamen Accord tëscht Patron a Salaréi geschitt, da kann dat eng Rei positiv Effekter hunn, ënner anerem och op den Trafick.

Andauernd am Stau ze stoen, war virun der Kris en Thema, wat fir reegelméisegen Ierger gesuergt huet an e ganz negativen Impakt op d'Liewensqualitéit vun de Leit hat. De Lockdown huet eis virun Ae gefouert, wéi vill Zäit all Dag dobäi verluer geet - Zäit, déi ee soss eebe mat der Famill verbréngen kann oder Zäit, déi een notze kann, fir sech a senger Heemecht fir d'Gesellschaft ze engagéieren. Den Teletravail ass deemno en Element, wat och no der Kris muss gefördert ginn. Mir kommen esou eisem Zil, dass Wunnen, Schaffen a Fräizäit raimlech beienebuecht solle ginn, e Stéck méi no.

Här President, doduerch, dass während der Kris eebe grad d'Wunnen an d'Schaffen erëm méi no beienebuecht gi sinn, konnten och déi lokal Commerce profitéieren. D'Leit hunn erëm méi Zäit an hiren Uertschafte verbruecht an hunn esou och méi do consomméiert, wat dozou gefouert huet, dass eng Rei lokal Commercen duerchaus méi Clientë während der Pandemie hate wéi virun.

Den Teletravail bitt also nei Chancen, fir eng ekonomesch Relance an de Regiounen ze férdere. Dofir ass et nëmmer ze begrëssen, dass nach am Oktober d'lescht Joer déi Konventioun iwwert den Teletravail vun 2006 iwwerschaaft gouf. Mee ausserhalb vun der Urgence stelle sech awer vill Froen, déi méi genau analyséiert mussen ginn. Et ass dofir gutt, dass an der Chamber eng Souskommissioun gegrënt gouf, déi sech mat allen Aspekter vum Teletravail beschäftegt, sief dat de juristeschen, den ekonomeschen oder de soziale Volet, dermat den Teletravail mat dozou bäidroe kann, d'Liewensqualitéit vun de Leit ze verbessere.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ee Secteur, dee besonnesch ënnert der Covidkris gelidden huet, ass dee vum Horeca, an dat iwwerall am Land. D'Caféen, d'Restaurants an d'Hoteller, déi iwwer Wochen a souguer Méint zouhaten, hunn eng schwéier Zäit duerchgemaach.

Mee och hei muss een differenzéieren: Während zum Beispill d'Hoteller an der Stad schwéier betraff si vun der Kris, well dee ganze Kongresstourismus ausgefall ass, hu sech d'Hoteller am ländleche Raum iwwert de Summer awer ganz gutt geschloen. Dat läit virun allem un Inlandtourismus, well et schéngt, wéi wann d'Lëtzebuurger hiert eegent Land entdeckt hätten. Dëst war ganz sécher och d'Resultat vun deene 50-Euro-Bongen - se sinn haut jo och schonn ugeschwat ginn -, déi dozou gefouert hunn, dass vu Clierf bis ënnen op d'Musel „Vakanz

Doheem“ gemaach ginn ass. Dofir war et och wichteg, wéi mir als LSAP e puermol gefrot hunn, dass des d'Actioun och géif verlängert ginn. A firwat net, fir nach emol en Incentive ze ginn, des d'Actioun och widerhuelen?

Mee onofhängeg dovunner, ob den Tourist aus dem eegene Land kënt oder aus dem Ausland, ass et wichteg, dass Lëtzebuerg als Tourismusstanduert weider attraktiv bleift. An dofir muss weider an d'Infrastrukturen investéiert ginn. De Plan quinquennal du tourisme ass d'Roadmap dofir, wéi a wou eist Land sech a Saachen Tourismusattraktiounen soll weiderentwéckelen. Well et si virun allem déi grouss Projeten, déi sougenannt Projets phares, déi d'Attraktivitéit vun enger ganzer Regioun verbessere an d'duerch nei Touristen unzéie kënnen.

Eng Regioun, déi attraktiv fir den Tourist ass, ass nämlech och eng Plus-value fir d'Awunner. A wann den Tourismussektor floréiert, schafft genau dee Secteur virun allem och Aarbechtsplazen am ländleche Raum, déi genau do wichteg sinn, fir d'Zesummeliewen do ze férdere. Esou Projete kënnen d'Attraktivitéit vun enger Regioun fir potenziell Touristen, awer och fir déi Leit, déi do wunnen, opwärt an domat eng ekonomesch Plus-value fir déi ganz Regioun schafen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll elo nach vun der Geleeënheet profitéieren an op de Volet vun der Gesondheetsversuergung agoen. Den Här Gloden huet a senger Interpellatioun ganz vill Sujeten opgeléicht, soudass et net méiglech ass, op alles am Detail anzegoen.

Am Ufank vu menger Interventioun hunn ech gesot, dass, wann d'Leit och am Dag méi Zäit do verbréngen, wou se wunnen, eng Rei Basisservices müssen erfüllt sinn. Dozou zielt eeben och d'Gesondheetsversuergung.

Kuerz Weeër fir bis bei all weesentleche Services a Commerce maachen d'Ofhängegkeet vum Automanner grous a kommen net zulescht deene Bierger entgéint, déi net esou mobil sinn. Hei spillen d'Gesondheetservices eng besonnesch Roll. Engersäits si si an hiren Organisatioun net ze vergläiche mat aneren administrative Services, anerersäits sinn awer grad krank oder eeler Leit, déi net esou mobil sinn, op eng gutt flächendeckend Versuergung ugewisen.

Här President, duerch d'Pandemie hu mer geléiert, dass mir eis och schnell am Gesondheetswiese kënnen adaptéieren, wann alleguer d'Leit un engem Strang zéien an zesummeschaffen. Et goufen eng ganz Rei Mesuren en place gesat, fir eng adaptéiert Prise en charge vu Covid- an Netcovidpatienten ze garantéieren. Ech wëll hei just un d'Centres de soins avancés erënnere, déi an all Regioun en place gesat gi sinn, gradesou wéi d'Large-Scale-Testing-Stationen an d'Impfzentren. Mee och Teleconsultatiounen goufen agefouert. D'Doktere konnten de Patienten um Telefon eng éischt Hëllef bidden, fir se duerno un déi richteg Plaz weiderorientéieren. Et konnten do souguer d'lescht Joer 240.000 Consultatiounen iwwer Telefon vun den Doktere gemaach ginn.

Här President, ech mengen, mir sinn eis heibannen alleguer eens, dass d'Patienten, egal wou se liewen, ee gudden Accès zur Gesondheetsversuergung müssen hunn. Dese Sujet, mat allem wat dozou gehéiert, ass jo och ee vun den Theemen, déi um Gesondheetsdësch aktuell diskutéiert ginn. An dat soll och onbedéngt am Dialog mat den Acteuren geschéien.

Mir kënnen sécher net alles iwwerall ubidden, mee mir brauchen op jidde Fall eng gutt Médecine de proximité, fir eng Prise en charge vun de Patienten ze garantéieren, onkomplizéiert an no bei hirem Doheem. Dofir muss mer Moyene fannen, fir d'Médecine de proximité ze férdere an ze verbessere.

D'Gesondheetsministesch huet zu deem Thema rezent eng ganz Partie Aussoe gemaach a si huet och un engem gesetzleche Kader geschwat fir Gemeinschaftspraxissen, un deene se an hirem Ministère amgaange sinn ze schaffen.

Well grad wann een d'Beispill vun enger Maison médicale fir den Osten hält, misste mer, duerch déi geografesch Lag, déi den Osten huet, net nëmmer eng Maison médicale, mee direkt dräi Ulafstelle schafen, fir jiddweregem gerecht ze ginn. Mee deesen Opwand steet a kenger Relatioun mat de Ressourcen un Dokteren, déi mer zur Verfügung hunn. Dofir kënnen Gemeinschaftspraxissen, déi an Zukunft vum Gesondheetsministère ënnerstëtzt solle ginn, eng Léisung am ländleche Raum sinn. Dofir ass et wichteg, dass den Zesummeschluss vun Dokteren an anere Gesondheetsberuffer legal encadréiert gétt. Mir ënnerstëtzen dat, a besonnesch d'Virgab, dass et sech do ëm reng Sociétés professionnelles soll handelen, dat heescht: Et soll ee sech do nëmme kënnen associéieren, wann een och eng Autorisatioun huet, fir de Beruff am Beräich vun der Humanmedezinn ze exercéieren.

Firwat? Well wann d'Wuel vum Patient soll am Mëttelpunkt stoen, dann hunn d'Personen oder d'Sociétéiten, déi reng kommerziell Interesse ver-

follegen, näischt doranner verluer. Dat selwecht gëllt allgemeng an der Diskussioun ëm de Virage ambulatoire an ëm d'Uschafung vu schwéieren Apparaten ausserhalb vun de Spideeler.

Wichtig ass, dass ee muss fir d'éischt kloer wëssen, wat gutt a sënnavoll ass, am ambulante Beräich unzebidden, an ënner wéi enge Konditiounen. Dofir, an och do huet d'Gesondheetsministesch eng kloer Ausso gemaach, brauche mer e Plang fir den Extrahospitalier mat kloer Krittären, wéi d'Demografie, d'Besoine vun der Bevëlkerung an d'Delaïen - wou gétt wat gebraucht a wéi vill? -, an dass d'Kontinuitéit vun de Soine gereegelt ass.

Dëst Thema wäert an deenen nächste Wochen a Méint nach eemol heibannen am Detail diskutéiert ginn, am Kader vun engem Debat iwwert de Virage ambulatoire. Mee och an engem anerem Debat, am Zesammenhang mam Gesondheetsdësch, dee sech jo och mat deene Sujete beschäftegt, wäert dat nach eng Kéier zur Sprooch kommen.

Fir eis als LSAP ass op alle Fall kloer: Bei der Gesondheetsversuergung muss ëmmer den Interêt vum Patient am Mëttelpunkt stoen a si dierf net vu kommerziellen Interesse geleet ginn. Jo zu enger Gesondheetsversuergung méi no um Patient, dat am Kader an op Basis vun engem universellen a solidareschen Gesondheetsystem, dee jiddweregem déi beschméiglech Versuergung garantéiert, onofhängeg vum Portmonni.

An domat wär ech schonn um Enn a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Burton. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Chantal Gary. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Chantal Gary (déi gréng).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, während der Pandemie krute vill Leit en neie Bléck, en neit Verständnis fir eis méi ländlech Regiounen: engersäits d'Awunner an d'Awunnerinnen aus dem ländleche Raum selwer, well se wéinst dem „bleift doheem“ an dem Teletravail méi Zäit an hiren Regioun verbruecht hunn, an anerersäits huet et och d'Awunner an d'Awunnerinnen aus den urbane Géigende verstärkt eraus an d'Natur an an déi méi ländlech Géigende gezunn.

E klassescht Beispill: De Mëllerdall, deen hat esou vill Lëtzebuurger Touriste wéi nach ni. D'Stauséiregion wéi och d'Miseler Land haten héich Visiteurszuelen, an och d'Campingen an d'Hoteller uechert d'Land hate vill méi Lëtzebuurger Gäschter wéi soss. Hei gétt et nach eng ettlech Beispiller, mee den Här Gloden hat déi schonn am Detail opgezielt an dowéinst widerhuelen ech dat elo net nach eng Kéier.

(**M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.**)

Et ass am leschte Joer zu enger richteger Neientdeckung vun de Lëtzebuurger Géigenden, der flotter a gesonder Erhuelungswirkung vun der fräier Natur, vum Sport am Fräien, vum Vëlofuere, vun de laange Spadséiergängen a vun der Wäertschätzung vun eise verschiddene Paysagë komm. Et gouf awer och manner Verkéiersstau, speziell och manner Pendlerverkéier iwwer eis Autobunnen grad ewéi iwwert d'Muselbrécken - een Effet, dee sech och an de ländleche Géigende spierbar gemaach huet.

En negativen Aspekt, deen duerch d'Pandemie opgetratt ass, war virun allem an der éischter Phas vun der Kris am Beräich vun der medezinnescher Versuergung bei den Netcoronakranken, déi leider dacks ze kuerz komm ass. Mee des Problematik géif ech elo net onbedéngt just op de ländleche Raum beschränken, mee op dee ganzen Territoire. Heirop ginn ech och méi spët nach eng Kéier am Detail an.

Dee groussen Challenge ass elo: Wéi kënnen mer deesen neie Kontext als Chance fir de ländleche Raum notzen? Wéi kënnen mer déi positiv Entwécklungen opgräfen a consolidéieren an aus den negativen Entwécklungen déi richteg Léieren zéien? Dofir merci un den Här Gloden, fir des Interpellatioun nach eng Kéier uegfrot ze hunn.

Iwwert dat lescht Joer huet d'Bevëlkerung, wéi gesot, hiert Land nei kenne geléiert. Corona huet zu enger reegeler Renaissance vun Wander- a Vëlostourismus gefouert. D'Autopedestere goufen online am Joer 2020 bal dräimol esou dacks uegeklickt wéi am Joer virun, an dat iwwer 200.000 mol.

Vill Matbiergerinnen a Matbierger hunn also duerch d'Vakanz doheem d'Schëinheet an d'Attraktivitéit vun eisem Land a virun allem vun eise ländleche Géigende nei kënnen entdecken oder och iwwerhaupt emol kënnen entdecken. Initiative wéi den Hotelsbong an de „Vëlosommer“ hunn dëst natierlech nach verstärkt.

Dës Kris gétt eis d'Chance fir eng laangfristeg positiv Dynamik fir den Tourismus am ländleche Raum an domat fir déi ekonomesch Entwécklung. Fir des positiv Dynamik oprechtzeerhalen, mussen mer also weider investéieren. Viroop an den Erhalt vun eise Landschaften, eise Bëscher, eise Flëss, der Biodiversitéit, mee och an en attraktiivt Wander- a



Vélosweernetz an a gutt Infrastrukturen. Hei gouf an de leschte Méint a Jore jo och scho vill gemaach.

E ganz flott a rezent Beispill ass eeben de „Vélosummer“. D'lescht Joer hunn hei 18 Gemenge matgemaach, sechs Circuite mat 270 km goufe proposéiert. De Succès schwätzt fir sech: Beim „Vélosummer“ d'lescht Joer hunn iwwer 40.000 Leit matgemaach. A wann een eleng d'Evolution vum leschte Joer op d'Joer kuckt: Do hu mer 65 Gemengen, déi d'Joer participéieren, an dat mat zwielf Circuite mat insgesamt 550 km.

Mir brauchen eng harmonesch an nohalteg Landesentwicklung, déi d'Fragmentéierung vun eisem Land verhënnert. Mat deen neie Plans sectoriels gouf dofir och e wichtege Schratt fir d'Attraktivitéit vum ländleche Raum gemaach. De Plan sectoriel « Paysages » ass en Instrument, wat ganz konkret géint d'Zersiedlung virgeet, soudatt mer eis Landschaften an hir Funktiounen erhale kënnen. Well nëmme wann de ländleche Raum en attraktiven a gesonden Erhuelungsraum bleift, an deem ee sech gären ophält an an deem ee sech wuellfillt, bleift en och attraktiv fir den Tourismus.

Eis Investitiounen an eng nohalteg Entwécklung an an den Naturschutz sinn domat en zentrale Bäitrag zur ekonomescher Entwécklung vun eisem ländleche Raum. Hei wëll ech just kuerz de Projet de loi „Naturpakt“ ernimmen. Ganz grob erkläert geet et bei deem Instrument drëms, d'Gemengen ze encouragéieren an ze belounen, wa si aktiv ginn am Schutz vun der Biodiversitéit an de Ressourcen, wat d'ailleurs vill Gemengen a ganz besonnesch och vill Landgemengen haut scho maachen.

Ma och den effikassen Denkmalschutz, mat deem mir d'Schéinheet vun eisem Duerfkären erhalen, fërdert déi touristesch Attraktivitéit vum ländleche Raum. An deem Kontext invitéieren ech jiddereen, eng Kéier op d'Musel ze kommen a sech vum Charme vun Ohn oder Éine verféieren ze looschen. Mam neien Denkmalschutzgesetz wäerte mer hei e Paradigmewissel alauden hin zu enger nohalteger Valorisation vum eisem Patrimoine. Och dat kënn dem Tourismus an dem ländleche Raum zegutt.

Iwwert déi aktuell Kris eraus bitt och d'Landwirtschaft enorm Chancë fir d'Entwécklung vum ländleche Raum, well och hei läit e grouss Potenzial fir den Tourismus: Regional a saisonal Produiten entdecken a genéissen, d'Produktioun vu Liewensmëttelen op eng authentesch Manéier verstoen a kenne léieren a gläichzäiteg vun eiser Kulturlandschaft profitéieren, dat sinn Erlebnisse, déi d'Leit unzéien an déi och en neit Bewusstsi fir nohalteg a lokal Produkte schafen.

Nieft dem méi kllassesche Bauerebetrieb ass den Agrotourismus och fir d'Wënzer eng grouss Opportunitéit. A ville Wäiregiounen ass dës Zort vun Tourismus zu engem feste Bestanddeel vun der Wäikultur ginn.

■ **M. André Bauler (DP).** - Très bien!

■ **Mme Chantal Gary (déi gréng).** - Och eis Musel huet hei e grouss Potenzial. Fir eis Wënzerbetreiber ass et eng Méiglechkeet, hir Aktivitéiten ze diversifiéieren. Dat verschafft hire Produiten nach eng besser national wéi och international Visibilitéit. A gläichzäiteg schaaft den Agrotourismus och Aarbechtsplazen an der Region.

Wann ee sech d'Veerdeelung vun der ekonomescher Aktivitéit bei eis am Land ukuukt, da fällt natierlech op, dass sech ee weesentlechen Deel dovunner am Zentrum vum Land an der Stad ofspillt. D'Joer si virun allem de Finanz- an den Déngschtleeschungssektor, awer och e groussen Deel vun de staatleche Verwaltungen. D'Implikatiounen dovun si bekannt: vill Verkéier an en erhéichten Drock op d'Wunnungspräisser.

Grad dofir ass et wichtege, dass mer och an deene méi ländleche Regiounen Aarbechtsplaze schafen. Well och wann d'Stad an och déi aner gréisser Ballungsraum wéi Esch an d'Nordstad wéinst hirer Attraktivitéit och an Zukunft déi Hauptzentre vum Emploi zu Lëtzebuerg wäerte bleiwen, esou d'äerf eise ländleche Raum net zu pure Schlofzentre verkommen. Andeems eebe grad Aarbechtsplazen am Tourismus, mee och am lokale Commerce erhale respektiv geschaf ginn, behale mir lieweg Dierfer.

Dat géllt och fir den Horeca-Sektor. Während der Pandemie konnte sech, Gott sei Dank, vill lokal Restaurateuren nieft de staatlechen Hëllef an d'uerch Livraisons an Takeaway iwwer Waasser halen. Vill Restaurateuren si kreativ ginn an hu mat neie Konzepter d'Leit begeeschtert. Mee et spiert een och eng grouss Solidaritéit bei de Leit, déi méi wéi soss vum Dagesmenü vun der Horeca-Offer aus hirem Duerf profitéiert hunn oder momentan, trotz Reen a Keelt, dobaussen op den Terrasse setzen a consomméieren.

An deem Kontext ginn ech och gäre kuerz op d'Situatioun vun eise Miseler Wënzer an, déi och e groussen Deel zur ekonomescher Aktivitéit bei eis am Oste bäidroen. Am Resümee kann ee soen, dass de Konsum vum Lëtzebuerg Wäin a virun allem vum Lëtzebuerg Cremant dat lescht Joer

réckleefeg war, wat gréisstendeels op d'Fermeture vum Horeca-Sektor zréckzuführen ass. An da kënn nach derbäi, dass keng Eventer waren, an dat am Sens large: Keng Déppfester, keng Wäifester oder Foiren, keen Nationalfeierdag, keng Schueberfouer, keng Sportsevenementer, keng Hochzäiten, keng Betriebsfeieren an och keng gréisser privat Soiréen.

Par contre huet déi privat Clientèle vun de Wënzer sech verstärkt an och ausgebreit. De Client huet sech hei bewosst fir de Lëtzebuerg Produkt entschiet an huet d'uerch seng Ënnerstützung vu Wënzer och en Zeeche vu Solidaritéit gewisen. An och hei kann een nees d'Kreativitéit ervirsträchen: D'Wënzer hu sech vill Méi gemaach, fir och während der Pandemie de Kontakt zu de Clienten ze behalen, dat iwwer Social Media, Videotasting, Promotionsvideoen oder Degustationsboxen. A virun allem huet den Onlinevertrieb eng grouss Roll gespillt, well säit Corona huet quasi all Wënzer entweeder en eegenen Onlineshop op sengem Site oder ass der Initiativ „Letzshop“ bäigetrueden.

D'Erhale vum Tissu économique am Beräich vun der Restauratioun an d'erer Kris ass och fir d'Attraktivitéit an d'ekonomescher Entwécklung vum ländleche Raum immens wichtege. Déi nei Lackerungen, déi säit e Sonndeg a Kraaft sinn, sinn d'uerf eng gutt Noriicht.

Ma och d'Usiedlung vun Industriebetreibler schaaft Aarbechtsplazen an erhéicht d'Attraktivitéit vum ländleche Raum. Mam neie Plan sectoriel « Zones d'activités économiques » stinn iwwer 450 Hektar fir Betreibler zur Verfügung, wovun e groussen Deel a ländleche Regiounen vum eisem Land läit. D'uerch dës Plan sectoriel assuréiere mir och eng geuerdent ekonomescher Entwécklung, déi sech an d'Ëmwelt an an d'Landschaft integréiert a gläichzäiteg en neit Potenzial fir déi lokal Economie schaaft.

Komme mer zur Mobilitéit, och een immens wichtege Sujet hei am Land a grad an de ländleche Regiounen. D'RGTR-Reform ass e wichtege Baustee vun eiser Mobilitéitspolitik: eng Iwwerarbeitung hin zu engem neien, kohärentem Konzept vu Buslinnen a Bushorären, déi deels als Expressbuslinie funktionéieren, deels op nei Querverbindungen tëscht de Regiounen setzen, Pôle-d'échanges, déi entstinn, eng besser Ofstëmmung vun de Buslinnen ënnereneen. An et gétt un der Prioriséierung vum Bus d'uerch nei Buscouloire geschafft souwéi un intelligente Luuchtesystemer, fir grad och deenen aus de méi entleeene ländleche Géigende besser Verbindungen ze garantéieren.

Hei geet et ëm en dynamesche Prozess, dee permanent amgaangen ass, sech nei unzepassen a sech neien Erausforderungen ze stellen, wat mat sech bréngt, dass sécherlech net alles vun Ufank u perfekt ass. Mee vu dat permanent Upassungen a Verbesserungen entstinn, gétt dës Reform och ëmmer méi performant.

De Ministère huet hei op eng ganz participativ Approche gesat an huet déi ganz Reformphase vun Ufank un effentlech virgestallt a mat de Bierger a Biergerinnen an de Gemengen diskutéiert. Op Basis vun de ville Retouren a Verbesserungsvorschläi kann d'Busplanung iwwer Land ëmmer weider ergänzt a verbessert ginn. Schliisslech ass den Enjeu jo näischt manner wéi eng méiglechst zougänglech, zuverlässig an nohalteg effentlech Transportoffer fir all Regioun am Land. An net ze vergiessen: Den effentlechen Transport zu Lëtzebuerg ass fir eis Residenten wéi och fir eis Gäscht a Visiteure gratis.

Selbstverständlech dierfe mer am Kontext vum ländleche Raum awer och den Auto net vergiessen. Et ass evident, dass den effentlechen Transport net all Demande decke kann. Ech sinn och dofir weeder anti-Auto nach sinn ech pro-Auto, mee ech plädéiere fir e multimodaalt Mobilitéitsverhalen, wat esou vill heescht wéi dass ee säi Mobilitéitsverhalen sengem Alldag respektiv senger aktueller Situatioun upasse soll. Zum Beispill kann ee kuerz Strecken ouni Problem ze Fouss oder mam Vélo maachen. Et mécht Freed, et mécht een eppes fir d'Ëmwelt an et mécht een och eppes fir seng eege Gesondheet. An nom permanente Sätze vu villen dee ganzen Dag vu moies bis owes ass e bësse Beegeung sécherlech och net verkéiert an et deet gutt.

An der Pandemie huet de Vélo jo och eng Renaissance erlieft, sou wéi ech et virdu scho kuerz erwänt hunn. Net nëmme d'Primmen haten an hunn en enorme Succès, mee et sinn och vill méi Leit mam Vélo gefuer, souwuel als Fräizäitmëttel wéi och als Transportmëttel, woubäi och hei natierlech weider intensiv un der Infrastruktur muss geschaff ginn, fir d'Velofuere méi agreabel an esou sécher wéi méiglech ze maachen.

Bon, no der Pandemie wäert de Berufs- a Pendlerverkéier d'uerch eis Uertschaft wuel nees zouhuelen. Dofir wäert och weiderhin un der Attraktivitéit vu Bus an Zuch geschaff ginn a virun allem wäerten d'Park & Ride-Capacités op a virun eise Grenzen ausgebaut ginn. Manner Deplacementer mam Auto, dat geléngt eis awer och d'uerch eng besser Landes-

planung, méi Dezentraliséierung an eng gutt Offer vu Proximitéitsservicer an alle Regiounen. Hei si weiderhin nach Efforten néideg, fir Wunnen, Schaffen, Akafen a Fräizäit méi no beieneenzebréngen a besser openeen ofzestëmmen.

Als nächste Volet wéilt ech nach kuerz op de Gesondheitssektor agoen, wou ech och e puer Punkten ervirsträche wëll. D'Pandemie huet eis virun Ae gefouert, wéi zentral d'Roll vun engem gutt funktionéierende Gesondheitssektor fir eng Gesellschaft ass. Si huet eis och zimmlech andrécklech gewisen, dass de solidaresche Modell, op deem eis Gesondheitsversuergung baséiert, besser opgestallt war an ass, fir dem Géigewand vum Virus standzehen, wéi dee vun de Länner, wou Privatmedezinner a Rationaliséierung dës Solidaritéitsgedanken ënnergruuen hunn.

An der akuter Phas vum éischte Lockdown war eise gesamte Gesondheitssektor iwwer Nuecht ëmorganiséiert ginn. Dat war net just fir de ländleche Raum eng Erausforderung, mee fir dat ganz Land. Keen hat méi dee gewonnen Zougang zu sengem Vertrauensdokter, an déi ongewinnt Organisatioun an d'Angscht virum Virus haten dozou gefouert, dass bei ville Leit d'Therapien ënnerbrach goufen, Diagnosticken net gestallt goufen oder geplangt Operatiounen ofgesot goufen.

D'Testzentere vum LST waren uechter dat ganz Land verdeelt, och de ländleche Raum war hei gutt bedéngt. An enger zweeter Phas goufen zwar Zentere reduzéiert, mee all Bierger hat weiderhi mindestens eng LST-Station a senger Regioun.

A fir dann nach kuerz op d'Impfzentere anzegoen: Bei Verschiddene koom jo d'Diskussion op, dass den Impfzentrum vum Osten zu Munneref wier an dat awer eventuell kéint e bësse wäit sinn. Ech mengen, dee wichtege Punkt bei der Impfdiskussion ass eigentlech e ganz aneren, an zwar: All Regioun huet hiren Impfzentrum a wat zielt ass, dass d'Phase vun der Impfcampagne konsequent duerchgezu ginn, soudatt all Bierger seng Invitatioun kritt. Mir si mat der Impfcampagne an der leschter Phas, der Phas 6, ukomm, an et gesäit och duerno aus, dass déi grouss Majoritéit vun den Impfberechtigte bis virum Summer och geimpft wäert sinn.

Mir Gréng sinn der Meenung, dass d'Froen, déi d'Pandemie fir de Gesondheitssektor opgeworf huet, net lokal kënnen beäntwert ginn. Hei mussen Konklusiounen hier, déi fir d'Stärkung vun eisem Gesondheitssystem insgesamt mussen gellen. Mir wäerte méi am Detail op dës Froen an der Interpellatioun, déi d'CSV zu dem Virage ambulatoire a Covid-19 ugefrot huet, agoen.

Als Ofschloss géif ech gäre mat engem ganz wichtege Punkt ofschléissen: D'Coronakris huet eis nach emol virun Ae gefouert, wéi wichtege oppe Grenze sinn, wéi wichtege d'Zesummenaarbecht an der Groussregioun ass. D'Pandemie huet eis op eng erschreckend Aart a Weis gewisen, wéi séier fir selbstverständlech gehale Saachen erëm a Fro gestallt kënnen ginn, an dat och an Europa an dat och op eise Grenzen, a wéi vulnerabel een dann direkt ass als Mensch, dee just nach iwwer gréisser Erweeër op seng Aarbecht kënn oder vläicht guer net méi bei Frënn a Famill op där anerer Säit vun der Grenz kënn.

Natierlech ass dat kee reng ländleche Problem, mee e risege Problem fir eist ganz Land. Et géllt zesummenzehen an zesumme Solutiounen ze fannen, ob dat an der Kris ass oder no der Kris. A wat och net d'äerf geschéien, ass, dass mir eng Regioun géint déi aner ausspillen. Eist gemeinsaamt Zil muss et sinn, fir aus Entwécklung während der Pandemie Léieren ze zéien an d'Chance ze notzen, fir d'Entwécklung vum ländleche Raum hei am Land harmonesch an nohalteg ze gestalten.

An da géif ech gäre nach eng Kéier op e klenge Punkt zréckkommen, deen ech schon erwänt hunn: Jiddereen heibannen ass jo amgaangen, fläisseg d'Norichten ze suivéieren an ze consultéieren, a warscheinlech ass et och kaum engem entgaangen, dass d'Situatioun an Indien immens, immens, immens dramatesch ass. Ech huelen dat Beispill, well mer haut hei am Kontext vum ländleche Raum sinn a vun eiser Pandemie, an ech wëll domadder e bësse däitlech maachen, dass ländleche Raum net gläich ländleche Raum ass. D'Definitioun vum ländleche Raum an Indien ass definitiv eng aner wéi d'Definitioun vum ländleche Raum hei bei eis am Land.

An Indien, am ländleche Raum, hu se kaum Accès zu Waasser, zu propperem Waasser sécher net, d'Stroosse si schrecklech, d'Infrastrukture si fuerchtbar, den Accès zu Gesondheitszentere, zu Spideeler, zum Dokter ass quasi onméiglech a wa se awer dohinner mussen, da mussen se sech Kilometeren a Kilometeren deplacéieren, fir dohinnerzoukommen, an dat warscheinlech ouni Auto an ouni Bus, well déi Méiglechkeet einfach net do ass.

D'Situatioun an Indien ass esou dramatesch, well se hire Lächen net méi Meeschter ginn. D'Krematorie sinn iwwerfüllt; déi meescht Läche ginn op de Parkinge verbrannt. D'Familljen hu keng Suen, fir sech Holz ze leeschten, fir hir verstuerwe Famillje-

memberen ze verbrennen. Wat maache se? Si vergruewe se a si maachen eng Zeremonie nieft hirem hellege Floss, dem Ganges. De Problem ass, wann d'Waasser e bësse steigt, da ginn all déi Lächen an d'Waasser geschwemmt. An ech muss lech d'Ausmooss net erklären, wat et heescht, wann Honnerten an Honnerte vun doudege Mënschekierper an engem Floss schwammen.

Fir där Problematik entgéintzewierken, ass e grouss Opfaangnetz gespaant ginn, fir déi Lächen opzefänken, fir se dann awer iergendwéi aus dem Waasser ze féschen an dann awer d'Méiglechkeet ze hunn, se vläicht anzwousch anescht ze verbrennen.

Ech erzielen lech déi Geschicht, well ech et immens wichtege fannen, dass mäi Message esou verständlech an esou novollzéibar wéi méiglech eriwuerknet: An zwar ass et e Luxus, dass mir 20 Minuten, 30 Minuten, vläicht och 40 Minute mat eisem Auto musse fueren, mam organiséierten Transport vun der Gemeng, mam Bus oder mam Zuch, fir an den Impfzentrum ze kommen an do kënnen vaccinéiert ze ginn.

Ech wëll einfach just nach eng Kéier rappeléieren, dass mer eis d'äers Privileeg bewosst solle sinn, dass mer dat wäertschätzen an dass mer ophale mussen, vill ze dacks déi falsch Säit respektiv déi schlecht Säit vun der Medail ze kucken.

Ech soen lech villmoos Merci fir d'Nolauschteren. Merci.

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci och der Madamm Gary. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Fred Keup (ADR).** - Jo, villmoos merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn elo hei scho ganz villes héieren an Dir och. Ech mengen, wa mer alles dat nolauschteren, da kann ech just feststellen: Et ass net alles wäiss, et ass net alles schwaarz; et läit alles a Grotéin. Ech mengen och, dass d'Situatioun hei besser ass wéi an Indien, dass ass jo evident. Ech mengen, hir Problemer sinn anescht ersagelt wéi eis. Kommt, mir konzentréieren eis awer trotzdem och drop, fir eis Problemer hei, déi et awer gétt, ze verbessern!

Ech hunn och hei eng gewësse Balance eraushéieren - den Här Bauler huet dat am Fong erëm eng Kéier ganz flott gemaach, ech wouss zwar net ëmmer richtig, a wéi eng Richtung e géif tendéieren -, eng gewësse Balance tëschent engersäits der Entwécklung no vir, déi mer jo awer mussen maachen, déi Vir- an Nodeeler huet, an anerersäits awer och enger gewëssener Nostalgie an, ech soe mol, deem méi traditionelle Liewen, wat mer am ländleche Raum nach fannen a wat och seng Vir- a seng Nodeeler huet. An ech mengen, dass ass eppes, wat ganz vill Lëtzebuerg och esou spieren.

Ech hu ganz vill hei geännert vun deem, wat ech wollt soen, wéi ech dat alles héieren hunn. Ech wollt awer am Ufank einfach e bësse op eppes agoen, wouërner och e bësse leiden - dat ass meng Deformation professionnelle als Geograf -, wann ech esou Wieder lese wéi „milieu rural“, „milieu urbain“, „région excentrée“, da kënn dat alles erëm, wat ech iergendwann eng Kéier op der Uni geléiert hunn. An ech wollt hei profitéieren, fir dozou e puer Saachen ze soen.

Dat Éischt, dass ass - Dir kennt dat jo: Wann de Lëtzebuerg seet: „Mir ginn an d'Stad“, dann ass kloer, wéi eng Stad gemengt ass, well mir hu jo just eng Stad respektiv mir hate just eng Stad. Dat ass jo net méi de Fall. Dat ass an der Rei.

Offiziell hu mer zwielf Stied. An do si mer am Fong bei engem Thema, wat mer an der Geografie och ëmmer vill diskutéiert hunn. Dat ass: Wat ass iwwerhaupt eng Stad? Wat ass e Milieu urbain? Wat ass e Milieu rural? Wat ass eng Région excentrée? A wat net? Einfach d'Fro emol stellen: Ass Gréiwemaacher e Milieu urbain? Jo. Iechternach? Jo. Wou ass den Ënnerschied zwëschen deem engen an deem aneren? Wéi gesot: Wat ass eng Stad?

A Lëtzebuerg ass dat gereegelt. Do gétt den Numm „Stad“ vergi vum Lëtzebuerg Staat, vun der Regierung. Mir hunn zwielf Stied, déi an dee Genuss kommen. Dat kënn nach aus der Zäit vum Mëttelalter. Eng Partie Stied sinn derbäikomm virun 100 Joer ongeféier: Esch, Déifferdeng an esou weider. An do fënn een natierlech dann trotzdem Onlogeschkeeten, wéi zum Beispill, dass Veiane mat knapps 2.000 Awunner als Stad zielt, während Péiteng mat bal 20.000 Awunner offiziell net als Stad zielt.

■ **M. André Bauler (DP).** - Veiane war eng Grofschaft.

■ **M. Fred Keup (ADR).** - Dat ass vläicht eppes, wat net esou de Punkt hei ass. Ech wollt dat awer just eng Kéier umierken.

Wéi och nach en anere Punkt, wat mech och scho jorelang trotzdem ëmmer verwonnert, wann déi Diskussion opkënn, dass ass am Fong, wa mer iwwert d'Stad Lëtzebuerg schwätzen: Wou hält d'Stad Lëtzebuerg op a wou fänkt d'Stad Lëtzebuerg un? Hält d'Stad Lëtzebuerg op der Areler Strooss op, bei der Klinik, beim Schëld, wou steet



„Stroossen“ op där enger Säit an op där anerer Säit „Lëtzebuerg“? Hält d'Stad Lëtzebuerg do op? Wéi vill Awunner huet d'Stad Lëtzebuerg?

Wa mer vun der Stad schwätzen, da muss ee sech awer bewosst sinn, dass eng Stad net do ophält, wou eng Gemeengegrenz ass. Eng Stad besteet am Ausland oft aus e puer Gemengen. Duerfir ass dat eppes, wat ech och eng Kéier hei wollt einfach zum Denke matabrängen, dass d'Stad Lëtzebuerg sécherlech méi grouss ass wéi d'Gemeng Lëtzebuerg. Dat ass eng ganz Agglomeratioun, d'Stad Lëtzebuerg, déi praktesch 200.000 Awunner huet. A jee no de verschidde Etüden, déi gemaach gi sinn déi leschte Joren, bezitt dat ganz sécher mat an: Stroossen, Walfer, Hesper. Dat gehéiert zur Stad Lëtzebuerg. An dat kann och nach goen, deemno wéi, verschidde Kaarten hunn ech gesinn, bis op Stengefort, Schëtter, Réiser, wann een dat matabezitt.

Alles dat just als Denkestouss. Komme mer awer zréck bei d'Theema!

Wéi war d'Entwécklung an de leschte Joren an eisen Dierfer? Also gi mer emol an de ländleche Raum. An dat ass och am Ufank hei vun Här Gloden ugeschwat ginn, och duerno vu verschidde anere Riedner. D'Postfilialen, mir haten der 100 an der Zäit. D'Zil, dat d'Post uginn huet, ass 15 Postfiliale bis 2025. Do geet natierlech eppes verluer. An net nëmmen dee rengen Service, deen een do kritt, wann een e Timber siche geet, mee iwwerhaupt dat ganz Duerfliewe mat deene Persounen, déi do schaffen, mam Brëifdréier. Dat spillt jo eng ganz grouss Roll, grad a méi klengen Uertschaften.

Et ass geschwat gi vun de Policekommissariater. 2016 hate mer nach eng ganz grouss Well vu Fermeturéi vu Kommissariater. Dat selwecht kann ee soe fir d'Spuerkeess, déi zu 100 % och dem Staat gehéiert a wou mer och zréckgaange sinn, vun ongeféier 100 op - wann ech mech net ieren - eppes ëm déi 50 Filialen. A weider geet dat.

Och dat kann een natierlech guttheeschen am Sënn vun der Modernisatioun/Digitaliséierung, mee trotzdem geet awer grad am ländleche Raum, a klengen Uertschaften, wou dann esou eng Spuerkeess war, eppes verluer. An och, praktesch gesinn huet et fir eng Partie Leit Nodeeler.

Dann ass geschwat gi vu Schoulen. Mir hunn an de leschte Joren d'Tendenz gehat, fir an de Gemengen, oder souguer iwwert d'Gemengen eraus, grouss Zentralschoulen ze bauen. Och dat huet natierlech Virdeeler. Mee et huet och ganz kloer Nodeeler, wann dat a klengen Uertschaften, wou trotzdem fréier kleng Schoule waren, verluer geet. Do geet eppes am Duerfliewe verluer. An ech mengen, et sollt een net einfach ëmmer soen: „Jo, super. Eng Zentralschoul mat 600 Schüler. Gemengen, déi zesummeschaffen.“ Dat ass awer net ëmmer just gutt! Do gëtt et och Nuancen.

Et ass geschwat gi vum Mëttelstand. Jo, a villen Dierfer gëtt et keng Epicerien, keng Bäckereie méi. D'Qualitéit vum Liewen am Duerf geet zréck. An ech mengen, do muss een higoen, fir erëm eng Kéier déi néideg Konditiounen ze schafen, fir dass dat dohinner kënn, souwäit wéi et méiglech ass. Well mir wëssen alleguerten: Iwwerall, ob dat zu lechternach ass, zu Maarnech, entstinn op der Grénger Wiss Akafszentren. An an deene kleng Stied - Wolz, Clierf, och Veianen -, do stierft de Commerce aus.

Ech mengen, ech sinn net ganz oft elo zu Clierf; eemol d'Joer zu Gréiwemaacher. Mee wann een nëmmen eemol d'Joer dohinnergeet, da gesäit een déi Entwécklung vläicht nach besser wéi een, deen all Dag do leeft. An do hu mer wierklech eppes, wat verluer geet, wat och a puncto Tourismus ganz schued ass. Et huet mech ëmsou méi gefreet, dass e Samschdeg e Kolleg laanschtkomm ass, an deen huet mer e Kaddo matbruecht aus engem Geschäft vu Gréiwemaacher. Et gesäit een awer, dass et och nach do positiv Punkte gëtt. Mee d'Leit mussen natierlech dohinnergoen. An net jiddweree mécht dat.

#### (Interruptions)

D'Veräiner, déi an den Dierfer eng grouss Roll spillen, verschwannen och deelweis. Et sinn och Fusiounen, déi no vir gedriwwen ginn, sief dat a Sportsveräiner an esou weider. Do sollt een och oppassen, dass een déi Veräiner héichhält, grad elo an der Covidkris. Dat ass och deelweis geschitt. Dat ass och gutt geschitt!

Ech mengen, vill Veräiner leiden drënner, dass keng Fester sinn, wéi iwwerhaupt d'Duerfliewen dorënner leit, dass keng Fester sinn. Mir hunn hei grad vun de Wënzer vill erzielt kritt. Absolutt! D'Wënzer hunn, souwäit ech weess, 60 % bis 70 % vun deem verkaaft, wat se soss verkaaft hunn. Dat heescht, et ass e schlecht Joer gewiescht fir d'Wënze, quitte dass se vläicht verschidde eenzel Clienté bäigewonnen hunn. Dat soll een net méi positivschwätzen, wéi et ass. D'Situatioun ass net gutt!

Och mat de Bongen, mat den Hoteller: Eng super Iddi fannen ech dat. Mee och do hunn awer net esou vill Leit drun deelgeholl, wéi ee sech dat hätt kënnen erwaarden. Bon.

#### (Interruption)

Dann e wichtige Punkt, deen ugeschwat ginn ass, dat ass déi medezinesch Versuergung. Effektiv hunn ech eng Kéier selwer materlieft, wéi ech zu Wäisswampech eng Persoun gesinn hunn, déi schwéier blesséiert war an déi bal eng hallef Stonn huet mussen op eng Ambulanz waarden, wat et heescht - a Wäisswampech gehéiert doudsécher zu enger Plaz, déi da méi entleeë läit -, op esou enger Plaz ze wunnen! An et huet sécherlech vun der Gesondheet hier Nodeeler, ob een do wunnt respektiv ob een op enger Plaz wunnt, déi méi no bei enger Klinik ass am urbane Raum.

Apdikten, déi Déngscht hunn, ass en anere Punkt. Dat hunn ech elo grad gekuckt: Do gëtt et dann Deeg, wou erëm an engem ganze Kanton - Wolz zum Beispill - keng eng Apdiktt Déngscht huet. Mir hu geschwat iwwert d'Maisons médicales, wou eng am Oste feelt. Dat kann ech absolutt deelen. Mir hunn awer och gesinn, dass déi Saachen ofgebaut ginn. Ech schwätzen, zum Beispill vun der Klinik zu Wolz, wou eng Partie Servicer net méi ugebuede ginn. Och dat ass schued.

Da kommen ech nach zu engem anere wichtige Punkt: den öffentliche Transport, dee fir de ländleche Raum sécherlech och gratis ginn ass, wat em awer net immens vill hëllef, well en net onbedéngt ganz gutt ass a well en och natierlech schwéier ze organiséieren ass, well eventuell net vill Leit dermat fueren.

Den Auto ass extreem wichteg. Grad fir déi Leit, déi méi entleeë wunnen, grad fir déi Leit, déi an den Dierfer wunnen, wou net méi vill Mëttelstand ass, grad fir Leit, déi am ländleche Raum wunnen. Do sollt een also och oppassen, wann ee verschidde Moosnamen hält géint den Autosverkéier oder wann een d'Steieren erhéicht op deene Saachen, dass dat grad deene Leit, déi am ländleche Raum wunnen, dach awer dann net zeguttkënn. Et soll een net ze vill déi urban, déi stättesch Bevëlkerung am A hunn, déi vläicht da mam Vëlo ka fueren oder kann ze Fouss goen, mee och déi aner.

Ech wollt da kuerz e Wuert soen - a, dat huet mech awer e bëssen intrigéiert -: „Landschaften erhalen“ ass gesot gi vun deene Grängen. Do hunn ech direkt geduecht: „Schéi Landschaften erhalen, dat mécht een zum Beispill net, andeems een 200 Meter héich industriell Wandanlagen dohinner baut.“

#### (Interruption)

An dann huet mech awer och nach - eng kleng Pick muss awer sinn - eppes bei deene Gränge gewonnert, wéi gesot ginn ass: „D'Usiidlung vun Industriebetrieb erhéicht d'Attraktivitéit vum ländleche Raum.“ Dat ass vun engem Grängen. Dat fannen ech och eng zimmlech gewoten Ausso. Ech wéilt et awer elo dobäi beloossen.

Komme mer zum Schluss. Summa summarum weisen, mengen ech, eng ganz Partie Beispiller awer, dass mer eng Entwécklung materliewen, déi ëmmer méi den urbane Raum an de Vierdergrond setzt a manner de ländleche Raum. An ech mengen, dat ass awer och deelweis eng Entwécklung, déi normal stattfënn, mee et ass awer och en Saach vu politischem Choix.

A mir géifen eis op jidde Fall wënschen, dass dee ländleche Raum erëm méi géif an de Fokus réckele vun der Politik - quitte dass et natierlech Ennerschidder gëtt. Déi kann ee jo net niieren. Ech mengen, Draufelt kann net déi selwecht Servicer ubidde wéi Diddeleng. A mir mussen jo och eis ländlech Géigenden net urbaniséieren, mee hinnen an hirer Ländlecke hëllef. Et geet drëms, fir déi Regione gläichwäerteg ze behandelen, a grad déi Regione um Land, wou mer nach de Kontakt mat der Natur hunn, wou mer nach vläicht méi dat authentesch Zesummeliewen hunn, wou d'Leit nach een deen anere kennen, fir dat nach ze erhalen, am Westen, am Osten, am Norden, iwwerall, am Éislek. Ech mengen, dat misst eis am Fong alleguerten immens wichtig sinn.

Ech soen lech Merci.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci och dem Här Keup. An nächsten ageschriwwene Riedner, wann ech dat richtig esou gesinn, fir seng virleefeg lescht Interventioun, ass den Här David Wagner. David - wann ech dat esou däerf soen? -, du hues d'Wuert.

■ **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci Mars. Merci, Här President. Et ass jo déi lescht Ried, dann däerf een dat. Dann däerf een „exzentresch“ sinn, dorëms geet et jo an dës Ried. D'lescht Joer hat mäi Kolleg, de Marc Baum, déi grouss Eier, fir zum exzentresche respektiv zum ländleche Raum ze schwätzen. Mir hunn awer fonnt an der Fraktioun, dat et e bësse komesch wier, dat grad en Escher iwwert de ländleche Raum géif schwätzen. Dofir hu mer decidéiert, dës Joer e Stater ...

#### (Hilarité)

... dohinnerzeschécken. Dat ass eendeiteg méi kredibel, mengen ech!

■ **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Très bien!

■ **M. André Bauler (DP).** - D'Stad an Esch hunn och Gréngzonen.

■ **M. David Wagner (déi Lénk).** - Mir hoffen op jiddwer Fall, dass mer an der nächster Legislaturperiode och Deputéierter hunn, déi aus richtige ländleche Géigende kommen. Mir schaffen drun - passt op!

Den honorabelen Här Gloden huet eng ganz Partie Sujeten ugeschwat. Ech wäert mech op e puer Sujete konzentréieren. Ee Sujet, deen interessant ass, deen u sech natierlech och de ländleche Raum mat senger Particularitéiten, awer natierlech och d'ganz Land betrëfft mat senger Particularitéiten, ass zum Beispill dee vum Teletravail, dee sech jo justement och elo grad am Kontext vum Covid verschäerft huet, dee sech etabléiert huet a wou ee sech duerno muss Froe stellen, wéi mer dat och an de Grëff kréien.

Ech mengen, do gëtt et Froen, déi sech da stellen, ganz onofhängeg dovunner, ob een um Land leeft oder an enger Stad leeft. Dat ass den Droit à la déconnexion an esou weider. Et ass och d'Gefor, dass een ëmmer manner Sozialliewen huet, well ee keng Aarbechtskolleeg méi gesäit, wat och bededeit kann, dass ee sech manner op der Aarbecht verteidege kann - dat däerf een ni vergiessen -, mee dass ee sech och nach selwer ausbeut no der Ausbeutung, déi vläicht och nach vun der Entreprise selwer kënn.

Mee et kann een natierlech och soen, fir Leit, déi am ländleche Raum liewen, konnt den Teletravail eng kleng Entlaaschtung bedeiten, well wa se zum Beispill relativ wäit fort schaffen, eeben an enger urbaner Géigend an der Stad oder vläicht och am Minett, mussen se sech eendeiteg manner beweegen.

#### (M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Ass dann den Teletravail d'Léisung dovunner? Oder muss een net dohigoen a sech d'Fro stellen, firwat mer esou en Desequilibrium hunn hei am Land, dass Leit, déi an exzentreschen, a periphereen oder semi-rurale Géigende liewen - ech si kee Geosproff, mee ech mengen, d'Terminologie ass wierklech net sou evident -, firwat déi da wäit Weeër mussen zréckleeën. Ass d'Léisung den Teletravail oder läit d'Léisung net doranner, dass ee muss deen Desequilibrium opbréchen, dass een och muss derfir suergen, dass all Betriber sech net onbedéngt op gewëssene Punkte konzentréieren?

An dat soen ech grad als Stater, well mer eis jo och selwer als Lénk oft am Stater Gemengerot och dofir engagéiert hunn, dass zum Beispill eng Stad méi solidaresch mat anere Gemenge virgoe soll an och ophale soll, systematesch all Betriber wëllen unzezeien, well mer och grad der Meenung sinn, dass een eng Dezentraliséierung brauch hei am Land. Dat ass souwuel gutt fir d'Leit, déi selwer an der Stad liewen, well mer do e kompletten Desequilibrium hunn, wat d'Aarbechtsplazen ugeet par rapport zu der Awunnerzuel, an dat huet och natierlech Konsequenzen op den Trafick, an anerersäits hätt dat den Advantage, dass een och an anere Gemenge géif méi ekonomesch Aktivitéiten implantéieren, wat fir hir Finanzen natierlech gutt wier a wat och Aarbechtsplazen op deene Plaze géif schafen.

Esou eng Solidaritéit géif zum Beispill heeschen, dass mer eis staark iwwerleeën, wéi mer mat de Gemeengefinanzen ëmginn a mat der Besteuerung, mat de Gemengesteieren. Well mir hunn hei zu Lëtzebuerg iwwer 100 Gemengen, déi u sech, deemno wéi, géigesäiteg Steierdumping bedriewen, andeem se den Hiefsaz vun der Gewerbesteier sou déif wéi méiglech versichen ze halen. An der Stad ass dat zum Beispill de Fall, a mir fannen dat net gutt.

Dofir hate mer och ëmmer scho gesot, et misst een eng Initiativ ergräifen, wéi dat och am Minett geschitt ass mat gewëssene Gemengen, dass se gesot hunn: „Mir maachen en eenheetlechen“, also „mir versichen, dee selwechten Taux ze hunn.“ Bon, natierlech muss jiddereen do matmaachen, mee do kéint ee schonn derfir suergen. Dat ass ee Steuerungsinstrument, dat net all Problem léist, mee dat weinstens awer dozou kéint bäidroen, dass sech net ëmmer alles, all Betriber géifen op enger Plaz konzentréieren.

De Problem ass jo och nach deen: Wa sech alles do konzentréiert, da gëtt d'Liewen ëmmer méi deier. An enger Stad wéi d'Stad ass et elo immens schwéier, souguer mat enger normaler Pai, e Logement ze fannen. A ganz oft gi Leit dann och méi an den Norden, zum Beispill, well ee sech do nach éischer eng Wunneng besser leeschte kann.

De Problem ass: Duerno mussen se erëm méi wäit fueren. An da muss een och öffentliche Transportmëttelen hunn, déi gutt funktionéieren - a „gutt funktionéieren“, dat hu mer zu Lëtzebuerg -, mee déi weinstens och wierklech alles verbannen. An da stellt sech d'Fro: Majo, mee wéi geet dat? No wat fir enge Krittäre funktionéieren öffentliche Transportmëttelen? Natierlech net no deene vun der Rentabilitéit, well si kënnen net rentabel sinn. Mee mir mengen och ... Et héiert een oft sou, et gëtt gesot: „Jo, mee dann hutt Der Busser, déi hallef eidel dorëmmer fueren oder souguer zu engem Drëtzel oder nëmmen zu 25 % besat dorëmmer fueren.“ Mir

stellen awer och fest bei de Leit, déi am Auto setzen, dass déi och meeschtens mat hiren hallef eidel oder nëmmen zu engem Véierel besaten Autoen dorëmmer fueren. Dat heescht, déi Logik, déi gëtt et iwwerall.

D'Wunnengen. Wann ee scho bei de Wunnengen ass, ech mengen och, wann ee vun Dezentraliséierung schwätzt, da muss ee vu Gemenge schwätzen. Mir hunn e Gemeengesetz, wat de Gemenge jo eng Partie Responsabilitéit gëtt, wat vun Napoleon senger Zäit kënn a wat natierlech muss iwwerducht ginn. Ech mengen, déi Diskussiounen hate mer jo och schonn. An et muss ee sech wierklech d'Fro stellen, inwiefern d'Gemengen och d'Responsabilitéit vum Wunnengsbau solle kréien an och eng Responsabilitéit, eng richtig verbindlech Responsabilitéit solle kréien, fir soziale Wunnengsbau ze maachen. Wien awer Responsabilitéit bei de Gemenge seet, dee muss awer och duerno soen, dass déi Gemengen och mussen d'Mëttelen hunn, fir dat ze iwwerhuelen. Well mir wësse jo och, dass zemoools méi kleng Gemenge Schwieregkeeten hunn. Et geet net drëms, fir Wunnengen ze bauen, mee éischer, fir se duerno ze verwalten. Dat ass net esou evident. Ech mengen, déi Iwwerleeung muss een ëmmer méi féieren.

D'öffentlech Déngschtleschtungen, dat ass och eng ganz wichtig Saach. Et gëtt oft geschwat vun de Kommissariater, vun der Post, vun de Bankagencen, déi mussen no beim Bierger sinn. Där Meenung si mir och. Dat funktionéiert awer och schlecht, wann et net richtig geplangt gëtt, a wéi mer dat och bei der Post gesinn, dass d'Post technokratesch, vun uewen erof decidéiert, wou eng Agence opmécht a wou eng Agence zoomécht. Heiansdo gesi mer souguer ..., well dat ass vläicht den Ennerscheid zum ländleche Raum an anere Länner: A Frankräich, zum Beispill, si kleng Dierfer, déi stierwen aus. D'Leit, déi gi wierklech fort. Hei zu Lëtzebuerg ass dat jo guer net de Fall. Et si Leit, déi bäikommen, justement, well et zum Beispill méi bëlleg ass, fir do ze wunnen. An dann ass et e bëssen absurd ze soen, dass mer do Agencen ofbauen, quitte, dass ech et verstinn. Mir versti jo och, dass d'Praxisse sech geännert hunn, mee et muss alles ganz no unenee sinn.

Eng interessant Saach, déi och mäi Virriedner gesot huet - et ass rar, dass ech dat hei muss soen, mee et hu mer déi Iwwerleeung och selwer gemaach -, dat ass tatsächlech déi Iwwerleeung - ob een an der Stad leeft, wéi dat mäi Fall ass, oder um Land leeft -: d'Fro vun de Schoulen, vun den Zentralschoulen. Ech komme grad aus engem Quartier, d'Millebaach, wou ech grouss gi sinn, wat ee vun de klengste Quartieren ass vun der Stad; deemools an den 80er-, 90er-Jore ware mer zu ongeféier 800. Duerno war ech zéng Joer laang zu Bouneweg. Ech sinn zréckgaangen op d'Millebaach. An der Tëschenzäit ass et awer gewuess, ëm déi 1.300 Awunner si mer elo do. Awer d'Quartiersliewen huet eendeiteg ofgehall, quitte dass 600 Awunner méi do sinn.

An ee vun de Facteuren ass och deen, dass d'Primärschoul verschwonnen ass. Si ass elo an der Zentralschoul zu Eech, déi ganz flott ass, ganz schéin ass, et ass méi praktesch, dat ze hunn, mee de Problem ass: Esou kleng Quartieren, wa se net grad en Zentrum hunn - a bei Dierfer ass et genau dat selwecht -, wou d'Leit zesummekommen, hir Kanner siche kommen an esou weider, sech kenne léieren ... Bon, niendrun ass eng Kierch, mee déi gëtt manner oft besicht wéi vläicht fréier. Mee voilà, Dir hutt kee richtigen Duerfkär, Quartierskär méi. An do muss ee sech wierklech d'Fro stellen, ob de Bau vu grousser Schoulen, déi vläicht méi praktesch sinn, ob dat wierklech och eng gutt Iddi ass, op jidde Fall fir d'Liewe vun de Quartieren. Ech erënnere mech, mir hate fréier ëmmer, an den 80er-, 90er-Joren, wéi nëmmen 800 Awunner an der Millebaach waren, dat bekannt „Wuerzelschwanzfest“ - wat normalerweise jidderengem misst bekannt sinn -, dat war ganz flott. Dat gëtt et elo awer net méi, obwuel mer zu 600 méi sinn.

An dann eng aner Saach: d'Sécherheet. Dat gouf och genannt. Also ech fannen d'Musel och ganz schéin, déi Géigend. Ech ginn och heiansdo dohinner, ech war och schonn oft zu Gréiwemaacher an op anere Plazen. Et ass eng wonnerschéi Géigend. An et gëtt eng Saach, also e gemeinsame Punkt, e Gefill, wat ech verspiere op der Musel, am Éislek, et ass awer och e Gefill, wat ech verspiere am Minett, sief et zu Esch, Déifferdeng, Diddeleng, oder och e Gefill, wat ech verspiere an der Stad, sief et an der Millebaach, Bouneweg, Uewerstad, Eech, Garer Quartier: Dat ass d'Gefill vun der Sécherheet.

Ech weess net, wouriwwer mer diskutéieren! Ech hunn elo den Här Gloden héieren: Bankautomater, déi explodéieren an esou weider ... Jo, Bankiwurfäll, dat gëtt et eeben. Mee da kritt ee jo wierklech Angscht, fir op Gréiwemaacher ze goen! An Dir misst elo ophalen, Är eege Géigend ...

#### (Brouhaha et hilarité)

Dir musst Är Géigend e bësse promovéieren!

■ **M. Léon Gloden (CSV), interpellateur.** - Et war zu Wuerner, ...

■ **M. David Wagner (déi Lénk).** - Ech komme mer vir, e bëssen ...



► **M. Léon Gloden (CSV), interpellateur.** - ... Dir hutt net nogelauschert!

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Et ass bal esou, wéi beim Stater Schäfferot: Wann s de deem no-lauschters, dann hues de op eemol Angscht, an d'Stad ze goen!

#### (Brouhaha)

Ech woussst guer net, datt meng Stad esou geféierlech wier, bis d'Madamm Polfer an den Här Mosar mir et erkläert hunn, datt een all fénnef Minutten zermoult gëtt.

#### (Interruptions)

Ech mengen, et geet jo och dréms: „Sentiment“ de sécurité, nee! D'Sécurité ass wichteg; d'Gefill vu Sécherheet, datt verléiert een, wann ee permanent vun der Onsécherheet schwätzt. An ech wëll net behaapten, datt et zu Lëtzebuerg net ka geschéien, ... an datt mer keng Problemer hunn um Niveau vun der Sécherheet. Mir hu Problemer wéi iwwerall, a gewëssene Géigende méi wéi an aneren. Mee wann een nimm mengt, wann ee seet Polizeipatrullen, Polizisten, déi permanent dorëmmer patrulléieren, domat géif een dem Bierger d'Gefill vun der Sécherheet ginn ... Schéin a gutt, mee währenddem maachen d'Polizisten aner Aarbechten net, wéi Enquête-Aarbecht an esou weider. Well et ass net, wéi wa se näischt géife maachen, si schaffe meeschtens ganz gutt. An eng Enquête ass eeben e bësse méi schwéier, eng richteg Enquête an engem État de droit ass e bësse méi schwéier wéi eng Mission vun Batman an de Filmer.

Dat heescht, mir mussen derfir suergen, datt souwuel kleng Quartieren wéi och Dierfer, ländlech Géigenden effentlech Servicer hunn, datt Liewen do ass, datt Wunnraum do ass, datt keng Gettoisierung do entsteet, datt effentlech Transportmëttelen do sinn, fir datt d'Leit sech och kënnen hin- an hierbeweegen, datt et flott Géigende sinn. An dann hu mer eendeiteg manner e Gefill vun Onsécherheet, dat ee ka kréien an enger Géigend, déi ab 18.00 Auer wierklech doueg ass a wou näischt méi leeft. Wéi de Ban de Gasperich, zum Beispill: Gitt no 18.00 Auer dohinner, et ass dout - et ass ellen, dovun ofgesinn, mee et ass dout! An da kann ee vläicht souguer Angscht kréien, ouni Grond.

Bon voilà, esou vill zur Angscht an zur Sécherheet op deene Plazen.

Ech hunn e bëssen iwwerzunn. Ech wollt dann awer och nach ganz séier Merci soen, Här President. Och wann de President vun der Chamber noutgedrongen der Majoritéit ugehéiert, hat ech ni den Androck, als Oppositionsdeputéierten dorënner ze leiden. Dir waart e gudde President an e ganz faire President.

Merci och dem Generalsekretär, der ganzer parlamentarescher Administratioun, déi eng phenomenal Aarbecht mécht, zemoos elo an der Covidzäit. Gutt, datt mer der och nei agestallt hunn.

Merci och eise véier Mataarbechter an der Fraktioun: dem Lynn Wies, dem Steve Biver, dem Marc Keup, dem Maurice Magar, déi eng phenomenal Aarbecht geleescht hunn.

A merci lech all, eis ausgehalen ze hunn.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Wagner.

#### (Applaudissements)

An als leschte Riedner vun dëser Debatt ass den honorabelen Här Marc Goergen agedroen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Goergen (Piraten).** - Merci, Här President. Merci dem Léon Gloden fir d'Ufro vun dëser Diskussioun. Bei dëser Interpellatioun haut muss ech soen, dass mer a kuerzer Zäit sollen iwwer eng Villzuel vun Theemen debattéieren, wou et vläicht besser gewiescht wär, déi puer eenzel Aspekter an e puer Interpellatiounen opzedeele. Ech wäert a mengen zéng Minutte Riedezäit net op alles kënnen agoen, mee mech op e puer Punkte konzentrieren.

Eng Remark am Virus hunn ech och zu dëser Interpellatioun: Mir sollten eis Planung net op d'Covid-19-Pandemie beschränken! Mir dierfen net vergiesse, dass dat heiten eng speziell an eng eenzegartege Situatioun ass. Mir kënnen net eis ganz Zukunft esou plangen, als wär fir ëmmer Pandemie, als géif dës Situatioun fir ëmmer weidergoen. Nach ëmmer gi Grondrechter beschnitten an dat kënnen mer net als Normalitéit hinhuelen. Dofir wäert och dës Pandemie eng kéier endegen.

Natierlech muss mer déi gutt Saachen aus där Liewensphas mathuelen, virun allem den Teletravail, dee schon ugeschwat gouf an op deen ech och nach ze schwätze kommen.

Ugefaange mat de Basisservicer am ländleche Raum: Hei muss mer kloeër Ennerscheidungge maachen tëscht liewenswichtige Servicer an deene Servicer, déi et net sinn. Bei liewenswichtige Servicer muss de Staat egal wéi derfir suergen, dass se am ganze Land disponibel sinn.

Wa mer vu liewenswichtig schwätzen, da si mer bei der Medezinn, den Apdikten an dem Rettungswiesen. Hei sti mir Piraten ganz kloer fir eng Dezentralisierung vun de medezinnesche Servicer. Besser ass et, eng Auswiel vu Basisservicer ze maachen an dann ze garantéieren, dass all Persoun am Émkrees vu maximal 15 Minutte Fuerzäit op dës Servicer zréckgräife kann, an da méi spezialiséiert Servicer op een Haaptsite ze setzen.

Fir aner Servicer, wéi zum Beispill e Supermarché oder eng Epicerie, wou d'Leit hiert lesse kafe kënnen, géllt fir eis: Déi si wichteg, mee hei mussen de Staat an d'Gemengen net selwer direkt investéieren, mee éischer kucken, dass d'Zon attraktiv genuch ass, dass kleng Geschäfte sech néierloosse kënnen an de Quartieren.

Duerno kommen dann d'Servicer, déi net iwwerliewenswichtig sinn, mee d'Liewensqualität vun de Leit awer immens erhéien. Dat sinn: Banken, d'Post, Kleederbutteker, kleng Commercen - also Plazen, déi d'Leit an hirem Alldag brauchen. Hei kéint een an eisen Aen higoen an eng Richtlinn opstellen, dass all Stot am Émkrees vun x Minutten Ureeszäit mindestens een esou ee Service de base muss ugebuede kréien an dass do, wou et net de Fall ass, d'Gemeng derfir suerge kann, dass do eng Initiativ derbäikënn, falls néideg, andeems se selwer verlount, soulaang se domadder net an de fréie Maart agräift.

Wien erënnert sech net u fréier, wéi bal all Quartier oder Duerf seng Epicerie hat an een direkt nienendrun nach e Kaffi drénke konnt? Ma genee dat feelt hautzudaags. Mir brauche Plazen, wou d'Leit sech erëm tummele kënnen, wou d'Duerf zesummekënn. Et brauch een nëmme an anere Länner ze kucken, wéi a Frankräich, wou d'Leit an den Dierfer nach richtig zesummekommen.

Wien Teletravail seet, seet och manner Trafick op eise Stroossen. Wat gutt fir de Verkéier an d'Émwelt ass, ass awer net onbedéngt gutt fir de lokale Konsum. Ee Frontalier gétt an der Moyenne 40 Euro pro Dag hei am Land aus: 25 Euro am Horeca-Beräich a 15 an de Geschäfte - dat rechent de Wirtschafts- a Sozialrot. Op där anerer Säit bleiwen awer net nëmme d'Frontalieren doheim, mee och d'Awunner hei am Land. Dat férdert dann d'Ausgaben op der Plaz a férdert déi lokal Economie.

Et geet awer net duer, dass an Zukunft just méi ausserhalb vun der Stad konsuméiert gëtt. Wa mer vu lokalem an nohaltegem Konsum schwätzen, da schwätze mer vun engem Konsum, deen d'Émwelt schoung an eise Planéit a seng Ressourcë respektéiert. Wat bréngt et eisem Planéit an och eisem ländleche Raum, wa mer Geschäfte unzéien, déi schlecht fir d'Natur an d'Émwelt sinn, an de bëllege Bifdeck elo am Duerf verkat gëtt amplaz an der Stad? Mir muss wëssen, wat mer wëllen: Méi Wirtschaft a kënschtliche Wuesstum oder méi nohaltege a besser Verdeelung hei am Land? Den Teletravail steet hei kloer fir méi Nohaltegekeet a manner Ressourcen. E verbessert global gesinn d'Liewensqualität vun all de Bedeelegten.

Dann nach e kleng Kommentar zum effentlechen Transport hei am Land. Jo, de Bussystem gëtt komplett reforméiert. Datt esou eng Reform net ouni Reiwerien ofleeft, ass kloer. Datt net all Gemeng an all Duerf eng Verbesserung kréie kann, ass wuel och net ze vermeiden. Esou Reforme mussen awer anstänneg erkläert ginn, heiansdo bis an dee leschten Detail, wa sech Leit zu Recht opreegen, zum Beispill am Südoste vum Land, datt op eemol kee Bus méi kënn oder manner oder net méi dee selwechten. Och dat ass e Problem, wou muss nogelauschert ginn.

Dann nach e Wuert zur Groussregioun. D'Kris huet eis op en Neits eis Ofhängegkeet vun der Groussregioun gewisen, ganz besonnesch am Gesundheitssektor. Mir wousssten dat zwar scho virdrun, mee mir hunn d'Gewunnecht, esou onangeneem Informatiounen chronesch ze ënnerschätzen. Kann d'Groussregioun eppes fir de ländleche Raum maachen? Eis Äntwert ass: Nee! Ganz einfach, well se am Moment guer keng Méiglechkeeten dozou huet! Et gëtt eng Hellewull Strukturen, mee wann et ëm Wirtschaftsentwécklung, Raumplanung, schwierig Dossiere geet, si se net méi do, well de politesche Wëllen net do ass, fir méi enk zesammenzeschaffen. An deenen Dossieren decidéiert all national Regierung léiwer selwer.

Ofgesinn dovun, och wann eise ländleche Raum Defiziter opweist, geet et him nach ëmmer dättelech besser wéi eisen Nopeschregiounen. Wann Der et net gleeft, fuert einfach eng kéier iwwer d'Grenz. A wa mer schon derbäi sinn, wëll ech och nach bäifügen, dass och Gemenge kënnen aktiv d'Kooperatioun an der Groussregioun selwer urregen. Grad d'Kolleege vun der CSV kéinten déi interregionale Zesummenaarbecht mat den Nopeschgemenge vürundriewen, well ëmmerhi sinn et néng Grenzgemengen, déi an der Hand vun enger CSV-Majoritéit sinn.

#### (Interruption)

Trotz allem, d'Theema, wéi d'Groussregioun weiderentwéckelt sollt ginn, verdéngt eng vill méi wäit ausgeluechten a komplett Debatt a sprengt de Kader vun haut.

Zum Schluss wollt ech awer och nach soen, dass mir Piraten ganz kloer dofir stinn, dass den Internet e Grondrecht ass an deementspriedend och an de ländleche Géigenden endlech schnellen Internet soll verfügbar sinn. Ech weess, dat ass heiansdo ganz informatesch, wa mir soen, et muss een och eng gewësse Geschwindegkeet an Zouverlässegkeet hunn, wat leider net an all de Regiounen hei am Land ass a wat dann déi Regiounen och deementspriedend zréckhält.

Ech wëll awer och nach eng kéier ganz kuerz op déi Erklärung vum der honorabelen Madamm Chantal Gary agoen, well ech hunn déi gutt fonnt. Also ech muss soen, déi kleng Geschicht mat Indien, déi huet mer ganz gutt gefall. An et ass och meng Meinung, dass mer heiansdo zu Lëtzebuerg d'Tendenz hunn, op ganz héijem Niveau ze meckeren. A virun allem dat Beispill mat den Impfzentere, wat d'Madamm Gary ginn huet, ass ganz korrekt. Ech hat deemools och net verstanen, firwat d'DP sech opgereegt huet. Hei am Land kritt jidderee gratis eng Impfung, an d'DP huet sech opgereegt, dass een eng kéier muss bis op Munnerf fueren! Dat war fir mech och onverstandlech an duerfir ginn ech der Madamm Gary an deem Punkt och zu honnert Prozent Recht.

Merci.

► **M. Sven Clement (Piraten).** - Ganz gutt!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert. Déi zoustänneg Ministesch fir d'Groussregioun, d'Madamm Corinne Cahen.

#### Prises de position du Gouvernement

► **Mme Corinne Cahen, Ministre à la Grande Région.** - Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn decidéiert, eis hei vun der Regierung zu dräi opzedeele, fir Äntwerten ze liwweren op Froen, déi gestallt gi sinn, oder op Remarken, déi gemaach gi sinn. Et war gefrot gi vun der CSV, dass ech sollt derbäi si fir de Voleit Groussregioun. Ech stelle fest, dass awer just hei bemängelt ginn ass, dass ech net genuch op Facebook kommuniquéieren, wat ech an der Groussregioun maachen. Abee, ech kann lech soen: D'Groussregioun muss net aktivéiert ginn, well d'Groussregioun, déi war nach ni esou aktiv ewéi am Moment. All Dag schwätzen ech mat menge Partner an der Groussregioun. Mir hunn immens vill Reuniounen, Videokonferenze maachen dat och méiglech.

An da géif ech awer direkt gären drop opmierksam maachen, och par rapport zu der Motioun: Ob d'Grenzen op oder zou sinn, gëtt net decidéiert an der Groussregioun, dat gëtt schon an den Hauptstied decidéiert! A mir hunn d'ganz Pandemie duerch zesummen an der Groussregioun mat all de Partner, mam Tobias Hans, mam Malu Dreyer, mat hire Staatssekretären, hire Ministeren, zesummen och mam Grand Est, mam Jean Rottner, mam Oliver Paasch, mat all eise Partner an der Groussregioun permanent gekuckt, an den Hauptstied ze intervenéieren, fir dass d'Grenzen net sollten zougemaach ginn.

An ech maachen dat och direkt fest un engem konkreete Beispill: dass mer probéiert hunn, dass Lëtzebuerg net als Virusvariantengebitt géif klasséiert ginn, nodeems de Grand Est sou klasséiert ginn ass vun Däitschland. Well dat hätt nach ganz vill Schwierigkeeten un de Grenze mat sech bruecht an Dir wësst dat och. Dofir ass et nëmme normal, dass den Europaminister an de Staatsminister natierlech zu Berlin, Paräis a Bréissel intervenéieren an dass mir an der Groussregioun eis Kolleege an de respektive Regierungen encouragéieren an hinnen ëmmer nees erklären, wéi mir hei zu Lëtzebuerg liewen. An ech mengen, grad do ass et och wichteg, dass eng CSV och do hir Kontakter zu Berlin spille léisst, fir hinnen ze erklären, fir dem Angela Merkel an anere Leit zu Berlin ze erklären, wéi mir hei liewen a wéi wichteg et ass, dass d'Grenzen hei am Land opbleiwen!

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Corinne Cahen, Ministre à la Grande Région.** - Mir hunn, wéi gesot, an dëser Kris eis Relationen an Zesummenaarbecht ganz, ganz kloer verstärkt. Op politeschem Niveau gouf et ganz kloer eng Intensivéierung vun de Kontakter. Zesummen hu mer no Léisunge gesicht. Et gouf och eng ganz grouss Solidaritéit, muss ech soen, an et hu sech och wierklech Frëndschafte entwéckelt, net nëmme op politeschem Plang.

D'Autoritéiten aus der Groussregioun hunn an der Zäit vun der Pandemie esou enk zesummege schafft wéi nach ni virdrun. Souwuel déi vergaange saarlännesch Présidence vun der Groussregioun wéi och déi aktuell Présidence vum Grand Est hu vill digital Reuniounen op politeschem Plang organiséiert, mee net nëmme op politeschem Plang, och op wëssenschaftlechem an op techneschem Niveau.

Am Mëttelpunkt vun de politeschen Diskussiounen ass et ëmmer ëm zwee Punkte gaangen, déi fir Lëtzebuerg essentiell sinn: déi sanitär Zesummenaarbecht an d'Situatioun op de Grenzen. D'Lëtze-

burger Regierung huet dobäi ëmmer klipp a kloer drop higewisen, datt d'Recht op d'Libre circulation fest an den EU-Traktéen an an der Charta vun de Grondrechter verankert ass.

D'Pandemie huet de Leit zu Lëtzebuerg an och an der Groussregioun bewosst gemaach, wéi wichteg oppen europäesch Bannegrenze si fir d'Ekonomie, fir d'Sozialliewen, fir d'Kultur, fir d'Fräizäitgestaltung, mee awer och fir d'Gesondheet.

Zu Schenge virum Schluss steet a grouse Buschtawen: „#schengenislive“. Jo, Schengen is alive! An dat wäert och esou bleiwen. Och d'Groussregioun ass méi wéi jee alive an et geet hir ganz gutt.

Och wann déi sanitär Kris vill Efforten an Energie bei den eenzelne Regiounen an der Groussregioun mobiliséiert huet, hu mer gläichzäiteg awer eis Kooperatioun an aneren Domänen verdéift. Dat ass virun allem de Fall an der territorialer Entwécklung, wou eng wichteg Strategie ausgeschafft gouf. Dës sougenannt Stratégie opérationnelle transfrontalière pour la Grande Région gouf um leschte Sommer vun der Groussregioun am Januar 2021 adoptéiert. Déi 35 Projeten, déi zréckbehalde goufen, befaasse sech mat esou ganz ënnerschiddlechen Domänen wéi zum Beispill Mobilitéit, Formatioun, Holzindustrie, Kreeslafwirtschaft oder nach Waasserverwaltung. Zil ass et, eebe grad zesumme mat onsen Nopeschregiounen e Schéma de développement territorial fir d'Groussregioun auszeschaffen an eng nohaltege Strategie fir d'Zukunft ze hunn.

De Sommer vun den Exekutive vun der Groussregioun ass sech der Wichtigkeet vun der Ruralitéit bewosst. D'Lëtzeburger Regierung schafft mat hire Partner aus der Groussregioun enger Charta fir de ländleche Raum, well d'Ruralitéit eis eebe wichteg ass. Dorëms geet et haut an ech wëll dat elo mol fir d'éischt hei aus enger groussregionaler Perspektiv beliichten. Konkusiounen an Erkenntnisser aus der Coronakris wäerten och an déi Charta erafléissen. De ländleche Raum huet eng zentral Funktioun bei der raimlecher Entwécklung vun eisem Land an och vun der Groussregioun.

Bei eis zu Lëtzebuerg, an och an der Groussregioun, liewen d'Mënschen haaptsächlech an Dierfer an a kleng Stied. D'Agrikultur spillt am ländleche Raum eng ganz essentiell Roll, wéi zum Beispill bei der nohalteger, ëmweltgerechter Produktioun vu Liewensmëttel an der Preservatioun vun Natur- a Kulturregiounen. D'Leader-Regiounen, déi Der kennt, d'Miselerland op Lëtzeburger Säit a Moselfranken op däitscher Säit, hunn déi éischt gemeinsam transnational Leader-Entwécklungsstrategie an Europa ausgeschafft a setze se bis 2022 ëm. D'Aarbechte fir déi nei Strategie 2023-2027 fänken dëst Joer un.

Am ländleche Raum gëtt et vill Kleng- a Mëttelbetriber, am Handwerk, am Horeca-Beräich, am Commerce. Hei ass vill Plaz fir Kreativitéit an Innovatioun. An dat hu mer hei de Mëtten och schon e puermol héieren. De ländleche Raum ass domat ee ganz wichtige Deel vun enger erfollegräicher a integréierter Economie. Mat senge villen Natur- a Kulturlandschafte spillt den Tourismus hei eng bedeutend Roll; de Lex Delles wäert sécherlech hei nach eemol drop agoen.

Mee de ländleche Raum ass virun allem eng Plaz, wou d'Leit wunnen a wou d'Leit liewen. Et gëtt hei e gutt Matenee vun de Mënschen, an dat iwwert déi europäesch Bannegrenzen eraus. D'Liewensqualität am ländleche Raum ass einfach gutt. D'Covid-19-Pandemie huet d'Resilienzpotezial vun de lokale Strukturen am ländleche Raum dättelech gemaach, an Dir hutt dat jo och ervirgestrach.

Natierlech stelle sech och fir de ländleche Raum vill Defien. Wéinst dem Strukturwandel gëtt et net ëmmer genuch Aarbechtsplazen a gutt forméiert Leit. Déi effentlech Ariichtungen, wéi d'Post, d'Banken, d'Schoulen, et huet sech alles verännert. Vill jonk Leit si fortgaangen. D'Familljen- an d'Sozialstrukture sinn haut aneschters wéi virun zwanzeg Joer. A mam Wandel gëtt et awer och Potenzial an Chancen.

An der Charta vun der Groussregioun gi follgend Strategien definéiert: eng integréiert Entwécklung zesumme mat de Stied, Kreeslafwirtschaft, lokal Wirtschaft, ëmweltgerecht Landwirtschaft, eng qualitativ Buedepolitik, Verbesserung vun der Energieeffizienz, Notze vun der Digitalisierung an Hibleck op d'Standuertofhängegkeet, Mobilitéit a Flexibilitéit vun Daten, Gidder an Aarbechtsplazen.

D'Digitalisierung kann nei Innovatiounen, Wirtschaften a Aarbechtsplazimpulser erméiglechen. D'Digitalisierung kann och nei flexibel Infrastruktur, Versuergungs- a Mobilitéitskonzepter erméiglechen. Sozial Duerfentwécklungsimpulser sollen den Zesammenhalt vun de Leit am ländleche Raum stäerken. D'Kulturlandschafte sollen erhalte bleiwen. Déi ökologesche an naturschutzorientéiert Landwirtschaft soll gestärkt ginn. Déi jonk Leit sollen duerch Bildung, duerch Formatioun an Innovatioun encouragéiert ginn, am ländleche Raum ze bleiwen. D'Dierfer solle Plaze vu gudder Liewensqualität sinn.



Dës Ziler sollte mer zesumme mat eisen direkten Noperen upaken: duerch Best-Practice-Projeten, den Austausch vu Konzepter, d'Stärkung vun eisen Netzwerker, gemeinsam Manifestatiounen, Kooperationsprojeten, och Imagecampagnen an och Interventiounen op europäeschem Niveau. Europa wiest eebe grad un de Grenzen zesummen. Wat mir méi enk mat eisen direkten Noperen zesummeschaffen, wat et besser ass fir d'Mënschen an eise Grenzgebidd an och am ländleche Raum.

Am Fong kann ee soen, dass Lëtzebuerg en eenzeg Grenzgebitt ass. Eist natierlech sougenannt „Hannerland“, dat ass Rheinland-Pfalz, Saarland, d'Lorraine, d'Wallonie. Dofir ass et och grad esou wichteg, dass mer oppe Grenzen hunn.

Ech brauch den Awunner vu Gréiwemaacher - hätt ech jo elo gäre gesot, well den Interpellant vun do ass, mee ech soen dann och elo Munneref a Réimech, well déi zwee sech scho beschwéiert hunn, dass hir Gemengen net genannt gi sinn -, also ech brauch deenen Awunner sécherlech net ze soen, wéi dacks si privat iwwert d'Grenz fueren, iwwert d'Musel fueren. Mee och vill Däitscher kommen all Dag bei eis an d'Land. D'Entreprisë vum Potaschberg zum Beispill fonctionéiere mat ganz ville Frontalieren aus Rheinland-Pfalz.

D'Frontalieren droe vill zum Wuelstand vun eisem Land bäi. Dat betrëfft net nëmmen de Wuelstand, deen am Boulevard Royal an an der Avenue Kennedy erschafft gëtt, mee och deen aus dem ländleche Raum. Mir hunn de Frontaliere vill ze verdanken. Déi sanitär Kris vum Covid-19 huet eis dat méi wéi jee bewosst gemaach.

E Wuert dann zur medezinnescher Versuergung am ländleche Raum. Mir wëssen, dass d'Land hei kleng ass. An ech mengen, d'Chantal Gary konnt et net besser soe wéi mam Beispill, wat et ginn huet, wat wierklech ganz touchant war, vun Indien. Mir liewen an engem klengen Land an et gëtt och nëmme wéineg Distanzen. An der Kris hu mer derfir gesuergt, dass natierlech jiddwereen Accès kritt huet zu de Soinen, esou wéi dat am Alldag och de Fall ass. Mee natierlech si mat der Kris och nei Méiglechkeeten entwéckelt ginn. Ech denken do zum Beispill un d'Teleconsultatioun, déi am Ufank vun der Kris agefouert ginn ass an haut och nach besteet. Déi ass fir jiddwereen accessibel.

Doriwwer eraus kënnen d'Dokteschpraxissen zum Beispill Covidpatienten empfänken. D'Doktere wësse ganz gutt, wéi d'Geste-barrièren anzehale sinn. D'Centres de consultation Covid an der Stad an zu Esch hu gutt funktionéiert. Gëschter si se zouge-maach ginn, well mer d'Chance hunn, dass d'Fallzuelen elo erofginn.

Idem fir d'Impfstrukturen. Dat ass och scho gesot ginn. Si sinn iwwert d'ganz Land verbreet, einfach accessibel fir jiddwereen. Muer geet nach en neien Impfzenter op an der Luxexpo am Kierchberg, deen och ganz accessibel ass, notament och fir déi Leit aus dem Osten, grad ewéi och Munneref an deen um Findel, deen och extreem accessibel ass fir d'Leit aus dem Osten.

Dat gesot, si mer eis an der Kris awer méi wéi jee bewosst ginn, dass mer an der Groussregioun verstärkt zesummeschaffe mussen. Dofir hu mer och schonn zesummen an der Groussregioun decidéiert, un engem Pandemieplang ze schaffen, fir eis besser op zukünfteg Krisen ze preparéieren. D'Virusvariantegebitt, dass mer dat konnten ofwenden, hunn ech lech gesot. An dat war dank all den Interventiounen, tous partis confondus, eeben zu Berlin, dass mer net als Virusvariantegebitt klasséiert gi sinn.

E Wuert zum Teletravail, deen och hei an der Interpellatioun elo zu Wuert koum, an dann och zum Trafic frontalier.

Den Teletravail huet natierlech e positiven Impakt op den Trafic - dat schéngt logesch ze sinn -, mee et dierf een dat awer am Fong geholl net iwwerschätzen. Ausserhalb vum Confinement, dat heescht wann net e „bleif doheim“ ass, wéi dat d'lescht Joer de Fall war, dann ass et esou, dass ongeféier 50 % vun all den Aarbechtsplazen am Grand-Duché iwwerhaapt emol susceptibel sinn, fir kënnen ze teletravalléieren. Just 50 %. Déi aner si Beruffer, wou den Teletravail net méiglech ass.

■ **M. André Bauler (DP).** - Dat ass och eemol gutt gesot!

■ **Mme Corinne Cahen, Ministre à la Grande Région.** - Wann alleguerten déi, déi teletravalléiere kéinten, eemol d'Woch teletravalléiere géifen, a wann dat op fénnef Deeg och richtig, wéi soll ech soen, „équitablement réparti“ wär, dat heescht, dass gradesou vill Leit méindes, dënschdes, mëttwochs, donneschdes a freides teletravalléiere géifen - wat am Moment net de Fall ass, well dee meeschten Teletravail gëtt méindes a freides gemaach, mee soe mer emol esou, wann et gutt verdeelt wär iwwert d'Woch -, dann hätte mer eng Reduktioun vum Trafic vun 10 %. Dat ass schonn erstaunlech!

Dofir ass den Teletravail sécherlech eng Pist, fir weider ze creuséieren, an dat ass och sécherlech gutt fir d'„work-life balance“ an et ass och sécher-

lech flott, fir reegelméisseg vun doheim kënnen ze schaffen, mee et ass net d'Haaptléisung, fir den Trafic erfroze. Dofir muss mer natierlech och weiderhin an den öffentlechen Transport investéieren.

D'Compteuren um Stroossereseau weisen haut praktesch déi selwecht Chargé wéi virun der Pandemie. Elo kann et natierlech sinn, dass engersäits Leit net ënnerwee sinn, déi deen een oder aneren Dag am Teletravail doheim sinn, mee anersäits wësse mer awer och, dass méi Leit am Moment den Auto huelen, well se sech net trauen, mam öffentlechen Transport ze fueren, aus Angscht, vläicht ugestach ze ginn an de Virus ze kriegen.

En TNS-ILRES-Sondage vum September 2020 hat erausfonnt, dass eeben déi, déi am Moment den Auto huelen, awer normalerweis den öffentlechen Transport benotzen, dass déi no der Pandemie awer wëlles hunn, nees op den öffentlechen Transport iwwerzegoen.

Wéi gesot, den Teletravail ass keen Allheilmittel, fir de Verkéiersproblem an de Spëttestonnen ze léisen. Mee mir schaffen awer weider drun, dass eeben d'Leit och kënnen teletravalléieren. An ech kommen nach eng Kéier dorop zrëck.

Just vläicht eng kleng Saach zur Digitalisatioun. Mir hu Gott sei Dank hei zu Lëtzebuerg net op d'Pandemie gewaart, fir dat digitaal Zäitalter unzefänken. Dat ass ons och zeguttkomm. A mir sinn iwwerzeegt, dass déi digital Technologien - Teletravail - eis geholfen hunn, eeben net nëmme resilient ze sinn, mee dass doduerch och konnte ganz vill Mënscheliwe gerett ginn. An der Lutte géint d'Pandemie hu vill Leit vill Efforte gemaach: an de Klinikken, an den Altersheemer, mee och am Homeoffice, wou sech vill Salariéen hu musse ganz kuerzfristeg ëmstellen.

Nom éischte Schock vun der Gesondheetskris hu sech eis Bezéiungen an eis Zesummenaarbecht an der Groussregioun intensivéiert an och verdéift. Um politeschen Niveau konnte souwuel bilateral wéi och multilateral pragmatesch Léisunge fonnt ginn, zum Beispill bei der Teleaarbecht, wou et drëms gaangen ass, dass et net zu Changementer bei de Steieren oder bei der Sozialversécherungszougehéieregkeet géif kommen. Lëtzebuerg a seng Nopeschlänner hunn decidéiert, dass déi steierlech Reegelerunge fir Teletravail bis den 30. Juni 2021 erhale bleiwen. Mat Däitschland gëtt et en Accord, dee leeft weider stillschweigend vu Mount zu Mount - bis zum Widderruf eeben.

Lëtzebuerg, d'Belsch, Frankräich an Däitschland - an do schwätzen ech vun den Nationalstaaten an net vun der Groussregioun - hunn eeben och eng Ausnameregelung am Kontext vun der Covid-19-Kris decidéiert, an där d'Deeg vum Teletravail bei der Bestëmmung vun de Frontalieren hire Sozialversécherungsvorschrëften net consideréiert ginn. Dësen Accord ass wichteg, fir e Changement vun der Sozialversécherungszougehéieregkeet ze verhënnere, wann déi 25 %-Schwell fir déi betraffe Salariéen iwwerschritt gëtt.

D'Verlängerung vun dësem Accord bis den 30. Juni dëst Joer ass e Gest vun der Solidaritéit tëschent de Partner. Virun dësem Accord war et schonn méiglech, méi Teletravail ze maachen, mee dëst hätt kënnen Auswierkungen op d'Steieren an d'Sozialversécherung vum Frontalier hunn.

Teletravail ass an den Duebelbesteuerungsofkomme mat eisen Nopeschlänner net explizitt festgehale - iwwregens. Déi Schwellewäerter - dat sinn 29 Deeg fir déi franséisch Grenzgänger, 24 fir déi belsch an 19 fir déi däitsch Grenzgänger - waren eigentlech net dofir geduecht. Déi ware geduecht fir den Detachement, dat heescht, wann zum Beispill en Handwiersbetrib zu Lëtzebuerg e franséische Resident astellt an en huet awer e Client a Frankräich. Déi Deeg waren am Fong dofir geduecht, wivill Deeg deen Travailleur aus Frankräich dann dierf a Frankräich fir säi Lëtzeburger Employeur schaffen.

De Finanzminister féiert am Moment Gespréicher mat sengen Homologen zu dësem Thema. Lëtzebuerg wëll zesumme mat sengen dräi Nopeschlänner den Teletravail fir Awunner a Frontalieren eebe verbessern. Et ass awer wichteg ze wëssen, dass den Teletravail net nëmmen eng Fro vun der Besteuerung ass, mee och vu Sozialversécherung - dat hunn ech grad gesot -, an och eng Fro vun Aarbechtsrecht a vun Dateschutz.

Ideal wier et, homogeen an der Groussregioun déi nämmecht Unzuel vun autoriséierten Deeg fir den Teletravail ze hunn. Mee dat ass keng Prerogativ vum Sommet vun der Groussregioun. Dat muss mat der franséischer, der däitscher an der belscher Hauptstadt verhandelt ginn.

Net ze vergiessen natierlech, dass ons Nopeschlänner och nach aner Nopeschlänner hunn, nach aner Grenzen. An déi hätten natierlech och gären eng gewësse Kohärenz mat hiren aneren Nopeschlänner. Dofir ass dat vun der Harmoniséierung eng éischer komplex Saach.

De grenziwwerscheidenden Teletravail ass net déi eenzeg Léisung, mee en ass eng vun de Léisungen.

An Zukunft wäert sécherlech méi Teletravail gemaach ginn, soudass och méi Leit sech wäerten am ländleche Raum daagsiwwer ophalen. Dat huet nämlech och Virdeeler bei der Mobilitéit, fir d'Ëmwelt natierlech, fir d'„work-life balance“, hunn ech scho gesot. Awer et huet och Nodeeler: d'Ofkoppele vun de Salariéen oder sozial Isolatioun. An do, mengen ech, ass och eng Responsabilitéit, och vun de Politiker am ländleche Raum.

■ **M. André Bauler (DP).** - Et kënt op de Mix un.

■ **Mme Corinne Cahen, Ministre à la Grande Région.** - Mir mussen als politesch Responsabel dru schaffen, dass d'Avantag priméiere par rapport zu den Desavantages. Dat sollte mer all zesumme maachen. Mir brauchen eebe pragmatesch Léisunge fir den Teletravail.

Ganz um Schluss, Här President, vu menger Interventioun géif ech awer gären op dee leschte Punkt vun der Motioun agoen, well ech muss awer e bësse grinsen. Ech sinn och bereet, méi dacks op Facebook ze schreiwen, wann ech mat engem aus der Groussregioun telefonéieren oder esou. Ech kann dat gäre maachen, wann dat lech arrangéiert. Dat kann ech gäre maachen. Dat war awer net esou a mengen Us et coutumes bis elo. Dat hunn ech net gemaach. Dat ass éischer rekreativ, wat ech op de Social Media maachen, an net meng politesch Agenda.

Mee wann ech liesen: « à relancer le projet politique de la Grande Région à travers des actions concrètes et visibles dans l'intérêt de la population à l'image du Benelux. » ... Ech hunn lech elo lauter konkret Aktiounen ginn, déi mer maachen, dagdeeglech! All Woch gesi mer ons mindestens eng Kéier iwwer Videokonferenz.

An dat huet vläicht déi Pandemie och Guddes bruecht: Mir kënnen ons elo méi dacks gesinn, well mer ons net méi brauchen ze deplacéieren, mee mir gesinn ons iwwer Videokonferenz. Dat wäerte mer sécherlech och esou bäibehalen. Dat ass och gutt a richtig. An d'„actions concrètes“, déi existéieren. Ech hunn lech se alleguerten elo en long, en large et en travers opgezielt. An dofir, mengen ech, ass dat dote wierklech superfetatoire fir unzehuelen.

Villmools merci.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Cahen. An de Relais fir d'Regierung iwwerhëlt elo de Mëttestands- an Tourismusminister Lex Delles.

■ **M. André Bauler (DP).** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Här Delles, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes.** - Merci villmools, Här President. Ech mengen, bei dëser Interpellatioun - loosst mech och villmools Merci soen, dass den Här Gloden dës ugefrot huet, an och merci alleguerten de Virriedner - gesäit een, a besonnesch och doraus, wéi heiriwwer geschwat ginn ass, dass déi hallef Regierung invitéiert war, de Mëtteg heihinnerzekommen, well et esou vill Theeme gëtt. Dofir mengen ech, gëtt et e bëssen enk och mat der Zäit. Mee et ass eeben eng Panoplie vun Theemen, déi ugeschwat gi sinn, net nëmmen déi vun deenen dräi Ministeren, déi haut de Mëtten hei sinn.

Loosst mech just fir unzefänke soen, dass et natierlech - och wann d'Demande vum Här Gloden komm ass, fir déi Interpellatioun haut de Mëtten hei ze hunn - awer och nach aner Gemengen an aner schéi Plazen an der Muselregioun gëtt wéi Gréiwemaacher.

(**Interruption**)

Et gëtt och nach aner ganz schéin Dierfer a Gemengen am ganze Land. Ech wëll elo net iwwer Tandel, lerpeldeng, lechternach oder anerer schwätzen.

(**Interruptions diverses**)

Et gëtt natierlech och Fréising, Beetebuerg an nach ganz vill aner ganz schéi Plazen.

■ **M. André Bauler (DP).** - Wat fir een lerpeldeng mengt Der, Här Delles?

■ **M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes.** - Ech héieren, hei huet jiddwereen eng aner Meenung vun deem, wat de ländleche Raum ass. Dat ass jo och ganz gutt. Do gesäit een also, dass och jiddweree sech hei ugesprach fillt an dass et wichteg ass, dass mer och ëmmer erëm den Developpement hei vum ländleche Raum am Kapp hunn.

Dat Eenzezt, wat ech awer ganz anescht gesinn, wéi den Här Gloden dat gemaach huet: Ech gesinn, au moins emol zu Maacher an an der ganzer Regioun, net reegelméisseg, dass Bancomaten explozéieren, an net reegelméisseg, dass Leit iwwerfall ginn.

(**Hilarité**)

Dat gesinn ech net! Mir kënnen awer vläicht eng Kéier dann zesummen dohinnergoen, fir dat ze gesinn. Ech mengen, dat si Saachen, déi net esou oft virkommen.

■ **M. Léon Gloden (CSV), interpellateur.** - Ären Nofolger zu Mondorf ass enger anerer Meenung, Här Minister.

■ **M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes.** - Ech hunn lech net verstanen.

■ **M. Léon Gloden (CSV), interpellateur.** - Ären Nofolger zu Mondorf ass enger anerer Meenung. Dee kämpft, datt d'Police doubleift.

■ **M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes.** - Mir schwätzen hei net iwwer Gemengepolitik. Ech mengen, mir schwätzen hei op nationalem Niveau, iwwert den Developpement, net vu Maacher, mee vum ländleche Raum en général. Kommt, mir kommen dorobber erëm zrëck!

Dir hutt grad gesot - et war am Mäerz d'lescht Joer -: „De klenge Leo ass nach ni esou vill ...“. Ma eebe grad! Et huet ee jo gesinn ... A mir setze jo hei déi ganz Interpellatioun am Fong an de Volet vum Corona. Majo eeben: De klenge Leo ass nach ni esou vill gewandert wéi dann dëst Joer, ass nach ni esou vill an d'touristesche Infrastrukturen zu Lëtzebuerg gaangen. Plus 49 % vun de Residenten a Frontalieren an den touristeschen Infrastrukturen hei zu Lëtzebuerg: sief et Campingen, Giten, Hotellen oder awer och natierlech all aner touristesche Infrastrukturen.

Et gesäit een also, dass de „Vélosommer“, „Lëtzebuerg, dat ass Vakanz“ an all aner Campagnen, sief et de MoveWeCarry oder aner Saachen och, e ganz grouss Succès hate während där ganzer Pandemie, dass dovu profitéiert ginn ass. An eebe grad elo gesi mer: Dëst Joer bei den Zuele wäerte mer gesinn, wat d'Repercussiounen och op d'Joer 2021 sinn, och grad am ländleche Raum.

Well, an ech hunn et hei schonn op dëser Plaz gesot: Wann een an normale Joren, 2018, 2019, dovu schwätzt, dass mer e Problem hunn an der Hotellerie am ländleche Raum, well natierlech och d'Besetzung vun den Hotelskapacitéiten an der Stad a ronderëm ... An ech schwätzen hei dovun - ech mengen, ee vun de Virriedner hat et gesot -, dass fir d'Stad Lëtzebuerg, mat der Hotelskapaciteit, déi do ass, et normalerweis esou ass, dass an der Stad eng ganz grouss Occupatioun ass, an am ländleche Raum eng vill méi kleng. Majo, 2020 huet ee gesinn, dass et ëmgedréit war: ganz vill Occupatioun vun der Hotellerie am ländleche Raum a grad vill manner an der Stad Lëtzebuerg a ronderëm!

Da komme mer och direkt heibäi - ech schwätze parallel zur Motioun an awer och zu deem, wat den Här Gloden a senger Interpellatioun gesot huet -: De Staat soll Infrastrukturen kafen a se dann zu engem méi bëllege Präis verlounen. Dat gesinn ech definitiv net esou!

Et ka jo net sinn, dass mer op enger Plaz en Hotel hunn, dee fonctionéiert, an niewendrun en aneren Hotel, deen also zu ganz anere Präisser ka fonctionéieren, well en eeben net e Loyer ze bezuelen huet, well en net selwer investéiert huet, well e keng Scholden huet, dass en da kann do seng Zëmmerpräisser zu engem anere Präis verlounen, wéi et ass.

Ass dat eng reell Demande? Ech froe mech et. Well mir hate grad déi Diskussiounen nach. Ech gesinn, den Här Gloden seet sécherlech da Jo. Well déi doten Diskussioun ass nämlech gefouert gi während der Pandemie, dass gesot ginn ass: „Mee et ass eng Concurrence déloyale, wann eng Gemeng e Commerce huet, wou se da während deene Méint, wou eng Fermeture war, de Loyer erlësst, an awer am Private gouf verloun niewendrun, wou de Loyer net erloosst ginn ass.“

Dat heescht: Ass dat do eng reell Demande? Ech mengen, dass een dat dote méi wäit soll kucke wéi nëmmen de Punkt vun: Mir kafen eng Infrastruktur an da verlounen mer et zu engem Präis, deen et net ass.

Dann ass an der Motioun och nach driwwer geschwat gi fir ze investéieren: « [...] soutenir financièrement les communes dans le cadre des frais d'exploitation [...] ». Ma dat gëtt gemaach beim Stausé! Dat gëtt gemaach, well eebe grad do wéinst de Covidmesurë streng Mesurë sinn. Et ass och grad doru gebonnen, fir kënnen e Finanzement ze maachen, fir eng Security, fir den Ticketing, esou wéi dat 2020 war, dat och 2021 ze maachen, well et sanitär Restriktiounen gëtt. Ech mengen, et ass jo och esou, wéi d'Interpellatioun de Mëtten hei ugefrot ginn ass: am Kader vum Covid. Also och do: Dat ass gemaach ginn, fir eeben och eng gewësse Surveillance kënnen ze hunn.

Dann ass natierlech och deen anere Volet: Fester konnte während där ganzer Zäit net stattfannen. Mee et gëtt awer elo ëmmer méi Concept-sanitarien, déi vun der Santé accordéiert ginn, fir dass mer och do erëm am ländleche Raum erëm déi Fester hunn. Ech muss soen, dat vum Här Wagner hunn ech net kann, well ech selwer net aus där Géigend sinn. Ech sinn awer gespaant. E wäert mer sécher eng Kéier erklären, wat dat da genau ass. Ech sinn dann ee vun deenen, déi dat net kann hunn.

Et gëtt awer anerer, déi e Concept sanitaire hunn, zum Beispill de „Wine Taste Enjoy“, deen den nächste Weekend op der Musel ass, wou och do mat de Wënzer zesummen ... An d'Madamm Gary huet



iwwert de Wäibau geschwat. Ma do ginn déi éischt Saachen erëm un, genauou wéi Der et och gesot hutt, a wou déi Saachen erëm kënnen fonctionéieren ënner deene verschiddene Mesure-sanitaires, déi et ze huele gëtt.

Dann hutt Der iwwert de Cadastre du commerce geschwat. Ma dee gëtt et! Gitt just vläicht net méi an d'Rue Beaumont - gitt vläicht op de Boulevard Royal! Ech wär ganz frou, wa mer eis do kéinte gesinn. Well an der Rue Beaumont kritt Der en net. Et ass bei eis an de Classes moyennes, wou de Cadastre du commerce ass, e ganz wichtige Outil. Ech hunn en d'ailleurs och virun zwee Joer, mengen ech, um Buergermeeschterdag erkläert gehat, wou eebe grad e ganze Kadaster ass vun alleguerten de Commercs, dee mer elo nach auswäerten. Et ass och haut de Mëtte geschwat ginn iwwert d'Industriezonen an d'Artisanatszonen. Déi sollen och do materakommen, fir eebe grad och doriwier kënnen e ganz genaue Kadaster ze hunn.

Dee Projet ass elo gebonne ginn an engem GIE virun e puer Méint, mam Observatoire national des PME, wou deen doten dann och geréiert gëtt, a wou souwuel d'Chambre de Commerce wéi d'Chambre des Métiers dra sinn, an awer och de Ministère, fir eeben och déi Gestuion dovunner ze maachen an och doraus kënnen Donnéeën ze zéien, wou mer individuell kënnen de Gemengen Donnéeën ginn zum Istzustand vum Commerce op hiren eegene Plazen, fir och do kënnen ze kucken, an der Preventioun ze schaffen. D'Transmission d'entreprises ass do e ganz wichtige Punkt. Mee wann ech dorop aginn, da gëtt et ze laang.

Den Här Bauler huet vum Letzshop geschwat. Majo eeben! D'Realitéit haut vum Commerce ass eng aner. A Letzshop ass een Outil vun der Digitaliséierung: souwuel fir dass de Commerce sech kann digitaliséieren, mee awer op där anerer Säit och, fir nei Plazen opzemaachen, wou ech ka verkafen. Ech selwer hunn eppes kauft iwwer Letzshop bei engem Elektriker am Norden, wou ech nimools higefuer wier, fir dat sichen ze goen. Mee deen huet awer elo e Client derbäikritt, wou ech net direkt bei dee gaange wier, mee op eng aner Plaz.

A grad dat ass eeben do och en neie Marché, fir nei Clienten ze fannen. Ech mengen, dass et och do besonnesch wichtig ass, dass d'Attraktivitéit vun de Gemengen, fir och Leit dohinner unzezéien, ganz wichtig ass, dat mat Geschäftsstroossen, dat mat Stroosse mat Animatiounen oder anere Saachen, wou een och kann dann en Développement maachen.

Et ass iwwert d'Assisè geschwat ginn. Eebe grad dowéinst gëtt et d'Assises du tourisme. Dowéinst gëtt et aner Assisen, déi gemaach gi sinn.

Just nach zwee Wieder zum Punkt vun der Digitalisatioun. Ech mengen, dass ee grad gesinn huet, dass Lëtzebuerg e Land ass, wou d'Digitaliséierung ganz wäit weidergedriwwen ginn ass, wou mer ganz, ganz gutt Reseauen hunn. Ech wëll just drun erënneren: D'Post huet an deene leschte fënnf, sechs Joer iwwer 1 Milliard Euro investéiert, fir dass d'Reseauen do sinn. Ob et elo téschent Eitelbréck an ... Ech weess net, wou d'Madamm Hansen wunnt, wou de Reseau ëmmer fortgeet.

■ **Une voix.** - Dikrech.

■ **M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes.** - Zu Dikrech!

■ **Une autre voix.** - Heischtergronn.

■ **M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes.** - Am Heischtergronn, wou dann de Reseau ëmmer fortgeet. Dat weess ech elo net. Mee ech weess, dass eebe grad do och ëmmer erëm ganz héich Investissementer vun der Post gemaach ginn.

A wa mer esou gutt duerch déi Kris hei komm sinn, besonnesch an der Digitaliséierung - an ech gesinn et beim LCB, Luxembourg Convention Bureau, mat allem, wat Business Tourism ass, fir eeben och grad kënnen sief et Webexen oder aner Kongresser iwwer Internet ze maachen -, esou huet dat nëmme geklappt, well d'Reseauen hei zu Lëtzebuerg funktionéiert hunn.

Also och dee Punkt an der Motioun verstinn ech dofir vläicht net grad esou, wéi ech et sollt. Ech mengen dowéinst, dass mer opgestallt sinn, dass et am ländleche Raum natierlech nach Defie gëtt, mee déi gëllt et elo zesummen unzepakent!

Merci villmools.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Delles. De Relais fir d'Regierung iwwerhëlt elo den zoustännege Minister fir bannenzeg Sécherheet, den Här Henri Kox.

■ **M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure.** - Merci, Här President. Ech erlabe mer awer direkt ze froen, ob ech dann zwou, dräi Minutte méi laang ka kréien, fir awer och déi Froen ze beäntweren. Ech hu mer der nämlech dräi opgeschriwwen, wou och Kolleegen aus der Regierung mech gebieden hunn, dorobber ze äntweren. Natierlech, wat vill Inter-venantë virdrun hei gesot hunn, dat geet iwwert

d'Police am ländleche Raum. Erlaabt mer, do e puer Saachen ze soen. Dann ass den RGTR am ländleche Raum nach ernimmt ginn. An dann, vläicht just zum Schluss, well d'Taina Bofferding mech gefrot huet, erlaabt mer och nach e Saz zu de Finanzen, dat kuerz unzeschwätzen.

Soudass ech dann ufänke wëilt mat der Reorganisatioun vun der Police. Dir wësst, 2018 ass e Gesetz gemaach ginn, fir d'Kommissariater am Land ze regroupéieren, fir d'Zil ze hunn, awer och méi effikass ze sinn. Dofir sinn eng Rei där Kommissariater fusionéiert ginn.

Firwat ass dat gemaach ginn? Virdrun ass d'Beispill vu menger Gemeng genannt ginn, an och d'Gemeng vu mengem Kolleg Lex Delles. Do ware Kommissariater, déi haten a sech am Dag net méi ganz vill Leit do schaffen. Déi hunn um fënnf Auer zougemaach an da war näischt méi do.

Haut, duerch d'Zesummeleung vun deene Kommissariater, ass méi e groust Kommissariat entstanden. Dat ass awer dann zu Réimech ugeluecht ginn. Mee si hunn awer Öffnungszäiten am „deux roulements“. Wat heescht „deux roulements“? Ma, déi sinn elo vu moies 7.00 bis owes 21.00 Auer op, dat heescht, insbesondere dann, wann deels och méi Accidenter passéieren an och emol d'Onsicherheitseffill méi grouss ass téschent den Auerzäite - fënnf, sechs Auer, an owes aacht, néng -, fir méi Prezsenz ze hunn. Dofir ass dat jo an deem Konzept do entstanden.

Dobäi sinn natierlech och déi dräi Roulementer, dat sinn déi Kommissariater, déi iwwer 24 Stonne present sinn. Déi sinn natierlech matenee verbonden. An dat ass den zweete Punkt, deen awer ganz nei ass, deen och vläicht nach méi verkannt ass: Dat ass den Dispatchingprogramm, den ELS, wéi si et nennen - dat ass den „Einsatzleitsystem“. Dat ass änlech, wéi d'Pompjeeën deen och hunn. Et geet nämlech drëms, do séier an effikass ze intervenéieren - deen, deen a sech am noosten ass. An et ass jo do, wou d'Police an der leschter Zäit ganz aktiv dru geschafft huet, fir eebe bei der Interventioun ganz kloer Prezsenz ze weisen an och kënnen do ze intervenéieren.

An der Pandemiezeit ass den E-Kommissariat och ganz staark no vir komm. Mir hu virun e puer Wochen - zwou oder dräi Wochen -, wéi mer déi Véloscampagne „Sécher mam Vélo“ presentéiert hunn, och eng nei App presentéiert. Déi App gëtt et schonn e bësse méi laang bei der Police. Mat där App léisst sech awer ganz vill Proximitéit och direkt mat der Police errechen. Dofir soll een déi och benotzen. Dir kënnt dat roueg um Site vun der Police kucken.

Wou ech lech awer och Recht ginn oder wouriwwer d'Interventiounen hei och vill gaange sinn, dat ass ëmmer dat téschent der Interventioun, der Preventioun an der Proximitéit. Ech mengen, et ass och do, wou jo kloer gesot ginn ass, dass de Rekrutement eent vun deene wichtigsten Elementer ass, oder vun den Objektiv, déi ech mer och op de Fändel geschriwwen hunn, dass mer dee Rekrutement - deen aussergewöhnleche Rekrutement ... Well dee Manktem, dee mer jo hunn, deen ass jo iwwer all déi Jore gewuess. Deen ass jo net vun haut op muer entstanden. Dës Regierung ass dee massiv ugaangen a mir hunn och déi éischt Erfolleger, well säit zwou Wochen ass jo d'Schoul besat mat 200 neie Rekruten.

An et ass net esou, dass déi Leit, déi dann elo an d'Pensioun ginn, net wäerten ersat ginn. Nee, et ass ee Plus! Wat och nei derbäi ass - an dat ass och en neit Phenomeen -: Mir kënnen ganz vill Jobben, Beruffer - well d'Police huet extrem vill Beruffer - och duerch Zivillpersounen ersetzen.

Dat heescht, et ass net, dass onbedéngt en ausgebilte Polizist, deen um Terrain gebraucht gëtt, fir déi Proximitéitsaarbecht ze maachen, dass deen och direkt muss, ech soen elo emol, Aarbechte maachen, déi och en anere ka maachen. Dofir ass jo deen aussergewöhnleche Rekrutement am Zivillberäich, wou mer der jo schonn d'lescht Joer 80 agestallt hunn, dëst Joer erëm 80 an och d'nächst Joer erëm 80, wou also 240 Leit derbäikommen.

An da wëll ech awer och soen: Déi Zesummenaarbecht mat de Gemengen ass ganz wichtig am preventive Beräich. Ech wëll lech awer och gratuléieren, well et ass net nëmme d'Repressioun, déi wichtig ass, an dat betounen ech ëmmer, mee och d'sozial Aarbecht, och déi proaktiv Virgäng!

Dofir kann ech lech nëmme gratuléieren, well ech hunn den 11. Mee an enger Lëtzeburger Zeitung gelies, dass eist Kommissariat zu Gréiwemaacher zesumme mat Äre Leit aus der Schwemm eng Rei preventiv Charaktere gemaach hunn. An et ass dat, wat d'Policeaarbecht ausmécht: engersäits Preventioun, Proximitéit an d'Interventioun ganz kloer ze maachen. Dofir mengen ech, dass dës Regierung ganz gutt ënnerwee ass, fir dat ëmzesetzen.

Da vläicht e puer Wieder zum RGTR, well Der dat ernimmt hutt. Dir wësst jo, dass do eng Reform amgaangen ass. Déi ass och ganz participativ ugaangen. Et ass duerch d'Regioun gaangen. D'Gemenge konnte matschaffen, d'Bierger konnte matschaffen. An déi ass an der éischter Phas an der Ëmsetzung.

Dir wësst, Dir hutt d'Beispill vu Conter genannt, et waren och aner Beispiller - zum Beispill a menger Region, am Schengener Eck -, do hu se ugepasst. An et ass jo och direkt vu Minister Bausch gesot ginn, dass och lafend Upassunge wäerte kommen. Déi lafen elo bis Enn des Joers. Dann ass jo och gesot ginn, dass direkt e Bilan dozou gemaach gëtt, ee Joer drop, fir ze soen: Wou kënnen mer upassen, fir dass jiddereen dee Bussystem ...? An och am ländleche Raum, well et ass net esou, dass déi am ländleche Raum alleguer en Auto hunn. Déi mussen och op de Bus kënnen zougräifen. Dofir ass et wichtig, dass dee Bussystem och ausgeweit gëtt.

Wann ech awer elo ... Dat, wat Der ugeschwat hutt, dass all eenzelne Bus ëmmer an d'Stad gefuer ass, bis op d'Gare: Dat huet jo och mat sech bruecht, dass den Tram haut fiert. An deen huet nämlech derzou gefouert, dass mer haut 2.000 Busser manner an der Stad fuere hunn! Manner Stau, manner Ofgasen an esou weider.

Et ass dat, wat wichtig ass ze vermëttelen. Et ass e Paradigmewiessel! Nämlech wann Der an enger grousser Stad ënnerwee sidd, dass een ëmsteige muss: Dat Ëmsteige muss flott gemaach ginn! Dat muss agreabel gemaach ginn. Dat muss zäitno geschéien. Dat muss ugezeechent gi mat der Zäit. An dat gëtt jo och gemaach.

Dat heescht, de Wiessel vun engem Transportmittel op dat aner Transportmittel ass en Deel vun der Philosophie vun deem Ganzen. Dofir ass virdrun och erëm d'Madamm Gary - fir déi nach eng Kéier ze zitieren, si ass haut scho vill erwäant ginn ... Et sinn eng jett Mobilitéitsprinzipien, déi mer notze mussen. A se alleguer, et ass net e géint deen aneren, mee et ass zesummen. Et ass dat Vernetzen, wat wichtig ass. An dat gëtt probéiert, mat där Reform vum RGTR ëmzesetzen.

Dann nach e lescht Wuert zu de Finanzen, well ech, op Wonsch vun der Madamm Bofferding, lech dat och wollt soen: dass jo awer Gott sei Dank sech erausgestallt huet, dass et eeben net déi ugekënnegt 417 Milliounen manner waren, fir un d'Gemengen ausgedelt ze ginn. Et ass nach ëmmer en Defizit, deen ass do. Deen ass sécherlech och fir d'Gemengen net esou einfach ze droen: 210 Milliounen, hunn ech gesot kritt.

Si huet mer awer och mat op de Wee ginn, dass awer eng gewësse Stabilitéit komm ass duerch déi Gemengefinanzreform, déi gemaach ginn ass. Si huet mer awer mat op de Wee ze ginn, lech unzekenegen: Den 3. Juni hutt Der eng Kommissiounssëtzung, wou Der genau de Bilan sollt maachen iwwert d'Gemengefinanzreform, respektiv dann och, fir d'Situatioun vun de Gemenge kënnen ze belichten, an dass een doraus fir lech, also déi kompetent Kommissioun, dann och déi entspreichend Konklusiounen kann zéien.

Dofir, merci nach eng Kéier, fir kënnen déi sechs Minuten dann ze intervenéieren. Awer och merci all deenen, déi hei intervenéiert sinn.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Kox. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

**Motion 1**

Mir kéimen dann elo zur Diskussioun respektiv zum Vott vun der Motioun. Wie wëllt nach d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen?

Den Auteur vun der Interpellatioun, den Här Léon Gloden.

■ **M. Léon Gloden (CSV), interpellateur.** - Merci, Här President. Och merci fir all déi Interventiounen, zemools wat d'Kollegen Deputéiert ...

■ **Plusieurs voix.** - Mir héieren näischt!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Et wier vläicht gutt, Här Gloden, wann Der géift bei de Mikro kommen.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Léon Gloden (CSV), interpellateur.** - Merci fir all déi Interventiounen hei zu där Debatt iwwert de ländleche Raum. Ech stelle fest, dat déi meescht Deputéiert am Fong mat all deene Proposen, déi ech gemaach hunn, d'accord sinn.

Ech wëll op ee Punkt besonnesch agoen, deen, wou de Minister Lex Delles gesot huet, dass e sech strieft - a mir si jo och d'accord -, fir Gebaier opzekafen, fir déi dann als Hotel ze vermieten. Wann ech dee Projet vu Letzshop huelen, dat ass genau dat selwecht. Do bezuelen de Staat an d'Gemenge de Projet Letzshop an do kënnen d'Commerçanten dann och zu bessere Bedéngungen hir Produiten iwwert déi Internetplattform verkafen. An dat huet jiddwereen hei begréisst, moi inclus. Duerfir verstinn ech dat Argument net fir ze soen: „Nee, mir wëllen dat net maachen!“ An ech wëll elo net nach eng Kéier erëm all Argument hei zu deenen anere Punkten opféieren an ech géif dann och d'Motioun zur Ofstëmmung stellen, Här President.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Gloden. An ech ginn d'Wuert direkt zrëck un den Här Delles.

■ **M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes.** - Merci villmools. Ech verstinn dem Här Gloden seng Meenung. Mir sinn eis jo och heiansdo eens - bei deem heite Punkt definitiv net. Letzshop ass eppes ganz aneres. Hei schwätze mer vun enger Saach, wéi wann eng Gemeng - ech weess net, eng Gemeng Réiser - géif e Gebai opkafen, niewendrun ass awer en aneren Hotel a si géif deen dann zu engem anere Präis verlounen, wéi et ass.

Am Gesetz vun 2018 iwwert d'Staatshällefen hu mer schonn eng Exceptioun. An dofir, och nach en anert Argument, fir deem entgéintzewierken, wat Der an der Motioun geschriwwen hutt, dat ass dee Volet, dass et do souguer méiglech ass an der Hotellerie, wann e Privaten an e Gebai investéiert, dass dee kann eng Staatshällef kréien, och wann en et duerno weiderverlount. Dat heescht, do gëtt et schonn Adaptatiounen, fir grad deem do virzebeugen.

Et gëtt op där anerer Säit awer natierlech och déi normal Hëllef, déi eng Gemeng ka kréien, wa se esou eppes wëllt maachen. Déi sinn awer eent zu eent gläich mam normale Regimm vun de Staatshällefen, wéi dat och ass, wann e Privaten eppes keeft an dat wëllt maachen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Delles. Dann huet och nach den Här Gilles Baum d'Wuert gefrot. Här Gilles Baum, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Gilles Baum (DP).** - Merci fir d'Wuert, Här President. Ech maachen et och ganz kuerz. Et sinn eng Rei Punkte vun der Madamm Minister an den Häre Ministeren ugeschnidde ginn. Deen zweeten Turret zum Beispill, davantage nach Promotioun ze maachen am Horeca, ech mengen, dat ass e Prozess, dee stänneg leeft. Koinvestissementer an d'Infrastrukturen, dat huet den Här Delles elo just nach eng Kéier gesot. Dass mer den Teletravail weider wëllen developpéieren, dat versteet sech vum selwen. Dann d'Digitalisatioun, do ass mer zougedroe ginn, dass mer awer 74 % vum Land un de Glasfaser ugeschloss hunn. Dat ass och e Prozess, dee stänneg weiderleeft.

Dann, iwwert d'Policepresenz huet den Här Kox och Bescheid ginn an hei gesot, wat amgaangen ass am Moment ze geschéien, och um personelle Plang, an iwwert d'Groussregioun huet d'Madamm Minister, mengen ech, och déi Projeten, déi lafen, ënnerstrach. Ech géif dofir de Leit aus menger Fraktioun proposéieren, déi Motioun hei net matzedroen.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Gilles Baum. An da kritt d'Wuert d'Madamm Josée Lorsché.

■ **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Jo. Ech wollt et och ganz kuerz maachen, Här President, just déi zwee Punkten nach eng Kéier ervirsträchen, déi och den Här Kox genannt huet. Dat ass engersäits d'Verstärkung vun der Police, anersäits och de Bustransport. Ech mengen, ech muss net widderhuelen, wat den Här Kox, de Minister Kox, erkläert huet. Dat leeft. A mir si frou, dass et leeft! Mir sinn awer och frou, och wann d'Kultur net ernimmt ginn ass, dass sech och um kulturellen Niveau viles beweegt. Ech wollt dat awer och eng Kéier soen. Et stoung an der Demande derbäi, mee d'Kultur ass e bëssen ze kuerz komm. Ech wëllt just erwänen, dass awer och am Oste kulturell Aktivitéit sinn. An ech mengen, dat ass och e wichtige Volet vum ländleche Raum.

Merci.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Lorsché.

Ech gesi keng Wuertmeldung méi, soudatt mer zum Vott vun der Motioun kënnen kommen.

**Vote sur la motion 1**

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

**(Appel nominal pour votes par procuration)**

Domadder ass dës Motioun bei 27 Jo-Stëmmen an 33 Nee-Stëmmen ofgeleent.

*Ont voté oui :* Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galle, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.





Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par Mme Carole Hartmann), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (Mme Djuna Bernard), Chantal Gary, M. Marc Hansen (par

Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

## 10. Hommages à M. Marc Baum et à M. David Wagner

Haut ass déi virleefeg lescht Sitzung fir zwee vun eise Kolleegen. Esou wéi d'Statute vun déi Lénk et virgesinn, ginn d'Deputéiert Marc Baum an David Wagner nom Rotatiounsprinzip hiert Mandat muer un déi Nächstgewielten of. Den David Wagner ass

viru sechs Joer an d'Chamber komm, de Marc Baum ee Joer méi spéit, 2016.

Mir wäerten hir engagéiert a sachlech Interventionen an den öffentliche Sitzungen an och an de Kommissiounen vermessen. Si waren ëmmer ganz am Sënn vun deem, wat mir all ënner enger oppener parlamentarescher Demokratie verstinn, zu där Dir zwee domat och ganz vill bäigedroen hutt.

Ech maachen elo ganz bewusst keng grouss Ofschlossried, well ech mengen, dat war och de Wunsch vun eisen zwee Kolleegen.

(Hilarité)

Wéi seet een esou schéin: Et ass keen „Äddi“, mee wuel éischter en „au revoir“.

■ **Une voix.** - Bravo!

(Applaudissements)

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Domat si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënn muer de Mëtten um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.28 heures.)

# SÉANCE 56

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Mercredi 19 mai 2021

## Sommaire

### 1. Ouverture de la séance publique

- M. Fernand Etgen, Président

### 2. Vérification des pouvoirs et assermentation de deux nouveaux membres de la Chambre des Députés

- M. Fernand Etgen, Président - Mme Myriam Cecchetti - Mme Nathalie Oberweis

### 3. Changement de composition d'un organe de la Chambre des Députés

- M. Fernand Etgen, Président

### 4. Changements de composition de commissions parlementaires

- M. Fernand Etgen, Président

### 5. Composition d'une sous-commission

- M. Fernand Etgen, Président

### 6. Changements de composition de délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées internationales

- M. Fernand Etgen, Président

### 7. Changement de composition du Comité de discipline

- M. Fernand Etgen, Président

### 8. Heure d'actualité de la sensibilité politique Piraten au sujet de la situation des travailleurs handicapés

- Exposé : M. Sven Clement

- Débat : M. Marc Spautz - Mme Carole Hartmann - M. Georges Engel - M. Charles Margue - M. Jeff Engelen - Mme Myriam Cecchetti

- Prise de position du Gouvernement : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

### 9. Interpellation de Mme Cécile Hemmen au sujet de la sécurité routière

- Exposé : Mme Cécile Hemmen

- Débat : M. Serge Wilmes (intervention de M. le Ministre François

Bausch) - M. Max Hahn - M. Carlo Back (dépôt de la motion 1) - M. Jeff Engelen - Mme Myriam Cecchetti - M. Marc Goergen (intervention de M. le Ministre François Bausch)

- Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics (dépôt d'un document)

- Motion 1 : M. Marc Goergen - Mme Myriam Cecchetti - M. Jeff Engelen

- Vote sur la motion 1 (adoptée)

### 10. Question élargie n° 93 de M. Fred Keup au sujet de la sécurité d'approvisionnement en électricité

- M. Fred Keup - M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie

**Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch et M. Dan Kersch, Vice-Premiers Ministres ; M. Marc Hansen et M. Claude Turmes, Ministres.**

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

## 1. Ouverture de la séance publique

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

■ **M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique.** - Nee, Här President.

## 2. Vérification des pouvoirs et assermentation de deux nouveaux membres de la Chambre des Députés

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Mir huelen haut zwee nei Memberen an d'Chamber op a fänken u mat der Vérification des pouvoirs an der Assermentatioun vun der Madamm Myriam Cecchetti.

A sengem Bréif vum 30. Abrëll 2021 huet den Här Marc Baum matgedeelt, datt hie vum 19. Mee dëst Joer un op säin Deputéiertemandat verzicht. Esou wéi den Artikel 167 vum Walgesetz et virgesäit, muss e Suppleant op der Lëscht vun déi Lénk aus dem Walbezierk Süden derzou opgeruff ginn, fir d'Mandat, dat fräi gouf, weiderzeféieren. D'Kommissioun fir d'Iwwerpräiwung vun de Pouvoiren huet eng Reiefolleg vun de Suppleant festgeluecht, déi den 30. Oktober 2018 vun der Chamber ugeholl ginn ass. Dëser Reiefolleg no ass deen éischte Suppleant d'Madamm Myriam Cecchetti, déi d'Mandat ugeholl huet.

Et goufe weeder Zweifel nach Contestatiounen, wat d'Wielbarkeet vum Suppleant oder wat d'Incompatibilitäten duerch Verwandtschaft oder Bestietnis ueget, soudatt dem Artikel 6 Paragraf 3 no vum Chambersreglement d'Chamber d'Gültgkeet vun de Pouvoiren vum Suppleant kontrolléiere kann.

D'Artikelen 6 (2) an 3 (1) vun eisem Reglement sinn agehale ginn, andeems d'Madamm Myriam Cecchetti virum 15. Mee 2021 um 18.00 Auer, also véier Deeg virun dëser Sitzung vun haut, folgend Piëcen ofginn huet: eng Kopie vun hirer Carte d'identité, fir ze beweisen, datt se Lëtzebuergerin ass an 18 Joer huet; e Certificat de résidence, fir ze beweisen, datt si am Grand-Duché leeft; souwéi eng Déklaratioun op d'Éier, datt keng Incompatibilitäten duerch Verwandtschaft oder Bestietnis bestinn. Mat dëser Déklaratioun erkläert si, datt si net Famill am éischte Grad oder am zweete Grad mat engem Deputéierten ass, net mat engem aneren Deputéierte bestuet ass an net iwwer d'Bestietnis mat engem aneren Deputéierten am éischten oder am zweete Grad Famill ass.

Mat der Awëllegung vun der Madamm Myriam Cecchetti huet de Parquet général der Chamber d'Konklusiounen iwwer déi fënnf Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ueget, matgedeelt. De Parquet général huet ënnersicht, datt d'Madamm Myriam Cecchetti hir zivill a politesch Rechter besetzt, zu kenger krimineller Strof verurteelt gouf, net strofgerichtlich duerch eng Verurteilung hiert Walrecht

verluer huet, net duerch eng Verurteilung hier Wielbarkeet verluer huet an net ënner Momperschaft steet.

Et ergëtt sech also aus de genaue Kontrollen op de gesamte Piëcen, datt a) d'Madamm Myriam Cecchetti d'Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ueget, erfëllt, esou wéi se an den Artikelen 52 an 53 vun der Verfassung an den Artikelen 127 an 128 vum Walgesetz virgesi sinn; b) d'Madamm Myriam Cecchetti vu kenger Incompatibilitéit duerch Verwandtschaft oder Bestietnis betraff ass, esou wéi et am Artikel 131 vum Walgesetz steet.

D'Pouvoiren vun der Madamm Myriam Cecchetti sinn deemno gültig.

Ass d'Chamber mat dëser Konklusioun averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Loosst wannechgelift d'Madamm Myriam Cecchetti erakommen.

Madamm Cecchetti, ech bieden Iech, den Eed ze leeschten, esou wéi et am Artikel 57 vun der Verfassung virgesinn ass, an dee folgend Wuertlaut huet: « Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État. » Hieft wannechgelift déi riets Hand, fir den Eed ofzeleeën, a sot no mir: « Je le jure. »

■ **Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk).** - Je le jure.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech ginn Akt vum Eed vun der Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir sidd elo zum Member vun der Chamber proklaméiert. Meng Felicitiounen! Ech géif Iech bieden, Plaz ze huelen.

■ **Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk).** - Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Mir géifen dann elo direkt zur Vérification des pouvoirs vun der Madamm Nathalie Oberweis iwwergoen. Et ass Usus, datt all neigewielten Deputéierten eng Untriedsried dierf halen. Well d'Madamm Cecchetti nach ni Member an der Chamber war, kritt si no der Vérification des pouvoirs vun der Madamm Oberweis d'Wuert, fir hir Untriedsried ze halen. D'Madamm Oberweis, déi och nach ni Member vun der Chamber war, wäert hir Untriedsried no där vun der Madamm Cecchetti halen.

Elo komme mer zur Vérification des pouvoirs vun der Madamm Nathalie Oberweis.

A sengem Bréif vum 30. Abrëll 2021 huet den Här David Wagner matgedeelt, datt hie vum 19. Mee dëst Joer un op säin Deputéiertemandat verzicht. Esou wéi den Artikel 167 vum Walgesetz et virgesäit, muss e Suppleant op der Lëscht vun déi Lénk aus dem Walbezierk Zentrum derzou opgeruff ginn, fir d'Mandat, dat fräi gouf, weiderzeféieren. Der Reiefolleg vun de Suppleanten no ass deen éischte Suppleant d'Madamm Nathalie Oberweis, déi d'Mandat ugeholl huet.

Et goufe weeder Zweifel nach Contestatiounen, soudatt d'Chamber d'Gültgkeet vun de Pouvoiren vum Suppleant kontrolléiere kann.

D'Artikelen 6 (2) an 3 (1) vun eisem Reglement sinn agehale ginn, andeems d'Madamm Nathalie Oberweis virum 15. Mee 2021 um 18.00 Auer, also véier Deeg virun dëser Sitzung, déi bei der Madamm Cecchetti virdu scho genannte Piëcen ofginn huet.

Mat der Awëllegung vun der Madamm Nathalie Oberweis huet de Parquet général der Chamber d'Konklusiounen iwwer déi fënnf Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ueget, matgedeelt. Et ergëtt sech aus deenen neie Kontrollen op deene gesamte Piëcen, datt a) d'Madamm Nathalie Oberweis d'Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ueget, erfëllt, esou wéi se an den Artikelen 52 an 53 vun der Verfassung an den Artikelen 127 an 128 vum Walgesetz virgesi sinn; b) d'Madamm Nathalie Oberweis vu kenger Incompatibilitéit duerch Verwandtschaft oder Bestietnis betraff ass, esou wéi et am Artikel 131 vum Walgesetz steet.

D'Pouvoiren vun der Madamm Nathalie Oberweis sinn deemno gültig.

Ass d'Chamber mat dëser Konklusioun averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Loosst da wannechgelift d'Madamm Nathalie Oberweis erakommen.

Madamm Oberweis, ech bieden Iech, den Eed ze leeschten, esou wéi et am Artikel 57 vun der Verfassung virgesinn ass, an dee folgend Wuertlaut huet: « Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État. » Hieft wannechgelift déi riets Hand, fir den Eed ofzeleeën, a sot no mir: « Je le jure. »

■ **Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk).** - Je le jure.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech ginn Akt vum Eed vun der Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir sidd elo zum Member vun der Chamber proklaméiert. Meng Felicitiounen!

■ **Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk).** - Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Wéi virun an noncéiert, wier et elo un der Madamm Myriam Cecchetti, fir hir Untriedsried ze halen. Madamm Cecchetti, ech ginn Iech elo d'Wuert.

**Discours de début de mandat**

■ **Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no den Äishellegen an der „Kalten Sophie“ gëtt et nuets kee Frascht méi, zumindest den Bauerekalenner no. Ass dat da kee gutt Omen, fir no där kaler Front mat engem Hauch vu Fréijoer hei an der Chamber vereedegt ze ginn? An dat ass eng gutt Viraussetzung, datt der Madamm Oberweis a mir dann och kee kalen a raue Wand méi entgéintbléist, zumindest emol um Wee fir hei an d'Chamber.

Et ass mir elo eng Éier, eng vun deenen éischten déi-Lénk-Fraen an der Chamber, d'Nofolleg vun erfuereenen, geschätzten an unerkannte Politiker wéi dem Här Marc Baum an dem Här David Wagner an hire Virgänger dierfen unzotrieden, och wann, oder

grad well dat eng grouss Erausforderung ass an d'Lat zimmlech héich läit.

Mee jiddwereen huet eng Kéier missen ufänken a schliisslech léieren d'Kanner duerch d'Fale goen. Loosse mer alt hoffen, datt et eng keng bluddeg Knéien an Nuese ginn!

Et ass niewent der Éier awer och eng grouss Responsabilitéit, déi dëst Amt mat sech bréngt, nämlech d'Bierger aus dem Land ze verrieden, och déi, a vläicht virun allem och déi, déi kee Stëmrecht hunn, an/oder déi, déi net gehéiert ginn, fir politesch Theemen ze belichten, déi vläicht och net esou ugesot sinn, net esou sexy sinn, net direkt Wielerstëmme bréngen.

Meng Originne sinn am Ausland wéi bei esou ville richtige Lëtzebuerger, déi hei am Land gebuer goufen.

„Il mio papà, seduto di fronte a noi con la mia mamma, è arrivato da Padule, una frazione della città di Gubbio in Umbria, con niente. Lì non c'era lavoro, non c'era ricchezza. Qui sperava di trovare un lavoro e una vita migliore per lui e per la sua famiglia.“

« Mon père a dû tourner le dos à sa terre natale comme beaucoup d'immigrés l'ont dû faire avant lui et le font encore aujourd'hui pour pouvoir survivre, pour pouvoir vivre, pour pouvoir subsister et non pas pour profiter d'un pays plus riche et plus sûr que le leur. Quelle misère doit-on rencontrer pour s'oser à une telle histoire, pour vouloir quitter son pays, sa terre natale pour un avenir incertain dans un pays lointain non connu avec des gens étrangers, une langue étrangère voire même un alphabet non connu. »

Ech selwer sinn zu Esch gebuer a sinn e richtige Minettsdapp, vun der Long op d'Zong. Et weess een ëmmer, wou ee mat mir drun ass, an dat ass net déi schlechtesten Eegenschaft. Selwer mëttlerweil Mamm vun dräi wonnerbare grouse Kanner hunn ech mech awer eréischt no der Gebuert vun deem drëtte Kand méi staark fir Politik interesséiert, well mir d'Fro: „Wat fir eng Gesellschaft an Émwelt hanerloosse mir eise Kanner a Kandskanner iwwerhaapt?“, net aus dem Kapp gaangen ass an ech mech aktiv wollt bedeelegen, fir et besser kënnen ze maachen, wat och ëmmer dat bedeit.

Schonn zimmlech fréi hunn ech mech fir Émwelttheemen, Ernährung an Educatioun interesséiert. Mir liewen - an ernären eis - ekologesch an émweltbewusst. Eis Kanner si gewéckelt ginn, si hu frësch- a selwergemaachte Babynahrung kritt, net einfach nieft dem Beruff. Vill Choixen hu misse getraff ginn, vill Recherché gemaach ginn. An dann, wat ass dann elo méi sécher, méi émweltfrëndlech, méi CO<sub>2</sub>-neutral? Bio aus Neuseeland oder en 52-mol gesprätzten Apel aus der Nopeschgemeng? Dat kann an dierf net eleng dem Konsument säi Problem sinn. Do muss d'Politik dee richtige Kader schafen.

Dat fochst mech elo scho jorelaang, datt ëmmer nëmmen de Konsument d'Schold kritt, datt, wann



hien aneschters géif kafen, och aneschters produzéiert géif ginn. Dat funktionéiert net. Do mussen am Virfeld scho politesch d'Weiße gestallt ginn. D'Politik muss de Global Player Grenze setzen a Krittäre festleeën an donieft dat regionaalt, saisonaalt nees an de Vierdergrond bréngen, awer net hallefhäerzeg a mat Pseudocampagnen. Mir hu schliisslech Moyenen, fir déi circular Wirtschaft ze férdere.

Och d'Mobilitéit ass heibäi e wichtige Facteur. Den öffentliche Transport muss méi wéi topp sinn, a wou deen net gräife kann, mussen de Bierger aner Moyenen ugebuete ginn: Ruffbus, Rufftaxi, Matfuergeléeënheiten. Och déi duuss Mobilitéit muss bei der Planung mat berücksichtegt ginn, fir datt d'Velofuierer/inne kënnen ouni Gefor vun A op B kommen. An et muss opgehele ginn, trotz deenen doten Usätz dann nach ëmmer méi Contourmenten ze plangen, déi duerch Noerhuelungsgelieder ginn a genee déi Biosphär zerstéieren, déi de Bierger brauch, fir kënnen ze iwwerliewen.

Zanter 1992 sinn ech Enseignante an hunn eng Hellewull Formatiounen wéi och e Legastienetrainer an e Master gemaach. Ech hu jorelaang mat Kanner mat besonnesche Bedürfnissen an der Klass integréiert geschafft a weess genee, wou de Schong dréckt. Bildung fir jiddwereen an zesummen op alle Fall. Dorobber huet all Kand e Recht. Awer fir eng gelongen Integratioun a Chancgläichheet muss alles ronderëm stëmmen: d'Infrastrukturen, de Personalschlüssel, d'Teamer mat de Spezialisten an der Schoul. Well wann eis Enseignant(e) e Burnout hunn, well d'Situatiounen ontragbar sinn, well wa Jonker de Beruff net méi wëlle maachen, well se zwëschent d'Fronte geroden, dann hu mir näischt geschafft an e reelle Problem.

Mee eng gutt an eng zolidd Educatioun ass enorm wichtig fir eng opgeklärte Gesellschaft, fir sech anzebeziehen a mat diskutieren ze kënnen an ze wëllen. Dëst si ganz wichtig Piliere fir eis Zukunft.

A mengen Aen hänkt alles zesummen, eis ganz gesellschaftlech Strukturen a Fonctionnement, eist festgefuert Denken a Schinnen a Bunnen, wou mir et net fäerdegbréngen, vernetzt ze denken, wou mir et net fäerdegbréngen anzeseginn, datt mir als Mënschen eigentlech guer net esou wichtig sinn an datt eise Planéit och ganz gutt ouni eis eens gëtt. En ass schliisslech och mat den Dino-saurier fäerdegging.

Mir vergiessen eis Nichtigkeet an halen eis fir den Nuebel vun der Welt, mee vläicht si mir just en Experiment, dat total an d'Box gaangen ass. Mir hunn nach eng Chance: déi vun der Ëmännerung vun eise Liewensgewunnechten. Mir kënnen et nach packen. Mee déi Zäit, déi eis bleift, gëtt ëmmer méi enk.

Dës Pandemie ass a mengen Aen eng Warnung an et wäerten nach Pandemien hannendrukommen, an zwar an ëmmer méi kuerzen Zäitofstänn. Eng Ëmverdeelung vun all deem, wat do ass, ass onëm-gänglech. Déi puer weinige Multimilliardäre mussen léieren, mat all deenen aneren ze deelen, fir selwer och kënnen ze iwwerliewen.

D'Wirtschaft mat hiren Aktionäre muss léieren, all d'Leit mat anzebeziehen, fir eng nei Gesellschaft op d'Been ze bréngen. „Costs are carried by others, not us.“ Mir mussen endlech ufänken, d'Aen opzemaachen an ze reagieren, an net am Waasser setzen ze bleiwen an eis kachen ze losse wéi de Fräsch, deen de Moment verpasst hat erauszuprangen.

Op eng gutt a solidaresch Zesummenaarbecht hei an der Chamber.

Merci.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Madamm Myriam Cecchetti. An et wier dann elo un der Madamm Nathalie Oberweis, fir hir Untrëttsried ze halen. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk).** - Merci villmoos. Här President, Dir Dammen, Dir Hären, an enger Studie vun der Uni Berkeley aus dem Joer 2013 hunn d'Chercheure Leit matenee Monopoly spille gedoen. Ee géint een, just waren d'Reegelen allkéiers vu vireran esou, dass ee vun deenen zwee esou oft würfele konnt, wéi e wollt ..., pardon, duebel esou vill würfele konnt, wéi e wollt, (veuillez lire: dass just ee vun deenen zwee mat zwee Würfele würfele konnt) an duebel esou vill Sue krut. D'Reegele waren also vun Ufank un unfair an ee vun deenen zwee Spiller war kloer bevirdelegt.

D'Fuerscher hu séier festgestallt, dass déi privilegiéiert Spiller während dem Spill ëmmer méi iwwerhieflech gi sinn, méi haart gi sinn a sech dominant beholl hunn. Déi privilegiéiert Spiller ware sech hirer Saach ganz sécher a wéi d'Chercheure si duerno gefrot hunn, firwat si da gewonnen hunn, sote si all - also déi Spiller, déi besser Startchancen haten -, dass si besser gespilt hunn. Kee sot, dass et weinst hirer besserer Startpositioun war.

Wat seet dat iwwer eis Gesellschaft aus? Dat kann ee menger Meenung no op e puer Niveauen aus-

leeën. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg ee vun den héchsten Niveauen vun Ongläichheeten an der EU a si wuesse weider rasant schnell.

Viru Kuerzem ass nees bekannt ginn, dass den Gini-Effekt zu Lëtzebuerg nees staark gewuess ass, a wou op där enger Säit Aarmut steet, steet op där anerer Säit Iwwerfluss.

E groussen Deel vum Wuesstum gëtt vun der Ieweschter gesellschaftlecher Schicht encaisséiert. Wat mécht dat mat de Leit? D'Chercheuren hu festgestallt, dass Privileegien an d'Konzentratioun vu Besëtzt Empathie defavoriséiert. Et gëtt ee méi gäizeg a manner empathesch.

An da kucke mer op eis. Wann ech hei ronderëm mech kucken, mengen ech, dass mer all zimmlech privilegiéiert sinn. A mir si wéi déi mat deenen zwee Würfelen, och wann ech mer bewosst sinn, dass ganz vill Leit hei am Raum sech engagéieren fir déi Leit mat manner Chancen.

An da kommen ech zu mir. Ech war mer fréi bewosst, dass ech duerch puer Chance hei zu Lëtzebuerg gelangt sinn. Et ass en absolute Privileeg, hei gebuer ze sinn, an ech weess gläichzäiteg, dass net jiddwereen, och net hei am Land, déi Chance huet. D'Würfele si fir mech glécklech gefall.

Ma hei am Land wunnen net just Lëtzebuurger an och net just Besëtzer. Stellt lech vir, all eis Matbewunner wieren hei representéiert oder wieren an enger anerer Kummer representéiert, mat där mer géifen zesummeschaffen. Wat géif dat mat eis maachen? Mir Lëtzebuurger hätten net méi de Monopol vun der politescher Muecht. An dann? Wier dat schlëmm? Ech stellen d'Fro.

Nous avons un problème au niveau de la représentation politique au Luxembourg. Tout le monde et nous inclus sommes conscients du déficit démocratique qui nous colle à la peau. Et ça n'aide pas de ne pas le thématiser. Le parlement ne représente pas tout le pays. Tôt ou tard nous devons changer la façon d'exercer le pouvoir et de partager le pouvoir pour mieux inclure tous les citoyens et citoyennes. Je pense donc spécialement à ceux qui malgré le fait de travailler ici, de s'engager ici, de vivre et de payer leurs impôts sont exclus de toutes représentations politiques.

Eigentlech geet et mer drëms, eis drun ze erënneren, firwat mer hei sinn a fir wie mer hei sinn. Ech perséinlech denken elo besonnesch un all déi, déi ausgeschloss sinn hei am Land, mee och an der Welt. Natierlech denken ech u meng Frënn am Niger, e Land, wou ech zwee Joer gewunnt a geschafft hunn, an dat als eent vun den äermste Länner an der Welt agestuufft gëtt a wou fir d'éischte Kéier d'Mënsche mech u sech staune gedoen hu mat hirem alldeegleche Genie fir ze iwwerliewen a mat hirer Toleranz.

Ech denken u meng Frënn vum Comité pour une paix juste au Proche-orient, wou ech laang geschafft hunn an nach ëmmer engagéiert sinn. D'palästinensesch Cause war an ass mer eng Schoul. Et ass vläicht déi Schoul, fir déi et am schwéiersten ass, sech ze engagieren. An et gëtt ëmmer méi schwéier, well wéi Dir wësst, kritt een all méiglech schlëmm Saachen un de Kapp geheit. Dofir ass dës Cause eng Schoul, well et léiert een, staark ze sinn an u seng humanistesche Prinzipien ze gleewen.

Ech wollt eigentlech ni an eng Partei goen. Ech hat esou meng Bedenken, wat dat bekannte Parteidanken ueget. Wéi den David mech dunn awer gefrot huet fir ze kandidéieren, hunn ech gemengt, bon, meng Zäit wier räif, fir meng Engagementer enzwousch anescht weiderzeféieren. Ech si relativ nei an der Politik an ech di mech och nach schwéier, mech als Politikerin ze bezeichnen. Ech denken och, et gëtt schwéier, dem David an dem Marc hiert lerwe weiderzeféieren.

Ech wëll also profitéieren, fir hinnen nach eng Kéier ze felicitéieren fir hiren Engagement hei, an ech soen och de Fraktiounskolleege scho Merci fir hir Aarbecht an dass si enger lénker Bewegung et erméiglechen, mat der Rotatioun eng gewisse Kontinuitéit ze erhalen.

Natierlech muss ech menger immenser Famill Merci soen, ouni déi ech net hei wier: mäi Mann, meng Kanner, meng Elteren a meng Schwwëster, déi mech vun Ufank un a menge Choixen ënnerstëtzt hunn.

Erlaabt mer och, deene Mënsche Merci ze soen, déi mer hiert Vertraue geschenkt hunn. Ech wäert mech mat beschtem Wëssen a Gewësse fir si asetzen.

Et bleift mer eppes: Ech respektéieren all d'Kollegen hei. Ech si fundamental der Meenung, dass mer all gläich sinn. Dofir verzeit mer, ech sinn e modeste Mënsch, wannechgelift, riet mech net mat „honorabel“ un. Dir könnt mech einfach Nathalie nennen, souwäit ech weess, gëtt et keen zweet hei.

Merci fir d'Nolauschteren.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos, Madamm Nathalie Oberweis.

### 3. Changement de composition d'un organe de la Chambre des Députés

Andeems den Här Marc Baum net méi Member an der Chamber ass, ass ee Poste vum permanente Suppleant vum Bureau fräiginn. Et gëtt proposéiert, datt d'Madamm Myriam Cecchetti dëse Poste iwwerhëlt. Gëtt et soss nach eng Propos, wat de Poste vum permanente Suppleant vum Bureau ueget?

(**Négation**)

Ech gesinn, datt dat net de Fall ass.

Fir de Poste vum Membre suppléant permanent vum Bureau gëtt et also esou vill Kandidaten, wéi et Poste gëtt. Et brauch deemno net ofgestëmmt ze ginn, wann d'Chamber domadder averstanen ass. Ass d'Chamber domadder averstanen, den Artikel 7 (5) vum Chambersreglement ze applizéieren?

Ech géif lech bieden, wann Der domadder d'accord sidd, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

D'Madamm Cecchetti ass domat zum permanente Suppleant vum Bureau proklaméiert.

### 4. Changements de composition de commissions parlementaires

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, hunn ech follgend Ofännerunge matgedeelt kritt:

An der Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile ersetzt d'Madamm Nathalie Oberweis den Här David Wagner.

An der Sous-commission « Avenir de l'Europe » ersetzt d'Madamm Nathalie Oberweis den Här David Wagner.

An der Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes ersetzt d'Madamm Myriam Cecchetti den Här Marc Baum fir de Volet « Égalité entre les femmes et les hommes ».

An der Commission de la Santé et des Sports ersetzt d'Madamm Nathalie Oberweis den Här Marc Baum fir de Volet « Santé ».

An der Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural ersetzt d'Madamm Myriam Cecchetti den Här David Wagner ausser fir de Volet « Protection des animaux ».

An der Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ersetzt d'Madamm Myriam Cecchetti den Här David Wagner.

An der Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire ersetzt d'Madamm Myriam Cecchetti den Här David Wagner.

An der Commission de la Culture ersetzt d'Madamm Nathalie Oberweis den Här Marc Baum.

An der Commission de la Famille et de l'Intégration ersetzt d'Madamm Myriam Cecchetti den Här Marc Baum.

An der Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle ersetzt d'Madamm Nathalie Oberweis den Här Marc Baum.

An der Commission du Logement ersetzt d'Madamm Nathalie Oberweis den Här David Wagner.

A schliisslech an der Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale ersetzt d'Madamm Myriam Cecchetti den Här Marc Baum.

Gëtt et iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

(**Négation**)

Ech gesinn, datt dat net de Fall ass.

Ass d'Chamber mat dësen Ëmännerungen averstanen?

(**Assentiment**)

Dann ass et esou decidéiert.

### 5. Composition d'une sous-commission

Ech géif lech dann och nach gare matdeelen, datt d'Sous-commission « Télétravail » aus dem Här Marc Spautz, dem Här Claude Haagen, der Madamm Carole Hartmann, dem Här Charles Margue, dem Här Jeff Engelen an der Madamm Myriam Cecchetti zesummegeallt ass.

### 6. Changements de composition de délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées internationales

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentareschen Delegatiounen ubelaangt, si follgend Ännerungen agaangen:

An der Délégation luxembourgeoise auprès du Conseil parlementaire interrégional, dem CPI, ersetzt d'Madamm Nathalie Oberweis den Här Marc Baum als effektive Member.

An der Délégation luxembourgeoise du groupe de contrôle parlementaire conjoint d'Europol ersetzt d'Madamm Nathalie Oberweis den Här David Wagner als effektive Member.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

(**Négation**)

Ech gesinn, datt dat net de Fall ass.

Ass d'Chamber mat dësen Ëmännerungen averstanen?

(**Assentiment**)

Dann ass et esou decidéiert.

### 7. Changement de composition du Comité de discipline

Wat d'Zesummesetzung vum Comité de discipline ueget, proposéiert déi politesch Sensibilitéit déi Lénk, datt d'Madamm Myriam Cecchetti den Här David Wagner ersetzt. Ass d'Chamber mat dëser Ëmännerung averstanen?

(**Assentiment**)

Dann ass et esou decidéiert.

### 8. Heure d'actualité de la sensibilité politique Piraten au sujet de la situation des travailleurs handicapés

D'Chamber féiert haut de Mëtteg eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Situatioun vun den Aarbechter mat enger Behënnerung, déi déi politesch Sensibilitéit vun de Piraten uegefrot huet. Et hu sech schon ageschriwwen: den Här Marc Spautz, d'Madamm Carole Hartmann, den Här Georges Engel, den Här Charles Margue, den Här Jeff Engelen, d'Madamm Myriam Cecchetti an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Sven Clement als Vertrieeder vun der Sensibilitéit vun de Piraten. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

**Exposé**

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, als Éischt e schéine Bonjour ulnterpn déi zwou nei Kollegeinnen. Mir gesinn dann déi nächst Wochen a Méint, wat déi nei Impulser an der Chamber wäerte sinn.

Loosst mech awer haut iwwer e Sujet schwätzen, dee mer um Häerz läit, nämlech iwwert d'Situatioun vun Aarbechterinnen an Aarbechter mam Statut vum Travailleur handicapé. Mir hunn dës Aktualitéitsstonn uegefrot, fir zesummen iwwer hir Situatioun ze schwätzen a méiglech Verbesserungen unzestoussen.

D'Piraten sinn der Meenung, datt dee jëtzege System vereelt ass an datt dës Leit onnéideg Steng an de Wee geluecht ginn. Et fänkt schon u mam Statut. D'Gesetz vun 2003 ass an eisen Aen net méi zäitgeméiss. Fir sech kënnen als Travailleur handicapé anzeschreiwene, muss een ënner anere jo virweisen, datt een eng Aarbechtsbeanträchtegung vu mindestens 30 % huet.

Persounen, déi d'Konditiounen fir de Statut erfüllen, ginn dann awer oft op den zweeten Aarbechtsmarché orientéiert a schaffen an den Ateliers protégés. D'Ateliere sinn definitiv luewenswäert Projeten, allerdéngs muss een och soen, datt Persoune mat engem Handicap, déi an dësem System integréiert ginn, oft e Liewe laang do bleiwen. Et ass nämlech esou, datt d'Aarbechterinnen an d'Aarbechter an den Ateliere no de Besoine vun Atelier ausgebild ginn.

Wann also en Atelier e Gäertner brauch, da gëtt een zum Gäertner ausgebild, och wann ee virdu vläicht aner Saache geléiert hat an obwuel um éischten Aarbechtsmarché kaum Gäertner gesicht ginn. Doduerch kënne Persoune mat engem Handicap spéider de Wee net méi op den éischten Marché fanen an hunn am Liewe manner Opstiegschancen. Och kënnen Aarbechterinnen an Aarbechter sech nëmme an anere Beräicher weiderbilden, wann de Patron et wëllt.

D'Méiglechkeet, fir also spéiderhin an engem anere Beräich ze schaffen, een anere Beruff ze léieren, deen engem besser läit an deen engem vläicht och méi Spaass géif maachen, ass leider ganz geréng. Falls dann awer e Patron um éischten Aarbechtsmarché wéilt eng Persoun mat engem Statut astellen, verléisst dee sech heefeg drop, vum Staat ënnerstëtzt ze ginn.

Elo kann et awer sinn, datt de Patron, nodeems en d'Persoun ageallt huet, gesot kritt, datt e kee Recht op staatlech Hëllef hätt, dëst well d'Perte de rendement vum Aarbechter manner wéi 40 % bedréit. Duerfir misst scho virum Ënnerschreiw vum Kontrakt kënne festgeluecht ginn, ob dës Patron Ënnerstëtzen zegutt huet, an et misst och iwwerluecht ginn, fir de Seuil vu 40 % nach eng Kéier ze revidieren.

Mam aktuelle System huet een nämlech net nëmme dem Aarbechter Steng an de Wee geluecht op der Sich no senger Aarbecht, mee och nach dem



Patron, deen dëser Persoun wéilt eng Chance ginn; eppes, wat nëmmen déi allerwéinegst Patronen am Privatsektor leider maachen, wéi aus enger vu menge parlamentaresche Froen ervirgaangen ass.

Just zu Erënnerung: Laut Artikel 562 vum Code du travail misst u sech all Firma mat méi wéi 25 Salarieën op d'mannst eng Persoun mat Handicap astellen. Eng Firma mat méi wéi 300 Aarbechter misst 4 % vun hire Poste mat Persounen mat Behënnerung besetzen. Ma ech muss soen, ech war nawell fatzeg erfierert, wéi ech d'Zuele vum Minister kritt hunn. 98 %, 98 % vun deene grouse Firmen halen d'Quoten net an. 80 % sinn et bei de mëttelgrouse Firmen an 81 % bei de Betriber mat bis zu 50 Aarbechter.

Am Kloertex: Eng breet Majoritéit ignoréiert d'Gesetz. Eleng am Privatsektor sinn also ronn, wann ee just déi ënnescht Seule géif kucken, 4.700 Plazen, déi laut Quote misst vu Persounen mat Handicap besat sinn, net un dës Leit gaangen.

Dëst geléngt awer just, wa mer se an Domäne weiderbilden, déi um éischten Aarbechtsmarché gesicht ginn, woumat mer dann erëm beim éischte Stolpersteen zréck sinn.

Och ass, niewebäi bemierkt, net sécher, datt d'Quote beim Staat respektéiert ginn. D'Inneministesch huet mer nämlech nach an enger Äntwert op eng aner Fro geäntwert, datt si net kéint soen, ob déi 5 % vun de Gemenge respektéiert ginn.

D'Quoten aus dem Code du travail bréngen de Leit um Terrain also effektiv näischt. Ech denken awer net, datt d'Quoten u sech hei eng schlecht Iddi sinn. Ech si just der Iwwerzeugung, datt se mussen iwwerschafft ginn, fir datt méi Persounen mat Handicap och wierklech eppes dovunner hunn an och eng Aarbecht am Privatsektor kënnen fannen. Well de Quoteregimm vun haut leet de Leit zwar keng Steng an de Wee, mee en hëlleft hinnen definitiv net derbäi, hire Wee ze fannen.

An da komme mer bei dee leschte grouse Steen, deen de Wee bei eng Aarbechtsplaz ka blockéieren; e Steen, fir deen de Mobilitéitsministère ganz eleng responsabel ass: d'Verdeelung vun den Adapto-Kaarten.

Wann et en Aarbechter trotz Handicap nämlech gepackt huet, eng Plaz enzwousch bei engem Patron ze fannen, wou e gutt Aarbecht leescht, da kann en deemno wéi trotzdem net dohinner schaffen goen. Firwat? Ma well de Mobilitéitsministère decidéiert, datt hie capabel ass, capabel, fir op den ëffentlechen Transport zréckzegräifen, fir op seng Aarbecht ze kommen. Dës Entscheedung gétt deemno wéi géint den Avis vum Hausdokter vun der jeeweileger Persoun getraff.

Verschiddener vun lech wäerten den „Tageblatt“-Artikel gelies hunn, wou genau esou e Fall beschriwwen ginn ass. Den Här aus dem Artikel ka wéinst Gläichgewichtssteierungen net de Bus op d'Aarbecht huelen, well deen zu Stousszäite rammelvoll ass a well e sech net unhalte kann. Den Här huet seng Aarbechtsplaz just net verluer, well säi Patron domat averstane war, datt en zu aneren Aarbechtszäite schaffen kéint. E Patron aus dem ëffentlechen Dëngscht, muss een dobäi soen. Deen Här kéint am Bus falen a sech verletzen, hie kéint nach ëmmer seng Aarbechtsplaz verléieren an hie kann och net méi esou einfach um gesellschaftleche Liewen deelhuelen. A firwat? Well de Staat Geld wëllt spueren!

580 Persounen, déi virun der Reform vun 2020 eng Kaart haten, krute keng méi accordéiert. Dat spuert dem Staat 1,2 Milliounen Euro d'Joer. Wann ee bedenkt, datt de Fuerpark vun der Regierung an de Beamten de Staat all Joer 14 Milliounen kascht, da muss ee sech ganz kloer soen: Dat kann ech net novollzéien, beim beschte Wëllen net.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn hei elo véier grouse Stolpersteng genannt. Mee et ginn och nach Honnerte méi kleng Steng, op déi d'Leit mat enger Behënnerung an hirem Alldag stoussen, Hindernisser, deene mer eis heibannen net bewosst sinn. Duerfir wëll ech op dëser Plaz och nach derfir plädéieren, datt méi mat de Leit um Terrain zesummegeschafft gétt.

Ech hu mech am Virfeld vun dëser Aktualitéitsstonn mat verschiddene Verriederinnen a Verrieder zesummegesat. Si all hu sech gewënscht, méi an d'Decisionen vun de Ministèren agebonnen ze ginn. Leit mat Handicap fülle sech vum Staat bevormund. Dobäi kann een als Mënsch ouni Behënnerungen engem Mënsch mat Behënnerung just dann d'Liewe méi einfach maachen, wann een dësem nolauschtert a versteet, wou d'Problemer sinn.

D'Politik muss hir Meenungen a Virschléi eescht huelen an net ignoréieren. E kierperlechen Handicap ass net automatesch och e geschechten Handicap. A mir mussen aus enger paternalistescher Approche erauskommen.

Persounen mat enger Behënnerung si scho mat genuch Eraufuerderungen an hirem Alldag konfrontéiert. De Staat muss also säi méiglechst maachen, fir dës Persounen de Wee an d'Aarbecht

esou einfach wéi méiglech ze maachen. De Staat muss Patronen ënnerstëtzen, déi eng Persoun mat Handicap astellen. D'Krittäre fir d'Adapto-Kaarte vun 2020 mussen réckgängeg gemaach ginn an de Statut vum Travailleur handicapé, d'Quoten an d'Hëllef fir d'Patrone mussen iwwerschafft ginn.

Dës Leit brauche kee Staat, deen hinne weider Steng an de Wee leet. Si brauchen e Staat, deen hinnen eng Hand reecht an hinnen hëlleft, hire Wee ze goen. De System, deen mir am Moment hunn, ass am beschte Fall eng Plooschter op eng Schosswonn. Mir sinn nach wäit ewech vun enger reeller Gläichstellung vun der Aarbecht a richteger, gelieferter Integratioun. A vun Inklusioun muss ee bal net schwätzen.

Duerfir kommt, mir schaffen zesummen u Verbesserung, déi bei de Leit um Terrain ukommen, déi mat hinnen zesummen ausgeschafft ginn, a mir entscheeden net iwwer hir Käpp ewech.

Merci.

■ **M. Marc Goergen (Piraten).** - Ganz gutt!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Clement.

An als éischte Riedner ass den honorablen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

### Débat

■ **M. Marc Spautz (CSV).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt emol e grouse Merci un de Sven Clement, dass hien dës Diskussioun hei ugereegt huet. Mir haten och schon d'lescht Joer am Kader vum Handicap an der Fonctioun publique Questionne mat Debaten. Mir haten och schon eng Diskussioun mam Aarbechtsminister iwwer den Handicap respektiv iwwer d'Mënsche mat Beanträchtegung.

Wat awer wichteg ass: Mir kënnen net alles an een Dëppe geheien. Mir hu verschidde Situatiounen. Mir hunn emol fir d'éischt Leit, déi an enger Struktur sinn, an engem Atelier protégé. Mir hu Leit, déi d'Chance hunn, am ëffentleche Secteur ze schaffen. Mir hunn der am Privatsektor. A mir hunn en neie Kader: Duerch d'Diskussioun vum Reclassement sinn och do Leit bäikomm, déi eng Beanträchtegung hunn, fir hir Aarbecht ze maachen.

An ech mengen, et muss een déi véier Saachen, wann een driwwer diskutéieren, och alle véier matenee kucken. An do läit a mengen Aen de Problem. An dofir misst mer vläicht net haut just eng Heure d'actualité maachen - wou ech awer nach eng Kéier, wéi gesot, dem Här Clement wëll felicitéieren -, mee mir missten eis vläicht froen, ob mer net missten zesummen en Hearing organiséieren mat alleguerten deene Leit, déi sech ëm den Handicap bekëmmere, well dat ass jo net nëmmen een. Mir hunn haut de Mëtten d'Éier an d'Freed, den Aarbechtsminister hei sëtzen ze hunn, mee et sinn awer och nach zwee vu senge Kolleegen, a wa mer de Secteur public mat huelen, nach dräi vu senge Kolleegen mat implizéiert. Nämlech de Minister vun der Fonctioun publique, d'Gesondheitsministesch, d'Familljeministesch an den Aarbechtsminister sinn déi, déi am Fong zoustänneg si fir déi verschidde Situatiounen am Handicap.

An och bei den Ateliere ass et ee Volet, deen an d'Kompetenz fällt vum Här Aarbechtsminister, deen aneren an d'Kompetenz vun der Santéministesch. Et hânt nämlech dervunner of, ob et e psycheschen, e mentalen oder e physeschen Problem ass. Dat ass och eng Differenz, déi ee muss maachen.

An da muss mer och drop oppassen, et gétt jo Leit, dat sinn Handicapés de naissance, an et gétt Leit, dat sinn Handicapés de la vie. Déi eng sinn domadder opegewuess an hunn och oft domadder eng aner Approche wéi déi, déi et eréischt spéiderhin erliden. An och do gétt et Ennerscheeder.

A wa mer schwätze vun de Leit, vun Handicapés de la vie, do gétt et Leit, déi sinn nach 100 % op hirer fréierer Aarbechtsplaz asetzbar. Déi hu vläicht e Mobilitéitsproblem kritt, mee dat, wat se awer geléiert hunn, deemno wat et ass, kënnen se dat nach zu 100 % ausüben. An dofir ass et och schwierig, alles an een Dëppen ze geheien. An dofir sinn ech och där Meenung an ech géif et proposéieren, ech soen awer och, ech hunn elo net hei vun der Geleeënheet profitéiert, fir eng Motioun ze deposéieren, mee ech géif en Appell maachen un de President vun dem Travail, un de President vun der Famille, un de President vun der Santé an un de President vun der Fonctioun publique, dass mer eis zesummen eens sinn, dass mer eppes sollen do maachen, dass mer an engem Hearing sollen doriwwer diskutéieren an dann och duerno déi Konkusiounen huelen, déi mer mengen, déi op deenen eenzele Plazen dofir noutwendeg sinn.

Et ass hei geschwat gi vun Hëllef, déi d'Betriber brauchen. Déi Hëllef, déi d'Betriber brauchen, fir dass déi Leit, déi aus engem Atelier erauskommen, och um einfachen Aarbechtsmaart eng Chance hunn.

Kolleeginnen a Kolleegen, do geet et awer net duer mat den Hëllef fir d'Betriber vu finanzieller Natur, well fir jiddwereen, deen do ufänt an engem Betrib,

wier et och heiansdo wichteg, wann dee richtege Mann derbäi wier, fir en ze begleeden.

Mir hunn zwar säit dem Gesetz vun 2014 en extrae Beamten, dee sech ëm se bekëmmert, fir hinnen administrativ ze hëllef, mee et wier awer och wichteg, dass mer an de Betriber, déi Handicapéierter hu respektiv Leit hunn, déi méi e graven Handicap hunn, d'Méiglechkeet hätten ab enger bestëmmer Zuel ..., ob een net och do kéint driwwer nodenken, dass do en Educateur oder soss een dee Mënsch ka begleeden.

Ech wëll mech erklären: Wann Der e Léierbouf astellt, da gitt Der an d'Chambre de Commerce, da gitt Der eng Formatioun maachen, en Tutorat „Wéi kann ech e Léierbouf begleeden? An dat soll een och maachen - an dat ass eng Iddi, déi ech elo emol an de Raum geheien - bei de Leit mat Handicap, dass een och do kuckt, en Tuteur ze fannen, dass een dat net nëmmen am Privatbetrib bei där enger oder anerer Aarbecht mécht, mee deemno, wéi de Besoin ass - an ech betounen, et sinn och Leit, déi brauchen iwwerhaupt keen Tuteur, mee et sinn der, déi ee bräichten -, dass mer och dat do géife mat diskutéieren an där Diskussioun, déi ech virdrun ugereegt hunn, fir dat ze maachen.

Dann hu mer och nach e Problem an der Sécurité sociale. Duerch d'Gesetz vun 2003, wat 2004 an Applikatioun komm ass, sinn och d'Travailleur-handicapéierten alleguerten Salarieën ginn a si sinn och verséichert. Mee elo hutt Der a verschiddenen Ateliere, verschiddene Strukturen Leit, déi haut 57 Joer kréien, déi net kënnen an d'Retraite anticipée goen, well se keng 40 Versécherungsjoren hunn. Si sinn zwar scho 40 Joer am Atelier, mee si hunn awer virdrun ënnert engem anere Statut geschafft, ënnert dem Statut vum RMG, an do ass net ëmmer cotiséiert ginn. An domadder hunn déi Leit net d'Méiglechkeet, mat 57 Joer an d'Pensioun ze goen, och wa se scho 40 Joer geschafft hunn, mee si waren net 40 Joer sozialverséichert direkt an der Pensiounskeess. Och dat si Punkten, déi mer do kéinten diskutéieren.

An e leschte Punkt, op deen ech nach wollt agoen - den Här Clement huet schon drop higewisen -, dat ass dat vum Adapto. Ech wëll awer drun erënnere: Den Adapto war net d'Planung deemools fir déi Leit, déi géife schaffen goen. Dat ass ugaange mat der Ediff, mat alleguerten deenen, déi an der Schoul waren. Et ass duerno bäikomm, fir och deene Leit d'Geleeënheet ze ginn, fir op d'Schaff ze kommen.

Mee och do muss mer eng Léisung fannen, well en huet e Beispill ginn, wou de Patron heibannen och sëtzt vun deem Betrib, deen einfach seet: „Ma da kéint en anescht schaffen, well e moies net am Gedrecks ka sätzen.“ Och do solle mer kucken, wat fir Méiglechkeete mer kënnen schafen. Ob den Adapto de richtege Wee ass, dat ass eng aner Diskussioun. Et muss een awer do kënnen driwwer diskutéieren, zesumme mam zoustännegem Minister a mat all de Bedriewer, déi an deem Secteur tätég sinn.

An dann, mengen ech, da kënnen mer eppes maachen, net nëmmen an enger Heure de question, enger Heure d'actualité oder enger Interpellatioun, mee dass mer dann och zesummen als Chamber déi Initiativen huelen, fir de Leit souwuel an den Ateliere wéi och alleguerten deenen, déi am Privatsektor, am ëffentleche Secteur sinn, och déi Hëllef zoukommen ze loosse, déi se brauchen, fir an Dignitéit d'Liewen ze féieren.

Villmools merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Spautz. An als nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann agedroen. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Carole Hartmann (DP).** - Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Regierung huet sech derzou verpflichtet, d'UN-Behënnertrechtskonventioun ëmzesetzen, eng Konventioun, déi minimal Standard fir d'Rechter vu Mënsche mat Behënnerung festleet an hir autonom Bedelegung un der Gesellschaft virundreiwe wëllt. Dozou gehéiert selbstverständlech och d'Aarbechtswelt, déi am Artikel 27 vun dëser Konventioun behandelt gétt.

Mam Ennerschreiw vum der Konventioun engagéiere sech d'Staaten derzou, Beschäftigungsméiglechkeete fir Mënsche mat Behënnerung ze schafen an hinnen déi néideg Ennerstëtzung bei der Sich no enger Aarbechtsplaz zouseséieren. Och an der europäescher Strategie zugonschte vu Leit mat Handicap vun 2010 bis 2020 gouf d'Beschäftigung als eng vun aacht Prioritéiten definéiert. Eng Aktioun aus dëser Strategie war d'Afféiere vu Quoten, déi fir Entreprisë mat iwwer 25 Salarieën solle gellen. Esou sollt enger eventueller Diskriminéierung am private Secteur entgéintgewierkt ginn.

Och wann hei am Land bei der Majoritéit vun de Betriber d'Quote bis elo nach net erreecht goufen, esou hânt dëst net mam Refus vum Employeur zesummen, e Salarie handicapé anzustellen. Bis haut gouf nämlech nach net weider reklaméiert, dass eng handicapéiert Persoun, déi déi néideg Qualifikatioun virweise konnt, vun engem Betrib refuséiert gi wier, wat och Sanktiounen zur Folleg hätt kënnen hunn.

Fir d'Demokratesch Partei si Sanktiounen och net den Usaz, fir d'Integratioun vu Leit mat Handicap an de regulären Aarbechtsmarché ze verbessern. Vill méi sollt een op Mesuren a Bähëllef setzen an d'Betriber op eng positiv Manéier dozou incitéieren, Salarieën mat Handicap anzustellen.

De Staat accordéiert zum Beispill d'Bähëllef vum Loun vun engem Salarie handicapé vu 40 bis 100 % inklusiv de Charges patronales. Ausserdeem kënnen d'Betriber och eng Bedelegung fir Formations- an Transportkäschten kréien oder fir d'Aarbechtsplaz ze amenagéieren a spezialiséiert Aarbechtsekipement bereetzstellen.

Och an der Fonctioun publique gouf eng Quot festgeloest. Souwuel beim Staat wéi bei de Gemenge muss 5 % vun den Aarbechtsplazen mat engem Salarie besat ginn, deen de Statut vum Salarie handicapé huet. Beim Staat ass d'Quot am Regimm vun dem Employé mat 7,3 % a beim Salarie mat 11,3 % erfëllt. Fir d'Fonctionnaire kënnen d'Zuele leider net erhuewe ginn.

D'Zuele vun den Employéen an de Salarieën weisen awer, dass de Staat sech beméit, hei eng Virbildfunctioun anzehuelen. D'Regierung huet 2019 ënnert der Leedung vun der Familljeministesch Corinne Cahen och d'Assistance à l'inclusion dans l'emploi ageféiert. Mënsche mat Behënnerung ginn aktiv bei der Aarbechtssich ënnerstëtzt an hir Inklusioun an de Betrib gétt begleet, well et wichteg ass, op déi spezifesch Besoinen a Kompetenzen vun all eenzeler Persoun mat engem Handicap anzegoen.

Den Zougang zum Aarbechtsmarché hânt deelweis awer och mat der Accessibilitéit vun de Gebailechkeeten zesummen. Dowéinst accordéiert de Staat, wéi ech et virdrun scho gesot hunn, och Bähëllef, fir d'Aarbechtsplaz an d'Aarbechtsëmfeld ze amenagéieren, fir dass eng Persoun mat Handicap méi einfach an de Betrib integréiert ka ginn. Et soll schliisslech net dorobber erauslaffen, dass Salarieën mat Handicap mussen am Homeoffice schaffen, just well zum Beispill de Büro am Betrib hinnen net zougänglech ass. Dann hätte si zwar wuel eng Plaz um Aarbechtsmarché fonnt, mee eng sozial Mauer géif weiderhi bestoen, well de Kontakt mat den Aarbechtskolleegen erschwéiert géif ginn.

D'Regierung wëllt dowéinst nach méi wäit goen an d'sozial Mauer anrappen, déi aktuell nach dowéinst bestinn, well vill Gebaier a Stroossen net fir all Mënsch gläichermoossen zougänglech sinn. Et ass dofir e Gesetz um Instanzewe, dat d'Accessibilitéit vun ëffentleche Gebaier, Stroossen an Appartementshaiser an Zukunft verbessere wäert. D'Ëmsetzung vum Gesetz ass zwar keng einfach, mee absolutt derwäert an och noutwendeg, fir all Mënsch zu engem méi autonome Liewen ze verhëllef.

Doriwwer eraus muss och d'Sensibiliséierung vun der Gesellschaft a vun de Betriber virgedriwwen ginn, wéi et jo och am nationalen Aktionsplang 2019 bis 2024 zur Ëmsetzung vun der UN-Behënnertrechtskonventioun geplangt ass. All Mënsch, ob mat oder ouni Behënnerung, huet seng eege Kompetenzen a kann der Aarbechtswelt eng Plus-value bréngen.

D'DP wëllt jidderengem gläichberechtigt Chancen an enger inklusiver Aarbechtswelt schafen, an där jidder sech kann enner Beweis stellen, selbstbestëmmt a barrierefräi. Dofir setze mir eis och weider an.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren an dem Här Clement Merci fir seng Initiativ.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - An ech soen der Madamm Carole Hartmann villmools Merci a ginn d'Wuert weider un den honorablen Här Georges Engel. Här Engel Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Georges Engel (LSAP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci dem Sven Clement, dass hien d'Initiativ geholl huet, hei iwwer d'Travailleur handicapés ze schwätzen. A „je reste un peu sur ma faim“, well et ass esou e groussen, vasten Domän, dass et hei u sech quasi onméiglech ass, a fënnel Minutten iwwer all déi Sujeten ze schwätzen, déi dat betrëfft. Duerfir, mengen ech, misst ee sech och eng Kéier eens heibanne ginn, dass mer probéieren, wa mer esou eng Heure d'actualité hunn, d'Sujete wierklech méi ze zentrieren, dass een och e bësse méi an d'Déift ka goen an dass een u sech besser kann op déi Sujete reagéieren.

An der Europäescher Unioun, do liewen ongeféier 80 bis 100 Milliounen Mënsche mat iergendenger Form vu Behënnerung. Dat ass ronn ee Fënnel vum der Bevëlkerung. Jo, dat ass enorm vill. Behënnerung ass eng Realitéit. Haut zu Lëtzebuerg, hei, do hu mer ongeféier 1.577 Salarieën handicapés mat unerkanntem Statut op der Sich no enger Aarbecht. An et sinn der awer vill méi, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen.

Eréischt zanter dem Gesetz vun 2003, et ass virdrun gesot ginn, hunn déi Leit dann och e Statut. En anere wichtige Grondsatz fir eng inklusiv Gesell-



schaft, dat ass d'UN-Behënnerrechtskonventioun. Zënterhier si vill Sensibiliséierungsinitiative gestart ginn. Mir hunn zwee national Aktionspläng, déi an d'Liewe geruff gi sinn. Dee rezentsten ass dee mam Titel „Inklusioun betrëfft eis all!“. Dee leeft nach bis 2024.

An am Kader vun dëser UN-Konventioun huet och déi Europäesch Kommissioun dëst Joer am März eng ambitiéis Strategie iwwert d'Rechter vu Mënsche mat Behënnerung uegoholl. Dës Strategie, déi bis 2030 soll lafen, gesäit ambitiéis Aktiounen an Initiative vir, fir och iwwergräifend um europäeschen Niveau virunzuekommen.

An ech mengen, dass Lëtzebuerg do net esou schlecht do steet an dass ganz vill Initiativen hei zu Lëtzebuerg och scho geholl goufen. Et si sécherlech Länner, déi och gutt do stinn, mee Lëtzebuerg ass bestëmmt net d'Schlusslicht.

Duerfir, Behënnerung bleift déi prinzipiell Ursach vun Ongläichheet am Zougang zur Aarbecht.

Vum Gesetz hier ginn et zwar verbindlech Quoten, et ass virun hei ugeschwat ginn, mee och déi ginn net erreicht. 2.559 (veuillez lire: 2.359) Privatbetriber, déi 25 oder méi Salarieë beschäftegen; 81,7 hunn ech als Zuel recherchéiert, hunn der do d'Quot net erfëllt. Och beim öffentlechen Déngscht ass net jiddereen op deene 5 %, déi virgesi sinn. Dat hänt net ëmmer nëmmen un dem Wëllen, mee dat hänt net eng oft un der Qualifikatioun vun deene Leit. 77 % vun de Leit mat Handicap sinn net genuch oder net richtig qualifizéiert fir deen Job. Et ass net ëmmer nëmmen de Wëlle fir een anzustellen, dee feelt, mee ganz dacks feelt et un der Qualifikatioun.

Ech kann lech do just recommandéieren, e Podcast ze lauschten, „IGEL - Inclusioun grad elo liewen“ (veuillez lire: „IGEL - Inclusioun ganz einfach liewen“), mengen ech, heescht en, wann ech mech richteg ernënnere kann. Op alle Fall ass et e Podcast vum Sascha Lang, deen dee gemaach huet, mam Joël Delvaux, een, dee sech och ganz vill ënner anem mam OGB-L fir d'Rechter vun de behënnerter Leit setzt. Lauschtet deen! Do kritt Der ganz vill gutt Informatiounen.

D'Fro iwwert d'Quoten - gi se agehalen? - Nee, si ginn net agehalen. Wéi misst een do virgoen? Et gëtt warscheinlech net genuch Kontrollen. Mee sinn iwwerhaapt d'Quoten an d'Bestrofung vun de Leit oder vun de Betriber, déi d'Quoten dann net anhalen, dee richteg Wee? Bon, dat muss ee kucken. An ech mengen, dass mir als LSAP et géife begrëssen, dass, wéi am nationalen Aktionsplang ugeduecht, de Quotesystem op alle Fall emol géif evolüieren an och dann ugepasst géif ginn.

Mir begrëssen awer och, dass mam Gesetz vum éischten August 2019 d'Aktivitéit vun dem Assistent à l'inclusion ageféiert ginn ass, fir d'Inklusioun vun de Mataarbechter am Betrib ze plangen an ze begleeden. Dat ass eng gutt Initiativ, sécherlech ass se awer och nach ausbaubar. Et soll op alle Fall keng Fro vu Matleed sinn, wann ee Leit mat engem Handicap astellt, well Matleed ass dat Lescht, wat déi Leit sécherlech brauchen. Mee d'Betriber solle keng Angscht hunn, Leit mat enger Behënnerung ze rekrutéieren.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss. Dat bréngt mech op e weidere Punkt. D'Coronakris ass sécherlech net hëllefreich gewiescht fir Leit mat enger Behënnerung, déi am Alldag scho ganz vill Barrieren ze iwwerwannen hunn an esou nach virun zousätzlech Erausforderunge gestallt goufen. Mir dierfen déi Leit do net vergiessen.

Ee wichtege Facteur ass sécherlech awer och, ech hunn et virdu gesot, d'Ausbildung. Ech wëll drun ernënnere, dass et fir eis als LSAP wichtege ass, och am Domän vum Handicap richteg ze orientéieren a virun allem eng gutt Ausbildung souwéi och Weiterbildung unzibidden. Esou, wéi et deene jonke Leit oni Handicap méiglech ass, e Contrat d'apprentissage unzegoen, misst driwwer nogeduecht ginn, eng Léier fir Leit mat Behënnerung zougänglech ze maachen, fir och d'Ausbildung inklusiv ze gestalten an iwwerhaapt fir Leit mat engem Handicap op ze maachen. Et sollte spezifesch Konditiounen ausgeschafft ginn, soudass dës Persounen eng Léierstell kënne fannen, déi hire Capacitéiten entsprécht.

Als LSAP wäerte mir weiderhin déi sozial Kohäsioun duerch déi aktiv Inklusioun stäerken, domat d'Mënsche mat enger Behënnerung aktiv zur Gesellschaft kënne bäidroen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Georges Engel. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Charles Margue.

■ **M. Georges Engel (LSAP).** - An ech wollt profitéieren, fir eis zwou nei Deputéiert hei och ze begrëssen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Charles Margue (déi gréng).** - Merci, Här President, an och léif Gréiss un eis nei Kolleginnen, déi op der richteger Säit setzen.

(*Hilarité et interruptions*)

E wéineg Humor, wannechgelift!

■ **Une voix.** - Elo hutt Der den Här Spautz virdriwwen.

■ **M. Charles Margue (déi gréng).** - Léif Kolleginnen a Kollegeen, merci un d'Piraten fir dës Aktualitéitsstonn, déi wéi ëmmer ze kuerz ass, fir e komplexe Sujet a fënnel Minutten ze behandelen. Hei dann elo aus Siicht vun der grénger Fraktioun e puer Iwwerleeungen.

D'UNO-Konventioun iwwert d'Rechter vun de Mënsche mat Behënnerung gouf vu Lëtzebuerg scho kuerz no der Adoptioun 2007 ënnerschriwwen. Si ass de Kompass fir déi national Politik an deem Domän an d'Grundlag fir den zweete Plan d'action am Beräich Handicap, dee gëllt fir d'Joren 2019 bis 2024.

D'Theema vun haut betrëfft haaptsächlech den Artikel 27 vun dëser UNO-Konventioun, wéi gesot, wou et ëm d'Recht op Aarbecht geet. Meng Virriedner hunn dro higewisen. Fir Mënsche mat Behënnerung ass Aarbecht en zentrale Vecteur vun der Inklusioun, dem Derzougheieren. Ech géif soen, genau wéi all aner Membere vun eiser Gesellschaft - mir definéieren eis jo zum groussen Deel tëschent, loosse mer soen, 18 a 60, 65 Joer iwwert d'Aarbecht. An déi, déi keng hunn, spieren dat ëmsou méi. Hues de eng Aarbecht, da gehéiers de derzou. Hues de keng, da gëtt et deemno wéi richteg batter!

Zu Lëtzebuerg feelt et eis definitiv net un Instrumenter. D'Gesetz vun 2003, d'Loi modifiée relative aux personnes handicapées, iwwert d'Ateliers protégés an d'Inclusion professionnelle an de Règlement vun 2004 reegelen de Statut vum Salarie mat Handicap. Et gëtt 27 Ateliers protégés, déi vum Familljeministère uerkannt sinn. Mir hunn e Quotesystem, dee souwuel de private wéi den öffentleche Secteur ofdeckt - meng Virriedner hunn doriwwer geschwat.

Ausserdeem gëtt et dann och nach eng Rei vu geziilte Mesuren a Servicer, fir Mënsche mat Behënnerung an d'Aarbecht ze bréngen. Mee mir mussen eis awer froen, wéi gutt all dat, all dës Instrumenter openeen ofgestëmmt sinn an ob et net a verschidene Beräicher méi respektiv eng nei Dynamik brauch. Mir hunn nämlech als Gréng d'Gefill, dass den Handicap, oder besser gesot d'Problematik vun der Behënnerung, u Visibilitéit verluer huet déi lescht Joren.

De Covid huet natierlech dat lescht Joer net gehollef, schwierig a komplex Problemer wéi dee vum Handicap an d'Agliederung vu Mënsche mat Behënnerung op der Aarbechtsplaz ze thematiséieren. D'Ateliers protégés sinn eng grouss Errungenschaft a geëissen no hirem Pionierzäit an de spéide 60er- a 70er-Joren zu Lëtzebuerg scho quasi eng Form vun Traditioun, a sech eng gutt Saach. Déi gesellschaftlech an och, géif ech soen, déi politesch Unerkennung sinn do. Mir ginn dohinner akafen, mir hunn eis Gewunnechten do. Mir brauchen dës Plazen als eng Méiglechkeet fir all déi Mënsche mat Handicap, déi net um éischten Aarbechtsmaart ënnerkommen. Mee et dierfen awer keng Ofstellgleiser ginn, keng Parallellwelten am Abseits.

Mir sollten dës Strukture verstärkt encouragéieren a verschidene sinn do schon zimmlech aktiv ënnerwee, ...

■ **Une voix.** - Genau!

■ **M. Charles Margue (déi gréng).** - ... an den Austausch mat hirem Ëmfeld an Acteure vum éischten Aarbechtsmaart ze kommen - also Kooperatioun an Interaktioun mat lokale Betriber oder kommunalen a staatleche Servicer -, also wa méiglech zesummeschaffen an net niewentenee sinn. Mir brauchen Zännrieder, déi aneneegräifen.

Eng gréisser Informatiouns- a Sensibiliséierungscampagne ass an eisen Aen ugesot. Si ass néideg. Dës Sensibiliséierung kann och fir d'Erfüllung vun de Quoten e wichtege Bäitrag sinn. Meng Virriedner si schon drop agaangen. Mir kënne Quote per Sanktioun duerchsetzen, mee vill méi wichtege ass et, dass d'Betriber an hir Mataarbechter erkennen, dass et an hirem Interêt ass, d'Integratioun vu Salarie mat Handicap als een Ausdrock vun der Diversitéit ze féerden.

Den zweeten Aktionsplang gesäit eng Rei Adaptatiounen vum 2003er Gesetz vir. Dës Reforme stellen eng gutt Geleeënheet duer, fir d'Dispositiounen vum Gesetz méi allgemeng op de Leescht ze huelen. Zesumme mat allen Acteuren a virun allem am Dialog mat de Leit mat Handicap soll hei en enger Moderniséierung vun dësem Dispositiv geschafft ginn, deen deene betraffene Leit gerecht gëtt a virun allem och hire Familien.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Margue. An da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Jeff Engelen (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegeen, och wëll ech am Numm vun eiser Partei déi zwou nei Kolleginnen haut hei härelech begreissen. Ech wëll awer och, net datt ech et vergiessen, dem Här Sven Clement Merci soe fir dës Heure d'actualité zu engem ganz wichtege Facteur an eiser Gesellschaft.

Ech wëll lech der just hei e puer zitieren - ech kann net op alles agoen, dat géif ze laang ginn, ech hu jo nëmmen fënnel Minutten -: datt all Verwaltung e Coordinateur a Saache spezifesch Besoene kritt, deen zoustänneg ass fir Moosname bannent der Administratioun wéi och de Kontakt mat Leit dobaussen an der Kommunikatioun; datt de Staat seng 5 %-Quot fir behënnerter Staatsbeamten a Fonctionnaires och ze erfëllen huet; datt de Staat d'Entreprises duerch generéis Hëllef dozu animéiere soll, fir Leit mat Handicap anzustellen, woubäi d'ADEM déi néideg Adaptatiounen op der Plaz finanzéiere soll; dann datt den Transport och fir op d'Aarbechtsplaz muss nei gereegelt ginn; datt d'Ateliers thérapeutiques et protégés d'Méiglechkeet kréien, all Betraffenen oni Waardezäit esou gutt wéi méiglech direkt opzehuelen. D'Akomesse fir Leit mat Handicap a besonnesch och de Revenu pour personnes gravement handicapées misst reforméiert ginn. Eng weider Iddi kéint sinn, datt d'Leit mat engem Handicap manner wéi 40 Joer laang mussen cotiséieren, ier se an d'Pensioun ginn.

Da wëll ech nach drop hiweisen, datt et ganz verschidene Aarte vun Handicape gëtt. Och deem muss een an der Zukunft warscheinlech méi intensiv Rechnung droen. Och ass et wichtege, datt déi Leit mat engem Handicap e wichtege Bäitrag an eiser Aarbechtswelt leeschten. Ech gesinn et an eiser Gemeng. Mir hunn en Atelier protégé a wann ee mat deene Leit schwätzt, da si se esou houfreg an esou stolz, wa se kënnen hir Aarbecht dir matdeelen, wat se alles geleescht hunn. An ech mengen, an deem Sënn do misste mer do intensiv virgoen, fir datt déi Leit alleguerten no hirem Kënnen ... - net jiddereen kann alles, mee och déi Leit mat Handicap hunn Talenter, déi ee kann entwéckelen.

Da muss ee feststellen, datt de Comité européen des droits sociaux a senger Konklusiounen am Joer 2020 iwwer Lëtzebuerg op Folgendes hiweist: « Il n'est pas établi que l'égalité d'accès à l'emploi soit effectivement garantie aux personnes handicapées. »

Des Weidere weist dës Comité européen des droits sociaux a sengem Bericht droep hin, datt an engem offizielle Bulletin vun der Lëtzebuurger Regierung aus dem Joer 2020 nozeliesen ass, datt 30 % vun den Anträge, fir de Status als behënnerter Berufsaktivitéit ze kréien, zu Lëtzebuerg ofgeleent gi sinn. Dat ass e ganz héije Prozentsaz. Dës Kommittee huet d'Lëtzebuurger Regierung opgefuerdert, an hirem nächste Rapport dës ze preziséieren. Dës Kommittee kritiséiert ausserdeem, datt et opgrond vun onzouverlässige Statistiken a well et keng kloer Definitioun vum Begrëff „behënnerter“ zu Lëtzebuerg gëtt, kaum méiglech ass, de geneeë Prozentsaz vu Leit mat Handicap um Lëtzebuurger Aarbechtsmaart ze ermëttelen. Ech mengen, hei muss mer dru schaffen, datt mer do e bësse méi Kloerheit kréien.

Dës Kommittee preziséiert, datt beim Staat Leit mat Handicap 5 % vun der Belegschaft ausmaache mussen, während am Privé d'Quot vun der Gréisst vum Betrib ofhänkt. Dës Kommittee schreift, datt dës Quote säit 2012 net respektéiert goufen, obsonnons d'Gesetz Sanktiounen virschreift. De Kommittee gräift dës Donkelziffer op a schreift, datt effikass Mesuren, déi et erlaben, behënneren Mënschen an de Staatsdéngscht ze integréieren, hinnen déi beschtméiglech Aarbechtskonditiounen ze assureieren, méi wichtege wäer wéi arbiträr Quoten.

De Kommittee kritiséiert och, datt d'Lëtzebuurger Regierung an hirem Rapport de conformité keng fiabel Donnéeën iwwert d'Situatioun vu Leit mat Handicap geliwwert huet. De Kommittee mentionéiert, datt d'Lëtzebuurger Regierung vill gesetzlech Mesurë geholl huet, fir d'Integratioun vu Leit mat Handicap um Aarbechtsmaart ze favoriséieren, mee datt dës gesetzlech Moosnamen an der Realität net géife genuch applizéiert ginn.

Dir gesitt, mir hunn e groussen Nohuelbedarf, an ech mengen, mir brauche méi hei wéi eng Aktualitéitsstonn, fir deem Punkt oder där Saach do op de Fong ze goen. Mir mussen nach intensiv dru schaffen.

An ech géif lech Merci soe fir Är Opmierksamkeet.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Engelen. An d'Riednerpult ass fir déi nächst fënnel Minutte fir d'Madamm Myriam Cecchetti reservéiert. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk).** - Här President, léif Kollegeen a Kolleginnen, mir hunn alleguerten e schwéiert Joer hannert eis, mee ech mengen, datt Leit mat enger Behënnerung, sief et physescher, psychescher oder mentaler Natur, besonnesch staark betraff waren a si vun deene ville Restriktiounen, déi eist Liewe vill verännert an ageschränkt hunn. D'Deplacement op d'Aarbecht

an d'Zesummeliewen an de sozialen Echange op der a ronderem d'Aarbecht sinn och dovunner betraff. A fir Leit mat Behënnerung sinn dës fir déi meeschte Leit ganz gewéinlech Aspekter sécherlech awer nach mat vill méi Erausforderunge verbundene wéi oni Covid.

Ee vun de Käpunkte vun der aktuell bestoender Legislatioun iwwert d'Travailleur-handicapéé sinn d'Quoten, déi och scho vu Virriedner/innen ugeschwat goufen. Effentlech wéi privat Patrone mussen en fonction vu bestëmmte Krittären eng Zuel vu Plaze fir Leit mat Behënnerung schafen. Mir sinn der Meenung, datt dës Quotesystem duerch aus Sënn mécht, mengen awer, datt d'Erfüllung vun deene Quoten eng Rei Erausforderunge mat sech bréngt. Wat a kengem sengem Interessi ass, si Quoten, déi mat der Briechstaang ëmgesat ginn, well dat derzou féiere géif, datt Leit mat Behënnerung pro forma zwar kéinte Plazen ugebuede kréien, mee wou se net weiderkëimen, näischt bäileiere géifen, sech iwwerhaapt net entfale kéinten, kuerz, wou een einfach d'Leit versauere géif loosse.

D'Quote gesi mir vill méi an dësem Kontext vun den Travailleurs handicapés als en Zil, wat soll erreicht ginn, mee wou am Virfeld verschidde Verännerungen néideg sinn, fir datt dat op eng sënnvoll Aart a Weis geschéie kann.

Éischtens mussen d'Formationsméiglechkeete fir Leit mat Behënnerung ausgebaut a verbessert ginn. Bei ville private Betriber gi Profiller verlaangt fir eng Plaz fir eng Persoun mat enger Behënnerung, fir déi et net déi passend Persoun gëtt. Da bleift d'Plaz onbesat, de Betrib ka sech net virgeheie loosse, en hätt sech net un d'Gesetz gehalen, an d'ADEM ka just feststellen, datt se eeben net déi richteg Persoun fir eeben dës Posten huet.

Dës Rigiditéit blent awer aus, datt all Mënsch léierfäeg ass a mat deem néidegen Encadrement an der passender Formation a seng Missioun erawuesse kann. D'Méiglechkeete fir dës Formations continues op oder en vue vun enger Aarbechtsplaz mussen also verbessert ginn, fir ze verhënnere, datt Leit mat Behënnerungen als Laangzäitchoeure veraarmen. Dat setzt awer natierlech och viraus, datt e Betrib och déi sozial Funktiounen erfëlle kann a wëllt an net eleng de Rendement vun enger Persoun am Bléck huet.

Zweetens muss iwwerpréift ginn, datt d'Mesuren, déi en place gesat ginn, fir Leit mat Behënnerung ze hëllef, och wierklech der Demande um Terrain entsprechen. Nëmme wann d'Acteuren um Terrain mat agebonne sinn, kann et och zu Fortschreitter fir déi betraffe Leit kommen. D'ADEM bitt zum Beispill e Service d'assistance à l'inclusion professionnelle un, dee laut eisen Informatiounen awer wéineg genotzt gëtt vun de Leit.

Dat ass schwéier novollzéibar, besonnesch wann ee weess, datt et ganz gutt fonctionéierend Modeller ginn, déi eng méi ganzheetlech Betreuung vu behënnerter Leit ubidden a Passerellé schafen tëschent dem protegéierten Aarbechtsumfeld an dem ordinären Aarbechtsmaart. Grad dës Passerellé si wichtege, fir datt d'Leit net onbedéngt an engem Atelier protégé bliwen, mee evolüiere kënnen a vläicht och de Wee op den ordinären Aarbechtsmaart fannen. Esou en Job-Coaching-Programm fir Leit mat psychescher Behënnerung gouf et och schon zu Lëtzebuerg, mee dee krut awer no e puer Joer kee Finanzement méi, obwuel d'Nofro do scheinbar enorm héich war - eigentlech schued!

Drëtens, an dat ass mäi leschte Punkt, nach e Wuert zum Transport op d'Aarbecht a bei Aktivitéiten, déi ronderem d'Aarbecht stattfanne wéi zum Beispill d'Formatiounen. Fir Leit mat Behënnerungen ass dat e ganz kruziale Punkt, well den Zougang zum spezifesch Service vun Adapto doriwwer entscheet, ob een eng Aarbecht ka maachen an unhuelen oder net. Souwäit et an der Press stoung an et och vun Acteuren um Terrain confirméiert gouf, kruten eng 600 Demandeuren d'Adapto-Kaart refuséiert, well jugéiert gouf, datt se och selwer mam Auto oder mam Zuch a Bus kéinte fueren.

Datt dës Kaarte fir Leit net accordéiert goufen, obwuel et déi zoustänneg Kommissioun, fir d'Éligibilitéit ze iwwerpréieren, nach net gëtt, kéint als Willkür opgeholl ginn an da verwonnert et och net, datt et zu Opreegung kéint bei deene betraffene Leit, besonnesch och well d'Leit, déi keng Kaart méi kritt hunn, zimmlech eleng am Ree stoe gelooss gi sinn.

D'Fuerderung no engem Coach, fir Leit un d'Notze vun öffentlechen Transport ze winnen, fanne mir dowéinst och interessant, well mir och der Meenung sinn, datt d'Inklusioun vu Leit mat Behënnerung och op deem Wee ka verbessert ginn, ënnert der Bedéngung natierlech, datt weider méi Efforten a Saachen Accessibilitéit vun Zuch a Bus fir déi betraffe Leit kënne gemaach ginn. Well deemno, wou ee wunnt, huet ee guer kee Bus, dee behënnertererecht ass. Zuch a Garé sinn oft, awer net ëmmer behënnertererecht an et ass schwierig, well ee sech eigentlech seet, datt déi Leit esou vill et geet an der breeder Gesellschaft solle participéieren, mee sech beim Transport awer ganz prak-



tesch Problemer stellen. Zum Beispill: Passen an en TICE-Bus zwee Rollstill eran oder e Rollstull an eng Kannerkutsch?

Kloer ass fir eis, datt ee bei deene Kaarten net ze vill lerbessen ziele soll, soss kéinte verschidde Leit wierklech déck Problemer kréien an dann net méi kënne schaffe goen oder och am Alldag wéi beim Akafen an an der Fräizäit net méi kënne deelhuele.

Mat de betraffene Leit zesummen eng Léisung ze fannen, esou wéi den honorabelen Här Marc Spautz dat gesot huet a senger Interventioun, ass de Wee. Well si wësse genau, wat si brauchen, an da fanne mir och zesumme mat hinnen eng Léisung.

Ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Madamm Cecchetti.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Vizepremier an Aarbechtsminister Dan Kersch.

#### Prise de position du Gouvernement

■ **M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.**- Merci, Här President, merci och all menge Virriedner a virun allem och dem Här Clement fir des Heure d'actualité. Ech mengen, mir schwätzen hei iwwer en Thema, wou mer eis alleguete séier eens sinn, dass Verbesserungen ëmmer méiglech sinn an heiansdo souguer och batter néideg sinn.

Ech géif allerdingens net esou wäit goen, fir hei franc a fräi ze behaupten, dass de Staat deenen Handicapéierte géif Steng an de Wee leeën, fir kënne schaffe ze goen. Ech mengen, esou eng Ausso sprengt d'Rumm vun enger seriöser Diskussioun. An duerfir deelen ech éischter déi differenziéiert Approche vum Här Spautz, déi a mengen Aen éischter der Realitéit um Terrain entsprécht, dee vun engem allgemeng gudder System schwätzt, esou hunn ech et jiddefalls ëmfonnt, deen ee sécherlech, esou wéi ech et virdru gesot hunn, punktuell kann ausbauen.

Et ass och net esou, wéi dat virdrun hei téschent den Zeilen ugeklongen ass, wéi wann déi Sanktiounen, déi d'Gesetz virgesäit, wann deen een oder anere Betrib sech net un d'Quote géif halen, net géifen applizéiert ginn. Vill méi ass et esou, dass d'Gesetz virgesäit, wa Plainté virleien, well e Betrib sech net un d'Quoten hält, dass da selbstverständlech och déi Sanktiounen applizéiert ginn. Mir sinn also hei an engem System: Wou keng Plainte ass, gëtt et och keng Sanktioun. Dat ass déi gesetzlech Lag an net eng aner, esou wéi dat hei elo ugedeit ginn ass.

Elo kann een driwwer diskutéieren, ob een d'Gesetz sollt ëmänneren. Do kann ee selbstverständlech aner Meenungen hunn, mee am Moment ass déi gesetzlech Situatioun esou, wéi ech se beschriewen hunn. An duerfir sollt een och näscht anescht behaupten.

Am Moment ass natierlech eng Situatioun um Aarbechtsmarché allgemeng, déi ee kann als ganz „speziell“ beschreiwen. De Virus huet d'Fonctionnement vun eise Betriber op de Kapp gestallt. Dat wësse mer alleguerten. Vill Betriber stelle sech Froen iwwer hir Zukunft an zécken allgemeng, fir nei Aarbechtsplazen ze schafen. Duerfir sinn ech och speziell frou, dass mer et trotz dëser schwieriger Situatioun fäerdegbruecht hunn, opgrond vun enger ganzer Rei vu Mesuren, déi mer hei zesummen decidéiert hunn, dass mer de Chômage insgesamt konnten an der Gidd halen, an dass mer et souguer fäerdegbruecht hunn, no deenen alarméierenden Zuelen, wou mer bal bei 7 % waren, elo awer erëm op 6 % praktesch erfroezekomme matten an der Pandemie. Dat ass nëmme méiglech gewiescht duerch déi vill Mesuren, déi mer hei zesummen decidéiert hunn.

Et ass och kee Geheimnis, an och dat ass schonn oft hei op der Tribün gesot ginn, dass déi krisebédéngte Situatioun natierlech am meeschten déi Leit betrëfft, déi souwisou schonn am schwächsten an der Gesellschaft sinn, an dozou gehéiere leider och alleguerten déi Leit mat engem Handicap. Aktuell, an dat ass eng interessant Zuel, hu mer bei der ADEM 1.577 Leit ageschriwwen, déi de Statut vum Salarié handicapé hunn, dat sinn 8,44 % vun all deene Leit, déi bei der ADEM ageschriwwen sinn.

Et besteet, an och dat ass virdru schonn hei ugedeit ginn, bei ville Betriber eng grouss Angscht, fir Leit mam Statut insgesamt anzustellen. Ech sinn awer der Meenung, dass des Angscht méi wéi onbegrenzt ass - an ech weess ganz genau, vu wat ech schwätze. Bei der ADEM zum Beispill schaffen 145 Persounen mam Statut, dat entsprécht 21,9 % vum Gesamtpersonal, wat bei der ADEM schafft. A mengem Ministère, um Travail, schaffe fënnf Leit mam Statut, dat sinn 9 % vum gesamte Personal. Ech wëll och net elo op den Detail agoe vu verschidde Question-parlementairen, op déi ech scho geäntwert hunn a wou nach méi Zuele, geliiwert gi sinn. Wéi gesot, dat kann een an den Äntwerten op déi parlamentaresch Froen nach eng Kéier noliesen.

Fir de Betriber d'Angscht, Leit mat engem Statut anzustellen, ewechzehuelen an och, fir géint d'Sigma-

tisierung vun deene Leit virzegoen, déi a mengen Aen eng ganz wäertvoll Aarbecht fir den Aarbechtsmaart kënne leeschten an déi och an de Betriber eng ganz wäertvoll Aarbecht an der konkreter Realitéit leeschten, hu mer den éischten August 2019 den Assistant à l'inclusion geschafen. Et ass e bëssen dat, wat den Här Spautz virdru gefrot huet, dass een dat misst maachen, eng Begleedung, déi mer de Betriber zur Verfügung stellen, fir kënne Leit an hire Betrib ze integréieren.

Ech wëll och soen, dass eng ganz Rei vun Atelierprotégéé genau deen nammlechte Wee verfolge, dass se also mat hire Leit an d'Betriber vum éischten Aarbechtsmarché era schaffe ginn an déi Leit och do begleeden. Och dat ass eng ganz interessant Initiativ, déi vun den Atelierprotégéé selwer komm ass, mam Zil, d'Leit aus den Atelierprotégéé kënne erauszehuelen a se op dem éischten Aarbechtsmarché ze integréieren. Dat ass e Modell, dee mer aus Däitschland an och aus Éisträich iwwerholl hunn an deen, wéi gesot, vu verschidde Atelierprotégéé, kann ee scho bal soen, als Pilotprojet verfollegt gëtt, mee wou éischt Erfolger och schonn ze verzeehne sinn.

Aktuell, Här Spautz, hu mer 14 agreéiert Assistenten, déi och Leit mat Handicap kënne begleeden, wa se an e Betrib vum éischten Aarbechtsmarché sollen integréiert ginn. Dat betrëfft all Typpe vu Behënnerung, souwuel mental wéi psychesch wéi och physesch Behënnerunge kënne hei mat begleet ginn. Et muss een allerdingens soen, dass dat, wat mer hei zesummen als Gesetz 2019 decidéiert hunn, dass mer net en Androck hunn, wéi wann d'Betriber vill dovou géife Gebrauch maachen. Do ass sécherlech d'Covidkris e Grond dovunner, mee net deen eenzeg. An duerfir misst een do och nach eng Kéier usetzen a vläicht nach eng Kéier eng Campagne maachen, fir dat nach méi bekannt ze maachen, och an de Betriber.

Ausserdeem, an och do wëll ech vläicht eng kleng Korrektioun maache par rapport zu deem, wat den Här Clement gesot huet: D'2003er-Gesetz gesäit ganz kloer vir, dass mer net op 40 % figéiert sinn, wat d'Aiden ugeet, déi de Staat ka ginn, wann e Privatbetrib e Salarié handicapé astellt, mee d'2003er-Gesetz gesäit ganz kloer vir, dass de Minimum bei 40 % läit an dass déi Aide ka bis 100 % eropgesat ginn. Dat hänkt da vum Degré vum Handicap of, deen den eenzele Salarié huet.

Ech wëll och hei soen, well dat oft vergiess gëtt, dass an där ganzer Diskussioun och d'Independanten net solle vergiess ginn. Dem 2003er-Gesetz no kann de Staat d'Cotisation sociale fir Independanten, déi am Statut Salarié handicapé sinn, komplett oder partiellement en charge huelen. Dëst soll Leit, wéi gesot, déi am Statut handicapé sinn, weider dozou encouragéieren, als Independent tätég ze sinn. 2020 hunn néng Persounen vun där Aide profitéiert. An dat, wat ech virdru gesot hunn, déi allgemeng Hëllef, déi mer ginn, déi téschent 40 % an 100 % leien, do waren 2020 386 Employeuren - Employeuren, ech schwätzen net vu „Leit“, Employeuren -, déi vun dëser Aide Gebrauch gemaach hunn.

D'Demandé fir geschützten Aarbechtsplazen am Beräich vun der psychescher Behënnerung ginn och kontinuierlech an d'Luucht. Dat ass also eng nei Tendenz, déi mer mat enger gewëssener Besuergnes beobachten. Zesumme mat de Partner vum Terrain, zum Beispill Mathëllef ASBL oder COOPERATIONS SC, Erliefnis Baggerweier, eng aner ASBL, entstinn aktuell nei Projeten, fir dese Leit eng Aarbechtsplaz ze proposéieren, an där se geschützt - ech soe „geschützt“, mee net ofgeschott vun der Realitéit - kënne schaffen, zum Beispill beim Bedreiw vum enger Déierpenssioun, an engem Restaurant oder och, wéi ech et virdru gesot hat, beim Entretien vun de Baggerweieren.

Nëmmen esou kënne, och laangfristeg gesinn, Virurteiler ofgebaut ginn.

Et gëtt och dru geschafft, dass déi traditionell Atelierprotégéé sech widerentwëckelen hin zu reellen Ateliers d'inclusion professionnelle. Dat bedeit also an der konkreter Praxis, déi Salariés handicapés schaffen net méi hannert, wéi mir et oft gesinn, zouene Maueren an hirem Atelier, mee eebe weesentlech mat engem protegéierte Kader am normalen Aarbechtsmarché. Ech hat et virdru schonn erwänt, zum Beispill d'Aarbecht an enger Epicerie. Eng Ekippe vu Salariés handicapés, déi zesumme mat engem Educateur eraus bei aner Patrone schaffe ginn, zum Beispill bei der SuperDrecksKëscht ass dat de Fall oder och bei der Stad Lëtzebuerg, wou mer e Projet lafen hunn.

D'Konsequenz, déi mer wëllen hunn, dat ass, d'Valorisierung an d'Selbstbestimmung vun de Salariés handicapés an d'Luucht ze setzen. D'Kompetenz vun dem Salarié handicapé gëtt an de Vierdergrond gestallt an net senger Behënnerung. D'Perceptioun vun de Leit mat enger Behënnerung kann an der Gesellschaft verännert ginn, wat dozou féiert, dass méi Aarbechtsgeber prett sinn, fir och Leit mam Statut vum Salarié handicapé anzustellen.

An deem Kader ënnerstëtzt mäi Ministère aktuell en FSE-Projet vum IMS, wou et drëms geet, d'At-

eliers d'inclusion professionnelle mam Marché ordinaire zesammenzebréngen. An deem Kader ass et vläicht interessant ze soen, dass d'CFL wäert opgrond vun dësem Programm elo mat den Ateliers d'inclusion professionnelle eng Kollaboratioun ustriewen. Doduerch sollen a kënne och nei Aarbechts- a Stageplaze fir Salariés handicapés um Marché ordinaire geschaffe ginn.

D'ADEM, och dat ass virdru schonn hei ugeklongen, spillt natierlech eng wichteg Roll, wann et ëm d'Integratioun vu Leit mam Statut vum Handicap geet. D'ADEM huet, an och dat ass wichteg ze soen, spezialiséiert Personal, wat sech just ëm déi Persounen mat engem Handicap këmmert. De Stage de professionnalisation, dee vun der ADEM ugebuedet gëtt, erméiglech et dem Demandeur d'emploi mat engem Handicap, während sechs bis néng Wochen e Stage an enger Entreprise ze maachen.

Op der ADEM gëtt et awer net nëmme Conseillers spécialisés fir d'Demandeur-d'emploien, mee et gëtt och zwee Conseillers spécialisés fir d'Employeuren, déi eventuell bereet sinn, fir e Salarié mam Statut handicapé anzustellen. Ech mengen, och dat ass ganz wichteg. Mir maachen also do iwwert d'ADEM och eng konkret Betreierung fir d'Employeuren, déi vum Prinzip hier bereet wäeren, fir Leit mam Statut anzustellen.

Da wat de Staat selwer ugeet: Am Staatsbudget sinn 2.000 Stonnen extra reservéiert fir d'Embauche vu Salarié-handicapéen oder, an och dat ass virdru vum Här Spautz ugeschwat ginn, oder mam Statut vum Reklassement. Dës Stonnen, an och dat ass wichteg ze soen, si supplementär zu deene besteeënde Postequoten an Numerus clausus.

Wéi Der gesitt, gëtt et also eng sellegen Initiativen, fir deene Leit, déi en Handicap hunn, ze hëllef, op eise Aarbechtsmarché Fouss ze faassen.

Wéi ech virdru gesot hunn, selbstverständlech kann een ëmmer nach weider Initiativen huelen an, ech mengen, d'Regierung ass déi lescht, déi net wëilt op deem do Wee weiderfuere, fir méi Leit op dem Aarbechtsmarché kënne ze integréieren, déi de Statut hunn.

Ech wëll och nach eng Kéier vläicht hei Zuele soen, déi awer och interessant sinn. Am Moment hu mer ronn 1.319 Salariés handicapés, déi subventionéiert ginn iwwert de Ministère du Travail an deenen eenzelen Ateliers d'inclusion professionnelle. Do ass d'APEMH mat 421, d'Ateliers du Tricentenaire mat 51, d'Ateliers Kräizbiere mat 106, dann d'Autisme ASBL mat 69, de Bieschbecher Atelier mat 33, d'COOPERATIONS SC mat 84, d'Erliefnis Baggerweier mat 22, de Lëlljer Gaart mat 41, d'Ligue HMC mat 228, Op der Schock mat 59 an d'Yolande ASBL mat 90, wat en Total mécht vun 1.204. An et kommen nach dobäi d'Mathëllef an d'ATP, wou weider 115 Leit schaffen.

Dir gesitt also, dass mer déi Zuel, an dat ass och d'Zil, kontinuierlech an all Joers wäerten an d'Luucht setzen, wuel wëssend, dass d'Zuel vun deene Leit, déi Aarbecht sichen an déi am Statut sinn, net méi kleng gëtt an deene leschte Joren an dass doduerch, dass den Aarbechtsmarché insgesamt méi haart gëtt, déi Leit et nach weesentlech méi schwéier kréien, fir iwwerhaapt ennerdaach kënne ze kommen. Mee dat ass awer eist gemeinsamt Zil. A wann ech dat haut héieren hunn, mengen ech, dass och jiddwereen, deen heibanne sëtzt, dat ka mat ënnerschreiwen.

Villmools merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools dem Här Aarbechtsminister Dan Kersch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

#### 9. Interpellation de Mme Cécile Hemmen au sujet de la sécurité routière

Eisen nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtteg ass d'Interpellatioun vun der Madamm Cécile Hemmen iwwert d'Verkéierssicherheit. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Serge Wilmes, den Här Max Hahn, den Här Carlo Back, den Här Jeff Engelen, d'Madamm Myriam Cecchetti an den Här Marc Goergen.

An d'Wuert huet elo d'Madamm Cécile Hemmen als Auteur vun dëser Interpellatioun. Madamm Hemmen.

#### Exposé

■ **Mme Cécile Hemmen (LSAP).**- Merci, Här President. Här Minister, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen: „2020 ass e verluerent Joer fir d'Verkéierssicherheit.“ Dës Ausso huet de President vun der Association nationale des victimes de la route, den Här Raymond Schintgen am Oktober 2020 an engem Interview am „Lëtzebuurger Wort“ gemaach. Et ass jo verständlech, dass d'lescht Joer weinst der Pandemie ganz aner Suergen am Mëttelpunkt stoungen. Mee et duerf awer op kee Fall sinn, dass och um Enn vun dësem Joer eng änlech Feststellung misst gemaach ginn.

Dofir louch et mer um Häerz, Här Minister, des Interpellatioun am Numm vun der LSAP ze froen, well d'Verkéierssicherheit dierf a Coronazäiten op kee Fall vergiess ginn. Während mir elo zanter iwwer engem Joer dagdeeglech matkréien, wivill Affer de Coronavirus leider fuerdert, gëllt et op de Stroosse méi wéi jee, dass all Doudesaffer eent ze vill ass.

Wie Verkéierssicherheit seet, denkt natierlech direkt un d'Automobilisten. Mee loosst mech awer elo mol fir d'éischt drun erënneren, dass mir alleguerten fir d'éischt emol Foussgänger sinn, a mir sinn domadder och alleguerten déi Vulnerabelst am Stroosseverkéier. „Gesinn a gesi ginn“, dat ass de Motto an och nëmmen ee vu ganz ville Punkten aus der europäescher Foussgängercharta, déi 1988 beschloss gouf an déi awer eigentlech hei zu Lëtzebuerg menges Wëssens no nach néierens richtig deklinéiert gouf, obschonn och de Kolleeg Marc Angel et 2018 fir d'Stad Lëtzebuerg e puermol agefuerdert huet.

„Accidenter verhënnere“, dat ass natierlech den absolute Motto, dee mer mussen a puncto Verkéierssicherheit usteieren. Mir hu keng Foussgängercharta, dofir schaffe mer awer op der nationaler Charta vun der Verkéierssicherheit mam Objektiv „Vision Zéro“.

Wann et natierlech illusoresch ass, dass een all Accident verhënnere kann, sou steet „Zéro“ hei fir null Doudesaffer respektiv null Schwéierblesséierter op eise Stroossen. Dat soll och a Pandemieszäiten eist Zil bleiwen. D'„Vision Zéro“ baut op d'Philosophie op, dass Mënsche Feeler maachen; Feeler, déi hinne mussen verzie ginn, well soss irreparabel Schied kënne entstoen. En Auto kann ee flécke loossen oder noufalls duerch en aneren ersetzen, e Mënsch net.

Weider gesäit d'„Vision Zéro“ vir, dass op all Element vum System, also net just op de Chauffeur, muss agéiert ginn. Wann een en Accident nëmmen op e Feeler vun engem Chauffeur oder engem Foussgänger zrëckféiert, da gräift dat dach e bësselche kuerz. Dofir soll een d'Ëmfeld un de Mënsch an u seng Sécurité upassen, an net ëmgedréit.

An deem Esprit ass de Plan d'action « Sécurité routière » ausgeschafft ginn, deen eng Lafzäit vun 2019 bis 2023 huet. An deem wäertvollen Dokument, dat vum Mobilitéitsministère mat ausgeschafft ginn ass, sinn eelef Erausforderungen an 31 Mesuren opgeléicht. Munchereng ass schonn ëmgesat ginn, mee et gëtt der och, déi nach op sech waarde loosse.

Dass nach Verbesserungsbedarf do ass, weisen eleng schonn déi plakeg Zuelen: 2019 goufen zu Lëtzebuerg 988 Verkéiersaccidenter gezielt. Dat sinn der bal 3 pro Dag. 22 Persounen hunn des Accidenter net iwwerlief. D'lescht Joer, also 2020 - do hutt Dir, Här Minister, jo elo kierzlech Zuele presentéiert -, waren et 24 (veuillez lire: 26) Persounen, déi bei engem Accident ëm d'Liewe komm sinn, an dat bei insgesamt 771 Accidenter.

Sou goufen et am Joer 1990 nach 60 déidlech Accidenter op eise Stroossen, an am Joer 2000 waren et der souguer 76. Deemo weist déi laangfristeg Tendenz no ënne wuel an déi richteg Richtung. Et ass net, dass näscht geschitt ass, mee et bleift awer dobäi, dass mir mat 24 Verkéiersdouden am Joer 2020 vum „Zéro“ an der „Vision Zéro“ nach ze vill wäit ewech sinn.

Dofir wëll ech am Kader vun dëser Interpellatioun op e puer Punkte méi besonnesch hiweisen, wou mir och als LSAP der Meenung sinn, dass nach Handlungsbedarf besteet.

Ee vun den Hauptpunkten ass fir mech ouni Zweifel d'Fro vun de Beem, déi laanscht d'Landstroosse stinn. Och wann et eng Tatsaach ass, dass kee Bam vum selwen op d'Strooss spréngt - natierlech! -, sou muss ee wëssen, dass déi meeschten déidlech Accidenter zu Lëtzebuerg op Landstroosse geschéien an dass do oft Beem mat ee Grond sinn, firwat grad esou vill Accidenter schwéier Konsequenze mat sech zéien.

D'Sécurité routière an d'Association des victimes de la route, déi ech allenzwee ganz häerzlech fir hiert Engagement wëll luewen, ginn net midd, op des Problematik opmierksam ze maachen. Sou huet nach rezent d'Directrice vun der Sécurité routière, d'Isabelle Medinger, an engem Bäitrag um Radio 100,7 genee dës Problematik ugeschwat.

An den zéng Joer téschent 2010 an 2019 si laut dem Stateg 82 Mënschen no enger Kollisioun mat engem Bam gestuerwen. 82 Mënschen! An domat net genuch: 304 Persounen goufen och no engem Accident mat engem Bam ganz schwéier blesséiert.

Wa mir elo just op 2020 kucken, da gesäit een effektiv, datt bal zwee Drëttel vun den déidlechen Accidenter op Landstroosse geschitt sinn. Och wann d'Zuelen hei am Land ëmmer mat e bësse Virsiicht mussen geholl ginn, well et dach awer kleng Zuele sinn an esou all eenzelen Accident séier en Afloss op d'Statistiken huet.

Vun deene 15 déidlechen Accidenter op Landstroosse waren et der dräi, wou et zur Kollisioun



mat engem Bam komm ass. Kuckt een op 2019 zréck, da gesäit een, dass den Deel vun den déidleche Verkéiersaccidenter op de Landstroossen änlech héich louch: 72 %. Mee 2019 waren et nach aacht déidlech Accidenter, wou e Gefier widdert e Bam gerannt ass oder geschleiert ginn ass a wou eng Persoun dat net sollt iwwerliewen. Deemno eelef Persounen an nëmmen zwee Joer.

Ech hat virdru gesot, dass d'„Vision Zéro“ dovunner ausgeet, dass Mënnsche Feeler maachen, mee dass déi Feeler hinne mussen verzie kënnen ginn. An an deem konkreete Fall heescht dat, dass d'Bordüre vun eise Landstroossen idealerweis esou missten amenagéiert sinn, dass e Chauffeur, och wann en emol ze séier ënnerwee ass, eng Sortie de route net mat sengem Liewen oder dem Liewe vu sengem Passagéier bezuele muss. Oder wéi d'Isabelle Medinger a sengem Bäitrag um Radio dat treffend ausgedréckt huet: „Op esou Feeler däerf keng Doudesdröf stoen!“

Elo verlaange mir natierlech net, dass uechtert d'Land all Bamallee laanscht enger Landstrooss muss ewechgeholl ginn. Ech si mir bewosst, dass dat e ganz sensibel Thema ass. Den Naturschutz muss en héije Stellenwert hunn. Mee et gëtt jo en Aarbechtsgrupp, deen ënner der Leedung vun der Ponts et chaussées schafft an dee sech mat der Problematik auserneeetzt. Hei ginn enner anerem eenzel Beem op geféierleche Plazen identifizéiert, fir gegeebenefalls ewechgeholl ze ginn, respektiv do, wou dat eeben net méiglech ass, soll virdrun eng Leitplank installéiert ginn.

Dëst ass eng wichteg Aufgab, an déi soll och ënnerstëtzt ginn. A selbstverständlech sollen déi eenzel Beem, déi ewechkommen, och kënnen - a mussen - kompenséiert ginn, sou wéi dat jo och bei Bauprojekten de Fall ass, wuelverstanen awer och op enger anerer Plaz.

Dofir kann ech absolut net novollzéien, wann op enger Plaz, aus wéi engem Grond och ëmmer, Beem laanscht eng Strooss ewechgeholl ginn an duerno erëm nei Beem op där selwechter Plaz geplanz ginn. Sou gesi viru Kuerzem op der Streck, dem CR122, tëschent Roudemer a Gonnereng, wou nei Beem direkt um Bord vun der Landstrooss geplanz gi sinn. Dëst ass ëmsou méi batter, well grad op dëser Streck eréischt am Hierscht 2020 eng Fra vun 63 Joer hiert Liewe gelooss huet.

Mat dëser Praxis muss an Sënn vun der Verkéierssicherheit endlech Schluss sinn. Menger Meenung no, an dat ass och déi vun der Sécurité routière a vun der AVR, sollen an Zukunft keng nei Beem méi direkt um Bord vun enger Landstrooss geplanz ginn. Och bei neie Stroossebauprojekte muss deem Rechnung gedroe ginn an d'Stroossebordüren entsprechend gestallt ginn. Et ass jo net esou, wéi wann et keng Alternative géif ginn. Sou kéint ee sech zum Beispill virstellen, Hecken am-plaz vun de Bamalleen ze planzen. Hecken hunn den Avantage engersäits, dass bei engem Accident manner schlëmm Konsequenzen ze erwaarde si wéi bei engem Bam, an anerersäits gi se dem Chauffeur och eng besser siichtlech Agrenzung vum Raum, wa se parallel zum Stroossebord stinn. An och si hunn e ganz héijen ekologesche Wäert.

E weidere Phenomeen, Här Minister, op deem et mir wichteg ass hinzewiesen, ass dee vun der Distraktioun um Steier. Hand op d'Häerz, wien heibannen huet nach ni op sengem Handy gefummelt, während e gefuer ass? Wéi d'Sécurité routière ënnersträicht, weisen an Europa eng Rei Studien drop hin, dass d'Distraktioun beim Fueren ëmmer méi zur zweetwichtigster Ursach vun Accidenter gëtt, dëst no enger ze héijer Vitess, awer mëttlerweil souguer virum Fieren ënner Alkohol- oder Drogenafloss. Eng Gefor geet dobäi iwwereng net nëmme vun Autofuerer aus, mee och vu Foussgänger, déi beim Eriwwergoen op enger Strooss einfach vergiessen, de Bléck vun hirem Handy ze hiewen. Stéchwuert: Smartphone-Zombie.

Wat sech elo ganz harmlos oder witzeg unhéiert séier nach per SMS Bescheid ze soen, dass een ënnerwee ass -, kann awer dramatesch Konsequenzen hunn. Wéi et um Site vun der Police nozeliesen ass, ass en Autofuerer minimum fënnf Sekonnen ofgelenkt, wann hien eng SMS schreift a fortschéckt. Bei enger Vitess vu 50 Stonekilometer ass een dann awer ganzer 75 Meter gefuer an hat dobäi d'Nues um Handy, am-plaz ze kucken, wou een hifiert. Do ass ganz séier eng rout Luucht, en Zebrasträifen oder soss en Obstakel iwwersinn. Méiglech Konsequenzen dovunner ka jiddweree sech selwer ausmolen.

Haut gëtt et technesch Léisungen, wéi zum Beispill, dass Handye per Bluetooth-Konnexioun automatesch erkennen, dass een an engem Auto ass, an esou zum Beispill d'SMS, déi ee während dem Fuere geschéckt kritt, guer net uweisen. An och well haut a villen Autoe Freisprechanlagen agebaut sinn, misst jo allgemeng gëllen: Wann ee fiert, dann huet ee ganz einfach näischt um Handy verluert!

Ech si mir bewosst, dass Kontrollen an deem Beräich net einfach sinn. Mee dës Phenomeen ass net ze banaliséieren. D'Sécurité routière fäert esou-

guer, dass sech duerch Distraktioun op de Stroossen déi allgemeng Tendenz vu manner Schwéierblesséierten a manner Doudegen erëm dréie kéint. Dofir gëllt et hei, nieft dem repressiven Aspekt och an d'Preventioun ze investéieren an duerch cibléiert Campagnen op dëst Phenomeen opmierksam ze maachen, fir dass et eeben net eng Banalitéit gëtt a fir dass an Zukunft keen an enger SMS iwwert dem Fuere senge Léifste schreift, dass hie grad um Heemwee ass, mee a Wierklechkeet ni doheem ukomme wäert.

Eng Haaptursach fir Accidenter bleift donieft nach ëmmer d'Vitess. Wëssend, dass déi meeschten Accidenter op de Landstroosse stattfannen, stellt sech och do d'Fro vun der maximaler Vitesslimitatioun. Eng vun de Mesurë vum Plan d'action « Sécurité routière » ass dann och ze préiwen, ob een op punktuellen Plazen déi maximal Vitesslimitatioun, déi jo bekanntlech bei 90 Kilometer an der Stonn läit, net kann erfrozesen. Och hei gëtt et en Aarbechtsgrupp ënner dem Lead vun der Stroossebauverwaltung, dee sech mat dëser Fro befasst.

Hei wier et interessant, gewuer ze ginn, Här Minister, wéi wäit dës Aarbechte scho virukomm sinn a wat hei eigentlech éischt Schlussfolgerunge kéinte sinn.

An dann hu mer zanter 2016 bekanntlech jo och Radare laanscht eis Stroosse stoen. A schonn a menger Ried zum Projet de loi 7652, deen den automatesche Kontroll- a Strofesystem vun de Radaren erwidert huet an domadder och d'Asetze vu sougenannte Rout-Luucht-Radaren erméiglecht, hat ech ënnerstrach, dass d'Radaren zu enger verbesserter Sécherheet op eise Stroosse bäidrogen.

An dat ass nu mol ganz dacks laanscht d'Landstroossen a besonnesch do, wou et geziilt Geforepunkte gëtt.

Awer och am stättesche Raum gëtt et nach Verbesserungsbedarf. Ënnersträiche wäilt ech, dass et gutt ass, dass op den Nationalstroossen endlech den Tempolimit 30 kann agefouert ginn. Dofir wëll ech de Minister och luewen, dee sech intensiv dofir agesat huet. Mee ech froe mech, ob een do net och nach e Schrëtt méi wäit goe kéint. Ech denken do un d'Stroosseberäicher ganz no bei de Schoulen. Vill Gemenge weise Stroosse ronderëm d'Schoulen aus, dat als Zon 30 natierlech, och wann et e schwierigen a laangwierigen Prozess ass.

Méi Flexibilitéit a Reaktivitéit vun de Servicer vun der Ponts et chaussées wieren hei wünschenswäert, e kleng Message, deen ech lech heimat, Här Minister, am Numm vu verschidde Gemenge soll weiderreechen.

Och sief d'Fro erlaabt, ob een net op de Wee kéint goen, fir einfach systematesch d'Stroosse ronderëm all Schoul hei am Land als Zon 30 auszewiesen, esou wéi dat zum Beispill an der Belsch schonn méi laang de Fall ass. An ech perséinlech sinn och der Meenung, dass dat eng ganz sénnvoll Mesure wier, natierlech a puncto Sécherheet fir eis Kanner.

Et kann een awer net iwwert d'Verkéierssicherheit schwätzen, ouni d'Problematik an d'Thematik vum Alkohol ze ernimmen. Och hei sinn e puer Mesuren am Plan d'action „Sécurité routière“ festgehalten. An do gëtt enner anerem op déi Diskussiounen op europäeschem Niveau verwisen, wat e sougenannten „alcohol interlock“ ubelaangt.

D'EU-Reglement 2019/2144 schreift vir, dass d'Autoen ab 2022 eng Interface mussen hunn, déi d'Installatioun vun engem Ethylotest erméiglecht. Dat si speziell Alkoholtester, déi e Start verhënnere sollen, wann de Chauffer ze vill gedronk huet.

Ech wollt lech do froen, Här Minister, ob d'Regierung sech schonn an där Fro fir Lëtzebuerg positionéiert huet.

Ech hat elo just dat europäescht Reglement geseh. Dat gesäit och vir, dass ab 2022 e sougenannten „enregistreur de données d'évènement“ an d'Autoe soll agebaut ginn. Dat kann ee mat enger Zort klenger Blackbox vergläichen, wéi ee se aus der Aviatioun kennt. Dëst Equipement soll Donnéeën opzezeichnen an am Fall vun engem schwéieren Accident erëmginn, wéi zum Beispill d'Vitess vum Auto oder seng Positioun op der Strooss war, éier et zum Accident komm ass. An och wann dës Outil sécherlech wäertvoll Informatiounen ka liwweren an och e weidere Schratt an der Opaarbechtung vun Accidenter erlabe wäert, kann ee soen, dass et haut och scho vill Donnéeën gëtt. Leider, leider sinn déi awer op verschidde Plaze verstreut. D'Police, de Parquet an d'Gerichter hunn esou Daten, déi fir hir Enquêteszwecker benotzt ginn, awer ëmmer nëmmen aus deem Bléckwénkel gekuckt, dee se grad an deem spezifesche Beräich brauchen.

Leider gëtt op dës Donnéeën nach net genuch zréckgegraff, fir eng systematesch Ursacheforschung ze bedriewen. Et muss een awer och wëssen, dass zanter 2017 d'Administration des enquêtes techniques och mat der Opaarbechtung vu Stroossenaccidenter befasst ass. Do sti mer awer eréischt am Ufank, also gëtt et an deem Beräich nach vill Loft no uewen. Well et ass enorm

wichtig, dass d'Erkenntnisser aus Accidenter kënnen gezu ginn, fir eis Stroosse méi sécher ze gestalten, virun allem do, wou et manifest Problemer gëtt a wou muss reagiert ginn, fir am beschte Fall esou weineg Accidenter wéi méiglech ze erlaben.

Dofir meng Demande, dass d'Administration des enquêtes techniques all d'Moyenen zur Verfügung gestallt kritt, fir dës wichteg Tache beschtméiglechst ze erfüllen, an dass se konsequent mat der Stroossebauverwaltung zesumme schafft.

Da wollt ech och e weidert Thema opwerfen, wou et menger Meenung no Zäit wier weiderzekerommen, dat sinn déi sougenannte Peines pédagogiques, also pedagogesch Strofe fir Widderhuelungstäter am Stroosseverkéier.

Nach relativ zent, den 20. Abrëll, huet de President vun der AVR, de Raymond Schintgen, dës Keier an engem Interview am „Tageblatt“, dës Revendicatioun kloer formuléiert. Si als Vereenegung sinn net just Demandeur, dass esou eng pedagogesch Strof kéint vun engem Gericht geschwat ginn, mee si wieren och bereet, fir un der Ëmsetzung matzeschaffen.

Ech si mir bewosst, dass dat natierlech alles méi séier gesot ass wéi um Terrain ëmgesat. Mee et lücht engem jo awer an, dass eng Persoun, déi schonn eng Keier weinst engem grave Verkéiersdelikt gepéit ginn ass, aneschtens reagiert, wa si mat enger Persoun konfrontéiert gëtt, déi no engem Accident e gréissere kierperleche Schued huet, jo souguer an engem Rollstull sëtzt, wéi wa se just eng Keier an eemol méi eng Geldstrof kritt an eventuell Punkten um Führerschäi verléiert.

Zanter méi Laangem scho ginn et déi sougenannte „stages de réhabilitation“ fir Chaufferen, déi sech eng Infirmität am Zesummenhang mat Alkohol oder Vitess zuschulde komme gelooss hunn. An Zesummenaarbecht mam Parquet ka jo decidéiert ginn, dass dës Chaufferen an e Stage vun zwee Deeg bei d'Sécurité routière mussen goen. Dat ass eng gutt Mesure, déi sech awer, zumindest esou wéi ech et weess, net onbedéngt un d'Recidiviste wenn.

Dofir wollt ech froen, well dës Pist vun de Peines pédagogiques net am Plan d'action „Sécurité routière“ festgehale ginn ass, ob Dir, Här Minister, net mengt, dass et opportun wier, fir op dee Wee ze goen. An a mengen Aen, mee dat ass och just meng perséinlech Meenung, wier et sécherlech den Opwand wäert.

Eng weider Opfuerderung hunn ech, wat d'Véloe betrëfft. Et ass jo erfroechlech, dass duerch d'Pandemie vill Leit d'Freed um Vélofueren entdeckt oder neientdeckt hunn. Dofir ass et evident, dass mer sécher Véloswéier brauchen an dass alles muss drugesat ginn. Mee do weess ech, Här Minister, dass mir op enger Linn leien.

Mee ech weess awer och, dass nach ganz, ganz vill Efforte mussen gemaach ginn, virun allem am urbane Raum. Sécher Véloswéier sinn e Must, wann d'Leit och weiderhi solle motivéiert bliewen, fir de Vélo fir hir Alldagstrajeten ze benotzen.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **Mme Cécile Hemmen (LSAP).** - Meng Unerkennung geet un all d'Pro-Vélo-Initiativen, déi mat pertinente Revendicatiounen fir sécher Véloswéier plädéieren. Ech sinn awer och der Meenung, dass mir anerwärtteg méi fir d'Sécherheet vun de Vélofuerer maache mussen a maache kënnen. An dat fänkt bei eppes ganz Elementarem un, an zwar dem Kappschutz.

Laut Studie kann duerch en Helm de Risiko, sech bei engem Accident um Kapp ze verletzen, ëm 60 % erfrogedréckt ginn. Dofir kann et éierlech gesot net sinn, an ech kann et bal net novollzéien, dass mir zu Lëtzebuerg nach ëmmer keng allgemeng Helmflicht fir Vélofuerer hunn.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **Mme Cécile Hemmen (LSAP).** - Ech denken, spéitstens elo, wou ëmmer méi Leit Vélo fueren an déi meescht och vu sech aus en Helm undinn, wier et un der Zäit, dës Lacune an eise Reglementer ze fëllen. Eng Recommandatioun ass natierlech ëmmer gutt gemengt, geet awer iergendwann eng Keier net méi duer.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **Mme Cécile Hemmen (LSAP).** - Déi hefteg Reaktiounen, nodeems et ee Moment geheescht hat, dass op Véloen an och op Helmer keng Blénkluchten dierften installéiert ginn, weist, dass dat en Thema ass, deen ëmmer méi Leit betrëfft. An et weist och, dass een dës Diskussioun net sollt eleng op d'Vélofuerer limitéieren, mee dass sech mam Opkomme vun Trottnetten an anere Gefieren, mat oder ouni elektresche Moteur, fir déi et jo elo zënter Kuerzem nei Reegelen am Code de la route gëtt, och dës selwecht Fro vun der Helmflicht stellt.

Dat ass en Debat, Här Minister, dee menger Meenung no absolutt misst gefouert ginn.

Passend zu der Saison, ech kommen elo bal un de Schluss, ass natierlech nach d'Thematik vun de

Motorrieder unzeschwätzen, déi leider all Joer en deieren Tribut op eise Stroosse bezuelen. Wéi aus den Zuele vum Statec erausgeet, sinn tëschent 2015 an 2018 insgesamt 25 Motocyclisten op eise Stroossen ëm d'Liewe komm. Vun de 642 Victimme vu Motorradsaccidenter, déi an dëser Zäitspan geschitt sinn, sinn der zudeem 282 ganz schwéier blesséiert ginn, an dat ass eng extreem héich Zuel.

Wat awer opfällt, ass déi héich Unzuel un Nonresidents - bal all Zweeten - bei de Motosfuerer, déi en Accident hunn, wou ee sech natierlech d'Fro ka stellen, ob et net eis schéi Stroossen hei zu Lëtzebuerg sinn, déi esou attraktiv sinn, fir d'Motorradsfuerer aus der Nopeschgegend unzelackelen, fir bei eis hei zolidd Gas ze ginn.

Do gesäit een, dass d'Motorradfuere fir vill e flotten Hobby ass, méi wéi eigentlech en Transportmëttel.

Dofir wéilt ech ënnersträichen, wéi noutwendeg déi Initiativ „Fit for your bike“ ass, eng Zort Optréschungskuer fir Motorradsfuerer zu Colmer-Bierg. Dës Initiativ misst dann och weider ausgeweit ginn a méi oft am Joer ugebuede ginn. Am Plan d'action „Moto“, deen 2019 presentéiert ginn ass, war festgehale ginn, e véierten Dag fir dës Initiativ anzeféieren, mee ech si mer natierlech bewosst, dass dat wéinst der Pandemie elo net esou evident war. Mee et ass wichteg, dass déi Offer besteet an dass jiddereen, deen dorunner interesséiert ass, och d'Méiglechkeet kritt, fir do matzemaachen.

Sënnvoll ass natierlech och d'Initiativ, déi an dësem Plan d'action festgehale ginn ass an déi doranner besteet, Schëlde um Bord vun der Strooss opzestellen, déi drop hiweisen, dass et eng fir Motorrieder zimmlech geféierlech Streck ass. Dorausser ergëtt sech och d'Fro, ob et do net méiglech wär, nach e Schratt méi wäit ze goen an et, wann et natierlech technesch machbar ass, an de GPS-Programmer androen ze loossen, dass eng Streck extreem geféierlech fir Motorfuerer ass, respektiv se vläicht esou unzeginn, dass se fir Motorrieder carrement ofgerode gëtt.

Ech denken do notamment un d'Streck tëschent Kautebaach a Giewelsmillen, mee dat ass just ee vu ville Beispiller. Do muss een natierlech bei der Wuertwiell ganz gutt oppassen, fir dass een duerno net de Contraire provoziert an d'Streck doduerch vläicht ongewollt nach méi reizvoll an attraktiv fir verschidde Motorradsfuerer mécht.

Zum Ofschluss, an ech mengen, dat konnt Dir aus menger Interpellatioun eraushéieren, Här Minister, wollt ech nach emol ënnersträichen, dass Verkéierssicherheit net just eng Fro vu Kontrollen a Repressioun ass, mee virun allem eng Fro vu Philosophie. Nëmme wann een de Problem als e Ganzt ugeet, wäert et méiglech sinn, den Ziler vun der „Vision Zéro“ méi nozekommen. Dass et eng Fro vu Philosophie ass, gesäit een dëser Deeg leider och, wann een am neie Quartier vun der Cloche d'Or ënnerwee ass, e Quartier, dee leider weeder fir Foussgänger nach fir Vélofuerer geduecht war a wou deemno hir Sécherheet alles, mee net optimal garantiert ass.

Esou Quartiere mat risege Boulevarden, déi just op Autoen ausgerichtet sinn, mussen ganz einfach der Vergaangenheet ugehéieren. Dofir wäert et wichteg sinn, wann aner grouss Projeten ëmgesat ginn - ech denken do zum Beispill un d'Industriebrooch Esch-Schéffleng, un de Projet NeSchmelz zu Diddeleng, de Projet Wunne mat der Wooltz oder nach de Projet Elmen -, dass do Mobilitéit, an dat beinhalt och d'Verkéierssicherheit, vun Ufank un zolidd mat ageplangt gëtt.

Ganz erfroechlech sinn natierlech awer och d'Usätz an Ärem Mobilitéitskonzept Nordstad 2035, dee jo de Moie virgestallt ginn ass, wou net nëmmen iwwer verkéiersberouegend Quartiere geschwat gëtt, mee, an dat wéilt ech ganz besonnesch hei ervirsträichen, dee formidable Projet vum autofraien Dikrech, eng Zesummenaarbechtung vun der Gemeng Dikrech mat dem Staat, also mat der Regierung. An dofir wëll ech awer selbstverständlech, an Dir erlaabt mer dat, ganz houfreg eisem sozialistesche Buergermeeschter Claude Haagen vun dëser Säit aus felicitéiere fir säin onermiddlecht Engagement an déi Richtung.

Et muss ee wëssen, Stroosseplanifikatiounen a Mobilitéitsplanifikatiounen, dat si Projete fir d'Éiwegkeet. Feeler, déi een an där Planung mécht, sinn deemno bal net méi guttzemaachen.

Och dëst ass eng ganz wichteg Premiss, fir den Ziler vun der „Vision Zéro“ méi no ze kommen, dat heescht, eng Infrastruktur plangen, sief et op enger Landstrooss oder an engem Wunnquartier, déi méiglech menschlech Feeler vu virera matarechen. Alles kann een net virgesinn, mee et ass sécher, de Mënsch, ob als Autofuerer, Vélofuerer oder Foussgänger, wäert ni perfekt sinn. Dofir muss d'Infrastruktur, op där hie sech beweegt, esou perfekt wéi méiglech sinn.

Ech hu probéiert, Här Minister, lech hei eng nuancéiert Vue vun der Verkéierssicherheit ze ginn. Richteg ass, dass an de vergaangene Jore ganz, ganz vill Efforte gemaach gi sinn. Mee richteg ass



och, an ech widderhuele mech, dass nach vill ze maache bleift, fir endlech no un de „Zéro“ vun der „Vision Zéro“ erunzekommen.

E grouse Merci, ech widderhuele mech och hei, geet un d'Sécurité routière an d'AVR fir hire wäertvollen Austausch an hiert wäertvoll Engagement, fir just si ze nennen.

An ech schléissen of, andeems ech drun erënneren, dass d'Sécherheet e Mënscherecht ass, an dat gëllt och op eise Stroossen. Merci fir d'Nolauschtenen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Hemmen. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Serge Wilmes agedroen. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

**Débat**

► **M. Serge Wilmes (CSV).** - Merci, Här President. Merci virun allem der Madamm Hemmen, dass se dës Debatt iwwert d'Sécherheet an der Mobilitéit an an dem öffentleche Raum haut hei an d'Chamber bruecht huet. Si huet et selwer jo betount: Et ass e wichtige Sujet, deen, wéi déi meeschte Sujeten, dat lescht Joer natierlech e ganz schwéiere Stand hat, well e vun der Coronakris iwwerdeckt ginn ass, an dach bleift et eng batter Realitéit.

Well och wann an de leschten 20 Joer effektiv ganz vill geschitt ass, esou ginn et awer nach ëmmer ze vill Doudeger. Ech mengen, et ass ëmmer eng Ausso, déi vu jiddwerengem gedeelt gëtt, déi och vum Minister gemaach gëtt, déi mer, mengen ech, alleguerten och esou ëmmer ënnerschreiw kënnen: All Doudegen an all Schwéierblesséierten ass een ze vill. An och wann d'Zuele konsequent erofginn, mir bleiwen natierlech awer nach ëmmer bei ze ville Leit, déi nach op der Stroos hiert Liewe loosse respektiv schwéierblesséiert ginn.

Ech kommen awer nach eng Kéier kuerz zu den Zuelentwécklung vum de leschten 20 Joer. Tëscht 2000 an 2010 hu mer awer e Réckgang gehat vu 50 % vun de Verkéiersdoudegen, a vun 2010 bis 2020 nach eng Kéier 19 %. Domadder louche mer zwar elo ënnert dem Zil, wat d'Europäesch Unioun sech och festgeluecht hat fir déi Décennie, dat heescht, tëscht 2010 an 2020 och nach eng Kéier ëm 50 % erofzegog mat de Verkéiersdoudegen. An awer muss ee soen, dass Lëtzebuerg amgaangen ass, eng gutt Entwécklung matzemaachen. Dat gesäit een och, wann een d'Zuel vun de Schwéierblesséierte kuckt, well och déi geet awer elo Joer fir Joer erof.

Et dierf een net nëmmen déi eng, mee et muss een all d'Zuele kucken. An engens ass et natierlech esou, dass mer all Einzelnen, deen nach ëmmer schwéierblesséiert erausgeet aus engem Accident oder dee säi Liewe muss loossen, net einfach esou akzeptéiere kënnen.

Dofir gëtt et jo och dat grousst Zil, wat iwwer allem steet, dat ass dat vun där „Visioun Null“, null Doudeger a Schwéierblesséierter. Dat ass en Zil, wat och 2017 vun all de Mobilitéitsministere vun der Europäischer Unioun an enger Deklaratioun zu La Valetta op Malta festgesat ginn ass. An dëst Zil huet jo och d'Lëtzebuerg Regierung iwwerholl. An ech mengen, déi Regierung, déi elo am Amt ass, déi huet sech dunn 2019 en Aktiounsplang gi mat engem 11 Defien an 31 konkrete Mesuren, fir ze versichen, dat Zil dann och ze errechen.

Et ass e ganz ambitionéiert Zil, mee an engens ass et awer och fir ons als CSV dat eenzeg Richtegt. Well mir dierfen effektiv net akzeptéieren, dass meeschtens wéinst Feeler, déi vu Mënsche gemaach ginn, aner Mënschen hiert Liewe muss loossen oder schwéierblesséiert ginn. Dat bedeit net, dass mer jee verhënnert wäerte kréien, dass de Mësch e Feeler wäert maachen, just d'Konsequenz dovunner dierf net méi sinn, dass et dann zum Doud oder zu enger schwéierer Blessur wäert kommen. Dat ass och explizitt esou an den europäeschen Texter deklaréiert. An ech mengen, dass ass déi richteg Approche.

Mir haten elo d'lescht Joer 26 Doudeger - 2020 -, 2019 waren et der 22. Wa mer d'lescht Joer huelen, wär dat bal all zweet Woch een Doudegen op onse Stroossen. An Europa, wéi soll ech soen, sinn d'Zuelen nach e bësse méi héich; et si jo méi Leit, déi do wunnen. Dach bleift Europa mat Abstand dee sécherste Kontinent, oder ass dee sécherste Kontinent ginn an der Verkéierssécherheet, well een och probéiert huet, sech déi Ambitioun ze ginn, sech déi Ziler eeben ze setzen, sech och déi Moyenen dofir ze ginn.

Mee och an Europa stierwen all Woch 500 Leit op de Stroosse respektiv an engem Accident, deen eeben an dem Verkéier, an dem öffentleche Raum verursaacht ginn ass. Dat wär, wéi wann all Woch géif e Passagéierflieger vu 500 Leit eroffalen. Ech mengen, dass ass eppes, wat eis jo schockéiert, wat mer net akzeptéieren. An ech mengen, genau esou wichtig ass et, dass mer och net akzeptéieren, dass nach ëmmer all Woch 500 Leit hiert Liewen op den europäesche Stroosse loossen.

Et gëtt, wéi gesot, deen Aktiounsplang vun der Regierung, wat jo och ze begrëissen ass, well kon-

krete Mesuren dra sinn. Ech wëll och e bëssen dorobber agoen. Dat ass eng Mëschung vun zwee Drëtzel preventive Mesuren an engem Drëtzel repressive Mesuren. An deen éischten Defi, well et och ëmmer déi éischt an d'Haaptursaach ass fir schlëmm Accidenter, wou een entweder säi Liewe léisst oder schwéierblesséiert gëtt, ass d'Vitess.

An eng vun deene wichtigste Mesuren, fir dogéint virzagoen, dat war och schon emol d'Introduktioun vun de Radaren, deene fixen, zënter 2016, an och vun de Streckeradaren zënter 2019, respektiv elo och ewell rezent, dat hu mer jo hei nach gestëmmt gehat, Radare bei de Roude Luuchten.

Déi Radaren hu Virdeeler, se hunn Nodeeler, d'Madamm Hemmen huet dat jo och elo scho gesot. Et geet och effektiv net drëm, elo ze soen: „Am ganze Land muss Radaren operéiert ginn“, mee effektiv op deene Plazen, wou et Sënn mécht. Hei si Plazen eebe spezifesch erausgesicht ginn, wou et schlëmm Accidenter gi sinn. Do hu mer elo variéiert tëscht fixe Radare respektiv Streckeradaren, déi, mengen ech, awer och gutt vun de Leit ugeholl ginn. An do besteet natierlech elo nach Potenzial. Dat ass am Aktiounsplang och virgesinn, ënner anerem solle bestëmmten Tunnelen derbäikomme respektiv nach déi eng oder déi aner geféierlech Streck.

Duerfir meng Fro, Här Minister: Kënnt Der eis eng Kéier soen, wat dann elo nach an deenen nächste Jore wäert konkret vu Streckeradare komme respektiv vu fixe Radaren a wat Der nach wëlles hutt mat de Kräizungen? Dir hat dat schon eng Kéier an enger Debatt hei kuerz ugeschwat. Dat sinn elo mol éischt Projeten, haaptsächlech op der Stäreplaz hei an der Stad. Hutt Der dat nach eng Kéier wëlles fir weider Kräizungen, och an anere Stied? Dir hutt jo do Krittären, Dir hutt jo do Zuelen, op déi Der lech baséiert, fir dat ze definéieren - kënnt Der eis eng Kéier méi dovunner soen?

An dem Text steet och eng aner Mesure dran. Ons Police, ech mengen, d'Police ass selbsterständlech ee vun de Schlëselementer, fir effikass Kontrolle kënnen ze maachen, fir d'Vitess dann eeben dee Moment feststellen oder ze sanktionéieren, an do ass och rieds vun der Iddi, dass der Police hir Gefierer kéinten ekipéiert gi mat Radaren, dat ass emol esou am Text dran. Dir kënnt mer jo elo méi dozou soen.

(**Interruption par M. François Bausch**)

Ech hat gemengt ... Ok, et ass gutt. Dir sot mer et dann einfach herno. Ass dat virgesinn? Ass dat eng Méiglechkeet? Wéini wier dat geplangt, fir dat anzeféieren, dass och ons Police eebe weider Moyene kritt, fir kënnen effikass Vitesskontrollen ze maachen?

Eng weider Mesure, déi d'Madamm Hemmen och scho kuerz hei ugeschwat huet, déi am Aktiounsplang drasteet, ass, dass een och op verschiddene Strecken oder Tronçon, oder Deeler dovun, Stroossen ausserhalb den Uertschaften, punktuell géif d'Vitess erofsetzen. Kënnt Der eis och do soen, u wat Der do geduecht hutt, wéi dat konkret soll ausgesinn, op wéi enge Plazen oder wéi ee sech dat konkret géif virstellen, déi punktuell Erofsetzung vu Vitessen?

Eng aner Mesure fir de Raum ass, de Raum respektiv d'Stroosse méi sécher ze maachen oder awer och de Raum anescht ersozedeelen. Dat ass also e gréisser Punkt. Do ginn et verschiddene Argumenter, déi hei mat eraspillen. Gëtt weiderhin och reegelméisseg e Sécherheitsaudit gemaach vun der Stroosseninfrastruktur, fir eebe genau erauszufannen, wou et nach geféierlech Plaze gëtt, déi misste baulech ugepasst ginn, wou entweder d'Kéiere méi breet gemaach oder mat Leitplanke geschafft misst ginn? Dat ass d'Fro, ob Der dat maacht. Dat ass jo mol an der Vergaangenheet gemaach ginn. Ass dat amgaang, gemaach ze ginn? Oder ass dat geplangt?

E weidere wichtige Punkt wär et, fir och nei Stroossen ze bauen, fir ons Dierfer oder Stied ze entlaaschten, ze berouegen, och doduerjer méi sécher ze maachen. Ech mengen, eng ganz Rei vu Contournement sinn ëmmer an der Diskussioun. Ech ginn hei de Kolleg, den Aly Kaes, dee jo net midd gëtt, schon zënter Joerzénge, sech derfir anzesetzen, dass eng ganz geféierlech Streck, d'N7, géif méi sécher gemaach ginn, mat engem Ausbau op deenen zwou Spueren, déi och getrennt sinn, an dass een dat och géif etappeweis maachen. Mir sinn also frou, dass d'Regierung elo op de Wee geet, fir dann och éischt Etappen dovunner ze realiséieren. Dat fanne mer richteg, och mat deem Engagement vum Här Kaes, fir dat ze fuerderen.

Aner Fuerderunge och vun der CSV sinn zum Beispill de Contournement vun Hesper, wann ech de Kolleg, den Här Lies, oder d'Madamm Aehm hei gesinn, respektiv Käerjeng, oder awer och hei an der Stad. E wichtige Contournement wär dee vum Südweste vun der Stad, dat ass dee bekanntberüumte Boulevard vu Märel a vun Zeisseng. Mir wëssen natierlech, dass et net evident ass, nei Boulevarden ze bauen. Mee kënnt Der eis awer trotzdem eng Kéier soen, wou Der do dru sidd, wéi Der do och weiderkommt mat dem Bau an Etappen vun deem Contournement? Well nach eng Kéier, et ass

wichtig, dass mer esou nei Stroosse kënnen kréien, fir och méi Liewensqualitéit an eisen Dierfer, an de Stroossen, an eise Stied ze hunn a fir an deem Moment och kënnen eng Verkéiersberouegung ze maachen.

Dat huet ee jo och schon an anere Beispiller gesi gehat. Ech mengen, dee ganzen Uelzechtall ass berouegt ginn, wéi d'Nordstreck bis op war, well do eeben och d'Nordautobunn opgemaach ginn ass. An dat wär och de Fall an anere Stied, an aneren Dierfer, wou elo eebe ganz groussen Duerchgangstrafick ass, wou dann dee Moment natierlech och d'Sécherheet net onbedéngt déi beschten ass, elo schwätze mer net vun der Ëmweltbelaaschtung. An et wär also wichtig, dass mer do géife weiderkommen, fir och kënnen méi Verkéierssécherheet -, net nëmmen, mee och méi Sécherheet am Verkéier - mat esou Projeten ze maachen.

An eng aner Diskussioun ass déi mat der Opdeelung vum Raum. Ech mengen, dass ass effektiv eng essenziell Fro. Besonnesch am urbane Raum ass dat natierlech méi pertinent, awer net nëmmen. Ech mengen, et gëtt och Dierfer mat Duerfkären, déi ee ka verkéiersberouegen, wou dann de Prinzip nees de Mateneen ass. Ech wëll elo awer net soen, dass Bartreng en Duerf ass, dass ass scho méi wéi en Duerf, mee ech mengen, Bartreng respektiv aner Gemengen, fir net ëmmer d'Stad ze huelen, wéi och Diddeleng hu jo scho konsequent e Wee virgemaach, wéi een Duerfzentren och wierklech ka verkéiersberouegen, wou d'Leit sech dann och nees begéien, wou sech d'Essenz vun engem Duerf respektiv enger Stad u sech erëmispigelt, nämlech dat Zesummeleien, dat Mateneen. Dat ass jo entstanen doduerch, dass ee sech begéint huet, sech matenee ausgetosch huet. An do si se sesshaft ginn. Doduerch sinn Dierfer entstanen, an duerno si Stied doraus entstanen, an dee Gedanken, dass een och muss Récksicht huelen een op deen aneren, muss sech kënnen erëmispigelen, andeems een den öffentleche Raum och baulech esou gestallt, dass ee muss op deen anere Récksicht huelen. Dat si wichtig Mesuren, déi och weider kënnen ëmgesat ginn.

(**M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.**)

An do gëtt et jo zanter 2013 och e Guide, dee vun der staatlecher Zirkulationskommissioun erausgi ginn ass, dee jo kloer esou Leit-, esou Richtlinne festsetzt, wéi ee soll Verkéiersberouegungen an den Dierfer, an de Stied ëmsetzen.

Dir hutt elo gesot, an dat steet och an Ärem Aktiounsplang dran, et géif elo am Laf vun deem Joer en neie Guide erauskommen oder op jidde Fall eng iwwerschaafte Versioun dovunner. Kéint Der vläicht nach eng Kéier soen, wat déi Haaptpunkte vun deem Guide do wäerte ginn? Well dat ass natierlech fir alleguerten déi, déi och an der Verantwortung sinn an de Gemenge respektiv an de Verwaltungen, wichtig ze wëssen, op wéi ee Wee dat et wäert goen. Well et brauch ee kloer Richtlinnen, eng kloer Struktur, kloer Hierarchien, fir déi Gestaltung herno och uniformiséiert kënnen ze maachen, dass se Sënn mécht. Do muss een och kënnen guidéiert ginn.

Dofir wier do emol eng Kéier d'Fro: Kënnt Der eis e puer esou Elementer soen? Bis elo war et jo zum Beispill net méiglech, fir länger Tronçon, dat ass emol e Vorschlag gewiescht, an 30er-Zonen ze maache bei bestëmmte Kategorie vu Stroossen, héchstens vläicht Deeler dovunner.

Dir hutt jo elo geännert gehat, wat och eng gutt Mesure war, dass op Nationalstroossen oder Chemin-reprises och kënnen 30er-Zonen agefuert ginn, zemol bei de Schoulen. Mee ass et net denkbar, dass een och nach méi laang Tronçon vu Stroossen, déi u sech an der Hierarchie méi uewe sinn, awer an déi 30er-Zone kann eranhuelen, natierlech mat bauleche Mesurë begleet? Wat mäi Punkt ass: Do mussen natierlech kloer Leitlinne kommen, déi enger Gemeng et och erlabe respektiv natierlech och dem Staat, fir dat ëmzesetzen.

Ech mengen awer, dass ganz vill Gemenge schon amgaange sinn, dat och ëmzesetzen, och ganz vill Efforten an de leschte Joerzénge doranner gemaach hunn. Ech weess elo net genau iwwerall an den einzelne Gemengen, wivill Prozent dat vun de Stroossen ausmécht. Mee et stellt een awer fest, dass eeben a ville Gemenge scho längst och déi Verkéiersberouegungen a längst och déi Neiopdeeling vum öffentleche Raum ëmgesat gi sinn.

Ech wëll awer just nach eng Kéier d'Beispill gi vun der Stad, déi den Hauptverkéierspunkt vum Land ass. Mee an der Stad si mer elo op Stand vun haut schon op 86 % vun de Stroossen, déi bei 30 oder 20 leien oder eng Foussgängerzon sinn oder e Shared Space oder eng Zone de rencontre sinn. 86 %, dass ass natierlech d'Resultat vu successive Schaffereit gewiescht, déi sech derfir agesat hunn, an dat schon zënter den 90er-Joren, fir dann eeben no an no besonnesch och an de Wunnquartieren iwwerall 30 ze maachen.

Do gëtt et awer och nach Sputt, dass muss ee soen, och bei enger Gemeng wéi der Stad Lëtzebuerg ka sécherlech nach déi eng oder aner Stroosse bii-

kommen, wat elo e bësse méi grouss Stroosse sinn. Och d'Stad Lëtzebuerg ass gewëllt, weider op dee Wee ze goen, och mat lech zesummen. Do gëtt et och zum Beispill e Projet, fir de Boulevard Pierre Dupont, wat eng grouss, laang Strooss ass, kënnen op 30 ze maachen - also, dee Wëlle besteet -, oder fir eng Zon um Boulevard Charles Martin kënnen op 30 ze maachen. Also, de Wëlle besteet. Wichtig ass, dass et eng Zesummenaarbecht ass tëscht dem Ministère an de Gemengen, dass et kloer Richtlinne gëtt an dass mer do och wierklech alleguerten un engem Strang zéien.

Well eppes, wat sécherlech der Verkéierssécherheet oder der Sécherheet an dem öffentleche Raum net féerderlech ass, dass ass, wa mer eis ëmmer erëm géigesäiteg de Pingpongball hin- an hierspillen. Dat muss ech och ganz oppe soen, dass et dann heiansdo awer esou ausgesäit: déi gutt Gemeng an de béise Staat oder dee gudder Staat an déi béis Gemeng. Ech mengen, dass bréngt effektiv näischt. Wa mer eis wierklech alleguerte seriö huelen a gär fir méi Sécherheet am öffentleche Raum wëlle suergen, da muss mer do un engem Strang zéien.

Datt dat net ëmmer iwwerall de Fall war an der Vergaangenheet, ass leider Gottes esou. Mee ech mengen, et muss ee sech awer da kënnen virhuelen, dass besser ze maachen. De Wëllen ass jiddefalls bei ons och do, well et ass onglécklech, wann ee Beispiller hëlt: D'Stad Lëtzebuerg hat zesumme mat de Bierger vum Lampertsbiereg decidéiert, dass mer an d'Avenue Pasteur - wat eng 30er-Zon ass, mee den ënneschten Deel ass Sens unique -, konform zu deene Recommandatiounen, déi am Moment awer bestinn, an deem Guide, eng separat, getrennte Vëlospinn géife bauen, well jo och a contre-sens ka gefuer ginn. Dat muss da bidirectionnel sinn. D'Vëlo mussen erop- an eroffuere kënnen. Dat war, wéi gesot, mat de Bierger zesummen decidéiert ginn.

Da kréie mer awer e Bréif zréck vum Ëmweltministère, deen eis seet, hie géif net agesinn, dass déi eelef Beem missten ewechgeholl ginn.

Do ass e Projet elo schon e Joer laang amgaange blockéiert ze sinn, well do eng Lektür gemaach gëtt vum Gesetz, déi mir net esou maachen, well mir konform zum Gesetz hei gehandelt hunn a well mer eis wierklech wolltenë druginn, dass ëmzesetzen, wat eng Demande ass vun de Leit vum Lampertsbiereg, well et wierklech fir si géif méi bréngen, fir kënnen méi sécher do erop- an eroffuere. Et wier also virun allem am Sënn, fir besser Mobilitéit, fir méi sécher Mobilitéit ze kréien. Do blockéiere mer eis dann awer géigesäiteg.

Ech mengen, dass dat net méi dierf virkommen. Dat ass fir ee Punkt erauszézéien, fir ze weisen, dass mer eis do alleguerte mussen besser zéien. Et gëtt bestëmmt och Beispiller, déi Dir kënnt zitieren, wou mir da vläicht als Gemeng net ëmmer esou kooperativ waren. Dat huele mer gären op eis Kap. Mee ech mengen, den Haaptmessage soll sinn: Mir sollen eis do alleguerte wierklech beim Wuert huelen, dass mer dat seriö mengen, dass mer méi wëlle maachen, fir d'Mobilitéit méi ze féerden, och grad déi duuss Mobilitéit, méi fir de Foussgänger, méi fir de Vëlo; da muss mer do jiddefalls méi kooperéieren als Staat an als Gemengen, fir kënnen no vir ze kommen.

Well d'Madamm Hemmen awer nach d'Cloche d'Or ugeschwat hat ... Wat och ass: Den Urbanismus ass eng Aart a Weis, wéi een de Raum gestallt, jo dass ass en Urbanismus, deen hautdesdaags natierlech iwwerholl ass. Ech mengen, dass ass e Projet, dee geet ganz laang zréck op virun 20 Joer, wou dee geplangt ginn ass. Ech kennen elo net déi ganz Geschicht dovunner. Dat wëssen aner Kollegeen hei am Raum besser. Mee et ass evident, dass dat net méi déi Form vun Urbanismus ass, déi mer nach iwwerhaapt dierfe féerden oder déi mer iwwerhaapt nach dierfe ënnerstëtzen.

An op jidde Fall och do, wou d'Gemengen déi sinn, déi verantwortlech si fir d'Stadentwécklung, wou se et dann och selwer an der Hand hunn, geet dat och net méi op dee Wee. Do muss dat op e Wee goen, wou een e qualitativen öffentleche Raum mécht, deen et engem erlaabt, sech do och a Sécherheet kënnen ze beweegen, deenen eenzelne Besoine vun der Mobilitéit gerecht ze ginn, an dee virun allem awer och op eng mënschlech Dimensioun axéiert ass. Ech mengen, dass ass et: d'Stied oder och d'Dierfer sinn net iergendeppes Abstraktes. Dat ass eppes, wat vum Mësch geschaf ginn ass fir de Mësch, da sollen och de Mësch a seng Besoinen do ëmmer am Mëttelpunkt stoen. An dat muss sech och herno erëmispigelen an der Form, wéi mer ons Stied an Dierfer gestalten, virun allem eeben och ons Gebaier a virun allem den öffentleche Raum.

Da wier et awer trotzdem, wa mer och géife weidergoen, fir nach méi 30er-Zonen, méi Verkéiersberouegung ze maachen, wou mer kloer Linne brauchen, wou mer dann och baulech Mesurë müssen ëmsetzen, fir dass dat och visuell ugeholl gëtt vun deemjénigen, deen am Auto sëtzt, dass dee mierkt: Hei kommen ech eran an eng Zon, wou et net méi ass, fir op de Gas ze drécken, mee wou dat ass, fir eeben de Fouss vum Gas ze huelen. Dat geschitt och an deene



meeschte Gemengen, se maachen dat och no an no, déi kréien dat jo och net vun haut op muer émgat. An awer soll ee sech dann natierlech net dem Trugschluss higninn, datt dat géif eng 100%eg Garantie gi fir méi Sécherheet, well mir maache regelmeisseg déi Erfahrung, datt sech awer och an den 30er-Zone Leit absolutt net dorunner halen. Natierlech huet een ëmmer schwaarz Schof bei allem.

Et gétt och ëmmer erëm vun Awunner gefuerdert, méi Kontrolle vun der Police ze maachen. Leider Gottes kënne mer net an all Strooss e Polizist stellen oder op eemol e Radar opstellen. An der Erfahrung ass et souguer, datt et meeschtens Awunner selwer aus där Strooss sinn, déi sech emol net dorunner halen. An dowéinst ass ee Punkt, op deem ech herno wäert kommen, Här Minister: Et ass och eng Fro vun der Haltung ganz einfach, wéi mer un eppes eruginn, wéi mer eis och am Liewe behuelen, déi genau esou wichtig ass an determinant, wéi all baulech oder reglementaresch Measure, fir fir méi Sécherheet ze suergen.

D'Madamm Hemmen huet jo och schonn dee Punkt ugeschwat, wat och ganz richtig ass: Et ass eeben och eng philosophesch Fro. Do hutt Der ganz Recht, mir deelen dat och. Wéi gesot, ech wäert nach op dee Punkt do agoen. Mee et soll een net mengen ..., souguer mat all deene Mesurë mussen nach vill aner Efforte gemaach ginn op anere Punkten, fir datt mer eeben och do méi Sécherheet kënne kréien.

E weideren Defi ass effektiv deen ..., dat ass nach ëmmer déi zweetheefegst Ursach, wou et zu schlimmen Accidenter kënn, datt een ënner dem Afloss vun Alkohol oder Drogen oder Medikamenter fiert. Ech wëll do awer net op all déi Mesuren agoen, déi Der do geplangt hutt. Eng Fro ass awer effektiv déi vun den Ethylotester. Do hutt Der virgesinn, datt do géif zesummegechafft gi mat de Cafetieren, Restaurateuren, datt déi hire Clienten dat géifen ubidden, respektiv wëllt Der gären op de Wee goen, dat méi obligatoresch ze maachen, datt een esou Tester awer muss ubidde respektiv muss maachen, ier een och mam Auto fiert.

An am Aktionsplang steet och, datt Der wëlls hutt, datt et an Zukunft géif, ech mengen, dat ass dat vum ..., a nee, dat ass en anere Punkt, pardon, dat huet net mat Ethylotester ze dinn, dat ass een anert Element, dat och hei matspillt. Dat ass eeben eng nei Form vun Oflenkung, déi och schonn ugeschwat ginn ass, dat heescht, um Handy ze si respektiv mat de Kopfhörer, mat den Oreillettë ronderëm ze fueren. An op deem spezifesche Punkt steet an Ärem Aktionsplang dran, datt Der gären hätt, datt dat an Zukunft géif bestrooft ginn, net nëmme méi mat zwee Punkte vum Punktführerschäin, mee mat véier Punkte vum Punktführerschäin. Ass dat nach ëmmer Äre Wëllen, dat esou ëmzesetzen? Fir wéini wier sech dat ze erwaarden?

Accidenter mat Hëllef vu Preventioun an Innovatioun ze verhënneren, ass och e weidere Volet vun Ärem Aktionsplang. An do ass een, dee Lëtzebuerg sécherlech net an der Hand huet, mee awer een, deen net ze ënnerschätzen ass: Dat ass, den europäeschen, den internationalen Niveau ze gesinn. Autoe gi jo och ëmmer méi modern. Si benotzen och déi modernsten Technologien, och Sécherheetstechnologien. A mat Hëllef dovunner kann een natierlech och méi Sécherheet fir all Mënsch garantéieren, fir deen, deen am Auto sëtzt, mee virun allem och fir deen, dee baussent dem Auto ass. Bon, do ka Lëtzebuerg sech just mat engagéieren um europäeschen Niveau, datt déi europäesch Automobilindustrie verstärkt doran investéiert, fir dat ëmzesetzen.

Natierlech kann Europa och do der Automobilindustrie Obligatiounen operleëen a soen: Bis e gewëssent Joer mussen déi mat de bestëmmten Technologien ausgerüst sinn. Mee dat ass awer och e Punkt, dee wichtig ass ze betounen, datt et och eng Weiderentwicklung gétt an der Technik, déi et engem erlaabt, allgemeng fir méi Sécherheet suergen ze kënnen.

Dann ass en anere Punkt dran, deen interessant ass: An Ärer Measure steet, datt et géif drëms goen, och de Profil vun deenen ze studéieren, déi fir Accidenter verantwortlech sinn, wou e Mënsch gestuerwen ass respektiv blesséiert ginn ass, an datt do soll en Aarbechtsgrupp op d'Bee gestallt ginn, wou ënner anerem, mengen ech, de Statec dran ass.

Mee do hunn ech net richtig verstanen, wéi dat soll goen. Dat heescht wuel, datt ee kuckt, déi Leit, déi verantwortlech ware fir e schlimmen Accident, wat dat fir Profiller sinn. Mee wéi wëllt Der dat gären genau maachen? A wat fir eng Schlëss sollen dorausser gezu ginn, respektiv wéi soll dat herno benotzt ginn, fir konkret fir méi Sécherheet ze suergen? Dat ass elo net esou explizitt hei erkläert. Kënn Der eis do vläicht e bësse méi derzou soen?

Weider soll och studéiert ginn, ob et net méiglech ass, déi Suen, déi e Staat anhëlt, wann e Protokoller vergëtt, ze huelen, fir a méi Verkéierssécherheet ze investéieren. Do steet dran, Dir misst dat mam Finanzministère kucken. Ech sinn elo net grad esou de Finanzexpert wéi elo zum Beispill mäi Kolleeg, den Här Roth. Mee ech weess net: Ass dat iwwerhaupt méiglech, datt een esou Recetten affektéiere geet? Normalerweis ass et jo éischer esou, datt et

eng Non-affectation vun de Recetten ass. Mee sidd Der do amgaangen, dat mam Finanzministère ze kucken, ob et do esou eng Méiglechkeet géif ginn?

An da wéilt ech zum Schluss - well ech mengen, ech kann net op all einzelne Punkt hei agoen, deen an deem Aktionsplang steet, dee mir awer wirklech och ënnerstëtzen, wou mer och soen, datt et gutt ass, datt d'Regierung sech esou een Aktionsplang ginn huet - awer nach eng Kéier op dee wichtigste Punkt - warscheinlech dee wichtigste Punkt - agoen, nämlech dee vun der Sensibiliséierung an all hire Formen, esou jonk wéi méiglech, mee virun allem awer och wirklech déi Haltung, déi mer alleguerte mussen hu, respektiv déi et wichtig ass ze hunn, fir datt mer och méi Sécherheet an dem öffentliche Raum kënne kréien, well eeben en öffentliche Raum och e Spigelbild vun onser Gesellschaft, vun ons selwer ass.

A grad wéi mer an onser Gesellschaft méi e Mateneen, also méi Gemeinschaft brauchen, esou brauche mer dat och am öffentliche Raum. Well de Mateneen, deen ass net deelbar, genauesou weineg, wéi de Mënsch deelbar ass. Well, an dat ass wichtig, mengen ech, dat ass awer e Punkt, deen ee misst ufänken, eng Kéier ze iwwerdenken, an och mir als Politiker missten ufänken, eis do aneschtens dobaussen ze artikuléieren.

Well mir sinn eebe grad net de Foussgänger, de Vëlofuerer, den Autofuerer. Wat mer soen, dat ass eppes, wat eng Entwécklung huet, déi scho viru Joerzénge entstanden ass. Doduerch schafe mer kloer vunenee getrennten Identitéiten, déi ëmmer nëmmer zu eppes féieren: Nämlech, datt ech e Recht hunn, an ech setzen dat duerch, also féiert et zu Konflikter. Dat féiert net zu méi Sécherheet.

Mir mussen ophalen, dat ze mengen, well mir sinn a bleiwen een an dee selwechte Mënsch, dee mol ze Fouss geet, mol mam Vëlo ka fueren, mam Auto, mam Bus, mam Zuch, déi verschiddenst Mobilitéitsformen, well et entsprécht eise Besoinen, déi jee no Dageszäit oder Woch oder Weekend kënne variéieren. Mee mir bleiwen awer, wéi gesot, ëmmer een an dee selwechte Mënsch.

Dat heescht, wann ech mol am Auto sëtzen, da kéint deen, deen niewent mer am Bus sëtzt oder deen, dee viru mir iwwert d'Strooss geet oder deen, deen niewent mer mam Vëlo laanschtfiert, och ech sinn. A wann dat méi an eis Käpp erageet a wa mer awer och als Politik hëllef, dee Message ze vermëttelen, da schafe mer méi Sécherheet, well mer eis soen: „Dat kéint ech sinn, also muss ech Récksiicht op deen huelen!“, an dann och Respekt an eise Behuele kënne weisen, egal wou mer da sinn, egal wéi mer eis eebe grad an deem Moment beweegen.

An andeems mer dat maachen, wäerte mer domadder och méi Sécherheet schafen. Ech mengen, dat ass eppes, wat ganz wichtig ass als Message: Ufänken, vill méi ze verkierperen, ze liewen, mee och dobaussen ze soen, datt mer net méi wirklech sollten abstrakt vun „dem Autofuerer“, „dem Foussgänger“ ..., well mer wirklech domat amgaange sinn, awer dacks een deen anere géinteneen auszespillen oder och eebe falsch Prioritéiten, falsch Rechter, déi ech dann hunn, déi ech da gären wëll am öffentliche Raum imposéieren, domadder ze provozéieren. An dat soll et jo eebe grad net sinn. Well wa mer eeben dat bis verënnerecht hunn, datt mer ëmmer ee Mënsch sinn, egal wéi mer eis beweegen, da kënne mer och dobaussen eis aneschtens behuelen a méi Récksiicht huelen an domadder méi Sécherheet schafen.

An d'Zil vun deenen null Doudegen a Schwéierbleséierten ass och fir ons keng Fatalitéit an däerf och keng sinn. Si muss eng Realitéit ginn, an dofir ënnerstëtze mer och all Mesurë vu Preventioun, Repressioun an awer och Innovatioun, déi hëllef, dëst Zil ëmzesetzen.

Ech soen lech Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci och dem Här Wilmes. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Max Hahn (DP).** - „26 Joer ale Motorradfuerer déidlech verongléckt“, „6 Blesséierter bei 3 Accidenter“, „Vëlofuererin [...] uerg blesséiert, de Rettungshelikopter war am Asaz“, „[...] 3 Schwéier Vëlosaccidenter an enger Woch“ - dat, Här President, si just e puer Noriichten aus de leschte Wochen. Et ass ee jo scho bal dru gewinnt, all gudde Dag vun Accidenter ze héieren, vu Liicht- a vu Schwéierbleséierten a jo, souguer vun Doudegen.

An elo, wou déi schéi Joreszäit lues a lues erëm ufänkt, kann een domat rechnen, dass dës Noriichten net manner ginn. Fakt ass - d'Zuele beleëen dat -: Wa schéint Wieder ass, erëm méi Leit ënnerwee sinn, en Ausfluch maachen, wann nees méi Motorrieder op de Stroosse sinn, da klëmmt och de Risiko vun Accidenter. Dat klängt elo vläicht wéi eng Fatalitéit - „Dat ass eeben esou ...“ -, mee domadder kann an dierf ee sech awer net zefridde ginn.

„Vision Zéro“: Null Doudeger an null Schwéierbleséierter op eise Stroossen, dat muss eist Zil sinn, op dat mer hirschaffen. Dat ass ambitiësi, datt ass ganz kloer. Mee et ass einfach net akzeptabel, dass alljoers Leit stierwen oder esou uerg verwonnt ginn, dass si hiert Liewe laang mat de Konsequenzen ze kämpfen hunn.

Mobilitéit ass e Grondbesoin vun eiser Gesellschaft. Fir ganz vill vun eis ass et dat Normalst vun der Welt, moies op de Vëlo ze klammen oder an den Auto ze klammen an op d'Aarbecht ze fueren, ouni eis vill Gedanken ze maachen. Déi meescht akzeptéieren de Risiko, deen domadder verbonnen ass, oder denken och net doriwwer no.

Mee nu stellt ee sech emol vir, am Fluchverkéier géife genau esou vill Accidenter geschéie wéi op eise Stroossen. Kee Mënsch géif méi an de Fliger klammen, a vollkommen zu Recht. Just am Stroosseverkéier schéngen aner Reegelen ze gëllen. Well och, wa vu Joer zu Joer Mënschen am Verkéier leibleiwen, ass a bleift déi héich Vitess d'Haaptursach. An anere Wieder, ganz vill Leit si sech nach ëmmer net der Verantwortung bewosst, déi se hunn, wa se op der Strooss ënnerwee sinn. Dass si duerch hiert Verhalten d'Liewen an d'Gesondheet vun hire Matmënschen op d'Spill setzen, schéngt hinnen net onbedéngt an de Sënn ze kommen. Dat eleng weist schonn, dass nach vill Aarbecht ze leeschten ass, net nëmmer am Beräich vun der Sensibiliséierung eleng, mee op ganz ville Fronten.

Här President, d'Verkéierssécherheet ass e komplexe Sujet mat ville Schichten, an dowéinst muss mer och Mesuren an enger ganzer Partie Beräicher huelen, déi och mussen aneneegräifen, wa mer d'Problematik wirklech wëlle seriö ugoen. Ech hunn elo déi héich Vitess an d'Sensibiliséierung genant. Donieft gétt et nach eng ganz Rei aner Mesuren, fir zum Beispill d'Vëlofuerer an d'Foussgänger besser ze schützen. Ech komme méi spéit am Detail heirober zréck.

Do virdu wëll ech awer fir d'éischt emol op déi aktuell Zuelen ze schwätze kommen, déi den Här Minister déi lescht Woch presentéiert huet. Viropp ass emol ze begrëissen, dass d'Tendenz alles an allem awer déi richtig ass: 2020 gouf et allgemeng manner Accidenter an och manner Liicht- a Schwéierbleséierter wéi d'Joer virdrun. D'Pandemie an de Confinement am Fréijoer waren heibäi sécher net ganz onschëlleg. Mee och der Regierung hir Strategie „Vision Zéro“ huet an de leschte Jore mat konkreter Mesuren d'Jalone gesat, déi dësen Trend erméiglechen. Trotzdem - an dat verdierft den éischer positive Bilan nawell - ass d'Zuel vun den Doudegen nees liicht eropgaangen. Ouni déi zwee Méint Confinement, wärend deenen den normale Verkéier quasi op Äis geluecht war, wier se vläicht nach méi héich.

Wat opfällt, dat ass d'Zuel vun de Cyclisten, déi d'lescht Joer blesséiert goufen oder gestuerwe sinn - hei ass en enorme Saz an d'Luucht gemaach ginn. Wéi uganks gesot, och dëst Joer ass et schonn zu enger Rei Accidenter komm, an deenen e Vëlofuerer implizéiert war. Fakt ass, dass iwwert déi lescht Méint, besonnesch am Kader vun der Pandemie, ëmmer méi Leit de Vëlo net just als Fräizäitaktivitéit entdeckt hunn, mee och am Alldag drop zréckgräifen, fir op d'Aarbecht ze fueren oder akafen ze fueren.

Wéi iwwerall op der Welt wandelt sech d'Stroossebild also och zu Lëtzebuerg an där Hisiicht. Tatsächlech begéint een ëmmer méi Vëlofuerer am Alldag op eise Stroossen. A grad d'Autofuerer mussen sech ëmmer méi drop astellen, engem Cyclist ze begéinen an och op dësen opzepasst. Et ass evident, dass de Staat d'Sécherheet grad vun deene vulnerabelste Verkéiersteilnehmer esou gutt et geet muss schützen an dann och d'Ramebedingungen dofir muss schafen, grad a besonnesch wann een d'Leit jo wëllt encouragéieren, méi mam Vëlo ze fueren.

Den A an O an deem Kader ass ouni Zweifel eng gutt an adaptéiert Infrastruktur. Do wou Vëlo an Auto sech net an d'Féiss kommen, ass de Risiko, dass en Accident geschitt, natierlech vill méi kleng.

Zu Lëtzebuerg hu mer laut Gesetz en nationale Vëlospistereeseau vu méi wéi 1.000 Kilometer, dee ganz kloer d'Réckgrat vun der Infrastruktur fir de Vëlo duerstellt. Leider sinn déi 1.000 Kilometer an der Praxis awer op ville Plazen nach net fäerdeg an hei ass natierlech nach vill Aarbecht ze leeschten. An ech weess, dass den Här Minister genau esou presséiert ass wéi ech, dass mer endlech en anstännege zesummenhängende Reseau hunn, wou d'Vëlofuerer dann och vum Verkéier getrennt sinn.

Dofir op dëser Plaz déi obligatoresch Fro vu menger Sait, ob den Här Minister vläicht weider Informatiounen doriwwer ka ginn, wéi wäit d'Aarbechten um Ausbau vum nationale Vëloresseau sinn.

Den nationale Reseau ass, wéi gesot, e ganz wichteg Puzzlestück. Mee dat eleng geet natierlech net duer. Och um kommunalen Niveau brauche mer déi passend Infrastrukturen a grad a méi groussen Agglomeratiounen, wou vill Verkéier ass. An deem

Sënn kënne mir och nëmme begrëissen, dass sech eppes an enger ganzer Partie Gemengen an de leschte Wochen a Méint gedoen huet, fir d'Sécherheet vun de Vëlofuerer ze verbesseren.

Ech sot et schonn d'éinescht: Am Kader vun der Pandemie si vill méi Leit op de Vëlo ëmgeklommen, wéi dat nach virdrun de Fall war. D'Demande no méi Plaz fir de Vëlo ass do, kucke mer nëmmer hei ronderëm eis, wou d'Stad Lëtzebuerg vill Efforte gemaach huet, fir där Demande nozekomme mat der neier Vëlospist an der Aler an an der Neier Avenue; dem Schafe vun den éischen dräi Vëlostroossen am Land, wou de Vëlo eebe Prioritéit huet; der neier Vëlosbréck Cents-Kierchbiereg, déi no jorelaangen Diskussioun schlussendlech decidéiert ginn ass; der Avenue Marie-Thérèse, wou d'Vëlospuer méi héich op een Niveau mam Trottoir gesat wäert ginn; oder nach deem neie Shared Space an der rue du Fossé, déi och nach spéider duerch Borne wäert geséichert sinn.

Eist Land ass nach infrastrukturtechnesch ganz wäit ewech vun enger Vëlospist Holland. An awer, et gesäit een a ville Gemengen, dass sech vëlostechesch eppes deet, an dat ass ze begrëissen. Well déi Zäiten, wou eleng den Auto d'Hauptroll am Verkéier gespilt huet, déi, léif Kollegeinnen a Kollegen, sinn eriwuer.

Mir mussen haut derfir suergen, den öffentliche Raum gerecht téschent deene verschiddenen Acteuren opzedeelen, fir dass jiddere sech sécher ka fortbeweegen, ouni mussen em säi Liewen ze fäerten, wann e moies zur Dier erausgeet.

D'Infrastruktur spillt hei ganz kloer eng essentiell Roll, mee d'Infrastruktur eleng geet dann awer och net duer, schonn eleng dowéinst, well net iwwerall e getrennte Wee fir Cycliste ka geschafft ginn, well dann zum Beispill jee no Plaz de Fournisseur net ka liwweren. Dat muss, wéi gesot, vun enger Plaz op déi aner gekuckt ginn. Do soll och ganz kloer e Maximum gemaach ginn. Mee iergendwou stéisst een awer u seng Grenzen, wou kee verstännegt Gläichgewicht méi do ass téscht deene verschiddenen Acteuren.

Bon, firwat soen ech dat? Ma well menger Meenung no nieft der Infrastruktur eppes aneres op d'mannst genau esou wichtig ass, wou mer genee esou vill mussen dru schaffen, an dat ass de géigesäitege Respekt.

Ech hu viru Kuerzem eng Ausso vum Christine Majerus um Radio héieren, déi huet mer ganz gutt gefall an déi faasst dat Ganzt och zimmlech gutt zesummen: „Een Accident ass ëmmer séier geschitt, wann Dir net oppasst. Mir brauchen d'Autofuerer, dass Dir och op eis oppasst. Wann Dir eng Kéier ee Vëlofuerer um Capot leien hutt, da gitt Dir ni méi frou. An dann ass et egal, wem seng Schold et war. Ech mengen, mir mussen dorunner schafen, dass mir eis géigesäiteg méi respektéieren. An Zukunft wäerte méi Vëloen op der Strooss fueren an awer nach ëmmer esou vill Autoen. Et ass wichtig, dass mir eis do frëndlech treffen an der Mëtt.“

Här President, de Ministère huet an deem Kader jo och rezent eng Campagne lancéiert. Dat begrëisse mer natierlech, mee mir mengen och, dass dat Efforte sinn, déi en continu mussen lafen, déi op allen Niveaue mussen gemaach ginn a wou och op der repressiver Sait méi ofgeschreckt muss ginn.

Et géif mech awer an dësem Kontext och interesséieren, wou an enner wéi enge Konditiounen déi verschidde Vëlosaccidenter geschéien. Sinn dat Landstroossen, wou d'Vëlofuerer ouni Récksiicht iwwerholl ginn? Ass dat méi am urbane Raum? Ass et weekends oder an der Woch? Ass et éischer owes oder moies, wann ee manner gutt gesäit? Ech mengen, dat sinn Informatiounen, déi wiere ganz nützlich, grad an der Preventioun vun esou Accidenter. Vläch ass et jo an Zukunft méiglech, hei méi Detailler iwwert d'Ursachen ze kréien.

Eng weider Pist fir e bësse méi Sécherheet wier, eng Dashcam, also eng Kamera um Helm oder um Guidon, ze erlaben, déi deemno wéi dann och als Beweismaterial am Fall vun engem Accident kéint zougeloooss sinn. An Däitschland ass dat erlaabt, firwat sollt dat net och hei de Fall sinn?

Wann ech e Vëlofuerer iwwerhuelen an ech weess, ech gi gefilmt, da schreckt dat vläicht deen een oder deen aneren of, dee soss manner Récksiicht geholl hätt. Selbstverständlech misst dat alles am Respekt vum Dateschutz geschéien. Mee och do gétt et Méiglechkeeten, fir dat am Detail esou ze reegelen, dass dat eent net am Widdersproch zum anere steet.

Ech hunn elo scho vill iwwert d'duuss Mobilitéit geschwat, och well dës mer besonnesch um Häerz läit, well ech selwer gäre mam Vëlo ënnerwee sinn, mee och well grad déi vulnerabelst am meeschte geschützt mussen ginn. Dat Tragescht ass jo, dass ganz dacks Foussgänger oder Vëlofuerer, déi leibleiwen, emol net am Feeler waren an awer fir dat falscht Behuele vum Auto bezeue mussen.

Et gétt sécher och där anerer, déi selwer net oppasst. Mee egal, wéi gutt een oppasst, wann den



Auto ouni Récksiicht op déi aner duerch d'Géigend rennt, dann déngt dat engem jo och näischt. Ech mengen, d'Tatsaach, dass gutt d'Hallschent vun de Mënschen, déi d'lescht Joer am Verkéier verscheet sinn, net an engem Auto souzen, seet ganz villes aus.

Här President, och wann esou munchere vum eis sech géif wënschen, dass et anescht wier, ass a bleift den Auto awer nach ëmmer en zentrale Bestanddeel vun eiser Mobilitéit zu Lëtzebuerg. Et si scho ganz vill Efforte gemaach ginn, fir dass den Auto eng manner prominent Plaz anhëlt an der Manéier, wéi mer eis fortbeweegen: Denke mer hei nëmmen un déi enorm Investitiounen an d'Schinn, an den effentlechen Transport allgemeng an de leschte Joren, un d'Förderung vum Teletavail an un d'Dezentraliséierung an esou weider an esou weider.

Dës Efforte si richteg a wichteg a sollen och virugeféiert ginn, well manner Trafick bedeit och manner Accidenter. A wann d'Leit méi mam effentlechen Transport ënnerwee sinn, huet dat och en Impakt op d'Verkéierssicherheit. An awer bleift fir de Moment den Auto dat meescht benotztent Verkéiersmëttel an ass domadder och fir d'quasi Totalitéit vum Verkéier a vun den Accidenter verantwortlech. De Gros vun de Mesurë mussen also dodrop gemënt sinn, fir ze verhënnere, dass en Automobilist en Accident verursaacht.

De Facteur Mënsch ass alt erëm hei d'Schwaachstell, wann ech dat esou soen dierf: Et ass de Mënsch, deen ze séier fiert, deen net op der Strooss oppasst, deen ënner Alkohol- oder Drogenafluss fiert. Wann een dann och nach weess, dass déi meescht Accidenter och nach bei guddem Wieder geschéien, da kann ee sech denken, dass dacks d'Ur-saach déi ass, dass ee sech selwer oder d'Strooss iwwerschat a sech net un de Code de la route gehalen huet. Dowéinst ass kloer, dass virop hei mussen ugesat ginn, duerch Sensibiliséierung, duerch Opklärung, mee och duerch Ofschreckung a Repressioun.

Eng Reform vum Führerschäin ass jo scho méi laang an der Diskussioun. Den Här Minister kann eis vläicht soen, ob et eppes Neies an deem Dossier gëtt, wéi wäit d'Aarbechten hei sinn an ob et scho konkret Proposen an deem Kader gëtt.

Ech mengen, et ass wichteg, grad déi jonk Chauffeuren an der Ausbildung nach méi ze sensibiliséieren am Hibleck op Risiken a Geforen am Verkéier an op de responsablen a wäertvollen Émgang op der Strooss.

Ech wëll awer och kloer soen, dass et elo net soll dréms goen, erëm mam Fanger op déi Jonk ze weisen. Et ass en Thema, dat all Alterskategorie betrëfft. Kucke mer nëmmen déi rezent Zuelen, da gesi mer, dass déi meescht Chauffeuren, déi e schlëmmen Accident verursaacht hunn, an der Tranche d'âge vu 35 bis 44 Joer ze fanne sinn. D'Sensibiliséierung muss also déi ganz Karriär iwwer geschéien.

D'Campagnë vum Ministère zesumme mat der Sécurité routière an der Police iwwert d'Jore si ganz wichteg Elementer a sollen och weider ausgebaut ginn.

Här President, grad den technesche Progrès erlaabt eis et, dat mënschlecht Feilverhalen zu engem gewëssenen Deel ze kompenséieren an d'Stroossen e Stéck méi sécher ze maachen. Wann ee bedenkt, wéi eng Entwécklung an deene leschte Joren hei geschitt ass, dann ass dat, jo, schon impressiounant. Assistenten, déi engem hëllefen, d'Spuer ze halen, déi ee warnen, wann een am doudege Wénkel fiert oder wann ee riskéiert, engem hannendrop ze knuppen, an dann och selwer bremsen, wa keng Reaktioun kënn, dat ass hautdesdaags Standard a ville Gefierer. Dës Systemer hu sécher schon a ganz ville Fäll derzou bäigedroen, Accidenter ze verhënnere oder op d'mannst ofzeschwächen.

Als DP si mir der Meenung, dass an deem Beräich d'Enn nach net erreecht ass vun deem, wat méiglech ass. Absolutt Sécurité ass en héicht Zil. Ob dat jeemoools ze errechen ass, sief och dohinner gestallt. Och wann dat autonoomt Fahren eis et géif erlaben, relativ no dorun ze kommen, ass et wuel nach net grad fir haut oder fir muer. Mee de Facteur Mënsch ass op alle Fall d'Haaptschwaachstell an déi kleng intelligent Assistenten, déi och ëmmer besser ginn, kënnen hei vill hëllefen, fir fir méi Sécurité ze suergen.

Dowéinst begrëisse mer och hei déi europäesch Reegele fir Constructeuren, déi ab dem Joer 2022 gëllen. Laut deene solle jo eng ganz Partie Assistenzsystemer fir nei Gefierer obligatoresch sinn, déi et haut zum Deel schon als Optionne gëtt: Assistenten, fir d'Spuer ze halen, fir Noutbremsungen a fir d'Vitess ze reguléieren, déi si jo, wéi gesot, schon haut ganz wäit verbreet. Do dernieft muss awer och all Auto mat engem System ekipéiert ginn, deen entdeckt, wann de Chauffeur ofgelenkt oder midd, dronken oder soss net bei der Saach ass. Wann een e Beispill bräicht, wéi nei Technologien hëllefen, Liewen ze retten, hei huet een eent.

Här President, bis dass alleguerten d'Gefierer op eise Stroossen dës Sécherheitsmechanismen hunn, dierft et awer nach e bëssen daueren. Dëst ass jo souwiesou och nëmmen eng Facette an der ganzer Diskussioun. Och d'Gestaltung vum effentleche Raum spillt eng zentral Roll, souwuel an der Hिसicht, ob se e geféierlech Verhalen erméiglecht oder souguer provoziert, wéi och am Hibleck dorobber, wéi vill Feeler se verzeit a wéi geféierlech se ass.

Et kann een en Agang an eng Niewestrooss esou gestalten, dass en Auto mat Wuppes kann eran- oder duerchfuere, oder et kann een en esou gestalten, dass ee méi e groust Manöver muss maachen an dann och forcement méi lues duerch déi Strooss muss fuere. An et kann een Hindernisser abauen an d'Vitess op 30 Stonnekilometer oder souguer 20 Stonnekilometer an der Stonn limitéieren.

Et gëtt vill Méiglechkeeten, den Trafick an enger Agglomeratioun ze berouegen an och insgesamt fir méi Sécurité ze suergen. Bei der aktueller Verkéierssituatioun zu Lëtzebuerg ass dat och méi wéi noutwendeg. De Beruffstrafick ass mëttlerweil erëm bal um Niveau vu virun der Pandemie ukomm an et ass dann och net verwonnerlech, dass vill Chauffere Schlächweeër huelen, fir net am Stau ze stoen.

Als Gemengeresponsabele kann ech ee Lidd dovunner sängen. Zu Dippech wollte mer hei zum Beispill de Schlächwee wärend de Stousszäiten einfach carrement zoumaachen, fir dass keng Autoe méi duerch dës Gemengewinnstrooss fuere - eppes, wat mer zwar leider vun Ministère net erlaabt kruten. Et wier vläicht eng Hëllef, wann de Ministère de Gemenge verstärkt eng Hand upake géif, fir Léisungen ze fannen.

Ech soen elo net, dass mir e schlechte Kontakt mam Ministère hunn, mee d'Gemenge wiere sécher net roschen, wa se och proaktiv Iddie proposéiert kréichen, fir d'Situatioun ze verbessere. Ech denken hei och un d'DP-Iddi, fir de Gemengen e Mobilitéitsberoder zur Verfügung ze stellen, eppes, wat och sécherlech an deem wichtege Beräich kéint hëllefen, änlech wéi een dat jo an der Émwelt beim Émweltberoder huet oder wéi et jo dann och elo beim Logementsberoder am Kader vum Pacte Logement 2.0 wäert ageféiert ginn - firwat net och dat fir de ganz, ganz wichtege Thema vun der Mobilitéit?

An deem Kader ass mer och effektiv zu Ouere komm, dass den Här Minister wëlls hätt, an nächster Zukunft och nei Ligne-directrices zur Verkéiersberouegung virstellen. Do si mer natierlech ganz gespaant drop, mee vläicht kann den Här Minister eis herno jo dat eent oder dat anert schonn an deem Kontext verroden.

Här President, sécher Infrastrukture sinn den A an O, wa mer Gemenge wëllen, wou et sech gutt liewe léisst a wou d'Leit sech gären ophalen. Dofir ass et noutwendeg, dass mer séier Léisunge fannen, och wann de Problem natierlech vill méi déif ass.

An enger ganzer Partie Gemengen - esou och a menger - wier d'Situatioun fundamental eng aner, wa mer déi geplangten Émgeungsstroosse schonn hätten. Da géife manner Autoen duerch eis Gemenge fuere an da wieren d'Stroossen eeben och manner geféierlech. Émgeungsstroosse sinn an deem Kader nëmmen ee Puzzlestück. Méi effentlechen Transport, méi duuss Mobilitéit, Teletavail a Coworkingzentre sinn aner Stéchwierder fir net just eng méi émweltfrëndlech Mobilitéit, mee och fir méi eng sécher.

Dofir brauche mer och, wéi gesot, kuerz- a mëttelfristeg Mesuren. Zu dese kuerz- a mëttelfristeg Mesurë gehéiert et och, geféierlech Plazen ze identifizéieren a méi sécher ze maachen, besonnesch op de Landstroossen. Grad d'Diskussioun ronderëm d'Beem laanscht d'Stroossen ass eng, déi ëmmer nees opkënn. Rezent ass erëm e Motocyclist leiebliwwen, well en e Bam ze pake krut. E kleng Feeler geet duer, e bëssen Ueleg op der Bunn an et kann déidlech ausgoen, well esou e Bam, dee réckelt net an dee verzeit och keng Feeler.

Als DP fuerdere mir sécher net, dass dowéinst elo d'Beem laanscht d'Stroosse sollen ewechgemaach ginn oder dass keng nei Beem méi dierft geplanz ginn. Mee mir fannen awer, et soll en detailléierten Audit gemaach ginn, wou et sénnvoll ass, Strecken ze securiséieren, grad a Kéieren an op Plazen, wou gewosst ass, dass do gerannt gëtt, respektiv dass et sech ëm eng geféierlech Streck handelt. Den Aktiounsplang gesäit jo och e Groupe de travail vir, dee sech dorëms këmmere soll. Et wier interessant, wann den Här Minister kéint dorop agoen, wat an deem Groupe de travail an de leschte Jore gemaach ginn ass. Do dernieft wier et sécher net verkéiert, och ze analyséieren, wou ee proaktiv d'Stroosse méi sécher maache kann, sief et duerch eng besser Signalisatioun oder duerch aner Securi-satiounsmesuren. Well wa bis en Accident geschitt ass, dann ass et jo bekanntlech ze spéit.

Här President, ech wëll ofschléisse mat engem Volet, deen ech bis elo nëmme kuerz ernimmt hunn, mee dee bei Wäitem och net zu deenen onwichtigste gehéiert. Sensibiliséierung ass gutt, mee déi, déi sech nawell net un d'Reegelen halen, déi

mussen et dann eeben op engem anere Wee léieren. Repressiv Mesuren hu ganz ouni Zweifel en Effekt; eleng d'Beispill vun de Radare beweist dat a ville Länner an zanter e puer Joer jo och bei eis hei zu Lëtzebuerg.

Wann een eleng kuckt, wéi vill Leit am Laf vun der Zäit op de jeeweilige Plaze geblézt goufen, da kritt ee jo awer en Androck dovun, wéi vill dass der do ze séier fuere oder gefuer sinn. Well bei bal alle Radare sinn d'Zuele réckleefeg. Et ass wuel net ze vill gesot, fir ze behaupten, dass doduerch eng et-lech Accidenter evitéiert konnte ginn.

De Sujet vun de Radaren ass schonn dacks an des Längeren hei diskutéiert ginn. Ech wëll dowéinst och net op den Detail agoen. Als Demokratesch Partei sti mir hannert de Radaren hei zu Lëtzebuerg a mir ënnerstëtzen och déi nei Radaren, déi rezent gestëmmt an a Betrib geholl goufe wéi de Streckradar op der N11 an d'Rout-Luucht-Radaren.

Zwu lwwerleungen hätte mer allerdéngs zu deem Sujet. Eischens: Mir wëssen, dass d'Oflenkung um Steier besonnesch duerch den Handy en ëmmer méi grouse Phenomeen ass. Den Här Minister huet eis dat och deslescht an der Presentatioun vun den Zuele vun 2020 confirméiert. Firwat gi mer net och hei zu Lëtzebuerg op de Wee vun Handyradaren, wéi dat zum Beispill an Holland de Fall ass? Vun engem technesche Standpunkt, mengen ech, wier dat op alle Fall keng Hexerei.

Zweetens - an ech mengen, dat wier och eng Saach vun der Akzeptanz an och vun der Fairness -, si mir als DP der Meenung, dass ee misst eppes ënnerhuele beim Protokoll, wann ee geblézt gëtt. Aktuell bezilt een, dee mat 54 geblézt gëtt, grad esou vill wéi een, dee mat 69 an enger Uertschaft geblézt gëtt. Do gëtt et jo awer trotzdem e groussen Énnerschied. Hei kéint ee sech virstellen, dass een eng Staffellung géif aféieren. Wéi gesot, ech mengen, dass dat och eppes wier, wat seng Wierkung kéint weisen, dass mer d'Vitessen nach eng Kéier kéinten erofkréien an dass dat och eng méi breet Akzeptanz an der Bevëlkerung kéint kréien.

Nieft de Radaren ass et awer virun allem d'Police, déi all Dag um Terrain wichteg a wäertvoll Aarbecht leescht. Et ass keng Fro, dass d'Polizisten eng ganz wichteg Missioun an eiser Gesellschaft hunn. Dowéinst géllt et och, si beschtméiglech an hirer Aarbecht ze ënnerstëtzen.

Mir wëssen, dass d'Police vill ze dinn huet. Grad an de leschte Méint stoung si mat un der éischer Front. Dowéinst hinne vun deser Plaz och emol e groussen an daitleche Merci fir hiren Asaz. Déi geplangte personell Verstärkung ass sécher eng gutt Saach. Esou wéi den Trafick an de leschte Jore geklommen ass, ass et wichteg, dass och d'Policepresenz schratthält. Mir brauche genuch Policekontrollen a mir brauchen effikass Policekontrollen, fir net just déi ze pëtzten, déi sech de Batti stellen, mee och fir anerer dovun ofzehalen. Dobäi kënn ech mengen, mir hu virdu vu Radare geschwat, déi dat eent oder anert kéinten -, d'Police, déi kënnen alles zesummen: Déi kënnen d'Vitess kontrolléieren, d'Oflenkung um Steier, den Alkohol- an den Drogekonsum, an en plus si sinn nach vill méi mobil.

Här President, ech kommen zum Schluss. D'Verkéierssicherheit ass eng komplex Matière mat ganz ville Voleten. Et geet net duer, just op Repressioun ze setzen oder just op Opklärung. Et muss een d'Problematik als Ganzt gesinn, mat Mesuren, déi aneneegräifen, déi komplementar sinn zueneen a sech géigesäitig ënnerstëtzen.

Mam Aktiounsplang zur Verkéierssicherheit ass e ganz gudder Grondstee geluecht mat enger ganzer Rei Mesuren, déi mir als DP och vollkommen ënnerstëtzen. Wichteg ass, sech bewusst ze sinn, dass et e permanente Work-in-Progress ass, mir also permanent mussen déi verschidde Moosnamen evaluéieren, verbessere, upassen an och ausbauen. Dofir sinn Diskussiounen wéi déi haut de Mëtteg wichteg an noutwendeg.

Mir mussen de Sujet ëmmer nees op en Neits uschwätzen, an dofir wëll ech op deser Plaz och der Madamm Cécile Hemmen villmoos Merci soen, dass si dës Interpellatioun ugefrot huet. Och wann d'Zil „Vision Zéro“, also null Doudeger an null Schwéierblesséierter, ambitiéis kléngt, fir verschidener vläicht souguer onrealistes, ass et awer dat richteg Zil, dat mer net aus den Aen dierfe verléieren.

E grouse Merci och un d'Sécurité routière an un d'AVR fir hiren onermiddlechen Asaz an deem Beräich an och fir hir wichteg Aarbecht, sief et an hirer berodender Fonctioun, sensibiliséierender Fonctioun, oder och hir pedagogesch Aarbecht, déi se maachen; an eppes, wat een och net därfer vergiessen: d'Betreiung vun den Affer vu Verkéiersaccidenter a vun hire Familljememberen.

Dëst gesot, léif Kolleeginnen a Kolleegen, lech villmoos merci fir d'Nolauschtenen.

■ **Plusieurs voix** - Très bien!

■ **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance*.- Merci och dem Här Hahn. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Carlo Back. Här Back, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Carlo Back** (*déi gréng*).- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen: „Während der Pandemie haben viele [...] ihre Liebe zum Fahrrad wiederentdeckt, und das zeigt sich auch in den Statistiken. Die Zählstationen entlang der Fahrradwege hätten gezeigt, dass es einen [...] Fahrradboom gibt. An einigen Stellen hätte sich die Zahl der Radfahrer [...] verdoppelt. Gestiegen ist [...] allerdings auch die Zahl der Unfälle. 2020 kamen 3 Radfahrer [...] ums Leben, 35 wurden schwer verletzt. Zum Vergleich: Neun Autofahrer kamen ums Leben und 98 wurden schwer verletzt. Bei Fußgängern waren es vier Todesfälle und 32 Schwerverletzte.“

Dëst war virun enger Woch, virun e puer Deeg villméi, an enger Lëtzeburger Dageszeitung ze liesen, nodeems den Transportminister d'Statistiken iwwert d'Accidenter op eise Stroosse presentéiert hat. Op Basis vun desen Zuele kann een d'Situatioun vun der Sécurité op eise Stroosse folgendermoosse resuméieren: Allgemeng gëtt et eng Tendenz no ënne vun den Accidenter mat Doudesaffer oder Schwéierverletzten. Wann een des Zuelen da méi am Detail kuckt, stellt sech awer ganz kloer eng nei Erausforderung fir d'Verkéierssicherheit, nämlech, méi geziilt d'Sicherheit vun de Foussgänger a vun de Vëlofuere, also vun deene vulnerabelste Persounen op eise Stroossen, ze verbessere.

Ech soen och der Madamm Cécile Hemmen Merci fir d'Initiativ vun deser Interpellatioun iwwert d'Verkéierssicherheit. Dës Interpellatioun fënnst och statt am Kontext vun der sechster UN-Woch fir d'Sicherheit op de Stroossen, déi de 17. Mee ugaangen ass, also virun e puer Deeg.

An deem Kader riicht dann och d'OMS, d'Weltgesundheitsorganisatioun, een Appell un déi responsabel Politiker, fir grad déi vulnerabelste Persounen op eise Stroosse besser ze protegéieren, an d'OMS insistéiert dann och drop, d'Vitess an de Stied op 30 Stonnekilometer ze limitéieren a verweist och op d'Benefisser vun esou enger Politik. Et wieren nämlech d'Foussgänger an d'Vëlofuere, déi an enger Stad, wou d'Verkéiersteilnehmer sech d'Strooss deele mussen, den héchste Risiko droen. An dem Politik hätt gläichzäitig och nach e ganz positiven Impakt op d'Gesondheet an eis Liewensqualität.

Dëst ass och an der internationaler Stockholm-Deklaratioun iwwert d'Stroossesicherheit vun dem leschte Joer zréckbehalte ginn. Eng international Konferenz, wou ech d'lescht Joer d'Opportunitéit hat, derbäi ze sinn. Eng ganz Rei Experten hunn heibäi op de Benefiss vun Stroosse mat enger Vitesslimitatioun vun 30 Stonnekilometer higewisen, virun allem och, wat den Impakt vum Tempo 30 souwuel op déi tatsächlech wéi och op déi gefüllte Sécurité ugeet. An datt esou Moosnamen dann och erëm méi Leit encouragéieren a motivéieren, fir sech ze Fouss oder mam Vëlo ze bewegen, an dann och derzou bäidroen, fir eisen CO<sub>2</sub>-Ofdrock méi kleng ze halen an de Klimaimpakt vun eiser Mobilitéit ze reduzéieren.

Eng Infirmière, déi reegelméisseg an hirem Beruf d'Suite vun esou Accidenter gesinn huet an d'Affer begleitet huet, déi Accidenter iwwerlieft hunn, huet hir Erfarungen an engem einfache Saz resuméiert: „Vu kuerzer Freed bleift en dauernd Leed!“ Et huet een ee flotten Owend erlieft an duerno d'Katastroph. An och déi, déi iwwerliewen, a besonnesch déi Schwéierverletzten, leiden oft hiert ganz Liewen un de Suite vun desen Accidenter, entweder, well se an hirer Beweegungsfreiheit, an hirer Mobilitéit ageschränkt sinn, oder well se aner physisch oder mental Sequellen droen, déi sech reegelméisseg bei hinnen zréckmellen a mat neie Klinikopenthalter a chirurgischen Interventiounen verbonne sinn.

Politesch gesinn gëtt d'Thema vun der Verkéierssicherheit dofir och vum internationalen an europäesche bis op den nationalen a lokalen Niveau erfodeklinéiert. An och hei zu Lëtzebuerg hu mir eis déi néideg Instrumenter ginn, fir dese Problem unzuegoen. Zënter 2014 hu mir en Aktiounsplang ënnert dem Motto „Vision Zéro“ - „zéro accident mortel, zéro accident grave“.

2015 ass deen Aktiounsplang och schonn hei an der Chamber diskutéiert ginn, genee wéi och d'Verschäerfung vum Gesetz iwwert de Punktführerschäin. An der Déclaration gouvernementale vun 2018 steet dann och: « La stratégie nationale „Vision Zéro“ - c'est à dire zéro mort et zéro blessé grave - sera poursuivie afin de combattre le fléau des accidents sur nos routes. Le plan d'action prévention actuel sera adapté et un plan contre les accidents des motards sera mis en place. »

Desen Aktiounsplang, deen 2019 iwwerschafft gouf, deklinéiert sech an 11 Defien oder Erausforderungen mat 31 Moosnamen. Hei ass et ze begrëssen, dass all Acteure vum Terrain agebonne goufen, wéi déi



Plang ausgeschafft gouf, an och hir Plaz hunn. Dese Plang ass transversal an all sengen Aktiounen.

Ech wëll dann och hei eng Mesure ervirhiewen, déi weesentlech ass, fir ze verstoen, firwat en Accident geschitt ass. Dëst ass d'Missiouen vun der Administration des enquêtes techniques, op déi ech nach spéider zrëckkommen.

Et ass och interessant feststellen, datt d'ITM, d'Inspection du travail et des mines, och eng Campagne mécht, zesumme mat der Assurance accident, mat dem Zil vun der Prévention vun Aarbechtsaccidenter, Berufskränken an och Wegeunfälle, Accidents de trajet, also Accidenter, déi op der Strooss geschéien, wann ee vun doheem op d'Aarbecht fiert.

Eng weider Remark zu deem Thema: Eis national Politik a Saache Mobilitéit baut jo den öffentliche Transport massiv aus - Zuch, Bus an Tram. Wa mir also méi Leit an den öffentliche Transport eriwuerkreien, droe mir och dozou bäi, manner Accidenter a manner Doudeger op eise Stroossen ze hunn a manner Leed fir déi betraffe Persounen an natierlech och fir hir Frënn a Famill.

Dësen Aktionsplang gesäit bei sengem Punkt 5 vir: « protéger les usagers vulnérables : piétons, cyclistes et motocyclistes ». De Punkt gëtt mat follgende Mesuren deklinéiert: « Continuer à sensibiliser les usagers vulnérables et les automobilistes à l'importance de voir et d'être vus. » D'Droe vun enger fluoreszéierender Vest ass weesentlech fir d'Sécherheet vun de Vëlofuerer, virun allem, wa se mat hirem Gefier an der Nuecht oder ënner schlechte Wiederkonditiounen ënnerwee sinn. Mee dësen Equipement dréit och zu der Sécherheet vun de Foussgänger bäi, wann déi zum Beispill an der Nuecht iwwer eng Strooss oder laanscht eng Strooss ginn oder am Wanter, wann et vill méi fréi däischter a méi spéit hell gëtt. An och eis Schoulkanner sinn dovun betrafft, déi mam Vëlo oder zu Fouss respektiv mam Pedibus ënnerwee sinn.

Eng zweet Mesure bei deem Punkt war dann och d'Ausarbeitung vun engem Plan d'action „Sécurité des motocyclistes“. Dat ass geschitt an heizou gëtt et elo och en detailléierten Aktionsplang. A mir begrëssen hei als Gréng och déi nei Pilotprojete mat engem extrae Motocyclistmarquage op der Fuebunn, deen hëllef, d'Kéiere besser anzuschätzen, wéi zum Beispill op der grad bei Motorradtouristen ganz beléifert Streck tëscht Kautebaach a Wolz.

Eng drëtt Moosnam gëllt der Sensibiliséierung vun de Cyclisten. Si mussen drop sensibiliséiert ginn, fir de Vëlo an aller Sécherheet ze benotzen. Dëst ass speziell wichteg an dëser Period, wou, wéi scho viru gesot, ëmmer méi Leit de Vëlo entdecken als Transportmëttel, mee och fir Tourismus a Fräizäitbeschäftigung. Et geet hei drëms, de Vëlofuerer drop opmierksam ze maachen, wéi e sech um Vëlo soll verhalten a wéi e säi Vëlo soll ekipéieren, fir sécher duerch de Verkéier ze kommen.

Et ass och interessant, hei feststellen, datt d'Police och dësen Thema speziell opgegraff huet an hirer rezenter Campagne an de Benotzer vum Vëlo op säi Verhalten opmierksam mécht, dat zu Accidenter ka féieren, zum Beispill op d'Wichtigkeet vun enger einfacher Schell um Vëlo, virun allem wann ee mat Foussgänger d'Strooss muss deelen.

Déi véiert Mesure: « Créer un cadre légal cohérent permettant une utilisation en toute sécurité sur la voie publique ». Heibäi geet et ëm d'Upassungen am Code de la route, wou an de leschte Jore jo och reegelméisseg dru geschaff gouf.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, trotz all dësen Efforten a Moosnamen, déi an dem Aktionsplang virgesi sinn, sinn d'Accidenter bei de Vëlofuerer a Foussgänger 2020 weesentlech an d'Luucht gaangen. Dëst huet ënner anerem mat der Covidkris ze dinn, während där méi a méi Persounen sech mam Vëlo oder zu Fouss deplacéiert hunn.

Mir sinn der Meenung, datt dese positiven Elan net soll gebrach ginn duerch d'Angscht virun esou potenziellen trageschen Evenementer. Dofir hu mir eng Motioun preparéiert, an där mir de Gouvernement invitéieren, all dës Moosnamen an Initiativen, déi d'Sécherheet vun de Vëlofuerer a Foussgänger kënnen verbesseren, schnell a konsequent ëmzesetzen do, wou et méiglech ass. Ech ginn lech déi Motioun, Här President, déi vun der CSV, DP, LSAP an déi gréng ënnerschriwwen ass. Wannechgelift!

#### Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que les piétons et les cyclistes sont les usagers de la route les plus vulnérables ;

- considérant que les déplacements à pied et à vélo sont encouragés tant du point de vue de la mobilité que du point de vue de la santé et que notamment l'usage du vélo connaît un essor sans précédent au Grand-Duché ;

- considérant que la tendance des accidents de la route telle que présentée par le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics le 11 mai 2021 est globalement positive sur le moyen terme, mais que seul le

nombre d'accidents impliquant des cyclistes augmente de façon significative ;

- considérant que la sécurité routière des usagers vulnérables implique d'une part un respect mutuel de tous les usagers de la voie publique et d'autre part des infrastructures adaptées, avec en particulier une séparation des cyclistes non seulement du trafic motorisé où la vitesse de celui-ci est élevée, mais aussi du trafic piéton où celui-ci est significatif ;

- considérant que le gouvernement prévoit la mise en œuvre de quelque 600 kilomètres d'itinéraires cyclables nationaux supplémentaires et qu'il subsidie les raccords des réseaux cyclables communaux au réseau cyclable national ;

- considérant que le gouvernement publiera dans les mois à venir de nouvelles lignes directrices pour l'apaisement du trafic, non seulement sur la voirie communale, mais aussi sur la voirie étatique,

invite le Gouvernement

- à accélérer et à généraliser, dans la mesure du possible, toutes les initiatives pouvant améliorer la sécurité routière des piétons et des cyclistes.

(s.) Carlo Back, Max Hahn, Cécile Hemmen, Gilles Roth.

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.-** Merci.

■ **M. Carlo Back (déi gréng).** - U wat fir Aktiounen denke mir hei besonnesch? Fir d'éischt emol un de massiven a systemateschen Ausbau vun engem multimodalen öffentliche Transport. Dëst erlaabt ëmmer méi Bierger, sech sécher ze deplacéieren. Vun deem Ugebot profitéiere virun allem déi, déi den Auto opginn an op den öffentliche Transport eriwuerklammen an domat och als Foussgänger zirkuléieren. Mee och d'Vëlofuerer profitéieren hei dovun, well si de Vëlo mat an den Zuch kënnen huelen a just déi lescht Kilometeren am Verkéier sinn.

Hei begrësse mir als déi gréng speziell och d'Uschafte vun neiem Zuchmaterial, wat ab dem Joer 2023 soll an den Asaz kommen a wat et wäert erlaben, de Vëlo méi bequeem mat an den Zuch ze huelen.

De weideren Ausbau vum öffentliche Transport dréit deemno och zu der Verkéierssicherheit bäi. Cyclisten, déi érischt rezent op de Vëlo geklomme sinn, oder Eltere vu Kanner, déi wëlle mam Vëlo an d'Schoul fueren, reklaméiere vum Autosverkéier getrennte Vëlospisten, wou Vëloen also keng Autoe kräizen. E gutt Beispill ass hei déi getrennte Vëlospist laanscht den Tram. Mam weideren Ausbau vum Tram an der Stad an den nächste Joren, mee och am Süde vun Land, gëtt och de Reseau vu sécheren a breede Vëlospiste weider ausgebaut.

Dësen Ausbau soll duerch vum Autosverkéier getrennte Vëlospiste geschéien. Eis Motioun ziilt och drop of, fir dese Programm esou wäit wéi méiglech ze beschleunegen. D'Demande no esou getrennte Vëlospisten ass ganz grouss.

An deem selwechte Kontext ënnerstëzt de Ministère vun der Mobilitéit och d'Ubannung vun dësen nationale Vëlospisten an de Reseau vu kommunale Vëlospisten. Dëst ass weesentlech, well de Vëlofuerer jo erwaart, datt e mat deene selwechte Sécherheitsstandard an de Gemenge ka virufueren. An do ass den Dialog an d'Zesummenaarbecht tëschent de Gemengen an dem Staat weesentlech. Dësen Dialog ass weesentlech, well d'Situatioun an de Gemengen heiansdo méi komplizéiert ass, nottamment wann et net méiglech ass, fir um Gebitt vun enger Gemeng iwwerall separat Vëlospisten ze bauen, dat heescht, wann de Foussgänger, de Cyclist an den Autosfuerer sech den öffentliche Raum deele mussen.

Wann dës Trennung net méiglech ass, sollte mir op déi Proposition vun der OMS zrëckkommen, déi ech am Ufank vu menger Ried hei presentéiert hunn. D'Vitess an deene Stroossen, wou d'Autoen, d'Foussgänger a Vëlofuerer sech den öffentliche Raum deele mussen, also zesumme fuere mussen, sollt op 30 Stonnekilometer limitéiert ginn. Heivu sinn och Stroosse betrafft, wou de Staat Proprietär ass, mee déi duerch eng Gemeng féieren. Dës Moosname kënnen dann och nëmmen am Dialog tëschent Gemeng a Staat ëmgesat ginn.

Mee hei gëtt et gutt Nouvellé vum Ministère vun der Mobilitéit, deen nei Lignes directrices ausschafft, déi zu der Verkéiersberouegung bäidroen. Dës Lignes directrices gëllen esougutt fir d'Staatsstroosse wéi och fir d'Gemengestroossen.

An deem Kontext wëll ech un eng Successstory vun esou enger Kollaboratioun erënnere, dat ass de Shared Space zu Bartreng, wou Autoen, Vëlofuerer a Foussgänger den öffentliche Raum benotzen, ouni datt do extra Infrastrukture fir déi enzel Benotzer gebaut goufen. Et ass ëmmer erëm flott, mam Vëlo duerch dese Shared Space ze fueren, wou jiddwereen op jiddwereen oppasst. Wéi de Buergermeeschter vu Bartreng mir och erkläert huet, gouf et hei nach keen Accident zënter der Mise en route vun 2015.

An da wëll ech e Beispill aus dem leschte Rapport vun der Administration des enquêtes techniques iwwer d'Stroossenaccidenter mat Doudegen zitieren, also aus dem Rapport 2020, an do steet: « Un accident s'est produit dans le cadre d'un chantier fixe en agglomération, entraînant le décès d'un cycliste. » Dëst Beispill illustréiert, wéi wichteg d'Aarbecht vun dëser Administration de l'État ass: Accidenter analyséieren a verstoen, wéi et zu deem Accident kumt, an da Recommandatiounen ausschaffen an deenen zoustännege Gremien.

An deem Fall ass zum Beispill eng Recommandatioun vun der Commission de circulation de l'État ausgeschafft ginn iwwer d'„Signalisation d'un chantier fixe ou mobile sur la voirie publique“. An d'Ëmsetzung vun dëser Recommandatioun huet e groussen Impakt op d'Sécherheet vun de Vëlofuerer an de Foussgänger, well bei ville Chantiers mat Impakt op de Verkéier ass et oft net einfach fir de Foussgänger oder de Vëlofuerer sech ermëtzefangen, nottamment wann den Trottoir virun engem Chantier ophält an de Foussgänger op enger villbefeuerener Strooss d'Säit wiessele muss.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen zum Schluss vu menger Ried mat menge Konklusiounen. D'Mobilitéit ass e weesentleche Besoin vun all de Mënschen. All eenzelne Mënsch huet seng eege Virstellung a Wënsch doruwwer. D'Mobilitéit ass och weesentlech fir de Fonctionnement vun eiser Gesellschaft, d'Mobilitéit ass awer och eng Quell fir Konflikter. Dat beweisen eis Accidentsstatistiken all Joer. Dës Statistike beweisen awer och, datt mir mat Hëllef vun dem besteende Moosnamekatalog d'Accidenter ënner Kontroll kënnen kréien an domat och vill mënschlech Leed vermeide kënnen.

Mir, dat heescht d'Politik souwuel op nationalem wéi op lokalem Niveau, kënnen eist gemeinsaamt Zil „Vision Zéro“ errechen, wa mir geziilt un all dësen Elementer a Piste schaffen a virun allem och, wann all Benotzer vun de Stroossen am öffentliche Raum sech mat Respekt an der néideger Opmierksamkeit begéien. Respektlosegkeet ka bekanntlech a ville Beräicher zum Problem ginn, mee am Stroosseverkéier ka se ganz, ganz séier dramatesch Konsequenze fir ee selwer an/oder aner hunn.

An deem Sënn ofschléissend och en Appell un all Mënsch: Kommt, mir passe méiglechst gutt openeen op, huele Récksiicht op déi aner Leit op an nieft der Strooss, egal, wat mat si ënnerwee sinn, a mir si léiwer 100 Meter gedëlleg a komme léiwer fënnel Minutten ze spéit, wéi eis selwer an anerer duerch onnéideg Nervositéit an Ongedold a Gefor ze bréngen.

Ech soen lech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.-** Merci och dem Här Back. An den nächste Riedner ass den Här Jeff Engelen. Här Engelen Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Jeff Engelen (ADR).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänke wëll ech der Madammen Cécile Hemmen en häerzleche Merci soe fir dës Interpellatioun.

D'Sécherheet am Stroosseverkéier ass e ganz komplexen Thema mat esou ville Facetten, datt en ëmmer nees hei an der Chamber muss ugeschwat ginn. Leider ass déi eenzeg Konstant an deem Thema, datt mer all Joer ze vill Affer am Stroosseverkéier hunn. Dat villt Leed bei den Hannerbliweneen oder deenen, déi hiert Liewe laang mat de Konsequenze vun engem Accident ze kämpfen hunn, schéngt also net ganz ze verhënnere ze sinn. De Verkéier zerstëiert weider Existenzen trotz de beschte verkéierspolitesche Moosnamen. Et ass dëst e mënschlechen Aspekt, dee bei all dësen Iwwerleunge mat iwwerweit.

Nei Geforen entstinn awer och duerch den net genuch beduechten Asaz vun neie Gefierer am Verkéier, net nëmmen am Stroosseverkéier, mee och am Raum, dee virdu just fir d'Foussgänger zougänglech war, oder am Shared Space, wou all Zorten Acteuren openeentreffen. Ëmmer méi schwéier an ëmmer méi séier ginn esou Gefierer. Och d'Elektromobilitéit stellt d'Leit virun nei Problemer, op déi ech nach wäert zrëckkommen.

De Verkéier ass e Ganzt an duerfir ass et schwéier, just eenzel Problemer erauszepicken. Fir eis als ADR ass d'Sécherheet vun all Mënsch wichteg, well et gëtt keen, deen net an de Stroosseverkéier verweckelt ass. Wie seet „all Mënsch“, denkt awer och automatesch un déi Schwächst am Verkéier, an dat sinn nun eemol d'Foussgänger. Si si souguer an de Foussgängerzonen an op den Trottoiren net méi eleng. Och hei si si mat Gefierer konfrontéiert, déi séier a schwéier genuch sinn, fir si kënnen ze bleséieren.

Mee Repressioun ass net d'Äntwert op all d'Sécherheitsfroen. Nach méi Radare wäerten et och net fäerdgebréngen, d'Zuel vun de Verkéiersaccidenter op null ze reduzéieren. Och eng méi streng Iwwerwaachung vun de Verkéiersreegelen op der

Strooss an op den Trottoiren ass net d'Äntwert, déi eleng de Problem léise kann.

Richtig ass awer och, datt an engem Raum, dee guer net oder kaum kontrolléiert gëtt, ganz séier guer keng Reegele méi agehale ginn. Am einfachste kann een dat a Foussgängerzone feststellen, déi deen Numm dacks guer net méi verdéngen.

Opgrond vun den Afferzuele gëtt et keng punktuell Léisung vum Problem Verkéierssicherheit. Et ass falsch ze maachen, wéi wa just eng Kategorie Leit Schuld um Misär wier: De Verkéier ass e Matenee vu villen Acteuren. Den Autofuerer ass net ëmmer de Schëllegen, net ëmmer de Béisen an net ëmmer deen, dee muss gestrooft ginn.

Net ze verhënnere ass, datt de psycheschen Drock, deem all Mënsch an eiser moderner Leeschtungsgeellschaft ausgesat ass, am Verkéier deels erausgelooß gëtt. Stress entsteet och zum Beispill, wann et am Verkéier net virugeet. Et ass keng gutt Iddi ze probéieren, de Verkéier kënschtlech nach méi lues ze maachen. E gläichméisseg Verkéiersfloss soll sou wäit wéi méiglech duerch eng adequat Infrastruktur garantiéiert ginn, dat heescht, datt den Ausbau vum Stroosennetz, d'Verbreederung vun de Stroossen an d'Ewechhuele vu Geforepunkte mussen Prioritéite sinn, fir d'Zuel vun den Accidenter erfrozedrücken.

Dat dréit weeder zur Sécherheet vun de Vëloen bäi nach huet et soss e positiven Afloss op de Verkéier. D'ADR géif déi Dispositioun réckgängig maachen, wa si an der Regierung wier.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Jeff Engelen (ADR).** - Um Staat, un der Regierung ass et nämlech, derfir ze suergen, datt déi vill Acteuren am Stroosseverkéier méiglechst sécher op den eenzelne Verkéiersweeër, déi fir si geduecht sinn, kënnen ënnerwee sinn. Et geet am Code de la route net drëm, eng Zort Mobilitéit ze bevirdelegen oder ze benodeelegen.

Fir vun A op B ze kommen, ass vill verlaangt, fir Foussgänger sougutt wéi fir Vëlofuerer oder een, dee motoriséiert um Verkéier deelhält. Verlaangt sinn och ënner anerem Kardinoldugende wéi Respekt, Rücksicht a Verantwortungsgéfill, awer och d'Wëssen ëm déi geschriwwene Reegelen, déi de Verkéier bestëmmen.

Duerfir ass Prévention nach ëmmer ee vun de wichtigste Voleten, wann ee vu Verkéierssicherheit schwätzt. Déi soll esou fréi wéi méiglech bei deene Jonken ufänken a konsequent op reell Geforepunkte ausgeluecht sinn. Et ass wichteg, drop hinzeweisen, datt Alkohol am Stroosseverkéier d'Gefor vun engem Accident erhéicht. Et ass awer och wichteg, all Mënsch bewosst ze maachen, datt e Camion en doudege Wénkel huet, wou de Chauffer näischt gesäit, an datt een als Foussgänger oder um Vëlo an souguer als Autoschauffer soll oppassen, net an deen doudege Wénkel ze geroden.

Vu Muttwëll wär et an deem Kontext vun der Prévention och net, fir e Basis-Éischt-Hëllef-Cours anzeféieren. Hei sollen déi wichtegst Handgrëffer geliéiert ginn, déi am Fall vun engem Verkéiersaccident ufalen oder ze evitéiere sinn - denke mer nëmmen un déi Recommandatioun, engem Motocyclist net den Helm auszuedoen, wann hie gefall ass. Et geet net drëm, e komplette Secourist ze forméieren, mee dorëm, datt déi éischt, heiansdo liewensretend Moosname géife sätzen. Duerfir kéint een ewell e puer Stonne Formatioun an der Schoul virgesinn.

A propos Führerschäin: D'Ufuerderungen, fir de Führerschäin ze kréien, mussen och vun Zäit zu Zäit iwwerpréift an den aktuelle beschtméigleche Standarde ugepasst ginn.

Ech wëll hei nach eng Kéier op d'Elektromobilitéit zrëckkommen. Si ass relativ jonk an ee vun hire gefüllten Avantagen ass och e groussen Nodeel: Well Elektrogefierer esou wéineg Kaméidi maachen a well mer all keng Aen um Réck hunn, kënnen esou Gefierer eis béis iwwerraschen. Mee et ass och vill méi schwéier, hir Vitess vu Wäitem richtig anzuschätzen, well de Kaméidi - an dat si mer säit Joerzénkten esou gewinnt - een Element ass, un deem de Mënsch Distanzen erkennt.

Gradesou wichteg wéi Prévention ass et och, d'Geforen am Stroosseverkéier ze entschärfen. D'Begrenzung vun der Vitess ass och kee Wunnemittel, dat iwwerall gräife kann. D'ADR huet näischt géint esou Moosnamen, besonnesch net a Wunnquartieren oder bei Schoulen, soulaang se de reelle Konditiounen op där Plaz Rechnung droen.

Geneesou wichteg ass et och, oniwwersichtlech Stroossekräizunge systematesch ëmzestalten. Den Asaz vu Stroosesignalatioun soll och esou iwwersichtlech sinn, datt den eenzelne Verkéiersacteur net vu lauter Schëlde den Iwwerbléck verléiert. Dat gëllt och fir gezeechent Linnen un Buedem oder d'Kombinatioun vun esou Linne mat Schëlde. Dat soll am ganze Land eenheetlech sinn.

Et soll och permanent iwwerluecht ginn, ob verschidden Deeler vun der Stroosseninfrastruktur net eenzel Kategorie vun Acteuren muttwëllig a Gefor bréngen. Ech erënnere hei zum Beispill un d'Dis-



kussion ronderëm d'Leitplanken. Si mussen esou gebaut an ausgeluecht ginn, datt se keng Gefor fir d'Motorrieder sinn. Dat nämmlecht gëllt fir d'Beem um Stroossebord. Si kënnen nun emol eng déidlech Gefor sinn. Mir plädéieren net derfir, gewuessen Alleeën ëmzeleeën, awer nei ugeplant Beem sollte schon e Stéckwäit vun der Strooss ewech geplanz ginn. An Hecke si vläicht eng besser Wiel, fir bei eng Strooss ze planzen, soulaang wéi se net d'Vue op de Verkéier behënneren.

D'Mobilitéit huet en deiere Präis. Mir kënnen kaum op d'Mobilitéit verzichten, weeder berufflech nach privat. All Mënsch decidéiert fir sech selwer, wéi hien am beschten an am léifste mobil ass. All preventiv Moosnamen an d'permanent Verbesserung vun den Technologien, déi fir vill méi sécher Gefierer gesuergt hunn, hunn hiren Zweck Gott sei Dank net verfeelt. Dat weisen och d'Statistiken, déi daitlech besser ausfale wéi an de Joerzénge virun.

Leider ass et onrealistes, datt ëmmer méi Verkéier mat ëmmer méi Mënschen an ëmmer méi Gefierer mat null Unfallrisiko méiglech ass. Duerfir schwätzt d'ADR sech och fir eng besser Ënnerstützung vun den Affer vun Accidenter aus. Hei ass mat deenen interesséierten Associatiounen en intensiven Dialog ze féieren.

D'ADR wierdegt och de Beitrag vun Automobile Club an anere Veräiner fir d'Verkéierssicherheit. Mobilitéit a Sécherheet verlaangen eng gemeinsam Ustrengung vu villen Acteuren.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeit.

■ **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance*.- Merci och dem Här Engelen. An da kritt d'Wuert: d'Madamm Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Myriam Cecchetti** (*déi Lénk*).- Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kollegen, d'Verkéierssicherheit ass e wichtige Sujet, mee et ass och e schwieregt a komplex Thema. Dat hunn d'Bäitrag vu menge Virriedner a -riednerinne scho gewisen an natierlech d'Ausféierung vun der Madamm Hemmen, där ech och wëll Merci soe fir dës Interpellatioun.

Mir stinn als Lénk natierlech hannert der „Vision Zéro“. Och wann d'Fortschrëttler hin zu dësem Zil fir eis alleguerten ze lues ginn, hu mir jo awer zumindest eng lichte Tendenz an déi richteg Richtung, an dat ass encourageant.

Déi meescht déidlech Accidenter geschéien wéinst ze héijer Vitess ausserhalb vun den Uertschaften. Dowéinst bezweifele mir, datt nei Stroosse méi Sécherheet bedeite wäerten. Konzentrierte wëll ech mech awer a mengen zéng Minutte virun allem op d'Sécherheet innerhalb vun de Stied an den Dierfer. Well och innerhalb vun den Uertschaften kënn et reegelméisseg zu schwéieren Accidenter, déi leider vill ze vill oft och déidlech ausgoe kënnen.

Als Äntwert op eng Question parlementaire huet de Minister Kox eis am Februar folgend Zuele ginn: Tëscht 2016 an 2019 goufen net manner wéi 650 Foussgänger am Verkéier blesséiert, 17 Persounen déidlech, 164 schwéier a 502 lichte blesséiert. Iwwerproportional betraff sinn dobäi eeler Leit, déi doriwwer eraus och nach méi seriéis Blessuren dovunnerdroen. Vun deene 15 Doudegen tëscht 2016 an 2018, sou de Statec an engere Dokumentatioun vun 2019, waren der 9 iwwer 65 Joer al. 2020, dat si mer jo rezent gewuer ginn, hate mer 4 Foussgänger an 3 Vëlofuerer, déi déidlech verongléckt sinn, a 67 Schwéierblesséierter bei deenen zwou Kategorien.

Wat d'Vëlofuerer ubelaangt, wäer warscheinlech vill vun den Accidenter ze vermeiden, wann d'Infrastrukture besser developéiert wäeren; an dovunner kann ech e Liddchen als Vëlofuererin sängen. Mir wëssen alleguerten, wat ee brauch, fir de Vëlo méi sécher ze maachen: physesch getrennt Pisten, déi breet genuch sinn, mat duerchgängege Pisten ouni feelend Ubannung souwéi eventuell Brécken oder Tunneln, fir villbefueren Achsen ze vermeiden.

Eis Vëloinfrastruktur ass am Verglach mat där vun anere Länner nach ëmmer extreem ënnerentwéckelt an do muss onbedéngt vill méi geschéien.

Wat awer eiser Meenung no d'Sécherheet innerhalb vun den Uertschaften maassgeblech kéint verbesseren, wär eng systematesch Geschwindegkeetsbegrenzung op 30 Kilometer an der Stonn. Net einfach just hei an do e puer 30er-Zonen derbäisetzen, mee e generelle landeswäite Paradigmewissel: 30 Stonnekilometer als allgemeng Reegel innerhalb vun den Uertschaften, 50 Stonnekilometer just als Ausnam op ausgewisenen Transit- an Duerchgangstroossen. Esou eng Verkéiersberouegung hätt eng ganz Rei vu Virdeeler.

Op enger drécherer Strooss huet en Auto bei 30 Stonnekilometer e Bremswee vun 13 Meter, während dee bei 50 Stonnekilometer scho bei 28 Meter läit. Bei enger Kollisioun mat 50 Stonnekilometer ass d'Probabilitéit, datt e Foussgänger stierft, néngmol méi grouss wéi bei 30 Stonnekilometer.

Foussgänger an zumools Kanner kënnen och Autoe bei 30 Stonnekilometer besser aschätzen a méi en-

fach mam Autofuerer kommunizéieren. Doduerjer gëtt een de Kanner och méi Autonomie zréck, well se zum Beispill erëm kënnen aleng an d'Schoul goen op engem séchere Schoulwee. Dat selwecht gëllt och fir Persounen mat ageschränkter Mobilitéit, déi sech am berouegte Verkéier vill méi einfach kënnen beweegen.

Wann de Geschwindegkeetsënnerscheed tëscht den Autoen engersäits an de Vëlofuerer a Foussgänger op där anerer Säit erofgeet, da féiert dat dozou, datt et vill manner Konflikter gëtt tëscht deenen eenzelne Verkéiersteilnehmer. Doduerjer gëtt et och manner Stress an Aggressivitéit an den ëffentlechen Raum gewéint u Convivialitéit.

E weidere Virdeel gëtt et natierlech fir d'Ëmwelt an a Saache Kaméidi. Verbrennungsmotore brauche vill manner Spritt bei 30 km/h, och well een do méi reegelméisseg fiert. Manner Spritt heescht natierlech och manner Emissiounen, an dat ass gutt fir d'Luftqualität an de Klima. Och beim Kaméidi ass den Ënnerscheed enorm. An enger 30er-Zon gëtt de Geräschpegel duerch d'Autoe quasi halbéiert an dat bréngt en extreemen Zouwuess u Liewensqualität mat sech. Donieft ginn déi duuss Mobilitéit an den ëffentlechen Transport vill méi attraktiv, wat jo och erëm dem Klima an der Liewensqualität zeguttkënn.

Dësen dach ganz evidente Virdeeler stinn eiser Meenung no nëmme ganz wéineg Nodeeler géigeniwwer. Etüden, déi zum Beispill zu Bréissel gemaach goufen, hu gewisen, datt d'Fluiditéit um Trafick net onbedéngt vill erofgeet. Déi manner héich Geschwindegkeet gëtt kompenséiert duerch méi kuerz Sécherheetsofstänn tëscht den Autoen an duerch e méi reegelméisseg Tempo. Et kënn also zu manner Stop-and-Go. Doduerjer, datt een op groussen Duerchgangstroosse 50 km/h erlaabt, kann een den Transitverkéier och dohinner lenken, wou en hiegehéiert, an net an d'Uertschaften selwer.

All dës Argumenter sinn net nei. Si gi jo och deelweis a verschiddene Regierungsdokumenter esou opgezitt, notkament an de Lignes directrices vun 2013 fir d'Verkéiersberouegung innerhalb vun eisen Uertschaften.

Ob esou Initiative geholl ginn oder net, hänt allerdéngs am Moment ganz staark vun de jeeweilige Gemengen of. Vill Gemenge si schon op dee Wee gaangen, fir 30er-Zonen anzeriichten, virun allem a Wunnquartieren - sou wéi mir dat och zu Suessem an eiser Gemeng gemaach hunn -, mee vill aner Gemengen eeben net oder just ganz zaghaft. Et ass och eng relativ opwenneg Prozedur, well esou Projekte mussen vun den zoustännege Ministären approuvéiert ginn, wat ënner Ëmstänn enorm lang dauere kann. Well 30 Stonnekilometer aktuell eng Ausnam ass, brauch een dann och e speziellen a ganz opwennegen Amenagement vun de Stroossen, fir datt d'Autofuerer dann och visuell matkréien, datt se an enger 30er-Zon sinn. Suessem waart scho jorelaang op de Go vun de Ponts et chaussées bei verschiddene Schoulen, wou et batternéideg wier, eng Zon 30 ze hunn.

All dës Problemer géif ee mat engem landeswäite Paradigmewissel vu 50 km/h op 30 km/h vermeiden, mat, wéi gesot, dann der Ausnam 50 km/h op Duerchgangstroossen. D'Argumenter géint esou eng generell Verkéiersberouegung si meeschtens éischter emotional wéi rational. Wann d'Leit bis d'Virdeeler gesinn, ännere se oft hir Meenung. D'Stad Graz an Eisträich wollt ufank den 90er-Joren op de Wee goen, fir um ganze Stadgebitt d'Zon 30 anzeféieren. Well et dogéint staarke Widderstand gouf, hunn d'Autoritéiten eng Testphas vun zwee Joer ausgeruff, mat duerno engem Referendum. No zwee Joer gouf et eng ganz breet Majoritéit fir d'Bäibehale vum Tempo 30, an dat gëllt dann och nach bis haut.

Beispiller am Ausland gëtt et der ganz vill a si si praktesch all positiv. Ganz Bréissel: Zon 30. A säit ronn enger Woch ass Spuenien iwwregens dat éischt europäesch Land, dat um ganzen Territoire an allen urbanen Zentren den Tempo 30 agefouert huet. Wa Spuenien et kann, da wäerte mir als Lëtzebuerger dat dach och kënnen, mat esou engem klengen Land wéi mer sinn.

Natierlech wär esou e landeswäite Paradigmewissel op 30 km/h net d'Léisung vun alle Problemer. Däers si mir eis och bewosst. Och an 30er-Zone kann et zu schwéieren Accidenter kommen. Mir mengen, et wär awer duerchaus derwäert, emol eng Kéier eng eeschthafte ëffentlech Debatt doriwwer ze féieren, aus enger Perspektiv vu Verkéierssicherheit, awer och aus der Perspektiv vu méi Liewensqualität an eisen Dierfer a Stied.

Mat engem klengen Clin d'œil op der honorabler Madamm Cécile Hemmen hir Bemierkung: „Keng nei Stroosse mat Beem“, dat fanne mir ganz sympathesch, well dat heescht och, kee Contournement duerch e Bësch, well do sti lauter Beem!

Dofir merci fir d'Nolauschteren.

■ **Mme Nathalie Oberweis** (*déi Lénk*).- Très bien!

■ **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance*.- Merci. An da komme mer, wann ech dat richteg

gesinn, zum leschten ageschriwwene Riedner, dem Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Marc Goergen** (*Piraten*).- Merci, Här President. Merci och der honorabler Cécile Hemmen fir d'Ufro vun dem wichtige Thema, wéi ee méi Sécherheet op der Strooss kéint hiekréien. A mir stëmmen hir och a ganz ville Punkten, déi se gesot huet, zou.

D'Thema ass eis Piraten immens wichtig, well all Affer ass eent ze vill, an och well ënnert den Affer och Persounen sinn, déi net selwer en Accident provozéiert hunn, mee just zur falscher Zäit op der falscher Plaz waren.

Mir Piraten setzen eis zënter der Grënnung fir méi Sécherheet an, awer wéi ze erwaarden: Als digital Partei setze mir op d'Méiglechkeete vun der Technik. De Mënsch wäert sech kaum bis guer net beseren, also kann een dee Faktor net eleng kucken, fir manner Accidenter op eise Stroossen ze hunn. Mee d'Technik entwéckelt sech awer rasant weider an et kann een domat konsequent Liewe retten.

Wann d'Technik sech weiderentwéckelt - Level 2, Level 3 oder souguer Level 4 am autonome Fahren -, da mécht eis Stroosseninfrastruktur dat awer leider net. Eng Villzuel vu parlamentaresche Froen hu mir Pirate schon an déi Richtung gestallt. An ëmmer erëm stelle mir fest: Dës Regierung huet keng Ambitiounen, eis Stroossen dofir fit ze maachen, fir dass technesch Assistenten eis kënnen hëllefen, Liewen ze retten.

Huele mer emol esou munch Stroossen hei am Land, wou bewosst, wéi mir géantwert krute vum Minister, op eng Mëttellinn verzichten ginn ass, déi also net nëmme de Furer et méi schwéier maachen - wéi jo oft op de Stroossen duerch de Bësch -, mee och der Technik hir Grundlag huelen, fir aktiv fir Schutz ze suergen. Wann een iwwer Sécherheet schwätzt, da muss een eeben och déi Punkte verbesseren. An e Stréch an der Mëtt vun der Strooss dierf kee Kriterium vu Präis oder Ideologie sinn.

Huele mer als Beispill déi Assistenten, déi dem Furer hëllefen, seng Spuer ze halen, jo, elo souguer den Auto automatesch erëm an d'Spuer bréngen. Esou verhënnert en Accidenter mam Géigeverkéier, jo, souguer esou munch Accidenter mat der Leitplank oder mam Bam. Elo ass d'Technik awer scho méi wäit, wéi just e Stréch ze erkennen, jo, si ka sech souguer selwer upassen, ofbremsen, selwer renken, dat och op de Landstroossen, fir esou méi Sécherheet ze bréngen, do wou déi meescht Accidenter geschéien.

Do misst een awer och elo als Staat scho seng Verantwortung iwwerhuelen. An esou Assistenten sollen zum Standard an all Auto ginn, an dat ouni Oppräis - an net waarden, bis d'EU-Moosnam kënn!

Natierlech begrëisse mir Piraten, dass d'Regierung elo endlech - well natierlech d'EU se och wäert forcieren - déi Moosnamen ëmsetzt. Wie kéim haut nach op d'Iddi ze soen, en Airbag oder e Sécherheetsgurt misst een als Optioun bezuelen? Guer keen!

(**M. Fernand Etgen reprend la présidence.**)

Mir Piraten haten och virun e puer Méint hei am Parlament eng Motioun deposéiert, fir nieft der Elektroprimm och eng Primm ze gi fir de Bremsassistent, also eng konkret Sécherheetsmoosnam an eise Stied, jo, souguer um Landwee beim Wëldwiesel. Esou en Assistent brems méi schnell wéi de Furer selwer, fir de Fall, wou e Foussgänger oder Vëlofuerer iwwersi ginn ass, jo souguer, wann ee vun der Sonn geblent ass oder et ze vill reent. Leider gouf eis Motioun fir méi Sécherheet vun de Regierungsparteien ofgeleent - an dat grad, wou et oft Leit sinn, déi just Affer sinn, well se zur falscher Zäit op der falscher Plaz waren, well en Autofuerer se iwwersinn huet, deen zwar am Auto geschützt ass, awer de Vëlofuerer oder Foussgänger ass et net!

Mir hunn also haut schon eng Technik, déi fäeg ass, fir Accidenter mat Foussgänger a 77 % vun de Fäll, esou eng Etüd aus Schweden, ze verhënneren. An déi reschtlech 23 % sinn net esou schlëmm verlaf, well den Auto eebe scho méi fréi gebremst huet wéi de Furer selwer, den Impakt also verkleinert ginn ass.

Esou kann een Accidenter verhënneren, jo, souguer bremsen, wann de Furer d'Rout Luucht iwwersinn huet. Déi Technik ass hei am Land nach guer net aktiv. Mir Piraten hu se ewell an der Mobilitéitskommission gefrot an et ass laut Minister och net onméiglech, mee trotzdem ass déi Technik nach net do, während se an anere Länner awer schon ze fannen ass. Dat ass schued.

Dat selwecht gëllt fir d'Accidenter op der Autobunn. Ausser am Stau geschéien déi meescht Tëscheffäll op der Autobunn, well een ze fréi erauszitt, also d'Spuer wiesselt ouni opzessan. Do kritt en haut eng Technik, den Doudege-Winkel-Assistent, wou den Auto an deem Fall zréckzitt an den Accident soumat verhënnert - och esou eng Funktioun, déi fir eis Piraten wéi de Sécherheetsgurt elo scho per Gesetz an all Auto misst sinn.

Zousätzlech schwätze mer eis dergéint aus, dass weider Luuchte sollen op der Autobunn ewechkommen. Well wivill Leit kënnen nuets net richtig erkennen, wat op den Autobunnen ass, just well aus Spuermoosnamen iergendzwousch Luuchten ewechgeholl gi sinn? Dat selwecht gëllt fir de Projet vun der Pannespuer, deen nach op esou vill Honnerte Meteren, Kilometere soll sinn - och e Sécherheetsaspekt, deen net ze vernoléisseg ass.

Elo kann den Auto awer nach vill méi. Géif de Furer sech dofir entscheiden, fir genau no Gesetz ze fieren, also de Semi-Autopilot unzeschalten, da kéint een d'Quot vun den Accidenter scho kräfteg erofdrécken. Et stellt sech awer hei d'Fro, ob Lëtzebuerg, also ob dës Regierung, eis Stroosse virbereet huet. An déi aner Fro: Sinn d'Gesetz, fir de Level 3 oder Level 4 fräizeschalten an ze benotzen, schon iwwerhaupt virbereet? Ech ginn zou, als ee vun de Fans vun den Autopiloten - dat ass eng Faszinatioun vu mir - kann ech duerch eng Villzuel un Testkilometere hei am Land soen: Et ass schwierig bis guer net virbereet.

Eis Stroosseninfrastruktur ass nach net ugepasst un eis nei Méiglechkeete vun der Technik. Dat fänkt bei banale Problemer un. Autoe kënnen haut automatesch Schëlde liesen, also iwwerall automatesch déi gesetzlech Geschwindegkeet fieren. Jo, ech muss zouginn, wann ech dat ausprobieren, dann tuten a blénken d'Leit hanner mir - jo, dat ass och net ganz virbildlech, grad an Tunneln oder an den Dierfer.

Mee zréck zum Problem. Ma eis Schëlde sinn net alleguerten kloer am Land. Da feele se, si stinn net siichtbar, si sti verdeckt oder Chantierschëlde gi vergiess, och wann de Chantier fort ass. Schlëmm ass et no den Tunneln: Do feelen dann einfach emol Schëlde, fir d'Geschwindegkeet erëm ze aktualiséieren.

Dat selwecht ass och mat de Stroossemarkéierungen an de Chantieren - fir d'Technik eng Katastroph. An anere Länner ass dat vill besser geleist. Do stellt e Chantier net d'Technik virun eng Erausforderung. Mir kréien hei am Land op esou munchem Chantier keng propper Markéierung um Buedem hin. Do misst och de Minister bei den Ausschreibungen awer besser drop oppassen, op d'Sécherheet, well do geschéien och vill Accidenter.

Beim Chantier hei am Land ass allgemeng, an dat kéint déi Accidenter am Stau verhënneren, nach vill am Digitalen ze verbesseren fir d'Assistenten am Auto souwéi fir d'Navigatioun. D'Chantiere sinn net alleguer richteg gemellt oder agedroen a si feele ganz einfach. Do ass et eleng net dem Staat seng Verantwortung, mee och eise Gemengen hir. Oft sinn et d'Chantieren an den Dierfer, déi net gemellt sinn, wou muss nogebessert ginn.

Wa mir an den Dierfer sinn, do si mir Piraten ganz op d'Sécherheet aus. Ofgesi vun eiser Forderung vun engem automatesche Bremsassistent, froe mir eng generell Tempolimitt vun 30 Stonnekilometer an den Duerfzenteren a Wunnquartieren - do, wou vill Passante sinn, wou vill Beweegunge sinn, wou de Risiko grouss ass.

Jo, et si Gemengen, déi schon esou Zone gemaach hunn, och an enger mir gutt bekannter Gemeng, an et kann ee soen: Den Notzen ass wirklech grouss. An den Zone sinn d'Accidenter grad mat de Foussgänger zréckgaangen. Trotz der ganzer Technik ass et awer nach de Mënsch, deen entschiet, wéi e mam Auto fiert, och leider alt ze riskant, ze schnell oder mat ze vill Alkohol.

■ **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Et muss kontrolléiert ginn!

■ **M. Marc Goergen** (*Piraten*).- An et muss kontrolléiert ginn, ganz richteg, Här Bausch. Do kommen ech awer nach eng Kéier drop zréck, op d'Policekontroll.

Schnell iwwerschatzt de Furer sech, bréngt sech an eng onkontrolléiert Situatioun. Grad och mat der neier Generatioun vun den Elektroautoen, déi an de Stied eng Beschleunegung opweise kënnen wéi soss vu Sportsautoen bekannt, klëmmt och de Risiko vun der Geschwindegkeet a soumat den Accidenter.

Sécherlech ass et interessant fir den Hersteller, dass e kann an der Werbung soen: „A véier Sekunden op 100, e schnellen Elektro, souguer mat Booster!“ Mee fir d'Sécherheet ass dat kontraproduktiv, well do komme mir op eise Punkt um Ufank zréck: E Subsidium Staat dierf net just op d'Auswiel vum Elektromotor bezuelt ginn, mee misst och um d'Selektioun vu Sécherheitstechnike geknëppt ginn.

A wann een ze schnell fiert, da si mer bei de Kontrollen. Ech fänken elo net déi Fixradar-Diskusioun u mat Bremsen, Gasginn - déi Positioun erklären ech haut net op en Neits. Mee awer eis Positioun, wa mer iwwer Sécherheit schwätzen: Et muss mobil Kontrolle ginn. Jo, déi mobil Kontrollen ënnerstëtze mir Piraten. Et kann een d'Police do vill méi iwwerraschend a flexibel asetzen, wou de e Risiko besteet. Well et kann och net sinn, dass een einfach egal wéi fuere kann, géint de Code de la



route, ouni mussen ze fäerten, an eng mobil Kontroll ze falen. Esou Kontrolle wäeren an eisen Ae méi wichteg, wéi owes Beamten anzesetzen, fir Ausgangsspären ze kontrolléieren, well eng héich Vitess ass déidlech.

#### (Hilarité)

O, Dir kennt laachen. Mee mir kënnen jo eng Kéier ..., et ass eng gutt Iddi, fir an enger Question parlementaire ze froen, wivill Vitesskontrolle manner gemaach gi sinn, während d'Ausgangsspär kontrolléiert ginn ass. Do hutt Der mech elo op eng gutt Iddi bruecht!

Och ouni ze héich Vitess muss d'Material, also den Auto, an engem Eent-a-Toppzoustand sinn. Dofir froe mir Piraten och scho laang eenheetlech europäesch Mindeststandarde fir eng technesch Kontroll.

Zu eisem Fazit: Et gëtt eng Villzuel u Méiglechkeeten, ouni just op de Facteur Mënsch, also de Fuere, ze setzen, mee eng Kombinatioun mat moderner Technik, fir esou d'Unzuel u Verkéiersaffer ze reduzéieren. Well all Accident, all Affer ass op e Feeler zrëckzeféieren, kann also verhënnert ginn.

Mir Piraten soen dofir kloer: Et ass awer och d'politesch Verantwortung, fir eis Stroossen esou sécher wéi méiglech ze gestalten, dat heescht och, se virzebereeden op Autopiloten souwéi all déi Assistenzen, déi dem Fuere hëllef.

Mir Piraten sinn op fir all digitalen Assistent, fir esou de Stroosseverkéier méi sécher ze gestalten.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Mobilitéitsminister François Bausch.

#### Prise de position du Gouvernement

■ **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - Merci, Här President, fir d'Wuert an och merci allen Deputéierte fir hir Interventioun an hir Ënnerstützung am Beräich vun der Verkéierssicherheit.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ma wéi ech 2013 am Dezember dee Ministère iwwerholl hunn, dunn hunn ech misse fënnf Méint duerno oder véier Méint duerno, am Fréijoer 2014, déi éischt Pressekonferenz maachen, wou ech d'Zuele virgestallt hunn iwwert d'Vekéierssicherheit vum Joer 2013. An ech kann lech soen, dat war kee flotte Moment, well d'Zuele ware wierklech ganz schlecht. Mir haten deemools, 2013, 46 Doudeger an och bei de Schwéierblesséierten hunn d'Zuelen net gutt ausgesinn. An do war mer relativ séier kloer, datt ee sech misst méi breet opstellen, fir datt mer déi Zuelen do erfroerchen, well wann Der emol géift kucke goen an d'international Statistiken, wou mer haut géife stoen, wa mer nach ëmmer bei deene schlechten Zuele wäere vum 2014, da wäere mer zimmlech ganz hannen, an och ganz hanne bei deene Länner, déi an der Traditioun, wat d'Vekéierssicherheit ubelaangt, net grad als Muster-schüler bekannt sinn.

Mir hunn et awer elo fäerdegbruecht duerch déi Saachen, déi mer gemaach hunn, fir besser ze ginn, an ech kommen nach dorobber zrëck. Duerfir huet d'Regierung dunn 2014 decidéiert, en éischten Aktiounsplang fir d'ganz Legislativperiod op d'Been ze stellen. Deen Aktiounsplang hu mer deemools mat zimmlech allen Acteuren ausgeschafft, déi et gëtt, déi de près oder de loin eppes mat Verkéierssicherheit ze dinn hunn, an der Zivilgesellschaft, mee awer och interministeriell. Well ech hat eng Initiativ geholl, wou ech versicht hunn, mat allen anere Ministeren ze kucken, wat si an hire Ressorte kéinte maachen, fir mat dozou bäizedroen, datt mer déi Zuele verbessert krite, dat heescht, fir Strategie fir d'Vekéierssicherheit auszeschaffen.

De Plang, deen hat insgesamt eelef Defien determinéiert mat am Ganzen 29 konkrete Mesuren, fir géint d'Onsicherheit op de Stroosse virzegoen. An déi Mesuren, déi waren zimmlech equilibriert opgedeelte tëschent Preventioun, Informatioun an natierlech och Repressioun. An am Kader vun dësem Plan d'action huet d'Regierung duerno och de Motto vun der „Vision Zéro“ - also keen Doudeger an och kee Schwéierblesséierte méi op eise Stroossen - an d'Liewe geruff. Mir hunn eis do ugeschloss un dat, wat souwisou scho laang vun den ONGe verlaangt ginn ass an der Verkéierssicherheit. An och wann déi Fuere esou, wéi et haut ass a wéi mer haut d'Stroossesituatioun kennen, utopesch kléngt, sou hunn ech ëmmer betount, datt et fir mech och iwwerhaapt keng aner Visioun ka ginn. Well ech kann net als Mobilitéitsminister soen, souguer wann d'Situatioun sech verbessert huet: „Ech sinn zefridden!“, well natierlech kommen egal wéi ëmmer nach Leit ëm an et gi Leit schwéier blesséiert. Dat heescht, ech kann nëmme soen, fir mech gëtt et just een eenzegt Zil, dat ass null Doudeger an null Schwéierblesséierter.

A fir an der Verkéierssicherheit awer laangfristeg e positiven Effekt ze hunn, dierf ee sech natierlech net op sengen Efforten ausrouen. An duerfir hu mer

och no där leschter Legislativperiod, also no de Walen 2018, wéi d'Regierung am Amt bliwwen ass, direkt erëm en Aktiounsplang mat deenen nämlechen Acteuren ausgeschafft, deen dann elo bis 2023 geet.

Dëse Plang huet erëm eelef Defien identifizéiert, och mat 28 konkrete Mesuren. Do sinn der en Deel dobäi, déi sinn nach iwwregbliwwen vun der leschter Legislativperiod, awer net méi esou vill. Et sinn och och e ganze Koup neier bäikom, déi mer eragesat hunn. An ech wëll och der Madam Interpellantin soen, déi hei vun de Peine pédagogique geschwat huet, si hätt déi net fonnt an deem Plang: Dach, déi ass dran, dat ass d'Nummer 28. Do sinn et och an der leschter Legislativperiod schonn Initiative mat de Justizautoritéite ginn. Ech liesen lech se vir. Do steet ganz kloer dran: « désengorger les tribunaux, notamment par l'introduction d'un mécanisme d'amende forfaitaire général [...] et par la dépenalisation de certaines infractions. »

An, Här President, fir datt jiddwer Deputéierte sech kann e gutt Bild maachen, wat am Plan d'action steet a wou mer dru sinn, deposéieren ech hei en Updatesdokument um Büro vun lech. Dat ass dat, wat ech alljoers ..., well zweemol am Joer gesinn ech all d'Associatiounen, d'ONGen an dann huele mer all déi Mesuren duerch an da maache mer entweder e gréngen Häkchen hannendrun, wann et ëmgesat ass, oder en orangen, wann et nach an der Maach ass, an natierlech e rouden - dat ass awer elo näischt ..., do ass awer elo keng politesch Konotatioun hannendrun -, wann et nach net gemaach ass.

Ech ginn lech dat of, da kann een dat verdeelen. Do kann all Deputéierten sech dat eng Kéier ukucken.

#### (M. François Bausch dépose un document.)

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos.

■ **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - Wann een d'Statistike kuckt, dann hate mer 2020, an do iwwregens och eng kleng Korrektur un d'Interpellantin: Et waren net 24 Doudeger, leider net 24, mee 26. Et ware 24 Accidenter mat Schwéierblesséierten, mee am Total si 26 Leit, déi hiert Liewe verluer hunn op der Strooss. Dat waren der 4 méi wéi 2019, wou mer 22 Affer haten. 2019 war, ech géif bal soen, alt nees eng Kéier dat Joer mat de mannsten Doudegen op eise Stroossen, zënter datt mer iwwerhaapt Statistiken hunn. Mee wat awer interessant ass, wann een d'Zuele kuckt - ech kucken elo natierlech haapt-sächlech déi Period, wou ech selwer d'Responsabilitéit hat, vun 2013 un -, also déi Zuel Jore kuckt - an dat muss ee maachen, well et dierf een och net vergiessen, mir hunn zu Lëtzebuerg kleng Zuele bei de Verkéiersdoudegen zum Beispill, bei de Blesséierten, also „kleng“ entre guillemets ... Dofir, ech hu gesot: All eenzelnen ass een ze vill!

Mee wann ech dat awer vergläiche mam Ausland, wann een eng Zuel huet vun 23, 24, do ginn heiansdo een, zween schlëmm Accidenter duer, dann explodéiert d'Zuel direkt erëm an d'Luucht. Duerfir muss een dat och ëmmer iwwer méi Jore vergläichen, dat heescht iwwer fënnf, sechs, siwe Joer, fir kënnen genau ze gesinn, wou den Trend hiegt bei de Verkéiersdoudegen a bei de Schwéierblesséierten.

An ech hunn deen Tableau matbruecht. Dee kennt Der iwwregens och erëmfannen um Site vu mengem Ministère, wou ech d'Presentatioun ganz publizéiert hu vun der Pressekonferenz vun der leschter Woch. A wann Der do d'Parametere kuckt: Accidents corporels 2013 nach 949, 2020 779 - minus 19 %, an dann „dout mortels“, also déidlecher: 2013 41 Accidenter mat Doudegen, 2020 24 - dat heescht e Minus vun 41 % an deene siwe Joer. A mat Blessés graves, also Accidenter mat Blessés graves, waren et der 2013 273, 2020 195 - e Minus vun 29 %. A wann ech da reng d'Nettozuele kucke vun de Leit, déi hiert Liewe verluer hunn oder schwéier blesséiert gi sinn, do hu mer bei den Doudegen an der Moyenne iwwert déi Jore gekuckt e Minus vun 42 %, bei de Schwéierblesséierten e Minus vun 31 % a bei de Lichtblesséierten e Minus vun 21 %.

Also all eis Parametere op déi siwe Joer gekuckt hunn en däitlechen Trend no ënnen. An doriwwer si mer sécherlech alleguer frou, well dat beleet, datt eise Plan d'action jo och seng Wierkung hat.

Wat awer eis Statistiken och weisen, dat ass, datt d'Haaptverursaacher vu schwéieren Accidenter mat Doudegen a Blesséierten nach ëmmer déi nämlecht Saache sinn: d'Vitess un éischer Stell mat 31 %, d'Fuerefeeler mat 21 %. An dorobber kommen ech awer nach zrëck, well Fuerefeeler, wat heescht dat? Dat muss een am Detail kucken. Do gëtt et awer entre-temps och Detailer. An Accidenter mat Fousgänger maache 17 % aus. An et gëtt deemno eng Verbesserung bei den Accidenter och duerch Alkoholafloss an och duerch Vitess. Den Alkoholafloss an d'Vitess sinn awer nach ëmmer op Plaz 1 a Plaz 2, och wann d'Tendenz erfrogeet. Mee par contre zum Beispill d'Fuerefeeler, déi ginn zolidd erop. An dat huet prezis Grënn, op déi mer och muss reagieren.

Well d'Vitess, wéi gesot, scho säit Joren den Haaptgrond vu schwéieren Accidenter ass, zielen ech dann och eng ganz Rei Mesuren aus dem Plan d'ac-

tion op, fir och ze weisen, wat déi bruecht hunn, a well mer jo do am meeschten drop geschafft hunn.

Bon, dat ass natierlech un éischer Stell och d'Sensibilisatioun. Mir hu vill Campagnë gemaach, fir de Leit de Risiko vun ze héijer Vitess virun Aen ze féieren, och am Kader vun der Reform vun Führerschäin, déi um Lafen ass. Ech mengen, et hat och een déi Fro gestallt. Mee do si mer awer nach net um Enn ukomm mat den Iwwerleeungen. Dat ass eng komplex Aufgab. Do wäert ee ganz grouse Schwéierpunkt ginn, d'Leit ze konfrontéieren - wéi soll ech soen? -, net domat, wat d'Konsequenze sinn, wann ech de Winker net erausmaachen, dat weise mer natierlech och nach, mee virun allem och mat de Konsequenze bei Feelverhalen, wat dat bedeit vu Leed, dat ech urichten. Dat heescht, ech soen ëmmer: Wann ech d'AVR invitéieren a mat deenen hire Memberen do kommen, déi schwéiert Leed hu missen erliden, an ech bréngen déi a Kontakt mat deenen, déi den Accident verursaacht hunn, dat geet vill méi ënnert d'Haut, wéi wann ech zéngmol erklären, datt een de Winker sollt erausmaachen oder mat 90 km/h sollt fuere an net mat 100 km/h, wou Beispill. Dofir, et muss och méi e Bestanddeel gi vum Führerschäin, datt d'Mënschen, mir all, eis méi bewosst ginn, wat wierklech d'Konsequenze si vun esou engem Verhalen.

Natierlech, beim Bekämpfe spillen och d'Vitesskontrollen eng wichteg Roll. An e gudden Indicateur, dee weist, wivill vun den Infractionen nëmme mat der Vitess zesammenhänken, ass eigentlech de Punkteführerschäin. A wann ech lech déi hei elo opzielen, déi Zuelen, da muss mer wëssen: Dat sinn déi, déi Punkte verluer hunn. Also ech schwätzen do net vu kleng Vitessiwverschreidungen, mee vu méi groussen. Wann Der dat kuckt, da gesi mer, datt 2016 28.568 Punkten agezu gi sinn op dee Konto - 43 % -, 2017: 26.000 - 44 % -, 2018: 24.000 - 39 % -, 2019: 28.000 - 43 % -, an 2020: 32.000 - 49 %. Also in globo kann ee soen: Tëschent 40 % a 50 % vun de Punkten, déi agezu gi beim Punkteführerschäin, déi ginn agezu wéinst ze héijer Vitess. Eleng dat ënnersträicht, datt mer do nach ëmmer mussen am meeschte schaffen, datt d'Vitess nach ëmmer de Problem Nummer 1 bleift.

A viru Kuerzem hat d'Police jo erëm hire Speedmation, wou se och alljoers matmécht. Dat ass jo a ganz Europa ëmmer deen nämlechten Dag, wou da 24 Stonne verstärkt just d'Vitess kontrolléiert gëtt. An ech kann lech soen, d'Resultater vun der 2021er-Edition, déi sinn erschreckend: 181.992 Chauffere ware bei där Kontroll ze séier. Dat ass eng Augmentatioun vun 88 % méi Infractione par rapport zu där Edition d'lescht Joer. Also dat ass desastréin an dat weist, datt mer bei der Vitess ni dierfen noloossen an datt d'Vitess egal wéi ëmmer den Haaptproblem bleift, op alle Fall esou laang, wéi de Mënsch nach selwer fiert.

Et ass jo elo geschwat gi vum autonome Fuere, wat eng Kéier wäert kommen, ganz sécher. De Computer - leider ass et esou -, dee mer programmeieren, dee mer mat Algorithme fidderen, fir datt e sech un d'Reegelen hält, fir datt mer ëm d'Reegele bäibréngen, deen hält sech natierlech herno drun. An et ass eigentlech traureg, datt d'kënschtlech Intelligenz muss kommen, fir eis ze soen, datt et wichteg ass, datt ee sech dorunner hält. Ech hunn dat hei scho méi wéi eng Kéier gesot.

Also d'Kontrolle vun der Police um Terrain si wichteg, ob et mat der Radarpistoul oder mam mobile Radar ass, wat och ëmmer; mee awer och déi aner Saachen, wéi d'Fixradaren oder d'Secteursradaren, hu vill dozou bäigedroen, datt d'Situatioun sech verbessert huet. Ech soen lech och duerno nach Zuelen dozou, déi am Fong ganz gutt beleen, datt do, wou reegelméisseg och fix kontrolléiert gëtt, datt dat en immensen Impakt huet. An eleng eng Zuel, déi interesséiert lech bestëmmt ganz staark. Ech hunn ëmmer gesot, deen éische Streckeradar, dee mer ageféiert hunn, dat ass jo e Pilotprojet gewiescht. Dee wëlle mer evaluéieren. An déi Evaluatioun läit vir par rapport zum fixe Radar. Well do stoung jo op der Streck tëschent Gonnereng an dem Waldhaff virdrun e fixe Radar. Par rapport zum fixe Radar virdrun, sinn d'Infractione ganz, ganz staark zrëckgaangen.

Zënter datt deen duerch de Streckeradar ersat ginn ass, dee jo méi prezis kuckt, wéi een op der ganzer Streck fiert, sinn d'Infractionen erfrogeet vun 8.096 op 3.900. Also méi wéi halbéiert! Eleng dat demonstrieréiert wierklech formidabel, wat dat bruecht huet an datt et och wichteg ass, datt mer nach weider esou Saache wäerte maachen. Ech mengen, den Här Wilmes hat mech och gefrot.

Mir hunn en nächste Projet, dee mer elo wëlle maachen, eppes, wat mer um Mo läit: Dat sinn d'Autobunnstunneln. Mir haten d'lescht Joer en extrem schlëmmen Accident an engem Autobunnstunnel, wou Leit hiert Liewe gelooss hunn, wou mer am ville Misär a Pech souguer nach Chance haten, well dat hätt kënnen nach vill méi schlëmm ausgoen.

Dat geet einfach nach ëmmer net richteg an d'Käpp eran: Déi 90 km/h, déi een an Autobunnstunelle muss fuere, dat ass net, well mer d'Leit wëlle

ploen, datt se mussen lues fuere op enger Autobunn, mee dat ass: Wann do en Accident geschitt an d'Vitess ass héich ... Souwisou, all Accident an engem Tunnel ass meeschtens schwéier, a wann d'Vitess och nach héich ass, dann ass en desastréin, well et huet ee keng Auswäichméiglechkeeten. Den Auto flitt vun enger Säit op déi aner. Et huet dramatesch Konsequenzen.

An deen éischen Tunnel, wou mer dat wäerte maachen, dat ass de Markusbierg op der Autobunn Richtung Saarbrécken. Dir frot elo: Firwat de Markusbierg? Ma dat ass ganz einfach. Éischtens, et ass eng Pente - en plus eng Pente, déi geféierlech ass, well do kënt jo och nach eng Opfaart erop, an da sinn do Camionen, déi lues fuere, an da komme se aus den Opfaarten erausgeschoss. Déi Opfaart kennt just beim Tunnel eraus. Duerfir wäerte mer deen als Pilotprojet huelen.

Am Laf vun dësem Joer wäert dann och nach den neien Typ Radar, also de Rout-Luucht-Radar, op der Stäreplaz an den Asaz kommen. Et ass alles prett, d'Tester si fäerdeg. Ech waarden nach op e leschte Règlement grand-ducal, deen ech muss vum Staatsrot aviséiert kréien, dat ass deen, deen déi technesch Elementer confirméiert. Soubal deen do ass - dat wäerte mer da matdeelen -, wäert deen och definitiv an de Betrib goen. Änlecher hu mer och dëst Joer nach virgesinn: zu Hollerech op der Kräizung an um Schlammestee, wou mer esou ee wëllen hisetzen.

Ech hunn entre-temps och vill Demandé virleien vu Gemengen, déi soen: „Lauschtert emol, mir hunn hei Punkten, wou mir interesséiert wäeren.“ Natierlech sinn ech ëmmer interesséiert, a meng Verwaltung ass interesséiert, déi ze kucken. Mir hu jo och duerfir deen Audit „Sécurité“. Dat heescht, wa Gemengen do e Besoin hunn, da solle se dat eraginn. Da kucke mir dat no. An deem Audit de sécurité sëtzt d'Police, d'Stroossebauverwaltung, den ACL, d'Sécurité routière. Et sinn also, mengen ech, bal all déi dran, déi och am Aktiounsplang sinn. Da gëtt genau gekuckt, ob et do Sënn mécht oder net Sënn mécht. Mee selbstverständlech géife mer dat ëmmer wëlle kucken innerorts, wann dat méiglech ass.

Da gouf am November 2019 och de «Plan stratégique national pour la réduction des accidents de la circulation par l'intervention sur l'infrastructure» ... Dat ass e schwéierfällige Begrëff fir eppes, wat am Fong ganz einfach ass. Dat ass am Fong deen Audit „Sécurité“, deen Aarbechtsgrupp, deen et gëtt, deen och verschidden Deputéiert ugeschwat hunn. Deen huet eng nei Bestandopnam gemaach iwwert d'Accidentologie, fir genau ze kucken, wou mer dru sinn. An dat - ech kommen och herno nach eng Kéier drop ze schwätzen -, well do och Froe waren iwwert d'Administration des enquêtes techniques. Ech hunn deenen hiert Gesetz géinnert an der leschter Legislativperiod, dat heescht, déi kruten de Stroosseverkéier bäi. An déi spillen natierlech an hirer Analyse vun den Accidenter eng ganz wichteg Roll, fir deen heite Grupp och ze beroden. Do gëtt alles gekuckt, wou d'Accidenter sinn a wéi d'Situatioun ass.

Zum Beispill ass an där leschter Sëtzung och bei siwen Tronçonen gekuckt ginn, wéi déi sech entwéckelt hunn, ob d'Situatioun sech do verbessert huet, wou Fixradare stinn. Dat ass zu Koplescht-Schëndels-Direndall. Do ass eng kloer Verbesserung par rapport zu virdrun, op der N12. Heischtergronn-Heischent: och eng Verbesserung; N12 Wëntger-Aas-selbuer: och eng Verbesserung; d'N13 Welfreng: och eng Verbesserung - Steeën op der N14: eng Verbesserung; op der N7 Richtung Maarnesch: och eng Verbesserung - N8 Bruch-Reckeng: och eng Verbesserung.

Op zween Tronçonnen ass d'Situatioun par rapport zum Joer virdrun onverännert bliwwen: Dat ass d'N28 Éiter-Bous an d'N3 Hesper-Frëiseng, beim Schlammestee, do ass et am Fong stabelbliwwen.

An op engem Tronçon, wou de fixe Radar steet, do huet d'Situatioun sech licht verschlechtert: Dat ass op der N5 Bascharage-Helfent.

Dir gesitt also, datt awer op deenen ... Also bal de Gros vun de Plazen, wou ee steet, do verbessert d'Situatioun sech pro Joer, well natierlech och manner Infractionen do festgestallt ginn.

Bon, ënnert der Leedung vu Ponts et chaussées ass den Aarbechtsgrupp Audit de sécurité, wann et néideg ass, souwisou ëmmer d'eenzel uspriechbar Instanz vun de Gemengen, fir iwwerall ze analyséieren, niewent den allgemengen Analysen, déi vun hinne gemaach ginn duerch d'ganz Land a wou mer natierlech och da stroossebautechnesch ëmmer erëm Verännerunge maachen.

Dat heescht, et geet net nëmme drëms, Radaren opzeriichten, mee och: Wa mer kënnen Kéiere begraden an esou weider, maache mer dat. Wa mer kënnen Stroossen, wou vläicht den Zoustand net méi gutt ass ... Do gëtt et der jo och eng Rei, déi mer an der leschter Zäit staark verbessert hunn - wou awer och doduerjer kënnen Accidenter geschéien, wann dat net de Fall ass. Also, all dat gëtt berücksichtigtegt.

Dat bréngt mech dann zu där berühmter Fro vun de Stroossebeem. An do muss ech soen, ech sinn e



## Chambre des Députés

### Compte rendu officiel

**Supplément commun aux quotidiens :**  
Luxemburger Wort, Tageblatt, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

**Contenu rédactionnel :**  
Service du compte rendu de la Chambre des Députés  
Service des relations publiques de la Chambre des Députés  
Tél. 466 966-1

**Saisie de texte :**  
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

**Conception et mise en page :**  
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

**Concept et coordination générale :**  
brain&more, agence en communication, Luxembourg

**Imprimeries :**  
Mediahuis Luxembourg SA  
60, rue des Bruyères  
L-1274 Howald

Editpress SA  
Belval Plaza, 7, avenue du Rock'n'Roll  
L-4361 Esch-sur-Alzette

bëssen iwwerrascht iwwert dat, wat ech hei hu missen héieren. Ech hat d'Zuele vun deem, wat mer an deem Beräich gemaach hunn, op der Pressekonferenz virgestallt. Mee bon, net all Deputéierten hutt dat jo warscheinlech kënne matkréien. Se sinn och net all an der Press am Detail zrëckgi ginn. Duerfir wéilt ech se dann och eng Kéier hei widderhuelen an lech se soen.

Ech wëll fir d'éischt awer emol soen, dass ee muss bedenken, dass d'Stroossebeem, wa mer elo emol de Sécherheitsaspekt eng Sekonn ausklammern ... Et ass gesot ginn: „Mir kënnen net iwwerall amplaz Beem Hecke setzen“, well dat jo och den Déngscht leescht vun Anengung an esou weider an esou virun. Also sécherlech kann een och plazeweis Hecke setzen, dass ass net de Punkt.

Ech wëll awer ze bedenke ginn, dass d'Stroossebeem net nëmmen d'Fonctioun hunn, fir d'Sichtweis anzeenge vum Automobilist, mee se hunn och, éischens, d'Fonctioun, fir d'Landschaft ze verschéieren. Stellt lech emol eng Kéier vir bei all deene Stroossen am Land, déi mer hunn, mir hätten iwwerall nëmmen Hecke stoen, also och Landstroossen, wou awer vill Beem laanscht d'Stroosse stinn. Ech mengen, do si mer eis eens: Dat wär eng Landschaft, déi géif net immens ausgesinn.

Mee virun allem gétt et awer och nach en anert gewichtegt Argument, firwat Stroossebeem wichtig sinn: Well eng Strooss, dass ass ëmmer eng Schneis an der Landschaft. Dass heescht, et ass jo goudronéiert, et ass asphaltéiert. An et gétt einfach eng Rei Déierenzorten, haaptsächlech Insektenzorten, déi immens wichtig si fir d'Biodiversitéit a fir d'Erhale vun der Biodiversitéit an eiser Natur en général.

Déi kënne sech net vun enger Stroossesäit op déi aner deplacéieren, wann Der nëmmen Hecken hutt. Well esou e klengt Déierchen, dat spréngt net iwwert d'Strooss déi aner Säit. Duerfir sinn d'Beem wichtig, well dass ass oft de Wee, wou den Austausch vu Biodiversitéit vun enger Säit vun der Strooss op déi aner stattfënt. Dofir ass et och absolutt wichtig, dass mer och bei deene Stroosseschneisen, déi mer an d'Landschaft schloen, Begréngungen hunn, déi den Austausch vun der Biodiversitéit vun enger Säit op déi aner erméiglechen.

Dat heescht: Wann ech dat alles soen, da wëll ech fir d'éischt d'Bedeutung ënnersträichen an eeben och domadder soen, wéi komplizéiert et ass, wann een un dat doten Thema erugeet. Wann ech dat soen, dann heescht dat awer net, dass mer net e Bam kënnen ewechhuelen, wann en d'Stroossesécherheet a Gefor bréngt respektiv wann et net méiglech ass, fir eng Leitplank derbäizesetzen. Selbstverständlech muss mer Beem, wa se als geféierlech detektéiert ginn, zemoos beispillsweis Beem, déi isoléiert op Plaze stinn, kënnen ewechhuelen.

An ech ka mech nëmme wonneren, wa gesot gétt, mir hätte keng ewechgeholl. Ech ginn lech elo emol Zuelen an da wäert Der ... Am Fong deet et mir net gutt, wann ech lech déi Zuelen hei virlesen, well dass ass schon impressionnant: 2019 sinn 135 Demandé vun der Stroossebauverwaltung gemaach ginn, fir am Ganzen 371 eenzel Beem ewechzehuelen; a vun deenen 371 Beem, déi do betraff waren, sinn der 339 vun der Ëmweltverwaltung autoriséiert ginn!

Also, et ass net esou, wéi wann d'Ëmweltverwaltung dat ni géif autoriséieren! Dat si Beem, déi

natierlech oft isoléiert stoungen, déi geféierlech waren. An 2020 waren et der souguer nach méi: Do waren et 195 Demanden, 558 Beem ware betraff, 508 sinn der autoriséiert ginn. Se sinn natierlech alleguerter kompenséiert ginn; natierlech, well dass ass d'Oplag, déi mer jo souwisou kréien. Also, Dir gesitt hei, wann Der dat iwwer zwee Joer kuckt, dass sinn dat 900 isoléiert Stroossebeem, déi ewechgeholl gi sinn.

Kommt, mir halen och emol eng Kéier op ze maachen, wéi wann do ni eppes géif geschéien! An da soen ech lech och: D'Leitplanken ... Well et gétt jo e puer Méiglechkeeten. Wann et wierklech net anescht geet an et ass eng Plaz, wou et wierklech geféierlech ass, da muss een e Bam kënnen ewechhuelen. Wann e krank ass souwisou. Ech mengen, dass ass iwwerhaupt keen Thema. Mee da gétt et jo awer och d'Méiglechkeet, Leitplanken ze setzen, an dass ass och dat wichtegst Element, wa mer iwwer Bamallee schwätzen: Wann der an Zukunft nei gesat ginn, dass se esou gesat ginn, dass een entwéeder Leitplanke virdukrëtt oder se keng Gefor duerstellen, mee awer och nach un de Stroosse- rand, well Leitplanke protegieren den Automobilist, dass en net an de Bam geet.

D'Ponts et chaussées huet eleng 2019 13,4 Kilometer Leitplanke fir esou Zwecker gesat, an och d'lescht Joer nach eng Kéier 9,1 Kilometer. Dass sinn nëmme Plazen, wou mer dorop opmierksam gemaach gi sinn, dass Gefore sinn, déi och an deem Audit de sécurité diskutéiert gi sinn. A mir hunn e Programm, dee leeft och nach weider iwwert déi nächst Joren. D'Zil ass, méiglechst iwwerall Leitplanken ze setzen.

An da gétt et e leschte Punkt, dass ass natierlech: Wat kann ee maachen, doriwwer eraus, bei Beplanzungen - also niewent dem Fait, dass ee bei Beplanung oder beim Neiulee vu Stroossen oppasst, dass ee se esou setzt, dass een ëmmer Leitplanken virdukrëtt?

Mee da kann een natierlech och besteeënd Achsen änneren. A mir hunn e flotte Projet mat der AVR zesammen, dass ass zu Jonglënster beim Denkmal vun der AVR. Do ass déi Streck, déi dohinner féiert - also net vun der Haaptstrooss erofgekuckt, mee vun där anerer Säit. Do gétt et eng Bamallee, déi ganz schön ass. An do hu mer och schon en Accord mat der Natur- a Bëschverwaltung - dass ass e fréiere Mataarbechter vun do; deen ass awer elo a Pensioun, deen huet nach do matgeschafft -, dass mer do d'Beem e bësse réckele ginn. Och esou Saache si méiglech.

Also, et gétt villfälteg Méiglechkeeten, mee mir mussen et awer ëmmer esou maachen, dass mer dat hei am Equiliber maachen an dass Saache geschéien, dass beleeeën déi Zuelen, déi ech lech och elo gesot hunn.

Also, wéi gesot: Mir bleiwen do drun a mir maache Saachen. Mee mir maachen awer Saachen, déi och am Aklang si mat anere Saachen, déi mer eis als Zil gesat hunn - wéi zum Beispill, dass mer schéi Bamalleeë wëllen halen an dass mer och musse kucken, dass mer d'Biodiversitéit geschützt kréien -, fir dass dat och an Zukunft awer nach aner Ziler erreecht, déi mer ons ginn hunn.

Niewent der Vitess, ech hunn et scho gesot: d'Oflenkung. D'Oflenkung ass an den Topp Dräi vun de schwéiere Problemer eropgestigen. Dass ass an den Topp Dräi - dat anert sinn, wéi gesot, Alkohol a Vitess, do ass éischer: Tendenz erof duerch déi Mesuren, déi mer huelen; mee hei éischer: Tendenz erop.

An natierlech ass d'Oflenkung näischt anescht ersicht, wéi déi allméiglech Spillereien, déi mer entre-temps ... oder gréisstendeels, losse mer soen, hunn, entwéeder an eisen Täschen, entre-temps och souguer an den Autoen. Ech mengen, déi digital Technique si super, mir sinn all frou domadder. Mee leider huet ee séier d'Tendenz, am Auto domadder ze spillen, och wann et ongewollt ass oder meeschtens an Ongedanken. Ech mengen, et hunn een, zwee Deputéierter gesot: „Wien huet dat nach ni gemaach?“ Ech mengen, mir sinn all nëmme Mënschen a mir loosse eis séier verféiere vu Saachen a vergiessen d'Reegelen. Duerfir muss mer do usetzen.

Och do e puer Zuele fir ze beleeeën, dass dat e grouse Problem ass. Well mir hu jo elo och ewell Statistike vum Handy beispillsweis um Steier, well een do zwee Punkte verléiert. Duerfir kënne mer dat genau erausfannen. Dass hat ech schon an der leschter Legislaturperiod geännert.

Telefon um Steier - Punkteverloscht: 2016 waren et 7,51 %. An da muss ee jo wëssen, dass d'Police et net esou einfach huet, fir do ze kontrolléieren. Well da gétt den Handy fale gelooss, wann d'Police kënnt. Allméiglech geëtt sech do afale gelooss, fir dann ... Mir sinn alleguerter ganz kreativ, wann et dorobber ukënn.

Mee 7 %, 2016. An dass geet dann erop op iwwer 9 %. Ee Joer hate mer souguer iwwer 10 %. Also: Tendenz, wéi gesot, steigend vun de Punkten, déi ewechgeholl ginn, entre-temps, duerch den Handy um Steier. Esou Zuele vun deene leschte Jore beweisen, dass, wéi gesot, ëmmer ronn 8 %

vun de Punkten op déi Kap ginn. Duerfir wäerten d'Strofen och, wéi ech et ugekënnegt hunn, an d'Luucht goen. Dass kréie mer och souwisou vun all den ONGen an deem Beräich, mee och international, recommandéiert.

Mir wäerte beim Punkteführerschäin eropgoen, dass een, wann een am Auto mam Handy - ouni Fräisprechanlag selbstverständlech - telefonéiert, dass een da véier Punkte verléiert. An de Protokoll soll eropgoen op 250 Euro, fir dass mer dee Problem do an de Grëff kréien.

Bon, wann een also d'Zuele vun de Verkéiersaccidenter an deene leschte Jore genau analyséiert, wéi gesot, zwou positiv Nouvelen: Alkohol, Vitess; eng negativ direkt Ursach: dass ass d'Oflenkung. An dann awer virun allem: Bei deenen, déi betraff sinn, gétt et och en neie Moment. Natierlech sinn d'Automobilisten nach ëmmer un éischer Stell vun deenen, déi betraff sinn - dass ass och logesch, well där fuere der am meeschten -, mee et ass awer eng Tendenz, déi besser gétt, déi erofgeet. Par conter, bei de sougenannte vulnerabelen Usageren op der Strooss - Motorrieder, Foussgänger a Vëlofuere -, do geet d'Zuel leider erop.

A virun allem bei de Vëlofuere ass et d'lescht Joer ganz dramatesch eropgaangen. Beim Motorrad hate mer 2019 eng gutt Verbesserung kritt. Mir hu jo och do en Aktionsplang spezifesch fir d'Motorrieder gemaach. Dee leeft och nach ëmmer weider. Mir hunn eng gutt Zesummenaarbecht mat der Motorradinitiative - also mat där Federatioun, déi et do gétt. A mir wäerten och nach déi Mesuren, wou mer gutt Erfarunge gemaach hunn - wéi zum Beispill bei spezifische Marquag fir d'Motorrieder an esou weider - weiderféieren.

Do war och vum Här Wilmes déi Fro vun de Policekontrollen iwwert dem Fuere gestallt ginn. Bon, ech sinn elo net méi Policeminister, mee ech weess awer, dass deen nach weider doru schafft. Do muss allerdéngs och eng Gesetzesännerung kommen, fir dass do kënne Saache gemaach ginn, déi et zum Beispill an Däitschland scho laang gétt, oder an Holland, dass op dem Motorrad eng Vitesmooskamera kann agebaut ginn, wou da Polizisten an Zivill Kontrolle mat de Motorrieder kënne maache goen. Dass gétt an Däitschland zum Beispill ganz vill gemaach. Och esou Saache wäerten an Zukunft do derbäikommen.

An dann natierlech och Sensibiliséierungen, well bei de Motorrieder zum Beispill ass net nëmmen ... Do hu mer eng gutt Zesummenaarbecht mat den Associatiounen gehat. Déi hunn eis vill dorobber higewisen: Et ass net nëmmen d'Fro vun der Strooss, vun der Vitess, mee och d'Schutzkleedung. Mir hu bei Kontrollen ... D'Police huet ganz vill Kontrolle gemaach an de leschten zwee Joer a verréckte Saache fonnt um Niveau vun de Pabeieren, déi net an der Rei waren. Och do, wéi gesot, ass et dofir wichtig, dass déi Kontrolle gemaach ginn.

D'Policepresenz ass ganz, ganz wichtig. Mir haten 2020 zwar, wéi gesot, erëm eng Steigerung par rapport zu 2019 bei de Motorrieder: siwen doudeg Motocyclisten. Mee bon, mir louchen awer schon aner Joren nach méi héich. Dass ass awer och do elo net, fir frou ze sinn - au contraire!

An dann, déi zwou aner vulnerabel Gruppe sinn natierlech d'Foussgänger an d'Vëlofuere, wéi ech gesot hunn. Bei de Foussgänger sinn d'Zuele stabel bliwwen par rapport zu deene leschte Joren, se si souguer lichter besser ginn. Mee bei de Vëlofuere leider net.

Mir sinn all frou driwwer gewiescht, dass de Vëlo am Confinement an am Kader vu Covid en onheemleche Boost kritt huet - also, et gétt enorm Vëlo gefuer -, mee natierlech ... Bon, éischens hate mer d'lescht Joer Accidenter, wou Leit mat Vitess mam Vëlo gefuer sinn a wou emol guer keen aner Verkéiersmëttel am Spill war, wou einfach de Vëlofuere ze séier gefuer ass, soudass en d'Kéier net kritt huet an do d'Liewe verluer huet. Dat huet och vill, mengen ech, mat Erfahrung ze dinn, déi feelt, wa Leit nei op de Vëlo klammen. Mee natierlech awer och ganz vill Accidenter tëschent Vëlofuere an Autoen oder Camionen, wat och ëmmer et ass.

Ech wëll, ier ech op den Detail aginn - well dozou gehéiert och dee ganze Volet vun den 30er Zonen an esou wieder -, vläicht eppes soen zur Helfpflicht fir de Vëlofuere an esou weider. Bon. Déi Helfpflichtdiskussioun, Madamm Hemmen, dass ass eng, déi gétt et schon op der ganzer Welt, op d'mannst säit ech mech fir déi ganz Problematik Vëlo a Verkéierssécherheet interesséieren. An dass ass awer schon eng Zäit.

Ech kann lech soen: Ech si reegelméisseg - déi Zäit, wéi ech Schaffen an der Stad Lëtzebuerg war -, op déi Velocity-Konferenze gaangen. Dass ass déi gréisste Konferenz vun Vëlo weltwäit. Se huet och Verrieder weltwäit ëmmer iwwerall sëtzen, dass ass formidabel. Vill Experten, déi do schwätzen. An do ass dee Sujet do natierlech och ëmmer op der Dagesuerdnung.

Et gétt entre-temps och onzieleg Etüden iwwert déi ganz Fro. A wat awer ëmmer ganz kloer ass - an ech schwätzen elo emol fir d'éischt vum stättesche

Raum -: Am stättesche Raum ass - wa mer vun Erwuessene schwätzen, ech géif éischer soe Leit iwwer zielef Joer; bei Kanner ass et eng aner Diskussioun -, den Notze par rapport zu deem, wat ech riskéieren ze kréien, wann ech d'Helfpflicht um Vëlo aféieren an doduerjer dann eebe vill Leit op eemol net méi fuere, well se da musse mam Helm ronderëmlafen, einfach a kengem Verhältnis.

Et gétt och Länner, déi dat probéiert hunn. Et gétt der iwwerengs ganz wéineg, déi eng Flicht hunn - et gétt bal keent! -, ech weess net méi, wéi eng; ech hunn elo de leschte Stand net méi gekuckt. An Australien ware verschidde Regiounen, déi et haten. Ech mengen, et war souguer ee Moment ganz Australien. Et gouf a Kalifornien eenzel Staaten. Déi meescht hunn et aus deene Grënn erëm ofgeschafft. Wéi gesot, an ech schwätzen hei ... Dass ass elo net erfonnt, wat ech lech hei zielen, dass si Verkéiersexperte weltwäit, déi sech ëmmer dauernd doriwwer ënnerhalen.

D'Recommandatioun ass richtig. Ech géif souwisou soen: Soubal ee Coursevëlo fiert a soubal ee mat méi héije Vitess fiert, do géif ech kengem uroden, ouni Helm ze fuere! Do géif ech wierklech soen: „Dot den Helm un!“ Well soubal Der méi héich Vitess fuert mam Vëlo, da gétt et ganz problematesch. Beim stättesche Vëlo, wann ech mat engem stättesche Vëlo ausserhalb vun urbane Raim fuere, géif ech och sécher jiddwerengem soen: „Do en un!“

A priori recommandéieren ech et och am stättesche Raum, mee Obligatioun ass do eng aner Diskussioun. Ech mengen, wéi gesot, de Verloscht vun deem, wat Der u Positivem kréicht duerch de Fait, dass dann d'Leit manner Convivialitéit hunn an duerfir net méi gefuer gétt, par rapport zu deem, wat et awer méi bréngt am stättesche Raum, ass einfach a kengem Verhältnis. Duerfir seet och all Expert lech, dass wär keng gutt Iddi.

Ech weess elo keng Associatioun, déi sech fir de Vëlo asetzt ... Dach, bei Coureuren. Wéi gesot, dass ass eng aner Geschicht. Professionell Coureuren, déi schnell fuere, dass ass eng ganz aner Diskussioun, do muss et obligatoresch sinn. Mee beim stätteschen, normale Fuere, wou awer Vitess gefuer ginn, déi méi niddreg sinn, eng Flicht draus ze maachen, do hätt ee vill Verloscht par rapport zu deem, wat ee menger Meenung no géif gewannen.

Dann zum öffentleche Raum an zum Stroosseraum. Ech mengen, et ass relativ kloer: Den öffentleche Raum muss fir jiddwereen do sinn. Dass heescht, mir hunn déi lescht Jorzéngte vill ze laang eis Stied, eis Uertschaften esou organiséiert, dass den öffentleche Raum bal exklusiv reservéiert war fir de motoriséierte Verkéier, beschtefalls nach fir de Foussgänger, wann dann e Foussgängersträifen oder en Trottoir do war, mee den Auto huet iwwerdominéiert. An natierlech ass et schwéier gewiescht déi lescht 10, 15 Joer - déi Diskussioun, déi leeft jo elo schon eng Zäit - fir ze erklären: „Majo, dass ka jo net sinn! Den öffentleche Raum muss fir jiddwereen do sinn. Dass heescht, dee muss esou opgedeelt ginn, dass jiddweree seng Plaz doranner huet.“

Dat heescht, dass de Foussgänger, de Vëlofuere, d'Trottoir, all d'Gefiere, déi et gétt, do musse kënnen e Raum fannen. An do gétt et zwou Méiglechkeeten: Wann ech genuch Raum hunn, dann deelen ech en esou op, dass jiddweree säi separate Raum kritt. Wann ech zum Beispill eng Achs hunn, wou et méiglech ass, en Trottoir, eng separat Vëlospist ze maachen, an dann natierlech den Auto normal fuere ze loosse, an eng Busspuer, da maachen et dat. Wann ech net genuch Raum hunn, jo da muss e sech gedeelt ginn, an engem Sënn, dass et fir kee geféierlech ass! Da muss ech d'Vitess erofsetzen - an da kommen ech bei d'Fro, déi vu Verschiddene gestallt ginn ass zur Zon 30, Zon 20. Virun allem am stättesche Raum ass dat e ganz wichteg Instrument. An dass war mer och duerfir wichtig, wéi ech 2013 ugefaangen hunn, dass ech déi Regel geännert hunn, dass een och op Staatsstroosse kann Zon 30 oder souguer Zon 20 autoriséieren.

Ech sinn elo am Moment amgaang mat der Gemeng Steesel, wou den Här Klein - deen Der jo och all kennt, well e laang Deputéierter war -, wëllt e Shared Space maachen, an dass op enger Staatsstrooss maten a Steesel, am Uertskaar. An ech ënnerstetzen en doranner an ech fannen dat eng super Initiativ. Duerfir, et gétt keen Tabu méi fir Staatsstroossen an et ass och net méi eng Fro vun der Längt. Dass heescht, dass Eenzegt, wat mir ëmmer virgeschriwwen hunn ... Mir hu vill Projeten, ech hunn och d'Zuelen hei, ech soen lech se duerno, wivill Demanden ech erakritt hunn.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Här Minister, Dir musst esou lues drun denken, zum Schluss ze kommen.

■ **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - Ech kommen zum Schluss, Här President, ech sinn op der leschter Ligne droite.

*(Hilarité et brouhaha)*

Also just fir lech ze soen, dass dat alles op de Staatsstroosse méiglech ass. Dass Eenzegt, wat mir



virschreiwien, dat ass, datt e Minimum vu bauleche Mesurë geholl gëtt, also Plattoen zum Beispill, datt lech dat gesot gëtt, datt Der op esou vill Meter musst e Platto bauen, wann Der zum Beispill wëllt virun enger Schoul op enger Staatsstrooss eng Zon 30 maachen. Mee Dir kënt awer méi laang bauen, dat kritt Der net verworf. Mee et muss awer iergendwou kohärent sinn, wat gemaach gëtt. A mir hunn am Fong och bis elo vun deenen iwwer 80 Demanden, déi ech erakritt hu vu Gemengen, wou Gemenge Projeten op Staatsstroossen hunn, der bis elo nëmmen 11 net mol refuséiert, mee do hu mer gesot: „Luschtert, esou geet et net, da musst Der awer dat do vläicht anescht maachen.“

A fir dann ofzeschleissen, Här President: Déi Richtlinnen, déi stinn, déi si fäerdeg! Mir sinn amgang, mir wäerten och eng Broschür maachen an da ginn déi an nächster Zäit virgestalt, da kréien d'Gemengen déi och matgedeeft. Mee allefalls kann ech lech nëmmen uroden, wann Der wëllt e Projet maachen: Zéckt net, gräift zréck op mäi Ministère, op meng Cellule Planification de la mobilité an op d'Stroosbauverwaltung. Mir si ganz oppen, fir all Gemeng ze hëllefen, fir esou Projeten ze maachen.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools dem Här Mobilitéitsminister François Bausch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

#### Motion 1

Mir kéimen dann zur Motioun, déi vum Här Carlo Back deposéiert ginn ass an déi fret, datt all Initiativen, fir d'Verkéierssicherheit vun de Foussgänger an de Vëlofuere ze verbesseren, sollen acceleréiert a generaliséiert ginn. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun froen? Den Här Marc Goergen, wannechgelift.

■ **M. Marc Goergen (Piraten).** - Merci, Här President. Also mir Piraten wäerte se natierlech och matdroen. Do war iergendepes schifgaangen an der Koordination, soss hätte mer se och mat ënnerschriwwen. Mir wäerte se awer och matstëmmen. Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Goergen. An da ginn ech d'Wuert un d'Madamm Myriam Cecchetti.

■ **Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk).** - Also mir stëmmen se natierlech och mat, mee eigentlech ass et alles an näischt, well si ass weineg ambitiéis. Wat heescht schonn: „toutes les initiatives“? Et wär néideg, e konkrete Katalog auszeschaffen an eng Zäitschinn ze hunn, wou een och duerno kéint evaluéieren, wat wou eppes bréngt. Well datt mir weiderhi selwer decidéieren, wat mir maachen a loosse kënnen, ass geschwënn eriwuer, wéi de Covid eis dat jo och elo gewisen huet. A mir gesi jo, wéi mer hei sëtze mat eise Masken! Mir maache scho laang net méi, wat mer wëllen.

Dofir denken ech, datt ee muss konkret de Leit soen, wat se dierfen a wat net. A wa mer dat elo net fräiwëllig hëllefen, ech mengen, da gëtt et ëmmer méi Restriktionen. A wann et se net fir eis gëtt, da gëtt et se fir eis Kanner a Kandskanner. An da maachen ech d'Boucle zou, da kommen ech op den Ufank vu menger Ried, wou ech gesot hunn: „Wat fir eng Welt hannerloosse mer eise Leit, wa mer net de Verkéiersproblem an de Grëff kréien, fir datt déi duuss Mobilitéit nieft dem öffentliche Transport ganz gutt ka funktionéieren?“

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Cecchetti. An dann den Här Jeff Engelen.

■ **M. Jeff Engelen (ADR).** - Merci, Här President. Mir wäerten eis bei dëser Motioun enthalen.

#### (Interruptions)

Mir wäerten eis bei dëser Motioun enthalen, well se ass eis e bëssen ze schwammeg an net prezis genuch. A mir fannen, eng Motioun soll schon eppes ausdrécken. Si seet hei just: „[...] dans la mesure du possible, toutes les initiatives pouvant améliorer la sécurité routière des piétons et [...]“, dat ass gutt, mee et geet eis net wäit genuch, et ass ze schwammeg. Duerfir wäerte mir eis enthalen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Engelen. Ech mengen, da kéinte mer zum Vott vun dëser Motioun kommen.

#### Vote sur la motion 1

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

#### (Appel nominal pour votes par procuration)

Ech mengen, le compte est bon an domadder ass dës Motioun da mat 56 Jo-Stëmmen bei 4 Abstentoune ugeholl.

*Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Gilles Roth), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM.*

*Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen);*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch;*

*Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

*Se sont abstenus: MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).*

### 10. Question élargie n° 93 de M. Fred Keup au sujet de la sécurité d'approvisionnement en électricité

De leschte Punkt vum Ordre du jour vun de Mëtten ass d'erweidert Fro Nummer 93 vum Här Fred Keup iwwert d'Sicherheit vun der Stromversuergung. Den Auteur vun der Fro huet fënnf Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister eventuell eng Zousazfro ze stellen. An dem Minister stinn zéng Minutten zou. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Fred Keup (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, d'„Welt am Sonntag“ hat virun e puer Méint getitelt: „Wirtschaftsministerium“ - an Däitschland - „plant Zwangs-Ladepausen für Elektroautos“. Et ass dorëms gaangen, e Gesetz ze maachen, wat et erméiglecht, am Fall, wou net genuch Strom am Réseau ass, d'Luedestatiounen fir Elektroautoen also groussflächeg fir e puer Stonnen auszuschalten.

Firwat? Wat war d'Iddi hannendrun? Majo, duerch déi geziilt Energiewend, déi an Däitschland virgesinn ass, do wackelt d'Stromversuergung. Kuelekraftwierker an Atomkraftwierker, och wann ee se net gären huet, bréngen awer eng konstant an zuverlässeg Stromversuergung. Mee si ginn ofgeschalt a si ginn duerch volatil, onsécher erneierbar Energie ersat. Gläichzäitg soll awer och ëmmer méi Strom benotzt gi bei Autoen a bei Heizungen et cetera.

De Problem mat der Versuergung ass also ganz akut an déi Versuergungssicherheit, déi mer an der leschte Joerzénge hatten, wäerte mer mat der forcierter Politik, wéi mer se elo gesinn, warscheinlech net méi esou hunn, well mer op onsécher, volatil Stromquelle setzen. „Volatil“ heescht, dass d'Stromproduktioun net konstant ass, net sécher ass iwwert d'Zäit. Dat ka kuerzzeitg sinn, vu Stonn zu Stonn, dat kann awer och iwwer laang Zäit sinn, iwwert d'Joreszäiten. A Sonn a Wand sinn eebe volatil Stromquelle mat abrupten a saisonale Schwankungen.

Kuerz am Detail, d'Solarenergie: Am Wanter hu mer eng schwach Sonnenastrahlung an deemno produziéiert eng Solaranlage am Wanter schon emol quasi näischt bei eis. Dat ass also eng saisonal Volatilitéit. Dann hu mer awer och nach eng Alternance Dag an Nuecht an de Phenomeen vun de Wolleken, soudass mer do eng deeglech Volatilitéit hunn an och keng Previsibilitéit hu bei der Solarenergie.

Zweet Beispill: d'Wandenergie. Ech mengen, et ass ganz einfach: Wa kee Wand ass, da gëtt och de keng Energie a kee Strom produziéiert. Dat ass ganz dacks de Fall an Däitschland, bis zu 40 % hu mer do Windflaute. A wa kee Wand ass, dann ass d'Produktioun vun enger Wandanlage ganz einfach null.

Dat ass awer net esou, soudass och do d'Wandanlagen, also déi Offshore-Wandanlagen, net onbedéngt d'Léisung sinn.

Da kéint ee jo mengen, dass dat jo mat engem breede Stromnetz duerch ganz Europa misst klappen, well iergendwéi ass jo iergendwou ëmmer e bësse Wand. Dat ass awer och net esou. Mir hunn an Europa oft eng Situatioun vun engem Wiedersystem, vun enger Wiederlag, déi iwwer ganz Europa d'selwecht ass. An dat heescht, wa mer a Lëtzebuerg kee Wand hunn, da kënt et och gutt a gäre vir, dass mer a ganz Westeuropa oder souguer a ganz Europa keen oder weineg Wand hunn.

Da kéint ee jo nach naiv soen: „Mir kënnen Strom späicheren, mir hunn dach Veianen.“ Mee och dat geet leider ganz weineg. Mir verbrauchen hei am Land nämlech 6,5 Terawattstonden, dat ass de Joresverbrauch eleng vu Strom, vun Energie sinn et 50 Terawattstonden. Falls dat sollt an d'Luucht goen, de Strom ... Mee 6,5 Terawattstonden, dat sinn 1.300 Pompspäicherkraftwierker wéi zu Veianen. Mir hunn een zu Veianen. Och fir eng

kuerz Zäit bräichte mer also 40-mol Veianen, fir op der sécherer Säit ze sinn an deem Fall. Batterien, déi dat dote kéinte leeschten, gëtt et leider keng. Beim Waasserstoff si mer och nach laang, laang, laang ewech vun enger Léisung. Späicheren ass also onméiglech, méttelfristeg och.

Aus all deem, wat ech elo hei propper erkläert hunn, ergëtt sech hei eng logesch zentral Fro un den Här Minister: Wou kënt an Zukunft de Strom hier, wann am kale Wanter während e puer Deeg duerch Europa kee Wand ass, keng Sonn ass, wann also Solarenergie a Wandenergie während Deeg ausfallen? Wou kënt de Strom dann hier?

Ech erënneren awer nach schnell eng Kéier drun: En Ausgleich mat anere Länner ass oft net méiglech a Späicherméiglechkeete gëtt et net! An ech wëll och nach eng Kéier drop opmierksam maachen, dass een trotzdeem e Risiko huet vun engem Blackout. An domadder mengen ech net e kuerze Stromausfall vun e puer Stonnen, mee ech schwätzen hei vun eventuell e puer Deeg, wat grad an eiser Zäit vun der Digitalisierung an der Elektrifizierung géif extreem schlémm Konsequenzen hunn. Ech wëll elo net do an den Detail goen, mee jiddweree ka sech jo emol ausmolen, wat wier, wann eng Kéier dräi Deeg a groussen Deeler hei kee Strom wier. Duerfir nach eng Kéier: Wéi kënnen mer esou e Blackout verhënnern, compte tenu vun de volatilen Energiequellen, déi ëmmer méi solle benotzt ginn? A wou soll de Strom hierkommen, wann d'Sonn an de Wand net do sinn?

Merci.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Keup. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Energieminister Claude Turmes.

■ **M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie.** - Gudde Mëtteg. Ech wollt fir d'éischt deenen zwou neien Deputéierte gratuléieren an hinnen och eng schéin Zäit hei wënschen.

Merci och dem Här Keup fir d'Fro. Mee dee Widder-sproch, den Der probéiert do duerstellen zwëschen schnell a Richtung 100 % erneierbar Energien a gläichzäitg enger bal 100%eg sécherer Stromversuergung, dee Widder-sproch gëtt et net. An et gëtt zwee Länner, déi dat haut scho weisen. Portugal an Dänemark waren zwee Länner, déi nach viru 15 Joer bal ausschliesslech ganz grouss Kraaftwierker hatten an déi haut schon zu 50-60 %, verschidden Deeg 100 % erneierbar Energien hunn. An Dänemark a Portugal sinn an Europa quasi bei deenen, déi ganz, ganz vir sinn. Déi hunn e ganz, ganz nidrege Stromausfall. Technesch gëtt dat „LOLE“, also „load loss“, ausgedréckt. An déi zwee Länner weisen eigentlech schon haut, wéi de System vu muer ausgesäit.

An et ass och eng komplett falsch Duerstellung, fir ze soen zum Beispill, d'Solarenergie wier net previsibel. Dobäi, wann een dat seet, dann ignoréiert ee komplett, dass et onwarscheinlech sophistiquéiert Softwarë gëtt, déi d'Meteo op Deeg an dann natierlech duerno op Véierelstonden, fënnf Minutte viraussoen. An ech hu mech och schon an där Zäit, wou ech am Europaparlament war, ëmmer systematesch duerchgesat domadder, fir ze soen: „Et ass falsch ze behaupten, erneierbar Energien, déi wiere volatil.“ Si si variabel a si si previsibel variabel! A well se previsibel variabel sinn, kann de Stromsystem an Europa sech eeben och ganz gutt dorobber astellen.

Fir elo op Lëtzebuerg zréckzekommen: Eis Stromversuergungssicherheit ass am Moment ganz héich, wäert an Zukunft ganz héich bleiwen. Dat bréngt mer fäerdeg doduerch, dass mer eng national Politik hu vun der Stromversuergungssicherheit, mee dass mir awer och eigentlech am Häerz si vun engem vun de beschorganiséierte Strommarchéen, déi et op der Welt gëtt. An eisen europäesche Strommarché a virun allem de westeuropäesche Strommarché ass meilwäit besser organiséiert wéi zum Beispill den amerikanesche Stromsystem, well den amerikanesche Stromsystem quer net gutt verbonnen ass zwëschen Texas an zum Beispill den Nopeschstaaten. An dat war och de Grond ënner anerem, firwat Texas dee Blackout kannt huet dëse Wanter.

Wat maache mer hei zu Lëtzebuerg? Dat éischt ass konsequent Klimaschutz. Mir setzen elo Schrëtt fir Schrëtt esou schnell wéi méiglech de Plan „énergie-climat“ (ndlr: Plan national intégré en matière d'énergie et de climat) ëm. Dir hutt matkritt, dass mer bei der Solarenergie vu fënnf Megawatt, wat e bëssen déi lescht dräi, véier ..., also virun 2015, 2016, 2017 hate mer fënnf Megawatt Solarenergie. Haut si mer fënnfmol méi héich, souguer am Covidjoer. Mir kommen och gutt viru bei der Wandenergie. An dann investéiert Creos, déi jo fir eis Transportträger zoustänneg ass, massiv an Intelligenz. An eng vun de wichtigste Saachen ass, dass mer quasi an all Traffo, an all gréisseren Traffo, elo e kleng Computer drakréien, wat hinnen et erméiglecht, fir de ganze Lëtzeburger Stromsystem ganz prezis an zu all Moment ze iwwerwaachen an eeben och ze steieren.

Dat Drëtt, wat mer maachen, a fir eeben och där Poleemik, déi net néideg ass, ronderëm d'Elektro-

mobilitéit ..., fir einfach ze weisen, dass mer dat komplett am Grëff hunn: Mir hunn e Subventionsprogramm hei zu Lëtzebuerg fir Wallboxen a mir subventionéieren extra héich intelligent Wallboxen. Firwat? Well mer natierlech wëllen, dass am Keller vun enger Residenz herno net zwee Elektroautoe stinn, mee 15, 20, 30, an déi kënnen da mateneen an der Nuecht lueden, well déi eng Born mat där anerer schwätzt an een de System dann ëmmer intelligent steiere kann. An doduerch kann ech alles optiméieren am Keller a bausen am System mierkt een dat eigentlech net. Mir liewen am Zäitalter vun der IT, vun de Computeren. An duerfir gëtt et eeben déi Méiglechkeeten, déi mer hunn, vun erneierbaren Energien, Dausenden, Zéngdausenden, Honnertdausende Solaranlagen, Wandanlagen, fir déi ze kombinéieren, an op där anerer Säit Dausenden, Zéngdausenden, iergendeng Kéier Milliounen Elektroautoen, Wärmepumpen. Dat ass alles vun der Technik hier iwwer Software méiglech.

Dat ass Lëtzebuerg. An dann ass et natierlech esou, dass Der musst verstoen: Wa mir eng Insel wieren, da wier et vill méi schwéier, fir schnell op 100 % erneierbar Energien ze goen, well da misst ee jo selwer zu all Moment d'Backup organiséieren. Mir sinn am Häerz, wann Der lech dat emol ukuckt, vu beschorganiséierten, an engem vun de gréisste Strommarchéen vun der Welt. An, ech mengen, dat ass och vläicht net genuch bekannt hei zu Lëtzebuerg, mir sinn deelweis och d'Häerz vun deem beschorganiséierte Stromsystem. Hei zu Lëtzebuerg ass iergendwou an engem Bürosgebai hei an der Stad den Joint Allocation Office. Dat sinn déi Leit, déi zu all Moment d'Reservatiounen maachen, wa vun Däitschland a Frankräich Strom fléisst, wa vun der Belsch an Holland Strom fléisst, wa vun Däitschland a Lëtzebuerg Strom fléisst.

Dat heescht, vu Lëtzebuerg aus gëtt mat sophistiquéierte Computermodeller de ganze Stromsystem a Westeuropa organiséiert. Dat ass e Meritt vum Jeannot Krecké an och duerno vum Étienne Schneider, déi derfir gesuergt hunn, dass dat Häerzstück, eigentlech de Motor, ee vun de Motoren, vun der Optiméierung vum Strommarché vu Westeuropa hei zu Lëtzebuerg ass. An ech sinn immens houfreg, dass mer déi hei zu Lëtzebuerg hunn.

Dat anert, wat och weist, dass mir e wichtige Rôle spillen, ass: Eis wichtigst Stroumpartner sinn natierlech net Bulgarien a Portugal, mee Frankräich, Däitschland, Eisträich, Schwäiz, Belsch, Holland an da bis erop an Dänemark. An dat ass en Zesummeschluss, deen heescht „Pentalateral Energy Forum“. Dat waren am Ufank fënnf Länner, et sinn der elo siwen.

A mir als Lëtzebuerg presidéiere mat der Belsch zesummen den Aarbechtsgrupp „Stromversuergungssicherheit“. A mäin Energiekommissär, de Simeon Hagspiel, schafft elo an dësem Moment drun, fir dass mer do an nach eng besser Organisation kommen. Et gëtt eng europäesch Direktiv oder en europäesch Reglement vun 2019 iwwert d'Stromversuergungssicherheit. An dat zwéngt elo net nëmmen all Land, dat national nach besser hinze kréien, mee zwéngt och fir d'éischte Kéier Noperen ënnereneen, am Stromsystem méi enk zesummenzeschaffen. An et gëtt elo dru geschafft, fir e Protokoll ze kréien, e verbindlecht Geschéck, also e Vertrag, wou all déi Länner ronderëm Lëtzebuerg mat eis sech derzou verpflichten, fir een deem aneren ze hëllefen, wann dann eng Kéier Nout ass. A mir spillen do ..., wéi gesot, mir sinn do ee vun de Motoren dovun.

Gutt. Ech hunn dat elo probéiert graff an an einfache Wierder ze erklären. Do hannendru gëtt et säiteweis Dokumenter. Zum Beispill: Firwat kann ech hei behaupten, dass mer souguer Cattenom kënnen ofschalten, ouni dass d'Versuergungssicherheit a Fro gestallt gëtt? Mee dat ass, well et op EU-Niveau en Dokument gëtt, dat heescht „Mid-term Adequacy Report“. „Adequacy“ heescht, dass zu all Moment ëmmer den Equiliber do ass zwëschen Stromproduktioun a Stromdemande. A fir eis nach méi wichtig: Et gëtt um Niveau vun eisen Nopeschlänner e „Pentalateral-Forum“, den „Generation Adequacy Assessment“, an dee weist, dass, och wa mer Cattenom ofschalten 2025, 2030, 2035, nach ëmmer genuch Strom do ass an dass och d'Schwüngen an deem Stromsystem stabil sinn. Dat heescht, do sinn eng ganz Rei Berichter do.

Mir maachen och, opgrond vun deem europäesche Reglement, e Lëtzeburger „Risk Preparedness“-Plang a well et kee Sënn mécht, dass Lëtzebuerg en eegenen huet an dann Däitschland en eegenen, Frankräich en eegenen, d'Belsch, Holland ..., ginn déi Pläng ..., déi sinn am Moment graff geschriwwen a se sinn elo an enger Consultatiounsphas, fir eeben d'Lëtzeburger Stromversuergungspolitik mat der Belscher, mat der franséischer, mat där vu Benelux ofzegläichen, fir dass mer ee System hunn, deen optiméiert ass ënnereneen. A wann dat Dokument bis fäerdeg ass, kommen ech och gären eng Kéier an d'Chamber mat mengen Experten, fir dat virstellen.

Et ass och esou, dass de Commissaire à l'énergie all zwee Joer en detailléierte Bericht schreift, och



schreibe muss, fir eeben ze weisen, wéi d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg ass. Dann ass et natierlech esou, dass Creos als nationale Bedreier vun den Héichspannungsleitungen eng iwwerragend Roll an deem Ganzen huet. Zum Beispill elo an de Covid-zäiten hate si en extrae Protokoll fir hir Leit eeben zu Beetebuerg, wou se de System fir d'Land steieren, fir dass do ëmmer separat Ekippe waren, fir dass mer do guer kee Risiko agaange sinn. An d'Creos huet och en neie Bericht gemaach, „Scenario Report 2040“, wou mer ..., nodeem dass mer den Energie- a Klimaplang gemaach hunn, hu se nach eng Kéier hir Computeren duerchlafte gelooss a gesot: „Ok, wa mer zu Lëtzebuerg Ueleg- a Gasheizung ersetzen duerch modern Wärmepumpelen, wa mer Diesel an aner fossill Autoen ersetzen duerch Elektroautoen, wat heescht dat fir de System Lëtzebuerg?“ An dat ass alles do dokumentéiert an dat

weist eeben och, dass eis Politik an deem Beräich robust ass.

Vläicht een Detail an deem Ganzen: Déi Winterflaute, gutt, ech mengen ... Heiansdo kommen esou Artikelen, wat mer maachen, an ech sinn do och selwer e bëssen un der Front. Déi Froen, déi sech stellen ..., also mir hunn déi nächst 10, 15 Joer wierklech guer kee Problem. Firwat? Well mer zwar d'Kuelen- an d'Atomkraaftwierker hunn, déi souwiso net vill hëllefen, well déi net schnell sinn an dat kee gudder Complement ass fir déi schnell erneierbar Energien, déi kommen aus dem System eraus, awer mir wäerte bis 2030, 2035 ganz vill, ganz schnell Gaskraaftwierker an Europa hunn. An déi sprangen dann un. Déi kënnen an 10, 15 Minutte vun 0 op 100 sinn an da liwweren déi Strom. A mir hunn där wierklech iwwerall an Europa stoen.

Mir hunn och e super gutt ausgebaute Gasnetz, wat vill, vill besser och am Wanter ofgeséichert ass wéi zum Beispill dat an Texas. An d'fir hu mer also wierklech an der Perspektiv 2030 ...

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Här Minister, och Dir musst drun denken, fir zum Schluss ze kommen.

■ **M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie.**- Ech si wéi mäi Virgänger och an der leschter Ligne droite. Dat heescht, mir hu bis dohinner ... An dann, an dat ass och de Grond, firwat mer elo u Waasserstoff schaffen: Wat warscheinlech geschéie wäert, ass, dass zu Rotterdam, zu Hamburg, op anere Küstplazen, wou a ganz, ganz grouse Quantitéit Stroum aus grouse Wandanlagen ukënn, och Elektrolyseuren opgebaut wäerte ginn. A well mer an der Nordsee zum Beispill grouss Gaskavernen hunn, déi eidel sinn, kënnen mer do Waasserstoff

stockéieren. An da kënnen mer no 2035 d'Gaskraaftwierker, déi mer dann och, fir op null ze komme beim Klima, mussen eraus aus dem System kréien ..., da ka Waasserstoff do erakommen.

An ech mengen, dass déi Visioun robust ass an dass d'fir eeben och ganz Europa an déi dote Richtung geet.

Ech soen Iech villmools Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci dem Här Energieminister Claude Turmes.

Mir sinn domadder um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënn muer de Mëtten um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.38 heures.)

## Sommaire des séances publiques n°s 55 et 56

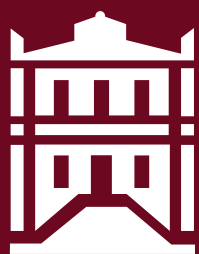
### 55<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique .....	p. 806
Communications .....	p. 806
Ordre du jour .....	p. 806
Heure de questions au Gouvernement	
- Question n° 216 du 18 mai 2021 de M. Laurent Mosar relative aux arrêts rendus par le Tribunal de l'Union européenne dans les affaires Amazon et ENGIE contre la Commission européenne, adressée à M. le Ministre des Finances .....	p. 806
- Question n° 217 du 18 mai 2021 de M. André Bauler relative à l'évolution et la formation des prix sur le marché immobilier, adressée à M. le Ministre du Logement .....	p. 806
- Question n° 218 du 18 mai 2021 de M. Jeff Engelen relative au monument Patton à Ettelbruck, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics .....	p. 807
- Question n° 219 du 18 mai 2021 de Mme Simone Asselborn-Bintz relative à un éventuel projet de réduire la durée des études menant au « Diplôme d'État d'éducateur » de trois ans à seulement une année, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ;	
Question n° 220 du 18 mai 2021 de M. Sven Clement relative à l'introduction d'une passerelle 1GSO vers le diplôme d'éducateur, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse	
et	
Question n° 221 du 18 mai 2021 de Mme Martine Hansen relative à la décision de permettre aux élèves détenteurs d'un diplôme de fin d'études secondaires générales de la section « Sciences sociales » de se voir décerner le diplôme d'éducateur endéans une seule année scolaire, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse .....	p. 807
- Question n° 223 du 18 mai 2021 de M. François Benoy relative à l'imposition des entreprises au niveau européen et international, adressée à M. le Ministre des Finances .....	p. 808

- Question n° 222 du 18 mai 2021 de Mme Octavie Modert relative à une troisième dose de vaccin à ARN messenger pour les personnes immunodéprimées, adressée à Mme la Ministre de la Santé .....	p. 808
Question élargie n° 97 de M. Laurent Mosar au sujet des opportunités de la technologie de la blockchain pour le secteur financier .....	p. 809
Ordre du jour .....	p. 810
Question écrite n° 4090 de M. Michel Wolter concernant les victimes de la Covid-19 vivant dans des structures pour personnes âgées .....	p. 810
Motion de M. Fernand Kartheiser relative à l'élaboration d'une réglementation introduisant la surveillance des vestiaires, lors des cours de gymnastique et de piscine .....	p. 810
Interpellation de M. Léon Gloden au sujet du développement des régions excentrées du pays et du milieu rural dans le cadre de la pandémie de la Covid-19 .....	p. 811
Hommages à M. Marc Baum et à M. David Wagner .....	p. 819

### 56<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique .....	p. 819
Vérification des pouvoirs et assermentation de deux nouveaux membres de la Chambre des Députés .....	p. 819-820
Changement de composition d'un organe de la Chambre des Députés .....	p. 820
Changements de composition de commissions parlementaires .....	p. 820
Composition d'une sous-commission .....	p. 820
Changements de composition de délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées internationales .....	p. 820
Changement de composition du Comité de discipline .....	p. 820
Heure d'actualité de la sensibilité politique Piraten au sujet de la situation des travailleurs handicapés .....	p. 820-823
Interpellation de Mme Cécile Hemmen au sujet de la sécurité routière .....	p. 823-832
Question élargie n° 93 de M. Fred Keup au sujet de la sécurité d'approvisionnement en électricité .....	p. 832-833



CHAMBRE  
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live op  
**Chamber TV**  
och an der Rediffusioun  
all Sëtzungsdag  
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op  
**www.chd.lu**

- L'actualité parlementaire sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les pétitions, les émissions « Chamber aktuell » et les vidéos des séances publiques sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- La Chambre et les jeunes : si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu), avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse ? Consultez le site de la Chambre [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- Comment est créée la loi ? Toutes les explications en texte et en images sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui : retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages « organisation et fonctionnement » de la Chambre des Députés.



**Sommaire**

Question n°	Auteur	Objet
4714	Gusty Graas, André Bauler	Pollution de l'Our supérieure
4723	Fred Keup	Carburant synthétique
4750	Léon Gloden, Octavie Modert	Évacuation des boues résiduelles suite aux inondations
4751	Myriam Cecchetti	Pollutions potentielles dues aux inondations
4784	François Benoy	Impact des événements météorologiques extrêmes sur les zones d'activités économiques
4786	Myriam Cecchetti	Lieux d'impression des publications officielles des différents ministères
4789	Fred Keup	Prix de l'électricité
4793	Mars Di Bartolomeo	Initiatives gouvernementales suite aux inondations
4822	Sven Clement, Marc Goergen	Reconnaissance des différents vaccins Covid-19
4840	Roy Reding	Étude sur les terrains à bâtir
4844	Fernand Kartheiser	Situation des migrants afghans
4851	André Bauler, Guy Arendt	Réglementation de la profession du clerc de notaire
4852	Laurent Mosar, Diane Adehm, Viviane Reding	Demande d'une licence par une chaîne d'informations internationale
4855	Sven Clement, Marc Goergen	Aide pour les anciens employés afghans
4857	Marc Spautz	Aides aux entreprises touchées par les inondations
4860	Jeff Engelen	Site de la station de contrôle technique à Wilwerwiltz
4864	Jeff Engelen	Cadre légal de la transfusion sanguine
4867	Fernand Kartheiser, Jeff Engelen	Gestion des églises et chapelles au niveau communal
4868	Martine Hansen	Données sur la vaccination contre la Covid-19
4869	Laurent Mosar, Gilles Roth	Intérêts fiscaux
4870	Sven Clement, Marc Goergen	Déploiement du nouvel avion militaire luxembourgeois en Afghanistan
4873	Martine Hansen	« Impfbus »
4874	Fernand Kartheiser	Changement de paradigme de la politique européenne
4875	Fernand Kartheiser	Mesures de protection pour les réfugiés afghans
4883	Stéphanie Empain	Échec de la mission internationale en Afghanistan
4884	Fred Keup	Recrutement auprès de la Police grand-ducale
4886	Sven Clement	Arrêts de bus adaptés aux personnes handicapées
4887	Cécile Hemmen	Transport de vélo en bus
4890	André Bauler	Reclassement du village de Rindschleiden en zone verte
4893	Laurent Mosar, Léon Gloden	Statistiques sur l'évolution de la criminalité au Luxembourg
4894	Serge Wilmes	Délais des déclarations d'impôts
4896	Jeff Engelen	Relogements dans le cadre des inondations récentes
4897	Claude Wiseler	Conférence mondiale de Durban contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance
4901	Jeff Engelen	Protection des données de santé des salariés
4902	Jeff Engelen	Étude sur le salaire social minimum
4903	Sven Clement	Plan d'intervention d'urgence en cas d'inondations et Plan intempéries
4906	Sven Clement	Clinique de la douleur
4907	Gusty Graas	Vétérinaire pour tous
4908	Jeff Engelen	Antibiotiques de réserve
4909	Serge Wilmes, Marc Spautz, Martine Hansen	Service de transport Adapto
4914	Diane Adehm	Registre européen de la fortune
4916	André Bauler, Gusty Graas	Récolte des agriculteurs
4919	Sven Clement	Insertion annuaire
4921	Marc Goergen	Protection des données de santé des salariés
4930	Mars Di Bartolomeo	Contamination d'aliments à l'oxyde d'éthylène
4932	Fred Keup	Annonces à l'Aéroport de Luxembourg
4937	André Bauler	Évolution du trafic à Saeul
4938	Sven Clement	Personnel des centrales téléphoniques 112 et 113
4941	André Bauler, Gusty Graas	Danger pour des ponts résultant de troncs d'arbres flottants
4942	Fernand Kartheiser	Hôpital militaire
4943	Roy Reding	Agressions contre le personnel du secteur public
4944	Chantal Gary, François Benoy	Congé de paternité
4950	Fred Keup, Jeff Engelen	Subsides payés aux associations
4951	Laurent Mosar, Gilles Roth	Conséquences d'un récent arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne relatif aux crédits aux consommateurs
4952	Sven Clement	Soutien pour les bénéficiaires de protection internationale
4953	Laurent Mosar, Gilles Roth	Imposition des frontaliers français
4954	Marc Hansen, François Benoy	Réforme de l'impôt foncier
4955	André Bauler	Panneaux touristiques le long des autoroutes
4956	Gusty Graas	Semaine européenne de la mobilité
4957	Marc Goergen	Contrôles effectués par l'Administration des contributions directes
4958	Marc Goergen	Paiement sur les bornes de recharge publiques
4959	Claude Haagen	Obligation scolaire
4960	Sven Clement	Études sur le « Long Covid »
4961	Carole Hartmann	Nouvel itinéraire des lignes de bus 110 et 111 liant Echternach à la ville de Luxembourg
4962	André Bauler	Rénovation du château d'Erpeldange-sur-Sûre
4963	Dan Biancalana	Politique budgétaire de l'Union européenne pour l'après-pandémie
4964	Stéphanie Empain, Marc Hansen	Doses de vaccins proches de la date de péremption
4965	Léon Gloden, Nancy Arendt épouse Kemp	Construction d'un vélodrome à Mondorf-les-Bains
4966	Fernand Kartheiser	Autorisations des hélicoptères de la Police grand-ducale
4967	Sven Clement	Aides au logement
4968	Simone Asselborn-Bintz, Dan Biancalana	Pénurie d'ingénieurs
4969	Martine Hansen, Gilles Roth, Paul Galles	Objectifs climatiques sectoriels
4970	Marc Spautz, Jean-Paul Schaaf	Logements sociaux
4971	Aly Kaes	Imposition des indemnités de départ légales
4972	Nathalie Oberweis	Bénéficiaires d'une procédure de regroupement familial
4973	Fred Keup	Population carcérale
4974	Nathalie Oberweis	Vaccinations « booster »
4975	Nathalie Oberweis	Comptabilisation des vaccinations pratiquées dans les cabinets médicaux
4976	Dan Biancalana	Principe de reconnaissance mutuelle des jugements en matière pénale
4977	Martine Hansen, Emile Eicher, Jean-Paul Schaaf	Musée Thillenvogtei
4978	Roy Reding	Règles d'entrée depuis le Royaume-Uni
4980	Jeff Engelen	Subsides accordés aux clubs et associations sportifs
4981	Josée Lorsché, Marc Hansen	Mesures sanitaires en vigueur dans l'enseignement supérieur
4982	Jean-Paul Schaaf	Plan de gestion annuel du domaine forestier
4985	Jeff Engelen	Transport scolaire
4987	Martine Hansen	Aides pour les associations
4988	Marc Goergen	Impact d'un éventuel déploiement de mercenaires russes au Mali
4989	Léon Gloden	Prise de rendez-vous pour un IRM
4990	Nathalie Oberweis	Effets secondaires des vaccins contre la Covid-19
4992	Marc Goergen	Poubelle pour déchets biodégradables
4994	Jeff Engelen, Fernand Kartheiser	Déclaration d'arrivée
4995	Nathalie Oberweis	Création d'un cadre légal spécifique pour groupements d'habitat et coopératives de logement
4996	Sven Clement, Marc Goergen	Conditions d'entrée aux États-Unis
4997	Fred Keup	Manifestations lors des heures d'école
4999	Sven Clement	Subsides pour des projets de conservation du patrimoine
5000	Francine Closener, Lydia Mutsch	Évaluation de la loi de 2018 relative à une administration transparente et ouverte
5001	Josée Lorsché, Marc Hansen	Financement d'un test génique lors d'un diagnostic de cancer du sein
5004	Sven Clement	Envoi tardif des factures à la CNS
5008	Marc Goergen	Activités de gardiennage et de surveillance exercées par des entreprises privées au profit de communes
5010	Martine Hansen	Lots de chasse
5013	André Bauler	Sociétés agricoles
5014	Mars Di Bartolomeo	Grippe saisonnière
5018	Fred Keup	Infrastructures sportives de l'enseignement fondamental et du Lycée d'Echternach
5019	Mars Di Bartolomeo	Recommandations sur la qualité de l'air
5020	Marc Spautz	Épuisement du budget RGTR
5021	Léon Gloden, Laurent Mosar, Marc Lies	Problèmes techniques de la centrale de secours d'urgence
5022	Marc Goergen	Commission d'intermédiaire pour les ventes d'immeubles
5024	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	Listes d'attente des promoteurs publics
5026	Marc Goergen	Renforcement des effectifs de la Police grand-ducale
5027	Marc Goergen	Vente forcée d'animaux
5028	Max Hahn	Réduction des déchets d'équipements électriques et électroniques
5029	Marc Goergen	Problèmes techniques de la centrale de secours d'urgence
5031	Claude Lamberty, Carole Hartmann	Validité de la vaccination contre la Covid-19
5032	Jeff Engelen	Prix de la viande porcine
5033	Max Hahn, Claude Lamberty	E-Commissariat
5034	Francine Closener	Vaccination du personnel des services de soins infirmiers à domicile
5035	Yves Cruchten	Cours de langue luxembourgeoise
5036	Marc Spautz	Impact de la pandémie de la Covid-19 sur la santé mentale
5038	Djuna Bernard, Josée Lorsché	Trouble déficit de l'attention/hyperactivité (TDA/H)
5040	Sven Clement	Régime CovidCheck



5041	Mars Di Bartolomeo	Chargeur universel pour les téléphones et les ordinateurs portables en Europe
5042	Léon Gloden	NHS Covid Pass
5046	Léon Gloden	Changement de carrière au sein de la Police grand-ducale
5048	Nathalie Oberweis	Participation luxembourgeoise au programme COVAX
5051	Charles Margue	Révision de la loi sur l'intégration
5054	Georges Mischo	Bus à haut niveau de service entre Thionville et Esch-sur-Alzette
5056	André Bauler	Gare d'autobus du Lycée E. Steichen de Clervaux
5060	Fernand Kartheiser	Application du principe « pollueur-payeur » dans le cadre de l'électromobilité
5067	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	Passeport pour le Royaume-Uni

5074	Myriam Cecchetti	Hébergement des salariés éloignés de leur lieu de travail habituel (détachement)
5075	André Bauler, Gusty Graas	Punaise diabolique

**Session ordinaire 2021-2022**

5097	Marc Goergen	Politique nucléaire de la France
5676 urgente	Jessie Thill, François Benoy	Dispositions transitoires du Pacte Logement en matière de PAP/PAG et à la notion d'entame de la procédure
5770 urgente	Mars Di Bartolomeo	Hausse des prix du gaz

**Question 4714** (22.07.2021) de **MM. Gusty Graas** et **André Bauler** (DP) concernant la **pollution de l'Our supérieure** :

Il nous revient qu'une pollution de l'Our supérieure a récemment été détectée près de Lieler, au niveau de la zone frontalière avec l'Allemagne et la Belgique.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

- 1) Madame la Ministre est-elle au courant de cette pollution de l'Our ?
- 2) Est-ce que la nature et la source de la pollution ont déjà pu être déterminées ?
- 3) Quel est l'impact de cette pollution sur la faune aquatique ?
- 4) Combien d'autres pollutions de ce cours d'eau ont été constatées par l'Administration de la gestion de l'eau à cet endroit au cours des dernières années ?

**Réponse** (13.09.2021) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

ad 1) Ni le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable (MECDD) ni l'Administration de la gestion de l'eau (AGE) ne sont au courant de la pollution à laquelle les honorables Députés font référence.

Pour pouvoir répondre à la présente question parlementaire, le Service inspection, contrôle et gestion de pollutions de l'AGE a tout d'abord dû faire des investigations afin de connaître la nature et l'origine de la prétendue pollution. Une fois l'information obtenue, il s'est avéré que les éléments détectés et rapportés n'étaient pas constitutifs d'un événement concret de pollution.

En vue de permettre au Service inspection, contrôle et gestion de pollutions de travailler de manière efficace et d'intervenir en temps utile en cas de pollution, il est important de rappeler que les pollutions constatées ou soupçonnées sont à signaler via le 112.

ad 2) Voir réponse question 1.

ad 3) Voir réponse question 1.

ad 4) Depuis 2013, l'année de la création du « Groupe d'intervention pollution », l'Administration de la gestion de l'eau n'a pas détecté, respectivement n'a pas été avertie, d'une pollution du cours d'eau « Our » à cet endroit.

**Question 4723** (22.07.2021) de **M. Fred Keup** (ADR) concernant le **carburant synthétique** :

Am Artikel „Febiac kritisiert EU-Klimaplan“, deen de 16. Juli am „Lëtzebuurger Wort“ publizéiert gouf, heescht et, datt de belsch-lëtzebuergeschen Automobilverband „Febiac“ eng méi staark Berücksichtigung vu synthetesche Kraaftstoffer an der EU-Klimapolitik fuerdert. Och d'Fuerderung, fir vun 2035 u just nach Autoe mat engem Zäregasausstouss vun null Prozent zouzeloossen, gétt als onrealistesht kritiséiert.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär des Froe stellen:

1. Wéi bewäert d'Regierung d'Integratioun vu synthetesche Kraaftstoffer an eis national Mobilitéitskonzepter?
2. Wéi steet d'Regierung zu der Fuerderung vun der EU-Kommissioun, fir vun 2035 un e Verbuet vun Autoe mat Verbrennungsmotor anzeféieren?

**Réponse commune** (13.09.2021) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, et de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

Den honorablen Deputéierte stellt sech d'Fro iwwert eng méiglech Notzung vu synthetesche Kraaftstoffer am zukünftege nationale Mobilitéitskonzept an d'Positioun vun der Regierung zum

méigleche Verbuet vun Autoe mat engem Verbrennungsmotor ab 2035 an der EU.

Syntheetesche Brennstoff, och nach als E-Fuels bekannt, ginn am Géigesaz zu hierkëmmleche Brennstoffen mat Hëllef vun elektreschem Strom aus Kuelendioxid a Waasser hiergestallt, woubäi hir cheemesch Struktur där vun de bekannte Brennstoffen wéi Bensinn, Diesel, Kerosin oder Gas gläichen an deemno och esou verbrannt kënnen ginn. Et ass also méiglech, dës Brennstoffen als Kraaftstoff an engem hierkëmmleche Verbrennungsmotor ze benotzen, wouduerjer déi aktuell Autoe mat Verbrennungsmotoren heimat kéinte bedriwwen ginn, dëst awer mat engem groussen Energieverloscht. Fir dass dee ganze Prozess vun der Hierstellung vu synthetesche Kraaftstoff mam Zil vun enger Reduktioun vum CO<sub>2</sub>-Ausstouss iwwerhaapt Sënn mécht, muss de benéidegte Strom aus erneierbaren Energiequellen kommen.

Allerdéngs huet dat Ganzt ee groussen Nodeel, an dat ass déi opwändeg Hierstellung vun esou Brennstoffen. Den éischte Schrëtt bei der Hierstellung vu synthetesche Brennstoff ass d'Gewanne vu Waasserstoff duerch eng Elektrolyse vu Waasser. Bei dësem Virgang gétt d'Waasser duerch elektresche Strom, dee bei E-Fuels sënnafterweis aus erneierbaren Energiequellen soll kommen, a Waasserstoff a Sauerstoff zersat. Allerdéngs brauch dës Transformatioun vill Energie an de Wirkungsgrad ass net extreem héich. Fir schlisslech aus dem grénge Waasserstoff e synthetesche Brennstoff hierstellen, muss am nächste Schrëtt de Waasserstoff mat dem Kuelendioxid verbonne ginn, wouduerch e synthetesche Brennstoff entsteet. Och dësen Émwandlungsschritt verbraucht op en Neits zousätzlech Energie. En interessante Punkt, dee fir synthetesche hiergestallt Kraaftstoff schwätzt, ass, dass bei hirer Hierstellung Kuelendioxid aus der Loft ka gebonnen an esou zu engem neie Rostoff verschafft ka ginn. Allerdéngs setzt d'Verbrennung vun dësem Kraaftstoff den CO<sub>2</sub>, dee virduerch aus der Loft gebonne gouf fir eeben d'Produktioun vun dësem Kraaftstoff, och erëm fräi, esou dass et letztendlech ee geschlossene Kreeslaf gétt. De Virdeel ass awer, dass keen zousätzlech CO<sub>2</sub> an d'Atmosphär derbäikëent. Beim Verbrennen an engem Verbrennungsmotor si schlussendlech déi üblech Wirkungsgrade vu maximal 40 % beim Bensinner- an 43 % beim Dieselmotor ze erreechen.

Grondsätzlech kann ee festhalen, dass bei der Hierstellung vun E-Fuels vum erneierbare Strom (wann dese benotzt gétt), dee gebraucht gétt, aktuell zum Schluss just nach tëschent 15-20 % iwwregbleiwen, déi kënnen genotzt ginn, fir e Gefier unzedriwwen (heibäi goufen alleguer d'Verloschter ofgezunn, vun der Hierstellung vum E-Fuel bis zu de Verloschter am Motor). Wann een den erneierbare Strom direkt benotzt (z. B. an engem elektresch ugedriwwene Gefier), da bleiwen aktuell zum Schluss nach 75-80 % vum agesate Strom iwwreg, fir d'Gefier unzedriwwen (och hei goufen alleguer d'Verloschter ofgezunn, vun Transport a Späicherung vum Strom bis zu de Verloschter beim Lueden esouwéi am Motor). Fir d'Herstellung vu Waasserstoff bleiwen 30-35 % vum agesate Strom iwwreg. Et ass ze soen, dass souwuel bei den E-Fuels wéi och bei den elektreschen Undriffsystemer d'Wirkungsgrade wäerten an den nächste Joren duerch déi kontinuierlech Entwécklung verbessert kënnen ginn. Allerdéngs wäert d'direkt Notzung vum Strom ëmmer déi méi effizient Léisung bleiwen.

Fir dat konkret duerzestellen, brauch en Auto, deen direkt op eng elektresch Batterie zeréckgräift, ronn 15 kWh Strom, fir 100 km ze fueren. Vergläicht een dëst mat engem waasserstoffgedriwwenen Auto, dee mat engem Brennstoffzell funktionéiert, esou sinn dat schonn 31 kWh pro 100 km. Bei Verbrennungsmotoren, déi mat engem E-Fuel a Form vu Gas ugedriwwen ginn, klëmmt dese Wäert op 93 kWh a bei engem traditionelle Verbrenner wéi Diesel oder Bensinn sinn et dann 103 kWh.

Aus der renger Wirkungsgradbetruachtung gétt deemno kloer, dass et am interessantsten ass, eng direkt Notzung vun der elektrescher Energie unzedriwwen, a wann dëst net méiglech ass, am beschten op Waasserstoff oder och villäicht aner Energiequelle mat engem vergläichswäert héije Wirkungsgrad zeréckzegräifen. Deemno sollte bei lichte

Gefier, wéi beispillsweis Autoe a Camionnetten, éischter d'direkt Notzung vum Strom favoriséiert ginn.

Syntheetesche hiergestallte Brennstoffen kéinte méiglecherweis am Beräich vu méi schwéiere Gefier, déi gläichzäitig och eng grouss Reechwäit brauchen, eng Roll spillen. Fir déi gefuerdert Autonomie ze erreechen, mussen immens schwéier Batterien mat enger grousser Kapazitéit agesat ginn, wat allerdéngs erëm op Käschte vun der Effizienz geet. Fir deemno eng méi grouss Autonomie ze garantéieren, kéinten déi synthetesche Brennstoffen interessant ginn, woubäi och hei sollt gekuckt ginn, aner Alternativen, wéinst deem dach ganz gerénge Wirkungsgrad, ze fannen. Wéi uewe beschriwwen huet beispillsweis Waasserstoff schonn e bessere Gesamtwirkungsgrad am Verglach zu E-Fuels.

Als Iwwergangstechnologie kéinten esou Brennstoffen allerdéngs agesat ginn, fir déi aktuell nach bedriwwen Gefier mat Verbrennungsmotoren méi émweltfrëndlech ze benotzen, besonnesch och am Beräich vun Giddertransport, well esou Gefier vill méi laang Liewenszyklen hunn a manner oft duerch nei Gefier ersat ginn.

Dëst trëfft och op d'Aviatioun zou, well an dësem Sektour d'Erneuerung vun der Flott nach vill méi laang dauert, esou dass e Fliger oft eréischt no 25 Joer ersat gétt.

Wat d'Positioun vun der Regierung zu der Deklaratioun vun der Europäescher Kommissioun zu engem Verbuet ab 2035 fir Autoe mat Verbrennungsmotoren ugeet, esou ass op d'Antworten zu de parlamentaresche Froen N° 3279 an N° 3862 ze verweisen.

**Question 4750** (26.07.2021) de **M. Léon Gloden** et **Mme Octavie Modert** (CSV) concernant l'**évacuation des boues résiduelles suite aux inondations** :

No de rezenten Iwwerschwemmunge stelle vill Privatleit sech Froen iwwert den Émgang mam Reschtschlamm an hire Privatgäert. An déi selwecht Froe stelle sech och vill Landwirtschaftlech Betriber. Och a grad, wat hiert Véi ugeet.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wéi gesinn déi genee Consigné vun der Regierung aus, wat den Émgang mat Reschtschlamm no den Iwwerschwemmungen ugeet?
2. Wéi solle Privatleit an deem Kontext mat hire Privatgäert émoegen? Wat fir eng Sécherheitsmesurë sinn eventuell ze huelen, z. B. wat d'Geméis ugeet?
3. Wéi solle landwirtschaftlech Betriber sech hei verhalten? Grad och Betriber mat Béischten op landwirtschaftleche Flächen?
4. U wie kënnen d'Leit sech mellen, wa se wieder Hëllef oder prezis Informatiounen brauchen?
5. Ass virgesinn, datt d'Regierung d'Käschte ganz oder deelweis vun eventuell néidegen Analyse vu Buedempruuewen iwwerhëlt?

**Réponse commune** (13.09.2021) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Protection des consommateurs*, *Ministre de la Santé*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural* :

ad 1. Am Allgemengen ass de Reschtschlamm, deen net op der Plaz verbleiwe kann, als Offall ze behandelen. Et ass heibäi unzeroden, sech op déi Massen, déi effektiv ugeschwemmt gi sinn, ze begrenzen. Opgrond vun dem héije Waasserundeel ass et ubrecht, d'Material tëschenzelageren, fir et dréchnen ze loosnen. Fir dee Prozess ze beschleunegen, kann een d'Material all puer Deeg eng kéier émschaffen, fir et ze belëften.

Wann déi Schlamm nëmmen der allgemenger, diffuser Pollutioun ausgesat waren, ass gewéinlech eng Evakuatioun net notwendeg. Am Fall vun Opfällgekeete wéi Geroch vu Mazout oder Irisatiounen un der Surface sollt virun dem Entsueren eng Analys gemaach ginn, fir d'Material der richteger Déchetsfilière zouzeferen. Hei ass et sënnavoll, Kontakt mat engem Organisme agréé am Émwelt-

beräich opzehuelen (Agrement E5 an F3), fir d'Beprouwen an d'Analysen en charge ze huelen.

Et ass sënnavoll, Reschtschlamm mat Opfällgekeete getrennt ze sammelen, fir eng Vermeschung vun net polluierem a polluierem Material ze vermeiden an de Volume vu polluierem Material ze miniméieren. Reschtschlamm ouni Opfällgekeete ka vun engem Entrepreneur op e Bauschuttipp bruecht ginn. Falls d'Material net dohinner kann (z. B. well et ze naass ass oder ze vill organesch Material enthält), muss et iwwer en autoriséierte Collecteur entsuert ginn. Fir weider Informatiounen dozou kann een de Service transport et négoce de déchets vun der Émweltverwaltung (AEV) kontaktéieren (Tel: 405656-500).

ad 2. Während an no Iwwerschwemmunge kann et zu enger héijer Belaaschtung vum Waasser aus de Flossleef mat ville verschiddene Keime kommen. Bei dese Keimen handelt et sech ëm Bakterien (Campylobacter, E. coli, Salmonella, Leptospira, Shigella...), Viren (Noro, Hepatitis A...) a Parasiten (Cryptosporidium, Giardia...).

Dës Keimen, déi natierlecherweis an der Natur respektiv am Uewerflächewaasser sinn, kënnen awer duerch d'Iwwerschwemme vum Kanal, enger Kläranlag oder d'Fortspulle vun Dérenexkrementer ganz héich Konzentratiounen am Waasser, dat d'Landwirtschaft iwwerschwemmt, erreechen. Si kënnen, och wann d'Waasser zréckgeet, nach an der Landschaft respektiv um Geméis asw. bleiwen an eng Zäit laang iwwerliewen. Dës Kontaminatioun kann all Geméis respektiv Liewensmittel, déi mam Héichwaasser a Kontakt waren, fir Mënsch an Déier ongenéissbar maachen.

Déi uewe beschriwwen Keime kënnen verschidde Krankheeten, besonnesch am Mo-Daarm-Trakt, beim Mënsch an Déier ausléisen. Weiderhi kann et bei Iwwerschwemmungen zu Kontaminatioun mat deene verschidde Stoffen (Hydrocarburé wéi Mazout z. B., cheemesch Stoffen asw.) kommen.

Dofir soll näischt, wat mam Héichwaasser a Kontakt war, konsuméiert ginn.

Well weeder déi mikrobiell nach d'Schuedstoffbelaaschtung vum Héichwaasser am Eenzelfall bekannt sinn, sollt ee sech un de „principe de précaution“ halen, esou wéi et vum Gesondheitsministère gerode gétt (<https://sante.public.lu/fr/actualites/20-21/07/Principe-de-precaution-pour-la-consommation-des-legumes-de-jardin-suite-aux-inondations/index.html>), a kee Geméis an Uebst konsuméieren, dat a Kontakt mat verknaschem Waasser oder Buedem bei den Iwwerschwemmunge komm ass.

Uebst, dat net am direkte Kontakt mam Héichwaasser war, zum Beispill Äppel aus dem iweschten Deel vum Bam, deen net am Waasser stoung, ka genotzt ginn. An dësem Fall soll een awer d'Friichte grëndlech wäschen.

Laboanalysen op mikrobiell oder cheemesch Kontaminatioun vum Uebst oder Geméis sinn a Privatgäert ekonomesch éischter net sënnavoll. Eng Aschätzung vun der cheemescher Kontaminatioun huet d'AEV an hirem Communiqué vum 30. Juli 2021 verëffentlecht.

([https://gouvernement.lu/fr/actualites/toutes\\_actualites/communiques/2021/07-juillet/30-inondations-pollution-sols.html](https://gouvernement.lu/fr/actualites/toutes_actualites/communiques/2021/07-juillet/30-inondations-pollution-sols.html))

Nodeems de Buedem dréche genuch ass, wier eng liicht Bearbechtung, z. B. mam Heel kappen, sënnavoll, fir Loft an de Buedem ze bréngen an esou d'biologesch Aktivitéit am Buedem ze stimuléieren, wat dann den Ofbau vu verschidde Schuedstoffen, wéi zum Beispill Mazout, stimuléiert. Och de Réckgang vu Krankheetserreeger wéi Kolibakterien oder Viren am Buedem kann esou ënnerstëtzt ginn. Am Buedem mat niddregem Waassergehalt hëlt d'Belaaschtung mat dese Krankheetserreeger méi séier of.

Dëst géllt iwwregens och fir de Wues, wou duerch Vertikutéiere Sauerstoff zréck an de Buedem bruecht gétt.

Wéi laang een ofwarde soll, ier een erëm am Gaart uplant, ass schwéier ze soen. Net all Gaart war deene selwechte Risiken ausgesat. E Gaart direkt ënnert enger Kläranlag an engem dicht bewunnte Gebitt ass potenziell méi Geforen ausgesat wéi e



Gaart, deen am Quellgebit vum engem Waasser läit a wou och soss keng Risiko sinn. Zousätzlech spilen och Strömungen a Waasservolume eng Roll.

Méi kriddeleg si Kulturen, wou dat, wat ee réi ésst, a direkte Kontakt mam Buedem ass. Hei sollt ee virsiichtshallwer mam Ubau bis déi nächst Saison waarden.

ad 3. Bei de Landwirtschaftleche Fläche gëtt et verschidde Situatiounen:

- Am Fall, wou d'Probabilitéit grouss ass, dass lokal héich Kontaminatiounen stattfonnt hunn, z. B Parzellen direkt hannert enger iwwerschwemmter Kläranlag, sollen déi betreffen Landwirtschaftlech Kulturen aus Virsiichtgrënn net méi genotzt ginn. Fir déi eventuell mikrobiologesch a cheemesch Belaaschtungen ze reduzéieren, soll op dese Parzellen eng iwwerflächlech Buedembearbeitung gemaach ginn, fir d'Buedemmikroorganismen ze aktivéieren.

- An den anere Fäll vun den Iwwerschwemmunge sinn normalerweis keng héich lokal Belaaschtungen ze fäerten, well déi grouss Waassermassen déi relativ kleng Quantitéit vun eventuellem Heizungsma-zout, Kläranlageninhalte an anere Verschmutzunge matgerappt a verdënnnt hunn. Trotzdem ass et hei ganz wichteg, déi gutt Hygiènespraxis an allméiglech Virsichtsmaassnahmen unzewenden. Op de betreffenen iwwerschwemmte Kulture soll folgendermoosse gehandelt ginn:

- Op iwwerschwemmte Wisen a Weeden, wou d'Gras mat Schlamm verdeckt ass, soll dat betraffend Gras net méi genotzt ginn, fir d'Déieren ze fiddere, well de Buedem an déi eventuell Belaaschtungen um Gras zu Verdauungs- a Gesondheetsprobleemer féiere kënnen. Wann d'Gras zum Moment vun der Iwwerschwemmung well grouss war, soll et geméint an anerwärtet genotzt (z. B. Biogas) oder entsuergt ginn. Wann d'Gras bei der Iwwerschwemmung kleng war, dierft den neien Opwues keng Gesondheetsproblemer duerstellen, well de Reen an d'Sonnenstrahlen no der Iwwerschwemmung déi eventuell mikrobiologesch a cheemesch Belaaschtunge gréisstendeels ofgebaut hunn. Et soll op d'mannst zwou Woche gewaart ginn, bis d'Déieren erëm op eng iwwerschwemmte Weed gelooss ginn.

- Wa Silomais iwwerschwemmt gouf, da kann deen am Hierscht ansiliert ginn, well de Reen an d'Sonn bis dann déi eventuell mikrobiologesch a cheemesch Belaaschtungen ofgewäsch oder ofgebaut hunn. Wann den ënneschten Deel vun der Planz am Hierscht nach verdeckt ass, soll de Mais op deene Plaze méi héich gehäckselt ginn, fir Feelgärungen ze vermeiden.

- Wa Käremais, Raps, Kären oder nach aner Kulture wéi Gras iwwerschwemmt goufen, da sollen déi just nach zu Liewensmittel- oder Fudderzwecker genotzt ginn, wann den notzbaren Deel vun der Planz (Éi, Schoten, Kollwen) bei der Iwwerschwemmung net ënner Waasser stoung. Hei gëllt et awer opzepasst, dass déi naass Bedéngungen net zu der massiver Entwécklung vu Fusariumpilzen an hire Mykotoxine gefouert hunn. Wann dat de Fall ass, d'äerfen d'Kären net méi als Liewensmittel oder Fudermittel genotzt ginn. Wann d'Éien, d'Rapsschoten oder d'Maiskollwe mat Bulli verdeckt gi sinn, solle se net méi genotzt ginn.

- Iwwerschwemmt Geméis soll net méi giess oder verfiddert ginn. Uebst, dat keen direkte Kontakt mam Waasser hat, kann nach giess oder verfiddert ginn.

ad 4. Bei Froen zur Notzung vu Fudder op Wisen a Weede kënnen d'Leit sech gären un de Service vum Contrôle des aliments pour animaux vun der ASTA wenden. Well oft verschidde Verwaltunge betraff sinn, kënnen d'Leit sech och un d'Kommissariat fir Liewensmittelsécherheet adresséieren, dat dann déi betreffend Ufroen un déi zoustänneg Verwaltung weiderleet.

Bei Froen zu eventuelle Pollutionen kënnen d'Leit sech gär iwwer folgend Adress bei der AEV melden: [protection-sols@aev.etat.lu](mailto:protection-sols@aev.etat.lu). An deene meeschte Fäll kann en Organisme agréé am Ëmweltberäich hinnen hëllefen (Kompetenzberäich E5 an F3). D'Lëscht vun deenen Organismen ass hei ze fannen: [http://www.aev.etat.lu/download/organismes/Listes\\_des\\_organismes\\_agreees/Pers\\_agree\\_sauf\\_domaine\\_logement.pdf](http://www.aev.etat.lu/download/organismes/Listes_des_organismes_agreees/Pers_agree_sauf_domaine_logement.pdf)

ad 5. D'ASTA mécht de concernéierte Leit hir Buedemanalysen op Schwéiermetaller am Kader vun dese Iwwerschwemmunge gratis. Entre-temps sinn eng Dose Buedemprouwen op Schwéiermetaller ënnersicht ginn. Keng huet opfälleg Wäerter ugewisen.

**Question 4751** (26.07.2021) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) concernant les **pollutions potentielles dues aux inondations** :

Suite aux précipitations extrêmes intervenues les 14 et 15 juillet au Luxembourg, les rivières et ruisseaux dont notamment l'Alzette, l'Our et la Sûre ont débordé causant des inondations massives dans les localités à proximité des cours d'eau en question.

Les inondations de quartiers entiers, de campings, de parkings et d'endroits qui n'entrent généralement pas en contact avec le milieu aquatique ont créé le risque de pollutions des cours d'eau dont l'envergure n'est probablement pas encore établie. De nombreux objets comme des voitures, des caravanes, des équipements de camping (bouteilles de gaz, barbecues, etc.), des poubelles et autres ont été emportés par l'intensité des cours d'eau et répartis sur tout le territoire touché par les inondations. Les tonnes de déchets qui se sont accumulés au barrage de Vianden nous représentent l'envergure de cette pollution. Notamment les contenus de réservoirs d'essence, de fioul ou de gaz qui ont été vidés ou qui ont potentiellement pu se vider dans les cours d'eau risquent de contaminer les sols et les nappes phréatiques.

De plus, les stations d'épuration des eaux, surchargées par les masses d'eaux ou même endommagées par des objets flottant dans les eaux, risquent de ne pas avoir fonctionné de manière efficace créant ainsi une source supplémentaire de pollution.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement :

1) Madame la Ministre peut-elle me fournir des informations sur les mesures d'ores et déjà mises en place pour détecter les pollutions des cours d'eau ?

2) Vos services ont-ils déjà pu détecter des pollutions des cours d'eau potentiellement liées aux inondations ? Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle me fournir les polluants pour lesquels les valeurs sont ou ont été inhabituellement élevées ?

3) Vos services procéderont-ils à des contrôles de pollutions potentielles des milieux terrestres inondés ?

4) Quelles sont les sources majeures de pollution des milieux aquatique et terrestre identifiées par vos services dans le contexte des inondations des 14 et 15 juillet ?

5) Comment vos services jugent-ils l'ampleur des contaminations des sols exploités pour des cultures maraichères et fruitières, que ce soit dans le cadre d'activités lucratives ou à des fins récréatives et personnelles ? Vos services procéderont-ils à des contrôles spécifiques pour ces cas de figure ?

6) Des stations d'épuration ont-elles été endommagées ou surchargées par les masses d'eau respectivement des objets flottant dans les eaux ? Si oui, lesquelles ?

7) Dans l'affirmative à la question précédente, vos services ont-ils pu détecter des pollutions des cours d'eaux en aval des stations d'épuration en lien avec des dysfonctionnements potentiels ?

**Réponse** (13.09.2021) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

ad 1) Conformément à la directive-cadre sur l'eau (2000/60/CE), l'Administration de la gestion de l'eau suit un programme de monitoring pour l'évaluation de l'état chimique et écologique des masses d'eau de surface. Cet état est déterminé pour les eaux de surface grâce à différentes stations de contrôle de surveillance, à des stations de contrôle opérationnel et au contrôle d'enquête. En raison des niveaux élevés des rivières touchées par les inondations, les contrôles opérationnels ont dû être interrompus pour des raisons de sécurité. En outre, les stations de surveillance permanentes ont également été perturbées par les inondations, de sorte que la qualité des masses d'eau n'a pas pu être surveillée de manière fiable et d'éventuelles pollutions n'ont ainsi pas pu être détectées pendant les phénomènes d'inondations en juillet.

Dans les jours suivants les inondations, le Service projets et entretien de l'AGE a effectué des interventions d'urgence pour enlever les débris qui auraient pu entraver le bon écoulement de l'eau ou occasionner davantage de dégâts et a effectué des travaux ponctuels de stabilisation le long des cours d'eau. Lors de ces interventions, les agents ont également pu vérifier si des pollutions étaient visibles.

D'autre part, un système de signalement de pollutions est en place via le 112 qui a alerté les agents du Service inspection, contrôle et gestion de pollutions (SICOPOL) sur les pollutions liées aux inondations, ce qui a permis leur intervention en temps utile.

ad 2) Depuis le 15 juillet, le SICOPOL de l'Administration de la gestion de l'eau a été informé de douze pollutions des cours d'eau qui étaient liées aux inondations. Dix de ces pollutions étaient liées à un déversement d'hydrocarbures, principalement du fioul domestique, provenant de réservoirs inondés.

Cette proportion est anormalement élevée par rapport aux cinq années précédentes, où en moyenne 26 % des pollutions des cours d'eau signalées à l'AGE étaient dues à un déversement d'hydrocar-

bures. Cependant, il faut supposer qu'une grande partie des pollutions causées par l'inondation n'a pas été signalée et n'a pas pu être détectée par nos contrôles standards pour les raisons mentionnées ci-dessus.

ad 3) L'Unité contrôles et inspections de l'Administration de l'environnement procède actuellement à des inspections ciblées de lieux qui ont potentiellement subi une pollution locale du sol. Cette mission est réalisée en coopération avec l'Administration de la gestion de l'eau.

Par opposition à ces pollutions locales qui sont liées à un endroit bien déterminé, il existe éventuellement également des pollutions diffuses qui peuvent avoir touché des zones plus vastes et pour lesquelles il ne sera plus possible de discerner l'origine exacte des pollutions. Les pollutions locales sont actuellement adressées par l'Unité contrôles et inspections.

ad 4) Hormis la présence probable de microorganismes pathogènes provenant des eaux usées, il y a à l'heure actuelle surtout des informations concernant l'écoulement de carburants, notamment le mazout, dû au renversement ou la submersion de réservoirs. Les polluants les plus probablement émis dans ces cas sont les hydrocarbures pétroliers.

ad 5) La réponse commune à la question parlementaire n° 4750 traite de cette thématique.

ad 6) Au Luxembourg, quatre stations d'épuration ont été impactées de façon significative lors des inondations du 14 et 15 juillet. Ces dégâts montrent également l'envergure des inondations vécues, car typiquement les stations d'épuration à fortiori construites à proximité des cours d'eau sont planifiées et construites pour résister à une crue centennale.

Une partie de la station d'épuration de Bettembourg (exploitée par le STEP) a été inondée et des coupures de courant ont eu lieu. Le traitement des eaux usées était arrêté et impacté pendant quelques heures seulement dans la nuit du 14 au 15 juillet. Le stock de pièces détachées et de rechange a été inondé, résultant probablement dans une perte totale des pièces.

La station d'épuration d'Echternach (exploitée par le SIDEST) a été complètement inondée et la grande majorité des installations électriques, techniques et électromécaniques a été détruite. Suite aux efforts et travaux impressionnants du syndicat, une reprise du traitement mécanique des eaux usées a eu lieu le 17 juillet et à l'aide de compresseurs mobiles, le traitement biologique a pu être rétabli de manière provisoire en date du 20 juillet.

Les stations d'épuration de Rosport et Moersdorf (exploitées par la Verbandsgemeinde Trier-Land) ont également été complètement inondées et une grande partie des installations électriques, techniques et électromécaniques a été détruite. Grâce à l'engagement impressionnant du syndicat, les deux stations d'épuration sont de nouveaux capables de traiter de manière provisoire les eaux usées et ceci mécaniquement et biologiquement depuis le 17 juillet pour la station de Rosport et 23 juillet pour la station de Moersdorf.

Des interventions dans les semaines et mois à venir seront nécessaires afin de remplacer les installations provisoires ainsi que le nettoyage de certains bassins dans lesquels des boues et sédiments se sont déposés lors des inondations.

ad 7) Des prélèvements n'ont pas pu être réalisés ni sur les stations d'épuration ni dans les cours d'eau récepteurs pendant les inondations pour des raisons de sécurité ainsi que pour des raisons d'inaccessibilité. À cela s'ajoute qu'il aurait été impossible de déterminer la source de pollution exacte, vu les débordements des réseaux d'assainissement du système mixte ainsi que des déversements résultants des inondations de caves, égouts et autres bâtiments.

**Question 4784** (02.08.2021) de **M. François Benoy** (déi gréng) concernant **l'impact des événements météorologiques extrêmes sur les zones d'activités économiques** :

Suite à des pollutions répétées de cours d'eau dues à des défaillances au niveau des infrastructures de sécurité dans les zones industrielles au Luxembourg, un groupe de travail regroupant l'Administration de la gestion de l'eau, le CGDIS et le Ministère de l'Économie a été mis en place en décembre 2019. Il s'est vu conférer la mission d'analyser toutes les zones d'activités économiques sur le territoire luxembourgeois dans l'optique d'établir un état des lieux de l'infrastructure de sécurité et de mettre en place des mesures pour améliorer cette dernière.

Dans leur réponse à la question parlementaire n° 2061 de l'année passée, Mesdames et Monsieur les Ministres avaient affirmé qu'au niveau des zones d'activités existantes, il était notamment prévu d'identifier tous les réseaux d'eau souterrains existants éventuellement raccordés à des bassins de sécurité et/ou de rétention et de diagnostiquer les besoins en fonction de la situation spécifique de

chaque zone et de la nature des activités implantées.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, à Madame la Ministre de l'Intérieur et à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Comment ont progressé les travaux du groupe de travail précité depuis sa mise en place ? Quelles sont les principales défaillances constatées suite à l'état des lieux de l'infrastructure de sécurité ? Quelles mesures devront être ou ont été mises en place afin d'améliorer la sécurité ?

2) Quels ont été les impacts des inondations et des fortes précipitations de mi-juillet sur les zones d'activités économiques et industrielles ? Est-ce que les infrastructures de canalisation et de rétention des zones furent suffisantes pour protéger les entreprises implantées d'impacts négatifs suite aux événements météorologiques ? Dans la négative, quelles adaptations seront nécessaires afin d'améliorer la protection des infrastructures dans les années à venir ?

**Réponse commune** (13.09.2021) de **M. Franz Fayot**, *Ministre de l'Économie*, de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur*, et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

Le Ministère de l'Économie, l'Administration de la gestion de l'eau et le CGDIS sont en contact régulier concernant les infrastructures de sécurité en place et projetées dans les zones d'activités économiques nationales, même si les travaux du groupe de travail n'ont pas avancé de la manière escomptée, notamment à cause du contexte de la crise du Covid-19.

Les bassins de rétention d'eau pluviale des zones d'activités économiques nationales n'ont présenté aucune défaillance lors des fortes précipitations de mi-juillet. Ils n'ont pas été impactés par les inondations, notamment grâce à la situation géographique des zones d'activités économiques nationales en dehors des territoires sujets à un risque d'inondation.

Aucune entreprise sise dans une zone d'activités économiques nationale n'a informé la Direction des infrastructures du Ministère de l'Économie d'avoir subi des dégâts ou dommages suite aux fortes pluies et inondations de la mi-juillet.

**Question 4786** (02.08.2021) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) concernant **les lieux d'impression des publications officielles des différents ministères** :

L'impact de la pandémie de la Covid-19 sur l'économie luxembourgeoise est tel que de nombreuses petites et moyennes entreprises connaissent une baisse de leurs activités et deviennent financièrement vulnérables. Parmi les entreprises qui tournent au ralenti figurent notamment les imprimeries. Comme d'autres entreprises de l'artisanat, les imprimeries ont bénéficié d'aides étatiques ponctuelles et des possibilités de recours au chômage partiel. Or, ces subventions permettant aux entreprises de survivre financièrement ne participent pas forcément à une augmentation de leurs activités respectives. En revanche, l'obtention de davantage de commandes liées à des publications officielles provenant des ministères dans le cadre de campagnes d'information ou autres permettrait aux imprimeries luxembourgeoises de remédier à la baisse de leurs activités. De même, ces commandes feraient l'objet d'investissements directs dans ces entreprises locales tout en soutenant l'économie nationale et en privilégiant les circuits courts de production, davantage soucieuses de l'environnement. Néanmoins, il se trouve que les publications officielles des ministères ne sont pas toujours imprimées au Luxembourg.

Par rapport à ces réflexions, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre d'État :

1) Monsieur le Ministre peut-il me confirmer qu'une partie des publications officielles dont il est question ici n'est effectivement pas imprimée au Luxembourg ?

2) Monsieur le Ministre peut-il me donner une estimation de la quantité (en pourcentages) de publications officielles imprimées hors du Luxembourg d'une part et au sein des imprimeries nationales d'autre part, sur une année d'activité en moyenne ?

3) Combien de projets de publications sont commandités en une année en moyenne par les ministères auprès d'entreprises ou d'agences spécialisées ? De quel genre de publications s'agit-il le plus souvent ?

4) Quel est le montant dépensé en moyenne par an par les différents ministères pour ces projets en question ?

5) Les ministères délèguent-ils généralement le processus d'élaboration des projets en question entière-



ment aux agences ayant obtenu la commande du projet ? Existe-t-il un suivi des différentes étapes de réalisation du projet jusqu'à son impression de la part du personnel d'un ministère ?

Bien avant la crise sanitaire, l'AMIL (Association des maîtres imprimeurs du Grand-Duché de Luxembourg) s'était engagée à l'élaboration et à la reconnaissance par Monsieur le Ministre des Classes moyennes d'un label « printed in Luxembourg », permettant de valoriser les commanditaires qui font le choix de soutenir l'économie nationale en optant pour la branche luxembourgeoise des imprimeries, ateliers de reliure et ateliers de sérigraphie. Dans le contexte actuel, la mise en place effective d'un tel label ferait sens.

Par conséquent je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Classes moyennes :

6) Monsieur le Ministre est-il en faveur de la création d'un tel label et dans l'affirmative, quand ce label pourra-t-il entrer en vigueur ?

Néanmoins, la décision de faire imprimer un projet de publication ailleurs qu'au Luxembourg n'incomberait pas directement à l'instance publique qui est à l'initiative du projet, mais à l'agence privée chargée de sa réalisation graphique.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres :

7) Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer sur les dispositions actuellement prévues par les cahiers de charges/obligations contractuelles dans le cadre d'une obtention de commande par une entreprise ou agence chargée de la réalisation d'une publication officielle initiée par un ministère ? Notamment, ces cahiers de charges/obligations contractuelles prévoient-ils l'obligation d'imprimer au Luxembourg ?

8) Messieurs les Ministres seraient-ils en faveur de l'introduction d'une telle clause ?

**Réponse commune** (13.09.2021) de **M. Lex Delles**, *Ministre des Classes moyennes*, et de **M. Marc Hansen**, *Ministre délégué à la Digitalisation* :

Étant donné que les informations relatives à l'impression de publications officielles provenant des ministères luxembourgeois ne sont pas recensées de façon systématique, il n'est pas possible de s'exprimer sur la quantité de publications officielles imprimées hors du Luxembourg respectivement sur le nombre de projets de publications commandités auprès d'entreprises ou d'agences spécialisées.

Cependant, tel qu'expliqué dans la réponse à la question parlementaire 1163 du 6 septembre 2019, les ministères et administrations peuvent commander leurs imprimés auprès de la division Imprimés et fournitures de bureau (IFB) du Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) qui se charge d'identifier la meilleure offre pour la publication requise et d'assurer le suivi de la commande.

Jusqu'au 25 août 2021, la division IFB a effectué des commandes de publications officielles pour le compte des ministères et administrations pour l'an 2021 pour un total de 1.404.075,85 EUR HTVA. 96 % de ce montant couvrent la réalisation de commandes par des imprimeries au Luxembourg.

Il convient toutefois de souligner que le Gouvernement a connaissance du label « printed in Luxembourg » qui est une initiative privée de l'Association des maîtres imprimeurs du Grand-Duché de Luxembourg (AMIL) et qui est réservé exclusivement aux membres de l'AMIL. Il est cependant à noter que le Gouvernement n'est pas en mesure de mettre en place une obligation contractuelle exigeant d'imprimer au Grand-Duché les publications officielles initiées par les ministères luxembourgeois. Une telle démarche serait incompatible avec le droit communautaire. En effet, suivant une jurisprudence constante de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), une telle exigence constituerait une discrimination à l'encontre de prestataires établis dans d'autres pays membres de l'Union européenne.

**Question 4789** (02.08.2021) de **M. Fred Keup** (ADR) concernant le **prix de l'électricité** :

Sou wéi et am Artikel „80,7 Prozent des verbrauchten Stroms wurden importiert“, deen den 23. Juli am „Tageblatt“ publizéiert gouf, heescht, sinn d'Stroumpräisser fir Privatleit hei am Land d'lescht Joer ëm ronn zéng Prozent geklommen, obwuel de Verbrauch ëm 4,5 Prozent zéréckgaangen ass. Weider heescht et, datt de gréissten Deel vun deenen 80,7 Prozent Stroum, déi hu missen importéiert ginn, aus Däitschland koum. E Land, wou d'Stroumpräisser bekanntlech ganz héich an d'Netzer volatill sinn.

An deem Zesammenhang géif ech dem Här Energie-minister gär dës Froe stellen:

1. Duerch wéi eng Faktoren ass dës Erhéijung vun de Stroumpräisser trotz dem Réckgang vum Verbrauch ze erklären? Wéi eng Roll spillt d'Erstellung op

ëmwendelbar Energië bei dësem Prozess? Ass domat ze rechnen, datt d'Stroumpräisser an den nächste Jore weider klammen?

2. Kann den Här Minister elaboréieren, wéi d'Entscheidung motivéiert war, eise Stroum hauptsächlich aus Däitschland ze importéieren? Wéi eng Roll hu potenziell Iwwerlaaschtunge vum däitsche Stroumnetz bei dëser Decisioun gespillt?

3. Kann den Här Minister eng Tabell presentéieren, aus wéi enge Länner Lëtzebuerg am Joer 2020 wéi vill Stroum importéiert huet a wéi een Duerchschnittspräis mir pro Kilowatt Stroum un eis jee weileg Handelspartner bezuelt hunn?

**Réponse** (13.09.2021) de **M. Claude Turmes**, *Ministre de l'Énergie* :

ad 1. Fir d'éischt ass et wichteg, fir drun ze erënneren, dass am integréierte Stroumpräis, deen un den Endclient verrechent gëtt, niift de Käschte fir d'Energie selwer och nach d'Notzung vum Stroumnetz, Taxen, d'Kontributioun fir de Mécanisme de compensation (fir d'Énnerstëtzung vun den erneierbaren Energien) an och TVA dran enthalte sinn.

Sou wéi et am Institut luxembourgeois de régulation (ILR) sengem Joresrapport „Chiffres clés du marché de l'électricité - Année 2020 - Partie I“ steet, an op deen den ugeschwaten Zeitungsartikel sech baséiert, ass den integréierte Präis fir Haushaltsclienten effektiv am Joer 2020 ëm ongeféier 10 % par rapport zu 2019 geklommen.

Déi gréissten Hausse gouf et hei bei der Energiekomponent, déi am Joer 2020 ëm zirka 15 % par rapport zu 2019 an d'Luucht gaangen ass, woubäi dësen Deel beim Haushaltsclient ongeféier 34 % vum gesamt (integréierten) Stroumpräis ausgemaach huet. Dëst hânt mat der Entwécklung vun de Präisser op de Stroumboursses zesummen. Wat d'Entwécklung vun dëser Komponent ugeet, ass ze bemerken, dass de Stroumpräis op den europäesche Bourse säit Mëtt 2020 staark klëmmt, wat virun allem op déi héich Produktionskäschten, besonnesch vu Stroum, deen op fossille Quelle baséiert, zréckzeféieren ass. Sou ass zum Beispill de Präis vu Gas, Kuel, awer och d'CO<sub>2</sub>-Emissiounskäschten, déi um Kuelestrom besonnesch héich sinn, an de leschten zwoelf Méint ganz staark geklommen, wat ë. a. och en Impakt op de Groushandelsakafspräis vum Stroum huet. Verschidden Experten, ënnert anerem vun der Internationaler Energieagentur (IEA), ginn aktuell dann och dervun aus, dass de Stroumpräis nach eng Zäit op deem héijem Niveau wäert bleiwen, well sech fir verschidde vun deenen uewe genannte Grënn eng Persistenz erwaart gëtt. De Präis vum Undeel Energie variéiert vu Fournisseur zu Fournisseur an de Client kann dësen deementspreechend duerch säi Choix vum Fournisseur a vum Produit e Stéck wäit beaflossen. Ewéi an engem Communiqué ufank 2020 matgedeelt konnte gewësse Clienten duerch e Wiessel um Produit eng Hausse vun hirer Rechnung evitéieren.

D'Netzkäschten, déi 2020 mat ongeféier 40 % de gréissten Undeel vum integréierte Stroumpräis ausgemaach hunn, si par rapport zu 2019 ëm ongeféier 7 % geklommen. Dës Käschte si vum ILR approuvéiert a sinn an deene leschte Joren opgrond vum wichtege Investissement an d'Modernisierung an den Ausbau vun de Stroumreseaux geklommen.

D'Kontributioun fir de Mécanisme de compensation pro Unitéit consomméierte Stroum ass 2020 par rapport zu 2019 ëm zirka 10 % geklommen, fir déi méi héich Volumme vun den erneierbaren Energien zu Lëtzebuerg ze ënnerstëtzen.

ad 2. D'Kooperatioun tëschent Däitschland a Lëtzebuerg geet op eng laang gemeinsam Zäit zréck. Effektiv gouf 1958 am Kader vum Bau vum Pompel-späicherkraaftwierk zu Veianen a mat der Grënnung vun der SEO e Staatsvertrag tëscht Lëtzebuerg an dem Bundesland Rheinland-Pfalz ënnerzeechent, deen d'Stroumversuergung vum lëtzebuergeschen Netz séchergestallt huet. Dëst war och doduerch noutwenneg ginn, well d'Stroumproduktioun vun de Stolwierker am Süde vum Land net méi duergaangen ass, fir déi steigend Stroumdemande vum Land ze decken. E Lien mat enger potenzieller Iwwerlaaschtung vum däitsche Stroumnetz ass dem Minister bei dëser Decisioun, déi Enn vun de 50er-Jore geholl gouf, net bekannt.

D'Zentral zu Veianen ass bis haut mat enger Direktleitung un dat däitscht Netz ugeschloss a liwwert e wichtege Bäitrag an der Groussregion an doriwwe eraus. 1964 ass déi éischt duebel Héichspannungsleitung tëschent Tréier an Heeschdref a Betrib gaangen. Donieft ass eng zweet duebel Héichspannungsleitung tëscht Flebour a Bauler an Däitschland gebaut ginn. Dës zwou Interkonnexiounen alimentéieren de gréissten Deel vum lëtzebuergeschen öffentlechen Netz.

Doduerch, dass dës Leitungen et erlaben, Stroum ouni Contrainten tëschent deenen zwee Länner ze transportéieren, bilde Lëtzebuerg an Däitschland eng gemeinsam Maartzon. Et sief hei weiderhin ënnerstrach, dass den däitsch-lëtzebuergesche Marché e

ganz liquidé Marché ass, an deem d'Groushandelspräisser vum Stroum (reng Energiekomponent) mat déi déifst a Mëtteleuropa sinn. De Grond, firwat de Stroumpräis, deen déi däitsch Endclient bezuelen, relativ héich ass par rapport zu engem Endclient zu Lëtzebuerg, läit dodrun, dass d'Netzkäschten an zousätzlech Redevancé wéi déi sougenannt „EEG-Umlage“ fir d'Énnerstëtzung vun den erneierbaren Energië méi héich sinn. Säit Enn 2017 ass donieft och eng Ubannung un dat belsch Netz a Betrib gaangen, déi d'Veersuergungssécherheet vu Lëtzebuerg an der Belsch verbessert, mee déi fir de Moment net fir e kommerziellen Austausch vu Stroum geduecht ass. Iwwert dës Leitungen an Däitschland an an d'Belsch ass Lëtzebuerg am Häerz vum westeuropäeschen interkonnéiert Stroumnetz, engem vun de sécherste Stroumnetzer an och dat Stroumnetz mat de meeschten erneierbare Stroumundeeler, integréiert. Dëst erméiglecht et, d'Stroumversuergung vun de Clienté méi nohalteg, sécher a bezuelbar ze maachen.

D'Industriernetz vun der Sotel, dat fir d'Veersuergung vun der Stolindustrie zoustänneg ass, ass iwwerengs weinst der Proximitéit an der historischer Entwécklung vun der Industrie un dat belsch a franséisch öffentlech Netz ugeschloss. Dës stellen dann och de Gros vun de belschen a franséischen Importer duer, déi den ILR a sengem Rapport opweist.

ad 3. Den ILR mécht all Joer e Rapport iwwert de Stroummarché an huet och aktualiséiert Tableaun op sengem Internetsite, an deenen déi physisch Importer duergestallt sinn. 2020 waren dës folgendermoossen opgedeelt:

Däitschland: 3584 GWh (69,9 %)  
Frankräich: 1155 GWh (22,5 %)  
Belsch: 390 GWh (7,6 %)

Wéi virdu beschriwwen heescht dat net, dass de Stroum och zwéngend ursprénglech aus dëse Länner hierkënt (d. h. do produzéiert gouf), mee en ass iwwert d'Grenze physisch op Lëtzebuerg importéiert ginn. D'Marchésacteurs, déi Stroum op Lëtzebuerg wëllen importéieren, kafen dësen entweder op de verschidde Stroumboursses oder direkt bei Produzenten an. Et ass heibäi net méiglech, en Duerchschnittspräis ze ermëtelen, well d'Präisser vu bilaterale Kontrakter net bekannt sinn an d'Bourspräisser zwar öffentlech sinn, mee et do och verschidde Produite gëtt, jee nodeem wéi laang am Virus a fir wéi eng Period de Stroum akaf gëtt.

Déi duerchschnittlech integréiert Stroumpräisser pro Kilowattstonn, déi u Lëtzebuerg Endclienté verrechent ginn, hänke vun de Clienten hirem Verbrauch of, well Tariffer och verschidde fix Komponenten enthalten. Fir Haushaltsclienté mat engem Verbrauch tëscht 2500 a 5000 kWh louch den duerchschnittleche Stroumpräis 2020 laut Eurostat bei 0,1985 €/kWh. Fir professionell Clienté mat engem Verbrauch tëscht 500.000 an 2.000.000 kWh louch den Duerchschnittspräis bei 0,1014 €/kWh. An der folgender Tabell sinn dës Präisser och nach emol am Verglach zu den Duerchschnittspräisser vun eisen Nopeschlänner an och par rapport zum europäeschen Duerchschnitt gewisen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

An der nächster Tabell ass och nach um Beispill vun den Haushaltsclienté gewisen, wéi sech den integréierte Stroumpräis an Däitschland an zu Lëtzebuerg opdeelt.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

**Question 4793** (02.08.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant les **initiatives gouvernementales suite aux inondations** :

Après les pluies diluviennes qui ont frappé certaines régions de notre pays, laissant derrière elles des dégâts considérables, l'heure est à la réparation et la remise en état.

Or, cette catastrophe s'est produite à la veille respectivement au début des congés collectifs dans les secteurs de la construction et de l'artisanat.

1) J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de l'Économie et de Monsieur le Ministre des Classes moyennes quelles sont les initiatives prises par le Gouvernement ensemble avec les représentations patronales pour assurer les travaux essentiels aux bâtiments, édifices et infrastructures endommagés.

2) Existe-t-il une liste des entreprises qui peuvent effectuer ces travaux dans les meilleurs délais ou sinon est-il envisageable d'établir une telle liste consultable par les victimes ?

**Réponse commune** (13.09.2021) de **M. Dan Kersch**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*, de **M. Franz Fayot**, *Ministre de l'Économie*, et de **M. Lex Delles**, *Ministre des Classes moyennes* :

ad 1) Suite aux précipitations qui ont eu lieu à la mi-juillet 2021 et qui ont entraîné des inondations sur l'ensemble du territoire et leurs conséquences sur l'activité professionnelle, le Gouvernement a décidé que le régime de chômage partiel en cas de force majeure pouvait exceptionnellement être appliqué à toutes les entreprises situées au Luxembourg concernées par les inondations et qui ont rencontré des difficultés économiques ou ont été dans l'impossibilité de continuer leur activité habituelle.

En ce qui concerne les demandes de chômage partiel « cas de force majeure pour inondations », il y a lieu de noter que pour le mois de juillet, 156 demandes ont été avisées favorablement par le Comité de conjoncture, tandis que pour le mois d'août, 40 demandes ont été accordées et pour le mois de septembre, 23 demandes ont été jusqu'à présent favorablement avisées.

Par ailleurs, dès le lendemain des inondations, le Ministre des Classes moyennes a été en contact avec la Fédération des artisans afin d'évaluer les différentes possibilités de pouvoir assurer les travaux d'urgence qui s'imposaient.

En outre, vu que les inondations ont eu lieu juste avant le début du congé collectif obligatoire dans le secteur du bâtiment et génie civil (du 30 juillet 2021 inclus au 22 août 2021 inclus), la commission ad hoc du bâtiment et génie civil, seule compétente pour accorder une autorisation de dérogation au congé collectif du bâtiment et génie civil notamment pour des travaux urgents reconnus par la commission, a exceptionnellement accepté les demandes en dérogation qui ont été introduites hors délai et en lien avec des travaux liés aux inondations, sachant que normalement toute demande doit être introduite deux mois avant le début du congé collectif officiel.

ad 2) Une liste des entreprises qui peuvent effectuer ces travaux dans les meilleurs délais telle que décrite par l'honorable Député n'existe pas.

**Question 4822** (10.08.2021) de **MM. Sven Clement** et **Marc Goergen** (*Piraten*) concernant la **reconnaissance des différents vaccins Covid-19** :

Laut BBC hunn 173 Länner bis elo de Covid-19-Vaccin vun Oxford-AstraZeneca benotzt, 99 de Vaccin vu Pfizer/BioNTec, 60 dee vu Sinopharm, 50 dee vu Moderna, 45 de Sputnik V-Vaccin a 26 de Vaccin vu Janssen (Stand 21. Juni). Esou kann et virkommen, dass Persounen zu Lëtzebuerg mat engem Vaccin geimpft goufen, deen an hirem Zilland (nach) net unerkannt respektiv net méi genotzt gëtt. An den USA zum Beispill ass den AstraZeneca-Vaccin nach net unerkannt.

An deem Zesammenhang wéilt mir de Ministere fir Aussenugeleeënheiten an Europa a Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wat fir Ustregunge mécht Lëtzebuerg respektiv d'EU am Moment, fir dass Persounen, déi zu Lëtzebuerg geimpft goufen, och bei Reesen an d'USA als komplett geimpft unerkannt ginn?

2. Wat fir Ustregunge mécht Lëtzebuerg respektiv d'EU am Moment, fir dass Persounen, déi zu Lëtzebuerg geimpft goufen, och bei Reesen allgemeng an d'Ausland als komplett geimpft unerkannt ginn?

**Réponse commune** (13.09.2021) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, et de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

ad 1. D'Areesrestriktiounen vun den USA goufen opgrond vum der Pandemieentwécklung an op Uerder vum President (Presidential Proclamation) agefouert respektiv verlängert. Dës hänken net vun enger Unerkennung vun de Vaccinen, déi zu Lëtzebuerg verimpft goufen, of.

Wéi schonn an der Äntwert op d'Fro N° 4524 ernimmt, hunn d'EU an d'USA en Aarbechtsgrupp opgestallt fir ze ënnersichen, ënnert wéi enge Bedingungen d'Reesrestriktiounen kéinten opgehewe ginn.

ad 2. D'EU schafft um multilateralen a globale Plang dorun, fir e séchert Reesen nees kënnen ze erméiglechen. D'Kommissioun féiert aktuell och Verhandlungen mat Drëttstaaten, fir se mam System vum European Union Digital Covid Certificate ze verbannen. Dëst bréngt eng géigesäitig Unerkennung vun den Zertifikater mat sech. D'Kommissioun huet an deem Kontext och schonn eng Rei Decisiounen geholl, fir Zertifikater aus Drëttlänner unzeerkennen.



**Question 4840** (12.08.2021) de **M. Roy Reding** (ADR) concernant l'étude sur les terrains à bâtir :

Rezent huet eng Etüd, déi ënnert dem Titel „Land and the housing affordability crisis: landowner and developer strategies in Luxembourg's facilitative planning context“ publizéiert gouf, fir vill Diskussioun gesuergt, well se ënner anerem festgehale huet, datt iwwer 50 % vum Bauterrain hei am Land an der Hand vun 0,1 % vun der Bevëlkerung konzentriert wieren. Wann ee sech déi Etüd duerchliest, stellt ee fest, datt hei ënner anerem mat fréieren Etüde vum Observatoire de l'habitat an Erhiewunge vum Stateg geschafft gouf.

An deem Zesammenhang géif ech der Regierung gären dës Froe stellen:

1. Wéi reagéiert si op d'Resultat vun dëser Etüd?
2. Wéi beurteilt d'Regierung d'Belaaschtbarkeet vun dësen Zuelen?

**Réponse commune** (21.09.2021) de **M. Franz Fayot**, *Ministre de l'Économie*, et de **M. Henri Kox**, *Ministre du Logement* :

D'Etüd, op déi den Deputéierten hiweist, baséiert op Zuelen aus der Nott N° 23 vum Observatoire de l'habitat aus dem Februar 2019, déi och deemools der Chamber an der Effentlechkeet vun der Logementsministesch Sam Tanson presentéiert gouf.

Mat dësen Zuelen huet déi wëssenschaftlech Ekip vum den Auteurs vum LISER an der Uni Lëtzebuerg eng Rei Iwwerleeungen an Analysen opgestallt, wéi wäit d'Konzentratioun vum „potentiel foncier“ fir Wunnengen de Bau vu Wunnraum beaflosst. Doduerch prezisiéiert sech e Bild vun eisem Immobiliemarché, wat a senge groussen Zich bekannt ass.

Opgrond vun de Resultater vun der Etüd aus dem Joer 2019 huet de Wunnungsbauminister decidéiert, den Observatoire mat engem reegelméissegem Update vun den Zuelen zum Potenzial u Bauland ze beoptragen an de Perimeter vun dëser Recherche auszedeelen. Dës iwwerschaft an aktualiséiert Studie wäert viraussichtlech virum Enn vum Joer der Effentlechkeet kënnen presentéiert ginn.

**Question 4844** (12.08.2021) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la situation des migrants afghans :

Nom Ofzuch vun den internationalen Truppen aus Afghanistan ass de Biergerkrich tëscht den Taliban an den afghanesche Regierungstruppen op ville Plazen erëm nei entfacht. Déi prekär Sécherheetslag huet dozou gefouert, datt d'EU-Kommissioun d'Memberstaate vun der EU opgefuerdert huet, op Réckféierungen an Afghanistan ze verzichten. Doropshin hu sech sechs Länner, nämlech Däitschland, d'Belsch, Holland, Dänemark, Éisträich a Griicheland, un d'EU-Kommissioun gewannt a verlaangt, datt Réckféierung vun ofgeleenten afghaneschen Asylbewerber a vun Afghanen, déi stroffälleg gi sinn, net ënnerbrach sollt ginn. Iwwert dës Initiativ, sou den Här Minister an engem Interview mam däitschen Tagesspiegel, „kéint hie just de Kapp rëselen“. An der Tëschenzäit hunn zwee vun deene sechs Länner, nämlech Däitschland an Holland, decidéiert, fir am Abléck keng Leit méi an Afghanistan zrëckzeschécken.

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un den Här Bausseminister:

1. Den Här Minister huet sech am genannten Interview dofir ausgesprach, fir Afghanen, déi opgrond vun hirer Zesummenaarbecht mat westlechen Truppe gezwonge kéinte ginn, hiert Land ze verlossen, d'Méiglechkeet ze ginn, an der EU Schutz ze sichen. Kann den Här Minister preziséieren, ob senger Meenung no, Lëtzebuerg dës Mënsche soll ophuelen, wa si hei eng Asyldemande géife stellen, an dat obschons keng Afghanen direkt fir de Lëtzebuerg Kontingent geschafft hunn a Lëtzebuerg dohier géintwuer eventuell fréiere Mataarbechter keng moralesch Pflicht hätt, fir si opzehuelen? Geet den Här Minister dovun aus, datt seng Aussoe kéinten zu engem „pull-factor“ fir Afghane ginn, fir éischer zu Lëtzebuerg wéi an engem aneren EU-Staat Asyl ze froen?

2. Geet den Här Minister dovun aus, datt doduerch, datt d'EU, mam Argument, et wier ze geféierlech an Afghanistan, sech géint Réckféierungen an dat Land ausgesprach huet, ee Signal un d'Mënschen an Afghanistan ausgesent kéint ginn, dat sech zu engem „pull effect“ an doduerch zu enger neier Flüchtlingsswell a Richtung EU auswierke kéint?

3. De belsche Banneminister Sammy Mahdi, deen de mentionéierte Bréif vun de sechs EU-Länner un d'EU-Kommissioun fir d'Belsch ënnerschriwwen huet, huet op Twitter geschriwwen, datt, just well verschidde Regione vun engem Land geféierlech sinn, dat net automatesch bedeite géif, datt all Mënsch aus deem Land schutzbedürfteg wier. Wéi steet den Här Minister zu dëser Äusserung? Kann den Här Minister preziséieren, wéi sécher e Land,

senger Meenung no, muss sinn, fir datt an Zukunft Réckféierungen an dat Land méiglech sinn?

4. Am Zesammenhang mat der Afghanistankris hu sech, an engem Bréif vum 9. August (Quell: <https://www.politico.eu/newsletter/brussels-playbook/playbook-eu-border-supporter-sejm-media-drama-climate-cash/>), Ministere vun Éisträich, der Belsch, Zypern, Tschechien, Däitschland, Dänemark, Griicheland, Litauen an Holland un héich Beamte vun der EU-Kommissioun adresséiert, fir datt d'EU hir Haltung vis-à-vis vum „emerging issue of the instrumentalization of migration for political purposes“ iwwerdenke soll. D'Ministere bezeichnen dës „Taktik“ als neien Trend an der Geopolitik. Ass den Här Minister um Courant vun dësem Bréif? Wa jo, firwat huet Lëtzebuerg dës Bréif net mat ënnerschriwwen?

5. 2001 ass eng vun den USA ugefouert Koalitioun an Afghanistan amarschéiert. An hirem Dokument „Instrumentalisierung der humanitären Hilfe“ schreien d'„Médecins sans frontières“ 2002 iwwert d'Situatioun am Land, nodeems et vun den USA bombardéiert gi war:

„Die Situation der afghanischen Bevölkerung während der Bombardements wirft schwerwiegende Fragen nach der internationalen politischen Verantwortung auf. Schon in den zwei Jahren vor den amerikanischen Angriffen hat die internationale Gemeinschaft die lang anhaltende humanitäre Krise in Afghanistan in der Regel als Resultat von Dürre und Hunger bezeichnet. Gewalt und Verfolgung wurden als Flucht- oder Migrationsursache nur selten berücksichtigt, obwohl die Flüchtlinge selbst immer wieder davon sprachen und es auch Berichte über Massaker gab. Insbesondere haben die Nachbarländer Afghanistans ihre Pflicht vernachlässigt, den Flüchtlingen Schutz zu gewähren. Iran ist sogar Unterzeichner der Flüchtlingskonvention und des Protokolls von 1967. Trotzdem wurden Flüchtlinge zwangsrepatriert und an der iranischen Grenze sogar erschossen. Die internationale Gemeinschaft, insbesondere die Mitgliedstaaten der NATO, hätte sich in dieser Situation für den Flüchtlingsschutz besser einsetzen müssen: Öffnung der Grenzen, Ermutigung und Unterstützung der Nachbarstaaten, den afghanischen Flüchtlingen Asyl oder wenigstens temporären Schutz zu gewähren.“ (Quell: <https://www.aerzte-ohne-grenzen.de/sites/default/files/attachments/msf-instrumentalisierung-humanitaere-hilfe-2002.pdf>) Haut, wou d'Situatioun net vill anescht ass, gëtt och erëm op Europa gekuckt, fir afghanesche Flüchtlingen ze hëllefen. Wéi gesäit den Här Minister d'Aufgabe vun den Nopeschlänner vun Afghanistan, wat Flüchtlingshëllef uegt? Ginn dës Länner opgefuerdert, fir Flüchtlingen opzehuelen?

**Réponse** (13.09.2021) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

ad 1. Jo, ech gesinn et absolutt als eis Pflicht, Persounen opzehuelen, déi fir d'EU oder d'NATO an Afghanistan geschafft hunn.

2. Nee.

3. Dës Ausso kann ech net esou deelen.

4. Dës Bréif gouf vun engem Grupp vun néng Länner ënnerschriwwen. Domat ass Lëtzebuerg ee vun 18 Memberstaate vun der EU, déi dës Bréif net mat ënnerschriwwen hunn.

5. Ech gesinn d'Länner an der Region als ganz wichteg an als een Deel vun der Léisung un, fir Persounen, déi Schutz sichen, opzehuelen.

**Question 4851** (16.08.2021) de **MM. André Bauler** et **Guy Arendt** (DP) concernant la réglementation de la profession du clerc de notaire :

La profession de notaire est strictement réglementée. Actuellement, 36 notaires exercent leur fonction au Grand-Duché de Luxembourg, nombre limité et réparti géographiquement sur tous les cantons - à l'exception de celui de Vianden.

Bras droit du notaire, les clercs de notaire assistent ces derniers dans l'accomplissement de leurs missions : préparation et rédaction des actes, suivi des dossiers, réception des clients et compilation des différentes pièces administratives.

Il s'en suit que la fonction de clerc de notaire constitue une partie essentielle dans le travail journalier du notariat et un support crucial face à une charge de travail élevée.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils indiquer si la profession du clerc de notaire est réglementée dans le cadre d'un statut propre ?

- Comment la formation du clerc de notaire est-elle organisée actuellement ?

- Madame et Monsieur les Ministres disposent-ils d'informations sur la formation continue pour ce profil professionnel ?

- Madame et Monsieur les Ministres pourraient-ils fournir des informations sur une éventuelle formation spécifique pour clercs de notaire dans le cadre de notre enseignement supérieur ?

**Réponse commune** (16.09.2021) de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Justice*, et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* :

La profession de clerc de notaire n'est pas une profession réglementée au sens de la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles.

Par conséquent, les notaires sont libres de recruter pour cette fonction des postulants pouvant avoir des qualifications diverses.

Selon les informations fournies par la Chambre des Notaires, en pratique, les clercs de notaire travaillant dans les études sont, pour la plupart, diplômés en droit, certains ayant le diplôme de candidat-notaire, ou ont suivi la formation de clerc de notaire, voire de notaire en Belgique ou en France. D'autres, les plus anciens notamment, font état d'un parcours professionnel les ayant formés au métier de clerc.

Les particularités du droit luxembourgeois sont acquises par la pratique, à l'occasion des cours complémentaires en droit luxembourgeois et/ou par le biais des formations dispensées par la Chambre des Notaires. Celle-ci organise régulièrement diverses formations à destination des clercs et employés de notaire. Un ouvrage à destination des clercs a en outre été édité par la Chambre des Notaires.

À noter que le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche vient d'accréditer le programme de formation menant au brevet de technicien supérieur (BTS) « Assistant juridique », lequel sera offert, à partir de l'année d'études 2021-2022, par l'École de Commerce et de Gestion. Ce programme a été élaboré en coopération avec le Parquet général, l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg, la Chambre des Notaires, la Chambre des Huissiers de Justice et les fiduciaires. Comportant à la fois des éléments de droit, de communication et de gestion administrative, ladite formation prépare entre autres à la fonction de clerc de notaire. À préciser qu'un certain nombre de cours seront assurés par des professionnels du secteur concerné et que les étudiants auront la possibilité d'effectuer leur stage obligatoire, d'une durée d'un semestre, dans des études de notaire.

**Question 4852** (16.08.2021) de **M. Laurent Mosar**, **Mmes Diane Aehm** et **Viviane Reding** (CSV) concernant la demande d'une licence par une chaîne d'informations internationale :

Nous faisons suite à notre question parlementaire n° 4532 du 22 juin 2021. D'après des informations relayées par les médias, l'émetteur RT ne recevra finalement pas de licence de diffusion européenne pour les pays germanophones - le Gouvernement aurait refusé d'accorder ladite licence à l'émetteur. La filiale allemande de RT, RT DE Productions GmbH, avait fait part de son intention de diffuser à l'avenir des programmes en langue allemande et avait fait parvenir pour ce faire via l'organisation russe ANO « TV Novosti », dont le siège se trouve à Moscou, une notification au Service des médias et des communications (SMC).

La raison pour laquelle la licence en question n'avait pas été demandée directement en Allemagne semble être le fait que l'une des conditions pour obtenir une licence en Allemagne relève de l'indépendance des médias par rapport au pouvoir étatique, notamment quand il s'agit du financement. Au Luxembourg, il n'y a pas de critère équivalent à la « Staatsferne », comme l'explique Monsieur le Ministre dans sa réponse à notre question parlementaire. RT est une chaîne d'informations internationale, financée par la Russie, considérée par beaucoup comme un média de propagande.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que la licence de diffusion européenne a été refusée ? D'après les informations relayées par les médias, le Gouvernement estime que la licence aurait dû être demandée directement en Allemagne et que le Luxembourg est par conséquent incompétent en la matière. Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations ?

2) Est-ce que d'autres demandes de licence sont parvenues au Gouvernement ces 5 dernières années par des diffuseurs basés dans des pays considérés comme ayant un régime autoritaire ou étant une dictature ?

3) Est-ce que Monsieur le Ministre estime qu'il faudrait inclure un critère équivalent à la « Staatsferne » dans la législation nationale ?

**Réponse** (16.09.2021) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias* :

ad 1) Tel qu'indiqué dans la réponse à la question parlementaire n° 4713, le Service des médias et des communications a, en effet, conclu que le service de médias audiovisuels notifié ne relève pas de la compétence du Luxembourg et a conseillé au demandeur de s'adresser à l'organisme de régulation de l'État membre compétent, à savoir la Medienanstalt Berlin-Brandenburg allemande.

ad 2) Comme relevé dans la réponse à la question parlementaire n° 4532, une licence ou plutôt une concession est uniquement accordée aux fournisseurs de services de médias audiovisuels remplissant les critères de l'article 2bis de la loi modifiée sur les médias électroniques. Ces critères ayant trait à l'établissement du fournisseur concernent plus particulièrement le siège social, les décisions éditoriales et les effectifs employés aux activités de services de médias audiovisuels liées à un programme. Ladite loi reprend ces critères matériels de rattachement de la directive européenne sur les services de médias audiovisuels.

En conséquence, un diffuseur basé dans un pays tiers ne peut demander une concession luxembourgeoise puisqu'il ne peut remplir les critères précités de l'article 2bis.

ad 3) Il est renvoyé à la réponse à la question parlementaire n° 4713 sur le même sujet.

**Question 4855** (16.08.2021) de **MM. Sven Clement** et **Marc Goergen** (*Piraten*) concernant l'aide pour les anciens employés afghans :

Virun zwee Méint hat ech dem Minister d'Fro gestallt (N° 4408), wéi et mat den afghaneschen Zivilisten géif goen, déi am Krich géint d'Taliban déi westlech Truppen ënnerstëtzt hunn.

De Minister hat mer a menger leschter Fro geäntwert, dass eng Persoun, déi de westlechen Truppe gehollef huet, ënnert verschidde Konditiounen Schutz hei am Land ka kréien. E schreift awer och, dass Lëtzebuerg nach keng Entscheidung getraff huet an op eng europäesch Léisung waart. Den EEAS (den auswäertegen Déngscht vun der EU), dee fir verschidde Deeler vun der EU-Baussepolitik an d'bannezeg Sécherheet zoustänneg ass, huet an dësem Kader keng Befugnisse, fir de Betreffende Visaen ausstellen, dës kënnen nëmmen d'Memberstaaten.

Elo sinn awer zwee Méint vergangen a fir déi afghanesche Betreffende, hir Kanner an hir Bekannte ass d'Lag am Land aussichtslos ginn. D'Taliban hunn d'Muecht am Land iwwerholl.

Erschweierend kënn fir d'Afghanen nach derbäi, dass si net am Flüchtlingdeal matabegräff sinn, deen d'EU mat der Tierkei ausgehandelt hat, a vun der Tierkei ofgewise ginn.

An deem Zesammenhang wéilte mir dem Minister fir Immigratioun an Asyl dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung elo selwer iergendwellech Moosnamen ënnerhuelen, fir den Afghanen, déi de westlechen Truppe gehollef hunn, eng akut Flucht aus dem Afghanistan ze erméiglechen?

2. Wäert eis Regierung d'Situatioun vun de Betreffenden am Afghanistan einfach esou hinuelen, wa keng europäesch Léisung zustane kënn? Falls nee, wat wäert eis Regierung ënnerhuelen?

3. Kéint d'Regierung den afghanesche Bierger, déi de westlechen Truppen am Afghanistan gehollef hunn, zäitno eng speziell Schutzprozedur ubidden, déi hinne méi schnell Asyl garantéiert?

**Réponse** (16.09.2021) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre de l'Immigration et de l'Asile* :

Lëtzebuerg huet an de leschte Woche mat sengen europäeschen an NATO-Partner zesumme geschafft, fir Persounen, déi fir d'Europäesch Union oder d'NATO geschafft hunn, ze evakuéieren.

Eng Persoun, déi fir d'EU-Delegatioun am Afghanistan geschafft huet, ass scho mat hirer Famill am Grand-Duché ukomm. Des Weideren huet Lëtzebuerg sech bereeterkläert, eng weider Persoun, déi fir d'NATO geschafft huet, mat hirer Famill an nach eng weider Persoun, déi fir d'EU geschafft huet, och mat hirer Famill opzehuelen.

Dës Persounen wäerten hei am Land duerch eng Asylprozedur goen.

**Question 4857** (16.08.2021) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant les aides aux entreprises touchées par les inondations :

Déi rezent Iwwerschwemmungen hunn op ville Plaze schlëmm Schied verursaacht. Och vill Betriber goufe schwéier vun der Naturkatastroph betraff an hu mat de wirtschaftlechen Auswierkungen ze kämpfen.



An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un d'Regierung stellen:

- Kann d'Regierung matdeelen, wéi vill Betriber vum Héichwaasser betraff sinn/waren?

- Wéi vill Produktiounsanlage sinn ausgefall?

- Wéi vill Betriber hate Problemer mat der Liwwerketten duerch d'Iwwerschwemmungen?

- Wéi séier ginn d'Aiden un d'Betriber, déi duerch d'Héichwaasser Schued erlidden hunn, ausbezuelt, fir ze verhënneren, datt dës Betriber a Liquiditéitschwieregkeete geroden?

**Réponse commune** (21.09.2021) de **M. Franz Fayot**, *Ministre de l'Économie*, et de **M. Lex Delles**, *Ministre des Classes moyennes* :

Et ass extreem schwierig, eng genee Zuel unzeginn vun de Betriber, déi vum Héichwaasser betraff waren, respektiv eng Ausso ze maachen iwwert d'Unzuel vun den ausgefallene Produktiounsanlagen an den erstanene Problemer an der Liwwerketten. D'Unzuel vun den Uriff op der eegens weinst den Iwwerschwemmungen ageriichten Hotline kann hei awer als Richtwäert genotzt ginn: D'Generaldirektioun fir Mëtzelstand huet op dëser Hotline ongeféier 100 Uriff entgéintgehol.

De Comité de conjuncture, ënnert der Presidence vum Wirtschaftsminister a vum Aarbechtsminister, huet fir de Mount Juli, an deem d'Iwwerschwemmung waren, 156 Demandé vu Betriber, deenen hir Aktivitéit weinst den Iwwerschwemmungen ageschränkt waren, ënnert dem Regimm vum „chômage partiel en cas de force majeure pour inondations“ positiv aviséiert. De Chômage partiel gëtt ausbezuelt, nodeems de betraffene Betrib nom Enn vum Mount säin Dekont vun de Stonnen agereecht huet, fir déi hien effektiv op de Chômage partiel zréckgegraff huet. Generell ginn d'Demanden direkt traitéiert, soudass den Delai tëschent dem Areche vun engem vollstännegen Dekont mat all den néidegen Informatiounen an dem Ausbezuelen an der Moyenne vu fënnf Aarbechtsdeeg ass.

Donieft si bis haut 52 Ufroen fir staatlech Hëllef bei der Generaldirektioun fir Mëtzelstand agereecht ginn. Ee kompletten Dossier ass an der Reegel och bannent zwou Wochen ausbezuelt ginn. Allerdéngs war et fir déi betraffe Betriber net evident, fir hir Dossier ze kompletéieren, well et sech als schwierig erweisen huet, fir kuerzfristeg eng Expertis vum Schued erbäizekréien. Fir hinnen awer séier a pragmatesch ze hëllefen, sinn an den Dossieren ouni Expertis dofir Avancen ausbezuelt ginn. Dëst huet et de Betriber erlaabt, fir déi néideg Liquiditéiten ze kréien an den néidege finanzielle Spillraum ze hunn, bis eng Expertis virläit.

**Question 4860** (16.08.2021) de **M. Jeff Engelen** (ADR) concernant le **site de la station de contrôle technique à Wilwerwiltz** :

Am Fréijoer 2020 huet d'SNCT seng Dieren zu Wëlwerwiltz zougemaach. Bis elo ass op dësem Site zu Wëlwerwiltz nach näischt geschitt.

An dësem Kontext géif ech gären dës Froen un den Här Infrastrukturminister riichten:

1. Ass eng aner Bestëmmung fir dës Site virgesinn?

2. Wa jo, wat fir enger Bestëmmung gëtt dës Site zougefuert? Ass an dësem Kontext een Zäitplang virgesinn?

**Réponse** (06.09.2021) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

De Besëtzer vun dem Gebai an dem Grondstéck zu Wëlwerwiltz ass d'Société nationale de certification et d'homologation (SNCH), déi der SNCT dës Gebailechkeete säit 1998 verlount huet. Nodeems d'SNCT d'Decisioun geholl huet, hir Aktivitéit am Norde vum Land op Maarnesch ze verleeën, stoung de Site eng Zäit laang eidel. Laut der SNCH ass am Moment nach net gekläert, wat an Zukunft mat dem Gebai an dem Site geschéie soll. Aktuell gëtt d'Gebai allerdéngs vun der Gemeng Kiischpelt als Entrepot benotzt an den Entretien um Site gemaach.

**Question 4864** (17.08.2021) de **M. Jeff Engelen** (ADR) concernant le **cadre légal de la transfusion sanguine** :

D'Lëtzebuerger Rout Kräiz huet an engem Schreiwes vum 10. August op eng Rei Problemer higewisen, déi am Hibleck op d'Bluttransfusione bestinn. Bis elo läit d'Responsabilitéit fir d'Organisatioun an d'Ofwéckele vun de Bluttransfusione hei am Land haaptsächlech beim Roude Kräiz. An deem Kontext stelle sech awer eng ganz Rei Froen, z. B. och iwwert déi legal Ofsecherung vum Roude Kräiz am Fall, wou et zu Komplikatoune géif kommen. D'Rout Kräiz wär deemno engem andauernden héije legale Risiko ausgesat.

An deem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Madamm Gesondheitsminister:

1. Ass et an den Ae vun der Madamm Minister normal, datt d'Rout Kräiz bal eleng fir d'Organisatioun an d'Ofwéckele vun de Bluttransfusione hei am Land zoustänneg ass? Wier et an den Ae vun der Madamm Minister net opportun, datt och de Staat sech bei der Organisatioun an dem Ofwéckele vu Bluttransfusione géif méi engagieren an domat och méi e groussen Deel vun der Responsabilitéit géif iwwerhuelen?

2. Wat gedenkt d'Madamm Minister elo konkret ze ënnerhuelen, fir deem Mëssstand, op deem d'Rout Kräiz higewisen huet, entgéintzewierken an d'Situatioun vum Roude Kräiz am Hibleck op seng zivilrechtlech Verantwortung besser ze encadréieren?

**Réponse** (16.09.2021) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

Wéi den honorabelen Deputéierte bemierkt, kann d'Aktivitéit vun de Bluttransfusione iwwert verschidde Weeër organiséiert ginn, an déi gëtt an all Land verschidden ofgewéckelt.

Zu Lëtzebuerg ass gesetzlech virgesinn, dass Bluttransfusione nëmmen duerch en agreéierten Organismus vum Gesondheitsministère organiséiert kënnen ginn. Hei am Land ass d'Rout Kräiz zoustänneg, fir dës Aktivitéit duerch de „Centre de transfusion sanguine“ ofzewéckelen a gëtt heivir souwuel vum Gesondheitsministère wéi och vun der CNS subventionéiert. Bedéngt duerch déi héich Qualitéits- a Sécherheitsstandarden a Kontrollen, déi am Kader vun de Bluttransfusione gemaach ginn, sinn, sou wéi d'Rout Kräiz och schreift, Incidenten duerch eng Bluttransfusioun extreem rar.

D'Servicer vum Gesondheitsministère an déi vum Ministère fir sozial Sécherheet evaluéiere verschidde Pisten a wäerten hir Positioun dem Roude Kräiz zäitno matdeelen.

**Question 4867** (18.08.2021) de **MM. Fernand Kartheiser** et **Jeff Engelen** (ADR) concernant la **gestion des églises et chapelles au niveau communal** :

An engem rezenten Artikel aus dem „Luxemburger Wort“ schwätzt e Verrieder vum Syfel (Syndicat des Fabriques d'Eglise du Luxembourg ASBL) eng Rei Mëssstänn un, déi virun allem d'Gestioun vun de Kierchen a Kapellen op kommunalem Niveau betreffen.

Deemno gesäit den Auteur et als eng Diskriminatioun un, datt eng Gemeng, am Fall wou eng Konventioun gemaach gëtt, net entscheede kann, ob se eng finanziell Entschiegung freet oder net, wann d'Kierch eng reliéis Gebailechkeet weiderhin notze wëll. Et wär deemno dowéinst diskriminatoire, well an deene meeschte Gemengen an der Reegel kee lokale Veräi fir d'Notze vu kommunalen a effenteleche Gebailechkeete bezuele muss. Iwwerdeems wier d'Héicht vun der Zomm, déi gesetzlech mat bis zu 2.500 Euro uginn ass, disproportionéiert, besonnesch bei de Kapellen, déi dacks just eemol d'Joer fir e reliésen Zweck genotzt ginn. Des Weidere gëtt am Artikel kritiséiert, datt de Banministère an déi besote Gemeng d'Méiglechkeet, datt keng Konventioun gemaach gëtt, wéi d'Gesetz dat och erméiglecht an et vum Staatsrot bestätegt ginn ass, einfach ignoréieren.

An den Ae vum Auteur féiert dëst zu absurde Situatiounen. Hei sief ernimmt, datt z. B. bei enger Kapell an der Gemeng Konsdref de Leit et onméiglech gemaach gouf, eng reliéis Feier an der Kapell ofzehalen, esou datt d'Leit sech hu missen niewent dem Grondstéck versammelen. An den Ae vum Auteur ass dëst iwwerdeems och eng rechtlech ganz problematesch Decisioun, well d'Gesetz iwwert d'Kierchefabrécke vum 17. Januar 2018 mat kengem Wuert virgesäit, datt beim Status quo vun der Notzung vun enger Kierch, also ouni Konventioun, hei keng reliéis Handlung méi d'äerf stattfannen. Dobäi kënn, datt d'Verweigerung vun der Erlabnes duerch d'Gemeng, eng Mass an der besoter Kapell ze feieren, eng onrechtméisseg Behënnerung vun der lokaler chrëschtlicher Gemeinschaft ass, fir hire Glawe kënnen auszeüben.

An deem Kontext hätt mir folgend Froen un d'Regierung:

1. Gesäit d'Regierung et net als diskriminatoire, datt d'Kierchefabrécken (resp. de Kierchefong) am Fall vun enger Konventioun dozou verflucht kënnen ginn, eng finanziell Entschiegung un déi jeeweileg Gemeng ze bezuelen, obwuel dëst an der Reegel fir aner lokal kommunal Veräiner net virgesinn ass?

2. Gesäit d'Regierung dat net als Agréiff an d'Autonomie communale, wann am Circulaire N° 3989 de Gemenge gesot gëtt, datt eng Konventioun sech imposéiert, wann eng Kierch fir reliéis Zwecker genotzt gëtt, obwuel dat am Gesetz explizitt just als Méiglechkeet ugi gëtt?

3. Gesäit d'Regierung déi Zomm vu bis zu 2.500 Euro, déi d'Gemeng fir d'Notze vun enger reliéis Gebai-

lechkeet - och Kapell - am Fall vun enger Konventioun froe muss, net als disproportionéiert un?

4. Ass dat Beispill aus der Gemeng Konsdref an den Ae vun der Regierung net eng onrechtméisseg Behënnerung am Hibleck op d'Ausübe vum Glawen, Persounen den Zoutrëtt zu enger reliéis Gebailechkeet ze verweigeren, an ass dat net am Widersproch zu der internationaler, europäescher an nationaler Gesetzgebung, déi d'Recht op d'Reliounsfräiheet an d'Ausübung vun enger Relioun garantéieren?

**Réponse commune** (20.09.2021) de **Mme Taina Bofferd**, *Ministre de l'Intérieur*, et de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Cultes* :

Während d'Mise à disposition vun de Kierchen un de Fong, an deemno och d'Bezuele vun enger Indemnitéit un d'Gemengen, iwwert d'Gesetz vum 13. Februar 2018 iwwert d'Gestioun vun de Kierchegebai geregelt sinn, gëtt et keng gesetzlech Bestëmmungen, déi eng Gemeng verfluchten, hire lokale Veräiner eng Entschiegung fir d'Mise à disposition vun engem Lokal, engem Terrain oder anere Gebailechkeeten ze froen.

Wann eng Gemeng Proprietär vun engem Kierchegebai ass, wat dem Ausübe vum kathoulesche Kult déngt, gesäit den Artikel 14 vum Gesetz folgend zwou Méiglechkeete vir:

- Déi Kierchegebai kënnen un de Fong ofgetruede ginn, souguer à titre gratuit;

- déi Kierchegebai kënnen dem Fong zur Verfügung gestallt ginn.

Wann d'Gemeng entscheet, fir dem Fong e Kierchegebai zur Verfügung ze stellen, muss dat duerch eng Konventioun geschéien, fir eng Lafzäit vu fënnf bis néng Joer, mat der Méiglechkeet, fir dës ze verlängeren an op Basis vun enger järecher Indemnitéit vun 1.000 bis 2.500 EUR<sup>1</sup>.

Op d'Obligatioun vun enger Konventioun ass schon an der Circulaire N° 3560 vum 18. Abrëll 2018 higewise ginn: « Toute mise à disposition revêt la forme d'une convention entre la commune et le Fonds ».

Dës Obligatioun ass och an engem Urteel vun der Cour administrative confirméiert ginn (CA 30 mars 2021, 44362C): « [...] à côté de leur vocation culturelle manifeste, ces édifices religieux sont appelés, naturellement encore, à servir, fût-ce de manière sporadique, à l'exercice d'abord du culte catholique. À cette fin, la conclusion d'une convention avec le Fonds s'impose. [...] un édifice religieux est mis à disposition du Fonds suivant convention, à conclure en application de l'article 14, [...] », wouriwwer d'Inneministes d'Gemengen duerch d'Circulaire N° 3989 vum 30. Abrëll 2021 och informéiert huet.

De Montant vun der Indemnitéit ass gesetzlech fixéiert ginn an entsprécht enger Moyenne vun ongeféier 5 € pro Joer a pro Quadratmeter Grondfläch.

D'Konditiounen vun enger Mise à disposition vun enger Kierch si vum Gesetz fixéiert ginn an d'Regierung gesäit dodra weeder en Agréiff an d'Gemengenautonomie nach eng onrechtméisseg Behënnerung vum Ausübe vum Glawen.

**Question 4868** (18.08.2021) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant les **données sur la vaccination contre la Covid-19** :

D'Madamm Minister huet lescht Woch annoncéiert, datt ronn 67,5 % vun de Leit iwwer zwielef Joer hei am Land e komplett Impfschema hunn, mee datt awer nach Efforte misste gemaach ginn, fir d'Alterskategorie vun den 12 bis 40-Järege fir d'Necessitéit vun der Impfung ze sensibiliséieren.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Madamm Minister mir Statistike ginn zu den Impfungee jee no Alterskategorie?

2. Wéi gedenkt d'Regierung virzegoen, fir déi Alterskategorie mat den niddregsten Impftaxe verstärkt unzespriechen?

**Réponse** (28.09.2021) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

D'Regierung setzt weiderhin op geziilt Informatioun an op d'Proximitéit vun den Impffoffen. Sou ass z. B. virgesinn, den Impfbus op Plazen ze schécken, wou grouss Evenementer vill Leit beienee bréngen. Weiderhi gëtt geplangt, och op Plaze wéi z. B. Shoppingcenteren eng Impffoffen ze maachen. Et ginn och Gespréicher mat de Secondaireeschoulen, fir op der Plaz ze impfen. Schlussendlech d'äerf eent net vergiessen, dass elo méi wéi 200 Doktere prett sinn, fir an hire Praxissen ze impfen.

<sup>1</sup> Article 14, alinéa 2, de la loi du 13 février 2018 sur la gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique, ainsi que sur l'interdiction du financement des cultes par les communes : « Ces édifices peuvent aussi être mis à disposition du Fonds par voie de convention qu'il a conclue avec la commune concernée pour un terme de cinq à neuf ans, renouvelable par tacite reconduction. »

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

**Question 4869** (18.08.2021) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** (CSV) concernant les **intérêts fiscaux** :

Laut deutschlandfunk.de hat das Bundesverfassungsgericht in Karlsruhe entschieden, dass die von den Finanzämtern erhobenen Steuerzinsen von 6 % im Jahr angesichts der anhaltenden Niedrigzinsphase verfassungswidrig sind. „Im Urteil des Gerichts heißt es, der Zinssatz sei nicht mehr zu rechtfertigen, wenn er sich als ‚evident realitätsfern‘ erweise - was wegen des aktuell bestehenden Niedrigzinsniveaus der Fall sei. Das Gericht ordnete eine rückwirkende Korrektur ab 2019 an.“

In Luxemburg belaufen sich die Steuerzinsen aktuell auf 0,6 % im Monat, also 7,2 % im Jahr.

Wir möchten daher folgende Fragen an den Herrn Finanzminister stellen:

- Wie bewertet der Herr Finanzminister dieses Urteil?

- Ist der Herr Finanzminister der Meinung, dass der luxemburgische Steuerzinssatz von 7,2 % mit der luxemburgischen Verfassung vereinbar ist?

- Beabsichtigt der Herr Finanzminister, den luxemburgischen Steuerzinssatz nach unten zu „korrigieren“?

**Réponse** (20.09.2021) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances* :

In ihrer Anfrage beziehen sich die ehrenwerten Abgeordneten auf den am 18. August veröffentlichten Beschluss des Ersten Senates des Bundesverfassungsgerichts. Dieser kommt zu der Schlussfolgerung, dass die Verzinsung von Steuernachforderungen und Steuererstattungen verfassungswidrig ist, sofern der Zinsberechnung für Verzinsungszeiträume ab dem 1. Januar 2014 ein Zinssatz von monatlich 0,5 % zugrunde gelegt wird. Das Bundesverfassungsgericht weist darauf hin, dass die Verzinsung von Steuernachforderungen mit einem Zinssatz von monatlich 0,5 % nach Ablauf einer zinsfreien Karenzzeit von grundsätzlich 15 Monaten eine Ungleichbehandlung von

a) Steuerschuldern darstellt, deren Steuer erst nach Ablauf der Karenzzeit festgesetzt wird, gegenüber

b) Steuerschuldern, deren Steuer bereits innerhalb der Karenzzeit endgültig festgesetzt wird.

Bezüglich der ersten Frage ist darauf hinzuweisen, dass in Deutschland, im Gegensatz zu der luxemburgischen Gesetzgebung, Steuernachforderungen und Steuererstattungen verzinst werden, die den Zeitraum zwischen der Entstehung der Steuer und ihrer Festsetzung durch die Finanzverwaltung (Grundsatz der Vollverzinsung) betreffen. Von der Vollverzinsung betroffen sind jedoch lediglich diejenigen Steuerpflichtigen, deren Steuer erst nach Ablauf von 15 Monaten nach der Entstehung der Steuer erstmalig festgesetzt oder geändert wird. Das Ziel der Vollverzinsung ist es, einen Ausgleich dafür zu schaffen, dass die Steuern bei den einzelnen Steuerpflichtigen zu unterschiedlichen Zeitpunkten festgesetzt und fällig werden.

Bezüglich der Frage der ehrenwerten Abgeordneten zur Verfassungskonformität des luxemburgischen Zinssatzes i.H.v. 7,2 % p. a. ist hervorzuheben, dass das luxemburgische Einkommensteuergesetz vom 4. Dezember 1967 (LEStG) Verzugszinsen vorsieht, die im Falle eines Zahlungsverzugs seitens des Steuerpflichtigen zum Tragen kommen. Die in Luxemburg anfallenden Verzugszinsen sollen demzufolge eine abschreckende Wirkung entfalten, indem sie den Steuerpflichtigen dazu verpflichten, seine ausstehende Steuerschuld fristgemäß zu begleichen. Im Gegensatz zu der deutschen Gesetzgebung sieht das LEStG keine Vollverzinsung vor, um einen Ausgleich dafür zu schaffen, dass die Steuern bei den einzelnen Steuerpflichtigen zu unterschiedlichen Zeitpunkten festgesetzt und fällig werden. Die rechtliche Situation in Luxemburg ist dementsprechend nicht vergleichbar mit der deutschen Gesetzgebung, die Gegenstand des Beschlusses des Bundesverfassungsgerichtes vom 8. Juli 2021 war. In diesem Zusammenhang ist ebenfalls zu erwähnen, dass der luxemburgische Rechtsrahmen dem Steuerpflichtigen die Möglichkeit einräumt, vor Ablauf des Fälligkeitsdatums eine Verlängerung der Zahlungsfrist ohne Verzugszinsen zu beantragen, wenn ein Zeitraum von vier Monaten nicht überschritten wird. Ein pauschaler Zinssatz von 0,1 % pro Monat (1,20 % p. a.) ist anzuwenden, wenn die Zahlungsfrist zwischen vier und zwölf Monaten beträgt. Für Zahlungsfristen zwischen zwölf Monaten und drei Jahren beläuft sich der Zinssatz auf 0,2 % pro Monat (2,4 % p. a.). Bei Zahlungsfristen von über drei Jahren beläuft sich der Zinssatz auf 0,6 % pro Monat (7,2 % p. a.).



Abschließend ist darauf hinzuweisen, dass die Regierung nicht plant, den Zinssatz i.H.v. 7,2 % p. a. anzupassen.

**Question 4870** (18.08.2021) de **MM. Sven Clement** et **Marc Goergen** (*Piraten*) concernant le **déploiement du nouvel avion militaire luxembourgeois en Afghanistan** :

De Méinde Moien hate mir eng urgent Fro zu engem eventuellen Asaz vun eisem A400M am Kader vun der Afghanistankris un de Verdedegungsminister gestallt. D'Belsch Medien haten de Méinde Mëtten (16.08.2021) gemellt, dass d'Regierung ëm de Premier De Croo géif Fligeren an den Afghanistan fir Rapatriementer schécken. D'belsch Regierung huet explizitt erwänt, dass een A400M sollt ënnert de Fliger sinn.

Am RTL-Interview de 17. August 2021 heescht et: „Der Maschinn feelen nach déi néideg Sécherheitslizenzen.[...] D'Defense an den Ausseministere plangen elo zesumme mat der Belsch, de Militärflyger an en Nopeschland vum Afghanistan ze schécken.“

An deem Zesammenhang wéilt mir dem Minister fir Verdedegung dës Fro stellen:

1. Wéini genau gouf d'Decisioun geholl, fir eisen A400M mat der Registréierung CT-01 an den Asaz ze schécken? Kann de Minister eis de genauen Oflaf erklären?

2. Hunn eis belsch Partner eis fir d'éischt kontaktéiert oder mir si?

3. Ëm wat fir Sécherheitslizenzen handelt et sech?

4. Firwat ginn dës Lizenze gebraucht?

5. Sinn dës Lizenze fir den eemolege Gebrauch oder gëllen dës Lizenzen iwwert ee längeren Zäitraum?

**Réponse** (15.09.2021) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Défense* :

ad 1. + 2. D'Equipagen an d'Fligere vun der binationaler A400M-Unitéit kënnen ouni Distinction vum den Nationalitéiten esouwuel fir belsch, lëtzebuergesch oder international Missiounen am Kader vum EATC (European Air Transport Command) an den Asaz kommen. Am Kader vun der Operatioun „Red Kite“ hunn déi belsch Autoritéiten de 16. August 2021 gefrot, ob Lëtzebuerg Awänn hätt, dass de lëtzebuergesch A400M un där Operatioun deelhëlt. D'belsch Autoritéite kruten innerhalv vu 24 Stonne matgedeelt, dass dëst net de Fall wier.

ad 3. Et handelt sech net ëm Lizenzen, mee ëm spezifesch Equipement, Homologationen, Zertifikatiounen a Qualifikatiounen vum Personal. Am Kader vun dem Opbau vun der binationaler A400M-Unitéit sinn dës zu engem spéideren Zäitpunkt virgesinn.

ad 4. Den A400M ass fir vill verschidden Typen vu Missiounen virgesinn, situatiounsbedéngt gi spezifesch Equipementer fir déi eenzel Missiounen gebraucht.

ad 5. D'Zertifikatioun vun de Fligeren an d'Qualifikatioun vun den Equipagen ass evolutiv opgebaut, wa bis een Niveau erreicht ass, gëtt dee gehalen a weider ausgebaut.

**Question 4873** (19.08.2021) de **Mme Martine Hansen** (*CSV*) concernant le « **Impfbus** » :

Den Impfbus huet an de leschte Woche vill Succès kann an eng ganz Rei Leit hu sech op engem vun den Events, wou de Bus present war, impfe gelooss. Och an den nächsten Deeg ass de Bus erëm uechter d'Land ënnerwee. Et muss een allerdéngs feststellen, datt d'Leit net an alle Regione vun dësem flotte Service profitéiere kënnen, well et keen Halt am Norde vum Grand-Duché gëtt.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wéi gëtt den Tour vum Impfbus festgeluecht?

2. Ass geplangt, datt den Impfbus an den nächste Wochen och nach emol am Norden Halt mécht?

3. Wann nee, aus wéi enge Grënn?

**Réponse** (30.09.2021) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

Den Impfbus ass eng gutt Méiglechkeet, d'Impfung einfach méi no bei d'Leit ze bréngen an domat eventuell Leit unzespriechen, déi soss sech net géifen impfe loossen. D'Direktioun vun der Santé gëtt vu villen Organisateuren vun Evenementer spontan ugeschwat, fir ee Passage vum Impfbus bei hirem Eventement ze kréien.

D'Santé kuckt och parallell dozou, wéi eng grouss Evenementer ofgehale ginn iwwert déi nächst Wochen. D'Iddi ass, Evenementer auszesichen, wou een eng Aussicht huet, e gréissere Public unzutreffen, dee sech potenziell géif um Eventement impfe loossen. Et ginn och zäitlech Constraints, déi mussen

berécksichtegt ginn, souwéi den Accès mam Bus (z. B. Parkingsméiglechkeeten).

Den Impfbus war an de leschte Wochen och schonn ëfters am Norde vum Land ënnerwee, ë. a. op follgenden Evenementer: Ettelbrooklyn zu Ettelbréck (11. September), Nuit des lampions zu Wolz (18. September), a Bike4All zu Mäerzeg (19. September). Weider Passagé sinn ë. a. geplangt an der Zone industrielle zu Biissen (4. Oktober), um Veiner Nëssmoort (9. Oktober), am Supermarché Nordstrooss-Shopping Mile (9. Oktober) an an der Zone d'activité économique um Fridhaff (11. Oktober).

D'Lëscht vun de potenziellen Evenementer gëtt dann all Dënschdeg am Comité de pilotage „vaccination“ diskutéiert an eng definitiv Lëscht gëtt festgehalten. Natierlech gëtt probéiert, do och eng gerecht geografesch Verdeelung ze maachen.

**Question 4874** (19.08.2021) de **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*) concernant le **changement de paradigme de la politique européenne** :

An engem Interview am „Tageblatt“ schwätzt den Här Bausseminister vun engem Paradigmewissel vun der europäescher Baussepolitik, déi erkenne misst, datt „unser bisheriger westlicher Ansatz, Rechtsstaatlichkeit und Demokratie in Länder wie Afghanistan, Mali oder andere Länder exportieren zu wollen, einfach nicht funktioniert“. Dat geet esou wäit, datt den Här Bausseminister am nächste Saz freet, ob „wir einem anderen Volk überhaupt Demokratie und Rechtsstaatlichkeit aufzwingen können“.

Zu där Ausso, déi vill Lëtzebuerg an europäesch Beméiungen a Fro stellt, wéilt ech der Regierung dës Fro stellen:

1. Am Kader vun der „EU Sahel Strategy“ si Lëtzebuerg Zaldoten am Mali agesat, fir net nëmme Sécherheet, Verdedegung, Gouvernance a Justiz am afrikanesche Land verbessern a koordinéieren ze hëllefen, mee och fir d'konstitutionell an demokratesch Uerdnung ze erhalen oder nees hierzestellen (Referenz op de Mandat vun där Missioun). Ass eng Lëtzebuerg Bedeelegung un där Missioun nom Urteel vum Här Bausseminister hifällig?

2. Wéi eng Implikatiounen huet déi Meenung vum Här Bausseminister méi allgemeng op d'Bedeelegung vu Lëtzebuerg un Auslandsmissiounen, déi am Zilland sollen Demokratie a Rechtsstaatlechkeet assuréieren? Wéi wäit ass esou eng wäitreechend Analys, déi e fundamentale politesche Revirement duerstellt, an der Lëtzebuerg Regierung mat deenen aneren zoustännege Ministeren ofgeschwat?

3. Den Här Bausseminister freet och a sengem Interview, datt mir sollten eng „staark Kooperatioun mat Russland a China“ hunn. Wéi eng Implikatiounen missten déi Aussoen op déi aktuell Politik hunn, z. B. am Hibleck op d'EU-Sanktiounen géintwärt Russland?

4. Wéi eng Implikatiounen kann dem Här Asselborn säi „Paradigmewissel“ an der Baussepolitik op déi Lëtzebuerg Kandidatur fir den UNO-Mënscherechtsrot fir d'Period vun 2022-2024 kréien?

**Réponse** (20.09.2021) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

ad 1. Nee.

ad 2. Déi aktuell Situatioun an Afghanistan werft eng Réi Froen op, déi mussen beäntwert ginn. Wa mer no 20 Joer internationaler Presenz sou e Réckschlag erliewen, da muss ee versichen ze verstoen, wat schiefgelaf ass. Dat ass eng Fro, déi sech de westleche Länner stellt. Dat heescht net, datt mir allgemeng d'Bedeelegung vu Lëtzebuerg un Auslandsmissiounen a Fro stellen.

ad 3. Eis Bezéiunge mat Russland berouen säit 2016 op fënnf Prinzippien. Ee vun dësen Prinzippien ass eng selektiv Kooperatioun an deene Beräicher, wou et sënnavoll ass, mat Russland zesummenzeschaffen. Sujete wéi Afghanistan falen eendeiteg an dës Kategorie. Déi selektiv Kooperatioun huet keen Impakt op d'Sanktiounspolitik.

ad 4. Am gesoten Interview hunn ech kloer ze verstoen ginn, datt eng Talibanregierung, déi d'Mënscherechter net respektéiert, net vun der EU kéint akzeptéiert ginn. Déi Ausso ass kloer an am Aklang mat eisem Engagement fir d'Mënscherechter.

**Question 4875** (19.08.2021) de **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*) concernant les **mesures de protection pour les réfugiés afghans** :

Lëtzebuerg schéngt an der Fro, wéi een Afghane, déi mat den NATO-Truppen oder der EU zesumme geschaff hunn, a weidere Flüchtlinge soll hëllefen, eng aner Positioun ze hu wéi aner EU-Länner. Den däitsche Bausseminister Heiko Maas gëtt zitéiert mat der Ausso, datt d'Nopeschlänner vun Afghanistan sech sollen op Flüchtlingsbewegungen astellen an datt hie fir eng gemeinsam EU-Angeheer wär, fir an der Region sécher Zonen an oder ronderëm

Afghanistan ze schafen. Den Här Bausseminister sengersäits fuerdert, deenen Afghane, déi der NATO gehollef hunn, „eng Chance [ze] ginn, an engem europäesche Land ze liewen“, wéi et op RTL heescht.

Duerfir dës Froen un den Här Bausseminister:

1. Ass déi ausseruerdentlech Videokonferenz vun den EU-Bausseminister eestëmme iwwer Léisungen eens ginn oder gëtt et ënnerschiddlech Appreciatione vu méigleche Schutzmoosnamen fir Flüchtlingen a fir Afghane, déi der NATO oder der EU an de leschten 20 Joer gehollef hunn?

2. Lëtzebuerg huet sech anscheinend elo emol engagéiert, fir zwielef Afghane opzehuelen. Wéi eng Engagementer hunn déi aner EU-Länner geholl? Wéi sollen déi zwielef Afghane erausgesicht ginn an op Lëtzebuerg kommen?

3. Ass de Wonsch, verschidde Kategoriën vun Afghane an europäesche Länner liewen ze loossen, dem Här Bausseminister seng perséinlech Appreciation am Kader vum RTL-Interview oder gëtt dës vun aneren EU-Ministere gedeelt an huet dës Wonsch eng Aussicht, zu enger offizieller EU-Positioun ze ginn?

4. Wat sinn d'Schätzungen, wéi vill Leit betraff sinn, déi sech duerch hir Mataarbecht bei westleche Staaten, Institutionen oder Projeten an den Ae vun den Taliban kompromettéiert hunn?

**Réponse** (20.09.2021) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

ad 1. D'EU-Ausseministere ware sech an der ausseruerdentlecher Sëtzung vum 17. August 2021 eens, wéi och an der Deklaratioun vum Héije Vriender Josep Borrell am Numm vun den EU-Memberstaaten vum 17. August 2021 festgehalten, datt alles soll gemaach ginn, fir d'Sécherheet vun den EU-Bierger an Afghanistan souwéi vum lokal rekrutiert Personal, dat fir d'EU oder fir e Memberstaat geschaff huet, ze garantéieren, dëst och duerch d'Evakuierung vum Personal a vu senge Familljen, déi sech an Nout befannen. D'EU-Ausseministere hu sech an der Deklaratioun och derfir ausgeschwat, datt d'EU den Afghane, deenen hir Sécherheet duerch hiert prinzipiell Engagement fir eis gemeinsam Wäerter kéint menacéiert sinn, eng besonnesch Opmierksamkeet soll schenken.

ad 2. + 3. Lëtzebuerg huet sech engagéiert, fir zwou Persounen, déi fir d'EU geschaff hunn, an eng Persoun, déi fir d'NATO geschaff huet, opzehuelen, zesumme mat hirer Famill. Déi Persounen ginn de Länner vun de jeeweiligen Organisatiounen proposéiert.

Och wann d'Meenungen innerhalv der Europäescher Union leider auserneeginn, huet sech eng grouss Majoritéit vu Memberstaaten bereeterkläert, genau sou wéi mir Persounen, déi fir d'EU, d'NATO an aner international Organisatiounen geschaff hunn, opzehuelen.

ad 4. Et ass net ofgeschätzt, wéi vill Persounen concernéiert sinn, well net all Persoun direkt oder fir net ganz laang fir westleche Staaten an Organisatiounen geschaff huet.

**Question 4883** (20.08.2021) de **Mme Stéphanie Empain** (*déi gréng*) concernant l'**échec de la mission internationale en Afghanistan** :

Les talibans en Afghanistan ont conquis le pays à une vitesse étonnante, souvent sans résistance de l'armée afghane, qui s'est rapidement effondrée face aux talibans. D'après les informations dans la presse, ceci était dû à des facteurs divers : l'armée était mal approvisionnée, minée par la corruption et n'avait pas de soutien aérien.

Ni l'OTAN, ni les forces américaines n'ont anticipé la rapidité avec laquelle les talibans ont su reprendre le contrôle du pays, appelant à « en tirer des leçons ». Après 20 ans, la mission se termine dans le chaos, des milliards de dollars et des efforts considérables ont été gaspillés - sans parler du désastre pour la population afghane.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense :

1) Quelle est l'appréciation de la part de Monsieur le Ministre concernant le développement de la situation et plus précisément de la rapidité de l'avancée des talibans ? Peut-on dire à ce stade quels sont les éléments qui y ont contribué et si cette situation était prévisible ?

## Le saviez-vous ?

### DÉPÔT

Le dépôt est l'acte par lequel la Chambre des Députés est officiellement saisie d'un projet de loi ou d'une proposition de loi.

2) Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'une analyse transparente et autocritique est nécessaire afin de déterminer les raisons pour lesquelles l'armée afghane a capitulé si vite ?

3) Dans l'affirmative, comment le Luxembourg entend-il s'impliquer pour qu'une telle analyse puisse être réalisée dans un délai raisonnable ?

**Réponse commune** (20.09.2021) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Défense*, et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

ad 1) Les Alliés ont été pris de court par la vitesse à laquelle les talibans ont pris le pouvoir. La rapidité de l'avancée des talibans est due à l'effondrement du Gouvernement afghan et à l'incapacité des forces nationales afghanes de sécurité et de défense (ANDSF) de résister aux talibans, le Président Ghani quittant rapidement le pays au moment de l'entrée des talibans à Kaboul. Force est de constater que les alliés ont sous-estimé les capacités des talibans et surestimé celles de l'armée afghane dans laquelle tant d'efforts ont été investis. L'analyse de ces développements doit se faire tant au niveau de l'OTAN que de l'UE, et est actuellement en cours.

Les récents développements en Afghanistan représentent avant tout une tragédie pour la population afghane qui aspire à vivre en sécurité et dans la dignité. La situation actuelle reste toujours aussi précaire.

Par sa résolution 2593 (2021), le Conseil de sécurité des Nations Unies enjoint les talibans de respecter leurs engagements, et notamment de permettre aux ressortissants étrangers et aux Afghans qui le souhaitent, de quitter l'Afghanistan en toute sécurité. Cela implique de maintenir l'aéroport en état de fonctionnement et les routes et postes-frontière ouverts. L'aide humanitaire doit pouvoir atteindre toutes les personnes qui en ont besoin. Le pouvoir en place est appelé à respecter les obligations internationales du pays, à protéger les droits humains de tous les Afghans, en particulier des femmes et des filles, et à veiller à ce que l'Afghanistan ne serve pas de refuge aux terroristes. Les nouvelles autorités afghanes seront jugées sur leurs actes et non sur leurs paroles.

ad 2) Une telle analyse est essentielle. Le Luxembourg et ses 29 alliés au sein de l'OTAN se sont engagés à mener une réflexion exhaustive sur leur engagement en Afghanistan. Le Secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg a souligné à plusieurs reprises devant la presse que les alliés devront examiner attentivement ce qui n'a pas fonctionné dans le cadre de cette mission. Le Secrétaire général a fait valoir que « nous avons besoin de mieux comprendre, à la fois ce qui a mal tourné, mais aussi d'analyser nos réalisations en Afghanistan, notamment en matière de lutte contre le terrorisme ». Ce processus de réflexion se fera en toute transparence au niveau de l'Alliance sans interférer avec les différentes commissions d'enquête nationales.

ad 3) Le Luxembourg a plaidé en faveur d'un examen approfondi dans les meilleurs délais. À l'OTAN, une analyse est en cours sur les leçons apprises dans le cadre de la mission Resolute Support (RSM) (2014-2021). Le Luxembourg entend bien s'impliquer dans ces travaux au sein des différents comités de l'OTAN. Nous plaiderons pour que l'OTAN tire les enseignements de son engagement en Afghanistan et que ceux-ci puissent être pris en compte dans le développement du prochain concept stratégique de l'OTAN attendu au premier semestre 2022.

De son côté, l'Union européenne a une responsabilité à l'égard des aspirations légitimes du peuple afghan à la paix, à la sécurité, à la dignité et au développement socio-économique. En tirant les leçons des derniers événements, l'UE se doit de peser de tout son poids pour contribuer à l'effort international pour préserver les acquis des vingt dernières années, notamment les droits des femmes, des filles, des enfants et des minorités, l'accès à la santé et à une véritable éducation, et la liberté de la presse.

**Question 4884** (20.08.2021) de **M. Fred Keup** (*ADR*) concernant le **recrutement auprès de la Police grand-ducale** :

Mat dem Gesetz vum 18. Juli 2018 iwwer d'groussherzoglech Police goufen an dës Verwaltung eng Rei nei Karriären am Policekader geschafen, notamment am Gehaltsgrupp B1, wou säithier och massiv rekrutiert gëtt. Bei der Aféierung vun dem Gehaltsgrupp B1 sinn d'Primmen op respektiv zwielef Gehaltspunkte pro Mount fir d'Astreinte a 15 Gehaltspunkte pro Mount fir de Regime militaire festgeluecht ginn. Am Géigesaz dozou sinn dës Primme fir d'Gehaltsgruppen C1 vum Policekader op respektiv 22 Gehaltspunkte pro Mount fir d'Astreinte a 35 Gehaltspunkte pro Mount fir de Regime militaire festgeluecht.

An deem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Regierung:



1. Wéi erklären déi Häre Ministeren d'Differenz an der Héicht vun deenen zwou Primmen, déi insgesamt ëmmerhin 30 Gehaltspunkte pro Mount ausmécht, wann ee bedenkt, datt d'Beamten aus de genannte Gehaltsgruppe vum Policekader exakt déi selwecht Postebeschréiwung hunn an am selwechten Policeauto op de selwechten Asaz fueren?

2. Wann ee bedenkt, datt d'Beamten aus dem Gehaltsgrupp B1 vum Policekader manner wéi d'Hallschent vun de Primme kréie wéi d'Beamten aus dem Gehaltsgrupp C1 vum Policekader, wéi eng Astreinte a wéi ee Risiko mussen d'B1-Karriäre manner op sech huelen ewéi d'C1-Karriären?

3. Ass et net sou, dass d'Astreinte an de Risiko fir d'Beamten aus béide Gehaltsgruppen (B1 an C1) vum Policekader identesch sinn an eng Differenz an deene Primmen net ze justifiéieren ass?

4. Gesinn déi Häre Ministeren hei net de Risiko vun engem Verstouss géint de Gläichheetsprinzip, wéi en am Artikel 10bis vun eiser Verfassung verankert ass?

5. Wéi gedenken déi Häre Ministere virzegoen, fir dës ongläich Behandlung vu Bierger an enger vergläichbarer Situatioun ze behiewen?

**Réponse commune** (17.09.2021) de **M. Henri Kox**, *Ministre de la Sécurité intérieure*, et de **M. Marc Hansen**, *Ministre de la Fonction publique* :

D'Montante vun deenen eenzele Primmen, déi am Policegesetz vun 2018 festgehalé goufen, sinn d'Resultat vun den Diskussiounen, déi am Kontext vun der Policereform gefouert goufen, notament och mat de Syndikater an Associatioun vum Policepersonal.

Wat d'Fro vun engem eventuelle Verstouss géint de Gläichheetsprinzip betrëfft, an ouni hei op déi juristesche Subtilitéit vun deem Sujet anzegoen, muss ee soen, datt dee Prinzip jo heescht, datt ee Leit, déi an enger vergläichbarer Situatioun sinn, net anescht d'äerf behandelen. An deem Fall ass et awer esou, datt déi betraffe Beamten net an enger vergläichbarer Situatioun sinn, well se a verschidene Gehaltsgruppe klasséiert sinn.

**Question 4886** (20.08.2021) de **M. Sven Clement** (*Piraten*) concernant les **arrêts de bus adaptés aux personnes handicapées** :

Fir Persoune mat enger visueller Beanträchtegung ze hëllefen, sech am öffentliche Raum ze orientéieren, existéieren eng Rei technesch Hëllefsméiglechkeeten, wéi zum Beispill de Bodenleitsystem (dat sinn déi wäiss Plättercher mat Relief, déi bei Foussgängersträifen oder op Quaien installéiert sinn) oder akustesch Signaler bei Foussgängersträifen. Dës sinn nëmmen e puer vu villen Innovatiounen, déi de Persoune mat engem Handicap kënnen am Kader vun hirer alldeeglecher Mobilitéit nützlech sinn.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wéi vill Busarrête ginn et zu Lëtzebuerg?

2. Wéi vill Busarrête goufe rollstullgerecht konzipéiert?

Wéi vill Bushaisercher si rollstullgerecht konzipéiert?

3. Wéi vill Busarräten hei am Land verfügen iwwer ee Bodenleitsystem?

4. Wéi vill Busarrête verfügen iwwer Fuerpläng, déi och fir Persoune mat visueller Beanträchtegungen accessibel sinn (zum Beispill wou de Plang ze héieren oder a Braille-Schrëft affichéiert ass)?

5. Wéi vill Busarrête stinn ënnert der Responsabilitéit vun de Gemengen a wéi vill ënnert där vum Staat?

**Réponse** (16.09.2021) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

ad 1. D'Haltestelle stinn allgemeng ënnert der Responsabilitéit vun de Gemengen. Dëst ass am Gesetz vum 5. Februar iwwert den öffentliche Transport verankert. De Staat ass responsabel fir d'Busgaren a fir d'Pöles d'échange.

D'Gemenge reglementéieren d'Haltestellen innerhalb vun enger Uertschaft (ca. 94 %) an de Staat déi ausserhalb vun den Uertschaften.

Et ginn ca. 4.500 Haltestellen. Wann een d'Haltestelle vu béide Stroossesäiten zesummefaasst, da sinn dës op ongeféier 2.500 ënnerschiddlech Haltestellen verdeelt.

ad 2. 17 % vun den Haltestellen hunn ee sougenannte „Kasseler Bordstein“, déi de barrièrefräien Zougang zum Transportmëttel erlaben.

13 % vun den Haltestellen hunn eng einbaufrei Mindestfläch vun 1,50 m x 1,50 m laanscht d'Haltekannt, fir besser mam Rollstull ze rangéieren.

45 % vun den Haltestellen hunn ee Bushaischen, wouvunner 82 % ouni Träpplele konzipéiert sinn.

ad 3. 7 % vun den Haltestellen verfügen iwwert eng „Leitstreife“ bzw. iwwert ee Leitsystem mat Buedemindikatoren parallel zum Bord, mat engem Einstiegsfeld.

ad 4. De visuelle Inhalt vum Haltestellenaushang gouf 2012 an Zesammenaarbecht mam Grupp MEGA - Groupe d'experts multidisciplinaire en accessibilité ofgestëmmt.

Op Haltestelle mat Informationsbildschiermer, op deenen d'Arrivée vum nächste Bus an Echtzäit affichéiert gëtt, misst vu Fall zu Fall gepréift ginn, ob eng Funktioun zur Bedarfsansage (Text-to-Speech) nogerëscht ka ginn.

Am Kontext vun den dynamischen Informatiounen op den Haltestelle kënnert ëmmer méi oft d'E-Paper-Technologie zum Asaz. Duerch d'Kontrastverhältnis an déi héich Opléisung sinn dës och a schwéiere Belichtungsbedéngunge méi einfach ze liesen. Eng akustesch Ukënnegung fir Persoune mat visueller Beanträchtegung kéint och integréiert ginn.

ad 5. Fir dës Informatiounen verweisen ech op de Punkt 1.

**Question 4887** (23.08.2021) de **Mme Cécile Hemmen** (*LSAP*) concernant le **transport de vélo en bus** :

Durant la pandémie, la pratique du vélo a connu un véritable engouement. L'accord de Gouvernement 2018-2023 prévoit d'ailleurs la promotion du vélo comme moyen de transport. Or, force est de constater qu'il n'est pas toujours évident pour un cycliste de prendre le bus avec son vélo. Si le transport de vélo en bus est gratuit, il dépend de la place disponible à bord de l'autobus. Lorsqu'une poussette ou une chaise roulante est déjà dans le bus, il n'est guère plus possible d'y rentrer avec un vélo. Dans sa réponse à la question parlementaire n° 2659, Monsieur le Ministre explique qu'enlever systématiquement des sièges afin de faire plus de place pour des vélos serait en contradiction avec la mission première des bus, à savoir le transport de passagers.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si des réflexions sont en cours afin de faciliter à l'avenir le transport de vélo dans les bus ? Dans quelle mesure était-ce un critère dans le cadre de la soumission publique européenne pour l'attribution des lignes du réseau RGTR ?

- Est-ce qu'une solution comme pratiquée en Suisse, où pendant la saison estivale des cars postaux circulent avec des porte-bagages à vélo ou des remorques à vélo, serait envisageable pour certaines lignes régulières ?

- Qui porte la responsabilité si, lors d'un trajet en bus, un vélo non fixé venait à être projeté contre un passager suite à un freinage brusque de l'autocar ?

**Réponse** (22.09.2021) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

La réponse à la question parlementaire n° 2659 du 12 août 2020 est toujours applicable. La conception de l'intérieur d'un autobus doit tenir compte d'une capacité appropriée à la mission primaire de transporter des passagers et de proposer un nombre suffisant de places assises, surtout sur les lignes régionales, ayant des temps de parcours plus longs que les lignes urbaines. Suivant le cahier des charges dans le cadre de la soumission publique européenne pour l'exploitation des lignes du réseau RGTR, tous les autobus utilisés pour l'exploitation des services RGTR doivent être conformes à la législation et réglementation en vigueur concernant l'accès des personnes handicapées ou à mobilité réduite, et chaque bus doit donc disposer d'une plateforme et d'un accès conforme aux exigences des personnes à mobilité réduite. Cet espace peut également être utilisé par les cyclistes qui utilisent le bus avec leurs vélos. Je précise néanmoins que l'utilisation de la plateforme à l'intérieur du bus est prioritaire aux personnes en chaise roulante et aux personnes avec une poussette.

La soumission européenne prévoit aussi l'utilisation de fixation de vélos à l'extérieur de bus du type « bike rack » sur certaines lignes régulières. Ainsi, ce système pourra être installé sur ces lignes pendant la saison estivale.

Selon la réglementation en vigueur (règlement ministériel du 6 février 2020 fixant les conditions de transport et les tarifs des transports publics), le passager est responsable de l'objet introduit dans le moyen de transport public, et les cycles ne sont admis que suivant les disponibilités techniques de ce moyen de transport public.

**Question 4890** (23.08.2021) de **M. André Bauler** (*DP*) concernant le **reclassement du village de Rindschleiden en zone verte** :

Selon un article de presse récent, le Ministère de l'Environnement aurait proposé à la commune de Wahl de reclasser, dans le cadre de la réorganisation

de son Plan d'aménagement général (PAG), le village de Rindschleiden en zone verte.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Madame la Ministre peut-elle fournir des détails concernant les raisons de cette proposition de reclassement ?

2) Madame la Ministre peut-elle informer sur d'autres localités ou lieux-dits du pays qui seront ou pourraient être reclassés en zone verte ? Quelles seraient les motivations du ministère de suggérer aux communes concernées une pareille révision de leur PAG ?

3) Madame la Ministre ne craint-elle pas que la ou les communes visées risqueraient, dans ce cas précis, de se voir confrontées à des revendications de dommages-intérêts de la part des propriétaires concernés ?

**Réponse** (20.09.2021) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

ad 1) Toute la localité de Rindschleiden est classée dans le PAG en vigueur en tant que « zone de protection du site » conformément à l'article 8a du règlement sur les bâtisses de la commune de Wahl. Selon la partie écrite, la « zone de protection du site » constitue une zone destinée à rester libre vu qu'elle a « pour but la sauvegarde et la protection du site. Elle est caractérisée par l'interdiction de bâtir. » De ce fait, les terrains à Rindschleiden font partie de la zone verte selon le PAG actuel en vigueur. Il ne s'agit donc pas d'un reclassement en zone verte. Bien au contraire, selon le projet de PAG qui a été soumis pour avis, l'autorité communale de Wahl souhaite classer une partie des surfaces de la localité de Rindschleiden en zone destinée à être urbanisée (zone de bâtiments et d'équipement publics - BEP). Dans l'avis du Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable (MECDD) du 28 juillet 2021 au sujet du projet de PAG de la commune de Wahl, la commune de Wahl a été informée qu'une approbation de la prédite proposition de classement n'est pas envisageable, e. a. au vu de la situation paysagère exceptionnelle du lieu. Par ce même avis, il a été recommandé à l'autorité communale de développer un projet plus concret pour mieux cadrer la définition du zonage et des potentialités de développement urbanistique de la localité. En outre, il a été recommandé de le faire par le biais d'une modification ponctuelle du PAG, alors qu'il serait difficile d'intégrer une telle démarche dans la refonte globale du PAG qui est déjà très avancée.

ad 2) D'une manière générale, le MECDD ne demande pas que des localités ou lieux-dits soient reclassés en zone verte quand ces lieux constituent des zones destinées à être urbanisées dans le PAG en vigueur.

Néanmoins, il se peut que le MECDD recommande à l'autorité communale de reclasser des fonds précis, étroitement délimités, en zone verte lorsque la valeur écologique de ces terrains rend une urbanisation de facto impossible.

Ces recommandations trouvent leur origine dans les objectifs de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, à savoir des raisons importantes de protection de la nature (p. ex. incidences significatives sur une zone Natura 2000, fonctionnalité essentielle d'une surface dans le maillage des biotopes ou en tant qu'habitat pour une/des espèces particulièrement protégées difficile/impossible à compenser, ...) et de protection des paysages (p. ex. topographie complexe, fragmentation éco-paysagère, ...). Il se peut également que des motifs de sécurité soient invoqués (p. ex. exposition à des risques naturels, ...). Il importe de souligner qu'il s'agit de suggestions et que seule l'autorité communale peut prendre l'initiative de procéder à un tel reclassement.

ad 3) Il est évident qu'en pareil cas ce risque existe. C'est pourquoi un tel reclassement doit être bien préparé et solidement motivé. En pratique, il faut constater que les reclassements de terrains en zone verte pour réorienter le développement urbanistique d'une localité ou pour en atténuer les incidences environnementales sont rares. Généralement, les reclassements en zone verte opérés par les autorités communales ne visent qu'une mise en cohérence de certaines limites de zones destinées à être urbanisées par rapport à l'existant. Souvent, ces redressements sont proposés sur base d'un accord commun entre la commune et les propriétaires concernés ou en échange pour une extension de la zone à un autre endroit.

**Question 4893** (24.08.2021) de **MM. Laurent Mosar et Léon Gloden** (*CSV*) concernant les **statistiques sur l'évolution de la criminalité au Luxembourg** :

Déi lescht Zuelen a Statistiken zur Kriminalitéit an Delinquenz am Grand-Duché huet den Här Minister

zesumme mat de Responsable vum der Police Enn Mäerz dës Joers presentéiert.

An de leschte Wochen huet een awer den Androck, datt et virun allem zu enger ganzer Rei Iwwerfall am Dag komm ass.

An deem Kontext géife mir gäre folgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet eis detailléiert Zuelen zur Evolutioun vun der Kriminalitéit an Delinquenz hei am Land säit Mäerz 2021 ginn, opgeschlësset no der Aart vun de Strofdoten, de Stied, de Gemengen an de Regiounen am Land?

2. Wann nee, aus wéi enge Grënn sinn dës Zuelen net disponibel?

**Réponse** (15.09.2021) de **M. Henri Kox**, *Ministre de la Sécurité intérieure* :

ad 1. + 2. D'Zuelen zur Evolutioun vun der Kriminalitéit an Delinquenz ginn all Joer vun der Police publizéiert an am Kader vun enger Pressekonferenz virgestallt. Déi Zuele ginn op Basis vun de Procès-verbaux vun der Police opgestallt a sinn doduerch während dem Joer net direkt disponibel. All Donnéeën, déi während dem Joer mussen zesummegebroe ginn, sinn deemno ni komplett. Déi detailléiert Zuelen, sou wéi se gefrot sinn, kënnen leider net zur Verfügung gestallt ginn.

Fir awer déi vun den honorabelen Deputéierte gefrot Indicatiounen ze ginn, huet d'Police folgend Zuelen zesummegebroen, wuelwësend, dass se nach net onbedéngt komplett sinn:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

**Question 4894** (24.08.2021) de **M. Serge Wilmes** (*CSV*) concernant les **délais des déclarations d'impôts** :

E Steierzueler, deen eng fräiwëlleg Steiererklärung mécht, kann dëst just bannent engem gewëssenen Delai maachen. Iwwer deen Delai eraus gëtt se mengen Informatiounen no net méi ugeholl.

Doraus ergëtt sech, dass Leit, déi näischt vun deem Delai wousten, verschidde Reduktiounen vun hirem besteierbaren Akommes net méi kënnen geltend maachen (z. B. am Fall vum Kaf vun enger Wunneng, wann een d'Reschtscholdversécherung oder d'Zëse wëll ofsetzen).

Op der enger Säit kann d'Steierverwaltung vun de Contribuabele réckwierkend Steiererklärungen afuerderen. Wann anersäits de Contribuabel eng Steiererklärung wëllt maachen, fir seng Steierschold ze reduzéieren, geet dat net.

An deem Kontext wéilt ech folgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Regierung dës Informatiounen confirméieren?

2. Wa jo, wou genau ass dës Delai festgehalen?

3. Deelt d'Regierung d'Meenung, datt dës Situatioun eng Ongerechtegkeet par rapport zum Steierzueler duerstelt?

**Réponse** (01.10.2021) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances* :

Aus dem Paragraf 166 vun der „Abgabenordnung“ („AO“), déi ënner anere d'Rechter an och d'Flichte vum Steierzueler opzielt, geet ervir, datt de Bierger verpflichtet ass, eng Steiererklärung ofzeginn, wann d'Steierverwaltung hien dozou opfuert.

De Paragraf 167 AO setzt och d'Delaie fest, bis wéini d'Steiererklärung muss eragereecht sinn. Den Delai, fir eng Steiererklärung ofzeginn, ass op d'Enn vum Mount Mäerz fixéiert vun deem Joer, dat nom betraffene Steierjoer kënnert.

Den Artikel 116 aus dem Akommessteiergesetz („L.I.R.“) mat deem derzougehéierende groussherzogleche Reglement vum 13. Mäerz 1970 beseet, datt all Bierger eng Steiererklärung muss maachen, ausser wann ë. a. d'Konditiounen no Artikel 153 (Alineaen 1 bis 3) L.I.R., déi bestëmmen, wéini datt d'Steierlech Situatioun vum Bierger eng obligatoresch Steiererklärung verlaangt („imposition par voie d'assiette“), net erfëllt sinn.

Kënnert de steierflichtege Bierger senge Flichten awer net no, sou kann d'Steierverwaltung bis zum Oflaf vun der Verjüngungsfrist zeréckgoen, fir entweder Lacunnen an Ongereimtheeten an der Steiererklärung ze berengege respektiv réckwierkend Steiererklärungen anzefuerderen no Bekanntgi vun neien Tatsaachen, déi de Steierzueler dem Steieramt net matgedeelt huet respektiv wou d'Steierverwaltung net am Bild war.

Eng Steiererklärung ass am Gronn näischt aneres wéi ee Joresausgläich vun der Akommessteier. Falls keng Steierpflicht besteet, dann huet de Bierger awer ee Recht drop, fir eng Steiererklärung unze-froen, fir kënnen gewëssen Ausgaben, wéi ë. a.



Schuldzënsen vun enger Immobilienschuld a Relation mat enger eegener bewunnter Wunneng geltend ze maachen. Dës Méiglechkeet vun enger Steuererklärung op Ufro besteet duerch den Alinea 4 vum Artikel 153 L.I.R.

Den Delai, fir eng Steuererklärung op Ufro allerstéinstens anzerechen, gëtt am Paragraf 153 AO festgehalen, wou de Bierger seng Erstattungsurspréck ka geltend maache bis zum Enn vum Joer, dat nom betraffene Steuerjoer kënnt, op dat sech seng steierlech Situatioun berufft.

D'Cour administrative huet duerch en Arrêt vum 3. September 2014 (N° 33525C) d'Richtigkeet vun der Applikatioun vun dësem Delai ausféierlech bekräftegt.

Dës béid Situatiounen mat de verschiddenen Delaie kann een net matenee vergläichen an och net als Ongerechtegkeet duerstellen, well et sech op der enger Säit ëm d'Flichte vum Steierzueler handelt an op der aner Säit ëm e Recht: de Steierzueler, obwuel en net obligéiert ass, eng Steuererklärung ofzeginn, kritt hei vum Gesetzgeber d'Méiglechkeet accordeiert, e spezifeschen Erstattungsprozess ze maachen, wou hien op diverse Sitten iwwert den Delai vum 31. Dezember och informéiert gëtt, wéi ë. a. op dem Site vun der Steierverwaltung a vu MyGuichet.

**Question 4896** (24.08.2021) de **M. Jeff Engelen** (ADR) concernant les **relogements dans le cadre des inondations récentes** :

Mëtt Juli ass Lëtzebuerg jo vun uergen lwwerschwemmung getraff ginn, dobäi ass et zu ganz héijem Materialschued komm. Der nationaler Assurancensociatioun ACA no handelt et sech dobäi ëm déi deierst Naturkatastroph, déi mir jee zu Lëtzebuerg haten. Vill Wunnenge sinn esou staark beschiedegt ginn, datt d'Leit hu missen enzwousch anescht ënner Daach kommen.

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un d'Regierung:

1. Hunn alleguerten déi Leit, déi net méi an hiren uerg beschiedegte Wunnenge kënnen wunnen, eng laangfristeg Léisung fonnt?

2. Sinn d'Hëllefsgelder, déi d'Regierung fir d'Héichwaasseraffer decidéiert hat, mëttlerweile alleguerten ausbezuelt ginn?

**Réponse commune** (15.09.2021) de **Mme Taina Boffering**, *Ministre de l'Intérieur*, et de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration* :

ad 1. Der Regierung ass bis elo keng urgent Situatioun matgedeelt ginn, bei där eng vun den uergen lwwerschwemmung betraffe Famillje keng fest Léisung fonnt hätt. Et ass schwéier, fir alleguerten déi eenzel Situatiounen am Detail ze retracéieren. Op alle Fall muss ee betounen, dass alleguerten déi betraffe Gemengen, mat deenen d'Regierung déi lescht Woche konstant a Kontakt war, sech säit den Evenementer vum 14. Juli ëm alleguerten déi Famillje këmmen an déi ënnerstëtzen, déi während den lwwerschwemmung Schued erlidden hunn, jee souguer hiert Haus verluer hunn. Schlussendlech hunn och e ganze Koup Gemenge sech manifestéiert, fir den Affer kuerz- a mëttelfristeg eng Wunneng zur Verfügung ze stellen.

ad 2. D'finanziell Hëllef fir Privatstéit, déi de Familljeministère virgesäit am Kader vun den Naturkatastrophen, kann nach bis den 31. Dezember 2021 ugefrot ginn. All Dag kommen Demanden derbäi an duerfir sinn d'Hëllefsgelder och nach net all ausbezuelt. Op den Datum vum 9. September krut de Familljeministère 211 Demanden fir eng finanziell Hëllef am Kader vun den lwwerschwemmung vum 14. a vum 15. Juli eran. Dovu konnte scho 56 Demanden an der Commission des secours sociaux demandés à la suite de catastrophes naturelles traitéiert ginn, an 38 Menagé kruten esou bis ewell finanziell Hëllef fir ee Gesamtmontant vun 179.613 € ausbezuelt.

**Question 4897** (24.08.2021) de **M. Claude Wiseler** (CSV) concernant la **conférence mondiale de Durban contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance** :

La conférence de Durban qui s'était tenue du 31 août au 8 septembre 2001 avait sombré dans des querelles en raison de déclarations et accusations antisémites.

Par la suite, la conférence de Durban a été généralement considérée comme un échec, notamment en raison du départ de plusieurs pays en cours de conférence, mais aussi en raison de difficultés rencontrées pour aboutir à un texte de déclaration finale contre le racisme.

Depuis lors, de nombreux pays occidentaux ont boycotté les conférences de suivi de 2009 et 2011 pour s'élever contre des déclarations antisémites qui y étaient prononcées.

En avril 2009 lors de la conférence dite Durban II, le Grand-Duché était représenté par son représentant permanent auprès de l'Office des Nations Unies qui n'a pas manqué de sortir de la salle avec ses confrères européens en signe de protestation. Le Ministre des Affaires étrangères a, à l'époque, réagi dans différents médias en rejetant l'idée du boycott d'une telle réunion et en récusant la politique de la chaise vide.

De nombreux pays, comme les États-Unis, l'Australie, le Canada, Israël, le Royaume-Uni, la Hongrie, les Pays-Bas, l'Autriche, la République tchèque, l'Allemagne et la France ont déjà annoncé vouloir renoncer à participer à la prochaine conférence Durban (Durban IV), qui aura lieu en septembre 2021.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

- Au vu du détournement répété des conférences dites Durban à des fins antisémites, Monsieur le Ministre peut-il expliquer quelles sont les raisons qui ont amené le Gouvernement à maintenir sa participation aux conférences de Durban II et de Durban III ?

Quelle est la position du Ministre par rapport aux événements qui ont eu lieu lors de ces conférences ?

- Début août, la présidence de la République française a déclaré boycotter, comme de nombreux autres pays, la conférence de Durban IV qui aura lieu en septembre, en précisant :

« Préoccupé par l'historique des déclarations antisémites prononcées dans le cadre de la conférence des Nations Unies sur le racisme, dite conférence de Durban, le Président de la République a décidé que la France ne participerait pas à la conférence de suivi qui aura lieu cette année. »

- Le Luxembourg participera-t-il à cette conférence ?

- En cas de participation à ladite conférence :

• À quel niveau le Luxembourg y sera-t-il représenté ?

• Quelles sont, dans le contexte d'éventuelles nouvelles déclarations antisémites, les instructions données aux représentants de notre pays ?

**Réponse** (20.09.2021) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

Jusqu'à présent, le Luxembourg a toujours été représenté lors des conférences mondiales de Durban contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance. Lors de la réunion de haut niveau pour le 20<sup>e</sup> anniversaire de la conférence de Durban, qui se tiendra à New York, le 22 septembre, le Luxembourg ne sera pas représenté au niveau politique, mais par la Représentation permanente du Luxembourg auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York. Comme par le passé, le Luxembourg ne tolérera pas de remarques racistes, xénophobes ou antisémites et quittera la salle si tel devait être le cas.

Une participation au niveau de la Représentation permanente est cohérente avec notre engagement de longue date en faveur de la lutte contre le racisme. Il s'agit d'une thématique en faveur de laquelle le Luxembourg continuera à s'engager, y compris dans le cadre du Programme d'action de Durban et au niveau du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies.

Qu'il soit rappelé que lors de l'Examen périodique universel de 2018, le Luxembourg a accepté douze recommandations relatives à la lutte contre le racisme qui lui ont été adressées et s'est engagé à renforcer ses efforts pour combattre toutes les formes de discrimination raciale et de xénophobie.

**Question 4901** (26.08.2021) de **M. Jeff Engelen** (ADR) concernant la **protection des données de santé des salariés** :

Eng amerikanesch Finanzgesellschaft wëll hiert Personal anscheinend forcéieren, sech impfen ze loosser, fir mat der Heemaarbecht kënnen opzehalen. Verschidden Affekoten hunn dëst an der Press kommentéiert an ënnerstrach, datt e Patron keen Abléck an de medezinneschen Dossier vu senger Salariéien zegutt hätt. Dës missten him och keng Froen zu hirem Gesondheitszustand beäntweren. Esou Aussoe werfen e puer Froen op, déi ech dem Här Aarbechtsminister, der Madamm Justizminister an der Madamm Gesondheitsminister heimat stelle wëllt.

1. Wat ass der Regierung hir Positioun, wann e Betrib, deen a priori net mat vulnerabele Persounen ze dinn huet, decidéiert, net geimpfte Salariéien net an de Büroen ze akzeptéieren, mee zu Heemaarbecht ze zwéngen?

2. Verschidden Affekoten hunn an der Effentlechkeet gesot, datt hirer Meenung no en Employeur keng Asiicht dierf an déi medezinnesch Dokumenter vun engem Salarié froen. Wéi stellt sech d'Regierung zu esou Aussoen?

3. Wéi kann de Schutz vu perséinlechen Donnéeën géintwier dem Employeur eescht geholl ginn, wann zum Beispiel all Cafetier a Restaurateur souwéi all Sécherheetsmann um Fußballsterrain oder bei engem Concert am Kader vun de Covidmoosnamen dës Informatiounen dierf agesinn?

4. Huet d'Regierung eng Positioun, wa Betriber vun hire Salarié Saache verlaangen, déi iwwert d'Dispositiounen vun de Lëtzeburger Covidmoosnamen erausginn?

5. Wéi ee Service ass zoustänneg, fir d'Rechter vun de Salariéien ze schützen?

**Réponse commune** (29.09.2021) de **M. Dan Kersch**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*, et de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

ad 1. Den Accord interprofessionnel vum 20. Oktober 2020 iwwert d'Reglementéierung vun der Heemaarbecht gesäit weeder eng Obligatioun nach e Recht op Heemaarbecht fir d'Salariéie vir.

Deemno kann de Salarié och net vu sengem Patron gezwonge ginn, Heemaarbecht ze maachen.

ad 2. D'Regierung deelt d'Positioun, no där den Employeur keng Asiicht an déi medezinnesch Dokumenter vum Salarié froen dierf.

Den Employeur souwéi de Salarié mussen alles maachen, fir d'Sécherheet an d'Gesondheet vun de Mataarbechter an de Clienten ze schützen.

ad 3. Wien an e Restaurant, Café oder op e Concert goe wëll, muss sech natierlech un d'Reegelen halen, déi de Gerant vum Restaurant, Café oder den Organisateure vum Concert opstellt. Dëst géllt natierlech och fir d'Reegelen, déi d'Entrée an e Café, Restaurant, Concert, Fußballspill etc. betreffen.

Am Kader vum CovidCheck-Regimm si just d'Donnéen accessibel, déi strikt noutwenneg sinn, fir d'Vaccinatioun bzw. de Retablissement vum Titulaire vum Certificat oder dat negatiivt Resultat vum Covidtest ze confirméieren.

ad 4. All Betrib muss sech u bestoend a geltend Gesetze halen. D'Mesuren, déi net a Konformitéit vun de Gesetze geholl gi respektiv déi d'Rechter vun de Salariéien aschränken oder verletzen, sinn illegal a kënnen/wäerten och Sanktiounen fir déi Betriber mat sech bréngen.

ad 5. Am Fall, wou d'Aarbechtsrecht net respektéiert gëtt, kann a wäert d'ITM intervenéieren. De Salarié huet och d'Méiglechkeet, all Abus u seng Personaldelegatioun oder seng Gewerkschaft matzedeelen.

**Question 4902** (26.08.2021) de **M. Jeff Engelen** (ADR) concernant l'étude sur le **salaires social minimum** :

D'Chambre des Salariés huet eng nei Etüd publiéiert, an där si de soziale Mindestloun am europäesche Verglach analyséiert huet. (Titel vun der Etüd: « Un salaire social minimum assez faible dans son contexte social ») Mat 2.201,93 Euro Brutto ass Lëtzebuerg dat europäescht Land, wat den, an absoluten Zuelen, héchste soziale Mindestloun huet, eppes, wat een awer an de soziale Kontext an an dat präislech Émfeld hei am Land setze misst. D'Salariatskummer kënnt zur Konklusioun, datt hei zu Lëtzebuerg de soziale Mindestloun de Betraffenen et kaum erlaabt, fir dezent ze liewen a sech eng adequat Wunneng ze leeschten. Wat d'Kafkraaft vum soziale Mindestloun hei zu Lëtzebuerg uegt, esou feelen, där Etüd no, engem betraffene Salarié, deen eleng leeft, all Mount 23 Euro, fir seng Grondbedierfisser ze decken, fir en elengerzéiende Stot ass d'Situatioun nach méi delikat, hir feelen Enn des Mounts 144 Euro. Matgerechent sinn a béide Fäll alleguerten déi méiglech sozial Prestatiounen, déi een hei am Land kréie kann.

An dësem Kontext géif ech gär folgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wéi schätzt d'Regierung dës nei Etüd vun der Chambre des Salariés an a wat ass hir Reaktioun dorobber?

2. Wéi gëtt den an der Etüd genannte „budget de référence“ gerechent an ass deen, an den Ae vun der Regierung, deenen aktuelle Konditiounen ugepasst?

**Réponse** (18.10.2021) de **M. Dan Kersch**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire* :

ad 1. En Haaptkritikpunkt an dëser Etüd ass deen, dass Mindestlounbezieier net dezent liewe kënnen, well d'Ausgabe fir de Logement an aner Liewenskäschten zu Lëtzebuerg héich sinn.

Et sief fir d'Éischt dorop higewisen, dass déi lescht Erhéijung vum Mindestloun ab dem 1. Januar 2021 gemaachgin ass an dat ëm 2,8 %. Den Artikel L.222-2 (2) vum Code du travail gesäit vir, dass d'Regierung all zwee Joer e Rapport iwwert d'Evolution vun den allgemeng wirtschaftleche Konditiounen ewéi och d'Salariéien zu Lëtzebuerg muss

maachen an dëse Rapport an der Chamber deposéieren. A Funktioun vun deem Rapport kann d'Regierung eng Erhéijung vum Mindestloun proposéieren. Zu Lëtzebuerg gouf a gëtt et also nach ëmmer eng legal Obligatioun, fir den Niveau vum Mindestloun op d'mannst all zwee Joer auszewäerten a gegeebenefalls der wirtschaftlecher Entwécklung entsprechend unzepassen.

Doriwwer eraus ass de System vun der automatescher Indexéierung vun de Salariéien en exzellente Méttel, fir op d'Präisdeierecht séier ze reagéieren.

D'Ausgabe fir de Logement zu Lëtzebuerg sinn an de leschte Joren effektiv geklommen an d'Regierung huet a wäert an dësem Kontext weiderhi Moosnamen huelen, déi e positiven Impakt op d'Präisentwicklung wäerten hunn.

ad 2. Als éischt muss ee soen, dass am Referenzbudget eng Rétsch Gidder an Déngschtleeschungen, déi ee gewëssene Liewensstandard an enger Gesellschaft duerstellen, enthalen sinn a berechent ginn. D'Stéit brauchen dës Produiten a Servicer, fir hiren néidegste Besoine gerecht ze ginn. D'Resultat vun dëse Berechnungen ergëtt ee präzise Betrag pro Mount. Konkreet bedeit dat, dass esou ee Budget ënner Form vun enger detailléierter Lëscht vu Wueren an Déngschtleeschungen durgestallt gëtt.

De Referenzbudget gräift op eng europäesch Methodologie zeréck, déi am Kader vun zwee Fuerschungsprojeten iwwert de Referenzbudget entwéckelt goufen. Dës Projete goufen vun der Europäescher Kommissioun matfinanzéiert. D'Zil vun dëser Method ass et, fir ee gemeinsamen europäeschen Outil fir d'Opstellung vu Budgeten ze schafen, deen op den nämlechen Hypothese baséiert an deen op déi nämleche Donnéeën zeréckgräift, fir se esou um europäeschen Niveau matenee vergläichbar ze maachen. (Franziskus, Pirenne, 2020, p. 12). Dës Methodologie gëtt dann och elo schonn z. B. an der Belsch, a Spuenien an an Eisträich benotzt. Si baséiert gläichzäitig op wëssenschaftlecher Literatur wéi och nationalen an internationale Recommendationen, z. B. déi aktuell gëlte Gesetzegebung, d'Consultatioun vun Experten a verschiddene Beräicher an d'Erfaarungen, déi am Kader vu Focus Groups ausgetosch an analyséiert ginn.

Et sief och gesot, dass dëse Projet vun engem Comité de pilotage begleet gëtt. Un dësem Comité ginn d'Fuerscher vum Statec d'Wuerkerier, Froe betreffend d'Wueren a Servicer an och Tëschen- a Schlussberechnung vun de Budgete virun. Dëse Comité kënnt ënner der Presidence vum Ministère fir Famill, Intégratioun an d'Groussregioun beieenen. De Gremium setzt sech aus Vertrieeder vu verschiddenen effentleche Verwaltungen an Organisatiounen aus dem soziale Beräich zesummen.

Zweetens sief gesot, dass Produiten a Servicer definiert an erausgesicht an duerno budgetiséiert ginn, dat entsprechend de Präisser, déi ubruucht sinn. Fir all Produit gëtt och eng Liewensdauer a Méint festgeluecht, fir dono kënnen de Budget pro Mount ze bestëmmen. Dëse Budget pro Mount entsprécht net de reelle Budgete vun de Stéit. Et ass nämlech esou, dass verschidden Akeef all Woch gemaach ginn, anerer just eemol de Mount an nach anerer just eemol am Joer. Schlussendlech gëtt et och nach eemoleg Depensen, déi méi ee grouse Montant duerstellen. D'Präisser ginn dofir mat Hëllef vun verschiddene Méiglechkeeten analyséiert.

Fir d'Éischt mol ginn an der Datebank vum Präisindex (IPC) vum Statec d'Präisser vun den erausgesichte Wueren a Servicer nogesicht. Dës Datebank gëtt reegelméisseg geupdate. Fir lesswueren ass den IPC immens praktesch, well dës Datebank ee grouse Choix u Liewensméttel a Gedränks a verschiddene Geschäfte zu Lëtzebuerg erfaasst.

An dëser Datebank sinn och Artikelen enthalen, déi vun de Fuerscher heiansdo als ze deier fir ee minimale Budget empfonnt ginn. Dofir ginn an enger zweeter Phas, wann d'Präisser net passen, online déi nämleche Produiten nogesicht. Dëst geschitt op Internetsitten, déi lëtzeburgerwäit verbreet sinn an eng kloer Präispolitik hunn.

D'Referenzbudgete ginn all Joer a jour gesat. Dës Budgeten droen der Präisentwicklung um Maart, ganz egal ob et sech ëm Liewensméttel, Strom oder och d'Gratuitéit vun effentlechen Transport handelt, Rechnung. Esou gëtt d'Entwécklung vun de Liewenskäschten integréiert iwwert d'Mise a jour vun den Eenheitspräisser vu Produiten an de Budgete pro Mount, déi mat dëse Produiten zesummenhängen.

D'Donnéen, déi fir d'CSL-Etüd benotzt goufen, stamen aus enger kompletter Mise a jour vum Referenzbudget 2019, andeems sämtlech Präisser a Servicer mat der Referenz op de Juni 2019 ugepasst goufen. Néng Wuerkerier goufen esou iwwerschaft: Liewensméttel, Schong a Gezei, perséinlech Hygiène, Logement, Mobilitéit, Gesondheet, sozial Liewen, Weiterbildung a schlisslech de Wuerkerier „Gesécherchert Kandheet“. Déi komplett Resultater kritt een op Ufro hi beim Statec. Schlisslech sief och nach gesot, dass den Artikel, op deen d'Etüd vun der CSL sech bezieht, ënner folgendem Link disponibel ass:



<https://statistiques.public.lu/catalogue-publications/analyses/2019/PDF-Analyses-02-2019.pdf>

**Question 4903** (26.08.2021) de **M. Sven Clement** (*Piraten*) concernant le **Plan d'intervention d'urgence en cas d'inondations et le Plan intempéries** :

De Plan d'intervention d'urgence en cas d'inondations (PIU inondations) ass e Kriseplang, dee bei Iwwerschwemmungen am Land soll zum Asaz kommen. De Plang gëtt declenchéiert, wann et zu enger „crue significative“, also enger staarker Iwwerschwemmung kënn. Gläichzäitig gëtt et awer och e Plan d'intervention d'urgence en cas d'intempéries, genannt Plan intempéries, deen declenchéiert soll ginn, wann et eng „crue subite“, also eng plötzlech Iwwerschwemmung gëtt. Genee Definitiounen, wéini vun enger „crue subite“ a wéini vun enger „crue significative“ ze schwätzen ass, fanne sech an de Krisepläng net.

Dëst ass awer net deen eenzege Punkt, dee Froen opwerft. Interessant ass och, dass d'Administration de la gestion de l'eau mam Service de prévision des crues zwar feste Bestanddeel vun der Cellule d'évaluation vum PIU inondations ass, mee net vun der Cellule de crise aus dem Plan intempéries, wou si just „en fonction des circonstances“ Deel vun der Cellule de crise ka ginn.

Schlussendlech bliwen dann och nach Froen zu den Daten, mat deene während engem Onwieder soll geschafft ginn. Heizou heescht et am Plan intempéries:

« Dans le cadre du "Plan Intempéries", seuls les prévisions et niveaux d'alerte fournis et publiés par MétéoLux (www.meteolux.lu) font foi. D'autres sources et médias sont susceptibles de fournir des informations similaires mais divergentes. Elles peuvent prêter à confusion dans l'évaluation de la situation et sont à écarter. »

An deem Zesammenhang wëllt ech dem Premierminister an de Ministere fir Interieur an Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froen stellen:

1. Kann d'Regierung Definitiv virleeën, aus deenen ervirgeet, wéini ee vun enger Crue significative a wéini vun enger Crue subite schwätzt?

Wéi ee Fall war bei den Iwwerschwemmungen vum 15. Juli 2021 agetrueden?

2. Gouf Mëtt Juli 2021 de PIU inondations oder de PIU intempéries declenchéiert?

Falls jo, wéini genee?

War d'Administration de la gestion de l'eau mam Service de prévision des crues zu deem Zäitpunkt Deel vun der Cellule d'évaluation/de crise? Wéi eng aner Acteure waren Deel vun der Cellule d'évaluation/de crise?

3. Huet d'Administration de la gestion de l'eau Mëtt Juli 2021 Héichwasserwarnungen erausginn?

Falls jo, wéini an u wien?

4. Ass d'Regierung no den Evenementer vum Juli 2021, wou et Warnunge vun auslännesche Wiederdängschter fir Lëtzebuerg gouf, ëmmer nach der Meinung, dass just MétéoLux als Referenz fir en Declenchement vun de PIU dierf genotzt ginn? Wäer et net méi virsiichteg, sech ëmmer vun deem offizielle Wiederdängschter ze orientéieren, deen déi héchste Warnung fir Lëtzebuerg erausginn huet, fir esou op all Eventualitéite virbereet ze sinn?

**Réponse commune** (29.09.2021) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, et de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur* :

ad 1. Am Kader vum Plan d'intervention d'urgence (PIU) intempéries ginn déi verschidde Wiederseule vu MétéoLux festgeluecht an och op de Sitten info-crise.lu a meteolux.lu fir de grouse Public affichéiert. Bei Staarkreen, deen zu plötzlechen Iwwerschwemmungen, sougenannte „crues subites“, ka féieren, ass deen héchsten Niveau bei méi wéi 80 Liter de Meterkaree op 24 Stonnen erreicht.

D'Crue selwer ginn iwwer d'Côté bestëmmt, déi op verschidde Statiounen vum Wasserwirtschaftsamt gemooss ginn. De PIU inondations, deen och fir de grouse Public op info-crise.lu affichéiert ass, definéiert ënnert dem héchsten Niveau, der Phase d'alerte, e « risque de crues majeures, provoquant des débordements susceptibles d'avoir un impact significatif sur les personnes et les biens. »

Wéi scho vun deene concernéierte Servicer rapportéiert, gouf de 14. a 15. Juli 2021 souwuel beim Staarkreen wéi bei de Crue jee weils den héchsten Niveau erreicht, an dëst op méi Plazen am Land.

ad 2. E PIU ass en Aarbechtsdokument, an deem fir e bestëmmt Risiko wéi z. B. eng Héichwasser-situatioun drasteet, wéi d'Kompositioun an d'Misioun vun den Organer ass, déi intervenéieren, wéi

den Informationsfluss tëschent den Autoritéiten ass a wéi eng urgent Moosname kënn geholl ginn. An deem Sënn gëtt net e bestëmmt PIU declenchéiert, mee d'Organer, déi an engem PIU determinéiert sinn, ginn aktiv.

All PIU huet eng sougenannte „Cellule d'évaluation“, déi aus engem oder méi Servicer an Administratiounen besteet, déi eng Kompetenz am jee weilege Plang hunn. D'Aufgab vun der Cellule d'évaluation ass et, de jee weilege Risikofacteur ze iwwerwaachen an ze evaluéieren. Am Kader vum PIU inondations ass dat de „Service de prévision des crues (SPC)“, ënnert der Leedung vum Waasserwirtschaftsamt, zesumme mam „Groupe technique responsable de la gestion du bassin de rétention de la Wark a Welscheid (BRWW)“, mat der „Société luxembourgeoise des énergies renouvelables (SOLER)“, der „Société électrique de l'Our (SEO)“, dem „Service de la navigation (SNG)“ a MétéoLux. Am Fall vum PIU intempéries ass et d'„Cellule d'évaluation du risque intempéries (CERI)“, ënnert der Leedung vu MétéoLux, zesumme mat Experte vum „Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS)“.

Am konkrete Fall vun de Wiederan an Iwwerschwemmung vu Mëtt Juli 2021 ware souwuel d'Cellule d'évaluation vum PIU intempéries wéi d'Cellule d'évaluation aus dem PIU inondations aktiv. Déi jee weilege Cellules d'évaluation hunn den 13. Juli um 7.00 Auer (MétéoLux) respektiv um 14.30 Auer (SPC) en éischte Message erausginn.

D'Presidence vun der Krisenzell, e weidert Organ, dat an all PIU virgesinn ass, gëtt assuréiert vun deem Regierungsmember, deen a sengen Attributiounen dee Secteur huet, deen haaptsächlech vun der Kris betraff ass. A Fall ausserhalb vun den etabléierten Noutfallpläng oder wann eng Kris verschidde Facetten huet, déi verschidde Ministere betreffen, designéiert de Staatsminister dee Regierungsmember, deen d'Krisenzell presidéiert.

D'Krisenzell vum PIU intempéries besteet aus Membere vun deene Servicer an Administratiounen, déi opgrond vum PIU fir dese spezifeschen Zenario virgesi sinn:

- den Haut-Commissaire à la protection nationale;
- de Generaldirekter vun der Police grand-ducale;
- de Generaldirekter vum Corps grand-ducal d'incendie et de secours;
- den Direkter vum Service de la communication de crise;
- den Direkter vun der Administration de la navigation aérienne (MétéoLux);
- den Direkter vun der Administration des ponts et chaussées;
- e Verrieder vum Inneministère.

D'Krisenzell kann zu all Moment mat zousätzlechen Acteuren erweidert ginn, sou och am konkrete Fall vun de leschte Wiederan. Dëst kënnen zum Beispill Verrieder vun anere concernéierte Ministere, der Arméi, der Waasserverwaltung (AGE), der Direktioun vun der Santé a Verrieder vun „opérateurs d'infrastructures“ sinn.

Am Kader vun de Wiedere vu Mëtt Juli waren de Chef d'état-major vun der Arméi, den Direkter vun der AGE an e Verrieder vu Creos nieft den uewe genannte Membere och an der Krisenzell. Ze bemerken ass, dass d'Besetzung vun der Krisenzell aus dem PIU inondations praktesch déi selwecht ass wéi d'Krisenzell, déi Mëtt Juli zesummegeruff ginn ass.

ad 3. An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 4675 gouf schon op verschidde Elementer vun dëser Fro geäntwert, wéi beispillsweis:

„Zum Moment, wou d'EFAS-Meldung fir d'Sauer komm ass, war de Service de prévision des crues vun der Waasserverwaltung scho säit quasi 24 Stonnen (13.07.21, 14.00 Auer phase de vigilance) a Bereetschaft an huet de 14.07.2021 ëm 12.00 Auer, onofhängeg vun där EFAS-Meldung, d'Phase de pré-alerte aktivéiert, mat Hiweis op en eventuell Iwwerschreide vun der 2. Meldestuf.“

Aus der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 4721 geet ervir, dass „[...] tëscht dem 13. a 17. Juli 8 Héichwasser-meldeberichter fir d'Anzugsgebitt vun der Sauer (an der Chiers) publizéiert“ goufen.

ad 4. MétéoLux an d'Administration de la gestion de l'eau sinn déi zwee national Servicer, déi d'Seulen definéieren an déi entsprecheend Alerten erausginn. Hir Previsiounen berécksiichtegen och ëmmer, souwäit se virleien, auslännesch Modeller respektiv Meldungen.

**Question 4906** (26.08.2021) de **M. Sven Clement** (*Piraten*) concernant la **clinique de la douleur** :

Am Koalitionsaccord vun 2018 heescht et:

„Schmerz-Klinik:

Der Kampf gegen chronische Schmerzen wird effizient in Angriff genommen, indem das Angebot an Schmerzabteilungen ausgebaut, die medizinische Nomenklatur angepasst und die Abteilungen mit dem nötigen Personal ausgestattet werden.

Das nationale Konzept zur Schmerzbehandlung, wie es am 30. November 2016 von der nationalen Krebsplattform angenommen wurde (Krebsplan 2014-2018), wird durch Förderung der Gründung eines Kompetenznetzwerks ‚chronische Schmerzen‘ umgesetzt werden.“

An deem Zesammenhang wëllt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froen stellen:

1. Wéi vill Schmerzabteilungen si säit 2018 zousätzlech opgaangen oder goufen ausgebaut?

2. Wéi vill zousätzlech Personal gouf säit 2018 rekrutéiert?

3. Wéi vill zousätzlech Patiente kënn par rapport zu 2018 elo zousätzlech behandelt ginn?

4. Wou sinn d'Aarbechten um Kompetenznetzwerk „chronische Schmerzen“ drun?

**Réponse** (28.09.2021) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

ad 1. Aus de Projets de service, déi déi verschidde Établissements hospitaliers eragereecht hunn, geet ervir, dass et an deene vereenzelte Spideeler souwéi an engem spezialiséierte Spidol spezifesch Unitéite ginn, fir d'Prise en charge vun der Péng ze assuréieren. Dëst entsprécht den Dispositiounen aus der Annex 2 vum Spidolsgesetz vum 8. März 2018, déi virgesinn, dass d'Onkologieservicer aus de Spideeler souwéi de Rehazenter en direkten Zougang zu enger Spidolseenheet mussen hunn, déi sech ëm d'Diagnos, d'Behandlung a déi medezinesch Versuergung vu Patiente këmmert, déi ënner chronischer Péng leiden.

ad 2. D'„Clinique de la douleur chronique“ huet op den 1. Juli 2021 en neie Vollzäitdokter agestallt, deen eng Persoun, déi an d'Pensioun gaangen ass, ersetzt. Doduerch ass d'Disponibilitéit fir Rendez-vousen och liicht erhéicht ginn. Am Kader vum Projet de réseau de compétence gouf och zousätzlech Personal virgesinn. Dëse Projet ass awer nach net vum Comité de gestion interhospitalière (CGI) accordéiert ginn, soudatt nach keen zousätzlech Personal huet kënn rekrutéiert ginn.

ad 3. Am Joer 2018 si 5.203 Consultatiounen duerchgefouert ginn, dovunner waren 395 Consultatiounen mat neie Patienten. Fir d'Joer 2020 si 6.062 Consultatiounen duerchgefouert ginn, dovunner 382 mat neie Patienten.

D'Aktivitéit ass staark geklomme mat der Entrée en service vun engem neien Dokter den 1. Juli 2021. Et kann een dovunner ausgoen, dass d'Unzuel un neie Patiente sech an den nächste Méint nach verduebele wäert.

ad 4. Am Moment läit dem Comité de gestion interhospitalière (CGI) ee Projet de réseau de compétence fir chronesch Péng vir. D'Analys vun dësem Projet ass duerch d'Covidpandemie allerdéngs a Verzuch geroden. Mee den CGI wäert sech zäitno iwwert dese Projet prononcieren.

**Question 4907** (26.08.2021) de **M. Gusty Graas** (*DP*) concernant le **vétérinaire pour tous** :

En France, l'initiative « Vétérinaire pour tous » est un réseau au service de la médecine vétérinaire solidaire. Jusqu'à présent, les vétérinaires offrent par moments leurs services à des prix réduits, s'ils estimaient que le propriétaire d'un animal ne pouvait pas supporter les frais d'un traitement.

Dans le cadre du programme d'aide national « France relance », 4,5 millions d'euros sont destinés à aider les personnes défavorisées afin qu'elles puissent être en mesure de payer les factures de vétérinaires de leurs animaux de compagnie. Ainsi ils ne paient qu'un tiers de la note, le solde étant couvert par l'aide étatique ainsi que les vétérinaires solidaires. Cette initiative a comme but d'aider les plus démunis à avoir des animaux de compagnie, souvent source de réconfort, et de veiller à ce que le bien-être animal de ceux-ci soit préservé.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Quelles aides les personnes démunies et les SDF peuvent-ils recevoir au Luxembourg pour s'occuper de leurs animaux de compagnie, notamment en ce qui concerne la subvention de visites chez le vétérinaire ?

2) À l'instar de l'exemple français, est-ce que le Gouvernement prévoit de subventionner les visites vétérinaires au plus défavorisés défavorisés dans le but de garantir le bien-être animal de tous les animaux ?

**Réponse** (15.09.2021) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural* :

ad 1) Il n'existe pas d'aides spécifiques de la part du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural en ce qui concerne la subvention de visites chez le vétérinaire.

ad 2) Actuellement, le Gouvernement ne prévoit pas de subventionner les visites vétérinaires aux plus défavorables sans toutefois oublier de surveiller au maintien d'un statut élevé de bien-être animal. Ainsi les différents services compétents en matière de bien-être animal surveillent ce dernier en étroite collaboration avec les associations de protection animale qui sont en partie subventionnées par le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.

**Question 4908** (26.08.2021) de **M. Jeff Engelen** (*ADR*) concernant les **antibiotiques de réserve** :

Fir géint d'Antibiotikeresistenz beim Mënsch virzegoen, leet d'EU-Reglement 2019/6 fest, dass eng Rei spezifesch Antibiotiken nëmme fir de mënschleche Gebrauch reservéiert sinn. 2022 soll op EU-Niveau e Gesetz a Kraaft trieden, wat de Gebrauch vu Reservantibiotikë komplett bei allen Déiere-naarten, also net just bei de Notzdéieren, verbidde soll. De President vun der Associatioun vun de Lëtzebuerger Déierendoktere weist allerdéngs drop hin, dass just fënnf Prozent vun den Antibiotikeresistenzen aus dem Beräich vun der Déierenhaltung stamen. Des Weidere kritiséiert de President vun der Associatioun vun den däitschen Déierendokteren an och den däitschen Déiereschutzbond, dass op EU-Niveau bewosst wëssenschaftlech Tatsachen ignoréiert géifen, fir esou de geplangte Verbuet duerchboxen. Et géif deemno vun der EU och net kommunizéiert ginn, dass Reservantibiotiken net just fir d'Notzdéiere verbuede wäerte ginn, mee fir all d'Déieren. Hie weist och drop hin, dass dëst Verbuet den Dout vu ganz villen Déiere mat sech zéie géif.

An deem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Regierung:

1. Deelt d'Regierung d'Meenung, dass Reservantibiotikë komplett misste verbuede ginn? Wa jo, wéi begrënt d'Regierung hir Positioun?

2. Wéi schätzt d'Regierung d'Geforen an d'Risiko vun engem Verbuet vu Reservantibiotiken an?

3. Wéi ass der Regierung hir Positioun am Hibleck op d'Ausso vum President vun der Associatioun vun den däitschen Déierendokteren an dem däitschen Déiereschutzbond, dass d'EU wichteg wëssenschaftlech Erkenntnesser ignoréiert an iwwerdeems net transparent kommunizéiert, dass de Verbuet vu Reservantibiotikë sech op all Déiere-naarten applizéiert?

4. Ass d'Regierung an deem Kontext der Meenung, dass e generell Verbuet vu Reservantibiotikë bei den Déieren eng disproportionéiert Mesure ass?

**Réponse commune** (29.09.2021) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*, et de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

ad 1. D'Antibiotikeresistenz (AMR) ass e grouse Problem vun öffentlecher Gesondheet, dee riskéiert zouzehellen, wann an den nächste Joren näischt dogéint ënnerholl gëtt.

AMR, d. h. d'Resistenz vu verschidde Bakterien géint iwwer enger ganzer Rei vun Antibiotiken, huet zur Folleg, dass gewësse bakteriell Erkrankungen net méi kënn geheelt ginn an esou stierwen all Joer an der EU eng 30.000 Leit un de Suite vun der AMR.

De sanitäre Fleau ass bedéngt duerch den inadäquaten Asaz vun Antibiotiken an dat souwuel an der Human-wéi och an der Veterinärmedezinn.

Fir ze verhënneren, dass an Zukunft weider Mënscheliewen duerch AMR ze bekloe sinn, ass et wichteg, eng Rei Reservantibiotikë fir d'Veterinärmedezinn net ganz ze verbidden, mee streng ze reegelen, d. h. si d'äerfe just bei enger individueller Behandlung agesat ginn, wa festgestallt gouf duerch den Antibiogramm, dass nëmme dës Antibiotiken eng Wirkung op d'Bakterien hunn, déi d'Krankheet ausgeléist hunn.

ad 2. De komplette Verbuet vum Asaz an der Veterinärmedezinn vun de Reservantibiotiken, wou ze definéiere bleift, wéi eng dat sinn, kann zur Folleg hunn, dass ee bei bestëmmt bakteriellen Erkrankung keng Antibiotiken zur Verfügung huet fir dës ze heelen.

ad 3. Et ass evident, dass d'EU, wa se sech eng Legislatioun gëtt, déi d'Beräicher öffentlech respektiv Déieregesondheet betreffen, sech muss op déi lescht wëssenschaftlech Erkenntnisser baséieren an da muss ganz kloer Krittären opgesat ginn, ob a wéi déi sougenannt Reservantibiotiken d'äerfen agesat ginn.

ad 4. Fir ze verhënneren, dass d'Problematik vun der Antibiotikeresistenz sech an de nächste Jore weider verschäerft, muss ee Moosnamen treffen am Sënn vun engem responsablen Asaz vun den Antibiotikë souwuel beim Mënsch wéi och beim Déier.

Vu dass d'AMR haaptsächlech e Problem vun öffentlecher Gesondheet ass, muss ee sech



d'Moyene ginn, fir an Zukunft adequat Mëttelen ze hunn, fir an der Humanmedezinn géint bakteriell Erkrankungen virzegoen an do ass net onbedéngt e Verbuet, mee op jiddefalls e ganz restriktiven Émgang vun de Reservantibiotiquen an der Veterinärmedezinn onëmänglech.

Lëtzebuerg huet sech am Zesummenhang mat der Antibiotiqueresistenz e Plan national antibiotiques 2018-2022 ginn, deen a verschiddeenen Aktiounen am Beräich vum Antibiotiquenasaz souwuel an der Human- wéi och an der Veterinärmedezinn also nom Prinzip vum One Health sech zum Zil gesat huet, d'Problematik vun der AMR ze reduzéieren duerch en adequaten Asaz vun den Antibiotiquen beim Mënsch a beim Déier.

**Question 4909** (26.08.2021) de **MM. Serge Wilmes, Marc Spautz et Mme Martine Hansen (CSV)** concernant le **service de transport Adapto** :

An der Äntwert op eis parlamentaresch Fro N° 3983 wier déi onofhängeg Kommissioun fir den Adapto nach net en place, déi tranchéiert, ob eng Persoun eligibel ass fir den Adapto-Transportservice fir Leit mat enger Behënnerung. Laut eisen Informatiounen steet den interministeriellen Aarbechtsgrupp, dee sech laut dem Här Minister „punktuell an informell concertéiert, wann et sech als néideg erweist“, et géif awer eng Prozedur feelen, déi d'Situatioun vun der eenzeler Persoun en profundeur géif analyséieren.

Des Weidere wier laut eisen Informatiounen d'Police sonndes am fréie Moien unni Virwarnung bei eng Persoun heem schelle komm, fir dëser Persoun de Führerschäin ofzehuele vun der Kategorie Klass A. Dës Persoun hätt zudeem d'Adaptoskaart och ofgeholl kritt. Et wier also jugéiert ginn, dës Persoun wier kapabel, den öffentliche Transport ze huelen, mee net apte, e Gefier vun der Klass A ze fueren. Den Adapto géif hei notammet bedauern, kee Retour op hir Demande d'explication ze kréien.

Weideren Informatiounen no géife sech vill Leit net trauen, eng Carte de stationnement pour personnes handicapées unzefroen, well se géife fäerten, de Führerschäin ze verléieren, vu datt dëst schonn oft de Fall gewiescht wier no esou enger Demande.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Wëssend, datt et dréngend noutwendeg ass, datt de Contrôle médiäl och d'Situatioun vun deem Eenzele kuckt, aus wéi engem Grund gëtt bis dato nach ëmmer keng Analyse profunde gemaach a soumat d'Praxis vun der eenzeler Persoun gekuckt?

- No wéi enge Krittäre ginn d'Führerschäiner verdeelt resp. ageholl? Wéi ass et méiglech, enger Persoun d'Adaptoskaart an de Führerschäin ofzehuelen an an deem Fall ze jugéieren, datt d'Persoun „ze gutt en forme“ ass, fir fir eng Adaptoskaart eligibel ze sinn, mee am selwechte Moment ze schléissen, datt se net méi apte wier, e Gefier vun der Klass A ze fueren?

- Fénn d'Regierung dat an der Rei, wann d'Police bei d'Leit heem kënn, fir e Führerschäin ofzehuelen, an dobäi och nach unni Virwarnung, wëssend, datt dat eng stresszeg a penibel Situatioun fir déi betraffe Persoun duerstelt? Mengt d'Regierung net och, dass een do eng aner Approche kéint huelen?

- Huet d'Regierung dovu Kenntnis geholl, datt Leit sech net méi trauen, eng Carte de stationnement pour personnes handicapées unzefroen, well se fäerten, de Führerschäin ofgeholl ze kréien, well systematesch dono de Permis a Fro gestallt gëtt? Mengt d'Regierung net och, dass een d'Leit net dierf ofschrecken, mee éischer motivéieren, esou eng Kaart unzefroen, well déi meescht sech an enger Situatioun befannen, wou se dorop ugewise sinn?

**Réponse** (22.09.2021) de **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics** :

Bei der Evaluatioun vun den Demandé fir den Adapto gëtt duerch all Fall eenzel an op Basis vun de schréiftlechen Informatiounen an dem Certificat vum Dokter traitéiert. Bei Onkloerheete mécht den Dokter aus dem Aarbechtsgrupp en Avis, a verschidde Fäll gëtt den Demandeur duerchhaus och perséinlech gesinn.

Weeder mir nach menge Servicer ass e Fall bekannt, wou eng Persoun der Police hätt missen eng Adaptoskaart ofginn.

Fir kënnen e Führerschäin (verlängert) ze kréien, muss ee kloer definéiert medezinesch Krittären erfëllen, déi am Artikel 77 vum Code de la route sinn. Dës Krittäre gi vun den Dispositiounen vun der Annex III vun der europäescher Führerschäindirektiv 2006/126/CE festgeluecht. Et sinn och dës Krittären, op déi sech d'Commission médicale vun de Führerschäiner (Artikel 90 aus dem Code de la route) baséiert, wa si en Avis iwwert d'Fahrtauglechkeet vun enger Persoun ofgëtt. Dës medezinesch Konditiounen mussen ëmmer erfëllt sinn, fir kënnen e Führerschäin ze hunn. De Fait, datt eng Persoun eng Kaart fir eng Behënnerterparkplaz oder eng Kaart fir den Adapto huet, verhënnert deemno

net, datt déi betraffe Persoun trotzdeem och nach e Führerschäin kann hunn.

Et sief an deem Zesummenhang och dorops higewisen, datt et sech an dësem Kontext ëm zwou verschiddeenen Instanzen handelt, déi hei zoustänneg sinn. Beim Adapto ass et d'Administration des transports publics a fir d'Führerschäiner ass et d'Commission médicale vum Mobilitéministère. An dëser Kommissioun sëtzt och ëmmer een Dokter.

Wann d'Commission médicale vun de Führerschäiner feststellt, datt eng Persoun d'Konditiounen vum Artikel 77 net méi erfëllt, gëtt normalerweis en Arrêté ministériel geholl, fir dëser Persoun de Führerschäin dann ofzehuelen. Dës Decisioun gëtt dem Procureur général via de Justizminister matgedeelt, deen dann, wann dat nach net sollt geschitt sinn, d'Police chargéiert, de Führerschäin vun der betraffener Persoun anzezéien, esou wéi et den Artikel 90 vum Code de la route virgesäit.

Esou wéi d'Bestëmmunge vum groussherzogleche Règlement vum 31. Januar 2003 betreffend d'Kreatioun an d'Benotze vun de Behënnerterparkingskaarten et virgesinn, muss eng Demande fir eng Kaart ëmmer zesumme mat engem Certificat médical, dee vum Demandeur sengem Dokter ausgestallt ginn ass, agereecht ginn. Wann dëse Certificat Elementer enthält, déi evtl. d'Fahrtauglechkeet vun enger Persoun a Fro stelle kënnen, ass de Minister verpflichtet ze kontrolléieren, am Sënn vun der allgemenger Verkéierssécherheet, ob eng Persoun d'Konditiounen vum Artikel 77 vum Code de la route nach erfëllt oder net. Fir dat ze iwwerpräieren, kann dës Persoun an d'Commission médicale vun de Führerschäiner convoquéiert gi fir ze kontrolléieren, ob den Handicap oder d'Krankheet vum Demandeur en Afloss op d'Fahrtauglechkeet vun der betraffener Persoun huet. Dëse Contrôle ass am Artikel 3 vum groussherzogleche Règlement vum 2003 virgesinn.

**Question 4914** (30.08.2021) de **Mme Diane Adehm (CSV)** concernant le **registre européen de la fortune** :

Die EU-Kommission plant, die Vermögensinfos von Privatpersonen bald in einer zentralen Datenbank zusammenfließen zu lassen, um gegen Geldwäsche, Steuerhinterziehung, Terrorismusfinanzierung und Korruption vorzugehen. Doch schon die Ausschreibung einer ersten Machbarkeitsstudie für das EU-weite Vermögensregister, die u. a. untersuchen soll, welche Register über Vermögen von privaten Personen und Unternehmen es auf nationaler Ebene bereits gibt, stößt auf heftigen Gegenwind.

Demnach sehen Gegner des Vermögensregisters die Privatsphäre verletzt.

Am 25. August 2021 kritisierten mehrere EU-Politiker die Pläne der Kommission. Markus Ferber, CSU-Europaabgeordneter, zufolge wäre die Bekämpfung von Geldwäsche und Steuerhinterziehung zwar eine wichtige politische Priorität, aber dafür „den gläsernen Bürger“ zu schaffen würde viel zu weit gehen.

Finanzexperten bezweifeln zudem, dass ein solches Vermögensregister mit den geltenden Datenschutzregeln vereinbar wäre.

In diesem Zusammenhang möchte Ich folgende Fragen an den Herrn Minister der Finanzen stellen:

- Welchen Standpunkt vertritt die Regierung in Bezug auf die von der EU-Kommission geplanten zentralen Datenbank der Vermögensinfos von Privatpersonen?

- Stößt die Ausschreibung einer ersten Machbarkeitsstudie für das EU-weite Vermögensregister auch bereits auf Kritik bei der Regierung?

**Réponse** (01.10.2021) de **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances** :

Die Regierung wurde bisher nicht von dem Vorhaben für ein europäisches Vermögensregister im Hinblick auf die Bekämpfung von Geldwäsche und Steuerhinterziehung unterrichtet und hatte vor der Veröffentlichung der Ausschreibung auch keine Kenntnis davon.

Der Ausschreibung ist zu entnehmen, dass die Ergebnisse der Machbarkeitsstudie in eine künftige politische Initiative einfließen können. Mangels einer solchen konkreten politischen Initiative und über den Inhalt der Machbarkeitsstudie hinausgehender Informationen wäre eine Stellungnahme derzeit verfrüht.

Grundsätzlich unterstützt die Regierung den Kampf gegen Geldwäsche, die durch Prävention und Repression bekämpft werden muss. Die Zusammenschaltung von Registern mit erhobenen Daten kann ein Instrument im Kampf gegen Geldwäsche sein; dies sollte jedoch in einem angemessenen

Verhältnis zu den Persönlichkeitsrechten, insbesondere zum Schutz der Privatsphäre stehen.

**Question 4916** (31.08.2021) de **MM. André Bauler et Gusty Graas (DP)** concernant la **récolte des agriculteurs** :

Dans certaines régions d'Europe, les récoltes de céréales et de pommes de terre semblent avoir souffert de la météo pluvieuse de ces dernières semaines.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) a) Les services du ministère ont-ils déjà pu obtenir des informations concernant les récoltes concernées ? Dans l'affirmative, quels sont les premiers constats en la matière ? Peut-on observer de nettes différences de qualité selon les cantons du pays ? b) Quelles sont les variétés de pommes de terre qui résistent le mieux aux aléas de la météo, notamment à une pluie longue et à la canicule ? c) Que pourrait-on conclure d'ores et déjà pour la récolte de maïs de cette année ?

2) a) Est-il possible de quantifier l'impact des inondations de juillet sur les récoltes de céréales et de pommes de terre ? b) Combien d'exploitations agricoles ont déclaré avoir été confrontées à des dégâts majeurs ?

**Réponse** (20.09.2021) de **M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural** :

ad 1) a) Il convient de signaler que le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a organisé une conférence de presse le 13 septembre dernier, avec les coopératives agricoles, BAKO- Bauerekooperativ SC, LSG Coopérative des producteurs luxembourgeois de semences, DE VERBAND Group et le Moulin de Kleinbetingen, pour faire le bilan de la récolte de céréales 2021. À noter par ailleurs que les membres de la commission de l'agriculture de la Chambre des Députés y ont également été invités.

Pour résumer cette conférence de presse, on peut ainsi relever que les résultats des récoltes étaient assez variables, mais en général en dessous des valeurs moyennes des années précédentes, aussi bien pour ce qui concerne la qualité et les quantités. Pour le blé panifiable, on constate ainsi une perte de rendement d'environ 10 %, avec une qualité satisfaisante. Lavoine et l'épeautre ont pu être récoltés dans la majorité des cas avec une bonne qualité malgré la météo pluvieuse pendant la récolte. Pour toutes les céréales on peut noter un poids hectolitre faible, et beaucoup de charges ont dû être séchées. Des différences de qualité selon les cantons du pays n'ont pas pu être observées.

La récolte des pommes de terre de consommation est en cours depuis fin août, celle des plants vient de commencer. Les cultures avaient été plantées tôt en de bonnes conditions, mais les gelées tardives et les températures fraîches du mois de mai ont retardé le développement d'environ un mois par rapport aux années précédentes. Les précipitations importantes ont favorisé une bonne tubérisation et une croissance rapide, mais le manque de soleil a retardé la production d'amidon, nécessaire d'une part pour une bonne conservation des tubercules, d'autre part pour la transformation en frites ou en chips. Tandis que les pucerons, vecteurs de virus, étaient peu présents, les maladies fongiques (p. ex. phytophthora) ou bactériennes (jambe noire) ont dû être surveillées de très près.

ad 1) b) Il y a certes des variétés plus résistantes que d'autres aux maladies et aux aléas climatiques. Sélectionner et recommander ces variétés est l'objet d'essais variétaux conduits au Luxembourg par le Lycée technique agricole, l'Administration des services techniques de l'agriculture et l'Institut luxembourgeois pour l'agriculture biologique. Ainsi, concernant les pommes de terre, les variétés Belana et Corine résistent mieux aux conditions météorologiques humides, alors que les variétés Désirée, Red Scarlett, Spunta, Kennebec, Annabelle, Agria supportent mieux la canicule. Ces variétés sont d'ailleurs recommandées au Luxembourg par la Commission technique pour l'inscription des variétés d'espèces agricoles à la liste nationale recommandée.

ad 1) c) La récolte du maïs est sur le point de commencer. Le manque de soleil et de température a retardé la maturité par rapport aux années précédentes. Les rendements s'annoncent excellents, mais il est encore trop tôt pour tirer une conclusion sur la qualité.

ad 2) a) Alors que 16 ha de céréales ont subi des dégâts, aucun hectare de culture de pommes de terre n'a été touché par les inondations des 14 et 15 juillet.

ad 2) b) Voir notre réponse à la question parlementaire n° 4740.

**Question 4919** (01.09.2021) de **M. Sven Clement (Piraten)** concernant l'**insertion annuelle** :

An den Handyskontrakter vu POST fënn sech ënnert der Ënnerschrëft (veuillez lire: ënnert der Iwwerschrëft) „Information compte“ nieft den Detailer fir d'Facturiatioun och d'Fro no der Insertion annuelle. Falls dës mat „Jo“ beäntwert ass, gëtt de Client POST d'Erlabnis, seng Handysnummer a säin Numm op editus.lu an am Telefonsbuch ze verëffentlechen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Kommunikatioun a Medien dës Fro stellen:

1. Zënter wéini ass d'Méiglechkeet vun der Insertion annuelle an den Telefonskontrakter vu POST festgehalen?

2. Gëtt am Fall, wou e Client beim Ënnerschreiwéi vun engem Kontrakt „Nee“ ukräizt, gepréift, ob d'Date vun dëser Persoun am Annuaire festgehalen sinn an entsprechend deem neie Kontrakt aus dësem gelöscht ginn?

3. Wéi vill Persounen hunn an deene leschte fënnf Joer bei POST ugefrot, fir hir Donnéeën aus dem Annuaire ze läschen?

**Réponse commune** (22.09.2021) de **M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, et de M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias** :

Op Nofro hi gëtt POST un, dass d'Verëffentlechung vun Handysnummern am Telefonsbuch zënter 1994, also dem Ufank vum mobile GSM-Reseau, méiglech ass. Bei dëser Optioun handelt et sech ëm en „opt-in“, dee POST ubitt. Dat heescht, de Client muss ausdrécklech uginn, dass seng Handysnummer soll publizéiert ginn, fir dass dëst gemaach gëtt.

Aktuell sinn den Informatiounen vu POST no ongeféier 4.000 vu 430.000 mobillem Nummern am Telefonsbuch verëffentlecht.

POST Telecom weist drop hin, dass se all Woch e Fichier mat den Ännerungen un Editus schéckt. Dës Ännerungen ginn direkt online ëmgesat a kommen an déi nächst Editioun vum Telefonsbuch.

An deene leschte fënnf Joer huet POST 538 Ufroe vu Clienté kritt, fir hir Donnéeën aus dem Telefonsbuch ze läschen.

**Question 4921** (01.09.2021) de **M. Marc Goergen (Piraten)** concernant la **protection des données de santé des salariés** :

An hire Recommendatiounen zum Theema Covid-19 huet d'CNPD (Commission nationale pour la protection des données) a verschidde Guidelines festgehalen, wéi d'Patronen an d'Aarbechter date-schutzgerecht mat den Donnéeën ëmginn. Esou liest een zum Beispill:

« Par contre, les acteurs privés et publics ne peuvent pas eux-mêmes mettre en place des fichiers ou traitements relatifs à des données de santé liées au COVID-19 même si un salarié informait volontairement son employeur qu'il a été testé positif au coronavirus ou qu'il pense présenter des symptômes à la pathologie. Ne peuvent pas non plus être mis en œuvre des fichiers ou traitements de données relatifs à la température corporelle de leurs salariés ou agents ou à certaines autres pathologies (les „comorbidités“) susceptibles de constituer des troubles aggravants en cas d'infection au COVID-19. Par ailleurs, il ne leur appartient pas de conduire leur propre investigation ou „contact tracing“, dans la mesure où cette mission revient à l'inspection sanitaire, à partir du moment où un salarié ou agent serait testé positivement au Covid-19. »

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aarbecht dës Fro stellen:

1. Däer ee Patron sech bei senger Salariéë reiseignéieren, ob si geimpft respektiv geheelt sinn oder net?

2. Am Fall, wou d'Aarbechter dem Patron fräiwëlleg matdeelen, ob si geimpft sinn oder net, däerf de Patron dës Informatioun schrëftlech festhalen?

3. Wéi kënnen d'Salariéë virgoen am Fall, wou hire Patron dës Informatioun schrëftlech festgehalen huet? U wie kënnen si sech an deem Fall wenden?

**Réponse** (18.10.2021) de **M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire** :

ad 1. D'Aarbechtsrecht gesäit vir (Artikelen L.312-1 asw. vum Code du travail), dass den Employeur fir



d'Sécherheet an d'Gesondheet vu senge Salariéen op der Aarbechtsplaz responsabel ass. De Salarié huet awer och eng Obligatioun, säin Deel dozou bäizeden, fir net nëmme seng ege Sécherheet an d'Gesondheet op der Aarbechtsplaz ze garantieren, mee awer och déi vu senge Mataarbechter oder soss iergendenger Persoun, mat där hien op der Aarbechtsplaz ze sinn huet (Artikel L.313-1 vum Code du travail). Eng vun den Obligatiounen ass notamment, dass de Salarié d'Instruktiounen vum Patron betreffend d'Sécherheet a Gesondheet op der Aarbechtsplaz muss befollegen a respektieren.

An Zäite vun enger Pandemie ass den Haaptobjektiv d'Protektioun vun der Santé publique, also net nëmme d'Gesondheet vun der Population active, mee vun allen Awunner ze schützen. Fir dësen Objektiv ze erreechen, muss Mesur geholl ginn, bei deene sech natierlech och d'Fro vun der Proportionalitéit stellt, anescht gesot ob Mesuren, déi geholl ginn, proportional si par rapport zum Objektiv, deen erreecht soll ginn.

Mam neie Covidgesetz gëtt elo nach méi kloergestallt, dass de Patron bei sech am Betrib de Covid-Check kann aféieren. Wann de Salarié de QR-Code virweist, erkennt ee mam CovidCheck net, ob de Salarié geimpft, genesen oder negativ getest ass, mee just, ob de CovidCheck bestan ass oder net. Et dierft dann also och keng Necessitéit méi bestoen, dass de Patron dem Salarié d'Fro vun der Impfung stellt, soubal de Salarié de CovidCheck bestan huet.

ad 2. + 3. Am Fall wou de Salarié dem Employeur fräiwëlleg matdeelt, dass hie geimpft ass oder net, därfer den Employeur am Prinzip dës Informatioun schrëftlech festhalen.

D'Fro, ob den Employeur dës Informatioun verwäerte kann a fir wéi eng Zwecker hie se verwäerte kann, ass awer eng ganz aner, déi mam jeeweilege Salarié muss gekläert ginn a wou den Employeur den expliziten Accord vum Salarié brauch.

Wann de Salarié der Meinung ass, dass d'Informatiounen ongerechtferterweis schrëftlech festgehale goufen, kann hie sech un d'CNPD oder un d'Gericht wenden. Dat nämmlecht gëllt och wann den Employeur déi Informatioun fir aner Zwecker benotzt, déi net méi proportional zum Objectif poursui sinn.

#### Question 4930 (30.09.2021) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant la contamination d'aliments à l'oxyde d'éthylène :

Au cours des derniers mois, la contamination d'aliments à l'oxyde d'éthylène a occupé les autorités sanitaires de l'Union européenne et des pays membres.

En effet, suite à l'enquête sur les graines de sésame contaminées en 2020, des programmes de contrôle avaient été mis en place pour déceler la présence d'oxyde d'éthylène dans d'autres denrées alimentaires. Ceux-ci ont permis de trouver la présence de la substance incriminée dans la gomme de caroube, une matière première utilisée en faible quantité par bon nombre de producteurs alimentaires comme épaississant et stabilisant. Même si l'oxyde d'éthylène n'est souvent plus décelable dans les aliments, le système d'alerte rapide de l'Union européenne a répertorié tous les produits contenant la gomme de caroube ainsi traitée.

Alors que la réglementation européenne interdit formellement le traitement des aliments à l'oxyde d'éthylène, il convient de noter que, selon des experts, seule une exposition régulière et à très hautes doses d'oxyde d'éthylène peut comporter des risques réels. Ces risques sont considérés comme extrêmement faibles pour les consommateurs, mais plus importants pour les travailleurs utilisant l'oxyde d'éthylène de manière industrielle et dans de mauvaises conditions.

Néanmoins, le principe de précaution a joué pleinement et il a été décidé de procéder au rappel de quelque 400 références de produits alimentaires distribués au Luxembourg - une liste des produits incriminés est publiée sur le site de la sécurité alimentaire et des informations et mises en garde dans les rayons des magasins d'alimentation luxembourgeois en font état.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Protection des consommateurs :

1) Madame la Ministre peut-elle fournir plus d'informations au sujet de l'oxyde d'éthylène, de l'évaluation des risques liés à cette substance et de la réglementation européenne à ce sujet ?

2) Madame la Ministre peut-elle m'indiquer quand et comment la contamination a été découverte et quelles ont été les mesures prises par l'Union européenne et les autorités luxembourgeoises pour garantir la protection des consommateurs ?

3) Existe-t-il au niveau européen une approche harmonisée permettant une démarche cohérente et

commune par rapport aux produits contenant des substances traitées à l'oxyde d'éthylène ?

4) Quelles sortes de produits sont concernées, quel est le niveau de contamination et quels sont les risques réels encourus par les consommateurs ?

5) Le système d'alerte et le retrait des produits concernés ont-ils fonctionné de manière efficace et satisfaisante ? Comment les consommateurs ont-ils été informés sur les produits concernés ? Quelle est la démarche à suivre pour les consommateurs disposant d'un des produits concernés dans leurs réserves ?

**Réponse (30.09.2021) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Protection des consommateurs :**

ad 1) L'oxyde d'éthylène (ETO) est une substance chimique qui est utilisée pour ses pouvoirs de désinfection afin d'éviter la prolifération des micro-organismes comme les bactéries et moisissures et ceci particulièrement dans certains pays tiers (hors Union européenne). Récemment, des résidus de cette substance ont été découverts dans les graines de sésame, la gomme de caroube, la gomme de guar et le curcuma, mais aussi dans d'autres matières premières alimentaires en provenance de différents pays tiers.

L'oxyde d'éthylène est classé mutagène de catégorie 1B, cancérigène de catégorie 1B et toxique pour la reproduction de catégorie 1B par le Centre international de recherche sur le cancer. (IARC)

Dans l'Union européenne (UE), l'ETO n'est pas approuvé en tant que substance active destinée à être utilisée dans les denrées alimentaires sur base de la réglementation des produits phytopharmaceutiques, le règlement CE N° 396/2005.

Comme il s'agit d'une substance non naturelle, les autorités européennes (Commission européenne et Autorité européenne de la sécurité alimentaire - EFSA) considèrent qu'elle ne doit pas être présente dans les denrées alimentaires mises sur le marché européen même à l'état de traces.

Tous les détails concernant cet incident peuvent également être consultés sur le portail de la sécurité alimentaire :

<https://securite-alimentaire.public.lu/fr/actualites/communiqués/2021/01/oxyde-ethylene-graines-sesame.html>

ad 2) La contamination par l'ETO a été découverte en septembre 2020 sur des graines de sésame en provenance des Indes lors de contrôles effectués par les autorités compétentes de surveillance de la chaîne alimentaire, en l'occurrence les autorités belges. Cette découverte a suscité le lancement de contrôles ciblés dans toute l'UE et de diverses alertes au sein du système d'alerte rapide sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux (RASFF) entraînant ainsi le retrait des produits du marché dans tous les pays de l'UE.

Comme un grand nombre de produits diffusés dans plusieurs pays de l'UE était concerné, une réunion des coordinateurs de crise des États membres a eu lieu le 9 octobre 2020 au niveau européen sous présidence de la Commission européenne avec l'objectif d'harmoniser les mesures de gestion de crise au sein de l'Union.

En parallèle, un règlement européen de renforcement des contrôles à l'importation a été mis en place le 22 octobre 2020 qui oblige les autorités des Indes de procéder à des contrôles analytiques de chaque lot de graines de sésame destiné à être exporté vers l'Union européenne et d'en certifier l'absence de l'ETO.

De même, ce règlement oblige les autorités européennes à renforcer les contrôles effectués à l'importation des graines de sésame en provenance des Indes. Ainsi, chaque deuxième envoi est à reconstrôler par les autorités des EM. [http://data.europa.eu/eli/reg\\_impl/2020/1540/oj](http://data.europa.eu/eli/reg_impl/2020/1540/oj).

Finalement, le groupe de travail des coordinateurs de crise a complété une liste des laboratoires officiels habilités à effectuer des analyses en ETO pour faciliter l'accès des autorités des États membres aux capacités analytiques en matière d'oxyde d'éthylène.

Au niveau luxembourgeois, les autorités de contrôle (Division de la sécurité alimentaire de la Direction de la santé et Division de la santé publique de l'Administration des services vétérinaires) ont mis en place un programme de contrôle pour rechercher l'ETO sur différentes denrées alimentaires. La coordination entre les différentes administrations a été assurée par le Commissariat alimentaire.

Ainsi, en 2020, 18 échantillons de graines de sésame et produits dérivés ont été prélevés par la Division de la sécurité alimentaire dont 8 ont été évalués comme non conformes. Les produits ont été retirés du marché.

En 2021, 31 échantillons d'épices et d'herbes aromatiques ont déjà été prélevés par la Division de la sécurité alimentaire. Tous les échantillons ont été évalués comme conformes. 24 échantillons supplémentaires en épices, graines oléagineuses, additifs et

compléments alimentaires sont en cours ou encore prévus dans le planning de contrôle.

Les secteurs concernés ont été informés par les autorités luxembourgeoises via les chambres professionnelles.

Il est aussi à signaler que certains établissements alimentaires ont mis en place dans le cadre de leurs obligations d'autocontrôle, des programmes de détection de l'ETO dans leurs produits et matières premières et qu'ils demandent des garanties de leurs fournisseurs sur l'absence de ETO dans la matière première.

Les rappels des produits incriminés ont été surveillés par les autorités et publiés sur le portail de la sécurité alimentaire ([www.securite-alimentaire.lu](http://www.securite-alimentaire.lu)). Vu le nombre de produits, des listes en différents formats informatiques ont été publiées au lieu des publications individuelles. Ces listes sont mises à jour quotidiennement.

Les autorités ont également publié plusieurs communiqués de presse pour informer les consommateurs sur cet incident de contamination.

ad 3) Vu l'envergure de l'incident, le groupe de travail des coordinateurs de crise sous présidence de la Commission européenne s'est réuni à plusieurs reprises pour harmoniser les mesures de gestion mises en œuvre par les États membres.

Ainsi, en octobre 2020, une réunion a eu lieu pour s'échanger sur la contamination en ETO des graines de sésame en provenance des Indes. Les conclusions de cette réunion reprenant les mesures harmonisées à mettre en œuvre ont été publiées par la Commission européenne.

[https://ec.europa.eu/food/system/files/2021-01/rasff\\_ethylene-oxide-incident\\_crisis-coord\\_sum.pdf](https://ec.europa.eu/food/system/files/2021-01/rasff_ethylene-oxide-incident_crisis-coord_sum.pdf)

Plus récemment, suite à la découverte de l'ETO dans des graines de caroube en provenance de la Turquie, une série de réunions des coordinateurs de crise a eu lieu fin juin, début juillet 2021 pour harmoniser les mesures de gestion des autorités compétentes face à cette nouvelle découverte.

Les conclusions de cette coordination et les mesures harmonisées fixées ont également été publiées par la Commission européenne.

[https://ec.europa.eu/food/system/files/2021-07/rasff\\_ethylene-oxide-incident\\_e410\\_crisis-coord\\_sum.pdf](https://ec.europa.eu/food/system/files/2021-07/rasff_ethylene-oxide-incident_e410_crisis-coord_sum.pdf)

ad 4) Un grand nombre de produits sont concernés par les retraits suite à la détection de la contamination en oxyde d'éthylène.

Fin 2020, comme l'ETO avait été détecté dans des graines de sésame, des produits à base de ces graines étaient concernés par les retraits. Il s'agissait de produits à base de sésame ou de produits dans lesquels les graines de sésame sont rajoutés à des effets décoratifs ou pour des raisons nutritionnelles (produits de boulangerie, produits à base de graines de sésame et de céréales).

En 2021, suite à la détection de l'ETO dans des graines de caroube qui sont utilisées pour fabriquer un additif alimentaire (E 410, un épaississant) largement utilisé dans l'industrie alimentaire, la gamme de produits concernés était beaucoup plus large. La gamme concernée comportait ainsi des glaces alimentaires, boissons, plats préparés, certains compléments alimentaires mais aussi d'autres produits.

Le niveau de contamination en oxyde d'éthylène peut varier ; dans certains produits primaires (les graines de sésame et les graines de caroube) des concentrations élevées ont été détectées. Les concentrations en ETO sont moins élevées dans les produits dans lesquels cette matière première était intégrée comme ingrédient parmi d'autres. Dans certaines denrées prêtes à la consommation, la contamination en ETO n'est plus détectable comme la quantité de matière première contaminée utilisée dans ces produits est faible et qu'il y a ainsi un effet de dilution.

Comme l'oxyde d'éthylène est une substance cancérigène et génotoxique, un risque pour les consommateurs n'est à craindre qu'en cas de consommation fréquente et/ou en grande quantité.

Néanmoins, les principes de sécurité alimentaire en vigueur dans l'Union européenne visent à minimiser l'exposition des consommateurs à ce type de contamination et par conséquent, les produits fabriqués à base de matières premières contaminées à l'ETO ne sont plus propres à la consommation et sont par conséquent à retirer du marché.

ad 5) Le système d'alerte rapide a fonctionné de manière satisfaisante en ce qui concerne l'échange des informations nécessaires entre les États membres.

Il faut cependant signaler que la masse d'information qui transite par le système constitue une charge de travail considérable d'une part pour les agents du Commissariat qui font le tri et la distribution des informations entre la Commission européenne et les administrations compétentes et d'autre part pour les services de contrôle qui doivent surveiller les retraits et les rappels sur le terrain. En plus, ce flux d'information engendre cer-

tains délais pour obtenir les informations comme les données de traçabilité car ces données doivent être collectées par les autorités des États membres auprès des établissements alimentaires pour être introduites dans le système.

Par ailleurs les établissements alimentaires luxembourgeois s'acquittent de mieux en mieux de leur obligation de notification des rappels et retraits auprès du Commissariat alimentaire.

En effet, ces notifications doivent être notifiées via [guichet.lu](http://guichet.lu) aux autorités luxembourgeoises.

<https://guichet.public.lu/fr/entreprises/commerce/securite-alimentaire/securite-alimentaire/notification.html>

Souvent les données pertinentes sur les rappels des produits au Luxembourg arrivent plus vite par ce canal aux autorités compétentes que via le système d'alerte rapide de la Commission. Dans ce cas, les données du système d'alerte peuvent être utilisées pour vérifier les données notifiées par les établissements. Ici encore, le nombre de notifications est en hausse constante.

Les consommateurs peuvent s'informer via le portail de la sécurité alimentaire où une section dédiée a été créée pour l'incident de contamination à l'oxyde d'éthylène.

<https://securite-alimentaire.public.lu/fr/actualites/alertes/Incidents/denrees-alimentaires-contenant-le-produit-phytopharmaceutique-non-autorise-oxyde-ethylene.html>

Le portail de la sécurité alimentaire donne aussi la possibilité de s'inscrire à une newsletter et de recevoir lors de chaque mise à jour, une notification par email avec un lien vers les données les plus récentes.

<https://securite-alimentaire.public.lu/fr/support/alerte.html>

Les consommateurs sont priés de s'informer au niveau des listes publiées pour voir si un produit donné figure bien parmi la liste des produits retirés. Pour cela, il faut le nom du produit mais aussi la date de durabilité et/ou le numéro de lot.

En effet, il se peut que des produits avec le même nom mais une date de durabilité ou un numéro de lot différent ne soient pas concernés par un rappel comme ils ont été produits avec une matière première différente.

Si un consommateur dispose d'un produit avec une date de durabilité et/ou un numéro de lot repris dans les listes publiées, les autorités recommandent de ne plus le consommer.

#### Question 4932 (06.09.2021) de M. Fred Keup (ADR) concernant les annonces à l'Aéroport de Luxembourg :

Aus der Äntwert vum Här Mobilitéitsminister op meng parlamentaresch Fro zu de Sproochen um Findel (N° 4758) geet ervir, datt déi nei automatiséiert Ukënnegungen um Findel op Franséisch an Englesch gemaach ginn, awer net op Lëtzebuergesch. Als Grond heifir präziséiert den Här Minister énnert anerer, datt „e personaliséiert Produkt an der Lëtzeburger Sprooch (...) zu bedenken den zousätzleche Käschte“ féiere géif. Vu datt Lëtzebuerg awer substanzuell Zomme fir den „Nation Branding“ ausgëtt, ass et an den Ae vun der ADR net nozevollzëien, firwat mir net och op eise nationalen Fluchhafen eis Nationalsprooch an administrativ Sprooch Lëtzebuergesch an déi däitsch Sprooch héichhalen.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Mobilitéitsminister:

1. Kann den Här Mobilitéitsminister opschlësselen, wéi vill et kaschte géif, een, ewéi den Här Minister seet, „personaliséiert Produkt an der Lëtzeburger Sprooch“ an Optrag ze ginn?

2. Lëtzebuerg huet jo keng offiziell Sproochen, mee amplaz eng Nationalprooch an dräi administrativ Sproochen. Firwat gëtt hei eng vun den dräi administrative Sproochen bevirdelegt an déi aner zwou benodelegt behandelt?

**Réponse (25.10.2021) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :**

D'Fluchhafegesellschaft lux-Airport SA informéiert, datt d'Käschte fir sou e personaliséierte Produkt am mëttlerweil fënnestellegen Euro-Beräich leien.

Ausserdeem ass eng komplett Erneuerung vum System amgaangen, déi bis d'Summersaison 2022 ofgeschloss ass a wou déi lëtzebuergesch Sprooch integréiert gëtt.

An dësem Kontext géing zu dësem Moment en zousätzlechen Investissement hei net wierklech Sënn maachen.

Et gëllt nach eng Kéier drop hincweisen, datt et hei just ëm déi automatesch Usoe geet. Fluchsoe bei de Boarding Gates an Informatiounsaussoen op



Lëtzebuergesch ginn, wéi bis elo, manuell vum Personal gemaach. Dës Méiglechkeet gétt och ënnert dem neie System erhalen.

De Choix vun de Sproochen ass dorobber ausgeluecht, datt ee Maximum vu Passagéier d'Usoe verstinn an Englesch ass déi international Sprooch, op déi een net verzichte kann.

**Question 4937** (08.09.2021) de **M. André Bauler (DP)** concernant l'évolution du trafic à Saeul :

Il est un secret de polichinelle que les deux traversées de la localité de Saeul, la route de Mersch (N8) et la route principale (N12), souffrent de flux de trafic de plus en plus importants. Il n'est donc pas surprenant que le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics se soit proposé d'y prendre des mesures afin d'apaiser et de sécuriser le trafic de passage.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre dispose-t-il d'informations sur l'évolution des mouvements journaliers de véhicules traversant le village de Saeul de 2017 à nos jours ?

- Quel est le nombre moyen de poids lourds qui transitent tous les jours par ce village depuis 2017 ?

- La densité du trafic durant les heures de pointe s'est-elle renforcée entre-temps ?

- Monsieur le Ministre peut-il présenter le nouveau concept de sécurisation des traversées du village de Saeul ? Dans quels délais ce projet pourrait-il se concrétiser afin d'améliorer la qualité de vie des citoyens ?

**Réponse** (25.10.2021) de **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :**

L'unique poste de comptage fixe aux alentours de Saeul, stationné sur la N12 reliant Saeul et Tuntange, montre que le nombre de véhicules traversant en moyenne cette localité reste relativement stable. Ce nombre a chuté en 2020, selon toute vraisemblance en lien avec la crise sanitaire et le nombre de personnes ayant travaillé à domicile durant cette période. Depuis, le trafic a repris son taux habituel. Avec une moyenne journalière de 3.671 véhicules (voitures et utilitaires dans les deux sens confondus), le trafic se situe actuellement à environ 8 % en dessous de la situation pré-pandémique.

Si le nombre de voitures en ces lieux est resté stable, il faut constater cependant que le nombre d'utilitaires augmente constamment. Il est en effet passé de 196 utilitaires par jour en moyenne dans les deux sens confondus en 2017 à 284 utilitaires par jour en moyenne cette année.

Il va sans dire que le trafic augmente de manière générale dans tout le pays, ce qui renforce évidemment la densité aux heures de pointe. Toutefois, en comparaison avec 2017, le taux de véhicules ayant traversé la localité de Saeul aux heures de pointe, a augmenté très peu. On constate une augmentation maximale de 12 % environ.

En ce qui concerne la N8, les postes de comptage fixés au droit de Reckange témoignent d'un accroissement du trafic depuis longtemps, accentué cependant par l'ouverture de l'A7. Ces chiffres prennent toutefois également en compte d'autres routes et ne peuvent donc être attribués directement à la traversée de Saeul.

Suite à une demande de l'Administration communale de Saeul, en vue d'une sécurisation de la traversée de Saeul, il avait été retenu de limiter la vitesse à 30 km/h sur un tronçon de la N8.

Ensemble avec les autorités communales, un projet fut élaboré pour la remise en état de la N8 et pour une réduction de la vitesse à 30 km/h sur le tronçon à l'intérieur du village. L'avant-projet détaillé fut approuvé en date du 20 avril 2021. Le dossier d'exécution est en voie d'élaboration et sera présenté début de l'année prochaine. Ainsi, le début des travaux est prévu pour 2022.

Lors d'une entrevue de l'administration communale avec Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics en date du 1<sup>er</sup> mars 2021, celle-ci a remis un dossier intitulé « Mobilité an der Gemeng Sëll » aux services de l'Administration des ponts et chaussées. Ce dossier, élaboré par un bureau d'études mandaté par l'Administration communale, est en train d'être analysé par l'Administration des ponts et chaussées, afin d'intégrer les conclusions dans les futurs projets.

À part les dossiers cités, l'Administration des ponts et chaussées vient de déplacer le panneau d'entrée en localité en venant de Schwebach d'une dizaine de mètres afin de sécuriser davantage le village.

En ce qui concerne la N12, mes services sont en train d'analyser la faisabilité d'un éventuel réaménagement de la traversée en vue d'un apaisement routier.

**Question 4938** (08.09.2021) de **M. Sven Clement (Piraten)** concernant le personnel des centrales téléphoniques 112 et 113 :

Den 112 ass net nëmmen déi operationell Zentral vum CGDIS, mee géllt als europäeschen Noutrouff.

Ënnert anerem follgend Informatiounen féint een um Internetsite vum CGDIS, wat den 112 betrëfft:

« Comme le central téléphonique du CSU 112 constitue l'élément vital de l'organisation des secours d'urgence dans tout le Grand-Duché, il est primordial de porter une attention toute particulière à la fiabilité et à la sécurité des équipements opérationnels.

Le bon fonctionnement du Central des secours d'urgence 112 est un des éléments essentiels de la chaîne de secours.

Le CSU 112 est doté d'une équipe qui se compose en permanence de minimum quatre opérateurs issus du Corps grand-ducal d'incendie et de secours sous la responsabilité d'un chef de salle.

Conscient de l'évolution rapide ainsi que de l'accroissement grandissant des missions, activités et attentes incombant aux agents-opérateurs du CSU 112, la direction du Corps grand-ducal d'incendie et de secours propose à intervalles réguliers des cours de formation continue. »

(<https://112.public.lu/fr/organisation/csu.html> an <https://112.public.lu/fr/organisation/csu/technic.html>)

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Interieur a fir bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

1. Kann d'Ministesch confirméieren, dass d'Agente vum 112 ënnert dräi verschidde Statute schaffen (Employé, Fonctionnaire a Pompier professionnel fonctionnaire)? Wéi ass dat ze erklären?

2. Wat ass de kompletten operationellen Effectif vum 112 a wéi vill dovunner si sougenannt „opérateurs“ a wéi vill si „chefs de salle“?

3. Huet all Pompier professionnel fonctionnaire vum „cadre de base“ no senger Vereedegung den Emploi „chef de binôme SAP\*“ an den Emploi „chef de binôme INCSA\*\*“ (\*SAP = Secours à personne (Ambulanz)/INCSA = incendie et sauvetage)?

4. Wéi vill „opérateurs“ si Pompier professionnel fonctionnaire?

5. Wéi vill „chefs de salle“ si Pompier professionnel fonctionnaire?

6. Laut mengen Informatiounen kann all Agent vum 112 (egal op Fonctionnaire oder Employé), dee vum CGDIS, also virum 01. Juli 2018 agefallt ginn ass, an d'Karriär vum Pompier professionnel fonctionnaire wiesselen, wann en déi néideg Formatiounen hat oder nomécht. Wéi vill Agente vum 112 hu bis haut dee Wiessel gemaach a wéi vill dovunner si „chefs de salle“ a wéi vill sinn „opérateurs“?

7. Wéi vill „chefs de salle“ hunn den Emploi „chef de binôme SAP“ an den Emploi „chef de binôme INCSA“?

8. Wéi vill „opérateurs“ hunn den Emploi „chef de binôme SAP“ an awer och den Emploi „chef de binôme INCSA“?

9. Wéi vill „opérateurs“ hunn de Promotiounsexamen?

10. Laut „Référentiel emploi & activités“ vum CGDIS, deen den 18. Juni 2020 vum Verwaltungsrat vum CGDIS approuvéiert ginn ass, muss ee méttlerweil ënnert anerem berufflech d'Emploie „chef de binôme SAP“ a „chef de binôme INCSA“ hunn, fir op den 112 als „opérateur“ ze schaffen. Laut mengen Informatiounen ass awer rezent en „Agent“ op den 112 gewiesselt, deen déi Krittären net all erfëllt. Kann d'Ministesch dat confirméieren?

11. Kann d'Ministesch confirméieren, dass ee „chef de salle“ bis haut iwwerhaupt guer keen Emploi INCSA an SAP huet a bis viru Kuerzem mol kee Promotiounsexamen hat? Wa jo, wéi ass dat ze erklären? Kann dee concernéierte „chef de salle“ iwwerhaupt aktiv um Déngscht op enger Ambulanz oder engem Tankwon deelhuefen?

12. Ass de Poste vum „chef de salle“ e PRP (poste à responsabilité particulière)? Wa jo, huet deen eng Primm vu 15 Punkten zegutt?

13. Ass de Poste vum „opérateur“ e PRP? Wa jo, huet deen eng Primm vu 15 Punkten zegutt?

14. Kann d'Madamm Ministesch confirméieren, dass verschidde „opérateurs“ also weesentlech besser forméiert sinn ewéi verschidde „chefs de salle“?

15. Kann den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet mir soen, wat de kompletten operationellen Effectif u „chefs de salle“ vum 113 ass a wéi vill „chefs de salle“ keng Poliziste sinn an/oder kee Promotiounsexamen hunn?

**Réponse commune** (19.10.2021) de **Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur**, et de **M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure :**

ad 1. Dat ass richtege an duerch d'Artikelen 32, 51bis, 53 an 117 aus dem ofgeännerte Gesetz vum 27. Mäerz 2018 iwwert d'Organisatioun vun der ziviller Sécherheet (spéider „d'Gesetz“ genannt) ze erklären. D'Personal, dat de CGDIS duerch d'Reform iwwerholl huet, konnt entweder an den neie Cadre de base vum Fonctionnaire pompier professionnel (Groupe de traitement C1) wiesselen, woufir déi Concernéiert awer d'Formatiounen vum Niveau Chef de binôme SAP a Chef de binôme INCSA hu missen hunn, oder an hirem jeeweilige Statut vu virum 1. Juli 2018 bleiwen. Dëse Choix ass esou vum Gesetz virgessinn.

ad 2.

Chefs de salle	10
Opérateurs	24
Total	34

ad 3. All haaptamtleche Pompjee aus dem Cadre de base (Groupe de traitement C1) muss den Emploi vum Chef de binôme INCSA an SAP um Dag vu senger definitiver Nominatioun hunn.

ad 4. 13 Persounen.

ad 5. Alleguer d'Chefs de salle sinn an der Carrière vum Fonctionnaire de l'État. Eng Persoun huet de Wiessel an d'Carrière vum Pompier professionnel gewielt, deen am Artikel 50 vum Gesetz virgessinn ass. Déi aner Agent-inn-e sinn an der Carrière vum Expeditionnaire.

ad 6. 14 Persounen sinn an d'Carrière vum Pompier professionnel gewiesselt, ee Chef de salle an 13 Operateuren.

ad 7. Fir d'Ausübe vu senger Missioun muss de Chef de salle den Emploi vum Operateur 112 an dono den Emploi vum Chef de salle 112 hunn. D'Emploie Chef de binôme SAP a Chef de binôme INCSA sinn déi Emploien, déi de Pompjee, dee vum CGDIS agefallt ginn ass, no senger Basis-Grondausbildung huet. Dës Emploie sinn awer net erfuerderlech fir déi Chefs de salle, déi virun der Reform vum Rettungsdéngscht scho bei der Administration des services de secours (ASS) geschaff hunn an ausgebild gi sinn. Wann dës Agent-inn-en awer an ee vun de Cadres vum haaptamtleche Pompjee (Artikel 50 vum Gesetz) géife wiesselen, gëllen déi Konditiounen.

3 Chefs de salle hunn d'Emploie vum Chef de binôme INCSA a SAP.

7 Chefs de salle sinn nach mat de Formatiounen amgaangen, well si spéider an de Cadre vum haaptamtleche Pompjee (Artikel 50 vum Gesetz) wëlle wiesselen.

ad 8. Chef de binôme SAP a Chef de binôme INCSA sinn déi Emploien, déi de Pompjee, dee vum CGDIS agefallt ginn ass, no senger Basis-Grondausbildung huet. An Zukunft wäerten all d'Operateuren dës zwee Emploien automatesch virun hirer Affektatioun beim 112 hunn. Fir d'Missiounen um 112 allerdéngs kënnen auszeüben, ass den Emploi vum Operateur 112 néideg.

14 Operateuren hunn d'Emploie vum Chef de binôme INCSA an SAP.

10 Operateuren sinn nach mat de Formatiounen amgaangen, well si spéider an de Cadre vum haaptamtleche Pompjee (Artikel 50 vum Gesetz) wëlle wiesselen.

ad 9. 15 Operateuren hunn de Promotiounsexamen als Fonctionnaire, respektiv de Carrièresexamen als Employé gemaach.

ad 10. Dat ass richtege - dës intern Mobilitéit ass weinst enger medezinescher Inaptitude néideg ginn, allerdéngs war déi Persoun scho virum CGDIS vun der ASS als Ambulancier agefallt ginn a krut esou den Emploi Chef de binôme SAP. Wéi bei den Äntwerten 1 an 8 erkläert ginn ass, bleift déi Persoun an hirem ale Statut vu virum CGDIS, well si den Emploi Chef de binôme INCSA net huet an dës Formatioun de Moment aus medezinesche Grënn och net maache kann. Si kann dofir laut dem Gesetz och net an de Cadre vum haaptamtleche Pompjee (Artikel 50 vum Gesetz) wiesselen an domat och net alleguerten déi operationell Aufgaben ausüben. Si muss natierlech d'Formatiounen maachen, déi néideg sinn, fir den Emploi vum Operateur 112 kënnen auszeüben.

ad 11. All d'Chefs de salle hunn e Promotiounsexamen.

Eng Persoun, déi den Emploi vum Chef de salle ausüübt, mécht, ausser am Kader vu Formatiounen a Stagen, keen operationellen Déngscht op enger Ambulanz oder engem Läschwon. D'Emploien am SAP an INCSA sinn also net néideg. Dëst ass allerdéngs, wéi schonn uewe beschriwwen, nëmmen de Fall bei deenen Agent-inn-e vum 112, déi de CGDIS vun der ASS iwwerholl hat. Fréier war den Operateur an enger separater Carrière, déi näischt mat där vum Pompjee vun haut ze dinn huet. An Zukunft

ass d'Grondausbildung déi selwecht, soudass d'Grondemloien am INCSA an SAP zur Standardausbildung gehéieren.

ad 12. De Poste vum Chef de salle ass kee Poste à responsabilité particulière (PRP) am Groupe de traitement C1. Weinst der méi héijer Responsabilitéit ass de Chef de salle am Niveau vum Enneroffizier am Groupe de traitement B1 agestuuft.

ad 13. De Poste vum Operateur ass kee PRP. Dës Agent-inn-e sinn an der nämmlecher Gehaltsklass wéi en operationelle Berufspompjee.

ad 14. Wat déi spezifesche Emploien ugeet, déi fir d'Aarbechten um 112 néideg sinn, huet all Operateur d'Formatioun CSU1 (oder den Equivalent dovun, nom ale Formatiounsplang vun der ASS), während all Chef de salle d'Formatioun CSU2 (oder den Equivalent dovun, nom ale Formatiounsplang vun der ASS) huet, déi inhaltlech weesentlech méi wäit geet.

ad 15. Aktuell sinn um Centre d'intervention national 17 Operateuren affektéiert, déi all am Policekader sinn. Dës Leit hunn all de Promotiounsexamen gemaach.

**Question 4941** (09.09.2021) de **MM. André Bauler et Gusty Graas (DP)** concernant le danger pour des ponts résultant de troncs d'arbres flottants :

An der Atert leien de Moment, nom Héichwaasser vu Mëtt Juli 2021, Bamstämm, déi bei engem neien Héichwaasser d'SEBES-Bréck téschent lewerleng an Useldeng blockéiere kënnen.

Iert d'Atert dann iwwert den Damm vun der SEBES-Bréck fléisst, géif se fir d'éischt bis zu dräi Meter héich an der Haaptstrooss vun lewerleng stoen, wat et mat alle Mëttelen ze verhënnere géllt weinst dem grouse Schued, deen da géif entstoen.

Well d'SEBES-Bréck jo awer net als Staumauer gebaut ginn ass, ass d'Gefor grouss, datt se vum Waasser ewechgedréckt gétt an domat d'Drénkwaasserleitung téschent Esch-Sauer an dem Rescht vum Land ënnerbrach wier.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung follgend Froe stellen:

1. Ass d'Madamm Minister vum Waasserwirtschaftsamt iwwert dës prezis Problematik informéiert ginn? Wa jo, wat fir Aarbechte mussene genee duerchgefouert ginn, fir dës Gefor ze behiewen, a bis wéini kann dat de Fall sinn?

2. Ass d'Madamm Minister och nach iwwer aner Plaze laansch d'Atert a Kenntnis gesat ginn, wou ëmgefale Beem zu Stausituatiounen am Fall vun Héichwaasser kéinte féieren?

**Réponse** (20.09.2021) de **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :**

ad 1. No den Iwwerschwemmunge vu Mëtt Juli stoung d'Waasserverwaltung am enke Kontakt mat de Gemengen an huet vill Baache kontrolléiert fir sécherzestellen, datt keng zousätzlech Schied géifen entstoen. De Service Projets et entretien vun der Waasserverwaltung huet ausserdem vill urgent Interventiounen duerchgefouert, fir ugeschwemmt Material aus de Baachen erauszehuelen, fir de gudden Duerchfluss vum Gewässer nees ze erméiglechen.

D'Waasserverwaltung ass nom Héichwaasser vu Mëtt Juli net iwwert dës prezis Problematik informéiert ginn. No enger rezenter Visitt vun der Atert uewerhalb vun der SEBES-Bréck huet d'Waasserverwaltung festgestallt, dass effektiv op zwou Plazen e puer Beem an d'Baach gefall sinn, déi eng eventuell Gefor kéinten duerstellen, wa si an engem Héichwaasserfall géife fortgeschwemmt ginn. Déi Beem kënnen mat Hélf vun der Traktore resp. anere Maschinnen aus der Baach erausgezu ginn. D'Waasserverwaltung wäert dës Aarbechten an der Woch vum 20. September duerchféieren.

ad 2. Ausser op enger Plaz an der Gemeng Biissen ass d'Waasserverwaltung net iwwer aner Plaze laansch d'Atert a Kenntnis gesat ginn, wou ëmgefale Beem zu Stausituatiounen am Fall vun Héichwaasser kéinte féieren. Allgemeng fiert d'Waasserverwaltung d'Baache reegelméisseg of fir ze kontrolléieren, wou Beem oder aner Obstruktiounen sinn, déi eng Gefor am Fall vun Héichwaasser kéinten duerstellen, esou och nom Héichwaasser am

## Le saviez-vous ?

### AMENDEMENT

Un amendement est une proposition qui émane soit du Gouvernement soit d'un député et qui vise à modifier un projet de loi ou une proposition de loi lors de son examen en commission ou en séance plénière.



Juli. Et ass allerdéngs net méiglech, fir all Plaz ze erkennen. Dat hânt och mat der Accessibilitéit vun de jeeweiligen Deeler vun de Baachen an den Terrainen of. Dofir ass et wichteg, dass extern Acteure sech bei der Waasserverwaltung mellen, falls hinnen esou Situatiounen opfalen. Déi zoustänneg Servicer vun der Waasserverwaltung kënnen dann op der Plaz d'Situatioun ofschätzen an eventuell noutwendeg Aarbechte koordinéieren.

**Question 4942** (09.09.2021) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant l'hôpital militaire :

No aktuellem Stand (Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 2858 vom 15. Oktober 2020 vun den ADR-Deputéierte Fernand Kartheiser a Jeff Engelen) soll de Konzept vun engem Major Incident Hospital („Militärspidol“) fir de Fall vun enger schwéierer sanitärer Kris vum Escher Spidol CHEM als Partner vum Verdedegungsministère ëmgasat ginn. Elo ass de Bau vum CHEM sengem neie Südspidol, dat och als Site vum Militärspidol virgesinn ass, ëm fënnf Joer no hanne geréckelt ginn. Wat dat fir d'Militärspidol bedeit, wëll ech mat dëser Fro un d'Regierung klären:

1. Wat fir Konsequenzen huet d'Kënnegung vun HTE-Vertrag duerch d'Escher Spidol op de Bau vun engem Militärspidol um nämmleche Site? Wëll d'Regierung weider un deem Site festhalen?

2. Wat fir Konsequenzen huet e Retard beim Bau vum Militärspidol op d'Entwécklung vum Lëtzebuerger Verdedegungsbudget?

3. Steet d'Regierung nach ëmmer ganz hannert dem Konzept vun engem Major Incident Hospital?

4. Wäre et net denkbar, datt de Konzept vum Militärspidol elo esou konzipéiert an ugepasst gëtt, datt en Hôpital militaire de campagne op engem nidderegen Echelon méiglechst séier um Terrain kéint deployéiert ginn, och schon ier déi Gebailechkeete beim Südspidol Realitéit ginn?

**Réponse commune** (08.10.2021) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé*, et de **M. François Bausch**, *Ministre de la Défense* :

ad 1. + 3. D'Kënnegung am Kontext vum Südspidol esouwéi d'Erfahrungen, déi aus der Covidkris konnte gezu ginn, wäerten een Impact op de Konzept vum „Major Incident Hospital“ hunn. Momentan si Gesprächer tëschent Defense a Santé amgaangen, fir op Hand vun dësen Elementer d'Richtung vum Projet nei auszeleeën.

ad 2. À ce stade gëtt dëse Projet nach net am Lëtzebuerger Verdedegungsbudget consideréiert.

ad 4. Nee, d'Konzept vun engem „Major Incident Hospital“ an dat vun engem Hôpital militaire de campagne sinn esou grondverschieden, dass dat net ëmsetzbar ass.

**Question 4943** (09.09.2021) de **M. Roy Reding** (ADR) concernant les agressions contre le personnel du secteur public :

De 4. September koom et zu engem sécherheetspoliteschen Tëscheffall op der Stater Gare, deen an der Effentlechkeet fir vill Diskussioun gesuergt huet, well en Ausschnëtt, deen iwwert e kuerzen Handysvideo publizéiert gouf, an den Ae vu ville Lëtzebuerger Bierger op en ze rigouéist Virgoe vun der zoustänneger Sécherheetsfirma higewisen hätt.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gären dës Fro stellen:

1. Wéi vill Plaintë goufen 2019 an 2020 weinst Iwwergrëff op effentlecht Personal virbruecht?

2. Kann d'Regierung eng tabellaresch Opstellung presentéieren, déi weist, wéi vill vun dëse Plaintë vun Agente vun der Police, vum Personal aus Zuch a Bus (hei och vu Chauffeure vu private Firmaen, déi am Opdrag vum Transportministère effentlech Linne fueren), Rettungsdéngschter souwéi Pecherte vun de Gemenge virbruecht goufen?

3. Kann d'Regierung eng tabellaresch Opstellung presentéieren, bei wéi ville vun dëse Plaintë verbal Iwwergrëff gemellt goufen a wéi se sech opdeelen (Beleedigung, Bedroung asw.) a wéi oft et sech ëm kierperlech Iwwergrëff gehandelt huet? Kann d'Regierung och hei déi an der Fro virdu genannten Déngschtkategorië preziséieren?

4. Kann d'Regierung eng tabellaresch Opstellung presentéieren, wéi vill Membere vun effentleche Personal während deene genannte Joren opgrond vu kierperlechen Iwwergrëff hu missen hospitaliséiert ginn an och hei déi jeeweileg Déngschtkategorië preziséieren?

5. Kann d'Regierung elaboréieren, ob et an de Joren 2013 bis 2020 zu sou schlëmme kierperlechen Iwwergrëff op effentlecht Personal koom, datt déi betraffe Leit hire Beruff duerno net méi weider ausüben konnten? Wa jo, wéi vill d'Äntwert ginn et an

op wéi eng vun deene genannten Déngschtkategorië entfalen se (respektiv wéi eng aner Servicer)?

6. Kann d'Regierung elaboréieren, ob am Joer 2019 (virun der Covidpandemie) Plaintë virbruecht goufen, well et zu Iwwergrëff op privat Sécherheetspersonal koom, dat bei effentleche Veranstaltungen am Opdrag vu staatlechen Institutiounen am Asaz war? Wa jo, kann d'Regierung preziséieren, a wéi ville Fäll an ëm wéi eng Kategorië (verbal oder kierperlech) vun Iwwergrëff et sech dobäi gehandelt huet?

7. Kann d'Regierung elaboréieren, wéi vill vun dëse Fäll duerch d'Justiz verfollegt goufen an a wéi ville Fäll et zu enger Verurteilung koom?

**Réponse commune** (05.10.2021) de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Justice*, et de **M. Henri Kox**, *Ministre de la Sécurité intérieure* :

ad 1. D'Statistiken, déi erfaasst goufen, beruffe sech op d'Artikelen 269 bis 274, 276, 280 an 281 vum Code pénal. Et sief heibäi bemierkt, datt de JUCHA keen Ennerscheed mécht, ob et sech ëm e Member vun der Police oder en „agent dépositaire de l'autorité ou de la force publique“ handelt:

- am Joer 2019 goufen et 219 nei Affären,  
- am Joer 2020 goufen et 292 nei Affären.

ad 2. D'Datebanke vun der Police erlaben et net, Plainten no spezifesche Beruffssparten ze filteren.

ad 3. Wéi an der viregter Äntwert beschriwwen, ass et net méiglech, den Detail vu Plaintë statistesch ze liwweren.

Plainten, déi ënnert d'Kategorie „outrages à agents“ falen, belafe sech fir 2019 op 177 a fir 2020 op insgesamt 262 Plainten.

ad 4. Wat d'Police betrëfft, goufen et 2019 43 Fäll, wou Policebeamte blesséiert goufen opgrond vu kierperlechen Iwwergrëff.

2020 goufen et 20 Fäll, wou Policebeamte blesséiert goufen opgrond vu kierperlechen Iwwergrëff.

Ob Beamten hu missen hospitaliséiert ginn, ass net erfaasst.

ad 5. Wat d'Police betrëfft, ass an där Period kee Fall bekannt, wou ee Beamte säi Beruff net méi hätt kënnen ausüben no engem kierperlechen Iwwergrëff.

ad 6. D'Datebanke vun der Police erlaben et net, Plainten no spezifesche Beruffssparten ze filteren.

ad 7. An de Joren 2019 an 2020 goufen zesumme 511 Affären opgemaach. Vun deene 511 Affären koom et an 88 Fäll zu enger Poursuite an a 56 Fäll zu enger Verurteilung.

**Question 4944** (10.09.2021) de **Mme Chantal Gary** et **M. François Benoy** (déi gréng) concernant le congé de paternité :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, les salariés du secteur privé ainsi que les fonctionnaires peuvent bénéficier d'un congé de paternité de dix jours lors de la naissance ou de l'accueil d'un enfant de moins de 16 ans en vue de son adoption. Ce congé extraordinaire pour motif personnel permet aux nouveaux pères de s'impliquer dans les tâches parentales et domestiques. Or, les travailleurs indépendants ne peuvent pas bénéficier du congé de paternité.

L'accord de coalition 2018-2023 stipule : « Le congé de paternité de dix jours dont peuvent bénéficier des salariés sera ainsi rendu applicable aussi aux indépendants. » (p. 138)

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Classes moyennes et à Madame la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :

1) Monsieur et Madame les Ministres peuvent-ils nous renseigner sur l'état des travaux dans ce dossier ?

2) Peut-on déjà prévoir quand les indépendants pourront bénéficier du congé de paternité ?

**Réponse commune** (11.10.2021) de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes*, et de **M. Dan Kersch**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire* :

Une répartition équilibrée des tâches et responsabilités entre les parents figure parmi les priorités politiques du Gouvernement dans la mesure où elle rend la société plus vivante, plus moderne et plus équitable.

C'est sur cet arrière-fond que, dans un passé récent, le Gouvernement a initié de multiples réformes comme la flexibilisation du congé parental, l'introduction de nouveaux modes d'organisation du travail, le recours au télétravail ou encore l'extension du congé de paternité à dix jours pour les fonctionnaires et les salariés.

Dans la continuité des réformes du passé, le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire travaille actuellement sur un avant-pro-

jet de loi qu'il est envisagé de déposer au courant du premier semestre 2022.

Ce nouveau texte aura comme objectif d'adapter le congé de paternité aux nouveaux modèles familiaux et le rendra accessible aux indépendants.

**Question 4950** (13.09.2021) de **MM. Fred Keup** et **Jeff Engelen** (ADR) concernant les **subsidés payés aux associations** :

D'Subsidier vum Kulturministère si weesentlech fir d'Fonctionéieren an d'Iwwerliewe vun de Veräiner. An deem Zesummenhang hu mir folgend Froen un d'Madamm Kulturminister:

1. Wéi héich ass de globale Subsid, deen un déi eenzel Veräiner an Organisatiounen an de Joren 2019 an 2020 ausbezuelt gouf?

2. Wéi eng Veräiner resp. Organisatioune kruten ee Subsid accordéiert a wéi héich war dëse Betrag am Eenzelen?

3. Op wat fir enger gesetzlecher Basis oder no wat fir Critère ginn dës Subsiden accordéiert?

4. Wat fir ee Betrag gouf an de Joren 2019 an 2020 reegelméisseg ausbezuelt un Organisatioune opgrond vu Konventiounen a wéi héich war dëse Betrag?

5. Goufen an dëse Joren och aussergewéinlech Subsiden un eenzel Organisatiounen oder Veräiner ausbezuelt an a wat fir engem Zesummenhang?

**Réponse** (01.10.2021) de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Culture* :

Wat d'Froen 1, 2, a 4 betrëfft, verweisen ech op d'Rapports d'activité 2019 an 2020 vum Kulturministère, wou déi gefroten Informatiounen fräi zougänglech sinn. Dës Rapporten goufen un d'Chamber geschéckt a kënnen um Internetsite vum Kulturministère erfogeluuede ginn.

Och d'Krittären, unhand vun deene Subsiden a Boursen accordéiert ginn, kënnen um Internetsite vum Kulturministère respektiv op guichet.lu nogelies ginn.

Am Kader vun der Pandemie goufen am Budgetsjoer 2020, iwwert den Hëllefspak Neistart Lëtzebuerg - Culture, aussergewéinlech Subsiden an héicht vu 5 Milliounen Euro un de Kultursecteur ausbezuelt. Och heizou sinn d'Detailer am Rapport d'activité 2020 vum Kulturministère erëmzefannen.

**Question 4951** (13.09.2021) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** (CSV) concernant les **conséquences d'un récent arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne relatif aux crédits aux consommateurs** :

Il ressort d'un arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne (sixième chambre) du 9 septembre 2021 relatif à l'interprétation de l'article 10, paragraphe 2, et de l'article 14, paragraphe 1, de la directive 2008/48/CE du Parlement européen et du Conseil, du 23 avril 2008, concernant les contrats de crédit aux consommateurs et abrogeant la directive 87/102/CEE du Conseil (JO 2008, L 133, p. 66) dans les affaires jointes C-33/20, C-155/20 et C-187/20 que de nombreux crédits aux consommateurs seraient contraires à la loi. Pour citer le journal allemand welt.de : « EuGH-Urteil zugunsten der Verbraucher - Millionen Autokreditverträge ». Et d'ajouter : « Verbraucher können nun ihren Vertrag widerrufen, auch wenn er schon viele Jahre alt ist, und das Auto zurückgeben, sagen Verbraucherschützer. »

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Quelles sont, selon Madame et Monsieur les Ministres, les conséquences du précité arrêt pour les consommateurs luxembourgeois ?

2) Quelles en sont, selon le Gouvernement, les conséquences pour les banques luxembourgeoises et la place financière ?

3) Quelles sont, enfin, les conséquences pour le marché de l'automobile luxembourgeois ?

**Réponse** (12.10.2021) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Protection des consommateurs* :

Par son arrêt du 9 septembre 2021 (affaires jointes C-33/20, C-155/20 et C-187/20), la Cour de justice de l'Union européenne s'est prononcée sur des questions préjudicielles formulées par le Landgericht Ravensburg (Allemagne) dans le cadre de litiges opposant plusieurs consommateurs à des sociétés de crédit automobile au sujet du bien-fondé des demandes de rétractation introduites par ces consommateurs. Ces questions préjudicielles portaient sur l'interprétation à donner des articles 10, paragraphe 2, et 14, paragraphe 1, de la directive 2008/48/CE. La Cour de justice a mis en évidence certaines des mentions devant obligatoirement figurer de manière claire et concise dans le contrat. Le contrat de crédit

doit notamment obligatoirement mentionner le type de crédit (en l'occurrence un contrat de crédit lié), la durée du contrat de crédit, le taux d'intérêt de retard et le mécanisme d'adaptation du taux d'intérêt de retard applicable au moment de la conclusion du contrat de crédit. En cas de modification du taux d'intérêt de retard en fonction du changement du taux d'intérêt de base déterminé par la banque centrale d'un État membre, le mode de calcul du taux d'intérêt de retard en fonction du taux d'intérêt de base doit figurer dans le contrat. Doivent également être indiqués le mode de calcul de l'indemnité en cas de remboursement anticipé du prêt d'une manière concrète et facilement compréhensible pour le consommateur, les situations dans lesquelles un droit de résiliation est reconnu aux parties au contrat selon la réglementation nationale, les informations essentielles relatives à toutes les procédures extrajudiciaires de réclamation ou de recours à la disposition du consommateur ainsi que des informations complémentaires telles que leur coût ou leurs modalités pratiques.

Dans le cas où l'une de ces mentions obligatoires ne figurait pas dans le contrat de crédit et n'a pas non plus été dûment communiquée ultérieurement, indépendamment du point de savoir si ce consommateur ignorait l'existence de son droit de rétractation sans être responsable de cette ignorance, la Cour considère que le consommateur peut exercer son droit de rétractation sans que le prêteur ne puisse opposer une exception de forclusion ou d'abus de droit.

Les consommateurs luxembourgeois, à l'instar des consommateurs allemands, ont la possibilité de se saisir des apports de cet arrêt apportant des précisions sur les mentions devant obligatoirement figurer dans un contrat de crédit ainsi que sur l'exercice du droit de rétractation. Les dispositions de la directive interprétées par la Cour de justice de l'Union européenne ont été transposées de manière fidèle par le législateur luxembourgeois aux articles L.224-1 à L.224-27 du Code de la consommation. Il convient cependant de relever que l'arrêt ne règle pas toutes les répercussions de l'exercice du droit de rétractation du contrat sur le contrat de vente de bien ou le contrat relatif à la prestation de service financé par le contrat de litige litigieux. Cette problématique, non réglementée par la directive 2008/48/CE elle-même, devrait être laissée à l'appréciation souveraine des juges nationaux qui devront déterminer si le consommateur pourrait être tenu, en cas de restitution du bien financé, d'indemniser le vendeur en raison de la dépréciation de la valeur du bien.

La jurisprudence nationale qui en résulterait pourra informer sur les conséquences éventuelles pour les marchés luxembourgeois de l'automobile, voire de la place financière.

**Question 4952** (13.09.2021) de **M. Sven Clement** (Piraten) concernant le **soutien pour les bénéficiaires de protection internationale** :

A menger parlamentarescher Fro N° 4006 hat ech d'Regierung ëm verschidden Zuelen an Informatiounen betreffend d'Integratioun vu Flüchtlingen zu Lëtzebuerg gefrot.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Immigrationoun an Asyl, Aarbecht, Bildung a fir Famill an Integratioun dës Fro stellen:

1. Op d'Fro 4.2 betreffend d'Sproocheformatiounen („Deckt d'Offer vun dëse Coursen d'Demande vun de BPlen?“) hunn d'Ministernen net kloer geäntwert. Ech wéilt d'Fro dofir anescht stellen:

Hunn d'Ministernen eng Aschätzung dovunner, wéi vill Flüchtlingen hei am Land tatsächlech Demandeur fir e Sproochecours sinn? Wëssen d'Ministernen, wéi d'Offer op dës Demanden zougeschnidden ass?

2. Op d'Fro 4.4 a 4.5 äntwert d'Regierung: „Am Prinzip ginn d'Formatiounen mat engem Certificat de formation ofgeschloss“ an „[d]en Taux de réussite hânt vun deenen ënnerschiddleche Sproocheformatiounen of [...]“

Mir ass bekannt, dass verschiddene Sproocheformatiounen de Participanten een Zertifikat ausstellen, egal, ob se d'Kompetenze vun Sproochecours erreicht hunn oder net. Sinn esou Zertifikater, an den Ae vun der Regierung, deen effikasste Wee, fir den Opbau vun de Sproochekenntnisser ze féerden? Oder denken d'Ministernen, dass obligatoresch Ofgeschlossexamen ee bessere Wee wieren?

3. D'Zil vun de Sproochecoursë fir d'Flüchtlinge muss et sinn, hinnen op eng effikass a schnell Manéier Sproochkompetenzen ze vermëttelen, déi se brauchen, fir hei am Land schaffen ze kënnen. Virun allem bei Flüchtlingen, déi d'laténgesch Alphabet net beherrschen, stellt sech och de Problem vun der Alphabetisierung. Wéi mer zougedroe gouf, ginn et Fäll, an deene Flüchtlingen och no Jore mat Sproochecoursen nach net mat der Alphabetisierung ofgeschloss hunn an deemno nëmme schwéier Fouss um Aarbechtmarkt faasse kënnen.



Wéi kann d'Regierung dëse Flüchtlingen hëllef, fir op eng schnell an effikass Manéier Sproochkenntnisser fir d'Schaffwelt ze sammelen?

4. Donieft hu vill Flüchtlingen am Land aktuell ee Problem, fir eng eege Wunneng ze fannen. D'Logementskris affektéiert vill BPlen, déi - mat oder ouni Aarbecht - oft keng Wunneglegcheit um private Marché zu Lëtzebuerg fannen. Wéi aus dem Bilan vun 2020 iwwert den Asyl zu Lëtzebuerg ervirgeet, sinn 43 % vun de BPlen nach ëmmer an enger Wunneng vum ONA logéiert. Wéi wëll dës Regierung an den nächsten zwee Joer dofir suergen, dass dës Leit eng Wunneng zu Lëtzebuerg kënnen fannen?

5. D'Aschreiwungszuele vun der ADEM an der Äntwert vun de Ministere weisen, dass iwwer Joren am Duerchschnëtt nëmme 25 % vun den Demandeurs d'emploi Frae sinn. D'Informationen aus de Rapporte vum Ausseministère erginn, dass bei de Fluxen am Duerchschnëtt 40 % vun den DPlen Frae sinn.

Wéi vill Fraen hei am Land hunn aktuell de Statut als DPI? Wéi vill hunn de Statut als BPI?

Kann een aus den Zuelen erausschleissen, dass sech prozentual manner Frae mat Migratiounshangergrond bei der ADEM aschreiwene ewéi Männer? Falls jo, wat sinn d'Grënn dofir a besteet de Ministeren no een Handlungsbedarf? Falls jo, wat fir Initiative sinn hei amgaangen?

**Réponse commune** (14.10.2021) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, de **M. Dan Kersch**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*, de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration* :

ad 1. Fir erwuesse Flüchtlingen zu Lëtzebuerg gi follgend Sproochecoursen uegebueden:

1. Sproochecoursé spezifesch fir „demandeurs de protection internationale“ (DPI)/„bénéficiaires de protection internationale“ (BPI) am Kader vum Parcours d'intégration accompagné (PIA).

Dës Coursé si gratis a gi vum Service de la formation des adultes (SFA) uegebueden. Et handelt sech ëm Alphabetisatiounscoursen op Franséisch a Franséischcoursen als Integratiounssprooch. D'Objektiv ass et, dass d'Leit, jee no Ausgangssituatioun, an 120-360 Stonnen en Niveau A1 ofschleissen. All DPI kritt dës Coursen e puer Wochen no senger Arrivée hei zu Lëtzebuerg uegebueden. Dës Coursé ginn op follgende Plazen uegebueden, fir méiglechst no bei de Leit ze sinn: Dikrech, Waarken, Lëtzebuerg, Esch/Uelzecht, Belval.

2. Sproochecoursé spezifesch fir DPI/BPI am Kader vum zweete Bildungswee

Als Suite vun de Sproochecoursen am Kader vum PIA gi 5<sup>e</sup>-Klassen an d'Voie préparatoire offéiert mat intensiv Franséischcoursen, fir de Leit de Sprong an d'Berufsausbildung oder op den Aarbechtsmarché ze erméiglechen. Dës Klasse ginn och vum Service de la formation des adultes organiséiert.

3. Konventionéiert Sproochecoursen

Gemengen an Associatiounen bidde Sproochecoursé fir Erwuessener am Allgemengen un. Jee no Situatioun vun der Persoun ass den Accès mat engem Tarif réduit méiglech, woubäi de Participant dofir nach zéng Euro/Cours bezitt. D'Differenz zum normalen Tarif gëtt vum Educatiounsministère ausgeglaach. Dës Coursé ginn iwwert d'ganz Land organiséiert a si fir DPI/BPI am Prinzip zum Tarif réduit zougänglech.

4. Sproochecoursen am Institut national des langues (INL)

DPI/BPI, déi scho gutt Franséisch kënnen, ginn an den INL orientéiert, wou si entweder Lëtzebueresch oder Däitsch kënnen léieren, jee no Besoin. Och Leit, déi PIA-Coursen ofgeschloss hunn, kënnen hir Sproochkenntnisser am Franséische weider am INL verdéieren. D'Aschreiwung am INL ass och zum Tarif réduit méiglech, wann de Kandidat d'Bedéngungen erfëllt.

En général ass et d'Reegel, dass d'Offer esou gutt wéi méiglech der Demande uegësst gëtt. All DPI/BPI gëtt vum Encadrementspersonal a sengem Foyer an d'Maison de l'orientation geschéckt. Do ginn d'Leit an déi jeeweileg Sproochecoursen orientéiert an ageschriwwen.

D'Offer deckt deemno d'Demande of. Punktuell entstinn Enkpäss, déi awer no e puer Wochen ëmmer erëm nees kënnen opgefaange ginn.

ad 2. Et ginn am Kader vun der Intégration linguistique keng Examen organiséiert. D'Apprenante ginn am Kader vum enger formativer Evaluatioun par rapport zum GER (Gemeinsamer Europäischer Referenzrahmen) orientéiert. Am Kader vum zweete Bildungswee kréien d'Leit eng Zensur wéi am Lycée.

An deem Sënn kann een net vum engem Taux de réussite schwätzen. D'Objektiv an d'Léierkapazitéit vun de Leit si ganz ënnerschiddlech. Aus deem Grund vermeit den SFA ofgeschlossexamen a gëtt de Leit e méiglechst konkreeten a positive Feedback

iwwert hir Kompetenzen, begleet mat engem personaliséierte Suivi. Am Fall wou d'Leit en Niveau errechen, deen ee kann zertifizéieren, gëtt dat selbstverständlech gemaach.

ad 3. Wéi bei all Léierpopulatioun gëtt et och bei den DPI/BPI Leit mat Léierschwierigkeeten. Derbäi kënn nach, dass eng Rei Leit duerch hire Vécu traumatiséiert sinn, wat e schnellt Léieren och drastesch kann aschränken.

Am Kader vun enger Reform vum SFA gëtt dru geduecht, fir eng speziell Équipe psychosociale fir erwuesse Apprenanten opzebauen. Zum Deel ginn déi Leit schonns encadréiert, mee déi Equipe muss nach weider mat Kompetenzen am psychologesche Beräich verstärkt ginn.

Verschieden DPI/BPI hunn och schon e gewëssen Alter a wärend ni oder bal ni a Kontakt mat enger Schoul. Dës Leit brauchen natierlech Zäit, fir eist Alphabet an eng nei Sprooch ze léieren. Si gi mat der Situatioun konfrontéiert, dass si musse léieren ze léieren.

Den Opbau an d'Organisatioun vun de Coursen erlaabt et jiddwerengem, a sengem Tempo weiderzkommen, ouni sanktionéiert ze ginn.

ad 4. 2015 ass vun der viregter Regierung eng konkret Mesure en place gesat ginn, fir méi Wunnengen ze mobiliséieren, spezifesch fir BPlen, a mir verweisen an deem Kontext op d'Äntwert op d'QP Nr. 4757. Doriwwer eraus kënnen a musse sech BPI op d'Waardelëscht vun all Promoteur social androen, déi zu Lëtzebuerg am Beräich vum abordable Wunraum aktiv sinn a ginn dann no de selwechte Reegele behandelt ewéi all Persoun, déi sech op dës Waardelëscht andréit.

ad 5. Bei de Leit, déi Enn August 2021 als DPI enregistriert waren, waren 32,6 % Fraen a 67,4 % Männer.

	Féminin	Masculin	Total
Total	666	1.374	2.040
Première instance	518	1045	1.563
Au contentieux	148	329	477

Bei de Leit, déi Enn August 2021 ee valabelen Openthaltsstitel als BPI haten, waren 42,61 % Fraen a 57,39 % Männer.

	Féminin	Masculin	Total
Total	2.499	3.366	5.865

Aus den Zuele kann een net erausschleissen, dass sech prozentual manner Frae mat Migratiounshangergrond bei der ADEM aschreiwene ewéi Männer, ënnert anerem well d'Nationalitéit, déi bekannt ass, nëischt iwwert de Migratiounshangergrond ausseet. Ausserdeem muss och net all Persoun, déi eng Aarbecht sacht, bei der ADEM ageschriwwen sinn. Esou kënnen zum Beispill verschidde REVIS-Bezéier beim ONIS ageschriwwen sinn an net bei der ADEM.

**Question 4953** (14.09.2021) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** (CSV) concernant l'imposition des frontaliers français :

Le 9 septembre 2021, la députée européenne Nathalie Colin-Oesterlé et le maire de Metz François Grosdidier ont interpellé le Ministre français de l'Économie, Bruno Le Maire, dans une lettre ouverte au sujet de l'imposition des frontaliers français. D'après ces élus, il semblerait que les nouvelles dispositions de la convention fiscale liant le Luxembourg et la France pénalisent fiscalement certains frontaliers qui ont vu leur charge fiscale pour l'année d'imposition 2020 augmenter.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Monsieur le Ministre avait-il anticipé cette possible augmentation de la charge fiscale pour certains frontaliers français ? Quelle est son appréciation de la situation ?

- Monsieur le Ministre estime-t-il qu'il est nécessaire de revoir les dispositions de la convention fiscale liant le Luxembourg et la France afin d'éviter l'augmentation de la charge fiscale de ces frontaliers français ?

- Monsieur le Ministre ne craint-il pas que cette augmentation de la charge fiscale pourrait conduire certains frontaliers français à ne plus vouloir travailler au Luxembourg et provoquer un manque de main d'œuvre sur un marché de travail luxembourgeois déjà très tendu ?

**Réponse** (15.10.2021) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances* :

L'objectif de la nouvelle convention fiscale avec la France, signée le 20 mars 2018, était de moderniser l'ancienne convention de 1958 afin de notamment tenir compte des standards de la fiscalité internationale du 21<sup>e</sup> siècle et pour aligner le texte de l'accord avec les derniers modèles de convention de l'OCDE, y inclus les standards issus du projet BEPS.

De manière générale, il existe deux méthodes pour éliminer la double imposition des revenus couverts par une convention fiscale. Il s'agit d'un côté de la méthode d'imputation et de l'autre de la méthode de l'exemption avec clause de progressivité. Les deux méthodes figurent dans le modèle de convention de l'OCDE et sont acceptées à pied d'égalité par la communauté internationale. Dans ce contexte, il est à noter de manière générale que lors des négociations d'une convention bilatérale fiscale, chaque État choisit la méthode qui lui convient le mieux pour imposer ses propres résidents et il n'appartient pas à l'autre État de remettre ce choix en question.

Dans le cadre de la convention de 1958, le Luxembourg et la France avaient retenu la méthode de l'exemption avec réserve de progressivité, l'État de la résidence conservant ainsi de manière générale le droit de calculer au taux correspondant à l'ensemble du revenu, les impôts afférents aux éléments du revenu dont l'imposition lui est réservée.

La convention fiscale franco-luxembourgeoise de 2018 contenait dans sa version initiale en son article 22 les principes directeurs pour l'élimination de double imposition. Le Luxembourg y a maintenu son choix de la méthode de l'exemption avec réserve de progressivité, alors que la France a changé de méthode en optant pour la méthode de l'imputation.

Le choix de la méthode de l'imputation a soulevé un certain nombre d'interrogations, dont notamment la crainte d'un risque de double imposition temporaire ou de paiement d'un supplément d'impôt pour certains contribuables résidents français.

Par la suite, et suite à une réunion en 2019 entre les deux autorités compétentes, un avenant a été signé en octobre 2019 avec lequel la France est revenue à la méthode utilisée dans l'ensemble des conventions fiscales françaises depuis plusieurs années, à savoir la méthode de l'exemption avec réserve de progressivité sous une autre forme.

Cet avenant propose donc bien un retour aux principes de l'ancienne convention pour éliminer la double imposition, tout en contenant quelques précisions quant aux modalités d'application de la méthode de l'exemption avec réserve de progressivité. Ainsi, l'article 22, paragraphe 1<sup>er</sup>, de la convention, tel que modifié par l'avenant du 10 octobre 2019, précise désormais que les revenus luxembourgeois sont pris en compte avec leur montant brut sans déduction des impôts payés au Luxembourg lors de la détermination du taux effectif en France.

Il convient de noter que ce choix méthodique est reconnu internationalement et qu'il est également utilisé par le Luxembourg pour éliminer la double imposition sur les revenus salariaux. La différence réside dans le fait que ce principe est établi au Luxembourg par le droit interne. En effet, le Luxembourg ne déduit pas non plus les impôts personnels étrangers lorsqu'il détermine le taux global.

Cependant, il s'avère que cette modalité d'application peut entraîner chez certains contribuables français touchant des revenus mixtes de sources française et luxembourgeoise une augmentation de la charge d'impôt en France. Pour cette raison, le Gouvernement français a annoncé le 1<sup>er</sup> octobre 2021 vouloir suspendre pour deux ans cette nouvelle méthode de calcul et de procéder pendant ce temps à une évaluation de l'impact pour les frontaliers de ce changement.

En ce qui concerne la troisième question des honorables Députés relative à une attractivité potentiellement moindre du Luxembourg pour les frontaliers français, il y a lieu de noter qu'il n'existe à ce stade pas d'éléments tangibles pointant dans une telle direction.

**Question 4954** (14.09.2021) de **MM. Marc Hansen** et **François Benoy** (déi gréng) concernant la réforme de l'impôt foncier :

Dans leur réponse à la question parlementaire n° 4365, Monsieur le Ministre des Finances et Madame la Ministre de l'Intérieur affirment que les travaux préparatoires concernant la refonte de l'impôt foncier dépendraient de la disponibilité de données issues des PAG de la nouvelle génération. À l'heure actuelle, 57 communes ont adopté des PAG mouture 2011.

Au vu de l'urgence en matière de logements, il existe aujourd'hui un consensus, largement partagé par les chercheurs<sup>2</sup>, qu'une refonte de l'impôt foncier joue un rôle crucial pour la mobilisation de terrains et donc l'accès au logement. Par ailleurs, le Gouvernement s'est engagé par son accord de coalition de réformer l'impôt foncier afin de « contre-carrer la spéculation foncière ». Notons aussi que la réforme de l'impôt foncier figurait aussi déjà dans l'accord de coalition 2013-2018.

<sup>2</sup> Antoine Paccoud, Markus Hesse, Tom Becker & Magdalena Górczyńska (2021) Land and the housing affordability crisis: landowner and developer strategies in Luxembourg's facilitative planning context, Housing Studies.

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Madame la Ministre partage-t-elle l'avis qu'il n'y a aucune raison d'attendre l'adoption du dernier PAG de nouvelle génération avant de déposer le projet de loi portant réforme de l'impôt foncier ? Quel est l'échéancier pour la réforme de l'impôt foncier ?

2) Est-il prévu d'introduire avec la réforme de l'impôt foncier une surtaxe spécifique pour les terrains immédiatement constructibles (Baulücken) ainsi qu'une surtaxe spécifique pour les terrains classés en zones destinées à des fins d'habitation mais non encore viabilisés ?

3) Il existe différentes propositions concrètes pour mobiliser des terrains constructibles. Quel est l'avis de Madame la Ministre par rapport à la proposition de soumettre ces terrains constructibles à un impôt annuel correspondant à environ 10 % de la valeur marchande du terrain ?

4) Madame la Ministre envisage-t-elle d'introduire des dérogations à cette surtaxe de rétention de terrains constructibles ? Quelles seront, le cas échéant, ces dérogations ?

5) Quel serait - selon l'avis de la Ministre - un niveau de taxation adapté pour les terrains classés en zones destinées à des fins d'habitation mais non encore viabilisés ?

**Réponse** (25.10.2021) de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur* :

À l'occasion de l'état de la nation, plusieurs annonces ont été faites concernant la réforme de l'impôt foncier, dont celle que le Gouvernement a pour objectif de déposer un projet de loi dans les douze mois à venir. Il est vrai que l'adoption du plan d'aménagement général (PAG) nouvelle génération par l'ensemble des communes ne conditionne pas le dépôt du projet de loi en question.

En effet, le nombre de PAG dont la refonte a abouti est d'ores et déjà suffisant pour pouvoir procéder à des simulations fiables permettant de finaliser et de calibrer le nouveau modèle de calcul relatif à l'impôt foncier. Cependant, il y a lieu de préciser que les PAG nouvelle génération constituent un pré-requis indispensable pour établir ultérieurement les bulletins d'impôt foncier.

L'impôt foncier sera complété par une composante supplémentaire, visant seulement les terrains non construits pendant un certain laps de temps. Cet impôt sera progressif, dans la mesure où il est destiné à augmenter annuellement à partir de sa première exigibilité. Il visera tant les terrains immédiatement constructibles (« Baulücken ») que les terrains nécessitant encore des travaux de viabilisation, situés dans les zones destinées prioritairement à des fins d'habitation. Il sera par ailleurs tenu compte de l'envergure des travaux et procédures nécessaires en amont des travaux de réalisation de constructions sur les terrains concernés, notamment en matière de plans d'aménagement particulier.

Il est encore trop tôt pour évoquer des taux précis, dont la détermination suppose des analyses plus approfondies qui restent à être effectuées. En revanche, il est évident que l'imposition devra être suffisamment élevée pour produire l'impact escompté. Dans le cadre des travaux de préparation du projet de loi, des simulations seront effectuées pour définir un seuil critique, étant précisé qu'il est toutefois certain que les taux devront augmenter de manière progressive au fil du temps pour atteindre la finalité de l'impôt.

**Question 4955** (14.09.2021) de **M. André Bauler** (DP) concernant les panneaux touristiques le long des autoroutes :

Les Ardennes luxembourgeoises se distinguent par leur riche patrimoine historique et leurs paysages variés. L'Oesling se caractérise en particulier par ses châteaux forts dont celui de Vianden, l'attraction touristique la plus visitée du Grand-Duché.

Il y a plus de 15 ans, les panneaux touristiques le long de nos autoroutes ont été fixés par un groupe de travail composé de représentants de différents ministères. À l'époque, un seul panneau avait été retenu pour la région de l'« Éislek », à savoir à l'entrée de la commune de Schieren.

Or, à mon opinion, il s'avérerait indispensable d'en ériger un sur l'autoroute A7 entre le Viaduc « Glaasbourgronn » et le Tunnel « Stafelter » afin que les touristes venant notamment de France et d'Allemagne puissent aisément remarquer dans quel sens ils doivent rouler pour atteindre le nord du Luxembourg tout en les sensibilisant au riche patrimoine de ce dernier.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :



1) Un nouveau panneau touristique à édifier sur l'A7 entre le viaduc « Glaasbuurgronn » et le tunnel « Stafelermiter » a-t-il déjà été validé par le groupe de travail interministériel ?

2) Dans l'affirmative, dans quels délais pourrait-il être mis en place ?

3) Quel sujet aurait été retenu pour représenter au mieux le patrimoine historique de nos Ardennes ? Le château-palais de la cité de Vianden ne serait-il pas le meilleur sujet en la matière ?

**Réponse** (25.10.2021) de **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics** :

Les panneaux touristiques ont été élaborés pour la promotion des régions luxembourgeoises sur le réseau de la grande voirie, à l'instar d'autres pays. Les panneaux des régions retenues ont été positionnés de façon à donner à l'automobiliste l'information au plus près de la région représentée, c'est-à-dire le « Mullerthal » sur l'autoroute A7 près de la route nationale N11 « lechternacherstrooss », la « vallée des sept châteaux » sur l'A7 près du chemin CR102 à Reckange/Mersch et ainsi de suite. Ces emplacements ont été délibérément choisis et limités à un strict minimum en accord avec les régions touristiques à faire promouvoir et afin d'éviter une prolifération abusive d'informations inutiles à la conduite sûre de véhicules sur ce même réseau autoroutier. Tous les panneaux retenus sont publiés sous :

<https://pch.gouvernement.lu/fr/administration/competences/signalisation-routiere/signalisation-verticale.html>.

ad 1) + 2) Le panneau « Éislek » annonce l'Oesling près de Schieren sur la route B7 en direction nord selon le principe énoncé ci-avant et il n'est pas prévu d'implémenter de panneaux supplémentaires.

ad 3) Sur le panneau existant sont représentés le monument national de la grève à Wiltz, les châteaux forts de Vianden et de Bourscheid et l'illustration d'une vallée creusée par une rivière caractéristique de la région. Ces sujets ont été choisis pour représenter au mieux le patrimoine historique de la région des Ardennes luxembourgeoises, voire l'Oesling.

**Question 4956** (14.09.2021) de **M. Gusty Graas (DP)** concernant la **semaine européenne de la mobilité** :

Chaque année, du 16 au 22 septembre, se déroule la semaine européenne de la mobilité dans un bon nombre de pays en Europe et au-delà, afin de sensibiliser les citoyens à des modes de transport plus durables, en organisant par exemple une journée sans voiture.

Or, force est de constater qu'en 2021 seulement 23 des 102 communes du Luxembourg participeront à cette initiative, tandis qu'en 2008 encore 100 communes s'y étaient inscrites.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Quelles sont les raisons pour ce déclin de la participation des communes ?

- De quelle manière Monsieur le Ministre entend-il encourager une participation plus importante des communes les prochaines années ?

**Réponse** (18.10.2021) de **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics** :

La campagne de la semaine européenne de la mobilité, issue de la « Journée en ville sans ma voiture », est une initiative de la Commission européenne. Depuis 20 ans, du 16 au 22 septembre, les communes participent à la campagne en organisant diverses activités, en mettant en œuvre des mesures de mobilité permanentes et en participant à l'action de la journée sans voiture.

L'objectif général de la campagne de la semaine européenne de la mobilité est de stimuler la prise de conscience du public sur le besoin d'agir contre la pollution causée par la circulation accrue de véhicules motorisés dans l'environnement urbain. En réalité, il ne s'agit pas uniquement de lutter contre la pollution atmosphérique ou le bruit, mais également d'améliorer la qualité de la vie citadine.

Chaque année, une thématique est choisie pour l'ensemble des pays européens participants. Des prix sont également décernés aux initiatives et aux pratiques innovantes, c'est-à-dire les communes européennes qui ont le meilleur programme en lien avec la thématique de la semaine européenne de la mobilité sont primées chaque année.

Le thème en 2021 a été « En sécurité et en bonne santé avec les mobilités durables ».

En analysant les chiffres officiels repris des rapports annuels de la semaine européenne de la mobilité concernant les communes luxembourgeoises participantes lors des 20 éditions, il faut constater que lors des cinq dernières éditions, le nombre des

communes participantes fut relativement stable et tourna entre 22 et 36 communes. Il est évident qu'il y a eu une certaine variance du nombre d'inscriptions due aux défis posés par la pandémie du Covid-19. Quand même neuf communes luxembourgeoises ont participé cette année à l'action de la Journée sans voiture, ce qui est en effet une tendance qui va dans la bonne direction.

Il faut préciser que ce sont les communes elles-mêmes qui s'enregistrent par leur propre profil sur le site Internet européen [mobilityweek.eu](http://mobilityweek.eu) et que ce sont elles qui sont alors également responsables pour les détails concernant leurs activités et programmes. Ensuite, c'est le site [mobilitateitswoch.lu](http://mobilitateitswoch.lu) qui reprend ces données officiellement enregistrées au site européen et les publie sur le portail national de la semaine européenne de la mobilité, dénommé [mobilitateitswoch.lu](http://mobilitateitswoch.lu). Il est un peu dommage qu'il existe des communes luxembourgeoises qui organisent des actions pendant la période de la semaine européenne de la mobilité sans enregistrement sur le site européen, vu qu'elles pensent de toute façon ne pas être éligibles pour être récompensées par les mobility awards.

Le Syndicat des villes et communes luxembourgeoises - Syvicol - est le partenaire idéal pour la cellule de coordination de la semaine européenne de la mobilité qui est basée au Ministère de la Mobilité et des Travaux publics. Cette cellule de coordination est l'intermédiaire entre la Commission européenne et les communes luxembourgeoises.

Afin d'encourager une participation plus importante des communes lors des prochaines années, il faut faire l'appel aux responsables communaux de se remettre en question en permanence. Ainsi, les communes doivent ancrer la semaine européenne de la mobilité dans leurs habitudes annuelles. Les habitants des communes doivent être régulièrement sensibilisés à une mobilité plus durable. De même, il faut mettre à disposition des infrastructures nécessaires pour faciliter la transition des citoyens vers une mobilité moderne et respectueuse de l'environnement.

La semaine européenne de la mobilité est une occasion pour toutes les communes de montrer qu'elles se sentent concernées par les questions environnementales. La participation leur permet à la fois de s'exprimer à ce sujet et de donner l'occasion aux citoyens de montrer leur soutien par leur intérêt et leur implication pour des mesures en faveur d'une meilleure qualité de vie en milieu urbain. Donner à tous un moyen alternatif de se déplacer implique nécessairement de repenser la répartition des axes routiers. C'est pourquoi la semaine européenne de la mobilité représente dans l'année un moment unique où les élus communaux peuvent mettre à l'essai leurs politiques de mobilité et les présenter aux citoyens.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

**Question 4957** (14.09.2021) de **M. Marc Goergen (Piraten)** concernant les **contrôles effectués par l'Administration des contributions directes** :

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro vum 11. August (N° 4831) huet de Minister mir Informatiounen zu de Kontrolle vun der Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (AED) am Beräich vun der TVA genannt. Esou goufen 33 Privatpersounen a 503 Gesellschaften an deenen éischte sechs Méint vun dësem Joer kontrolléiert. Leider huet de Minister mir keng Zuelen zu den anere Steierkontrolle vun aneren Administratiounen wéi der Administration des contributions directes (ACD) genannt.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Fro stellen:

1. Wéi vill Steierkontrolle vu Privatpersounen, bei deene Beamten op den Terrain gaange sinn, goufen an deene leschte fënnf Joer organiséiert (opgeléicht no Joer an no Büro) ?

2. Wéi vill Steierkontrolle bei Firmen, bei deene Beamten op den Terrain gaange sinn, goufen an deene leschte fënnf Joer organiséiert (opgeléicht no Joer an no Büro) ?

3. A wéi ville Fäll gouf an deene leschte fënnf Joer mat auslänneschen Administratiounen zesumme geschafft, fir Persounen oder Firmen aus dem Ausland ze kontrolléieren ?

**Réponse** (14.10.2021) de **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances** :

A senger parlamentaresch Fro wéll den honorabelen Deputéierte wëssen, wéi vill Steierkontrollen um Terrain vun der Steierverwaltung („Administration des contributions directes“) an de leschte Jore virgeholl goufen.

Am Kader vun der Besteuerungsprozedur gi vun de Steierbeamten op den eenzele Steierbüro Kontroll-

len duerchgefouert. An deem Kontext kënnen an engere éischter Phas weider Froen un de Contribuabel gestallt ginn. Et kann awer och zu enger Kontroll an de Betriber oder bei de Leit doheem kommen, falls et néideg ass, sech e bessert Bild vun enger Situatioun ze verschafen, well weider Zwiwele bestinn, déi sech duerch reng Dokumentatioun net erkläre loosse. De Büro huet och nach d'Méiglechkeet, de Service de révision vun der Steierverwaltung ze chargéieren, fir zousätzlech Kontrollen ze maachen.

Wéi d'Büroen hir Kontroll organiséieren, ënnerläit ganz eleng hirem Ermessen, dee si der jeeweileger Situatioun upassen. Eng Differenzéierung vun der Ausféierungsmethod vun de Kontrolle gëtt aktuell statistesch net zréckbehalen.

**Question 4958** (14.09.2021) de **M. Marc Goergen (Piraten)** concernant le **paiement sur les bornes de recharge publiques** :

Am däitsche Bundestag gëtt säit November 2019 iwwert eng nei Ladesäulenverordnung diskutéiert. Dëse sougenannte „Masterplan für Ladeinfrastruktur“ soll d'Elektroautoen nach méi attraktiv maachen. Dëst ënnert anere do d'Bezele via Debit- a Kreditkaarte bei all hire Borne erlaben. Och zu Lëtzebuerg brauch ee momentan eng Kaart vum Bedreiwier vun der Born, fir ze bezuelen. Dëst stellt d'Besëtzer vun Elektroautoe virun eng Eerausfuéierung, wann si mat hirem Auto ausserhalb vum Land ënnerwee sinn.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Energie dës Fro stellen:

1. Wéi steet de Minister zu der Iddi, dass d'Bezele via Debit- a Kreditkaarte bei all Born misst méiglech sinn ?

2. Wäert d'Regierung sech op europäeschem Plang dofir asetzen, dass europawäit un Elektroborne ka mat Debit- a Kreditkaarte bezuelt ginn ?

**Réponse commune** (12.10.2021) de **M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie**, et de **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics** :

ad 1. + 2. Den honorabelen Deputéierte freet Renseignement, ob et méiglech ass, an Zukunft d'Bezele via Debit- a Kreditkaarte bei allen effentleche Luetstatiounen virzegesinn.

D'Fräischalten an domadder och indirekt d'Bezelelen op effentlech accessibele Borne fir Elektroautoe gëtt hautdesdaags an der Reegel iwwert eng Kaart oder ee Badge vun engem Luetserviceprovider (Fr: FSC - Fournisseur de service de charge) aktivéiert. Esou bidden zu Lëtzebuerg aktuell ongeféier 40 FSC hir Luetservicer op der „Chargy“-Plattform un a bei enger Rei kann een iwwert d'mKaart de Luetsvirgang starten. Ëmmer méi Kaarten oder Badgë vun FSC kann een och ganz einfach op Luetstatiounen am Ausland benotzen.

Allerdéngs ass et effektiv wichteg, datt och iwwerall ee Luede méiglech ass, ouni datt een eng Kaart, ee Badge oder soss een Abo bei engem FSC huet. Dëst gëtt als dat sougenannt „ad hoc charging“ bezeechent. Esou kann et zum Beispill sinn, datt engem seng FSC-Kaart net op enger auslännescher Born funktionéiert oder ee ganz einfach dës verluer oder vergiess huet. Dowéinst huet déi europäesch Direktiv 2014/94/EU iwwert d'Infrastruktur fir alternativ Kraaftstoff virgesinn, datt an der ganzer europäescher Unioun all effentlech accessibel Luetstatioun ab November 2016 dësen „ad hoc charging“ ubidde soll kënnen.

Well awer an der genannter Direktiv d'Definitiou vun dësem „ad hoc“-Lueden net prezis ass, gouf dëst bis haut an den eenzele Länner ënnerschiddlech bis guer net ëngesat. Et sief heibäi awer och bemierkt, datt déi manntenn normal Luetstatiounen, wou ee mat bis 22 Kilowatt (kW) luede kann, d'Bezele iwwert Debit- a Kreditkaarten ubidden. Dëst well déi entsprechend Bezeleterminalen ze deier am Verglach zum Rescht vun der Born sinn an iwwer verschidde Kommissiounen d'Lueden heiriwwer géif méi deier ginn.

Am Kader vum „Fit for 55 Package“ huet d'europäesch Kommissioun de 14. Juli 2021 ënnert anere eng Propos fir een neit Reglement iwwert d'Infrastruktur fir alternativ Kraaftstoff (2021/0223 COD) gemaach, wou och „ad hoc charging“ kloer définéiert ass. Esou gëtt am Artikel 5 proposéiert, datt et dräi Méiglechkeete ginn, fir datt de Client säin Elektroauto ouni Abo bei engem FSC luede kann:

1. iwwert ee physescht Liesgerät fir Debit- a Kreditkaarten,

2. iwwer ee kontaktlosen NFC-Terminal, deen op d'mannst Debit- a Kreditkaarten akzeptéiere soll,

3. iwwert ee Webservice, deen ee per QR-Code op der Born kann opruffen a mat deem een de Luetsvirgang starte kann.

D'Europäesch Kommissioun proposéiert, datt op all den neien effentleche Borne mat enger Luets-

leeschtung ënner 50 kW op d'mannst eng vun dësen dräi „ad hoc charging“-Aarten ugebuede gëtt. Fir nei séier Luetsborne mat méi wéi 50 kW soll op d'mannst eng vun den éischten zwou Méiglechkeeten ugebuede ginn, an ab 2027 sollen och allegueren déi scho bestoend séier Luetsstatiounen dëst ubidden. Borne, op deenen ee gratis luede kann, mussen natierlech keng esou Funktiounen ubidden.

D'Regierung ënnerstëtzt dës méi kloer Reegelung vum „ad hoc“-Lueden a setzt sech um europäeschen Niveau dofir an, dass dës eenheetlech Krittären esou séier wéi méiglech europawäit obligatoresch ginn an awer och fir all déi scho bestoend Borne gëlle sollen. Domadder wier dëst méi ambitiéis a méi clientsfrëndlech wéi déi vun honorabelen Deputéierten zitéiert däitsch nei „Ladesäulenverordnung“, déi zwar fir allegueren d'Borne ee Bezuele per Debit- a Kreditkaarte virschreift. Dëst awer nëmme fir ab 2023 nei installéiert Luetspunkten an net fir déi scho bestoend.

Zu Lëtzebuerg bidden d'Stroumnetzbedreiwier säit dem 1. Oktober 2021 op den normalen „Chargy“-Borne, wou ee mat bis zu 22 kW kann nolueden, och d'Méiglechkeet un, fir de Luetsvirgang iwwert ee QR-Code ze starten. Zousätzlech kënn derbäi, datt d'Testphas vun de „SuperChargy“-Statiounen, déi am Januar gestart gouf, elo ofgeschloss ass an datt ab elo och déi physesche Debit- a Kreditkaarteliesgeräter aktivéiert sinn. Domadder huet de Client um ganzen „Chargy“-Réseau och d'Méiglechkeet, „ad hoc“ ze lueden, esou wéi et am „Fit for 55 Package“ fir déi ganz europäesch Unioun proposéiert gëtt.

**Question 4959** (14.09.2021) de **M. Claude Haagen (LSAP)** concernant l'**obligation scolaire** :

Lors d'une récente conférence de presse, Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a annoncé que l'obligation scolaire au Luxembourg serait augmentée de 16 ans à 18 ans.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

1) L'augmentation de l'obligation scolaire prévue par le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse n'entraîne-t-elle pas implicitement un changement des conditions d'attribution de la pension de vieillesse actuellement en vigueur ? Dans l'affirmative, quels seront les différents articles du régime de pension concernés ou affectés par une telle augmentation de l'obligation scolaire ?

2) L'augmentation scolaire prévue entraînera-t-elle des adaptations voire des changements du Code du travail ? Dans l'affirmative, quels seront les différents articles du Code du travail concernés ou affectés par une telle augmentation de l'obligation scolaire ?

**Réponse commune** (20.10.2021) de **M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale**, de **M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire**, et de **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse** :

ad 1) La limite d'âge de 57 ans pour pouvoir prétendre à une pension de vieillesse anticipée est une limite inférieure en dessous de laquelle une personne n'est pas autorisée à prendre sa retraite, même si elle a déjà cotisé pendant 40 ans.

En effet, à l'article 184, les alinéas 1 et 2 prévoient que :

« A droit à une pension de vieillesse anticipée à partir de l'âge de soixante ans, l'assuré qui justifie de quatre cent quatre-vingts mois au moins au titre des articles 171 à 174, dont cent vingt au moins au titre des articles 171, 173, 173bis et 174.

A droit à une pension de vieillesse anticipée à partir de l'âge de cinquante-sept ans l'assuré qui justifie de quatre cent quatre-vingts mois d'assurance au titre de l'article 171. »

Une augmentation de l'âge de la scolarité obligatoire n'a donc pas d'impact sur cette limite légale. Si une personne commence à travailler (cotisation obligatoire) à 18, 19 ou 20 ans et si elle n'a pas entamé des études universitaires ou postsecondaires, elle peut prendre sa retraite au plus tôt à l'âge de 58, 59 ou 60 ans avec 40 années de cotisation (480 mois).

Par ailleurs, en application de l'article 171, alinéa premier, point 5), du Code de la sécurité sociale, les périodes correspondant au titre d'un apprentissage pratique à des périodes de formation professionnelle indemnisées, pour autant qu'elles se situent après l'âge de 15 ans accomplis, sont également prises en compte pour la détermination des périodes de cotisation et rentrent donc dans le calcul des 480 mois de cotisation, le montant de l'indemnité perçue servant de base pour le calcul des cotisations dues.



Or, le prolongement de l'obligation scolaire vise entre autres d'inciter davantage de jeunes à faire un apprentissage, ceci moyennant des mesures pédagogiques alternatives, attrayantes, réconciliant les jeunes décrocheurs avec l'école. En 2019, face à quelque 800 décrocheurs mineurs, seulement moins de 10 % étaient en situation de salariés et moins de 5 % en situation de demandeurs d'emploi.

Indépendamment de l'âge de la scolarité obligatoire, il y a lieu de constater depuis des années que les assurés commencent à travailler de plus en plus tard parce qu'ils poursuivent leur parcours postsecondaire ou universitaire plus longtemps.

En regardant les statistiques, il y a lieu de constater que déjà en 2019 beaucoup plus d'assurés ont débuté leur retraite à 60 ans qu'à 57 ans. La moyenne en 2019 était de 61,3 ans.

Ci-après le graphique 4 à la page 155 du Rapport général 2020 de l'Inspection générale de la sécurité sociale<sup>3</sup>:

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 2) Il y a lieu de noter que l'avant-projet de loi visant entre autres à modifier l'obligation scolaire n'a pas encore été soumis pour approbation au Conseil de Gouvernement de sorte que la teneur finale du texte n'est pas connue à ce stade, ce qui empêche une analyse exacte de l'impact de la législation applicable en matière de l'obligation scolaire sur les dispositions du Code du travail. Il s'avère donc utile d'attendre le texte final en vue de pouvoir repérer et identifier les adaptations et changements nécessaires au droit du travail.

**Question 4960** (15.09.2021) de **M. Sven Clement (Piraten)** concernant les études sur le « Long Covid » :

De 6. August hat ech eng parlamentaresch Fro un d'Madamm Gesondheitsministeresch zur Long-Covid-Etüd gericht (N° 4807). Laut der Gesondheitsministeresch mussen déi Betraffe sech fir de Pilotprojet vum CHL, Rehazenter, Domaine thermal a CHNP bei hirem Hausdokter mellen. Mir war awer zougedroe ginn, dass verschidde Persounen ouni virausgoend Eegeninitiativ invitéiert goufen, obwuel si sech virun also net selwer bei de betraffende Servicer gemellt haten.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Fro stellen:

1. Hunn all d'Persounen sech beim Pilotprojet, deen op sechs Méint ugesat ass, bei engem vun den involvéierte Servicer misse mellen oder sinn och Persounen kontaktéiert ginn?

2. Falls Persounen fir dee fir sechs Méint ugesate Pilotprojet kontaktéiert goufen, kann d'Ministesch de genauen Oflaf, vum éischte Kontakt bis zur Participatioun, erklären?

Ass d'Ministesch der Meenung, dass esou ee Consement éclairé garantiéiert ass?

3. Kann d'Ministesch Detailer vum CoVaLux-Projet ginn? Wouran ënnerscheede sech d'CoVaLux-Studie an de Pilotprojet?

4. An der Äntwert vun der Ministesch heescht et:

„D'CoVaLux-Etude ass awer zu dësem Zäitpunkt nach net entaméiert ginn, well den Avis vum Comité d'éthique et de recherche nach net virläit, soudatt bis elo och nach keng Daten ervirgehuewen a partagéiert gi sinn.“

Wéi eng Date sollen hei ervirgehuewen a partagéiert ginn, wann den Avis vum Eethikrot bis do ass?

5. Goufe scho Persounen, déi fir d'CoVaLux-Etüd a Fro kommen, kontaktéiert oder ass et hei un de Patient selwer, fir sech ze mellen?

6. Falls scho Persounen fir dee fir dräi Joer ugesate CoVaLux-Projet kontaktéiert goufen, kann d'Ministesch de genauen Oflaf, vum éischte Kontakt bis zur Participatioun, erklären?

**Réponse commune** (18.10.2021) de **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé**, et de **M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche** :

ad 1. + 2. Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 4807 beschriwwen, setzt eng Prise en charge am Kader vum Pilotprojet viraus, datt de Patient sech selwer bei sengem Hausdokter mellt.

ad 3. CoVaLux (COVID-19, Vaccination & longer-term health consequences of COVID-19 in Luxembourg) ass eng national, représentativ Etude, déi ausgeschafft gouf, fir op d'längerfristeg Konsequenze vun der Covid-19-Pandemie an der Impfcampagne um Niveau vun der Lëtzebuerger Bevëlkerung kënnen anzegeen. Deemno zielt d'interdisziplinär CoVaLux-Fuerscherekip vum Research Luxembourg (Universitéit, LIH, LNS, LIST a LISER) dorop, wichteg Fuerschungsfroen am Zesummenhang mat Covid-19, Impfung a Long Covid ze beantwerten, déi ronderëm zwou Haaptachsen artikuléiert sinn:

- Wat ass de kuerz- bis mëttelfristegen Impakt vun der Impfung a Relatioun mat der Evolutioun vun der Immunität an am Bezuch op Duerchbrochsinfectiounen duerch Varianten?

- Wat sinn d'Symptomer, d'Prevalenz an d'sozioekonomesch Faktore vu Long Covid? Wéi kënnen spezifesch Erkenntnisser eng besser Preventioun, Diagnostik, Prognos, d'Ënnerstëtzung an d'Behandlung vu Long-Covid-Patienten erméiglechen?

D'CoVaLux-Studie benotzt d'national Ressourcen, déi esouwäit während der Pandemie opgebaut goufen (z. B. d'Predi-COVID- a CON-VINCE-Kohorten), allerdéngs ass d'Ariichtung vun neie Kohorten och néideg, fir datt d'Resultater allgemeng representativ fir d'Lëtzebuerger Bevëlkerung sinn an deemno och kënnen international verglach ginn. D'generéiert Donnéeën vun der CoVaLux-Studie wäerte relevant sinn, fir kënnen kuerz- a längerfristeg Entscheedungen ze treffen am Kontext vun der ëffentlecher Gesondheet.

A sengem allgemenge Kader wäert de Pilotprojet iwwert d'Long-Covid-Consultatiounen zu der CoVaLux-Studie bäidroen. Zum Beispill Patienten, déi un Long Covid leiden an déi an de Long-Covid-Consultatiounen betreit ginn, hunn d'Méiglechkeet, wa se averstane sinn, eng App ze benotzen, fir hire Gesondheitsstatus reegelméisseg ze kontrolléieren während an no de Consultatiounen. Gesondheitsdonnéeën, déi vun dëse Participanté gesammelt ginn, ginn integréiert mat Donnéeën aus den anere CoVaLux-Aarbechtsgruppen, fir méi breet Informatiounen iwwer Long Covid ze kréien an doduerch de längerfristegen Impakt vu Covid-19 zu Lëtzebuerg besser ze verstoen.

ad 4. Wéi gesot stinn Avis vum Comité national d'éthique de recherche (CNER) nach aus, deemno ginn de Moment nach keng Donnéeën erhuewen a partagéiert. D'CoVaLux-Studie wäert zu der Sammlung vun aggregéierten, epidemiologeschen, klinischen a biologeschen Donnéeën iwwer Covid-19, Impfung a Long Covid féieren. Zousätzlech wäerten awer och sozioekonomesch Donnéeën iwwert d'Impfung a Long Covid erhuewen ginn. D'Donnéeën wäerte reegelméisseg dem dediéierte Comité de pilotage vun der Regierung souwéi der Covid-19-Krisenzell matgedeelt ginn, fir d'Pandemiegesittion ze guidéieren, Strategien ze verfeinieren oder nei ëffentlech Gesondheitsmoosnamen ze identifizéieren, falls néideg. D'Resultater ginn och a wëssenschaftleche Peer-Review-Zäitschrëfte verëffentlecht.

ad 5. Einzel Persounen goufe bis elo nach net kontaktéiert, fir un der CoVaLux-Studie matzemaachen, well nach keen Avis vum CNER virläit. Et ass nëmme no deems d'Zoustëmmung vum CNER erhale gouf, datt et méiglech wäert sinn, Fräiwëlleger ze rekrutéieren, fir un der CoVaLux-Studie deelzehuelen. D'Participatioun un der Studie wäert op fräiwëlleger Basis sinn. D'Participanté vu CON-VINCE a Predi-COVID gi gefrot, ob se och zu CoVaLux bäidroen wëllen a si fräi, sech dozou bereetzërklären oder net.

ad 6. Esoual e positiven Avis vum CNER virläit, wäerten d'Chercheuren versichen, Participanté fir d'CoVaLux-Studie ze rekrutéieren. Potenziell Participanté vu CON-VINCE a Predi-COVID wäerte spezifesch vun der Fuerscherekip kontaktéiert an iwwert d'CoVaLux-Studie informéiert ginn. All potenziell Participanté kréien e Patienteninformationsblatt, dat op eng kloer a verständlech Manéier d'Haaptziler vun der Studie an hir Dauer, de Fuerschungsprotokoll, d'Froen, déi se kréien, d'biologesch Prouwen an d'Donnéeën, déi gesammelt ginn, asw. beschreift. Déi potenziell Participanté wäerten d'Méiglechkeet hunn, Froen ze stellen. Einzelpersounen, déi sech fir d'CoVaLux-Studie aschreiwe wëllen, ginn da gefrot, eng schrëftlech informéiert Zoustëmmung ze ginn. Et ass nëmme nom Ënnerschreiwe vum Zoustëmmungsformulaire, datt dës Persounen an der Studie kënnen matzemaachen.

**Question 4961** (15.09.2021) de **Mme Carole Hartmann (DP)** concernant le **nouvel itinéraire des lignes de bus 110 et 111 liant Echternach à la ville de Luxembourg** :

Dans le cadre de la réforme du réseau RGTR, la modification de l'itinéraire des lignes de bus 110 et 111 liant Echternach à la ville de Luxembourg a résulté en une augmentation considérable des temps de trajet, ce qui à son tour a diminué l'attractivité des transports en commun dans la région de manière non négligeable. En effet, selon un sondage de la commune de Berdorf, ces modifications amèneraient 78 % des participants à prendre leur voiture au lieu des transports en commun.

Pourtant, d'après un article de presse, le ministère prévoirait seulement des adaptations mineures, se

limitant au déplacement du terminus du Kirchberg au Glacis à Luxembourg-ville pour au plus tard mai 2022, citant le manque de réclamations de citoyens concernés comme preuve que la réforme des deux lignes de bus serait accueillie favorablement par ceux-ci.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Combien de réclamations Monsieur le Ministre a-t-il reçu concernant la réforme des deux lignes de bus en question ?

- Le cas échéant, quelles suites Monsieur le Ministre entend-il donner à ces réclamations ? Quelles autres pistes Monsieur le Ministre entend-il poursuivre afin de rendre plus attractif de nouveau les lignes 110 et 111 et d'éviter qu'une grande partie des usagers n'aient recours au transport individuel ?

- Pour quelles raisons est-il exclu que l'itinéraire passe de nouveau par Dommeldange et Eich ?

- Quelle est l'évolution du nombre de passagers journaliers sur les deux lignes en question au fil des trois dernières années ?

**Réponse** (26.10.2021) de **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics** :

La réorganisation de la ligne 110 en septembre 2020 a engendré effectivement un certain nombre de plaintes. Or, depuis la prolongation du tram vers la gare de Luxembourg en décembre 2020 et la mise en place de l'offre RGTR totale sur le corridor N11 en mai 2021, le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics n'a pas été sollicité par une pétition ni par un nombre significatif de réclamations concernant les lignes de bus 110 et 111.

Suite aux demandes en général, il a été décidé de prolonger le corridor Echternach vers le centre-ville à hauteur du Glacis, ce qui permettra de proposer une offre de transport en commun sans changement de mode de transport entre Echternach et la Ville Haute.

Après l'analyse des flux et les résultats des enquêtes effectuées par mes services, une majorité des résidents du corridor Echternach a sa destination au Kirchberg ou encore au centre-ville. Le changement de l'itinéraire vers le Kirchberg est donc plus favorable pour la plus grande partie des citoyens, ce qui explique pourquoi un itinéraire par Dommeldange et Eich n'est plus envisagé.

Vu la pandémie, les chiffres sur une éventuelle évolution du nombre de passagers journaliers ne sont pas comparables.

**Question 4962** (15.09.2021) de **M. André Bauler (DP)** concernant la **rénovation du château d'Erpeldange-sur-Sûre** :

Depuis une dizaine d'années, la façade et les volets du château d'Erpeldange-sur-Sûre, immeuble appartenant au domaine de l'État, se trouvent dans un état délabré. Récemment je viens d'apprendre que cet édifice historique, dont les origines remontent au 17<sup>e</sup> siècle, aurait été classé monument national et qu'il serait rénové dans un avenir proche.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture et à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils confirmer la restauration projetée de la façade du château d'Erpeldange-sur-Sûre ?

- Dans l'affirmative, pour quand ces travaux seraient-ils programmés ?

- Est-il prévu d'aménager les greniers du château pour y créer des bureaux et d'isoler la toiture ?

- Quels autres travaux seront encore prévus dans ce contexte - outre la restauration de la façade ?

**Réponse commune** (19.10.2021) de **Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture**, et de **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics** :

En premier lieu, il convient préciser que le château d'Erpeldange-sur-Sûre n'est pas encore classé comme monument national. En effet, suite à un avis favorable de la Commission des sites et monuments nationaux et conformément à l'article 3 de la loi modifiée du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux, un projet d'arrêté du Conseil de Gouvernement a été transmis au Conseil d'État pour avis. Le Château d'Erpeldange se trouve donc actuellement en voie de classement comme monument national.

Rappelons ensuite que le château d'Erpeldange-sur-Sûre appartient bel et bien au domaine de l'État, mais que la commune d'Erpeldange-sur-Sûre bénéficie de la pleine jouissance du château dans le contexte d'un bail emphytéotique. En sa qualité d'emphytéote, la commune est obligée d'entretenir l'immeuble, et les réparations de toute nature qui se

rappellent à l'immeuble et aux constructions sont à sa charge.

À noter cependant que les travaux de conservation ou de restauration d'un immeuble classé monument national, proposé au classement, ou inscrit à l'inventaire supplémentaire, sont éligibles pour bénéficier de subventions étatiques jusqu'à 50 % des frais encourus.

Lors des visites préparatoires à la procédure de classement, les agents du Service des sites et monuments nationaux (SSMN) ont pu se rendre compte de la nécessité de restauration de la façade et des volets. L'administration communale a confirmé à cette occasion vouloir procéder au démontage soigné des volets afin de les stocker en un endroit sûr et préserver ainsi les éléments qui permettent une restauration. Il s'agissait aussi d'éviter des dégâts éventuels causés par la chute d'un ou de plusieurs de ces éléments. Les agents du SSMN ont recommandé verbalement au représentant du service technique de procéder à une documentation photographique et à une numérotation des volets avant démontage.

La commune avait confirmé vouloir attendre le classement du château. Ainsi, lors de leur visite, les agents du SSMN n'ont pas eu communication d'un planning.

La commune n'a pas communiqué un projet d'aménagement du grenier.

**Question 4963** (15.09.2021) de **M. Dan Biancalana (LSAP)** concernant la **politique budgétaire de l'Union européenne pour l'après-pandémie** :

Les réunions de l'Eurogroupe et de l'Ecofin informel, qui se sont déroulées les 10 et 11 septembre 2021, ont essentiellement porté sur les défis liés à la soutenabilité et au changement climatique, la politique budgétaire pour l'après-pandémie ainsi que sur la fiscalité internationale.

En ce qui concerne la politique budgétaire pour l'après-pandémie, Monsieur le Ministre a plaidé en faveur du maintien du cadre du Pacte de stabilité et de croissance à partir de 2023 tout en suggérant de différencier les investissements publics en faveur de la transition climatique.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Monsieur le Ministre estime-t-il qu'un changement de fond en comble des critères de convergence (« critères de Maastricht ») devrait être engagé ?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'une majorité des États membres soutient une réforme des critères de convergence ?

- À défaut d'accord politique entre États membres sur les modalités d'une réforme des critères de convergence, Monsieur le Ministre envisage-t-il de soutenir l'allongement de l'activation de la clause dérogatoire générale du Pacte de stabilité et de croissance au-delà de 2022 ?

**Réponse** (14.10.2021) de **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances** :

Les autorités publiques à travers le monde entier ont dû déployer des mesures d'une ampleur inédite pour endiguer les conséquences socio-économiques de la pandémie de la Covid-19. En Europe, la Commission européenne a rapidement réagi pour accorder la flexibilité requise pour que les États membres de l'Union européenne aient été en mesure de mettre en œuvre les mesures de soutien qui se sont avérées nécessaires. Par le biais de la clause dérogatoire générale prévue au Pacte de stabilité et de croissance, les règles budgétaires du Pacte ont ainsi été temporairement suspendues.

Alors que la vie économique est désormais en cours de normalisation, il faut constater en rétrospective que l'activation de ladite clause - dont l'application est prévue jusqu'à fin 2022 - a été entièrement justifiée. Elle montre également que le Pacte continue à faire ses preuves, même en période de crise, et qu'un changement de fond en comble n'est pas nécessaire. Une réforme en profondeur, notamment en ce qui concerne les valeurs de référence en matière de dette et de déficit publics (les critères dits « de Maastricht »), nécessiterait par ailleurs une modification des traités européens qui n'est actuellement pas envisagée.

La pandémie de la Covid-19 a dans tous les cas souligné l'importance de disposer de finances publiques saines afin d'être en mesure de mener une véritable politique anticyclique. Le Luxembourg est le seul État membre de l'Union européenne à avoir toujours respecté l'ensemble des règles du Pacte depuis son introduction. À l'exception de l'année 2020, le déficit n'a jamais dépassé les 3 % du PIB et la dette publique demeure largement inférieure au plafond de 60 % du PIB. La réintroduction des règles du Pacte de stabilité et de croissance, à partir du moment où l'activité économique en Europe aura retourné à son niveau d'avant-crise, paraît également justifiée dans la mesure où elle permettra d'accompagner les États

<sup>3</sup> <https://igss.gouvernement.lu/fr/publications/rg/2020.html>



membres dans leurs efforts vers des finances publiques plus équilibrées dans l'après-pandémie.

Il n'en reste pas moins que la crise de la Covid-19 est intervenue à un moment où la communauté internationale est confrontée à un défi d'ordre historique, à savoir la lutte contre le changement climatique. La Commission européenne, à travers son « Green Deal » et son initiative du « Fit for 55 », a établi le cadre dans lequel les États membres devront dorénavant accélérer leurs efforts pour contenir le réchauffement de la planète et la transition écologique ne réussira que grâce à la mobilisation des investissements, publics et privés, qui sont indispensables à cet égard.

En parallèle, il importe de ne pas répéter les erreurs qui avaient été commises à la sortie de la crise financière, lorsque de nombreux Gouvernements ont subitement réduit les investissements publics pour rétablir la santé des finances publiques, et ce au détriment du potentiel de croissance et de la compétitivité de l'économie.

Étant donné que la Commission européenne compte prochainement relancer le débat sur une éventuelle réforme du Pacte de stabilité et de croissance, l'idée de traiter les investissements publics en faveur de la transition climatique de manière différenciée dans le calcul du déficit public constituerait une solution élégante. Elle présente en effet le triple avantage (i) d'être réalisable dans le cadre des traités actuels, (ii) de pérenniser les investissements publics à un moment où la santé des finances publiques doit être rétablie et que la relance doit être soutenue et (iii) de privilégier les investissements nécessaires pour réussir le défi historique de la transition climatique. C'est pourquoi cette idée est également susceptible de trouver un certain consensus auprès d'une majorité des États membres au vu des nombreux avantages qu'elle présente.

**Question 4964** (15.09.2021) de **Mme Stéphanie Empain** et **M. Marc Hansen** (*déi gréng*) concernant les **doses de vaccins proches de la date de péremption** :

Durant l'été, les campagnes de vaccination contre la Covid-19 en Europe ont ralenti et un grand nombre de doses reste inutilisées. Selon des informations publiées dans la presse internationale, certains contrats d'achat stipulent que les doses de vaccins livrées aux pays développés ne peuvent être redistribuées à d'autres pays sans la permission des fabricants.

En conséquence, les doses inutilisées doivent être détruites si elles ne sont pas administrées avant leur date de péremption.

Dans ce contexte, nous aimerions obtenir les renseignements suivants de Madame la Ministre de la Santé et de Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

1) Monsieur et Madame les Ministres peuvent-ils confirmer qu'il existe des clauses dans les contrats négociés avec la Commission européenne, par lesquels le Luxembourg est également lié, qui limitent la redistribution à d'autres pays des doses de vaccin fournies aux pays de l'UE ?

2) Selon un communiqué de presse du Ministère de la Coopération du 13 septembre 2021, le Luxembourg met à disposition 56.000 doses du vaccin Vaxzevria au Cap-Vert. Cette donation a-t-elle dû être approuvée par AstraZeneca ?

3) Quelles sont les dates de péremption des lots de vaccins dont dispose le Luxembourg ?

4) Madame et Monsieur les Ministres estiment-ils que la totalité des vaccins sera administrée avant les dates de péremption respectives, prenant en compte le taux de vaccination actuel ?

**Réponse commune** (18.10.2021) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Franz Fayot**, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire* :

ad 1) Les contrats négociés entre la Commission européenne et les producteurs de vaccins étant régis par des clauses de confidentialité, le Gouvernement n'est pas en mesure de donner des détails quant aux éventuelles clauses relatives à la redistribution de doses de vaccins à d'autres pays.

ad 2) Non, cette donation n'a pas dû être approuvée par AstraZeneca.

ad 3) (*Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.*)

ad 4) Les stocks négociés sur base du principe « first in, first out » afin de limiter le risque de voir périmé des doses. Compte tenu des vaccinations prévues (premières et deuxième doses respectivement rappels avec une troisième dose), les doses les plus proches du délai de péremption pourront être utilisées prioritairement. En fonction des fu-

tures livraisons, le Gouvernement se positionnera en temps utile si des doses supplémentaires peuvent faire l'objet d'une donation dans le cadre du programme COVAX.

**Question 4965** (15.09.2021) de **M. Léon Gloden** et **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (*CSV*) concernant la **construction d'un vélodrome à Mondorf-les-Bains** :

In einem am 14. September 2021 in der Tageszeitung „Tageblatt“ veröffentlichten Artikel wird über die Finanzierung des Velodroms in Bad Mondorf berichtet. Demnach will der Staat nun 100 % des Projektes finanzieren, und nicht nur 70 % wie ursprünglich geplant. Damit müsste ein neues Gesetz in der Abgeordnetenkammer verabschiedet werden. Darüber hinaus sollen noch nicht alle Grundstücke, die für den Bau der „École internationale Mondorf-les-Bains“ gebraucht werden, im Besitz des Staates sein. Die Schule und der Sportkomplex mit Velodrom sollen in unmittelbarer Nähe voneinander entstehen.

Vor diesem Hintergrund möchten wir folgende Fragen an den Herrn Sportminister, an den Herrn Bildungsminister und an den Herrn Finanzminister stellen:

- Das Projekt Velodrom zieht sich in die Länge. Wie weit ist das Projekt nun fortgeschritten? Welche Gründe erklären neben der Coronapandemie die Verzögerung?

- Ist eine Gesetzesvorlage, um eine 100 %-Finanzierung des Projektes zu ermöglichen, in Vorbereitung? Wann wird der Text bei der Abgeordnetenkammer eingereicht?

- Wie viele Grundstücke müssen noch vom Staat erworben werden, um die Bauarbeiten der „École internationale Mondorf-les-Bains“ zu starten? Warum konnten diese Grundstücke bis dato noch nicht erworben werden?

**Réponse commune** (19.10.2021) de **M. Dan Kersch**, *Ministre des Sports*, de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances* :

Nachdem die Vorstudien, die archäologischen Auswertungen, die ökologische Bilanzierung sowie die Umweltverträglichkeitsprüfung des diesbezüglichen Teilbauungsplans abgeschlossen sind und dieser genehmigt wurde, haben die eigentlichen Genehmigungsverfahren des Velodroms begonnen.

Die Vertreter der Gemeinde Bad Mondorf, sowie des Planungsbüros, zusammen mit den Vertretern der beteiligten staatlichen Instanzen arbeiten aktuell an einem Rahmenübereinkommen (convention-cadre).

An den Vorbereitungen eines Finanzierungsgesetzes, das die 100-prozentige Finanzierung des Velodroms vorsieht, wird ebenfalls gearbeitet. Die diesbezügliche Gesetzesvorlage wird dem Regierungsrat noch dieses Jahr unterbreitet.

Was die Bauarbeiten der „École internationale de Mondorf-les-Bains (EIMLB)“ angeht, fehlen dem Staat noch mehrere Grundstücke, eine Einigung mit den verschiedenen Eigentümern konnte bisher noch nicht erzielt werden. Der Bau des Velodroms, einschließlich dessen Erschließung, ist allerdings unabhängig vom Bau der EIMLB.

**Question 4966** (15.09.2021) de **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*) concernant les **autorisations des hélicoptères de la Police grand-ducale** :

Den Ament ergëtt sech, wéi et schéngt, eng schwieereg Situatioun, wat d'Notzen an d'Benotze vun de Policehelikopteren ugeet. Et soll deemno esou sinn, datt keng arméiert Beamten am Policehelikopter därefer matfléien. Dëst ass net nozevollzéien, well d'Helikopteren - notament och am Hibleck op d'Spezialunitéiten - ënner anerem och fir esou Asätz geduecht an ekipéiert sinn, wou d'Police séier an effikass intervenéiere muss. Lëtzebuerg huet mat sengen H145M-Helikoptere mat dat Modernst, wat aktuell um Marché ze fannen ass. Trotzdeem mussen d'Maschine wéinst feelenden Autorisatiounen an/oder, wéi et schéngt, inadequate legalen Dispositionen dacks um Buedem bleiwen.

Et soll deemno och esou gewiescht sinn, datt wéi zu Tréier am Dezember 2020 en Amoklaf stattfont huet, d'Beamte vun der Lëtzebuurger Police als Renfort op d'Grenz sollte geflu ginn. Vu datt d'Beamte vun der Spezialunitéit - selbstverständlech (!) - arméiert waren, ass et awer net zum Asaz komm. Bei de rezenten Iwwerschwemmunge soll et zu änlechen absurde Virfall komm sinn: Deemno konnten d'Lëtzebuurger Beamten net am Ausland hëllefen, fir am Kader vun den Iwwerschwemmunge Leit vun den Diecher vun hiren Haiser ze retten - an déi Lëtzebuurger Policehelikoptere sinn och grad dofir ausgerëscht - well déi néideg Autorisatioun gefeelt hunn.

Wann d'Lëtzebuurger Spezialunitéiten Asätz trainéieren, gräifen si deemno op auslännesch an dacks veraalten Helikopteren zréck, fir déi de Lëtzebuurger Staat iwwerdeems och nach bezuele muss.

An deem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Policeminister:

1. Et gehéiert zu der Natur vun der Spezialunitéit vun der Police, datt d'Beamten arméiert sinn. Wéi ass et an deem Kontext méiglech, datt déi Lëtzebuurger Policehelikoptere keng arméiert Beamten därefer u Bord hunn?

2. Wéi eng Autorisatiounen sinn an deem Kontext néideg a wéi eng feelen nach, an dat aus wéi enge Grënn? Wéi eng Autoritéiten sinn dofir responsabel?

3. Kann den Här Minister confirméieren, datt Lëtzebuerg am Kader vun Tréierer Amoklaf wéinst feelenden Autorisatiounen an/oder legalen Dispositionen keng Hëllef konnt leeschten, andeems Beamte mam Helikopter op d'Grenz geflu goufen?

4. Kann den Här Minister confirméieren, datt Lëtzebuerg am Kader vun deene rezenten Iwwerschwemmunge wéinst feelenden Autorisatiounen an/oder legalen Dispositionen keng Hëllef am Ausland konnt leeschten, andeems Beamte mam Policehelikopter Leit hätten aus mësleche Situatiounen kënnen befreien?

5. Kann den Här Minister confirméieren, datt d'Lëtzebuurger Police op auslännesch Helikopteren zréckgräife muss - fir déi si bezuele muss - wéinst feelenden Autorisatiounen an/oder legalen Dispositionen? Wa jo, wéi vill Sue goufe vun 2019 bis elo fir d'Loune vun auslänneschen Helikopteren ausginn?

6. Gedenkt den Här Minister, elo séier ze reagéieren, fir där beschriwwener Situatioun en Enn ze bereeden? Bis wéini sinn eis Helikoptere voll operationell?

**Réponse commune** (21.10.2021) de **M. Henri Kox**, *Ministre de la Sécurité intérieure*, et de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

D'Helikopteren, déi d'Police vum Verdedegungsministerium zur Verfügung stellt, kënnen am Prinzip fir all Missiounen vun der Police agesat ginn. Aktuell sinn dës Helikopteren awer zivill ugemellt. D'Police muss sech also un déi applikabel Reglementatioun halen, notament déi vun der EASA (European Union Aviation Safety Agency). Heiduerch ass och d'Droe vu Waffen aktuell net méiglech.

De Gesetzesprojet Nr. 7680 ass den éischten a wichtigste Schritt an d'Richtung vun der néideger legaler Basis, well en eng „aviation étatique“ instauréiert, déi net ënner déi europäesch Restriktiounen vun der ziviller Aviatioun fält. De Minister fir bannenzeg Sécherheet an de Minister fir Mobilitéit stinn och am Kontakt, fir ënner der Leedung vun der Direction de l'aviation civile e Règlement grand-ducal auszeschaffen, den déi policespezifesch Detailler erméigelt, wat dann der Police och d'Droe vu Waffen erméigleche wäert. Een Aarbechtsgrupp kënn deemnächst zesammen, fir déi Froen ze behandelen.

Fir Asätz vun Helikopter am Ausland ass zwéngend eng Demande vun dem jeeeweilege Land néideg, dës Asätz ginn da prinzipiell och ouni finanziell Géigelung duerchgefouert. Falls awer muss op der Plaz getankt ginn, ass et natierlech üblech, dass dat Land, wat gehollef kritt, dës Käschen deckt.

Zu Lëtzebuerg gouf, säit d'Police déi nei H145M Helikopteren huet, net op Helikopteren aus dem Ausland zréckgegraff fir Eeschtasätz. Well de „support aérien de la Police fédérale belge“, den déi belsch USP an hiren Interventiounen flitt, eng grouss Expertise an deemem Domaine huet, organiséiert d'USP säit e puer Joer hei am Land Training mat hinnen.

Vun Däitschland ass a béide Fäll keng Demande fir Hëllef bei der Police gemaach ginn. Doriwwer eraus fale Rettungsmissiounen och net primär ënner d'Attributiounen vun der Police.

**Question 4967** (15.09.2021) de **M. Sven Clement** (*Piraten*) concernant les **aides au logement** :

D'Präisser um private Logementsmarché sinn an de leschte Joren ëmmer weider geklommen a fir vill Leit stellt d'Finanzéiere vun engem appropriéierte Wunraum fir sech an eventuell hir Famill dofir eng grouss Eerausforderung duer. Fir Persounen mat geréngem Akommes an och de Mëttelestand ze ënnerstëtzen, Loyerer, Immobiliékreditter oder Käschen vu Renovatiounen an alen Haiser ze bezuelen, goufen eng ganz Rei staatlech Aiden an d'Liewe geruff.

Ob dës Aiden de Betroffene wierklech hëllefen, hântk vum hirer Héicht of a vun der Vitess, an där se kënnen ausbezuelen ginn.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Wunnengsbau dës Froen stellen:

1. Um lokative Wunnengsmarché soll de Leit mat Loyerersubventiounen gehollef ginn, déi steigend Loyerer och mat geréngem Akommes nach bezuelen ze kënnen.

- Wéi héich ass de maximale Montant, den en Demandeur/Menage vun engem Subventioun fir de Loyer ausbezuelen ka kréien?

- Wéi héich därefer d'Akommes vum Demandeur/Menage maximal sinn, fir dass nach vun engem Subventioun fir de Loyer ka profitéiert ginn? Wéi héich sinn d'Aiden an deem Fall nach?

- Goufen dës Grenzwärter an de leschte Jore wéinst de steigende Wunnengspräisser no uewe korrigéiert?

- Ass de Minister der Meenung, dass dës Montanten un den aktuelle Marché ugepasst sinn?

2. Well d'Wunnengspräisser ëmmer weider an d'Luucht ginn, gëtt et fir Persounen mat geréngem a mëttlerem Akommes och ëmmer méi schwéier, selwer Proprietär vun engem Immobilie ze ginn. D'Prime de construction an d'Prime d'acquisition sollen de Leit hëllefen, eegene Wunraum ze kafen.

- Wéi héich ass jeeeweils de maximale Montant, den en Demandeur/Menage vun engem Prime de construction/Prime d'acquisition ausbezuelen ka kréien?

- Wéi héich därefer d'Akommes vum Demandeur/Menage maximal sinn, fir dass nach vun engem Prime de construction/Prime d'acquisition ka profitéiert ginn? Wéi héich sinn d'Aiden an deem Fall nach?

- Goufen dës Grenzwärter an de leschte Jore wéinst de steigende Wunnengspräisser no uewe korrigéiert?

- Ass de Minister der Meenung, dass dës Montanten un den aktuelle Marché ugepasst sinn?

3. Wéi vill Dossiere goufe jeeeweils fir déi folgend Aiden agreecht (oder goufe fir eng regelméisseg Reevaluatioun nees opgemaach) a ginn aktuell nach traitéiert?

- Subventions de loyer  
- Garantie locative  
- Prime de construction  
- Prime d'acquisition  
- Prime d'épargne  
- Complément de prime pour frais d'architecte et d'ingénieur-conseil  
- Aide pour aménagements spéciaux pour personnes handicapées physiques  
- Prime d'amélioration  
- Subvention d'intérêt  
- Bonification d'intérêt

Wat ass an der Moyenne d'Zäit, déi tëscht der Introductioun/Reouverture vum Dossier a senger Clôture/dem Ausschëdde vun der Aide vergeet (opgelëscht pro Aide aus der hei ugefëierter Lëscht)?

4. Ass aktuell genuch Personal an der Administration des aides au logement agestellt, fir d'Dossieren an engem rasonablen Zäitraum ze traitéieren?

5. Wéi kéinten d'Prozeduren optimiséiert ginn, fir e méi séiert Traitement vun den Dossieren ze erméiglechen?

**Réponse** (15.10.2021) de **M. Henri Kox**, *Ministre du Logement* :

Wat d'Äntwerten op d'Froen zur Subvention de loyer ugeet, verweisen ech den Deputéierten engersäits op d'Gesetz vum 25. Februar 1979 an dat ëmgeännert groussherzoglecht Règlement<sup>4</sup>, wat d'Plaffonge festleest, souwéi anerersäits op meng Äntwert op déi parlamentaresch Froen Nummer 4558 an 4646 vum 4. August vun deem Joer.

Zur Erënnerung: Dat ofgeännert groussherzoglecht Règlement vum 9 Dezember 2015 gesäit a senger aktueller Form (säit Abrëll 2020) folgend Verdéngschtlimitten a Plaffonge fir de Betrag vun der Bähëllef vir:

(*tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.*)

Wat d'Fro no de Plaffongen an der Héicht vun der Prime de construction an der Prime d'acquisition ugeet, verweisen ech den Deputéierten op dat selwecht Gesetz an op d'Reglement vum 5. Mee 2011<sup>5</sup>, wou aktuell folgend Plaffongen a Maximalbetrag vun dësen Hëllef festgeluecht sinn:

(*tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.*)

Wéi aus der Annex zum genannte Règlement vun 2011 och erauszulesen ass, ass de Betrag vun der Bau-/Urschafungsprimm gestaffelt nom Verdéngscht vum Stot. De Minimalbetrag läit bei 250 Euro.

De Regierungsprogramm gesäit eng Upassung vun dësen Hëllef vir. « L'objectif recherché est de réfor-

<sup>4</sup> Règlement grand-ducal modifié du 9 décembre 2015 fixant les conditions et modalités d'octroi de la subvention de loyer prévue par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement.

<sup>5</sup> Règlement grand-ducal du 5 mai 2011 fixant les mesures d'exécution relatives aux aides individuelles au logement promouvant l'accès à la propriété et prévues par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement.



mer le système des aides au logement dans sa globalité, notamment en ce qui concerne leurs montants et leurs plafonds en faisant profiter un plus grand nombre de demandeurs des aides à mettre en place, en particulier les monoparentaux et les familles avec enfants. » Un désert Reform gëtt geschafft an d'Regierung ass zouversichtlech, dës vum Enn vum Joer kënnen ze deposéieren. Do ginn dann och déi Hëllef esou ugepasst, datt se de Leit besser an der aktueller Situatioun vum Wunnengsmarché hëllef.

Wat d'Fro zu der Unzuel vun Dossieren an de spezifeschen Hëllef ugeet, verweisen ech den Deputéierten op den ausféierleche Rapport vum Ministère, wou op de Säite 17 bis 25 am Detail d'Unzuel an d'Evolution vun den eenzelen Hëllef opgeschlüsselt ginn.

Zur Fro, wéi vill Dossieren aktuell nach traitéiert ginn, ass fir d'alleréischte ze bemierken, dass fir eng finanziell staatlech Bähëllef kënnen ausbezuelen, muss kontrolléiert ginn, ob déi gesetzlech a reglementaire Bestëmmunge vum Demandeur erfëllt sinn. Den Temps de traitement vun den Demanden ass deemno net nëmmen ofhängeg vun de Prozesser am Service, mee och vun der Reaktivitéit vun den Demandeurs. Eng aussokräfteg Äntwert op d'Fro vum Här Deputéierten ass deemno net méiglech.

Wann en Dossier bis komplett ass, dauert et bei den Aidé fir d'Kafen, d'Bauen an d'Renovéieren an der Moyenne ongeféier zwee Méint bis zur Liquidatioun vun der éischter Bähëllef un den Demandeur.

D'Gestioun vun de Hëllef während den Zäite vum Lockdown an dono war eng grouss Erausforderung, souwuel fir d'Demandeurs, déi hu missen all déi néideg Dokumenter fir hir respektiv Demanden zsumstellen, wéi och fir d'Ekippen aus dem Service des aides au logement vum Ministère. Besonnesch erschwéierend war dobäi, dass d'Dossieren nach net kënnen am Teletravail traitéiert ginn.

Dank engem groussen Effort vusäite vun eisen Ekippen, konnten awer d'Retarden op e Minimum begrenzt ginn. D'Ëmsetzung vun der Reform vun den Hëllef, déi eng ganz Rei vu Vereinfachungen an der Ëmsetzung virgesäit, an déi weider Informatiséierung vun der Gestioun wäerten et awer erméiglechen, datt mat deem ageplangte Personal och an Zukunft d'Hëllef kënnen zäitno ausbezuelt ginn.

**Question 4968** (16.09.2021) de **Mme Simone Asselborn-Bintz** et **M. Dan Biancalana (LSAP)** concernant la **pénurie d'ingénieurs** :

Au cours de ces dernières années, nous avons constaté qu'il devient de plus en plus difficile de recruter du personnel pour un certain nombre de postes spécialisés tant dans le domaine public (communal et étatique) que privé. Cela vaut notamment pour les postes destinés à des ingénieurs, aussi bien au niveau d'étude bachelors que masters.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :

- Le Luxembourg fait-il actuellement face à une pénurie d'ingénieurs ?

- Quel est le nombre d'ingénieurs actuellement en activité au Luxembourg ? Combien sont engagés dans le secteur privé, respectivement dans le secteur public (communal et étatique) ?

- Existe-t-il des projections sur le nombre d'ingénieurs dont le pays aura besoin dans les années à venir ?

- Combien de jeunes résidents suivent actuellement une formation d'ingénieur au Luxembourg ou à l'étranger ?

- Quelles sont les mesures pour encourager les jeunes gens à suivre une formation en ingénierie ?

**Réponse** (19.10.2021) de **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**, **Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche** :

À titre préliminaire, il convient de préciser que ni le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) ni le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MESR) ne disposent de données relatives au nombre d'ingénieurs actuellement en activité au Luxembourg ou encore d'informations concernant des projections sur les besoins futurs.

Actuellement, quelque 1.250 étudiants résidents suivent une formation dans le domaine de l'ingénierie à l'étranger et environ 210 étudiants résidents suivent une telle formation au Luxembourg. Ces chiffres ont continuellement augmenté au cours des dernières années - à titre de comparaison, le nombre total d'étudiants résidents ayant suivi une telle formation en 2015/2016 (soit au Luxembourg, soit à l'étranger) n'était que de 1.043.

La formation des ingénieurs a une longue tradition au Luxembourg. L'Université du Luxembourg propose une formation de bachelors en ingénierie avec six filières différentes, ainsi que quatre programmes différents de masters en sciences de l'ingénieur, allant du génie civil jusqu'à l'efficacité énergétique et économique.

Les effectifs des formations du département d'ingénierie de l'Université sont restés élevés au cours des dernières cinq années. Ainsi, le nombre total d'étudiants inscrits en ingénierie (toutes années confondues) a toujours été supérieur à 400 au cours des cinq dernières années.

Le nombre de diplômés de bachelors ou de masters en ingénierie reste également stable, avec plus de 70 diplômés chaque année. D'après des recherches sur l'emploi des diplômés que l'Université du Luxembourg a menées, au moins 50 % de diplômés de master en ingénierie et en informatique entre 2009 et 2019 ont trouvé un premier emploi au Luxembourg. Parmi ces diplômés, la grande majorité (environ 90 %) était toujours employée au Luxembourg en 2019.

Par ailleurs, un nombre croissant d'étudiants prépare un doctorat dans l'un des programmes d'ingénierie de l'Université du Luxembourg. Le nombre d'inscrits est passé de 75 en 2016 jusqu'à 108 en 2020. Ces doctorants pourront apporter aux entreprises et aux administrations des compétences plus approfondies dans le domaine de l'ingénierie.

L'Université développe actuellement activement des partenariats avec des institutions de premier plan dans le but de renforcer ses formations en science et ingénierie, et particulièrement pour augmenter le nombre d'étudiants de niveau master issus de formations d'ingénieur. Un partenariat ambitieux a ainsi été signé récemment avec CentraleSupélec, l'une des principales écoles d'ingénieurs en France, et avec Georgia Tech, l'une des meilleures universités d'ingénierie aux États-Unis. D'autres partenariats ont été signés ou sont en préparation, qui devraient permettre d'apporter au marché de l'emploi luxembourgeois encore plus de jeunes ingénieurs de talent.

Le MENJE a pris toute une panoplie de mesures ces dernières années pour initier et motiver les enfants et les jeunes aux matières STEM (science, technology, engineering, and mathematics). Cet engagement devrait inciter de plus en plus de jeunes à choisir une formation d'ingénieur. Ci-après une sélection des projets les plus importants :

Depuis 2014, 24 Makerspaces, initiés par le Service national de la jeunesse (SNJ), ont été introduits dans les lycées luxembourgeois, en plus de celui appelé Basel, qui est accessible aux groupes, classes et jeunes individuels de tout âge au Forum Geesseknäppchen. En outre, trois Makerspaces sont installés dans des maisons relais et écoles fondamentales au niveau communal. Depuis 2017, un Makerfest où le mouvement Maker est promu auprès de tous les enfants, est organisé chaque année.

À côté des Makerspaces, le Luxembourg Science Center à Differdange, un centre de découverte ludique et divertissant dédié à la science et aux technologies, est un des lieux phares de la promotion des sciences et de l'ingénierie, s'adressant particulièrement aux enfants et aux jeunes : plus de 70 stations invitent à l'exploration et à la découverte.

D'autres initiatives, comme le site [www.science.lu](http://www.science.lu) du Fonds national de la recherche (FNR), le Scienceteam - De Labo fir Jonker de l'Université du Luxembourg ou le Wëssensatelier des « Ingénieurs & Scientifiques du Luxembourg ASBL » se dédient également à la promotion des sciences et de l'ingénierie.

Le Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) soutient l'organisation d'un certain nombre de compétitions dans les écoles, qui intéressent les jeunes en général tout en promouvant l'excellence. À titre d'exemple, on peut citer les compétitions First Lego League, les jeux olympiques des sciences naturelles, de biologie, de chimie, de physique et d'informatique. Les matières STEM sont également promues dans le cadre des compétitions Worldskills Luxembourg.

D'autres initiatives soutenues par le SCRIPT sont le projet DIMAS, qui fait découvrir chaque année à une centaine de jeunes le monde de l'aviation et de l'aéronautique, ainsi que le projet ESERO, mené en collaboration avec la European Space Agency (ESA), et qui vise à amener le contexte passionnant de l'Espace en classe. À cet effet, ESERO Luxembourg développe de nouveaux supports pédagogiques interactifs, organise des concours et propose régulièrement des formations aux enseignants.

Le développement de nouvelles formations qui pourraient également conduire à d'éventuelles études complémentaires dans le domaine de l'ingénierie, telles que la section I à l'ESC et les sections SN, SE et A3D à l'ESG, ainsi que la formation Smart Technologies au niveau de la formation professionnelle est tout aussi important dans ce contexte. Enfin, les services du MENJE sont également représentés dans les réseaux européens Scientix (la communauté de l'enseignement scientifique en Europe) et inGenious, qui est un organisme européen de coordination de l'enseignement des sciences, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques. Les échanges au sein de ces réseaux constituent une source d'inspiration importante pour les acteurs de l'éducation au Luxembourg.

Le Service information études supérieures du MESR informe par de multiples moyens les (futurs) étudiants sur les programmes de formation qui sont offerts par les établissements d'enseignement supérieur nationaux et étrangers, ainsi que sur les débouchés professionnels potentiels. Cela vaut évidemment aussi pour les voies de formation relevant du domaine de l'ingénierie.

Au niveau des publications éditées par ledit service, les deux brochures suivantes, faisant partie de la série « Études & Métiers », sont consacrées au domaine en question : Technique et Industrie<sup>6</sup> (brochure réalisée en coopération avec la Fedil) et Architecture, Ingénierie, Construction, Urbanisme<sup>7</sup> (brochure réalisée en collaboration avec l'OAI). Ces brochures sont régulièrement mises à jour, afin de tenir compte des dernières évolutions dans le domaine. Par ailleurs, le service contribue à chaque échéance à la publication de la Fedil intitulée « Les qualifications de demain dans le domaine de l'industrie » et présentant à chaque fois les résultats d'une enquête réalisée à intervalles réguliers auprès des entreprises industrielles<sup>8</sup>.

Le Service information études supérieures du MESR collabore en outre à la plateforme « beruffer.anelo.lu »<sup>9</sup>, qui présente à un public jeune une panoplie de métiers ainsi que les voies de formation afférentes. En font partie des fiches consacrées à des formations et des métiers relevant du domaine de l'ingénierie.

À noter encore qu'à la plateforme digitale de la Foire de l'étudiant 2021 participeront 43 universités et hautes écoles proposant des formations d'ingénieur, 20 grandes écoles d'ingénieur, l'Association nationale des étudiants ingénieurs luxembourgeois (ANEIL), ainsi que deux associations professionnelles dudit domaine. Pendant la phase d'interaction directe, les 28 et 29 octobre, les futurs étudiants pourront échanger directement avec les exposants, étant entendu qu'ils pourront explorer la plateforme digitale et consulter le matériel d'information mis à disposition par les exposants dès le 25 octobre et que la plateforme restera accessible au public pendant un certain temps après la semaine de la Foire de l'étudiant.

**Question 4969** (16.09.2021) de **Mme Martine Hansen, MM. Gilles Roth et Paul Galles (CSV)** concernant les **objectifs climatiques sectoriels** :

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 4734 vum 23. Juli 2021 iwwert d'sektorieell Klimaziler goufen eng Rei vu Froen, virun allem zu de konkrete Mesuren, déi an den eenzele Secteuren solle gëtt ginn, net beäntwert.

Dofir erlabe mir eis folgend Froen nach eng Kéier un d'Regierung ze stellen:

- Wat sinn déi konkret Mesuren, fir d'CO<sub>2</sub>-Emissiounen an deenen eenzele Secteuren erfzesetzen?

- Kann d'Regierung d'Aspuepotenzial fir all Mesur pro Secteur oplëschen?

**Réponse** (18.10.2021) de **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable** :

D'Moosnamen, fir d'Zäregasemissionen an den eenzele Secteuren erfzesetzen, sinn am integréierten Energie- a Klimaplang (PNEC) beschriwwen. De PNEC ass een Aktiounsplang fir d'Period 2021 bis 2030, deen esouwuel kuerzfristeg wéi och mëttelfristeg ausgeluecht ass an, esou wéi d'Reglement (EU) 2018/1999 et virgesäit, à mi-parcours aktualiséiert gëtt. E beinhalt dowéinst, niewent ville konkrete Moosnamen, déi zurzäit schonn ëmgesat ginn, och eng Rei vu Moosnamen, déi progressiv vun de jee weils zoustännege Ministeren am Detail ausgeschafft ginn. D'Reduktiounspotenzialer an den eenzele Secteuren goufen am Kader vum PNEC identifiziéiert. Se wäerten, au fur et à mesure

<sup>6</sup> Technique et Industrie - Cedics - Luxembourg (public.lu)

<sup>7</sup> Architecture, Ingénierie, Construction, Urbanisme - Cedics - Luxembourg (public.lu)

<sup>8</sup> brochure-en-quete-les-qualifications-de-demain-dans-lindustrie-edition-2021.pdf (fedil.lu)

<sup>9</sup> <https://beruffer.anelo.lu/fr/>

wéi d'Moosnamen am Detail ausgeschafft ginn, weider präziséiert ginn.

**Question 4970** (16.09.2021) de **MM. Marc Spautz et Jean-Paul Schaaf (CSV)** concernant les **logements sociaux** :

De Fonds du Logement an d'SNHBM (Société nationale des habitations à bon marché) sinn déi zwee gréissten öffentlech Bauträger am Land an hunn iwwer Joreen ee Stock u soziale Mietwunnengen constituéiert. Och Gemenge sinn e wichtege Acteur am soziale Mietwunnengsbau an hunn an de leschte Joreen Efforte gemaach, fir d'Offer vun sou Wunnengen an d'Luucht ze setzen.

An dësem Kontext géife mir gäre folgend Froen un d'Regierung stellen:

- Wéi vill sozial Mietwunnengen sinn am Besëtz vum Fonds du logement respectiv der SNHBM opgelëscht no enger, zwou, dräi a véier Schlofkummen?

- Wat ass den Duerchschnittsloyer, dee fir déi jee weileg Wunnengsgréisste gefrot gëtt?

- Wéi eng Gemenge sinn am Besëtz vum eegene soziale Mietwunnengen? Wéi grouss sinn déi Wunnengen?

- Huet d'Regierung Zuele vun anere Proprietären/Associatiounen, déi sozial Wunnengen verlounen? Kann d'Regierung matdeelen, wéi grouss déi Wunnengen sinn, och um Niveau vun de Schlofkummen? Wéi héich ass den Duerchschnittsloyer?

**Réponse** (18.10.2021) de **M. Henri Kox, Ministre de la Logement** :

Den Tablo heidrënner gëtt eng Opstellung vu subventionéierte Wunnengen, déi am Besëtz si vum Fonds du logement respectiv der SNHBM, mat den Duerchschnittsloyeren fir déi jee weileg Wunnengstypen. Allerdéngs seet en Duerchschnittsloyer an dësem Fall net alles aus, well laut groussherzoglech Reglement vun 1998 d'Surface respectiv d'Typologie nëmmen zum Deel d'Héicht zum Loyer bestëmmt an den aneren Deel gëtt iwwert d'Akomes vum Locataire bestëmmt. Dofir steet de Loyer net an direkter Relatioun zur Typologie vun der Wunneng.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Et goufe fir dësen Tablo nëmmen déi Wunnengen beërcksichtegt, déi och effektiv verlounen sinn an ënnert déi genannten Typologien falen.

De Fonds du logement huet zousätzlech 57 Wunnengen, wouvun en Deel am Moment en procédure d'attribution ass an dofir am Moment kee Loyer gefrot gëtt an en aneren Deel vu Wunnengen, déi net ënnert dës Typologien falen.

Zur Fro vun der Zuel vu soziale Mietwunnengen vu Gemenge verweise mer d'Deputéiert op d'Annex 7.5 vum Rapport annuel vum Fonds spécial iwwert de Bestand vun de Wunnengen aus de Gemengen (Säit 71), esouwäit se der Regierung bekannt sinn.

<https://logement.public.lu/fr/publications/rapport-fonds-special/2021rapport-fonds-special.html>

Zu de gefrotene Informatiounen vu Wunnengen vun anere Proprietären, déi sozial Wunnengen verlounen, huet de Ministère am Moment keng präzis a komplett Informatiounen, well dozou keng zentraliséiert Datebank besteet. Déi soll mat der Reform vum Gesetz vum 25. Februar 1979 zur Wunnengshëllef agefouert ginn.

**Question 4971** (16.09.2021) de **M. Aly Kaes (CSV)** concernant l'**imposition des indemnités de départ légales** :

Tout salarié licencié (sauf faute grave) a droit conformément à l'article 124-7 du Code du travail à une indemnité de départ légale en fonction de son ancienneté de service.

D'après l'article 115, numéro 9, de la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.), celle-ci est exempte d'impôt si elle ne dépasse pas douze fois le salaire social mensuel minimum (SSM) pour travailleurs non qualifiés.

Cette exemption ne jouerait toutefois pas à l'égard de personnes ayant droit soit à une pension de vieillesse, soit à une pension de vieillesse anticipée.

L'exemption d'imposition et le plafond exprimé en douze fois le SSM se retrouvent également au niveau des indemnités de retard convenues dans le cadre d'un plan social, voire dans le cadre d'un plan de maintien dans l'emploi. Pourtant, aucun régime dérogatoire pour les personnes ayant droit à une pension de vieillesse n'y est prévu.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et du Budget :



- Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas qu'imposer différemment (i) une personne ayant en théorie droit à une pension de vieillesse anticipée, sans la demander, i. e. une personne qui est disponible pour le marché de l'emploi et une personne et (ii) un salarié plus jeune ne viole le principe de l'égalité devant la loi et par extension devant l'impôt ?

- À considérer que tel soit le cas, Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas qu'il faille adapter les dispositions légales en question ?

- Si tel n'était pas le cas, comment Monsieur le Ministre justifie-t-il ce traitement inégalitaire (eu égard à la jurisprudence de la Cour constitutionnelle) ?

- Comment Monsieur le Ministre justifie-t-il la différence de régime, en termes d'exclusion du bénéfice de l'exemption fiscale, entre l'article 115, numéro 9, et l'article 115, numéro 10, de la L.I.R. ? Monsieur le Ministre est-il d'avis que ces disparités sont conciliables avec l'article 10bis(1) de la Constitution ?

**Réponse (14.10.2021) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances :**

De prime abord, il y a lieu de rappeler que l'indemnité de départ prévue par la législation sur le contrat de travail ou celle convenue dans une convention collective est intégralement exemptée de l'impôt sur le revenu en vertu de l'article 115, numéro 9, lettre a) de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.). En effet, la limitation de l'exemption à un montant qui s'élève à douze fois le salaire social mensuel minimum pour travailleurs non qualifiés, prévue à l'article 115, numéro 9 L.I.R. ne s'applique pas aux montants visés à l'article 115, numéro 9, lettre a) L.I.R.

Par contre, l'article 115, numéro 9 L.I.R. prévoit effectivement que les indemnités de départ légales ne sont pas exemptées lorsqu'elles sont versées à une personne ayant droit soit à une pension de vieillesse, soit à une pension de vieillesse anticipée.

Avant l'introduction en 2007 de cette disposition dans la L.I.R., il était très fastidieux pour l'Administration des contributions directes de devoir recourir au paragraphe 6 de la loi d'adaptation fiscale traitant de la simulation et de l'abus de droit pour prouver qu'un départ à la retraite d'un salarié n'était en fait que déguisé en licenciement, voire licenciement abusif afin de pouvoir toucher en fin de carrière des indemnités exemptées de l'impôt. Ainsi le commentaire des articles relatif au projet de loi déposé en 2016 par le Gouvernement de l'époque précise encore à ce sujet : « "L'illusion" d'un licenciement abusif est facile à réaliser par les employeurs mais difficilement décelable par les services concernés de l'Administration des contributions directes ; un licenciement économique "est transformé" en licenciement abusif. »

L'introduction de cette disposition s'explique par des motifs d'équité et de simplification en matière d'imposition des indemnités versées à des salariés ayant droit à une pension de vieillesse (anticipée), situation par ailleurs pas comparable à celle d'une personne qui n'a pas droit à une telle pension de vieillesse (anticipée).

En ce qui concerne l'exemption prévue à l'article 115, numéro 10 L.I.R., il y a lieu de relever qu'il s'agit d'une autre exemption que celle visée à l'article 115, numéro 9 L.I.R., exemption régie par ses propres conditions et modalités. En l'occurrence, sont visées des indemnités versées dans le cadre d'un licenciement collectif, d'un plan social ou d'un plan de maintien dans l'emploi homologué qui deviennent exemptées de l'impôt sur avis conforme du Comité de conjoncture. L'exemption s'applique à l'ensemble des salariés touchant de telles indemnités. Le risque de simulation et d'abus, réel et important en ce qui concerne l'exemption visée à l'article 115, numéro 9 L.I.R., peut, compte tenu du cadre strict d'octroi des indemnités visées, être ignoré en ce qui concerne l'exemption prévue par l'article 115, numéro 10 L.I.R.

**Question 4972 (16.09.2021) de Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) concernant les bénéficiaires d'une procédure de regroupement familial :**

Tout en remerciant Madame la Ministre de sa réponse à ma question parlementaire du 8 juillet 2021 relative aux bénéficiaires d'une procédure de regroupement familial (n° 4636) et aux explications qu'elle a pu me donner, je me permets de poser encore une question supplémentaire relative au même sujet.

Dans sa réponse, Madame la Ministre préconise comme solution au problème soulevé que « le membre de famille autorisé à venir au Luxembourg dans le cadre du regroupement familial, et séjourner légalement dans un autre État membre, rejoigne uniquement le regroupant au Luxembourg, une fois qu'ils ont trouvé un logement non géré par l'ONA ».

Les membres d'une famille ont, dans de pareils circonstances, forcément été séparés à un moment donné lors de leur fuite et ont dû parcourir des pro-

cédures d'asile dans des pays différents qui durent pendant de nombreux mois. Il est sans dire qu'une telle séparation prolongée est très difficile à vivre pour n'importe quelle famille. Et puisque la recherche d'un logement au Luxembourg pour une personne bénéficiaire de protection internationale peut prendre beaucoup de temps, il me semble nécessaire d'un point de vue humain de rechercher des solutions alternatives. D'autant plus que dans les faits, il s'avère souvent que le membre de la famille se retrouve à la rue au Luxembourg.

Ainsi, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration :

- Est-ce que Madame la Ministre n'est pas d'avis qu'il serait possible d'aménager les règles afin de pouvoir admettre ces personnes dans les structures d'hébergement de l'ONA, d'autant plus que cela concerne un nombre de personnes assez limité ? Dans la négative, pouvez-vous m'en détailler les raisons ?

**Réponse (13.10.2021) de M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile :**

Tel que détaillé dans la réponse à la question parlementaire n° 4636 et conformément à la législation en vigueur et aux procédures qui en découlent, les membres de famille rejoignant un bénéficiaire de protection internationale au Luxembourg dans le cadre d'un regroupement familial ne peuvent être hébergés dans les structures de l'Office national de l'accueil (ONA) que s'ils sont bénéficiaires de protection internationale dans un autre État membre de l'Union européenne.

De par ses missions, la priorité de l'ONA est l'accueil des demandeurs de protection internationale nouveaux-arrivants et, vu la saturation du réseau d'hébergement avec un taux d'occupation net au-dessus de 93 %<sup>10</sup>, une dérogation à la législation en vigueur n'est opérationnellement pas possible.

**Question 4973 (16.09.2021) de M. Fred Keup (ADR) concernant la population carcérale :**

An engem RTL-Radio-Interview vum 13. September 2021 huet d'Madamm Justizminister Sam Tanson gesot, datt „vu 550 Detenuen [...] ee Véierel wéinst Drogendelikter [géifen] asätzen“.

An deem Zesammenhang hätt ech follgend Froen un d'Madamm Justizministesch:

1. Kann d'Madamm Minister preziséieren, wéinst wéi enge weideren Delikter (opgeschlësst no Drogendelikter, Sexualdelikter, Gewaltdelikter, Delikter, déi mat finanziellem an/oder steuerlechtem Bedruch ze dinn hunn etc.) all dës Prisonéier - an opgeschlësst no der Unzuel vun de Prisonéier - hir Strof mussen ofsätzen?

2. An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro (N° 3885) hat d'Madamm Minister geäntwert, datt ronn 50 % vun de Prisonéier ni zu Lëtzebuerg gewunnt hunn an datt vun de 50 % vun de Prisonéier, déi zu Lëtzebuerg gewunnt hunn, ronn d'Hallschent Lëtzebuurger Staatsbürger sinn. An deem Kontext wollt ech froen, ob et eventuell Zesammenhäng ginn tëscht der Nationalitéit an de verschiddene Kategorië vun Delikter, wéinst deenen dës Prisonéier asätzen?

**Réponse (14.10.2021) de Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice :**

ad 1. Am Tableau heidrënner stinn d'Delikter opgeschlësst no der Unzuel vun de Prisonéier op den Datum vum 16. September 2021.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2. Eis si keng Zesammenhäng tëschent der Nationalitéit an de verschiddene Kategorië vun Delikter bekannt.

**Question 4974 (16.09.2021) de Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) concernant les vaccinations « booster » :**

En date du 14 septembre 2021, le Gouvernement a communiqué qu'il souhaite suivre les recommandations du Conseil supérieur des maladies infectieuses (CSMI) du 7 septembre 2021 en prévoyant qu'une troisième dose (« booster ») de vaccination contre le coronavirus pourra être administrée à trois catégories de personnes remplissant des critères d'âge et médicaux spécifiques. Or, il se trouve que des troisième doses de vaccination ont été administrées à un certain nombre de personnes, avant même la publication des recommandations du CSMI et la déclaration de Gouvernement de vouloir plus largement ouvrir la voie aux « boosters ». En effet, la décision d'administrer exclusivement

<sup>10</sup> Chiffres août 2021

des troisième doses de vaccin à des personnes souffrant d'une déficience immunitaire repose sur un autre avis du CSMI datant du 2 juillet 2021, comme l'indique Madame la Ministre dans sa réponse à la question parlementaire n° 4794 du 2 août 2021 de Monsieur le Député Jeff Engelen :

„Op Basis vun engem Avis vum Héije Rot fir ustiechend Krankheeten/Conseil supérieur des maladies infectieuses (HRUK/CSMI) vum 2 Juli 2021 huet och Lëtzebuerg schonns decidéiert, eng drëtt Dosis verschiddene Leit mat enger grousser Immunschwächt unzebidden. Eng ganz Rei Leit hunn och schonns dovou profitéiert.“

La première fois qu'un(e) résident(e) a obtenu une troisième dose de vaccination au Luxembourg date de la semaine du 21 au 27 juin 2021, selon un article apparu dans la presse le premier juillet 2021 dont l'information aurait été confirmée par le Ministère de la Santé : « [D]ans la semaine du 21 au 27 juin, parmi les 44.602 doses administrées en sept jours, l'une a bien été injectée à un sujet déjà vacciné à double reprise dans les mois précédents. Une première! »

Si l'on cherche du côté des données officielles qu'on trouve dans les rétrospectives hebdomadaires de la situation épidémiologique publiées en ligne, aucune troisième dose de vaccination n'aurait été administrée avant le 19 juillet 2021. Les premières indications concernant les troisième doses de vaccination datent de la semaine du 19 au 25 juillet où 15 personnes ont reçu une troisième dose. La semaine suivante, entre le 26 juillet et le premier août 2021, 91 personnes ont reçu une troisième dose.

Dans la mesure où les avis du CSMI en question n'ont pas été annoncés ni affichés publiquement par le Gouvernement, tout comme le Gouvernement n'a pas fait de déclaration officielle concernant le lancement de vaccinations « booster », le fait de tomber sur ces informations comme par hasard ou en suivant le fil de l'actualité de la presse m'intéresse.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Madame la Ministre peut-elle me faire parvenir les avis du CSMI concernant les recommandations de troisième dose de vaccination ?

2) Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis que le recours à des vaccinations de troisième dose aurait mérité une déclaration officielle associée à des explications plus amples, afin de faciliter l'accès aux informations des citoyens.ne.s ainsi que des député.e.s du parlement ?

3) Comment la première personne ayant bénéficié d'une troisième dose de vaccin a-t-elle été sélectionnée ? Par quel processus de prise de contact et selon quels critères médicaux exactement ?

4) Comment les personnes ayant par la suite bénéficiées d'une troisième dose de vaccin ont-elles été sélectionnées ? Par quel processus de prise de contact et selon quels critères médicaux exactement ?

5) Quel est le bilan qui a pu être tiré jusqu'à présent des effets d'une troisième dose de vaccination, notamment concernant le renforcement de l'immunité, pour la population concernée ?

6) Combien de personnes ont finalement bénéficié d'une troisième dose de vaccination jusqu'à présent ?

**Réponse (08.10.2021) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé :**

Les avis du Conseil supérieur des maladies infectieuses (CSMI) sont toujours publiés tel que prévu à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa (2), de la loi modifiée du 1<sup>er</sup> août 2018 sur la déclaration obligatoire de certaines maladies (...) et sont disponibles notamment sur le portail santé<sup>11</sup>, onglet « espace professionnel », sous-catégorie « le conseil supérieur des maladies infectieuses ». Les avis sont en effet à destination primaire des professionnels de santé et notamment des médecins. Chaque avis est également diffusé par la Direction de la santé aux corps médicaux par courrier électronique, respectivement par fax à ceux qui ne possèderaient pas encore d'adresse e-mail, et depuis la crise Covid-19 également par un système de messagerie instantanée pour 405 médecins qui ont fait le choix de cette voie de communication directe. L'espace professionnel du portail santé n'est pas protégé et donc les avis sont donc en libre accès.

Le Ministère et la Direction de la santé ont régulièrement mentionné la possibilité de la troisième dose de vaccin lors de diverses communications et interventions publiques. Puisque la recommandation du 2 juillet 2021 visait exclusivement des personnes souffrant d'une immunodéficience grave et que ces personnes sont toutes en traitement et suivi médical du fait de leur maladie sous-jacente, la communication a été axée sur les médecins. En effet, c'est les médecins qui peuvent déterminer si

<sup>11</sup> [www.sante.lu](http://www.sante.lu)

un de leurs patients correspond aux critères médicaux énoncés dans l'avis et l'inscrire par la suite sur une liste de vaccination via [guichet.lu](http://guichet.lu). Les personnes inscrites de cette façon ont été par la suite contactées individuellement par la helpline santé afin de fixer un rendez-vous dans un centre de vaccination.

En ce qui concerne la recommandation du 7 septembre 2021, elle vise trois catégories de personnes, à savoir :

1. Les personnes vivant en structures d'hébergement pour personnes âgées, peu importe l'âge de la personne ;
2. Toute personne âgée de 75 ans et plus, peu importe son lieu de vie ;
3. Les personnes en dialyse rénale.

L'offre de vaccination a été communiquée aux personnes vivant en structures d'hébergement pour personnes âgées via les directions des structures puisqu'il y a été prévu d'utiliser les équipes mobiles de vaccination de la Direction de la santé pour administrer ces troisième doses dans les structures. Avant le passage des équipes mobiles dans les structures, chaque résident a été informé, respectivement sa famille a été informée pour les personnes qui ne sont plus capables de prendre des décisions elles-mêmes, afin d'obtenir le consentement de la personne (ou de la famille) pour le rappel de vaccination.

Pour les personnes âgées de 75 ans et plus vivant en-dehors d'une structure d'hébergement, un courrier personnalisé leur a été adressé pour les informer de l'offre et des possibilités d'accéder à la vaccination (via le réseau de plus de 200 médecins généralistes, ou rendez-vous dans un centre de vaccination, respectivement vaccination sans rendez-vous dans un centre de vaccination).

Enfin, pour les personnes en dialyse, l'offre a été communiquée via les médecins des services de dialyse, où les personnes concernées passent en moyenne trois fois par semaine pour leur traitement.

En ce qui concerne la personne qui a eu le rappel la semaine avant la sortie officielle de l'avis du CSMI, il s'agit d'un cas particulier correspondant entièrement aux critères médicaux de l'avis en préparation du CSMI, mais où il y avait urgence. Ceci peut se présenter notamment en cas de transfert à l'étranger pour un traitement urgent et impossible à réaliser au Luxembourg et, où l'hôpital qui accueille le patient, exige un schéma de vaccination avec rappel, sous peine de refuser le patient.

Il est trop tôt pour tirer un bilan, notamment en ce qui concerne le renforcement de l'immunité, pour la population concernée. L'administration des troisième doses est d'ailleurs toujours en cours. La Direction de la santé continue à proposer régulièrement des bilans sérologiques dans les structures d'hébergement des personnes âgées. Ceci permettra d'évaluer sur un plan populationnel l'évolution de l'immunité.

Au 7 octobre 2021, 5.487 personnes ont déjà bénéficié d'une troisième dose.

**Question 4975 (16.09.2021) de Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) concernant la comptabilisation des vaccinations pratiquées dans les cabinets médicaux :**

Depuis le lundi 2 août 2021, toute personne âgée de 12 ans et plus a la possibilité de prendre rendez-vous pour la vaccination Covid-19 dans les cabinets de différents médecins généralistes et pédiatres. Cependant, ces lieux de vaccination et le nombre de personnes y ayant été vaccinées ne figurent pas sur le rapport journalier officiel du Gouvernement concernant la situation épidémiologique.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Les vaccinations pratiquées dans les cabinets médicaux sont-elles incluses dans le bilan journalier des personnes vaccinées ?

2) Un bilan régulier de la quantité de vaccinations pratiquées dans ces cabinets est-il pratiqué et consultable ?

3) Les médecins libéraux enregistrent-ils les vaccinations pratiquées chaque jour et sont-ils censés enregistrer ces informations afin de les fournir à la Dir4) Sinon, comment est-il tenu compte du nombre de personnes vaccinées au sein des cabinets de médecins libéraux ?

**Réponse (21.09.2021) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé :**

Les médecins qui vaccinent dans les cabinets médicaux encodent les vaccinations dans le même logiciel qui est utilisé dans les centres de vaccination, les hôpitaux et dans le Impfbus. Toutes les vaccinations effectuées sont donc comptabilisées de la même façon et sont incluses dans le bilan journalier. Toutes les informations sur ces vaccina-



tions sont donc également disponibles pour l'autorité sanitaire.

Il est prévu d'inclure des détails sur les vaccinations dans les cabinets dès que ce mode de vaccination est bien établi. L'implémentation des vaccinations dans les cabinets a été progressive ces dernières semaines, ce notamment en raison des vacances d'été, mais elle tend à progresser actuellement avec la rentrée.

**Question 4976** (17.09.2021) de **M. Dan Biancalana (LSAP)** concernant le **principe de reconnaissance mutuelle des jugements en matière pénale** :

Après une décision du tribunal pénal central de Madrid du 10 septembre 2021, un ressortissant luxembourgeois, condamné au Luxembourg en 2000 à une peine de 20 ans de prison dont cinq ans avec sursis pour meurtre et tentative d'incendie, est libre de poursuivre sa vie dans le sud de l'Espagne avec sa famille sans contrainte. Les autorités judiciaires luxembourgeoises viennent cependant d'émettre un nouveau mandat d'arrêt européen à son égard.

Le tribunal pénal central de Madrid a décidé que les autorités judiciaires espagnoles ne sont pas en mesure de reconnaître et d'exécuter la décision luxembourgeoise, vu que le justiciable fugitif était mineur au moment des faits commis en 1999. En refusant de reconnaître et d'exécuter la décision luxembourgeoise, les autorités judiciaires espagnoles n'ont pas appliqué le principe de reconnaissance mutuelle des jugements en matière pénale prononçant des peines ou des mesures privatives de liberté aux fins de leur exécution dans l'Union européenne ; principe prévu par la décision-cadre 2008/909/JAI du Conseil européen.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

- Madame la Ministre a-t-elle connaissance de situations similaires au sein de l'Union européenne ?

- Est-ce que Madame la Ministre entend aborder ce sujet lors d'une prochaine réunion entre les ministres de la Justice au niveau européen ?

- D'après Madame la Ministre, quelles sont les solutions permettant de remédier, voire prévenir, des situations où le principe de reconnaissance mutuelle prévu par la décision-cadre 2008/909/JAI envers des décisions luxembourgeoises n'est pas appliqué ?

- Y a-t-il eu des situations où le Luxembourg n'a pas appliqué le principe de reconnaissance mutuelle au niveau de l'Union européenne ? Dans l'affirmative, pour quelles raisons ?

**Réponse** (15.10.2021) de **Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice** :

Je n'ai pas connaissance que des situations similaires se soient déjà produites au sein de l'Union européenne.

Comme au niveau national, le Conseil de l'Union européenne n'évoque pas les affaires pénales en cours. S'y ajoute que, contrairement à ce que la question parlementaire pourrait faire croire et suivant les informations dont je dispose actuellement, le dossier n'est pas définitivement clos.

Contrairement à ce que l'on pourrait comprendre à la lecture de la question parlementaire, la reconnaissance mutuelle des jugements en matière pénale connaît des motifs de non-reconnaissance et de non-exécution, conformément à l'article 9, paragraphe 1<sup>er</sup>, de la décision-cadre 2008/909/JAI du 27 novembre 2008, de sorte que la reconnaissance mutuelle n'est pas un automatisme. L'article 9, paragraphe 3, prévoit d'ailleurs des consultations à effectuer entre les autorités compétentes des États membres lorsque l'État membre d'exécution envisage la non-reconnaissance d'un jugement, mais ces consultations sont limitées à certains des cas prévus par l'article 9, paragraphe 1<sup>er</sup>, de la décision-cadre précitée.

Si la reconnaissance mutuelle des jugements en matière pénale devait effectivement connaître des difficultés menant à des situations inadéquates, voire inacceptables, une solution pourrait consister à revoir dans les futures législations au niveau de l'Union européenne, la liste des motifs de non-reconnaissance et de non-exécution prévue par l'ar-

ticle 9, paragraphe 1<sup>er</sup>, de la décision-cadre précitée, ou, pour le moins, de rendre les consultations entre autorités compétentes obligatoires dans tous les cas où l'État membre d'exécution envisage une non-reconnaissance et une non-exécution.

D'après les informations dont je dispose, le Luxembourg a toujours appliqué le principe de reconnaissance mutuelle lorsque les dispositions de la décision-cadre précitée ont été appliquées par l'État membre d'émission.

**Question 4977** (17.09.2021) de **Mme Martine Hansen, MM. Emile Eicher et Jean-Paul Schaaf (CSV)** concernant le **Musée Thillenvogtei** :

Laut Presseinformation steet de Musée rural Thillenvogtei zu Randschelt zum Verkaf. Proprietäre wieren ënnert anerem amgang, mat de Responsable vum der Gemeng Wal ze verhandelen, fir dass de Musée an d'Hänn vun der Gemeng iwwergeet, dee laut der Madamm Buergermeeschter: „e groussen Deel vum Patrimoine culturel vun der Gemeng ass. En ass schützenswäert an erhaltenswäert.“

An dësem Kontext géife mir gäre folgend Froen un d'Madamm Kulturministesch stellen:

- Ass Regierung gewëllt ze hëllefen, dass de Musée Thillenvogtei zu Randschelt, deem seng Gebailechkeeten denkmalgeschützt sinn, an déi öffentlech Hand iwwergeet?

- Wa jo, wéi kéint sou eng Hëllef ausgesinn?

Laut Presseinformation hätt d'Gemeng am Kader vun der Revision un vum hirem PAG wëllen, de ganze Site an eng Zone de bâtiments et d'équipements publics [BEP] ëmzekeréieren?

- Wéi eng Inzidenzen a Konsequenzen hätt sou eng Ëmklasséierung op déi zukünfteg Notzung, Ëm- an Ausbau vum Musée respektiv vun all den anere Gebaier?

**Réponse commune** (25.10.2021) de **Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture**, et de **M. Lex Delles, Ministre du Tourisme** :

De Musée Thillenvogtei am Duerf Randschelt huet an de leschte Jore bedeitend zur touristescher Attraktivitéit vun der Gemeng Wal an der ganzer Regioun bäigedroen. D'Weiderféieren, respektiv den Ausbau vun den touristeschen Aktivitéiten am Musée Thillenvogtei, si virun dësem Hannergrond begrëssenswäert. Deemno wäert d'Generaldirektioun fir Tourismus am Kader vum „plan quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique“ weiderhin Investitiounen, déi dozou bäidroen, dat „klingsten Duerf aus dem Land“ touristesch ze positionéieren, encouragéieren a finanziell ënnerstëtzen. Gekoppelt un e konkret Konzept, wéi beispillsweis déi touristesch Exploitatioun vum Site, kéint d'Acquisitioun vum Musée Thillenvogtei bei enger entsprecherender Demande am Kader vum Fënnef-Jores-Programm op d'Lëscht vun de Projete mat enger regionaler Envergure opgeholl a finanziell ënnerstëtzt ginn.

De Kulturministère huet de Musée Thillenvogtei an der Vergaangenheet finanziell am Kader vu kulturelle Projeten ënnerstëtzt a konnt déi Responsabel beim Ausschaffe vu museologesche Konzepter berodend zur Säit stoen. Dës Ënnerstëtzungsmesuren a Méiglechkeete stinn dem Musée och an Zukunft zur Verfügung.

Am Kader vun der Refonte vum Plan d'aménagement général (PAG) huet d'Gemeng Wal effektiv virgesinn, fir de betraffenen Terrain an eng „zone de bâtiments et d'équipements publics“ ëmzekeréieren. Dëst bedeit, datt all spéidere Projet, dee baugeneemungspflichteg ass, sech un d'Dispositioun muss halen, déi fir dës Zone virgesi sinn.

**Question 4978** (17.09.2021) de **M. Roy Reding (ADR)** concernant les **règles d'entrée depuis le Royaume-Uni** :

Sou wéi et mir zougedroe gouf, riskéiere Leit, déi aktuell aus dem Vereenegte Kinnekräich op Lëtzebuerg wëllen areesen, datt hinnen den Zougang zum Fliger verweigert gëtt, och wann si geimpft oder geheelt sinn, well Lëtzebuerg kee brittesche Covidzertifikat akzeptéiert.

An deem Zesammenhang géif ech der Regierung gär dës Froen stellen:

1. Wéi eng Pabeiere muss Leit aus Drëttlänner am Bezuch op de Covid-19 virweisen, wann si op Lëtzebuerg wëllen areesen? Wéi wäit kënnen Reesender an esou engem Fall op de klasseschen Impfpass vun der WHO zréckgräifen?

2. Applizéiert Lëtzebuerg fir déi eenzel Drëttstaate jee weils eng entsprechend bilateral oder eng standardiséiert Prozedur? Falls ënnerschiddlech Modalitéiten applizéiert ginn, kann d'Regierung dann déi genee Reesbestëmmunge fir d'Vereenegt Kinnekräich elaboréieren? Wou kënnen d'Leit sech iwwert déi entsprechend Dispositiounen informéieren?

3. Entsprecht déi lëtzebuergesch Virgoensweis vis-à-vis vum Vereenegte Kinnekräich enger Standardprozedur op EU-Niveau?

**Réponse commune** (15.10.2021) de **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes**, et de **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé** :

ad 1. Wat d'Areess aus Drëttstaate betrëfft, sou setzt Lëtzebuerg déi ofgeännert Recommandatioun 2020/912 vum Rot vun der EU ëm, dëst iwwert dat ofgeännert groussherzoglecht Reglement vum 20. Juni 2020. Aktuell kann een nëmmen ënner bestëmmte Konditiounen aus engem Drëttstaat op Lëtzebuerg areesen. Erlaabt ass d'Areess fir Awunner aus Länner, déi op der Lëscht vum Artikel 2bis vum Reglement stinn oder fir Reesender, déi ënnert d'Ausname vum Artikel 2 falen. Geméiss dem Artikel 2ter ass d'Areess aus Drëttlänner, fir déi eng Equivalenzdecisioun vun der Europäescher Kommissioun virliert, och erlaabt, wann den néidegen 3G-Certificat matgeféiert gëtt. Doriwwer eraus ass fir all Deplacement op Lëtzebuerg mam Fliger den Noweis vun engem unerkannten 3G-Certificat néideg. Niewent engem „geimpft“- oder „geneesen“-Certificat, kann och een negativen TAAN-Test, dee manner wéi 72 Stonnen al ass, oder een TAR-Test, dee manner wéi 48 Stonnen al ass, virgewise ginn. Akzeptéiert ginn an deem Fall just Tester, déi vun engem Laboratoire oder engem Organ, dat duerfir zoustänneg ass, realiséiert goufen, an déi Tester mussen gültig sinn, wann een an de Fliger klëmmt.

En Dokument vun der WHO ass am Prinzip an all deene Fäll net relevant.

ad 2. Fir den Ament (Stand Ufank Oktober 2021) applizéiert Lëtzebuerg keng spezifesche bilateral Prozedur, wann et ëm d'Unerkenne vun 3G-Certificaten aus Drëttstaate geet, well dat gesetzlech net virgesinn ass. Fir d'Vereenegt Kinnekräich huet d'Kommissioun nach keng Decisioun zur Equivalenz ausgestallt, och wann technesch Diskussiounen zu deem Sujet lafen.

Déi offiziell Informatiounen zu den entsprecherende Reesdispositiounen kënnen op <https://covid19.public.lu/> consultéiert ginn.

ad 3. Mir verweisen hei op d'Äntwert op d'Fro 1.

**Question 4980** (17.09.2021) de **M. Jeff Engelen (ADR)** concernant les **subsidés accordés aux clubs et associations sportifs** :

Betreffend de reguläre Subsidien un d'Sportsveräiner a Sportorganisatiounen géif ech gären dës Froen un den Här Sportminister stellen:

1. Wéi héich ass de globale Subsid, deen un d'Sportsveräiner an d'Sportorganisatiounen ausbezueelt gouf an de Joren 2019 an 2020?

2. Wat fir eng Sportsveräiner resp. Sportorganisatiounen kruten ee Subsid accordéiert a wéi héich ass dës Betrag am Eenzelnen?

3. Op wat fir enger gesetzlecher Basis oder no wat fir engem Krittär ginn dës Subsidien accordéiert?

4. Wat fir ee Betrag gouf an de Joren 2019 an 2020 reegelméisseg ausbezueelt un déi verschidden Organisatiounen, opgrond vu Konventiounen, a wéi héich ass dës Betrag?

5. Goufen an dës Joren och aussergewéinlech Subsidien ausbezueelt un eenzel Sportorganisatiounen oder Veräiner?

**Réponse** (19.10.2021) de **M. Dan Kersch, Ministre des Sports** :

Mat der parlamentarescher Fro freet den éierbaren Deputéierten no de reguläre Subsidien, déi an de Joren 2019 an 2020 un d'Sportsveräiner an Sportorganisatiounen ausbezueelt goufen. Virop wëll ech emol op déi verschidden Aktivitéitsrapporte vum Sportsministère verweisen, déi der Chamber zougestallt ginn, an absënns och op meng Äntwert vum 3. November 2020 op déi parlamentaresch Fro N° 2889 iwwert spezifesche Subsidien, déi un d'Sportsföderatiounen ausbezueelt gi sinn, respektiv da meng mëndlech Äntwert vum 20. Januar 2021 op déi erweidert Fro N° 0065.

Op déi konkret Froe vum honorabelen Deputéierten da ginn et folgend Äntwerten:

ad 1. Am Joer 2019 sinn am Ganze ronn 9.400.000 Euro an 2020 ronn 12.900.000 Euro un déi agreéiert Sportsföderatiounen an hir affiliéiert Veräiner gaangen.

ad 2. Am Joer 2019 hu 55 agreéiert Sportsföderatiounen ronn 5.900.000 Euro u Subventiounen kritt an 3.500.000 Euro sinn u 608 affiliéiert Sportsveräiner ausbezueelt ginn.

Fir 2020 hunn insgesamt 56 affiliéiert Sportsföderatiounen ronn 6.100.000 Euro ausbezueelt kritt an opgrond vum 1.595 Demandé si ronn 6.800.000 Euro un d'Veräiner ausbezueelt ginn. Opgrond vun de sëllege Subsidien aus dem éischte Plan de relance konnten effektiv verschidde Sportsveräiner e puer Demandé maachen.

ad 3. D'Subsidien, déi de Sportsministère un déi eenzel Sportsföderatiounen a Veräiner ausbezueelt, baséieren op Dispositiounen aus dem ofgeännert Sports-gesetz vum 3. August 2005, op dem ofgeännert groussherzoglecht Reglement vum 23. Dezember 2016 betreffend Subsidien, déi un d'Sportsveräiner ausbezueelt ginn, an, fir d'Joer 2020, op Dispositiounen vum Plan de relance „Restart Sports“, deen den 29. Mee 2020 vum Regierungsrat ugeholl gouf.

ad 4. Opgrond vu Konventiounen tëschent dem Sportsministère an de Sportsföderatiounen, déi et am Beräich vum administrativen an technesche Personal, an dem Nation Branding ginn, si fir 2019 am Ganze 3.515.000 Euro u 25 Föderatiounen bezueelt ginn an 2020, ronn 4.160.000 Euro u 25 Föderatiounen gaangen. Et sief dobäi bemierkt, dass den Nation Branding eréischt zënter 2020 an d'Attributioun vum Sportsministère fällt.

ad 5. Fir Participatiounen un europäesche Kompetitiounen si fir 2019 am Ganze ronn 142.000 Euro u 26 Veräiner bezueelt ginn an 2020, dann 110.000 Euro un 13 Veräiner. Dës Subsidien sinn op Basis vun engem detailléierten Deecompte ausbezueelt ginn.

**Question 4981** (17.09.2021) de **Mme Josée Lorsché et M. Marc Hansen (déi gréng)** concernant les **mesures sanitaires en vigueur dans l'enseignement supérieur** :

Suite à l'adoption de la plus récente loi « Covid » par la Chambre des Député-e-s en date du 14 septembre 2021, des assouplissements en matière de mesures sanitaires ont été opérés dans l'enseignement fondamental et secondaire, le but en étant de faciliter les interactions et la communication entre les élèves et les enseignants. Ainsi, le nouveau dispositif sanitaire Covid-19 (« Stufepiang ») préconise une réduction maximale de l'obligation de port du masque et a abolié les restrictions concernant les réunions et la taille des groupes. Le dispositif est notamment censé assurer un maximum de normalité pour tous les membres de la communauté scolaire, tout en maintenant un niveau de protection flexible et adéquat par rapport à la situation épidémiologique.

Alors que les niveaux d'enseignement fondamental et secondaire ont ainsi connu un assouplissement des restrictions, il nous a été signalé que le domaine de l'enseignement supérieur reste soumis au régime plus strict de mesures sanitaires tel qu'il était en vigueur au cours de l'année académique écoulée. De ce fait, l'organisation de l'enseignement présentiel y demeure gravement entravée, par exemple en ce qui concerne le nombre maximal de personnes par salle de cours ou encore par l'obligation permanente de port du masque.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :

1) Pourquoi existe-t-il une différence si marquée entre le niveau de restrictions sanitaires aux niveaux d'enseignement fondamental/secondaire et supérieur ?

2) La mise en place d'un dispositif sanitaire spécifique pour l'enseignement supérieur est-elle prévue ? Dans l'affirmative, quel est le délai prévu et quelles en seront les dispositions ?

**Réponse** (14.10.2021) de **M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche** :

En réponse à la question parlementaire sous rubrique, il importe de préciser tout d'abord que les universités se distinguent sensiblement des écoles tant par l'organisation de leur enseignement que par la composition de leur communauté. Le corps étudiant et enseignant est international et il n'y a pas de groupes de classe fixes. L'Université du Luxembourg a toujours développé ses protocoles sanitaires nécessaires pour répondre aux besoins de l'institution, ceci conformément aux mesures légales et en concertation avec le ministère de tutelle.

Depuis le semestre d'hiver 2021-2022, l'Université du Luxembourg vise le retour progressif à l'enseignement normal, c'est-à-dire en présentiel, tout en assurant un maximum de sécurité sanitaire sur ses campus.

L'année académique a commencé en mode présentiel hybride, car il était important de permettre à un maximum des étudiants, notamment aux nouveaux étudiants étrangers, de se faire vacciner contre la Covid-19. Le bus de vaccination a été présent sur les campus à plusieurs reprises à cette fin.

Parallèlement, un nouveau protocole sanitaire permettant d'utiliser de nouveau pleinement les amphithéâtres et salles de cours et donc de revenir à l'enseignement présentiel a été soumis à la Direction de la santé pour avis. Ainsi, il est proposé de mettre fin à la distanciation sociale dans les cours le plus rapidement possible. Cependant, le port de masques sera toujours nécessaire à l'intérieur des bâtiments de l'Université.

## Le saviez-vous ?

### DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

Les projets et propositions de loi ainsi que les avis et rapports y relatifs sont publiés comme documents parlementaires qui font l'objet d'une numérotation continue.



L'Université est actuellement en discussion avec les autorités publiques pour définir les modalités de ce protocole et pour permettre à la communauté universitaire de retrouver sa vie de campus normale le plus rapidement possible.

**Question 4982** (20.09.2021) de **M. Jean-Paul Schaaf** (CSV) concernant le **plan de gestion annuel du domaine forestier** :

All Joer muss Gemengeréit am Land de „plan de gestion annuel du domaine forestier“ stëmmen, opgestallt vum Fierschter a laut deem dann de Bësch fir dat kommend Joer bewirtschaft gëtt. Doriwwer steet de „plan d'aménagement pluriannuel“ vum öffentliche Bësch.

Laut mengen Informatiounen hätt den Ëmweltministère de Fierschteren elo virgeschriwwen, si missten hir Pläng ëm 40 % reduzéieren, si dierfen deemno just 60 % aus de Gemengebëscher eraushuele vum deem, wat eigentlech geplangt war.

Hannergrond wier, dass den Ëmweltministère gären hätt, dass Bëscher méi resilient ginn a méi Holz (besonnesch héich Stämm) an de Bëscher bleift (Mikroklima, Temperatur, Biomass, CO<sub>2</sub>-Späicher etc.). Landeswäit sollen net déi normal 120.000 m<sup>3</sup> Holz aus den öffentliche Bëscher geholl ginn, mee just 60.000 m<sup>3</sup>, dovu minus 40 % fir de Gemengebëscher.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un d'Regierung stellen:

- Kann d'Madamm Minister confirméieren, dass d'Plans d'aménagement vum de Gemengebëscher - déi geneemt sinn - vum de Fierschteren net dierfen exekutiert ginn?

- Wéi ass déi juristesche Situatioun ze verstoen, wann eng Gemeng wëllt, dass hire Plan d'aménagement agehale gëtt, an de Minister net?

- Wisou hëlt d'Regierung elo dës Entscheidungen, ouni mat de Gemengen ze schwätzen, a waart net of, bis déi nächst Plan-d'aménagementen opgestallt ginn?

- Wann d'Regierung entscheet, dass manner Ertrag aus dem Gemengebëscher soll fléissen, ass si dann och bereet, déi lafend Personalkäschten - déi net kënnen reduzéiert ginn - ze iwwerhuelen?

- Wéi gesäit d'Madamm Minister d'Zukunft vum de Lëtzebuurger Bëscher, a vum den öffentliche Bëscher am Besonneschen, a Saachen Holzertrag? Sinn déi gewünschte minus 40 % just fir 2022?

- Ass d'Madamm Minister net méi der Meinung, dass Lëtzebuerg op den Holzbau aus eegener Produktioun setze soll an dass et besser ass, déi einheimesch Hëlzer bleiwen als Biomass an eise Bëscher stoen?

- Kann d'Madamm Minister confirméieren, dass all Plans d'aménagement vum de Gemenge manner Holz aus de Bëscher eraushuele wéi Holz nowiisst - an domadder de Krittär vum der Nohaltegkeet vum de Bëscher och ouni Reduktioun vum Holzertrag geséichert ass?

- Gëtt et Recommendatiounen fir privat Bëschbesëtzer?

**Réponse** (03.11.2021) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

ad 1. Opgond vum der Multiplikatioun vum den extreme Klimaeregnesser vum 2018, 2019 an 2020 an de Konsequenzen op d'Gesondheet an de Schutz vum eise Bëscher huet d'Naturverwaltung d'Héicht vum der Possibilitéit, dem optimalen Holzschlag an den öffentliche Bëscher, souwéi en an de „Plans d'aménagement“ an de leschten zéng Joer gerechent ginn ass, an enger Etüd kritesch hannerfrot. Dofir gouf eng Biomassetüd mam Titel „Étude du potentiel de la biomasse forestière récoltable au Luxembourg“ 2020 vum der Naturverwaltung realiséiert op Basis vum den Donnéeën vum zweeten Inventaire forestier national (<https://environnement.public.lu/content/dam/environnement/documents/natur/forets/Etude-du-potentiel-biomasse-forestiere-Luxembourg.pdf>).

D'Konklusiounen aus dëser Etüd weisen, dass Virsichtsmoosnamen ergraff mussen ginn. D'Etüd berechent, dass net méi wéi 60 % vum der Biomass vum natierlechen Zouwuess vum eise Lafholzbëscher soll genotzt ginn, wa mir eis Bëscher an engem gudden Zoustand erhalen an hir Resilienz erhéije wëllen, fir dass si dem Klimawissel besser standhalen an hir Funktioun als CO<sub>2</sub>-Späicher optimal erfëlle kënnen.

An de „plans d'aménagement“, déi virum 2020 erstallt goufen, sinn d'Follge vum Klimawissel, sou wéi mir se an de Joren 2018-2020 kenne geléiert hunn, nach net consideréiert ginn. An deene meeschte „Plans d'aménagement“, déi bis 2020 opgestallt goufen, ass d'Possibilitéit sou berechent, dass den Holzertrag an d'Altersverdeelung vum de Beem am Equiliber bleift. Wann den Equiliber erreicht ass, läit d'Possibilitéit ronn 10-20 % ënnert dem Holzzouwuess fir déi natierlech Mortalitéit, technesch Problemer an

d'„perte d'abattage“ auszegläichen. Wann ze vill jonk Beem an de Bestänn sinn, gëtt d'Possibilitéit erofgesat, an emgedréint gëtt se eropgesat, fir de Bësch ze verjüngen, wann net méi genuch jonk Beem an de Bestänn sinn.

Eis Bëscher sinn duerch déi Dréchtenen extreem geschwächt ginn an doduerch ass den Zouwuess an deene leschte Joren zeréckgaangen. Dofir huet d'Naturverwaltung als Virsichtsmoosnam decidéiert, dass d'„Plans d'aménagement“ net esou exekutiert gi sollen, wéi se geplangt waren, mee dass den Holzschlag an de Lafholzbëscher an deenen nächste Joren op 60 % vum gerechten Holzzouwuess soll reduzéiert ginn.

Déi järelech Plans de coupe sinn an deem Sënn adaptéiert ginn an de Proprietäre vum den öffentliche Bëscher ënnerbreet ginn. Déi järelech Gestionspläng sinn eng Proposition vum der Naturverwaltung a ginn da vum de Bëschproprietäre beurteilt an autoriséiert. Dem Proprietär säin Accord gëtt also all Joer an der Saach gefrot, mat der Recommendatioun, wa méiglech aus Virsichtgrënn déi 60 % vum Holzzouwuess an de Lafholzbëscher net ze iwwerscheide bis zur Revisioun vum „Plan d'aménagement décennal“.

ad 2. Juristesch gesi kann eng Gemeng d'Realisatioun vum „plan d'aménagement“ ufuere. Ze bemerken ass awer, dass de „plan d'aménagement“ virum allem een Niveau vum Holzschlag berechent, deen op kee Fall iwwerschritt soll ginn. Den Holzschlag, deen an de „plans d'aménagement“ gerechent gëtt, ass een optimalen Holzschlag, deen op dem Prinzip vum der Nohaltegkeet berout an esou berechent gëtt, dass eng optimal Entwécklung vum de Bëscher erméiglecht gëtt an et domat erlaabt, dass de Bësch seng villfältig Services nohalteg erfëlle kann an den Ökosystem Bësch op Dauer bestoe bleift. Et ass der Naturverwaltung hir Aufgab, d'Bëschproprietäre ze beroden an dorop hinzuweisen, dass duerch déi klimatesch Verännerungen d'Bëschgestioun muss adaptéiert ginn.

Kee Klimamodell hat déi extreem Klimaevenementer vum de leschten dräi Joer mat esou engem héije kuerzfristegen Impakt op d'Bëscher esou zäitno virgesinn. Mir sinn also an enger Krisesituatioun, wat d'Bëschgesondheet ubelaangt, déi et erfuerdert, dass mir och kuerzfristeg drop reagéieren, fir den Ökosystem Bësch net nach zousätzlech ze schwächen. An Zukunft wäerten duerch d'Auswierkung vum Klimawissel d'Onsicherheit am Bësch zouhuelen. Dëser Tatsaach muss bei den zoukënfte Bëschpläng méi Rechnung gedroe ginn. Eis Gesetzgebung, wat d'„plans d'aménagement“ betrëfft, gëtt zurzäit am Kader vum neie Bëschgesetzprojet iwwerschaaft, fir adaptiv Kurskorrektur bei der Bëschplanung zouzeloossen.

ad 3. D'Ausmooss vum de Klimaevenementer erlaabt eis et net, bis op déi nächst Revisioun vum de „Plans d'aménagement“ ze waarden. D'Ofstierwe vum de Buchen an de Fichten ass vum 2 op 10 % an nëmmen zwoe Joer geklommen. Déi Virsichtsmoosnamen, déi ergraff gi sinn, fir eis Bësch-ökosystemer ze stabiliséieren, sinn urgent an noutwendeg.

Déi aktuell Situatioun vum eise Bëscher an déi weider geplangte Schrëtt, fir d'Resilienz vum eise Bëscher ze stäerken, goufen am Bëschresilienzworkshop vum 21. Juni 2021 am Ëmweltministère virgestallt an diskutéiert. Do war och de Syvicol invitéiert.

ad 4. Déi öffentliche Bëscher sinn een allgemengt Gutt, mat deem déi öffentliche Proprietäre am Sënn vum der Allgemengheet pfleglich sollen ëmgoen. Dat ass och mat Käschten verbonden. D'Bëschproprietäre müssen alleguer mat den Auswierkunge vum de rezente Klimaevenementer eens ginn an et dierf a priori net am Interessi vum engem Bëschproprietär sinn, op d'Realisierung vum engem geplangten Holzschlag ze bestoen, wa gewosst ass, dass d'Mortalitéit vum de Beem an de Bëscher zougeholl huet an d'Bëscher an hir Funktiounen duerch dësen Holzschlag nach zousätzlech geschwächt ginn.

Ze bemerken ass och, dass den Ertrag vum de Bëscher meeschtens nëmmen op Basis vum Holzverkauf berechent gëtt. Wëssenschaftlech Etüde beleeden awer, dass den Holzverkauf nëmmen 20 % vum alle Wäerter duerstellt, déi de Bësch generéiert. Déi aner sozial an ekologesch Wäerter si schonn 1997 op méi wéi 250 EUR/ha/Joer estiméiert ginn (Revue Nature R.Costanza).

ad 5. Nei Klimamodeller sinn an der Ausarbeitung. D'Warscheinlechkeet vum enger weiderer Verschlechterung vum de Konditiounen fir de Bësch si grouss. Dofir schafft d'Naturverwaltung u Moosnamen, fir d'Resilienz vum de Bëscher ze stäerken, well eis Bëscher sinn och e wichtige Partner am Erreeche vum der Klimaneutralitéit. D'Zil vum der Resilienzherhéijung ass, dass de Bësch sech no enger Stéierung nees schnell erhëlt, fir dass all déi ekologesch, sozial an ekonomesch Services vum de Bëscher oprechterhale kënnen ginn.

Déi Moosname betreffen insgesamt de Schutz vum de Beem a vum Bëschbuedem, a méi detailléiert d'Erhéijung vum der Diversitéit vum de Beem an der

Struktur vum de Bëscher, d'Erhale vum enger maximaler Iwwerschiirmung, méi eng schounend Nutzung vum de Beem asw. Dofir wäerten déi Virsichtsmoosnamen, wat den Holzschlag betrëfft, nach eng länger Zäit néideg sinn a mussen villäicht och an Zukunft bäibehale ginn.

ad 6. Op Basis vum den Donnéeën aus dem Inventaire forestier national wësse mir, dass all Joer an eise Bëscher ronn 760.000 m<sup>3</sup> Holz zouwuessen, dovu 339.000 m<sup>3</sup> Lafholz a 421.000 m<sup>3</sup> Nolenholz. Den Holzschlagpotential op Basis vum de Critère vum der Biomassetüd gouf insgesamt op 519.000 m<sup>3</sup>/Joer geschat, dovu 209.000 m<sup>3</sup> Lafholz an 310.000 m<sup>3</sup> Nolenholz. Den Holzpotential aus eise Bëscher ass also ganz grouss fir den Holzbau, dee weiderhi vum der Regierung promovéiert gëtt. Eng Reaktualisatioun vum der Berechnung ass fir 2024 geplangt, wann déi nei Donnéeën vum drëtten Inventaire forestier national virleien.

ad 7. Den Holznowuess an de bewirtschaften öffentliche Bëscher läit an der Moyenne bei insgesamt 320.000 m<sup>3</sup>/Joer (205.000 m<sup>3</sup> Lafholz an 115.000 m<sup>3</sup> Nolenholz). Den Tableau mat den Donnéeën vum Holzschlag aus den öffentliche Bëscher an de leschten zéng Joer weist ganz kloer, dass den Holzschlag ënnert dem Nowuess leit. Den Holzschlag situéiert sech relativ no beim ausgerechente Potential vum 60 % vum Nowuess (118.000 m<sup>3</sup>/Joer Lafholz + 80.000 m<sup>3</sup>/Joer Nolenholz). Jore mat méi engem héijen Aschlag ware meeschtens bedéngt duerch déi intensiv Verjüngungsmoosnamen an ale Lafholzbëscher oder duerch Kalamitéiten an de Nolenholzbëscher (Wandfall, Borkenkäfer).

(*Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.*)

ad 8. D'Recommendatiounen fir d'Bëschgestioun fir privat Bëschbesëtzer ginn duerch den Aarbechtsgrupp „Bëschresilienz“ ausgeschafft. Dëse Grupp, dee seng Aarbecht am Kader vum Programme forestier national ënnert der Leedung vum der Naturverwaltung säit Juni 2021 opgeholl huet, ass zesumme gesat aus allen Intressevertreeder vum Bësch, inklusiv vum Lëtzebuurger Privatbësch. Éischt Resultater vum dësem Aarbechtsgrupp gi fir Enn 2021 erwaart.

Ze bemerken ass awer och, dass schonn eng Rei vum Moosnamen vum der Regierung ergraff goufen, notament:

- een neit Bëschgesetz mat noutwendeg Schutzmoosnamen ass um Instanzewe,
- eng finanziell Ënnerstützung fir privat Bëschbesëtzer fir eng naturno, klimagerecht Gestiou vum hire Lafholzbëscher (Prime Klimabonusbësch) säit 2021,
- eng änlech Moosnam fir Gemengebëscher am Naturpakt,
- d'Iwwerschaaft vum de finanzielle Bähëllef fir d'Realisatioun vum klimagerechten Aarbechten am Bësch (Mëschplanzungen ...)
- en neien Tool um Geoportall fir eng standuertgerecht Bamaartewal fir Enn 2021.

**Question 4985** (20.09.2021) de **M. Jeff Engelen** (ADR) concernant le **transport scolaire** :

E Freideg, de 17. September huet d'Akerbauschoul zu Gilsdref hire Betrieb ugefaangen. Dëst huet mat sech bruecht, dass all d'Schüler um Wee fir an déi nei Akerbauschoul mam reguläre Service vum öffentliche Transport mat Zäiten do konnte sinn. Mee bei Schulschluss goufen et eng Rei vu Schwierigkeeten, eenzel Schüler hu ronn zwoe an eng halfe Stonn gebraucht, ier se doheem waren, bei anere Schüler hunn d'Elteren se souguer missen an d'Akerbauschoul siche fueren.

An dësem Kontext géif ech gären dës Froen un den Här Minister fir Mobilitéit richten:

1. Wéi ass hei den öffentliche Schoultransport organiséiert?
2. Jee nodeem, wat fir eng Klassen déi eenzel Schüler besichen, kënn et vir, dass si zu ongeregelt Zäite Schulschluss hunn, dréit hei den öffentliche Schoultransport dëser Situatioun Rechnung?

**Réponse** (08.10.2021) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

De Retour vum de Schüler aus der neier Akerbauschoul zu Gilsdref ass esou organiséiert:

ad 1. Fir d'Majoritéit vum de Schüler (Cycle inférieur), déi vum 8.15 Auer bis 14.20 Auer Schoul hunn, fuere Bussen ëm 14.30 Auer beim L.T.A. fort, huelen dann an der rue Merten beim LCD (14.42 Auer) déi Schüler mat a fueren dann an d'Regioun.

ad 2. Fir déi aner Schüler sti jee weils no Schulschluss Bussen op zwoe Linnen zur Verfügung, déi se entweder op Dikrech/Ettelbréck, Gare (Linn 547) oder Miersch, Gare (Linn 548) bréngen. Vun do aus mussen déi Schüler dann de regulären öffentliche

Transport benotzen. Dëst gëtt och op anere Campussen esou änlech gehandhaabt.

**Question 4987** (20.09.2021) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant les **aides pour les associations** :

Weinst de Repercussione vum der Covid-19-Pandemie ginn d'Sportsveräiner bis Enn dës Joers weider finanziell vum Staat ënnerstëtzt. Pro Lizenz kréien d'Clubb beispillsweis 20 Euro Subsid, mat engem Minimum vum 250 Euro. Doriwwer eraus, an dat ass dëst Joer nei, kréien d'Eltere vu Kanner a Jugendliche bis 16 Joer e Bong vu 50 Euro, wa se e Kand an engem Sportsveräin aschreiwten. Dëse Bong gëtt bei deem respektive Club fir d'Aschreiwung ageleest. De Sportsveräin sengersäits kritt de Betrag vu 50 Euro da vum Sportsministère iwwerweisen. Iwwert dëse Wee sollen d'Sportsveräiner finanziell ënnerstëtzt ginn an dës Moosnam soll och dozu bäidroen, dass d'Clubb weider nei Membere kréien.

An deem Kontext sief drun erënnert, dass et am Beräich vum Benevolat och vill aner Associatiounen - ausserhalb vum Sportberäich - gëtt, déi während der Pandemie vill fir de Bien-être vu Kanner a jonke Leit bis 16 Joer gelescht hunn. Als eent vu ville méigleche Beispiller sief de Scoutismus genannt, an deem FNEL a Lëtzebuurger Guiden a Scouten (LGS) eng ronn 8.000 Membere zielen.

Virum Hannergrond vum der konsequenter Ënnerstützung vum de Sportsveräiner duerch hiren zoustännege Ministère wëllt ech folgend Froen un d'Madamm Familljeminister an un den Här Educatiounsminister stellen:

- Sinn d'Madamm an den Här Minister der Meinung, dass Associatiounen ausserhalb vum Sportberäich, déi während der Pandemie vill fir de Bien-être vu Kanner a jonke Leit bis 16 Joer gelescht hunn a weider leeschten, misste finanziell ënnert d'Äerm gegräff kréien?

- Wa jo, wéi gedenke si, dës Veräiner déi néideg Hëllef zoukommen ze loossen, vu wéini un an a wéi enger Héicht?

- Wann nee, firwat net?

**Réponse** (09.11.2021) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

Den Educatiouns-, Kanner- a Jugendministère (MENJE) finanziert iwwert dat ganz Joer ewech, an dëst och während der ganzer Period vum der Pandemie, via Konventiounen Associatiounen, déi mat hire Services am Kanner- a Jugendberäich aktiv sinn.

Allegueren déi Services ware quasi onënnerbrach während der Pandemie aktiv. Déi finanziell Moyenen, déi de MENJE souwuel an Infrastrukturen, Material, Personal vum de Services wéi och an d'Kanner an déi Jonk investéiert, gi kontinuéierlech erop. D'Zil vum MENJE war an ass, dass d'Kanner an déi Jonk, op eng konstant Aart a Weis, vu qualitative Services profitéieren kënnen. Dës Regularitéit kann nëmmen erreecht ginn, wann och e permanente Suivi, sief dee mënschlech, materiell oder finanziell, assuréiert gëtt: D'Services mussen sech am Laf vum hiren Aktivitéiten op eng gewësse Stabilitéit vum den Ënnerstützunge verlosse kënnen.

Dës Veräiner ginn elo schonn duerch reegelméisseg a kontinuéierlech Konventiounen ënnerstëtzt. Well d'Aktivitéit vum de Veräiner am Kanner- an am Jugendberäich während dem ganze Joer 2020, nieft dem Confinement um Ufank vum der Pandemie an zwoe Wochen zum Schluss vum Joer 2020, mat den autoriséierte Restriktiounen op waren an d'Kanner an déi Jonk weiderhin an deenen Aktivitéiten deelhuele konnten, hu vill Veräiner wéi zum Beispill d'Scoutsmovements keen Broch vum hire Membere ze verzechnen. Am Géigendeel sinn hir Memberschaften eropgaangen.

D'Evolution vum de finanzielle Besoine vum Associatiounen, déi mat hire Services am Kanner- a Jugendberäich aktiv sinn an déi via Konventioun vum MENJE ënnerstëtzt ginn, gëtt reegelméisseg am Austausch mat de jee weilege Strukturen gekuckt an, wann noutwenneg, ugepasst.

**Question 4988** (20.09.2021) de **M. Marc Goergen** (Piraten) concernant l'**impact d'un éventuel déploiement de mercenaires russes au Mali** :

De 27. August si 15 Lëtzebuurger Zaldoten an de Mali geflunn, fir do vu Koulikoro aus véier Méint laang un der Missioun EUTM 2021-03 deelzehuelen. Laut der Noriichtenagentur Reuters ass de Regim am Mali amgaangen, mam russesche Söldnertrupp „Wagner“ iwwert eng méiglech Ënnerstützung vum der malescher Arméi ze verhandelen. De Ministerpresident vum Mali huet dës Meldung weeder dementéiert nach affirméiert.

De Kanzlerkandidat vum der CDU an d'Kandidatin vum de Gréngen aus Däitschland hunn an Interviewe



kloer gemaach, dass den Asaz vu russesche Söldner kéint ee Réckzuch vun den däitschen Truppen aus dem Land bedeiten.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Verdedegung dës Froe stellen:

1. Wéi eng Informatiounen, iwwert déi aktuell Situatioun am Mali an eng eventuell Énnerstëtzung vun der malescher Arméi duerch russesch Söldnertruppen, huet Lëtzebuerg virleien?

2. Falls sech d'Noriicht iwwert den Asaz vu russesche Söldner am Mali sollt bestätegen, wäert Lëtzebuerg den Asaz vun eisen Zaldoten am Mali fréizäitig ofbriechen?

**Réponse commune (21.10.2021) de M. François Bausch, Ministre de la Défense, et de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes :**

ad 1. Lëtzebuerg suivéiert aktiv d'politesch Situatioun am Mali a concertéiert sech momentan mat sengen europäesche Partner iwwert den Impakt, deen e private Kontrakt tëschent de maleschen Transitiounsautoritéiten a russesche Söldnertruppen hätt. D'EU-Delegatioun zu Bamako huet viru Kuerzem eng Demarche beim maleschen Ausseministère gemaach, fir géint eng eventuell Énnerstëtzung vun der malescher Arméi duerch russesch Söldnertruppen ze warnen. Déi verschidden Demarchen, déi vu westleche Partner a vun der Westafrikanescher Wirtschaftsgemeinschaft (CEDEAO/ECOWAS) gemaach goufen, schéngen déi malesch Autoritéite fir de Moment iwwerzeegt ze hunn. Zu dësem Zäitpunkt hunn d'malesch Transitiounsautoritéiten ëffentlech matgedeelt, dass et weeder zu engem Kontrakt mam Wagner-Grupp komm wier nach dass konkret Gesten an dës Richtung geholl gi wieren, mee dass si sech d'Recht behalen, ze decidieren, mat wem si schwätze wëllen a sech all Optiounen ophalen, well d'Sécherheetssituatioun vun hirem Land momentan hir dréngendst Prioritéit ass.

ad 2. D'Lëtzebuurger Arméi ass am Mali en Deel vun internationale Missiounen, wat mat sech bréngt, dass d'Decisiounen iwwert d'Zukunft vun de respektive Missiounen wäerte vun der UNO an der EU getraff ginn. Am Fall, wou d'malesch Autoritéiten op russesch Söldner zrëckgräife géifen - wat zum haitegen Zäitpunkt hypothetesch ass - géif Lëtzebuerg sech aktiv an deenen Decisiounen bedeelegen a sech fir e Réckzuch ausschwatzen, well d'Präsenz vu russesche Söldner net kompatibel wier mat de fundamentale Wäerter, déi z. B. d'Missioun EUTM probéiert ze vermëttelen an dat auszubildend malesch Militär.

**Question 4989 (20.09.2021) de M. Léon Gloden (CSV) concernant la prise de rendez-vous pour un IRM :**

Wéi et aus engem Lieserbréif am „Luxemburger Wort“ vom 20. September 2021 ervirgeet, misst ee Fach- an Informatikwësse matbréngen, fir sech iwwerhaupt mol kënnen e Rendez-vous fir en IRM unzefroen. Esou beschreift d'Persoun an hirem Schreiwes, wéi se vum Sekretariat „Radiologie“ vum Groupe HRS gesot krut, se misst sech selwer e Rendez-vous iwwert Doctena/Internet huelen, fir net grad dee leschtméiglechen Datum ze kréien. Nieft dem Informatikwëssen, dat ee misst matbréngen, wier et net nëmmen eng medezinesch Erausfuorderung, fir emol fir d'Éischt dee richtegen IRM ze fannen, mee et géif een och klimesch Detailer gefrot ginn, déi een als Patient oft net wéisst. Nodeems d'Dokument dann ausgefëllt wier, misst een et dann un d'Klinik per E-Mail schécken, wat fir e puer Leit net esou einfach wier wéi fir aner. An deem Sënn freet d'Verfaasserin vum Lieserbréif sech, ob net jiddereen déi selwecht Rechter a Méiglechkeet op medezinesch Hëllef zu Lëtzebuerg hätt.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Regierung matdeelen, aus wéi engem Grond een iwwert Doctena méi schnell e Rendez-vous kriit fir en IRM am Groupe HRS, wéi wann een deen direkt am Sekretariat ufreet?

2. Wëssend, dass et Leit ginn, déi net esou gutt mat informatesche Mëttele kënnen ëmgoe wéi aner oder tout court keng besëtzen, ass d'Regierung der Meenung, dass soumat jiddereen d'Méiglechkeet op medezinesch Hëllef huet zu Lëtzebuerg?

3. Aus wéi engem Grond muss ee beim Ausfëlle vun der Online-Ufro medezinesch Detailer uginn? Ass d'Regierung sech bewosst, dass et Patiente ginn, déi dës Detailer net hunn?

4. Opgrond vun dese Punkten ass d'Regierung der Meenung, dass d'Prozedur misst iwwerschafft ginn, fir en IRM-Rendez-vous ze kréien?

**Réponse (20.10.2021) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé :**

ad 1. Op Réckfro beim Groupe HRS huet dësen eis confirméiert, dass et sech hei ëm punktuell informatesch Problemer gehandelt huet. Eng integréiert Or-

ganisatioun vun de Rendez-vous mat der selwechter Disponibilitéit vu Rendez-vousen iwwer Telefon oder Doctena ass amgaangen, ëmgesat ze ginn.

ad 2. Et bleift nach ëmmer méiglech, ee Rendez-vous och iwwert Telefon ze fixéieren. Déi organisatoresch Verbesserung stelle sécher, dass de Rendez-vous zentral festgehal gëtt.

ad 3. Déi gefroten Informatiounen beim Ausfëlle vun der Online-Ufro regruppéieren déi Elementer, déi den Dokter op der vun him ausgestallter Ordonnance uginn huet. Dës Informatiounen erlaben, eng adequat Virbereedung vum Rendez-vous sécherzestellen.

ad 4. D'Spidol optimiséiert d'Organisatioun vun de Rendez-vous mat de Radiologen, fir sécherzestellen, dass souwuel iwwert den informatesche Wee wéi och iwwer den netinformatesche Wee (Telefon etc.) den Zougang zum Plateau de radiologie effizient méiglech ass.

**Question 4990 (21.09.2021) de Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) concernant les effets secondaires des vaccins contre la Covid-19 :**

Après des mois, la campagne de vaccination anti-Covid est dans une phase où la majorité de la population résidente est vaccinée.

Le Gouvernement souhaite vacciner davantage afin d'arriver à un taux de couverture de 80-85 % de la population. Ceci s'explique par la résistance du variant delta qui est plus transmissible. Un taux de couverture plus élevé que prévu doit donc être atteint.

Pourtant, une partie de la population hésite à se faire vacciner. La question se pose comment arriver donc à ce taux de 85 % de couverture ? Le Gouvernement tente de convaincre cette partie de la population avec des arguments de nature médicale, mais les incite également avec des restrictions, comme l'annulation de la gratuité des tests, décision que déi Lénk a largement critiquée.

Tout en considérant la vaccination comme acte solidaire et volontaire, j'estime que seulement un dialogue respectueux et ouvert peut convaincre une partie de la population non vaccinée. Nous sommes convaincus que seulement l'échange ouvert peut inclure cette tranche de la population.

Par conséquent, je voudrais vous poser deux blocs de questions à Madame la Ministre de la Santé. Les premières questions portent sur la santé publique et les données dont dispose le ministère.

1) De quels effets secondaires le Ministère de la Santé a-t-il connaissance ?

2) Quelle est la classification et la hiérarchisation des effets indésirables ?

3) Comment est-ce que les données informatiques sont-elles récoltées sur le terrain ?

4) Quelles sont les éventuelles indications que le ministère a donné aux médecins traitants afin d'identifier et de classer les effets indésirables de leurs patients ?

5) Comment les données sont-elles traitées et selon quelle procédure ?

6) De quelles ressources humaines le ministère dispose-t-il pour traiter ces données et dossiers ?

Dans votre réponse à la question parlementaire n° 3518 du 27 janvier 2021 de Monsieur le Député Marc Baum, vous écrivez qu'une « analyse approfondie de chaque déclaration d'effet indésirable est réalisée au cas par cas afin d'évaluer le degré de probabilité du lien de causalité entre la réaction et le vaccin ».

7) Partant, quand est-ce qu'un symptôme est interprété comme effet secondaire, en fonction de quels critères ?

Le deuxième bloc de questions porte sur la communication envers la partie de la population non vaccinée.

Tout en sachant qu'il y a une diversité de motivations derrière la décision de ne pas se faire vacciner, nous pensons qu'une partie des personnes non vaccinées peut être réceptive à un dialogue respectueux et inclusif.

Au-delà de l'objectif de convaincre des personnes de se faire vacciner, il s'agit aussi, à travers le dialogue, d'entretenir la cohésion sociale.

Il s'agit surtout de voir et de comprendre les motivations à la base de la décision de ne pas se faire vacciner et de là, entrer dans un échange avec les personnes. Un sondage ou des moments d'échange pourraient constituer un premier pas.

De tels événements pourraient également contribuer à calmer le climat social tendu autour du sujet des vaccinations.

8) Est-ce que vous comptez organiser un sondage portant sur les motivations des personnes qui ne se sont pas fait vacciner ?

9) Est-ce que vous comptez organiser des événements tels que des échanges, des moments de questions-réponses soit en présentiel, voire dans les médias ?

**Réponse (20.10.2021) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé :**

ad 1) Les informations détaillées concernant l'ensemble des effets indésirables déclarés pour les quatre vaccins Covid-19 sont publiées régulièrement dans les rapports de suivi des effets indésirables des vaccins. Ces rapports sont publiquement accessibles sur le site InfoVAXX.<sup>12</sup>

ad 2) La classification des effets indésirables se fait selon la fréquence, la nature, le mécanisme de survenue, la prévisibilité et la gravité de l'effet indésirable. On distingue les effets indésirables attendus et inattendus, graves et non graves :

Un effet indésirable est dit « grave » lorsqu'il entraîne la mort ou est susceptible de mettre la vie du patient en danger, provoque ou prolonge une hospitalisation, entraîne une invalidité ou une incapacité importante ou durable, se manifeste par une anomalie ou une malformation congénitale.

Un effet indésirable « inattendu » est un effet indésirable dont la nature, la sévérité ou l'évolution ne correspondent pas aux informations contenues dans l'information produit (notice et résumé des caractéristiques du produit) du médicament/vaccin ; contrairement aux effets indésirables « attendus » qui sont listés dans l'information produit du médicament/vaccin.

ad 3) La déclaration des effets indésirables peut se faire selon tout format (courrier papier ou électronique, en utilisant ou non le formulaire de déclaration mis à disposition<sup>13</sup>) à la Division de la pharmacie et des médicaments (DPM) de la Direction de la santé et/ou au Centre régional de pharmacovigilance (CRPV) de Nancy avec lequel la DPM collabore<sup>14</sup>.

Pour le cas particulier des vaccins contre la Covid-19, une plateforme électronique dédiée a été mise en place. Toutes les déclarations sont analysées puis enregistrées dans la base européenne de pharmacovigilance (Eudravigilance).

ad 4) La pharmacovigilance fait partie intégrante du cursus universitaire des médecins et ils ont l'obligation de déclarer les effets indésirables portés à leur connaissance par leurs patients et qu'ils suspectent d'être liés. Le service de pharmacovigilance de la DPM organise des formations et échanges régulièrement avec les professionnels de santé. Ce service est également disponible pour toute question relative à la sécurité des médicaments et vaccins.

Dans le cadre de la vaccination, une sensibilisation régulière aux activités et responsabilités en matière de pharmacovigilance est réalisée par la DPM auprès des professionnels de santé et en particulier aux vaccinateurs.

ad 5) Toutes les déclarations d'effets indésirables sont analysées et font, le cas échéant, l'objet d'investigations par les autorités de santé, de manière individuelle, ainsi qu'avec les cas des autres pays enregistrés dans la base européenne de pharmacovigilance (Eudravigilance).

ad 6) La DPM dispose d'un service de pharmacovigilance composé de quatre personnes dont deux contrats temporaires pour traiter toutes les questions relatives à la pharmacovigilance. De plus, la Direction de la santé a un contrat de collaboration avec le CRPV de Nancy pour le suivi, l'analyse et la déclaration des effets indésirables.

ad 7) Un effet indésirable est une réaction nocive et non voulue à un médicament, se produisant aux posologies normalement utilisées chez l'homme pour la prophylaxie, le diagnostic ou le traitement d'une maladie ou pour la restauration, la correction ou la modification d'une fonction physiologique<sup>15</sup>.

ad 8) La campagne de sensibilisation à la vaccination contre la Covid-19, qui comprend de nombreux canaux et mesures de communication, a toujours offert et continuera d'offrir aux citoyens diverses possibilités d'exprimer leurs motivations pourquoi ils ne souhaitent pas de faire vacciner et de poser des questions.

En outre, le ministère et la Direction de la santé ont eu de multiples échanges avec des parties prenantes issues de différents groupes socio-économiques et démographiques afin de mieux comprendre les motivations qui conduisent des personnes à refuser la vaccination.

<sup>12</sup> <https://covid19.public.lu/fr/vaccination/infovaxx.html>

<sup>13</sup> Lien pour le formulaire de déclaration : <https://guichet.public.lu/fr/entreprises/sectoriel/sante/medecins/notification-effets-indesirables-medicaments.html>

<sup>14</sup> Voir information détaillée sur la page de la DPM du site [sante.lu](https://sante.public.lu/fr/politique-sante/ministere-sante/direction-sante/div-pharmacie-medicaments/index.html)

<sup>15</sup> Définition OMS

Une enquête représentative dédiée n'est pas prévue à ce stade.

ad 9) Dans le cadre de la campagne, un grand nombre d'événements a été organisé au cours des derniers mois, principalement de manière virtuelle, en raison de la situation sanitaire. L'objectif était d'engager un échange avec la population. Il s'agit notamment de 38 « Facebook Live Q&As » qui ont eu lieu chaque semaine jusqu'aux vacances d'été et qui reprendront à partir du 21 octobre. Une réunion virtuelle de discussion ouverte avec le ministre et le directeur de la santé a complété l'offre de dialogue.

Pa ce biais, le public a eu et continuera d'avoir la possibilité de poser directement des questions aux acteurs de la crise.

En outre, le ministère et la Direction de la santé continuent à organiser des événements avec diverses parties prenantes socio-économiques et des acteurs des secteurs culturel et académique afin de stimuler les échanges sous forme de séances d'information et de questions-réponses.

De plus, deux webinaires et dix « lunchtalks » ont été organisés pour les professionnels de la santé et le public spécialisé afin de répondre également à leurs questions. Il est prévu de continuer à organiser les événements pour les professionnels dans les mois à venir afin d'assurer l'échange direct.

En outre, la campagne de vaccination a été mise en avant via des stands d'information lors de divers événements au cours de l'été afin d'entamer un dialogue avec les citoyens sur la vaccination et de répondre à leurs questions. Les ambassadeurs de la vaccination étaient également présents lors de divers événements du « Impfbus » afin d'engager ainsi directement le dialogue avec les citoyens.

**Question 4992 (21.09.2021) de M. Marc Goergen (Piraten) concernant la poubelle pour déchets biodégradables :**

D'Chamber hat de 16. Mee 2019 am Kader vun der Debatt zum Klima eng Motioun adoptéiert, an där d'Regierung opgefuerdert gouf, fir alles ze ënnerhuelen, fir Lëtzebuerg zum Spëtzereider an der Offallvermeidung an Offallverwärtung ze maachen. Um Punkt 10 gëtt d'Regierung invitéiert, „à assurer à ce que les collectes séparées obligatoires depuis 1994 soient mises en place partout au Luxembourg“. D'Motioun nennt awer keen Datum, bis wéini dës Mesurë mussen ëmgesat ginn. Dee gläichen Dag gouf eng Motioun vun de Piraten ofgeleent, déi mam 1. Januar 2020 ee konkreeten Datum fir d'Afëiere vun enger Biopoubelle am ganze Land gefuerdert hat, an dat ënnert dem Virwand, dass de Punkt 10 vun der adoptéierter Motioun dëst géif virgesinn.

Aus den Äntwerten op meng parlamentaresch Fro Nr. 0903 vom 16. Juli 2019 goug ervir, dass nach net all Gemeng am Land senge Biergerinnen a Bierger d'Méiglechkeet bitt, hir Biooffäll separat vum Reschtoffall ze entsuergen, mee dass „déi meescht Gemenge bis 2020 eng Biopoubelle wäerten ubidden“. D'Ministesch hat des Weideren ugemierkt, dass laut dem Offallwirtschaftsgesetz vom 21. Mäerz 2012 d'Gemengen an der Pflicht sinn, eng Biooffallsammlung unzebidden. Den Delai, fir dëst ëmzesetzen, war 2014.

An den Äntwerten op meng lescht parlamentaresch Fro Nr. 1851 konnte mer zu deem Zäitpunkt nach keng genee Daten zum Undeel vum Biooffäll fir d'Joer 2019 geliwwert ginn.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Interieur a fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Wéi eng Gemenge bidden hire Biergerinnen a Bierger, Stand 2020, keng Méiglechkeet, hir Biooffäll separat vum Reschtoffall ze entsuergen?

2. Wéi eng Gemenge sinn zënter dem Refus vun der Motioun vum 16. Mee 2019 nei am Reseau vun de Biopoubellen derbäikomm?

3. Wéi vill Tonne Biooffäll gouf et an de Joren 2018, 2019 an 2020?

4. Wéi huet sech den Undeel vu Biooffäll, deen am Reschtoffall land, zënter 2014 entwéckelt? (opgeléicht pro Joer)?

5. Wéi vill Entreprises hei am Land benotzen eng Biopoubelle am Betrib?

**Réponse commune (19.10.2021) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, et de Mme Taina Bofferd, Ministre de l'Intérieur :**

ad 1. All d'Gemenge bidden, Stand 2020, hire Bierger d'Méiglechkeet, hir Biooffäll separat ze entsuergen, dëst a Form vun enger Haus-zu-Haus-Sammlung. D'Gemeng Walfer hält de Moment nëmme Gréngschnëtt an hirer Haus-zu-Haus-Sammlung un. Dëst soll d'nächst Joer awer och op Kichenoffäll ausgeweit ginn. Ier et Haus-zu-Haus-Sammlunge gouf, konnten d'Bierger schonn a ville Gemengen



hire Gréngschrëtt am Recyclingpark oder op enger Sammelpfanz ginn.

ad 2. Am Joer 2019 hunn an de Syndikater SIDOR a SIGRE alleguer d'Gemengen eng Biopoubelle ugebueden. Am Syndikat SIDEC, wou am Laf vun 2019/2020 d'Biopoubelle generaliséiert gouf, ware just d'Gemenge Sëll, Ierpeldeng a Luerenzweiler initial ugeschloss. Et sief nach gesot, dass et keen nationale Reseau gëtt fir d'Biopoubelle, well opgrond vun der Gemengenautonomie d'Responsabilitéit fir d'Gestioun vum Haushaltsoffall bei de jeeeweilege Gemenge läit.

ad 3. An der Tabell hei drënner sinn d'Biooffäll vun 2018 bis 2020 duergestallt. Dës Zuele beinhalte Kichenoffäll, awer och Gréngschrëtt, dat heescht alles, wat ënnert d'Definitioune vu Biooffäll fällt. Et handelt sech hei ëm Offäll, déi no enger Kollekt an de Kompost- a Biogasanlagen ugeléiwert goufen. Et kann een erausliesen, dass et iwwert déi lescht Joren en Trend gëtt zu méi héije Quantitéite vu separat agesammeltem Biooffäll.

Joer	2018	2019	2020
Biooffäll (T)	64.498	65.368	71.430

ad 4. Et ass net méiglech, den Undeel um Biooffäll, deen nach am Reschtstoff ass, fir all Joer unze ginn. Dofir muss eng detailléiert Analys vun der Zesummesetzung vum Reschtstoff vun den Haushalter gemaach ginn. Esou eng Analys gëtt awer vun der Ëmweltverwaltung a reegelméissegem Ofstänn gemaach.

Et schéngt am sënnavollsten, fir d'Entwécklung vun de Quantitéite vum Biooffäll (am Reschtstoff) pro Awunner ze bewäerten. Hei gesäit een, dass de Wäert vu 67,9 kg pro Awunner am Joer 2013 op 61,17 kg am Joer 2018 gefall ass. Eng nei Analys ass fir d'Joer 2022 geplangt.

ad 5. Der Ëmweltverwaltung leie keng Daten zum Besëtzer vun de Poubellë vir. Et kann allgemeng gesot ginn, dass verschidde Gemengen d'Kollekt vu Biooffäll vu Betriber ausféieren. Dëst entweder a separaten Tournéen oder zesumme mat den Haushalter. Privat Kollektore fueren awer zum Deel och Betriber direkt un. An dësem Fall kritt de Betriber eng Poubelle vum Kollekt gestallt an net iwwert d'Gemeng.

**Question 4994** (21.09.2021) de **MM. Jeff Engelen** et **Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la **déclaration d'arrivée** :

Am Gesetz vum 19. Juni 2013 „relative à l'identification des personnes physiques, au registre national des personnes physiques, à la carte d'identité, aux registres communaux des personnes physiques...“ heescht et an der Sektoune 3 („Les déclarations d'arrivée“):

« En cas de doute sur la réalité de l'existence d'une résidence habituelle sur le territoire de la commune, le bourgmestre ou le fonctionnaire délégué inscrit la personne dont la déclaration est remise en question sur le registre d'attente et lui demande de prouver les faits remis en cause.

La preuve de la résidence habituelle peut être établie sur la base de tous documents émanant d'un service public ou des mentions figurant dans les registres, documents, bordereaux imposés par la loi ou consacrés par l'usage et régulièrement tenus ou établis.

La preuve de la résidence habituelle peut également être établie à partir d'autres éléments, tels que le lieu rejoint régulièrement après les occupations professionnelles, le lieu de fréquentation scolaire des enfants, les consommations en énergie domestique, les frais de téléphone, la résidence habituelle du conjoint, du partenaire ou de tout autre membre de la famille.

À défaut de preuve suffisante, le bourgmestre ou le fonctionnaire délégué demande à la Police grand-ducale d'effectuer une enquête et de lui faire parvenir un rapport écrit dans le mois de la demande d'enquête. »

Doraus léisst sech ofleeden, dass eng Persoun, déi der Gemengeverwaltung hir nei Wunnadress matdeelt, eréischt dann dozou verflücht ass, nozeweisen, dass si och wierklech op dëser Adress wunn, wa vu Gemengesäit Zweifel an der Deklaratioun vun der Persoun bestinn (« En cas de doute sur la réalité de l'existence d'une résidence habituelle sur le territoire de la commune »). Eng „Liesart“, déi confirméiert gëtt, wann ee sech den offiziellen Site vun der Regierung ukuckt, wou et ënner „Déclarer son déménagement à la commune de résidence“ heescht:

« Il est recommandé de joindre à la déclaration d'arrivée une pièce justificative documentant la réalité de la résidence habituelle telle que l'accord du propriétaire ou de l'occupant du logement, un extrait du contrat de bail, un extrait de l'acte notarié de vente, etc. »

(Source: <https://guichet.public.lu/fr/citoyens/immigration/nouveau-resident-luxembourg/arrivee-luxembourg/depart-arrivee-commune.html>).

Et gëtt der Persoun, déi an d'Gemeng kënn, „recommandéiert“, hir nei Adress nozeweisen. Et ass hir also fräigestallt, ob si dësen Noweis erbréngt.

An deem Kontext hu mir folgend Froen un d'Madamm Banneminister an un d'Madamm Justizminister :

1. Wéi gëtt vun der Gemengeverwaltung garantiéiert, dass et bei den „déclarations d'arrivée“ net zu Abuse kënn? Wéi eng Méiglechkeeten huet eng Gemeng, fir déi Donnéeën nozepreiwen?

2. Leien de Gemenge respektiv der Regierung konkreter Fäll vun Abuse vir? Wa jo, wéi goufen dës Fäll opgedeckt? Wat fir Sanktioune si fir dës Form vu Kriminalitéit virgesinn?

3. Kann d'Regierung prezisierien, a wéi ville Fäll et an deene leschte Joren dozou komm ass, dass nogeprüft gouf, ob d'Persoun, déi eng „déclaration d'arrivée“ signéiert huet, och wierklech op der mentionéierter Adress gewunn huet, bzw., am Fall, wou si dës Deklaratioun am Numm vun enger aner Persoun ënnerschriwwen huet, déi mentionéiert Adress net fiktiv war?

4. Ass d'Regierung der Meenung, dass bei enger Déclaration d'arrivée méi systematesch misst iwwerprüft ginn, ob d'Persoun, déi an d'Gemeng kënn, och wierklech op där vun hir mentionéierter Adress wunn?

5. Wéi eng Méiglechkeeten huet eng Persoun, déi mierkt, dass eng aner Persoun sech falsch ugemellt huet, fir dorop ze reagieren? Wat ka si maachen, wann hir eegen Adress oder déi vun engem Familienmember fir eng falsch Umeldung méissbraucht gouf? Wéi kann eng betraffe Persoun sech géint eventuell negativ Konsequenze vun esou engem Abus, déi si direkt betreffe kënnen, schützen?

**Réponse** (12.10.2021) de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur* :

D'Gemenge versichen de Moment vun der Aschreibung an de Populationsregëster souwäit wéi méiglech ze vermeiden, dass Inscriptiounen stattfannen, déi net der Realitéit entsprechen, an dofir ginn déi Piëcen a Preuvë gefrot, déi den honorabelen-Deputéierten selwer a senger Fro opgeléicht an um Site guichet.lu recherchéiert huet.

Verschidde Gemenge verlaange bei der Deklaratioun d'Presentatioun vun engem Notairesakt, engem Contrat de bail oder engem „Certificat d'hébergement“, am Fall, wou eng Persoun sech op der Adress vun enger aner umellt.

D'Regierung selwer huet keng Kenntnis vun Abusen an et sinn hir och keng vun de Gemenge rapportéiert ginn. Dat ofgeännert Gesetz vum 19. Juni 2013 iwwert d'Identifikatioun vu physische Persounen an d'Aschreibungen an de Populationsregëster gëtt de Gemengenautoritéiten d'Méiglechkeet, fir d'Realitéit vun der Inscriptioun nozepreiw. Den entsprechen den Artikel ass an der Fro zitéiert ginn. Dat Gesetz gesäit och Strofe vir, awer just fir de Fall, wou ee keng Deklaratioun oder eng verspéiten Deklaratioun mécht.

Vu dass et kee Phenomeen vu falschen Deklaratiounen schéngt ze ginn, gesäit d'Regierung am Moment kee Besoin, fir weider Kontrollméiglechkeeten ze schafen. Wa Situatiounen festgestallt ginn, déi net am Aklang mat de Reegelen iwwert d'Inscriptioun an de Populationsregëster sinn, kann d'Gemeng driwwer informéiert ginn. Doropshi kann d'Gemeng d'Inscriptioun iwwerpreiw, wann néideg mat Hëllef vun enger Policeenquête, wéi et am Artikel 22 Paragraph 2 vum uewe genannte Gesetz virgesinn ass.

**Question 4995** (21.09.2021) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) concernant la **création d'un cadre légal spécifique pour groupements d'habitat et coopératives de logement** :

Tout en remerciant Monsieur le Ministre de sa réponse à ma question parlementaire n° 4743 du 26 juillet 2021, je me permets de poser par la présente encore quelques questions supplémentaires en réaction à la réponse de Monsieur le Ministre.

Monsieur le Ministre explique dans sa réponse les dispositions législatives actuellement en vigueur concernant les conditions requises pour avoir accès au subventionnement de logements par l'État sans pour autant répondre à mes questions quant à l'avancement des travaux en matière de la création d'un cadre légal spécifique pour groupements d'habitat et coopératives de logement. Vu que la création d'un tel cadre a été considérée par le Gouvernement comme étant nécessaire pour favoriser le développement de groupements d'habitat et de coopératives de logement, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement :

1) Les travaux législatifs quant à la création du cadre légal spécifique pour groupements d'habitat et coopératives de logement, annoncés dans l'accord de coalition, ont-ils déjà été entamés ?

2) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre du Logement peut-il m'éclaircir sur l'état d'avancement de

ces travaux et fournir un calendrier concret quant à sa création ?

3) Dans la négative, la création d'un tel cadre prémentionné a-t-elle été abandonnée par votre ministère ? Si oui, pour quelles raisons ?

Dans ce même esprit, l'accord de coalition fait mention de l'habitat intergénérationnel comme une forme de logement innovante et collaborative qui sera développée par ce Gouvernement.

4) Monsieur le Ministre peut-il m'informer si son ministère a déjà entrepris des actions dans ce domaine ?

**Réponse** (12.10.2021) de **M. Henri Kox**, *Ministre du Logement* :

Tel qu'il a été mentionné dans la réponse à la question parlementaire n° 4743, le cadre légal pour donner accès aux coopératives de logement qui ne poursuivent pas un but de lucre est prévu dans le contexte de la réforme du cadre réglementaire portant sur les aides à la pierre et dont le dépôt est prévu pour avant la fin de l'année.

Pour ce qui est d'un cadre légal spécifique aux groupements d'habitat, le Ministère du Logement a entamé la phase d'identification du projet qui sera poursuivi suite au dépôt des projets de loi relatifs aux réformes portant sur le logement abordable. En effet, au regard des ressources limitées au niveau du ministère, il a été jugé indispensable de se concentrer en premier lieu sur les réformes nécessaires pouvant bénéficier au plus grand nombre de personnes qui sont parmi les plus vulnérables sur le marché du logement.

Le soutien aux initiatives d'habitat intergénérationnel se fait dans le contexte de la réalisation des projets d'envergure et dans le cadre des aides à la pierre. Tel qu'énoncé dans la réponse à la question parlementaire précitée, il est entendu que pour les projets qui bénéficient d'un apport financier public à hauteur de 75 % des coûts de réalisation, les conditions de location telles qu'arrêtées par règlement grand-ducal doivent être respectées.

**Question 4996** (21.09.2021) de **MM. Sven Clement** et **Marc Goergen** (Piraten) concernant les **conditions d'entrée aux États-Unis** :

Den 10. August hu mir eng parlamentaresch Fro zum Thema Auslandsreise fir geimpfte Persounen un d'Madamm Gesondheetsministesch gestallt (Fro Nr. 4822). An der Fro goung et virun allem ëm d'Areas an d'USA. D'Wäisst Haus huet dës Woch matgedeelt, dass den „Air Travel Ban“ fir geimpften Europäer soll am November ewechfalen.

Allerdéngs stellt sech d'Fro, wéi eng Persoun fir d'Amerikaner als geimpft gëllen. Vaccine wéi dee vun AstraZeneca ginn an den USA z. B. net genotzt. Zu Lëtzebuerg gouf Stand 6. September 2021 awer 110.750 Dose vun dësem Vaccin versprézt.

An der Washington Post heescht et haut dozou:

“It also is not clear whether vaccines that have not been authorized in the United States, such as the Oxford-AstraZeneca shot or vaccines made by China and Russia, will be accepted. That will be determined when the details of the new rules are hammered out by federal agencies, White House aides said.”

An deem Zesummenhang wéilt mir der Ministesch fir Gesondheet dës Fro stellen:

- Kann d'Madamm Ministesch eis Detailler zu den Areeskonditiounen an d'Vereenegt Staaten nennen? Falls net, wäert den EU-USA-Aarbeitsgrupp zu dësem Thema eng gemeinsam Positioun ausschaffen?

**Réponse commune** (21.10.2021) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

De 15. Oktober huet d'Wäisst Haus annoncéiert, dass vum 8. November un d'Reesrestriktiounen fir geimpfte Reesender wäerten ewechfalen. Säit dëser Annonce si keng weider offiziell Detailler publizéiert oder kommunizéiert ginn, déi eng Indikatioun géife ginn, ënnert wéi enge Modalitéite Reesen an d'USA géife kënnen stattfannen. Et besti weiderhi Kontakter um Niveau vum EU-US-Aarbeitsgrupp, fir sech iwwert béidsäiteg Approchen, wat d'Ophiewe vun Areesrestriktiounen ugeet, auszetauschen.

**Question 4997** (21.09.2021) de **M. Fred Keup** (ADR) concernant les **manifestations lors des heures d'école** :

„Youth For Climate Luxembourg“ huet fir de Freideg, 24. September 2021, zu enger Groussdemonstratioun géint de Klimawandel opgeruff. Obschons keen demokratesche Mënsch d'Demonstrationsrecht a Fro stellt, ass et dach awer erstaunlech, dass dës Manifestatioun eng Woch no der Rentree stattfënn. Et wier och ze iwwerleeën, ob an dë-

sem spezielle Fall d'Demonstrationsrecht net a Konflikt geréit mat der Schoufflicht. Meng parlamentaresch Fro vum 7. Juni 2021, ob et net besser wier, d'Schüler géifen op hirem schoulfräie Samschdeg op d'Stroosse goen, huet den Här Minister folgendermoosse beäntwert: „Ofschléissend wéll ech festhalen, dass d'Obligatioun, fir an d'Schoul ze goen, an d'Ausübe vu gesellschaftleche Rechter wéi d'Demonstrationsrecht net per se inkompatibel sinn. An engem ass et awer och esou, dass d'Demonstrationsrecht d'Schoufflicht net automatesch dierf a kann aushielegen.“

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un den Här Schoulminister:

1. Wéi oft misst während dem lafende Schouljoer, an dat zu Stonnen, wou normalerweis Unterrecht ass, demonstréiert ginn, fir dass de Minister ëffentlech fir de Respekt vun der Schoufflicht antrëtt?

2. Leien dem Här Minister vu Säite vun de Schouldirekteren a vum Léierpersonal Reaktiounen op dës ugekënnegt Groussmanifestatioun vir?

**Réponse** (19.10.2021) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

Ech hunn d'Schouldirektiounen iwwer folgend Modalitéiten informéiert: Am Respekt vum Artikel 13 vum groussherzogleche Règlement vum 23. Dezember 2004 iwwert d'Réglès de conduite an de Lycéen hu mannerjäreg Schüler un der Manifestatioun vum 24. September dierfen deelhueven, wann dëst vun hiren Elteren autoriséiert gouf; groussjäreg Schüler hunn dës Decisioun selwer geholl.

Vu Säite vun de Schouldirektiounen a vum Léierpersonal leie keng Reaktiounen op déi Manifestatioun vir.

**Question 4999** (22.09.2021) de **M. Sven Clement** (Piraten) concernant les **subsidés pour des projets de conservation du patrimoine** :

Fir de Patrimoine an déi ateriell Kultur zu Lëtzebuerg ze erhalen, subventionéiert a financéiert de Kulturministère alljoers eng Unzuel u Projeten. Verschidde Projeten, déi méi ëmfangräich sinn an deemno och méi Sue kaschten, mussen iwwer eng ëffentlech Ausschreibung gemaach ginn. Esou wëllen et déi europäesch Reegelen iwwert d'Marchés publics an och eis national Gesetzer.

Wien allerdéngs am Staatsbudget oder an den Aktivitéitsberichter vum Kulturministère, dem Centre national de recherche archéologique oder dem Service des sites et monuments (SSMN) no Informatiounen iwwert éischter méi kleng Projete sicht, dee fënn hei net wierklech vill iwwert den Émgang mat de Steiergelder eraus.

Beim SSMN ass zum Beispill ze liesen, dass ee fir 150 Projete ronn 7,6 Milliounen Euro ausginn huet. Méi detailléiert Chifferen an Informatiounen, zum Beispill wéi eng Persoun oder Firma op wéi engem Schantje wéi een Opdrag krut, fënn een an dësem Rapport net.

Aus Transparenzgrënn wier et awer wichteg ze wëssen, wéi eng Projete mat wéi vill Steiergelder financéiert ginn, an ob och kompetent Firmen dës Opdrag kréien. Des Weidere kéint de Contribuabellen sech esou ee kloert Bild iwwert den Émgang mat Steiergelder am Beräich vum Patrimoine maachen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Kultur dës Fro stellen:

1. Bei wéi vill Projete vum SSMN goufen an de leschte fënn Joer ëffentlech Ausschreibungen gemaach, a bei wéi vill Projeten net?

2. Wéi ass déi genee Prozedur bei Projeten, déi keng ëffentlech Ausschreibung brauchen?

3. Wéi eng Moosname sinn an der Prozedur fir Projeten ouni ëffentlech Ausschreibung virgesinn, fir eventuell oder potenziell Interessekonflikter oder Favoritismus ze verhënnern?

4. Wéi ass sécher gestallt, dass de staatleche Service, deen d'Projeten auswielt, net och deen nämmelechte Service ass, deen d'Suen un d'Opdragsnehmer verdeelt?

5. Wou kënnen Betriber sech mellen, déi Interessi an den néidegen Knowhow hunn, fir bei Projeten ouni ëffentlech Ausschreibung matzemaachen?

6. Wie waren an deene leschte Joren déi fënn gréissten Opdragsnehmer vu Projeten ouni ëffentlech Ausschreibung? Wéi vill Opdrag hunn déi fënn gréissten Opdragsnehmer kriit a wéi vill Euro sinn an déi enzel Firmen ausbezuelgt ginn?

**Réponse** (19.10.2021) de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Culture* :

D'Gesetz vum 8. Abrëll 2018 iwwert d'„marchés publics“ bestëmmt, wéi Kontrakter vergi ginn a garantiéiert, dass all Staatsverwaltung mat der néideger Transparenz déi accordéiert Kreditter ausgëtt.

D'Gesetz seet kloer, wéini national an europäesch Ausschreibungen musse gemaach ginn a gesäit spe-



zifesch Bestëmmunge vir, wou aner Prozedure gëllen a wou net muss effentlech ausgeschriwwen ginn. Dat sinn d'„procédures négociées avec ou sans publication d'avis“ a „procédures restreintes sans publication d'avis“. D'groussherzoglecht Reglement vum 8. Abrëll 2018 gesäit nach vir, datt all Marché ënner 60.000 Euro (ouni TVA) ka fräi vergi ginn.

De Service des sites et monuments nationaux (SSMN) proposéiert dem Kulturminister d'Realisatioun vu Projeten, wou op staatleche Sitten historesch Bausubstanz soll reparéiert, restauréiert an opgewäert ginn. Wann d'Projeten approvéiert sinn a Kreditter do sinn, huet de SSMN de gesetzlechen Optrag, dës Projeten ëmzesetzen, dat andeem en een Optragsnehmer fënnt, fir d'Aarbecht ze maachen. Dëst geschitt am Respekt vun de legale Bestëmmungen iwwert d'„marchés publics“. De Contrôle financier, deen all Engagement gesäit, wa Kontrakter vum SSMN gemaach ginn, iwwerwaacht dës Prozeduren.

Vun 2016 bis haut huet de SSMN op 96 Plazen eng 160 Projeten als Bauhär realiséiert.

A véier Projete goufen 18 effentlech Ausschreiwunge gemaach, dovun 13 national a fënnf europäesch Prozeduren.

Donieft huet den SSMN iwwert 1.400 Verträge folgendermoossen ofgeschloss:

- 26 „procédures négociées avec ou sans publication d'avis“, dat a Fäll, wou aus technesch, artistesch oder wëssenschaftleche Grënn de Marché just un ee spezifeschen Expert konnt vergi ginn, wann dréngend Aarbechten, déi net virauszegesi waren, néideg goufen oder wann Aarbechten no engem feste Barème bezuelt hu misse ginn;

- 72 „procédures restreintes sans publication d'avis“, dat wou op d'mannst dräi Offeren tëschent 60.000 Euro an 123.121,60 Euro HTVA gläichzäiteg gefrot goufen;

- 1.332 Marchéen ënner 60.000 Euro, déi fräi vergi goufen; och wann d'Gesetz dat an dësem Fall net virgesäit, huet den SSMN hei ëmmer Offere bei op d'mannst dräi kompetente Betriber gefrot, ausser bei dréngenden oder klenge Reparaturaarbechten. Esou hat den SSMN bal ëmmer eng Vergläichsméiglechkeet.

D'Optragsnehmer, déi ouni effentlech Ausschreiwung zanter fënnf Joer déi meeschte Marchéë kruten, sinn déi Folgend:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Den SSMN freet dacks eng Offer bei neie Betriber, déi sech um Marché etabléiert hunn a sech heiansdo spontan mellen.

#### Question 5000 (22.09.2021) de Mmes Francine Cloener et Lydia Mutsch (LSAP) concernant l'évaluation de la loi de 2018 relative à une administration transparente et ouverte :

La loi relative à une administration transparente et ouverte a été adoptée il y a deux ans, en septembre 2018. L'accord de coalition 2018-2023 stipule que son « impact sera examiné après deux années, pour procéder, si nécessaire, à des ajustements ». Suite à une récente entrevue entre le Ministre des Communications et des Médias d'une part et l'Association luxembourgeoise des journalistes professionnels (ALJP) d'autre part, l'ALJP a indiqué dans un communiqué de presse que la loi en question sera retravaillée une fois que les avis demandés auront été réceptionnés.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

- Monsieur le Ministre peut-il nous dire où en est l'évaluation de la loi de 2018 relative à une administration transparente et ouverte ?

- Quelle est la méthodologie retenue afin de procéder à cette évaluation ?

- À quelles associations/entités des avis ont-été demandés ?

- Quel est le calendrier fixé par le ministère afin de mener à bien cette évaluation ?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il répondre à la revendication de l'ALJP et d'autres associations partenaires d'introduire un droit à l'information pour journalistes dans le droit luxembourgeois ?

**Réponse (14.10.2021) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias :**

Les travaux d'évaluation de la loi modifiée du 14 septembre 2018 relative à une administration transparente et ouverte sont actuellement en cours.

À cette fin, un sondage en ligne sera soumis aux organismes visés par ladite loi, à l'exception des personnes morales fournissant des services publics, afin d'obtenir un retour sur l'efficacité de la

loi et son application par les organismes publics. Le catalogue de questions comporte notamment des éléments de nature quantitative et qualitative, sur le nombre de demandes d'accès reçues ainsi que sur les suites réservées à ces demandes par les organismes publics depuis l'entrée en vigueur de la loi.

La préparation du sondage est en cours de finalisation et son lancement est imminent. Les résultats du sondage sont attendus pour la fin de l'année 2021 et seront ensuite exploités de façon automatisée. Les résultats devraient permettre d'apprécier la nécessité d'apporter d'éventuelles modifications ponctuelles au cadre légal.

Pour rendre l'accès des journalistes à l'information plus efficace, la circulaire régissant les obligations des agents de l'État et des établissements publics dans leurs relations avec la presse sera revue.

#### Question 5001 (22.09.2021) de Mme Josée Lorsché et M. Marc Hansen (déi gréng) concernant le financement d'un test génique lors d'un diagnostic de cancer du sein :

Depuis 2018, la Fondation Cancer finance des tests d'expression génique dont le coût s'élève à 3.200 euros et qui ne sont pas pris en charge par la Caisse nationale de santé. Le nombre de tests financés est en augmentation constante.

Ces tests d'expression génique, réalisés sur les cellules cancéreuses de la tumeur du sein après une opération ou une biopsie, sont destinés à analyser plusieurs gènes différents, l'objectif étant de détecter dans quelle mesure le cancer est agressif et risque de se propager ou de réapparaître. Ces tests constituent une forme de médecine personnalisée permettant à une femme de savoir plus sur le cancer dont elle est touchée et d'adapter dès lors son traitement. Ainsi, les médecins peuvent d'une part utiliser les résultats de ces tests pour savoir quelles patientes doivent le plus probablement être soumises à une chimiothérapie après la chirurgie mammaire. D'autre part, le test génique peut permettre aux médecins d'avoir des informations quant aux cas dans lesquels un traitement par chimiothérapie peut être évité.

Compte tenu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Pour quelles raisons les tests géniques ne sont-ils actuellement pas pris en charge par la CNS ?

2) Quel est le pourcentage de cas dans lesquels le test génique permet d'éviter un traitement par chimiothérapie ?

3) Quel est le coût budgétaire occasionné par la chimiothérapie et qui est à charge de la CNS ?

4) N'est-il toujours pas envisagé que la CNS prenne en charge des tests géniques sur ordonnance médicale ?

**Réponse commune (22.10.2021) de M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, et de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé :**

ad 1) Les tests géniques sont déjà pris en charge par la Caisse nationale de santé (CNS). Cette prise en charge est basée sur le fait que le Laboratoire national de santé (LNS), en tant que centre de diagnostic dans le domaine de la génétique humaine et de l'anatomopathologie est financé par la CNS pour ces activités, selon le principe d'un budget global, comme aussi appliqué pour tous les établissements hospitaliers. Il n'est donc pas nécessaire d'avoir des actes spécifiques puisque la prise en charge est assurée par le mécanisme de financement précité.

ad 2) Plusieurs tests géniques sont actuellement disponibles. L'étude clinique MINDACT<sup>16</sup>, qui évalue le test Mammprint, conclut qu'environ 46 % des femmes avec cancer du sein et qui sont à risque clinique élevé n'ont probablement pas besoin de chimiothérapie. Cette étude concerne cependant un groupe de femmes âgées majoritairement entre 50 et 70 ans.

Il est probable que pour des femmes plus jeunes, ce pourcentage soit moins élevé. L'étude TaylorX<sup>17</sup> évalue un autre test, à savoir l'Oncotype DX et s'intéresse principalement à l'hormonothérapie et n'adresse qu'accessoirement la question de la chimiothérapie.

En général, les experts en oncologie estiment qu'entre 25 et 30 % des femmes avec cancer du sein et haut risque clinique pourraient éviter la chimiothérapie en cas d'utilisation d'un test génétique.

<sup>16</sup> 70-gene-signature as an aid to treatment decisions in early-stage breast cancer. F. Cardoso et al., for the MINDACT investigators. N Engl J Med 2016, 375:8:717-29

<sup>17</sup> Adjuvant chemotherapy guided by a 21-gene expression assay in breast cancer. J.A. Sparano et al. N Engl J Med 2018, 379:2:111-21

ad 3) À ce stade, la CNS n'est pas en mesure de chiffrer le coût des chimiothérapies dans le contexte spécifique du cancer du sein.

ad 4) Les tests géniques sur ordonnance médicale sont d'ores et déjà pris en charge par la CNS, comme mentionné dans la réponse à la première question.

#### Question 5004 (23.09.2021) de M. Sven Clement (Piraten) concernant l'envoi tardif des factures à la CNS :

No enger Visitt beim Dokter ass et fir vill Mënschen ee Reflex, hir bezuete Rechnung direkt weider un d'CNS ze schécken. D'Consultatioun bei engem Spezialist ka scho mol e puer Honnert Euro kaschten, a vill Leit sinn drop ugewisen, dës Sue schnellstméiglech erëm vun der CNS rembourséiert ze kréien.

Elo kann et awer virkommen, dass een net drun denkt, seng Doktesrechnung un d'CNS fir ee Remboursement weiderzeginn, an dës dann anzwousch an engem Tirang verschwënnt. Dëst ka virun allem bei Persoune mat Demenz oder anere Krankheeten oder Aschränkungen, déi d'Erffelle vun alldeeglechen Aufgaben erschwéieren, e Problem sinn. Laut Artikel 84 vum Code de la sécurité sociale huet een Assuré maximal zwee Joer Zäit, fir d'Rechnung weiderzeginn. Duerno gëtt d'Rechnung net méi rembourséiert, och wann den Assuré virum Delai d'Recht op ee Remboursement hat.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Sozialversicherung dës Fro stellen:

1. Wéi vill Rechnunge sinn an deene leschte fënnf Joer bei der CNS agaangen, déi wéinst engem Iwwerschreide vum Delai ofgeleent goufen?

2. Ass de Minister net der Meenung, dass den Artikel 84 sollt eng Ausnam vun dësem Delai virgesinn, am Fall wou een Assuré ënner engem psychescher oder physescher Krankheet leit, wéi zum Beispill Alzheimer, Depressiounen oder schwéiere Mobilitéitsaschränkungen an ee Certificat médical fir dës Krankheet ka virleeden?

3. Wéi steet de Minister zu dësem Delai vun zwee Joer? Ass de Minister der Meenung, dass dësen Delai laang genuch ass?

**Réponse (15.10.2021) de M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale :**

ad 1. Wann d'Agente vun der Gesondheetskeess eng Rechnung saiséieren, déi viru méi wéi zwee Joer ausgestallt gouf, generéiert de System automatesch eng Alert, datt se misste kontrolléieren, ob de Paiement am Delai vun zwee Joer gemaach gouf. Wann de Paiement innerhalb vum Delai gemaach gouf, gëtt d'Rechnung rembourséiert.

Den aktuellen informatésche Programm enregistriert dës Alert net, dowéinst kann d'Gesondheetskeess net vergläichen, wéi vill Rechnungen zu engem Refus geféiert hunn no der initialer Alert. Pro Mount ginn et ongeféier zwee bis dräi Refusen, well den Delai vun der Rechnung ofgelaf ass. Et ass awer méiglech, datt d'Unzuel vun den Alerten, wou d'Rechnung dann awer rembourséiert gëtt, well se am Delai vun den zwee Joer bezuelt gouf, driwwer läit.

Den neie System, deen d'Gesondheetskeess wäert kréien, wäert erméiglechen, déi Alerten ze enregistriieren.

D'Unzuel vun dëse Refusen ass awer limitéiert an de „paiement immédiat direct“, dee soll 2023 ageféiert ginn, wäert hëllefen, datt esou Refusen evitéiert ginn.

ad 2. + 3. Den Artikel 84 3. Alinea vum Code vun der sozialer Sécherheet, gesäit vir:

« L'action des prestataires de soins pour leurs prestations à l'égard des assurés ou de la Caisse nationale de santé se prescrit par deux années à compter de la date des services rendus. Celle de l'assuré à l'égard de la Caisse nationale de santé et de la caisse de maladie dont il relève se prescrit par le même délai à partir du paiement du prestataire. »

D'Gesondheetskeess muss sech un d'Gesetzter halen a kann net eng Ausnam vun dësem Delai accordéieren, well dat esou net virgesinn ass. Allerdéngs ass et an der Reegel esou, datt eng Persoun, déi ënner engem psychescher Krankheet leit, déi et net méi erlaabt, déi normal deegleche Affären ze geréieren, meeschtens ënner engem Tutelle steet, wou eng aner Persoun sech ëm hir Affäre këmmert.

Den Delai gouf 1992 ageféiert, fir den Delai tëschent der Déngschtleeschung vum Prestataire an der Saisine vun der Gesondheetskeess op e Minimum ze reduzéieren, woubäi iwwerhaapt keen Delai och keng Léisung wär an dës Fro sech egal wéi, och bei engem méi groussen Delai, géif stellen.

#### Question 5008 (24.09.2021) de M. Marc Goergen (Piraten) concernant les activités de gardiennage et de surveillance exercées par des entreprises privées au profit de communes :

D'Stater Oppositionsparteien hu sech den 21. September an engem Bréif un d'Madamm Banneministesch gewannt, an deem si d'Ministesch eng weider Kéier bidden, ze intervenéieren, fir datt d'Stater Gemeng d'Konvention mat der privater Sécherheetsfirma kënnegt. Am Bréif gëtt op déi widerspréichlech Aussoe vun der Buergermeeschtesch an engem Schäfte par rapport zu den Aufgabe vun der privater Sécherheetsfirma an dem Incident op der Stater Gare vum 4. September opmierksam gemaach.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Fro stellen:

1. Wäert d'Madamm Ministesch beim Schafferot vun der Stater Gemeng intervenéieren, fir de Kontrakt mat der privater Sécherheetsfirma ze kënnegen?

2. Wäert d'Madamm Ministesch beim Schafferot vun der Stater Gemeng intervenéieren, fir dass kee weidere Kontakt mat engem privater Sécherheetsfirma, deen Aufgaben enthält, déi net vum Gardiennagegesetz vum 2002 ofgedeckt sinn, méi wäert ofgeschloss ginn?

**Réponse (13.10.2021) de Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur :**

Et ass e Recours en annulation virum Verwaltungsgericht deposéiert gi géint zwee Courrieren, déi ech am Kader vun de Gardiennagekontrakter vun der Stad Lëtzebuerg un d'Oppositionsparteie verschéckt hunn. D'Affär ass nach net tranchéiert an, souwäit ech weess, ass och e Recours deposéiert gi géint d'Decisiounen vun der Stad Lëtzebuerg, fir déi Gardiennagekontrakter ofzeschleissen. Ënner deenen Ëmstänn a bis en Urteel vum Verwaltungsgericht geholl ginn ass, imposéiert et sech, dass ech mech net zu der Legalitéit vun den Decisiounen vun der Stad Lëtzebuerg a vun de Kontrakter prononcéieren.

#### Question 5010 (27.09.2021) de Mme Martine Hansen (CSV) concernant les lots de chasse :

Dat groussherzoglecht Reglement vum 8 November 2019 huet d'Grenze vu 621 neie Juegdousen zu Lëtzebuerg definéiert. D'Date limite fir déi lescht Steeë war den 31. Januar 2021. D'Prozedur vun der Stee (inklusive dem Delai fir a Recours ze goen) fir all 621 Juegdouse misst deemno zu dem haitege Zäitpunkt ofgeschloss sinn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Minister fir Ëmwelt, Klimaschutz an nohalteg Entwécklung stellen:

1. Wéi héich ass den duerchschnëttleche järeleche Pachtpräis pro Lous?

2. Wéi héich ass den duerchschnëttleche järeleche Pachtpräis pro ha?

3. Wéi héich ass den duerchschnëttleche järeleche Pachtpräis pro Lous an de verschiddenen Arrondissementen (Nord, Centre-Est, Centre-Ouest, Est a Sud)?

4. Wéi héich ass den duerchschnëttleche järeleche Pachtpräis pro ha an de verschiddenen Arrondissementen (Nord, Centre-Est, Centre-Ouest, Est a Sud)?

5. Wat sinn d'Differenzen am Duerchschnëttspachtpräis pro Lous pro Arrondissement (Nord, Centre-Est, Centre-Ouest, Est a Sud) par rapport zu 2012?

6. Wat sinn d'Differenzen am Duerchschnëttspachtpräis pro ha pro Arrondissement (Nord, Centre-Est, Centre-Ouest, Est a Sud) par rapport zu 2012?

7. Hunn déi 621 Lousen iwwerall e komplette Syndikat?

8. Wéi vill Louse goufen net versteet? Wéi vill ha sinn dat?

9. Wéi vill Lousen huet de Staat gesteet? Wéi vill ha sinn dat? Zu wéi engem Gesamtpäis?

10. Wéi vill Lousen hunn d'Gemenge gesteet? Wéi vill ha sinn dat? Zu wéi engem Gesamtpäis?

**Réponse (03.11.2021) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :**

ad 1. Den duerchschnëttleche järeleche Pachtpräis pro Lous ass 6.654 €.

ad 2. Den duerchschnëttleche järeleche Pachtpräis pro ha ass 16 €.

ad 3. (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 4. (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la



Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 5. (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 6. (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 7. Ee Juegdsyndikat ass d'Kollektivitéit vun alle Propriétaire vu bejobre Flächen innerhalb vun engem Juegdloos. All Juegdloos huet also a priori ee Juegdsyndikat, ausser et wiere keng bejobar Flächen innerhalb vun engem Juegdloos.

Et muss een dovun ausgoen, dass déi honorabel Deputéiert mam „Syndikat“ de „Collège des syndics“, also de Comité vum Juegdsyndikat mengt. Dee Moment ginn et follgend Informatiounen:

604 Lousen hunn ee komplette „Collège des syndics“, 14 Lousen hu kee komplette „Collège des syndics“ an 3 Lousen hu kee „Collège des syndics“ (474 [Findel], 592 a 593 [Stad Esch/Uelzecht]).

ad 8. Dräi Louse goufen net versteet, dëst well si quasi keng bejobar Fläch hunn. Déi dräi Lousen hunn zesummen 1.232 ha, woubäi an der Zomm knapps 80 ha bejobar wieren.

ad 9. De Staat huet aacht Louse gesteet. Dëst sinn insgesamt 3.374 ha. De Gesamtpräis pro Joer ass 44.300 €. Well dem Staat awer eng grouss Partie vum Terrain selwer gehéiert, muss de Staat finalement just 11.014 € ausbezuelen.

ad 10. 14 Louse goufe vu Gemenge gesteet. Dëst sinn insgesamt 6.276 ha fir insgesamt 28.759 €.

**Question 5013** (27.09.2021) de **M. André Bauler (DP)** concernant les **sociétés agricoles** :

Eng Rëtsch landwirtschaftlech Betriber hunn entscheet, fir sech am Laf vun de leschte Joren als privat Gesellschaft ënner Lëtzeburger Recht opzestellen.

An deem Kontext wollt ech dem Här Landwirtschaftsminister follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Betriber hu mëttlerweil de Statut vun enger privater Gesellschaft ugeholl? Kann een dat jee no Aktivitéit vum Betrib ënnerscheeden (Gärtner, Bauer, Wënzer, ...)?

2. Wat fir eng juristesche Form huet am meeschten Erfolleg?

Wat ass d'Ursach dofir?

3. Wéi a vu wem ginn d'Betriber beroden, wann se sech als privat Gesellschaft opstelle wëllen?

4. Kann den Här Minister d'Entwécklung vun der Zuel vu private Gesellschaften am Verglach zu de Betriber, déi vun Eenzelpersone gefouert ginn an op dës lafen, iwwer déi lescht zéng Joer retracéieren?

**Réponse** (20.10.2021) de **M. Romain Schneider, Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural** :

ad 1. Vun ronn 1.900 landwirtschaftleche Betriber ginn der ronn 100 vum enger Gesellschaft exploitéiert.

Dovu sinn der ronn 70 Bauerebetriber a ronn 20 Wënzerbetriber.

ad 2. Déi heefegst gewielte Form ass d'Société civile immobilière.

Et steet jidderengem fräi, tëschen de Gesellschaftsformen, déi d'Gesetz ubitt, ze wieren, an et huet jidderengem seng Grënn, fir sech fir déi eng oder eng aner Form ze entscheeden.

ad 3. Un éischter Stell ass dat den Domaine vun de Juristen.

ad 4. Während d'Zuel vun de landwirtschaftleche Betriber, déi „en nom personnel“ exploitéiert ginn, an de leschten zéng Joer relativ konstant erofgaangen ass (insgesamt minus 15 %), huet d'Zuel vun de Betriber, déi vum enger Gesellschaft exploitéiert ginn, liicht zougéhol (insgesamt plus 5 %).

**Question 5014** (27.09.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)** concernant la **grippe saisonnière** :

Suite au développement de la pandémie de la Covid-19, le virus de la grippe saisonnière a presque complètement disparu de l'actualité. En effet, comme beaucoup d'autres virus saisonniers, la grippe était sensiblement moins présente dans la plupart des pays.

Comme les conséquences de cette maladie ne doivent pas être sous-estimées, j'aimerais savoir de Madame la Ministre de la Santé :

- Combien de cas de grippe saisonnière ont été signalés par le réseau « sentinelle » en 2020 et 2021 et quelle est l'évolution de ces chiffres par rapport aux années précédentes ?

- Combien de vaccins contre la grippe ont été commandés pour les saisons 2020-2021 et 2021-2022 ?

- Quand la campagne de vaccination sera-t-elle entamée et comment le public sera-t-il sensibilisé et informé sur le déroulement ainsi que sur les différences entre les vaccinations contre la grippe et les vaccinations contre la Covid-19 ?

**Réponse** (07.10.2021) de **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé** :

Le Luxembourg possède un système sentinelle pour la surveillance de la grippe saisonnière et ceci depuis de nombreuses années. Le système se base sur des frottis nasaux prélevés et transmis au Laboratoire national de santé (LNS) par un réseau de médecins réparti sur le territoire national. Les médecins transmettent également des informations sur la fréquence des consultations pour des infections respiratoires aiguës, compatibles cliniquement avec des symptômes grippaux.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

En résumé, pour la saison grippale 2020-2021, seuls deux frottis étaient positifs pour la grippe de type B, aucun frottis n'a montré un virus grippe de type A, et ceci malgré un nombre très élevé de frottis prélevés.

Pour les détails sur les commandes de vaccins grippe pour l'année 2020-2021, il est fait référence à la réponse à la question parlementaire urgente n° 2989 de l'honorable Député Halsdorf en date du 16 octobre 2020.

Pour l'hiver 2021-2022, un total de 94.100 doses de vaccin grippe a été commandé par les pharmacies, à savoir 27.005 doses de vaccin Alpharix tetra de la firme GSK, 30.365 doses d'Influvac tetra de la firme Viatris (anciennement Mylan) et 36.730 doses de Vaxigrip tetra de la société Sanofi. Par ailleurs, la société GSK a déjà annoncé qu'elle pourrait mettre des doses supplémentaires à disposition du Luxembourg en cas de besoin.

**Question 5018** (28.09.2021) de **M. Fred Keup (ADR)** concernant les **infrastructures sportives de l'enseignement fondamental et du Lycée d'Echternach** :

A menger parlamentarescher Fro Nummer 4690, vom 20. Juli, hat ech d'Regierung no den Auswierkung vum Héichwaasser op d'Sportinfrastruktur vum lechternacher Lycée souwéi der lechternacher Gemeng gefrot, déi bis zum Schouljoer 2020/2021 vum Lycée mat benotzt gouf. Obwuel d'Rentrée mëttlerweil erlaanscht ass, steet d'Äntwert op dës Fro leider weiderhin aus.

Den 22. September war dunn am „Lëtzeburger Wort“ ze liesen, datt souwuel d'Sportshal wéi och d'Schwämm vun der lechternacher Gemeng duerch d'Héichwaasser esou schlëmm beschiedegt wieren, datt se missten ofgerappt ginn. An den nächste Méint soll eng provisoresch Sportshal um sougenannte „Buletts-Terrain“ (den Numm bezitt sech op d'Internat vum lechternacher Lycée) opgericht ginn. Den lechternacher Buergermeeschter geet aktuell vum enger Bauzäit vun e puer Méint aus.

Duerfir géif ech der Regierung nach gär dës dréngend Froe stellen:

1. Wéi gétt de Sport am lechternacher Lycée säit dem 15. September organiséiert? Wéi presentéiert sech d'Situatioun fir de spezielle Volet vum Schwammunterrecht?

2. Wéi gétt de Sport an der lechternacher Primärschoul säit dem 15. September organiséiert? Wéi presentéiert sech d'Situatioun fir de spezielle Volet vum Schwammunterrecht?

3. Wéi wäit konnt d'Sportinfrastruktur vum lechternacher Lycée mëttlerweil nees gefléckt ginn?

4. Huet den lechternacher Lycée scho säin Accord ginn, fir op sengem Terrain eng provisoresch Sportshal am Besëtz vun der Gemeng opriichten ze loosse?

5. No wéi enge Modalitéite ginn d'Ennerhaltskäschte vun de gemeinsam benotzten Infrastrukturen tëschen dem lechternacher Lycée an der Gemeng opgedeelt?

**Réponse commune** (09.11.2021) de **M. Claude Meisch, Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**, et de **M. François Bausch, Ministère de la Mobilité et des Travaux publics** :

ad 1. Souwuel déi zwee Turnsäll ewéi och déi baussenzeg Sportinfrastrukture vum lechternacher Lycée kënnen erëm fir de Sport genotzt ginn. Gläichzäiteg goufen a ginn zousätzlech Sportsequi-

pementer kaf, déi temporärem a besteende Raimlechkeeten (am Kräizgank an am Festsall) vum Lycée kënnen fir de Sportunterrecht genotzt ginn. Domat ass de Sportunterrecht vum lechternacher Lycée assuréiert. Allerdéngs muss den naasse Sport eng Zäit duerch Sport am Sall ersat ginn. De Bau vun der neier Hal fir de Lycée ass an den Delaen a wäert Ufank 2023 fäerdeg ginn.

ad 2. Déi duerch d'Iwwerschwemmungen entstane Schied an de Sportinfrastrukturen hunn am Kader vun der Schoulorganisatioun zu onerwaarten Ersaufuerderunge gefouert. Duerch déi exemplaresch Zesummenaarbecht vu sämtleche concernéierte Partner vun der Schoulcommunitéit konnt unhand vun enger Ëmorganisatioun vun de Stonnepläng a Verbindung mat Kooperatiounen mat den Nopeschgemenge kuerzfristeg eng Léisung fonnt ginn, fir de Schüler och weiderhin ee flotten an ofwiesslungsräiche Sportunterrecht ze erméiglechen.

An dësem Zesummenhang goufen zu lechternach bis d'Allerhellegevakanz, an esouwäit d'Wiederkonditiounen dëst erlaabt hunn, déi geplangte Stonnepläng bäibehalen an de Sportunterrecht huet am Fräie stattfonnt. Fir no der Allerhellegevakanz gouf een alternative Stonneplang opgestallt, deen et erlaabt, datt d'Schüler och erëm banne Sportunterrecht kënnen hunn, an dëst entweder am Festsall oder an der Turnhal (respektiv un der Kloterwand) vun der Jugendherberg.

Aktuell ass et leider fir d'lechternacher Grondschoul net méiglech, de Schwammunterrecht ofzehalen, mee och heifir gétt aktuell intensiv no Léisung gesicht, soudatt och dee viraussichtlech am Wanter stattfanne kann.

ad 3. D'Sportinfrastrukturen, déi busse leien, si komplett gebotzt a punktuell gefléckt ginn. De besteenden Turnsall um Re-z-de-chaussée ass gebotzt an traitéiert ginn. De Raum ass während sechs Woche mat Waarmloftkanoune gehëtzt ginn, fir d'Mauern ze dréchnen.

Wat déi nei Sportshal ubelaangt, déi nach amgaangen ass gebaut ze ginn, huet näischt misse gefléckt ginn, well et keng Schied gouf. D'Botzaktiounen hate weider kee groussen Afloss op den Oflaf vum Projet.

ad 4. Den lechternacher Lycée huet direkt no der Iwwerschwemmung, an de Reunionen mat der Gemeng an deenen anere staatelechen Instanzen, säin Averstännis signaléiert, fir datt d'Gemeng eng provisoresch Sportshal op deem Terrain kann opriichten. Allerdéngs ënnerläit et der Verantwortung vun der Gemeng, fir eng offiziell Demande un de Ministère des Finances ze riichten.

ad 5. De Projet vun der provisorescher Sportshal ass nach an der Ufanksphas an dowéinst sinn d'Diskussiounen iwwer d'Ennerhaltskäschten nach net ofgeschloss.

**Question 5019** (28.09.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)** concernant les **recommandations sur la qualité de l'air** :

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) vient de publier de nouvelles recommandations sur la qualité de l'air en fixant des seuils nettement plus bas par rapport aux dernières recommandations datant de l'année 2005.

L'OMS explique cette approche par l'évidence que l'impact négatif de la pollution atmosphérique sur la santé humaine s'est avéré sensiblement plus important. Sur les estimations de l'OMS, environ sept millions de morts prématurés dans le monde sont imputables, du moins en partie, aux effets de la pollution de l'air.

1) J'aimerais savoir de Madame la Ministre de l'Environnement quelles suites seront données à ces lignes directrices non contraignantes tant sur le plan européen que sur le plan national.

2) Est-il envisagé d'entamer des études pour déterminer les points forts et les faiblesses de notre pays par rapport aux recommandations de l'OMS ?

3) Dans quels domaines Madame la Ministre estime-t-elle actuellement les plus grands besoins d'agir ?

**Réponse** (05.11.2021) de **Mme Carole Dieschbourg, Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable** :

ad 1) Sur le plan européen, la révision des directives européennes en matière de la qualité de l'air est actuellement en cours afin de prendre en compte les nouvelles lignes directrices de l'OMS. Le Luxembourg participe dans ce processus qui se fait actuellement au niveau des groupes de travail des experts en matière de la qualité de l'air.

Sur le plan national, les analyses sont en cours pour évaluer les niveaux actuels et futurs des différents polluants par rapport aux recommandations de l'OMS.

ad 2) Les analyses en cours sur le plan national se basent notamment sur des études déjà réalisées et encore en cours de réalisation au niveau européen. Ces études comprennent des prévisions de la qualité de l'air jusqu'en 2050. Elles montrent depuis quelques années une baisse progressive des concentrations des polluants dans l'air et qui va se poursuivre jusqu'en 2050. Du point de vue de notre pays, une attention particulière doit être apportée aux particules fines, au dioxyde d'azote et à l'ozone. Il n'est pas exclu que des études complémentaires devront être conduites sur le plan national pour analyser plus en détail les niveaux de qualité de l'air des différents polluants qui pourront être atteints dans les années à venir. Ces prévisions devraient tenir compte de l'évolution économique et démographique, des mesures prévues sur les sources d'émissions ainsi que de la pollution transfrontalière.

ad 3) À l'état actuel de nos connaissances, les besoins d'action se situent notamment dans les domaines du trafic routier, des installations de combustion, de l'industrie et de l'agriculture. Les actions concrètes sont décrites dans les plans et programmes suivants publiés en 2021<sup>18</sup> :

- Le Plan national de la qualité de l'air qui a comme principal objectif de réduire la pollution de l'air ambiant par le dioxyde d'azote (NO<sub>2</sub>).

- Le Programme national contre la pollution atmosphérique qui a pour objectif d'atteindre les plafonds des émissions fixés au niveau européen pour le dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>), les composés organiques volatils non méthaniques (COVNM), l'ammoniac (NH<sub>3</sub>), les oxydes d'azote (NO<sub>x</sub>) et les particules fines (PM<sub>2,5</sub>).

À titre d'exemples on peut citer :

- La réduction des oxydes d'azotes en provenance du trafic routier par la promotion des véhicules à faible taux d'émission.

- La prévention et la réduction des émissions de particules fines en provenance de la combustion de la biomasse par la modernisation des installations de chauffage existantes et la promotion de nouvelles installations de chauffage à faibles émissions.

- La réduction des émissions de particules fines et des oxydes d'azote en provenance des installations de combustion industrielles par la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles.

- La prévention de la formation de particules secondaires par la réduction des émissions d'ammoniac à l'aide de mesures appropriées, entre autres au niveau de l'épandage en agriculture.

**Question 5020** (28.09.2021) de **M. Marc Spautz (CSV)** concernant l'**épaulement du budget RGTR** :

Il ressort d'un courrier envoyé par l'Administration des transports publics aux membres de la Fédération luxembourgeoise des exploitants d'autobus et d'autocars (FLEAA), que le budget RGTR pour l'année 2021 serait quasiment épuisé. En effet, le paiement en octobre couvrant les frais de septembre serait le dernier paiement prévu pour l'année en cours.

Il me revient que la FLEAA aurait indiqué que cette information se révélerait risquée pour ses membres en raison de la trésorerie faible de certaines de ces sociétés suite aux effets de la pandémie. Il s'ajoute à cette problématique que les engagements financiers nécessaires pour satisfaire aux exigences des nouveaux contrats RGTR demandent un financement en amont considérable pour ces sociétés.

Ainsi, la FLEAA aurait signalé que dans le cas où les mois d'octobre, de novembre et de décembre 2021 ne pourraient pas être payés avant janvier 2022, grand nombre de leurs membres se verra confronté à une situation financière extrêmement précaire risquant d'entraver sérieusement le fonctionnement du transport routier de personnes.

C'est dans ce contexte que je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre pense-t-il également que l'épaulement du budget RGTR pour l'année 2021, à savoir l'annulation des paiements couvrant les mois d'octobre, de novembre et de décembre 2021 représente un risque financier pour les sociétés concernées, tenant en compte l'impact de la pandémie ainsi que les exigences des nouveaux contrats RGTR ?

- Selon Monsieur le Ministre, cette situation est-elle davantage problématique pour les sociétés de petite taille ?

- Quelle serait la solution possible afin de trouver une sortie de cette situation considérée comme risquée pour les sociétés concernées ?

**Réponse** (10.11.2021) de **M. François Bausch, Ministère de la Mobilité et des Travaux publics** :

L'honorable Député se réfère aux échanges de courriers avec les exploitants des services de transports par autobus du RGTR ainsi que la Fédération

<sup>18</sup> <https://environnement.public.lu/fr/loft/air/plans-air.html>



luxembourgeoise des exploitants d'autobus et d'autocars (FLEAA), dont il semble avoir eu connaissance en détail.

Il n'a évidemment jamais été question « d'annulation » de paiements de la part de l'État envers les exploitants pour les trois derniers mois de l'exercice. Cependant, des retards de paiements pour les mois d'octobre à décembre, en principe effectués mensuellement, ont été annoncés au vu de l'utilisation intégrale du budget accordé pour 2021. Au vu qu'il s'agisse d'un article budgétaire libellé « crédit non limitatif et sans distinction d'exercice », une demande de dépassement a dû être soumise au Ministère des Finances. Ainsi et conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État, une demande de dépassement des crédits budgétaires avait été adressée au Ministre des Finances. L'autorisation sollicitée vient d'être accordée en date du 26 octobre 2021 de sorte que les angoisses éventuelles sont donc devenues sans objet.

**Question 5021** (29.09.2021) de **MM. Léon Gloden, Laurent Mosar et Marc Lies** (CSV) concernant les **problèmes techniques de la centrale de secours d'urgence** :

Déi zoustänneg Ministeren haten an hirer Äntwert op eng parlamentaresch Fro confirméiert, datt et den 22. Juni 2021 eng informatesch Pann gouf, déi Repercussioune op den Einsatzleitsystem (ELS) an d'Noutruffnummer 113 vun der Police hat.

Eisen Informatiounen no funktionéiert d'Software, déi benotzt gëtt, nach ëmmer net richteg an et gi permanent Problemer. Dee selwechte System géif anscheinend och an den USA benotzt an och do kënn et wuel des Efteren zu Ausfäll.

An dësem Kontext géife mir gäre folgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Gëtt fir den ELS vun der Police d'Software vun Intergraph benotzt?
2. Wa jo, ass d'Regierung driwwer informéiert, datt et och am Ausland Problemer mat dëser Software gëtt?
3. Kann d'Regierung confirméieren, datt et och nom 22. Juni 2021 Problemer mam ELS vun der Police gouf?
4. Wa jo, war zäitweis déi permanent Disponibilitéit vun ELS net garantéiert?
5. Wat sinn déi konkret Problemer vum besote System a wéi laang brauchen se am Fall vun enger Pann, fir erëm operationell ze sinn?
6. Wéi ass virgesinn, datt all zoustänneg Acteuren handelen am Fall vun enger Pann vum System?
7. Firwat hunn den 112 an den 113 ënnerschiddlech Systemer?
8. Op Basis vu wéi enge Critèrë gouf de System ausgewielt?
9. War deemools scho bekannt, datt et Problemer ginn?

**Réponse commune** (02.11.2021) de **M. Henri Kox**, *Ministre de la Sécurité intérieure*, et de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur* :

ad 1. - 3. Et huet sech beim Virfall vum 22. Juni ëm Hardwareproblemer gehandelt, op deene verschidden informatesch Applikatiounen gelaf sinn, dorënner den ELS (Einsatzleitsystem) vun der Police an aner Softwares, déi vun den nationalen a regionalen Zentrale benotzt ginn. Och duerno ass et am Beräich Hardware zu Incidents mineurs komm, déi déi Programmer impaktéiert hunn, déi op deene Maschinne gelaf sinn. Et kann een also net vu generaliséierte Softwareproblemer schwätzen.

Et ass en externen Audit ugefrot, fir dofir ze sueren, dass esou Situatiounen an Zukunft net méi virkommen.

D'ELS-Software leeft zënter Joren technesch an operationell ganz zefriddestellend fir déi Besoinen, déi couvréiert solle gi bei der Police grand-ducale.

Dës Software ass bei der Police vu villen europäeschen Nopeschlänner am Asaz an ass zu Lëtzebuerg haaptsächlech um belsche Modell inspiréiert ginn.

ad 4. - 6. Verweis op d'Äntwert zu der Question parlementaire 4583 vum 24. Juni 2021

ad 7. D'Police an de CGDIS hunn ënnerschiddlech Dispatchingsystemer wéinst verschiddenen Ufuerderungen un esou Systemer, wéi zum Beispill d'Informatiounsgewënnung fir den Aspekt vun enger judicairer Suite. D'Missiounen an déi operationell Organisatioun vun de Rettungsdéngschter si ganz anerer wéi déi vun der Police, esou datt deelweis aner technesch Programmer fir d'Ëmsetzung benotzt ginn. Et ginn awer Schnëttstellen tëschen béide Systemer, esou dass béid Entitéiten initial Informatiounen direkt hunn, wann et néideg sollt gi bei enger gemeinsamer Interventioun.

ad 8. Déi operationell Besoine vum CGDIS (deemools nach ASS) a vun der Police goufen an engem Cahier des charges opgestallt an de Programm, mat all senge Compositanten, gouf iwwer eng regulär Acquisitiounsprozedur vun engem Marché public ausgeschriwwen.

ad 9. Verweis op d'Äntwerten 1. bis 3.

**Question 5022** (29.09.2021) de **M. Marc Goergen** (*Piraten*) concernant la **commission d'intermédiaire pour les ventes d'immeubles** :

D'Logementskris zu Lëtzebuerg kennt vill Verlëierer. Si kennt awer och vill Gewënner. Ënnert hinne fanne sech d'Immobilienagencen, déi sech fir all Vente eng Kommissioun sécheren. Dës Kommissioun ass am ofgeännerte groussherzogleche Reglement vum 20. Januar 1972 fixéiert:

« Le maximum de la commission d'intermédiaire pour les ventes d'immeubles jusqu'à concurrence d'un prix de vente de 12.500 euros est fixé à 375 euros. Pour les ventes dont le prix dépasse 12.500 euros le maximum de commission est fixé à 3 % du prix de vente réalisé. »

Zënter 2013 hu sech d'Präisser vun neie Wunnengen (Appartements) bal verduebelt. Dat geet aus den Zuele vum Observatoire de l'habitat ervir. Fir d'Immobilienagencen ass dës Präishausse vu Virdeel, well si bannent manner wéi zéng Joer hir duerchschnëttlech Kommissioun bal konnte verduebelen, während hir Käschte quasi gläich bliwwen sinn.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen, Wirtschaft a Wunnengsbau dës Froe stellen:

1. Fënn d'Regierung dass, ugesiichts vun den extreeme Präishausen vun Wunnmarché, den aktuelle Plaffong vun 3 % fir Vermittlungsgebühre misst reduzéiert ginn? Falls nee, wat schwätzt géint eng Reduzéierung vun dësem Plaffong?
2. Wäert d'Regierung d'Vermittlungsgebühren an Zukunft deckelen, wann d'Präisser um Immobiliemaart weider esou klammen, wéi an de leschte Joren?
3. Wéi gëtt kontrolléiert, dass Agencen net méi wéi déi 3 % Vermittlungsgebühre froen?
4. Wéi vill Strofe goufen insgesamt ausgeschwat, wou Agencé méi wéi 3 % Vermittlungsgebühren akasséiert hunn?

**Réponse commune** (02.11.2021) de **M. Franz Fayot**, *Ministre de l'Économie*, et de **M. Henri Kox**, *Ministre du Logement* :

Dat groussherzoglecht Reglement vum 20. Januar 1972 ass implizit duerch d'Gesetz vum 17. Mee 2004 iwwert d'Konkurrenz - speziell duerch den Artikel 32 - ofgeschaaft ginn. Dëst Gesetz huet de Prinzip vun der Fräiheet vun de Präisser festgeluecht.

D'implizit Ofschafung vun deem Reglement gouf duerch e puer Geriichtsurteeler confirméiert (cf. Cassationsgeriicht vum 6. Juni 2013, Berufungsgeriicht vum 30. Oktober 2013).

Deemno sinn d'Agence an de Verkeefen fräi, fir bei enger Immobilie d'Vermittlungsgebühr vun der Transaktioun ofzemaachen.

**Question 5023** (29.09.2021) de **M. Fred Keup** (*ADR*) concernant la **participation à la manifestation « Fridays for Future »** :

2019 ass d'Klimaprotestbewegung „Fridays for Future“ hei am Land fir d'éischt op d'Stroosse gaangen. Während der Coronapandemie 2020 ass net manifestéiert ginn. De Freideg, 24. September 2021, sinn d'Schüler awer erëm op d'Stroosse gaangen. Wéi d'Initiativ Youth for Climate Luxembourg no enger Reunion mam Educationministère ugekënnegt hat, konnten d'Schüler ënner folgende Bedéngungen un der Demo deel huelen: Si hu missen ee „formulaire de demande de dispense“ ënnerschreien oder, wat mannerjäreg Schüler ugeet, vun hiren Elteren ënnerschreie loossen an dëse Formulaire bis de Freideg, 24. September, um 9.00 Auer an de Schoulbüro schécken. No der zweeter Lektoune hunn d'Schüler kënnen den Unterrecht verloossen.

An deem Zesammenhang hunn ech folgend Froen un den Här Schoulminister:

1. Wéi vill Schüler an de verschidde Lycéeën vum Land hu sech de 24. September am Kader vun der Manifestatioun géint déi aktuell Klimapolitik ofgemellt an deen Dag no der éischter Stonn gefeelt?
2. Wéi vill Schüler hunn déi mentionéiert Frist net agehalen a goufen als „non excusé(e)“ ausgeschriwwen?

**Réponse** (09.11.2021) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

Fir kënnen um sougenannte Klimastreik vum 24. September 2021 deelzuelen, hate sech 7.955 Schüler am Sekretariat vun hirem Lycée ofgemellt.

D'Zuel vun de Schüler, déi déi virgeschriwwen Frist net agehal hunn, gouf net erfaasst.

**Question 5024** (29.09.2021) de **MM. Mars Di Bartolomeo et Yves Cruchten** (*LSAP*) concernant les **listes d'attente des promoteurs publics** :

La demande d'achat ou de location d'appartements ou de maisons abordables ne cesse d'augmenter. Ainsi la Société nationale des habitations à bon marché (SNHBM) fait face à une liste d'attente d'appartements à vendre proche de 6.500 unités ; une demande comparable existe pour la location. Entre janvier et mai 2021, la SNHBM a enregistré plus de demandes de location d'appartements que la moyenne des années précédentes. D'autre part, le Fonds du logement, les initiatives communales et les initiatives telles la Fondation pour l'accès au logement connaissent une évolution similaire.

Dès lors, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement :

- Combien de personnes sont actuellement inscrites sur les listes d'attente des promoteurs publics ?

- Ne serait-il pas opportun de renforcer les synergies entre les promoteurs publics et de créer une seule liste d'attente respectivement un guichet unique ?

- Sur quels critères est basée la classification des différentes personnes sur les listes actuelles ?

- Est-ce que les personnes sont informées de leur classification, voire de l'avancement de leur dossier et leurs perspectives ?

**Réponse** (13.10.2021) de **M. Henri Kox**, *Ministre du Logement* :

Au 1<sup>er</sup> octobre 2021, la liste d'attente pour des logements locatifs auprès du Fonds du logement compte 4.175 demandeurs. Celle auprès de la Société nationale des habitations à bon marché en compte 3.000.

L'idée de mettre en place une seule liste d'attente pour tous les logements abordables locatifs bénéficiant d'une aide étatique est inscrite dans le programme gouvernemental et sa réalisation prévue dans le cadre de la réforme de la loi du 25 février 1979 concernant l'aide au logement.

Les critères déterminant l'ordre de priorité dans l'attribution des logements sont ceux de l'article 10 du règlement grand-ducal modifié du 16 novembre 1998 fixant les mesures d'exécution relatives aux logements locatifs, aux aides à la pierre ainsi qu'aux immeubles cédés sur la base d'un droit d'emphytéose et d'un droit de superficie, prévus par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement.

L'ordre de priorité étant relatif, et dès lors « l'avancement des dossiers » fortement tributaire de l'évolution générale de la composition de la liste d'attente, une information des personnes quant à « leurs perspectives » serait à prendre avec précaution. Par conséquent, les candidats-locataires ne sont informés que sur demande.

**Question 5026** (30.09.2021) de **M. Marc Goergen** (*Piraten*) concernant le **renforcement des effectifs de la Police grand-ducale** :

De 27. September huet de Policeminister zesumme mam Direkter vun der Region Capitale an dem Directeur central vun der Police ee Plang fir ee besert Sécherheetsgefill fir de Bierger virgestallt. Laut dësem Plang sollen d'Beamten an de Commissariater an der Stad (Gare, Centre a Bouneweg) vu Beamten aus aneren Déngschter ënnert d'Äerm gegrufft kréien.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

1. Wéi vill Beamte wäerte Vollzäit bei de Commissariater an der Stad derbäikommen?

Wéi vill Beamte wäerten Deelzäit bei de Commissariater an der Stad derbäikommen? Vu wéi enge Commissariater wäerte Leit ofgezu ginn?

2. Ass geplangt, dass nach weider Policekommissariater (ausserhalb vun der Stad) bis Enn 2021 sollen op dësem Wee ënnerstëtzt ginn?

Falls jo, - ëm wéi eng Commissariater handelt et sech a wéini wäerten se ënnerstëtzt ginn (opgeléicht no Mount, an deem dës Opstockung soll stattfannen),

- kann de Minister d'Unzuel vu virgesinnenen zousätzleche Beamte pro Commissariat nennen,

- kann de Minister Ugabe maachen, ëm wéi vill Prozent d'Aarbeitsstonnen op dëse Commissariater géife klammen?

**Réponse** (20.10.2021) de **M. Henri Kox**, *Ministre de la Sécurité intérieure* :

Sou wéi op der Pressekonferenz erkläert, handelt et sech bei deene „Beamten aus aneren Déngschter“

net ëm Personal vun anere Commissariater. Et ass e kollektiven Effort, fir kuerzfristeg besser dem Erwaarde vun Bierger am Garer Quartier ze entspreche an dat mam selwechten Effectif vun all deenen Unitéiten, déi fir dee Quartier souwisou zoustänneg sinn, éier laangfristeg méi Renforten an der Police wäerten ukommen. Et handelt sech ëm eng aner Organisatioun mat enger differenziierter Missiounsprioriséierung fir déi territorial zoustänneg Unitéiten.

Och déi regional Verkéiersunitéit (SRPR Capitale) an d'Hondsmeeschter/Patrouille souwéi och aner Beamten aus der Unité de garde et d'appui opérationnel ënnerstëtzen am Kader vun hiren originaire Missioun ganz geziilt déi lokal Commissariater an deem Konzept.

**Question 5027** (30.09.2021) de **M. Marc Goergen** (*Piraten*) concernant la **vente forcée d'animaux** :

Op de soziale Medien annonciéiert een Dierwiechter fir dës Samschdeg eng Stee, bei där 50 islännesch Pærd solle versteet ginn.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Landwirtschaft a Justiz dës Froe stellen:

1. An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 4466 hat d'Regierung geäntwert, dass d'Déierschutzgesetz d'Dignitéit vum Déier nach net op den nämmlechten Niveau wéi déi vum Mënsch stellt. Ass d'Regierung der Meinung, dass d'Versteed vu Liewewiesen als kommerziell Aktivitéit ze verstoen ass?

2. Wéi ass séchergestallt, dass d'Déieren, déi bei enger Stee verkaf ginn, zum Schluss och a gudden Hänn landen? Kann zum Beispill ausgeschloss ginn, dass dës Pærd no der Stee wäerten direkt geschluecht ginn?

3. Wäerten déi nei Gesetzestexter, déi d'Regierung an hirer Äntwert op d'Fro N° 4466 annonciéiert huet, d'Versteed vun Déiere mat berécksiichtegen?

**Réponse commune** (02.11.2021) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*, et de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Justice* :

ad 1. D'Déierschutzgesetz vum 27. Juni 2018 definiéiert am Artikel 3 d'Kommerzialiséierung vun Déieren als: « mettre sur le marché des animaux, les offrir en vente, les garder, les acquérir, les transporter, les exposer en vue de la vente, les vendre, les échanger, les céder à titre gratuit ou onéreux de manière habituelle. »

Déi annonciéiert Stee vum Dierwiechter ass eng Zwangssteed am Kader vun enger Exekutiounsprozedur. An deem Fall handelt et sech net ëm eng kommerziell Aktivitéit, well den Dierwiechter am Kader vu senger gesetzlecher Kompetenzen handelt. Den Dierwiechter, deen och d'Déierschutzgesetz respektéiere muss, ass kee Commerçant. Eng Zwangssteed, déi vun engem Dierwiechter ofgehal gëtt, ass ni eng kommerziell Aktivitéit, egal ob Déieren oder Saache versteet ginn.

ad 2. Wéi bei all Verkaf decidéiert de Verkeefen, wéi hie seng Déiere wéll verkafen, sou och op enger Stee. Deen neie Proprietär kann iwwer säin Déier verfügen ënnert der Bedingung, dass hien d'Konditiounen vum Déierschutzgesetz respektéiert. Schluechte vu Pærd ass hei zu Lëtzebuerg net verbueden, soudass och déi Optioun besteet, wann dat dann esou gewollt ass.

ad 3. Déi nei Gesetzestexter, déi wäerte kommen, beschützen d'Wuelbefanne vun den Déieren an de Respekt virun den Déieren a sämtlechen Aspekter.

**Question 5028** (30.09.2021) de **M. Max Hahn** (*DP*) concernant la **réduction des déchets d'équipements électriques et électroniques** :

Métt Juni vun dësem Joer huet den Ëmweltministère am däitsche Bundesland Thüringen eng Primm („Reparatur-Bonus“) agefouert, mat där d'Reparatur vun elektreschen Apparater zu 50 %, a mat engem Plaffong vun 100 €, ënnerstëtzt gëtt. D'Zil vun där Mesure ass net nëmme, d'Quantitéit un Elektroschrott ze reduzéieren, mee och an engem d'Kreeslafwirtschaft ze stäerken an déi lokal Betriber ze ënnerstëtzen. Wéinst dem grousse Succès vun dëser Mesure huet de Budget dofir et entre-temps scho missen ëm 250.000 € gehéicht ginn.

An deem Kader wollt ech der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, dem Här Minister fir Energie an dem Här Wirtschaftsminister folgend Froe stellen:

1. Sinn d'Madamm an d'Häre Minister au courant vun dëser Mesure?

2. Wéi ass der Regierung hir Positioun zu sou enger Primm?

Gedenkt d'Regierung op en änleche Wee ze goen, fir d'Kreeslafwirtschaft zu Lëtzebuerg ze stäerken?



3. Wéi eng aner Mesurë gesäit d'Regierung vir, fir d'Flécke vu Gebrauchsgéigestänn ze férdere?

4. Wéi vill Elektroschrott ass zu Lëtzebuerg pro Joer während de leschte fënnef Joer ugefall?

**Réponse commune** (03.11.2021) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, de **M. Claude Turmes**, *Ministre de l'Énergie*, et de **M. Franz Fayot**, *Ministre de l'Économie* :

ad 1. D'Regierung ass um Courant iwwer sou Mesuren an et gëtt och zu Lëtzebuerg Gemengen, déi déi Primme ginn. Mir verweisen hei op d'Antwort op d'Fro N° 3728, déi de 26. Februar 2021 vum honoreblen Deputéierte Paul Galles zu deem selwechten Thema gestallt ginn ass.

ad 2. Wéi schonn an der Äntwert op d'QP N° 3728 vum honoreblen Deputéierte Paul Galles geschriwwen, gëtt et am Moment keng Initiativ fir d'Afféierung vun esou enger Primm op nationalem Niveau. Aner Mesuren, fir d'Kreeslafwirtschaft ze férdere, ginn am Punkt 3 méi am Detail beschriwwen.

ad 3. Aktuell ass de Gesetzesprojet N° 7701 iwwert Offäll vun elektreschen an elektronischen Apparater um Instanzewe. Gläichzäiteg gëtt de bestoende Règlement grand-ducal vum 30. Juli 2013 zu deem Thema abrogéiert. Dat neit Gesetz féiert en Artikel an, deen net am Règlement grand-ducal stoung an deen exklusiv dem Réemploi gewidmet ass, dat heescht d'Weiderbenotzung vun Elektroapparater, déi keng Offäll gi sinn. Dësen Artikel deit kloer drop hin, datt d'Weiderbenotze vun Apparater als eng Form vun der Offallvermeidung an der Offallhierarchie prioritär ass. Apparater, déi just e Botzen oder eng gängeg Reparatur brauchen, müssen also net an d'Offallschinn geroden a kënnen esou mat manner Opwand am Kreeslaf bleiwen. Dësen Artikel leet prezis Krittäre fest, fir d'Sécherheet vun den Apparater ze garantéieren a fir ze vermeiden, datt Elektrooffäll an dës Schinn geroden, well et fir déi jo aner legislativ Dispositiounen gëtt.

Eng weesentlech Responsabilitéit fir sécherzestellen, datt Apparater, déi nach gebraucht kënnen ginn, agesammelt an nees weiderbenotzt ginn, läit bei de Produzenten entsprechend dem Prinzip vun der erweiterter Produzentverantwortlechkeet.

Dës Dispositiounen wäerten d'Service Centere vun der Ecotrel an änlech Initiativen, déi et an de Recyclingsparke ginn, ënnerstëtzen.

Den Artikel 14 (5) vum uewe genannte Gesetzesprojet zwingt d'Hiersteller vun Elektroapparater, dem Konsument Informatiounen iwwert den Entretien an d'Flécke vun dem Apparat zougänglech ze maachen. Dës Informatiounen fir d'Liewensverlängerung vum Apparat sollen den Acteure vun der Offallschinn duerch den Artikel 15 bereetgestallt ginn. Et mécht Sënn, dem Bierger se och mat op de Wee ze ginn.

Des Weidere gesäit de Gesetzesprojet vir, d'Virbereedung vun Elektrooffäll fir eng Weiderbenotzung als éischten Entsorgungsweg prioritär ze betruechten, wann dëst méiglech ass. Dozou gehéieren och konkret Virgaben, fir déi Offäll ze lagere an ze transportéieren, datt se net an der Offallgestiounsschinn futti ginn, wa se fir eng Reparatur géegent sinn.

Donieft ginn och am Gesetzesprojet N° 7659, deen d'Offalkadegesetz ofännert, Mesurë virgesinn, fir datt d'Elektrooffäll prioritär kënnen duerch eng „préparation à la réutilisation“ goen an doduerch weider benotzt kënnen ginn. Am Artikel 10, deen den Artikel 13 ännert, ginn dës Offäll als eng vun deene Fraktiounen opgezielt, déi an de Supermarché vum iwwer 1500 m<sup>2</sup> Verkaufsflech agesammelt solle ginn (fir klengen Elektroschrott).

An deem Projet steet och fir d'Centres de ressources eng weider Kompetenz fir de Réemploi vu verschiddene Produkter, dorënner och d'Elektroapparater.

Niewebäi gëtt de Projet „Flécken a Léinen“ vun der Émweltverwaltung weidervolleegt. Dëse Site [www.flecken-a-leinen.lu](http://www.flecken-a-leinen.lu) gëtt vun der Aktioun SuperDrecks-Këscht geréiert, mat der Ënnerstëtzung vun der Chambre des Métiers, der Ecotrel, dem Oekozer Pafendall an dem INDR. En ass net nëmme eng Informatiounsquell, fir Professioneller ze fannen, déi Reparatur maachen, mee och fir Initiative wéi Repair-Café oder aner Do-it-yourself-Veranstaltungen.

De Wirtschaftsministère leet d'Initiativ vum Product Circularity Data Sheet (PCDS/[www.pcds.lu](http://www.pcds.lu)), déi d'Kommunikatioun vu kreeslafwirtschaftlechen Eegenschafte vu Produiten duerch déi ganz Wertschöpfungskette férdert. Enhand vun enger internationaler Communautéit vun iwwer 50 Firmaen aus méi wéi zwielef Länner gouf een Dateblat erstallt, dat verschidden Aspekter wéi och d'Reparabilitéit vu Produkte beschreift. Déi Date sollen et erméiglechen, dass den Endverbraucher déi néideg Informatiounen kriit, fir kënnen e Produkt nodréiglech ze flécken. Déi ganz Initiativ ass och um Niveau vun der ISO als international Norm opgeholl ginn a soll 2024 als ISO59040 publizéiert ginn.

ad 4. Follgend Tabell weist d'Gesamtproduktioun vun Offäll vun Elektroapparater, déi hei zu Lëtzebuerg separat agesammelt gi sinn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Laut Reschtoffallanalys sinn 2013/2014 587,58 Tonnen Elektroschrott iwwert de Wee vum Reschtoffall entsuergt ginn. Dës Zuel reduzéiert sech op 535,09 Tonnen an der Reschtoffallanalys 2018/2019. D'Sperrmüllanalys 2015 gëtt 9,54 Tonnen Elektroschrott un, déi iwwert de Wee vum Sperrmüll entsuergt gi sinn; laut Sperrmüllanalys 2020 waren et der nach 1,42 Tonnen.

**Question 5029** (30.09.2021) de **M. Marc Goergen** (*Piraten*) concernant les **problèmes techniques de la centrale de secours d'urgence** :

Op [zdf.de](http://zdf.de) bericht een Artikel vum 29. September, dass op e puer Plazen an Däitschland d'Noutruffnummern net méi iwwert d'Mobilfunknetz konnten erreicht ginn. D'Pann ass direkt op e puer Plazen opgetrueden. Iwwert d'Grënn vun der Pann wollte weeder d'Mobilfunkbedreier nach d'Autoritéiten eng Angab maachen.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Fro stellen:

1. Ass ee bei de Rettungsdéngschter um Courant vun där Pann an eise Nopeschland an ass een am Austausch mat den däitschen Autoritéiten, fir d'Ursache vun der Pann gewuer ze ginn?

2. Kann ausgeschloss ginn, dass dës Problem och zu Lëtzebuerg kéint optauchen?

3. Wéi eng technesch Sécherheetsmoosname ginn hei am Land agesat, fir dass et net zu esou engem Ausfall kéint kommen?

4. Existéieren nieft de klassischen Noutruffnummern nach aner Nummern, déi am Fall vun engem Ausfall kéinte fir een Noutruff benotzt ginn?

**Réponse** (02.11.2021) de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur* :

ad 1. De CGDIS gëtt bei enger Pann am Ausland am Zesammenhang mat der Noutruffnummer 112 net automatesch informéiert. De rezente Fall kennt de CGDIS dofir och nëmme aus der Press. Vu datt et regelméisseg zu sou Problemer ka kommen, geet de CGDIS net all eenzele Fall am Ausland no. De CGDIS huet allerdéngs een direkten reegelméisseg Austausch mat sengen Nopeschleitstellen an Däitschland, Frankräich an der Belsch a géif soumat iwwer all Problem informéiert ginn, deen en Impakt op Lëtzebuerg hätt. Ausserdeem ass de CGDIS an der „European Emergency Number Association (EENA)“ vertrueden, am Kader vun där regelméisseg „best practices“ tëscht den europäesche Leitstellen ausgetosch ginn.

ad 2. Den Detail vun der Pann ass dem CGDIS wéi uewe gesot net bekannt. Deemo kann och näischt ausgeschloss ginn. Wéi bei all techneschem System kann et duerch intern oder extern Problemer ëmmer mol nees zu Stéierung kommen. Eng 100%eg Ausfallsécherheet ass also net realistesch.

ad 3. De Lëtzebuerger 112 ass als „infrastructure critique“ klasséiert. Aus deem Grond sinn eng sëlleg technesch, informatesch an organisatoresch Moosnamen en place, fir d'Resilienz vun der Noutruffzentral méiglechst héich ze halen. Beispiller sinn: No-Break-Systemer, Noutstrom, eng Backup-Leitstell, geduebelt Technik, redundant Leitungen asw. Déi nei Noutruffzentral um CNIS entsprécht et alle fachspezifischen, europäeschen (Sécherheets-)Normen. Iwwert den Detail vun dëser Sécherheetsmoosname gëtt weinst der Sensibilitéit vum Sujet awer net an der Éffentlechkeet kommunizéiert.

ad 4. De Règlement ILR/T21/4 du 6 mai 2021 relatif à la détermination de numéros d'urgence au sens de la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques - Secteur communications électroniques définiert dës Nummern, déi och ëmmer accessibel mussen sinn an net extra fräigeschalt mussen ginn. Dës Nummere sinn et bewosst ganz einfach ze verhalen, ginn awer just am Fall vun enger Stéierung kommunizéiert.

**Question 5031** (30.09.2021) de **M. Claude Lamberty** et **Mme Carole Hartmann** (*DP*) concernant la **validité de la vaccination contre la Covid-19** :

Les premières personnes au Luxembourg ont été vaccinées contre la Covid-19 à la fin du mois de décembre 2020. Actuellement, certains pays s'apprêtent à renforcer les conditions d'entrée en limitant la durée de validité de la vaccination Covid-19. En Croatie, la première vaccination ne doit pas avoir été effectuée depuis plus de 270 jours. En Autriche, la limite est de 360 jours depuis la deuxième dose du vaccin.

Cela signifie que bientôt, pour les premières personnes, le certificat de vaccination contre la Co-

vid-19 ne sera plus suffisant pour entrer dans certains pays.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Madame la Ministre, le Luxembourg envisage-t-il de limiter la validité de la vaccination contre la Covid-19 ?

2) Madame et Monsieur les Ministres sont-ils informés sur les faits que d'autres pays européens vont introduire de telles restrictions d'entrée ?

3) Le Luxembourg préconisera-t-il des conditions d'entrée uniformes au sein de l'Union européenne ?

**Réponse commune** (02.11.2021) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

ad 1) Le règlement (UE)2021/953 du 14 juin 2021 qui définit le certificat Covid numérique de l'UE, ne précise pas la durée de validité du certificat de vaccination et permet donc aux États membres de fixer cette durée au niveau national.

Ainsi, au Luxembourg, la durée des certificats a été fixée provisoirement à douze mois après un schéma de vaccination complet (donc à la date d'injection de la 2<sup>ème</sup> dose pour la plupart des vaccins, à l'exception du vaccin Janssen qui est à dose unique). La durée de validité pourrait toutefois être prolongée ultérieurement en fonction de nouvelles données scientifiques qui prouveraient une efficacité des vaccins à plus long terme.

ad 2) Depuis le début de la pandémie de Covid-19, des restrictions à la libre circulation ont été mises en place par plusieurs États membres. Avec l'introduction du certificat Covid numérique de l'UE, le principe de libre circulation a été partiellement rétabli - or, on reste encore loin d'un plein rétablissement. Avec la montée du taux d'incidence en ce début d'automne 2021, de nouvelles mesures aux frontières ne sont pas à exclure. Le Luxembourg insistera sur le respect du cadre établi par le règlement précité pour faciliter la libre circulation et sur le principe de proportionnalité pour toute nouvelle mesure.

ad 3) Depuis le début de la pandémie, le Luxembourg a toujours soutenu une approche coordonnée en la matière, tout en soulignant la nécessité d'aboutir à un plein rétablissement de la libre circulation au sein de l'espace Schengen dans les meilleurs délais.

**Question 5032** (30.09.2021) de **M. Jeff Engelen** (*ADR*) concernant le **prix de la viande porcine** :

D'Produzente vu Schwéngfleesch si säit ronn engem Joer an enger déiwer Kris. Vill Produzente vu Schwéngfleesch spillen dohier mam Gedanken, fir opzehalen, well aktuell e Verkaufspräis vu ronn 1,25 € pro Kilo verrecht gëtt. De Käschendeckungspräis läit allerdéngs aktuell bei 1,98 fir de Kilo Schwéngfleesch. Déi jeeweileg Produzente vu Schwéngfleesch - sief dat an der Zucht oder am Beräich vum Mäschten - sinn deemo mat existenzielle Problemer konfrontéiert a wëssen net méi, wéi et soll weidergoen.

An deem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister:

1. Huet d'Regierung Pläng, fir am Kader vun där uewe beschriwwener akuter Noutfallsituatioun de Produzente vu Schwéngfleesch finanziell ze hëllefen? Bestinn hei Pläng oder Iwwerleeungen? Wa jo, wéi gesinn dës Pläng aus a wéini kënnen d'Produzente vu Schwéngfleesch mat der Ëmsetzung vun deene Pläng oder Iwwerleeunge rechnen?

2. Am Joer 2002 hat Lëtzebuerg en Import vu Schwéngfleesch vu 5.780 Tonnen ze verzechnen, gläichzäiteg goufen 9.554 Tonne Schwéngfleesch an eist Land importéiert. Wéi gestalte sech an deem Kontext d'Export- an Importzuele vum Schwéngfleesch fir d'Joren 2019 an 2020?

**Réponse** (03.11.2021) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural* :

ad 1. D'Regierung ass sech der ganz schwieriger Situation am Secteur vun der Schwéngproduktioun wuel bewosst. Dofir huet Lëtzebuerg um leschte Conseil vun de Landwirtschaftsministere den 11. an 12. Oktober intervenéiert, fir d'Kommissioun opzefuerderen, déi méiglech Schrëtt ze ënnerhuelen, fir dem Secteur ze hëllefen. Am Moment sinn niewent den Aiden am Kontext vun der Covidkris awer keng nei Aidé virgesinn.

Am Kontext vum Plan stratégique national fir d'PAC ab 2023 wäerte Mesure geholl ginn, fir och d'Schwéngbetreiber hin zu enger méi nohalteger an déierefrëndlecher Produktioun ze ënnerstëtzen.

ad 2. Laut den offiziell publizéierte Bilanzzuele vum Schwéngfleesch louchen d'Exportzuele 2002 bei

4.361 Tonnen an d'Importer hunn 12.160 Tonnen ausgemaach. 2019 louchen d'Exporter mat 5.882 Tonne liicht méi héich a sinn 2020 mat 5.679 Tonnen nees liicht réckleefeg. D'Importer vu Schwéngfleesch hunn 2019 en Niveau vu 15.183 Tonnen erreicht a sinn 2020 weider op 16.047 Tonne geklommen. Et ass och ze gesinn, dass souwuel d'Exporter zu 100 % an d'Importer zu mindestens 96,7 % innerhalb vun der EU ofgewéckelt ginn. An et ass awer och wichteg ze bemerken, dass d'Quantitéit Fleesch sech aus enger ganzer Rei vun Intra-statocoden zesummesetzt, wou och veraarbecht Fleeschprodukter drënner falen.

An der Tabell sinn all Detailer zum Bilan nozekucken. Et gëtt do ënnerstallt, dass d'Variation de stocks ze vernoléisseg ass, well déi Produkter an der Reegel net länger gelagert ginn. Weiderhi muss ee wëssen, dass déi lieweg Béischte mat definierte Koeffizienten a Schluechtierpergewiicht ëmgeréicht gi wéi all déi aner Produkter och.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

**Question 5033** (30.09.2021) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** (*DP*) concernant le **E-Commissariat** :

D'E-Kommissariat vun der Police gëtt et elo zanter dem 27. Juli 2018. Dee Portail huet net nëmme de Virdeel, datt méi Polizisten um Terrain kënnen sinn, mee och, datt d'Leit sech net méi müssen deplacéieren, fir eng einfach Plainte oder e puer aner Deklaratiounen, wéi zum Beispill verlueren Objeten oder en einfache Vol, ze maachen.

Déi zweet Hallschent vum Joer 2018 sinn direkt iwwer 1.000 Fäll online deklaréiert ginn. 2019 sinn eng 4.300 Affären iwwert d'E-Kommissariat erakomm. Dem Aktivitéitsrapport vun der Police no sinn 2020 esouguer ronn 5.500 Affären iwwert dee Wee traitéiert ginn. No gutt dräi Joer wier et elo un der Zäit, fir en éischte Bilan ze zéien.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet folgend Fro stellen:

1. Entsprechen déi genannten Zuelen den initialen Erwaardunge vum Här Minister?

2. Hat d'Pandemie en Afloss op d'Zuele vum leschte Joer? Wa jo, wéi bewäert de Minister dës Zuelen?

3. Gëtt eventuell dru geduecht, fir d'Palett vun den Deklaratiounen, déi ee kann iwwert d'E-Kommissariat mellen, ze vergréisseren?

4. Wa jo, wéi eng Deklaratiounen wieren dat?

5. Wann net, wat sinn d'Grënn, fir d'Palett net auszubauen?

6. Wéi vill Persoune schaffen am Service, deen d'Deklaratiounen vum E-Kommissariat verschafft?

7. Wéi laang dauert den Traitement vun den Affären an der Reegel?

8. Gëtt eventuell dru geduecht, fir weidert Personal anzustellen? Wa jo, wéi eng Formatiounen müssen déi Leit hunn?

**Réponse** (20.10.2021) de **M. Henri Kox**, *Ministre de la Sécurité intérieure* :

ad 1. Am Kader vun der Digitalisatioun sinn déi genannten Zuelen als gudden Erfolleg unzegesinn.

ad 2. D'Pandemie hat effektiv een Afloss op d'Zuelen, well duerch de Lockdown méi Leit op d'E-Kommissariat verwise goufen. Generell sinn d'Zuelen awer all Joer an d'Luucht gaangen.

ad 3. + 4. Am Joer 2019 gouf e Stufeplang ausgeschafft, fir d'Demarchen iwwert d'E-Kommissariat ze erweideren. Dee Plang gesäit vir, datt an enger éischer Phas d'Lescht vun den Objeten, déi een als geklaut ka mellen, vergréissert gëtt. An deenen nächste Phasen, déi sech dann iwwert déi kommand Joren erstrecke sollen, ass virgesinn, fir verschidden aner Strofnoten iwwert d'E-Kommissariat deklaréieren ze kënnen.

Dëse Stufeplang gëtt an den nächste Joren ëmgesat a Funktioun vun der Erweiderung vum Personalstand vum E-Kommissariat.

ad 6. Am Service, deen d'Deklaratiounen vum E-Kommissariat verschafft, sinn aktuell zwee Beamten afektiert.

ad 7. Vu dass déi Demarchen iwwert d'E-Kommissariat ganz verschidde sinn (vum Objet déclaré trouvé bis hin zum Vol simple), ass eng generell Moyenne net aussokräfteg.

ad 8. Am Kader vun der genereller Opstockung vum Policepersonal wäert och sécherlech d'Opstockung vum E-Kommissariat envisagéiert ginn. D'Formatioun vun deene Leit orientéiert sech a Funktioun vun der Offer vun Déngschtleeschungen, déi d'E-Kommissariat an Zukunft muss garantéieren (OPJ etc.).



**Question 5034** (01.10.2021) de **Mme Francine Cloener (LSAP)** concernant la **vaccination du personnel des services de soins infirmiers à domicile** :

Depuis le 22 septembre 2021 de nouvelles recommandations, élaborées par le Ministère de la Famille et par la Direction de la santé, s'appliquent aux gestionnaires des maisons de soins, CIPA et logements encadrés. Celles-ci visent à éviter la propagation du virus Sars-CoV-2 dans les structures pour personnes âgées. Toutefois, les soins à domicile ne sont pas concernés par ces recommandations. Or, de nombreux patients qui recourent à des soins à domicile sont des personnes âgées et dès lors potentiellement vulnérables face au virus. En la matière, la loi du 17 juillet 2020 dite « loi Covid » soumet le personnel de réseaux d'aide et de soins à l'obligation de présenter trois fois par semaine un test autodiagnostique du Sars-CoV-2 pour les personnes ne présentant pas de schéma vaccinal complet.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à Madame la Ministre de la Santé :

1) Le patient d'un réseau de soins à domicile a-t-il le droit de revendiquer d'être soigné par une personne présentant un schéma vaccinal complet ? Mesdames les Ministres ont-elles eu des informations de patients qui auraient refusé l'accès de leur domicile à du personnel soignant non vacciné ?

2) Afin de renforcer encore le dispositif contre la propagation du virus, le Gouvernement envisage-t-il d'introduire le régime CovidCheck pour les réseaux d'aides et de soins à domicile ?

**Réponse commune** (04.11.2021) de **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, et de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé** :

ad 1) L'article 5 de la loi modifiée du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient ainsi que l'article 16 du Code de la sécurité sociale posent le principe du libre choix du patient quant aux prestataires de soins de santé. Le patient est en principe libre de choisir son prestataire de soins de santé qu'il s'agisse p. ex. de son médecin ou, comme en l'espèce, du réseau qui lui prodiguera les soins dont il a besoin.

L'article 6 de la loi précitée prévoit que le prestataire de soins de santé peut refuser la prise en charge d'un patient pour des raisons personnelles ou professionnelles, sauf en cas d'urgence. Ce refus ne peut pas être discriminatoire. Et en cas de refus, le professionnel de santé doit assurer les premiers soins d'urgence et la continuité des soins.

L'article 11 de la Constitution dispose que « l'État garantit la protection de la vie privée, sauf les exceptions fixées par la loi », et l'article 8 (1) de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne énonce que « [t]oute personne a droit à la protection des données à caractère personnel la concernant ». Les données de santé sont des données très sensibles qui bénéficient d'ailleurs d'une protection spécifique au sein du règlement 2016/679 (UE), dit « Règlement général de protection des données personnelles (RGPD) », entré en vigueur le 25 mai 2018.

Les réseaux de soins à domicile ne sont, dès lors, pas en droit de demander le statut vaccinal de leur personnel et encore moins de partager les informations relatives à celui-ci avec leurs patients.

ad 2) Il est rappelé dans ce contexte que le régime du CovidCheck ne s'applique pas à des personnes, mais à des établissements ou à des événements.

Il est encore rappelé que l'article 3 de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 a mis en place un cordon sanitaire qui s'applique à une série d'établissements ou de services. Les réseaux d'aides et de soins sont également visés par ledit article qui prévoit que les membres du personnel de tels réseaux sont soumis à l'obligation de présenter trois fois par semaine à l'arrivée sur le lieu de travail un test autodiagnostique servant au dépistage du Sars-Cov-2 réalisé sur place et dont le résultat est négatif. Les personnes vaccinées, rétablies ou testées négatives sont dispensées de cette obligation.

Par ailleurs, les recommandations aux gestionnaires des réseaux d'aides et de soins et aux gestionnaires des centres psychogériatriques, approuvées et validées par la Commission permanente pour le secteur des personnes âgées<sup>19</sup> et en vigueur jusqu'au 18 octobre, ont été actualisées et prolongées jusqu'au 18 décembre par la Commission permanente, et ce, lors de la séance du 12 octobre.

Ces recommandations à l'attention des gestionnaires de réseaux d'aides et de soins et aux gestion-

naires de centres psychogériatriques peuvent être consultées et téléchargées sur le site Internet du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région.

<https://mfamigr.gouvernement.lu/fr/dossiers/faq/faqnew.html>

**Question 5035** (01.10.2021) de **M. Yves Cruchten (LSAP)** concernant les **cours de langue luxembourgeoise** :

La langue luxembourgeoise gagne de plus en plus en popularité et ainsi ses cours de langue. Entre 2008 et 2018, le nombre de cours de langue luxembourgeoise proposé à l'Institut national des langues s'est vu tripler.

Aussi dans les régions limitrophes du Grand-Duché, des cours de langue luxembourgeoise apparaissent davantage et y connaissent un grand succès.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et la Jeunesse :

1) Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'évolution des inscriptions aux cours de langue luxembourgeoise au Luxembourg ? Quelles étaient les répercussions de la pandémie sur ces cours ?

2) Est-ce que le ministère suit l'évolution des cours de langue luxembourgeoise à l'étranger ? Existe-t-il par exemple un inventaire ou des chiffres sur les cours de langue luxembourgeoise tenus à l'étranger et le nombre de participants ?

3) Apprenant récemment que les régions frontalières ont parfois des difficultés à trouver le personnel nécessaire pour la tenue de ces cours, comment le Luxembourg soutient-il la promotion de sa langue véhiculaire dans la région frontalière ? Existe-t-il des programmes de coopération ou d'échange ?

**Réponse** (09.11.2021) de **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse** :

ad 1) Je confirme que les cours de langue luxembourgeoise pour adultes ont constamment gagné en popularité, comme le montre le tableau ci-après.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Pendant la pandémie, les inscriptions aux cours conventionnés, organisés par le Service de la formation des adultes (SFA) du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE), ont connu une légère baisse de l'ordre de 10 %. Pendant les périodes où les formations en présentiel n'étaient pas autorisées, une grande partie des cours ont pu être organisés en mode eLearning.

Pour l'offre des cours de prestataires privés, mon ministère ne dispose pas de chiffres, vu que c'est la Direction des classes moyennes du Ministère de l'Économie qui est compétent pour ces institutions. À l'Institut national des langues (INL), des cours en Blended Learning ont été introduits en 2020-2021. Ce format a fait ses preuves et il sera maintenu afin de compléter l'offre de l'INL.

La faible baisse du nombre d'inscriptions aux cours de langue luxembourgeoise résulte d'une gestion efficace de la crise sanitaire, grâce notamment à la mise en place minutieuse des dispositions sanitaires. Une autre manière pour contrer les effets néfastes de la crise sanitaire a été d'introduire les bons donnant droit à une inscription gratuite à un cours similaire. De surcroît et conformément au règlement grand-ducal du 20 mai 2020 portant dérogation à l'article 6, paragraphe 1<sup>er</sup>, du RGD du 27 juin 2018 fixant le montant des droits d'inscription aux cours organisés à l'INL, les détenteurs d'un tel bon ont profité d'une priorité pour leur admission ultérieure à des cours.

ad 2) + 3) Depuis 1997, EuRegio coordonne l'organisation des cours de luxembourgeois dans des communes lorraines en coopération avec mon ministère et plus particulièrement le Service de la formation des adultes et le Syvicol (Syndicat des villes et communes luxembourgeoises). Les cours sont organisés dans les communes suivantes : Audun-le-Tiche, Florange, Hayange, Hettange-Grande, Sierckles-Bains, Villerupt, Volmerange-les-Mines, Roussy-le-Village, Thionville, Yutz et la Communauté d'agglomération du Grand Longwy.

Le MENJE ne dispose à ce stade pas encore de statistiques concernant le nombre d'apprenants inscrits dans des cours de luxembourgeois dans les structures de formation d'adultes de nos pays limitrophes. Comme le SFA vient de conclure, en 2021, des conventions avec les autorités compétentes de la Sarre et de Rhénanie-Palatinat, des statistiques y afférentes devront être disponibles sous peu.

Plus précisément, le Luxembourg a conclu des accords avec le Ministère für Bildung und Kultur des Saarlandes et la Volkshochschule Trier-

Saarburg. En mettant à disposition des formateurs, le MENJE soutient les cours organisés aux établissements suivants : la Volkshochschule Konz, la Volkshochschule Saarburg, la Volkshochschule Schweich, la Volkshochschule Gusterath, la CEB Akademie Merzig-Hilbringen, la VHS Kreis Merzig-Wadern, le Sprachenzentrum udS et la VHS Regionalverband Saarbrücken.

Une collaboration avec le rectorat de la région académique Grand Est et de l'académie de Nancy-Metz est envisagée pour 2022. Les négociations y relatives sont en cours. Mon département vise surtout deux axes d'intervention :

1. L'organisation de cours de luxembourgeois destinés à des demandeurs d'emploi. Le SFA envisage d'intervenir au GRETA de Longwy, Metz, Talange et Thionville. (On entend par GRETA un groupement d'établissements qui fédèrent leurs ressources pour organiser des actions de formation continue pour adultes).

2. La mise en place de cours de luxembourgeois optionnels, destinés à des jeunes apprenants des domaines des soins, de l'éducation et de l'Horeca. L'INL entend collaborer avec des lycées professionnels dépendant de l'académie de Nancy-Metz. D'un point de vue format, ces formations auraient lieu de manière hybride, essentiellement en distanciel.

En vue de promouvoir l'apprentissage de la langue luxembourgeoise à l'étranger et surtout dans les pays limitrophes, l'INL, à l'initiative de l'ambassade du Luxembourg à Paris et en collaboration avec le MENJE, a organisé des cours de luxembourgeois pour particuliers pour le cercle des Luxembourgeois résidant à Paris. 24 personnes s'y sont inscrites et les cours se sont déroulés du 10 février au 14 février 2020. Ce projet ayant connu un grand succès, une deuxième session est en cours d'élaboration et sera probablement proposée en février 2022. Mon département se trouve actuellement en étroite communication avec plusieurs ambassades à travers le monde en vue de promouvoir davantage l'apprentissage de la langue luxembourgeoise à l'étranger.

D'autre part, en suivant le rythme de la digitalisation et dans le but de faciliter l'accès à une formation certifiée de la langue luxembourgeoise et de former des formateurs, l'INL travaille actuellement sur une nouvelle version du ZLSK (Zertifikat Lëtzebuerg Sprooch a Kultur). L'accent y est mis sur une formule Blended Learning, limitant ainsi les déplacements à l'INL et permettant ainsi à des personnes intéressées, répondant au profil recherché et demeurant à l'étranger, de participer à cette formation.

**Question 5036** (01.10.2021) de **M. Marc Spautz (CSV)** concernant l'**impact de la pandémie de la Covid-19 sur la santé mentale** :

So wie es aus der internationalen Presse hervorgeht, leiden viele Menschen unter den Belastungen und Auswirkungen der Pandemie. Nicht nur Erwachsene, sondern auch Kinder und Jugendliche leiden an den Folgen von Lockdown, Homeschooling und der sozialen und gesellschaftlichen Distanz und Einschränkung. Das alles sind Gründe, weshalb die Coronapandemie vermehrt psychische Erkrankungen bei Menschen hervorgerufen hat.

Studien zufolge haben Depressionen und ähnliche Zustände bei vielen Leuten, und gerade bei jungen Menschen seit Corona deutlich zugenommen. Diese Erfahrungen hätte man auch in deutschen Schulen gemacht, seit diese wieder normal für den Unterricht geöffnet sind. So wurde an diversen Schulen von Schülern sogar der Wunsch nach einer verstärkten psychologischen Unterstützung in Bezug auf die coronabedingten Belastungen und deren Auswirkungen geäußert.

Die NRO Human Rights Watch hat in diesem Sinne und mit Hinblick auf den bevorstehenden Weltgesundheitsgipfel, in einem Brief an die Regierungen unterstrichen, dass die psychiatrischen Dienste seit der Pandemie noch wichtiger seien und dass Regierungen konkrete Schritte unternehmen sollen, um die psychosoziale Versorgung zu verbessern.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an die Herrn Minister für soziale Sicherheit als auch für Bildung, Kinder und Jugend stellen:

1. Wie viele Erwachsene befinden sich seit der Pandemie in psychiatrischer Behandlung?

2. Wie viele Jugendliche und Kinder befinden sich seit der Pandemie in psychiatrischer Behandlung?

3. Konnte man auch an luxemburgischen Schulen feststellen, dass Schüler sich verstärkte psychologische Unterstützung in Bezug auf die coronabedingten Belastungen und deren Auswirkungen wünschen?

4. In ihrer Antwort auf meine parlamentarische Anfrage N° 4112 gab die Regierung bekannt, „einen nationalen Plan für psychische Gesundheit aufzustellen. Dieser Plan soll die weiterführende Dezentra-

lisierung der Psychiatrie beinhalten, sowie die Zusammenarbeit der Krankenhäuser und den außerklinischen Strukturen verbessern, die Bereiche der psychotherapeutischen und psychosomatischen Medizin aufstellen, die Diversifizierung und die Erhöhung der Kapazitäten vom außerklinischen konventionierten Bereich vergrößern sowie die betreuungsrelevanten Ateliers therapeutiques erweitern. In diesem Zusammenhang wird in Vereinbarung mit dem Bildungsministerium die Möglichkeit eines geeigneten pädagogischen Angebots für den Krankenhausesektor der Jugendpsychiatrie aufgestellt.“

Kann die Regierung mich über die Entwicklung und Fortschritte des nationalen Plans für psychische Gesundheit informieren?

**Réponse commune** (09.11.2021) de **M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, et de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse** :

ad 1. + 2. Der Generalinspektion der sozialen Sicherheit (IGSS) ist es nicht möglich, eine eindeutige Anzahl von Personen, die als „unter psychiatrischer Behandlung“ gelten können, zu nennen. Dennoch erlauben die administrativen Daten der Datenbank der sozialen Sicherheit eine Quantifizierung der ausgestellten Rechnungen bestimmter medizinischer Handlungen, sowie Krankenhausbehandlungen, welche ein zuverlässiges Gesamtbild der Neupatienten unter psychiatrischer Behandlung ermöglichen.

Bei der Beantwortung dieser parlamentarischen Frage wurde das Einschlussfeld einer psychiatrischen Behandlung wie folgt festgehalten:

- Psychotherapiehandlungen, wie sie in der Nomenklatur der Ärzte festgehalten sind<sup>20</sup>;

- Die Tageshonorare in den psychiatrischen Tageskliniken oder den Tageszentren der nationalen Fachabteilung für Jugendpsychiatrie (SNPJ);

- Das Tageshonorar der psychosozialpädagogischen Assistenz, welche von einem der Mitglieder der Entente des gestionnaires des structures complémentaires et extrahospitalières en psychiatrie (EGSP) erteilt wurde;

- Stationäre Behandlungen in einer spezialisierten psychiatrischen Rehabilitationseinrichtung;

- Die Sprechstunde, auch per Telefon, welche durch einen Facharzt in Psychiatrie, Kinderpsychiatrie oder Neuropsychiatrie erfolgte;

- Der Konsum von Psychopharmaka (Kapitel ATC N05 et N06 der Statuten der nationalen Gesundheitskasse).

Zur Feststellung des Datums, an welchem eine Person als Neupatient einer psychiatrischen Behandlung gilt, wird der Konsum von Psychopharmaka nicht berücksichtigt. Die Kapitel ATC bezüglich der Psychopharmaka enthalten nämlich unter anderem auch Medikamente, welche auch nicht in Bezug auf eine psychiatrische Behandlung verschrieben werden können. Dies bringt also mit sich, dass, um das Datum des Beginns einer Behandlung festzustellen, nur die oben aufgelisteten Leistungen berücksichtigt werden, es sei denn, der Konsum von Psychopharmaka entspräche der einzigen von der Person erhaltenen Leistungen.

Grafik 1: Entwicklung der Zahl neuer Patienten und der Wachstumsrate zwischen 2018 und dem dritten Quartal von 2021.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Die Grafik 1 lässt keine Steigerung der Anzahl an Neupatienten unter psychiatrischer Behandlung zwischen 2018 und dem dritten Quartal des Jahres 2021 feststellen.

Allerdings zeigen die dargestellten Zahlen, dass die Anzahl in der genannten Periode sich zwischen 200 und 400 Neupatienten, Kinder oder Jugendliche, unter psychiatrischer Behandlung wertestabil entwickelt. Ebenso zeigt sich dies bei den erwachsenen Neupatienten, wo die Anzahl sich zwischen 1.200 und 1.500 bewegt. Eine Ausnahme ist jedoch im zweiten Quartal 2020 festzustellen, wo sich die Anzahl der erwachsenen Neupatienten unter psychiatrischer Behandlung bei 968 befindet und somit deutlich niedriger als die in den, für diese Altersgruppe, anderen Zeiträumen festgestellten Zahlen ist.

Die Analyse des Verlaufs der Wachstumsrate zwischen den verschiedenen Perioden lässt einen saisonalen Effekt für die Erwachsenen, sowie auch für die Kinder und Jugendlichen im Endquartal jedes Jahres feststellen. Dieser Effekt ist bei den Erwachsenen im Jahr 2020 leicht abgeschwächt.

Die Daten des Jahres 2021 müssen immer als vorläufig betrachtet werden, da die Rechnungen der me-

<sup>19</sup> La Commission permanente, créée en vertu d'une motion adoptée par la Chambre des Députés en date du 13 juillet 2021, est composée de représentants du Ministère de la Famille, de la Direction de la santé, du Ministère de la Sécurité sociale, de l'Administration d'évaluation et de contrôle de l'assurance-dépendance, de la Copas, de l'AMMD, du Conseil supérieur pour personnes âgées, du Conseil supérieur de certaines professions de santé.

<sup>20</sup> Règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 1998 arrétant la nomenclature des actes et services des médecins pris en charge par l'assurance maladie



dizinischen Honorare, sowie auch die Daten der Klinikaufenthalte, nicht in Echtzeit erfasst werden können.

ad 3. Es liegen aktuell keine Informationen zu erhöhten Anfragen an Luxemburger Schulen in Bezug auf die coronabedingten Belastungen vor. Trotzdem können einige Schlussfolgerungen aufgrund empirischer Fakten gezogen werden:

- Wissenschaftliche Berichte, wie z. B. die YAC (Youth and Corona) Studie und die Covid-Kids Studie der Uni Luxemburg, verdeutlichen trotzdem, dass die Pandemie eine zusätzliche Belastung für die Jugendlichen in Luxemburg darstellt und wahrscheinlich auch in Zukunft ihre Spuren hinterlassen wird: „Die Lebenszufriedenheit der Kinder ging deutlich zurück: von 96 % vor der Pandemie auf 67 % während der Ausgangsbeschränkungen. Einige Gruppen von Kindern berichteten über ein deutlich geringeres emotionales Wohlbefinden als andere. Dabei handelte es sich um Kinder im Alter von 11 bis 16 Jahren, um Kinder aus niedrigeren sozioökonomischen Verhältnissen und um Mädchen.“ Covid-Kids Studie.

- Trotz coronabedingter Einschränkungen der individuellen Beratungen (Terminvereinbarung, Onlineberatung, Masken, Plastikscheiben) konnten seit dem 16.03.2019 viele Schüler und Schülerinnen weiterhin auf das Beratungsangebot der schulischen und außerschulischen Dienststellen (SePAS und CePAS) zurückgreifen. Es handelte sich einerseits um Jugendliche, die schon vorab in Beratung waren, andererseits aber auch um eine neue Zielgruppe, nämlich Schüler und Schülerinnen, die vor der Pandemie noch keine psychologische Beratung in Anspruch genommen haben und nun wegen akuten Schwierigkeiten einen Ersttermin vereinbarten. Hierbei ging es hauptsächlich um depressive Tendenzen, um auto-aggressives Verhalten sowie auch um Angststörungen, jeweils von sehr unterschiedlichem Schweregrad.

- Nationale Daten, die aufzeigen könnten, ob die Beratungszahlen eher stabil sind oder aufgrund der Pandemie eine steigende Tendenz aufweisen, sind derzeit noch nicht verfügbar. Eine statistische Erhebung zu den Beratungsmotiven, mit denen Schüler sich an die psychosozialen Dienste wenden, wird aber ab diesem Schuljahr 2021-2022 in allen SePAS und SSE (Services socio-éducatifs) durchgeführt und erste Resultate werden Anfang 2022 vorliegen. Die empirischen Erfahrungen deuten derzeit nicht auf eine radikale Zunahme der Anträge auf psychologische Unterstützung hin.

- Letztendlich hat das MENJE seit 2019 einen intensiven und kontinuierlich geführten Kontakt und Austausch zu den Vertretern der Jugend- und Schülerorganisationen gepflegt. Bei diesen Gesprächen wurde ausdrücklich der Wunsch geäußert:

- das Thema der mentalen Gesundheit vermehrt in Sekundarschulen zu behandeln;
- auf die Partizipation der Jugendlichen selbst zurückzugreifen (Sensibilisieren, Brückenbauen zu Beratungsstellen, auf die Stimme der Jugend hören);
- die Erreichbarkeit der schulinternen sowie auch schulexternen psychologischen Dienststellen zu erhöhen.

All diese Elemente werden aktuell vom CePAS/MENJE bei der Entwicklung der Maßnahmen zur Förderung des Wohlbefindens von Jugendlichen in der Schule berücksichtigt und umgesetzt. Der nationale Jugendaktionsplan (Jugendpakt 2022-2025), der Anfang 2022 von der Regierung veröffentlicht wird, wird eingehend auf die verschiedenen Maßnahmen eingehen.

ad 4. Aufgrund der Covidkrise haben sich die Arbeiten am Plan für psychische Gesundheit verzögert und haben zu diesem Zeitpunkt noch nicht begonnen. Ein Experte, der diese Arbeit koordinieren soll, wird in Kürze eingestellt werden. Anzumerken ist, dass bei der Evaluation des „Plan national suicide“ im Jahr 2020 viele Themenbereiche identifiziert worden sind, die in den Plan für psychische Gesundheit mit einfließen sollen.

**Question 5038** (01.10.2021) de **Mmes Djuna Bernard** et **Josée Lorsché** (*déi gréng*) concernant le **trouble déficit de l'attention/hyperactivité (TDA/H)** :

En collaboration, le Centre pour le développement des apprentissages Grande-Duchesse Maria Teresa (CDA) et le Service de consultation et d'aide pour troubles de l'attention, de la perception et du développement psychomoteur (SCAP) ont déclaré l'octobre 2021 comme mois de sensibilisation et de formation au sujet du trouble déficit de l'attention/hyperactivité (TDA/H).

Le TDA/H est un trouble neurodéveloppemental, parmi les symptômes duquel figurent l'inattention, l'impulsivité ou encore l'hyperactivité. Le « Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux - 5<sup>e</sup> édition » définit le TDA/H comme « un mode persistant d'inattention et/ou d'hyperactivité-impulsivité qui interfère avec le fonctionnement ou le dévelop-

pement, [...] et qui a un retentissement négatif direct sur les activités sociales et scolaires/professionnelles »<sup>21</sup>. Le TDA/H est le troisième trouble de santé mentale en importance dans le monde, après la dépression et l'anxiété ; il touche une proportion estimative de 3,4 % des enfants et des adolescents.<sup>22</sup>

Pour le diagnostic ainsi que pour le traitement du TDA/H, il est primordial que les différents acteurs impliqués travaillent en étroite collaboration et ce à travers les domaines de l'éducation formelle, de l'éducation non formelle ainsi que des professionnels de la santé. Or, comme l'Ombudsman fir Kanner a Jugenlecher l'a noté dans son rapport annuel le plus récent, « la multiplicité des intervenants et des interventions peuvent faire obstacle à une approche holistique, qui doit rester l'objectif afin de garantir une prise en charge cohérente, bien axée sur les besoins de l'enfant et les ressources de la famille ».<sup>23</sup>

Dans ce contexte, nous aimerions demander les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et de Madame la Ministre de la Santé :

- 1) Combien de cas diagnostiqués de TDA/H existe-t-il actuellement au Luxembourg, tant auprès des mineurs qu'auprès des adultes ? Quelles sont les estimations concernant le chiffre noir de cas non répertoriés ?
- 2) Quels sont les aides et soutiens ouverts aux mineurs et adultes concernés avant qu'un diagnostic médical ne soit établi ? Dans le domaine scolaire, est-il possible de prévoir des aménagements en faveur des enfants concernés avant un diagnostic médical ?
- 3) Quelles sont les stratégies que Monsieur et Madame les Ministres comptent mettre en œuvre pour pallier le manque de personnel, notamment au niveau de la psychiatrie et de la pédopsychiatrie ?
- 4) Comment est organisée la formation des enseignants et éducateurs au sujet des troubles neurodéveloppementaux ? Une amélioration sur ce niveau ne permettrait-elle pas de réduire le nombre de cas auxquels sont confrontés les centres de compétences ?
- 5) Étant donné l'importance d'une approche holistique pour le diagnostic et pour le traitement des troubles neurodéveloppementaux et du TDA/H en particulier, existe-t-il un cadre interministériel qui puisse chapeauter la coordination nécessaire ?
- 6) Existe-t-il une étude récente sur la situation globale de diagnostic et de traitement du TDA/H au Luxembourg ? Dans la négative, une telle étude n'apporterait-elle pas une réelle plus-value pour l'ensemble des acteurs impliqués et est-elle envisagée le cas échéant ?
- 7) Existe-t-il déjà des projets futurs de sensibilisation à réaliser au-delà du mois d'octobre 2021 et en quoi consistent-ils en l'occurrence ?

**Réponse commune** (09.11.2021) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

ad 1) Du côté du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE), un certain nombre de cas de TDA/H sont référés au Centre pour le développement des apprentissages Grande-Duchesse Maria Teresa (CDA) qui s'adresse aux élèves présentant un trouble de la lecture, de l'expression écrite ou du calcul, ou un trouble associé comme par exemple le TDA/H. Pour l'année scolaire 2021-2022, sur 361 élèves suivis par le CDA, 59 présentent une pathologie TDA/H, dont 16 diagnostics TDA, 28 diagnostics TDA/H et 15 suspicions TDA/TDA/H. La totalité des diagnostics n'ayant pas été finalisée au moment de la rédaction de la présente réponse, le CDA estime à 120 le nombre d'élèves qui pourraient être affectés de TDA/H pour l'année scolaire 2021-2022.

Le service Dys-positif, agréé et conventionné par le MENJE, compte 17 enfants atteints de TDA/H parmi les enfants qui fréquentent le service. D'autres acteurs œuvrant dans le domaine des troubles d'apprentissage ou du déficit de l'attention, tels que le service agréé et conventionné SCAP ou l'ASBL Treffpunkt ADHS, ne recensent pas les enfants et adultes touchés par le TDA/H.

Il est difficile de recenser tous les cas de personnes atteintes de TDA/H, d'autant plus qu'un certain nombre de concernés ne sollicitent ni diagnostic ni prise en charge spécifique et s'approprient leurs propres techniques pour s'accommoder de leur trouble.

<sup>21</sup> American Psychiatric Association. Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux (DSM-5), 5<sup>e</sup> édition. Elsevier Masson SAS, Issy-les-Moulineaux : APA, 2015 : 67-75.

<sup>22</sup> Polanczyk, GV, Salum GA, Sugaya, LS, Caye A, Rohde LA. Annual research review : A meta-analysis of the worldwide prevalence of mental disorders in children and adolescents. J Child Psychol Psychiatry 2015; 56 (3) : 345-65.

<sup>23</sup> Rapport ORK-OKaJu 2020, p. 106. <http://ork.lu/index.php/fr/les-rapports-de-l-ork/rapport-2020>.

Quant à la population totale au Luxembourg, des études internationales estiment le taux de prévalence auprès des moins de 18 ans à 5-6 %, et à 3-4 % auprès de la population majeure.

Au niveau du Ministère de la Santé, il n'y a pas de statistiques précises sur les cas diagnostiqués de TDA/H chez les mineurs et les adultes. Ceci nécessiterait soit un système de notification obligatoire de ce diagnostic par les médecins, soit la mise en place d'une étude de santé publique sur les personnes avec TDA/H. Il est de ce fait également impossible de connaître actuellement les chiffres de cas de TDA/H non diagnostiqués.

ad 2) Lorsqu'un élève présente des signes de TDA/H au sein de l'enseignement fondamental, différents professionnels spécialisés peuvent intervenir à côté du titulaire de classe et de l'équipe pédagogique. L'instituteur spécialisé dans la prise en charge des élèves à besoins spécifiques (I-EBS) de l'école évalue la situation et cherche à mettre en place des mesures qui répondent aux besoins individuels de l'élève en concertation avec les parents de l'élève et le titulaire de classe. L'I-EBS peut assister l'élève en classe et collaborer étroitement avec les membres des équipes de soutien des élèves à besoins spécifiques (ESEB) et la Commission d'inclusion (CI) de la Direction régionale de l'école concernée. L'ESEB est notamment chargée par la CI concernée d'évaluer les besoins de l'élève en établissant un diagnostic.

En ce qui concerne l'enseignement secondaire, une première détection du TDA/H peut être faite par le Service psycho-social et d'accompagnement scolaires (SePAS) ou l'ESEB du lycée. Elle se fait en relais avec les enseignants et les parents ou suite à la description du trouble par l'élève lui-même. Différents aménagements peuvent être mis en place par le directeur de l'établissement sans diagnostic médical tels que l'aménagement de la place de l'élève, la mise à disposition d'une salle séparée pour les épreuves ou la présentation adaptée des questionnaires. Ces mesures permettent de faciliter dans un premier temps le travail au quotidien. Si d'autres aménagements s'avèrent nécessaires, une demande à la Commission des aménagements raisonnables (CAR) est introduite. Les décisions de la CAR s'appuient sur la base de différents diagnostics, qu'ils soient psychologiques et/ou médicaux. Le diagnostic médical permet, dans le cadre du TDA/H, d'affiner la prise en charge de l'élève sur le court et le long terme.

Tant pour les élèves du fondamental que du secondaire, le premier diagnostic est le cas échéant affiné avec l'appui du CDA pour permettre de trouver les meilleures mesures de remédiation et aider l'élève à adopter les meilleures stratégies d'apprentissage.

ad 3) Le MENJE a déployé de considérables moyens ces dernières années afin de répondre aux besoins des élèves atteints de troubles comme le TDA/H. En particulier, la création du CDA a permis d'augmenter substantiellement tant la qualité de la prise en charge que le nombre d'élèves suivis présentant des troubles d'apprentissage et des troubles associés. En parallèle, du personnel spécialisé a été engagé dans les fonctions d'instituteurs spécialisés dans la prise en charge des élèves à besoins spécifiques (I-EBS) et dans les fonctions de collaborateurs des équipes de soutien des élèves à besoins spécifiques (ESEB) dans les enseignements fondamental et secondaire. Le développement des centres sociothérapeutiques (CST) contribue également à une prise en charge de qualité en plus des mesures d'aide proposées par l'Office national de l'enfance (ONE). En ce qui concerne les services SCAP et Dys-positif, des moyens plus importants leur ont été alloués dans le cadre de leurs conventions avec le MENJE.

De plus, des efforts conséquents sont réalisés par le MENJE dans la promotion des métiers en lien avec la prise en charge des élèves à besoins spécifiques à l'occasion notamment de la Foire de l'étudiant.

Les pédopsychiatres sont fortement sollicités pour la prise en charge des enfants avec TDA/H, alors que leur nombre s'avère limité au Luxembourg ainsi que dans d'autres pays européens. Le recrutement en nombre suffisant de personnel compétent ne pouvant être effectué à brève échéance, vu notamment la durée de la formation concernée, il conviendrait de se concentrer dans un premier temps sur une optimisation du parcours diagnostique de ces enfants et adultes en passant notamment par une sensibilisation sur le sujet auprès des différents intervenants du terrain.

ad 4) Dans le cadre de l'offre de formation continue offerte par l'Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN), différentes formations au sujet des troubles neurodéveloppementaux sont proposées au personnel enseignant et socio-éducatif pour permettre un meilleur accompagnement des élèves. Sur la totalité de l'offre de l'IFEN pour l'année scolaire 2021-2022, 21 formations traitent directement du sujet du TDA/H et comptabilisent à ce jour 1.653 inscriptions aux sessions du 1<sup>er</sup> trimestre de l'année 2021-22. En outre, des cours sur les troubles des apprentissages et de l'attention sont

dispensés dans la formation initiale des enseignants à l'Université du Luxembourg.

Des formations continues sur les troubles neurodéveloppementaux sont encore proposées par le Service national de la jeunesse (SNJ) et s'adressent au personnel des structures de l'éducation non formelle. Elles fournissent au personnel concerné les connaissances nécessaires à la compréhension des troubles neurodéveloppementaux et proposent des pistes d'intervention dans le cadre d'un accueil inclusif des enfants et jeunes à besoins spécifiques. Les sujets traités couvrent, entre autres, les troubles DYS (dyslexie, dysorthographe, dyscalculie, dyspraxie, dysphasie, dysgraphie), le trouble du spectre de l'autisme ainsi que le TDA/H.

Le développement des compétences des enseignants et éducateurs permet effectivement d'améliorer l'accompagnement des élèves à besoins spécifiques au niveau des directions de l'enseignement fondamental et des lycées, et de réduire en conséquence le nombre de cas pris en charge par les centres de compétences.

ad 5) La Direction générale de l'inclusion (DGI) du MENJE coordonne les activités en lien avec le TDA/H mises en œuvre par différents acteurs. Ainsi, la DGI pilote la totalité du dispositif de scolarisation des élèves à besoins spécifiques mis en place au niveau local, régional et national, incluant les Commissions d'inclusion des directions régionales de l'enseignement fondamental et les Commissions d'inclusion scolaires des différents Lycées avec leurs équipes spécialisées dans la prise en charge des élèves à besoins spécifiques (ESEB), la Commission nationale d'inclusion (CNI) et les centres de compétences, dont le Centre pour le développement des apprentissages Grande-Duchesse Maria Teresa (CDA). La DGI suit également de près les activités menées par les services SCAP et Dys-positif par la mise en place de conventions, d'agréments et la mise à disposition de moyens financiers.

En complément, il convient de noter qu'au niveau pédagogique, la CNI composée en partie de représentants du MENJE, de la Direction de la santé et du Ministère de la Famille a été instaurée dans l'optique d'une collaboration interministérielle pour coordonner et analyser les différents dossiers d'enfants ayant des difficultés dans leur scolarité. Elle permet avec l'aide du centre de compétences attiré pour le trouble de mettre en place des mesures éducatives adaptées.

ad 6) Différentes études en lien avec le TDA/H ont été réalisées par l'Université du Luxembourg, sans pour autant se concentrer spécifiquement sur le diagnostic et le traitement du TDA/H au Luxembourg. Une étude sur la situation globale de diagnostic et de traitement du TDA/H apporterait une ligne directrice aux différents intervenants et aurait un impact positif pour les enfants suivis, les parents et les acteurs en lien avec la thématique au Luxembourg.

ad 7) La pérennité des supports de communication réalisés à l'occasion de la campagne du mois d'octobre 2021 permettra de sensibiliser les publics cibles au-delà de cette date. Le site Internet dédié au TDA/H restera en ligne et permettra aux intéressés d'accéder à la brochure d'information ainsi qu'aux témoignages vidéo réalisés. Les conférences diffusées en live streaming resteront quant à elles accessibles sur le site dédié au TDA/H ainsi que sur la chaîne YouTube du MENJE. De plus, les formations continues proposées tout au long du mois d'octobre 2021 au personnel enseignant et psycho-socio-éducatif seront maintenues dans les catalogues de formations de l'IFEN et du SNJ et reconduites les années suivantes.

En complément et afin de favoriser l'inclusion dans le système éducatif, des campagnes d'information et de sensibilisation sont réalisées par le MENJE et les centres de compétences dans les écoles et auprès du grand public sur la situation et les compétences des personnes à besoins spécifiques.

**Question 5040** (04.10.2021) de **M. Sven Clement** (*Piraten*) concernant le **régime CovidCheck** :

Duerch de CovidCheck-Regimm am Horeca-Beräich kënnen Restaurateuren a Cafetieren erëm méi Clienten an hire Lokaler empfänken. Fir dëse Regimm dierfen ze applizéieren, muss de Patron säi Betrib iwwert covid19.lu bei der Santé umellen a kann dann Affichen an Autocollante beim Staat bestellen. Vill, awer net all, Restauranten a Caféen annonciéieren op hire Social Media-Kanäl a Websäiten, wa si de CovidCheck-Regimm applizéieren.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Mëtzelstand dës Fro stellen:

- Wéi steet de Minister zur Iddi vun enger Websäit, op där all Patron aus dem Horeca-Beräich kéint uginn, ob säi Betrib de CovidCheck applizéiert, fir esou de Clienten, déi dat wëllen, d'Méiglechkeet ze ginn, sech am Virfeld iwwert dem Betrib seng Covidmoossnamen ze informéieren?



**Réponse** (19.10.2021) de **M. Lex Delles**, *Ministre des Classes moyennes* :

Op der Pressekonferenz vum 8. Oktober hunn de Staatsminister an d'Gesondheitsministesch annoncéiert, dass de CovidCheck-Regimm am Horeca-Beräich obligatoresch gëtt. Dat entsprecheend Covidgesetz gouf den 18. Oktober an der Chamber uegheoll. D'Fro vun enger Websäit, op där d'Betrieb rezenséiert wieren, déi de CovidCheck applizéieren, ass deemno hifälleg.

**Question 5041** (04.10.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant le **chargeur universel pour les téléphones et les ordinateurs portables en Europe** :

La Commission de l'Union européenne vient de présenter une initiative pour imposer un chargeur universel e. a. pour les téléphones et les ordinateurs portables en Europe et ceci dans l'intérêt des consommateurs et de l'environnement. Cette initiative fait suite à une résolution du Parlement européen votée en 2020.

- Comme cette proposition s'est heurtée à de grandes réticences de la part de l'industrie, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de l'Économie quelles sont les modalités exactes de cette nouvelle réglementation.

- Endéans quels délais peut-on s'attendre à cette réglementation, permettant d'éviter l'accumulation de chargeurs devenus inutiles et ainsi de réduire les déchets électroniques ?

**Réponse** (02.11.2021) de **M. Franz Fayot**, *Ministre de l'Économie* :

La proposition relative à l'introduction d'un « chargeur universel » a été adoptée par la Commission le 23 septembre dernier. Il s'agit d'une modification de l'actuelle directive 2014/53/UE relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché d'équipements radioélectriques.

L'adoption de la proposition se fera en codécision entre le Conseil de l'Union européenne et le Parlement européen, qui vont seulement lancer les travaux techniques au cours des prochaines semaines. Il est donc difficile d'anticiper, à ce stade, une date d'adoption finale de ce texte. À noter aussi que le délai de transposition proposé par la Commission européenne est de douze mois et que la durée de celui-ci pourra encore évoluer au fil des négociations.

Sur le fond, la proposition de la Commission européenne repose sur quatre piliers et vise à :

- Introduire un port de charge harmonisé pour les appareils électroniques basé sur le port USB type-C, permettant aux consommateurs de charger leurs appareils avec le même chargeur quelle que soit la marque de l'appareil ;
- Introduire une technologie harmonisée de recharge rapide ;
- Dissocier la vente d'un chargeur de la vente de l'appareil électronique pour que les consommateurs puissent acheter un nouvel appareil électronique sans nouveau chargeur, ce qui devrait limiter l'achat de chargeurs indésirables ou le nombre de chargeurs laissés inutilisés ;
- Fournir une meilleure information aux consommateurs.

Les nouvelles exigences couvrent un large éventail d'appareils électroniques, notamment les téléphones mobiles, les tablettes, les appareils photos numériques, les casques d'écoute, les casques-micro, les consoles de jeux vidéo portatives et les haut-parleurs portatifs. Cette extension du champ d'application à des appareils autres que les téléphones mobiles permet de renforcer les effets positifs des dispositions.

Selon les estimations de la Commission européenne, la mise en œuvre de cette proposition, la réduction de la production et l'élimination des nouveaux chargeurs devrait réduire la quantité de déchets électroniques de près de 1.000 tonnes par an et ainsi contribuer à atteindre les objectifs du « Pacte vert pour l'Europe » qui figurent parmi les priorités du Gouvernement.

Le Luxembourg soutient pleinement les objectifs de la proposition, dont les dispositions sont actuellement examinées par les autorités compétentes, notamment l'ILNAS.

**Question 5042** (04.10.2021) de **M. Léon Gloden** (CSV) concernant le **NHS Covid Pass** :

Mengen Informationen no géif den Impfzertifikat (QR-Code) aus England hei zu Lëtzebuerg nach net kënnen gescannt ginn. Iwwer 30 EU-Länner géifen de sougenannten NHS Covid Pass mëttlerweil awer schonn unerkennen.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Regierung confirméieren, datt den engleschen Impfzertifikat, de sougenannten NHS Covid Pass, hei zu Lëtzebuerg nach net unerkannt gëtt ?

2. Am Fall wou dëst esou ass, aus wéi engem Grund, wëssend datt iwwer 30 EU-Länner den engleschen Zertifikat unerkennen a soumat déi technesch Hürde mëttlerweil geléist hunn ?

3. Wat huet d'Regierung virgesinn, fir datt eis Studenten, déi momentan an England studéieren, heemkomme kënnen ouni Komplikatoune ?

**Réponse** (05.11.2021) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

ad 1. Fir d'Veereenegt Kinnekräich huet d'Kommission den 28. Oktober 2021 eng Decisioun zur Equivalenz adoptéiert, soudass déi englesch Covidpäss, déi interoperabel mam EU-System sinn, och zu Lëtzebuerg unerkannt ginn.

ad 2. Mir verweisen hei op d'Äntwert op d'Fro 1.

ad 3. Mir verweisen hei op d'Äntwert op d'Fro 1.

**Question 5046** (05.10.2021) de **M. Léon Gloden** (CSV) concernant le **changement de carrière au sein de la Police grand-ducale** :

Mengen Informationen no goufen op den 1. Oktober vum dësem Joer eng Rei Employéé vum Centre d'intervention national (113) an hirer Karriär vum Groupe de traitement C1 an de B1 reklasséiert a kruten niewebäi d'Méiglechkeet ugebueden, fir Fonctionnaire ze ginn. Dëst op Initiativ vun der Police a mam Averständnis vum Minister. Grand heifir ass de concernéierte Leit hiren Diplôme de fin d'études, dee si schonn hate wéi se agestallt goufen oder dee si nogeholl hunn, wärenddeem se scho bei der Police geschafft hunn.

Anerersäits ass jo gewosst, datt e puer honnert Policebeamten, déi och en Diplôme de fin d'études hunn a scho jorelaang an der Police sinn, an hirer Karriär blockéiert sinn an eeben dës Unerkennung vun hiren Diplomer refuséiert kréien.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Regierung déi uewe genannten Informationen bestätegen ?

2. Wéi vill d'Äntwert gëtt et nach an der Police ?

3. Wa jo, aus wéi engem Grund kréien d'Policebeamten weiderhin d'Unerkennung vun hiren Diplomer refuséiert (wëssend, dass eng „voie expresse“ keng Valorisation vun den Diplomer ass) ?

4. Gedenkt d'Regierung, de Policebeamten elo déi selwecht Unerkennung ze gi wéi den Employéen ?

**Réponse commune** (09.11.2021) de **M. Henri Kox**, *Ministre de la Sécurité intérieure*, et de **M. Marc Hansen**, *Ministre de la Fonction publique* :

Am Laf vun Joer 2021 kruten eng 16 zivill Mataarbechter vun der Police d'Méiglechkeet, fir vun der Karriär C1 an d'Karriär B1 ze wiesselen, dëst am Respekt vun de legalen Dispositionen vum Regimm vun dem Employé de l'État. Verschiedener kruten dee selwechte Moment och d'Méiglechkeet, an de Statut vun Fonctionnaire-stagiaire ze wiesselen, wa si d'Reussite vun Examen-concours du groupe de traitement B1 virweise konnten.

Hei muss tëschen deenen eenzele Statuten differenziéiert ginn.

Am Géigesaz zu engem Kandidat, dee Fonctionnaire de l'État wëllt ginn, brauch e Kandidat, deen Employé de l'État wëllt ginn, keen Examen-concours ze maachen. E Fonctionnaire, deen an eng aner Karriär wëllt wiesselen, muss - ofgesi vum System vun der „carrière ouverte“ - eng Reussite vum Examen-concours an der viséierter Karriär virweise kënnen a kënn och doropshin nees a senger neier Karriär frësch an de Stage.

**Question 5048** (05.10.2021) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) concernant la **participation luxembourgeoise au programme COVAX** :

En réponse à ma question parlementaire du 1<sup>er</sup> septembre 2021 relative à la participation luxembourgeoise au programme COVAX (n° 4924), Madame la Ministre de la Santé explique que le Luxembourg a déjà versé 1,5 million d'euros au programme de vaccination des Nations Unies communément appelé COVAX. Les 500.000 euros supplémentaires seraient programmés pour être déboursés en 2022. Par contre, aucune dose de vaccin ne semble encore avoir été mise à disposition du programme COVAX au moment de la réponse. Madame la Ministre explique que « [p]our des raisons de modalités pratiques, les 56.000 doses de vaccin partagées avec le Cap-Vert n'ont pas pu être diffusées via le COVAX ».

Suite à cette réponse, dont je remercie d'ailleurs Madame la Ministre, j'aimerais encore poser les questions suivantes :

1) Est-ce que vous pouvez m'expliquer la raison pour laquelle la somme des deux millions promise au programme COVAX a été scindée en deux tranches avec la deuxième tranche seulement prévue pour 2022 ?

2) Est-ce que vous pouvez m'expliquer plus en détail les raisons de modalités pratiques qui ont empêché une diffusion des 56.000 vaccins à travers COVAX ?

3) Est-ce que les 56.000 vaccins partagées avec le Cap-Vert sont à retirer du nombre de 350.000 vaccins que le Luxembourg s'est engagé à partager à travers COVAX ? À quelle échéance cet engagement pourra-t-il être respecté ?

De surcroît, j'aimerais encore avoir une vue plus précise sur le nombre de vaccins que le Luxembourg tient en réserve pour l'instant ainsi que sur les commandes et livraisons à venir.

4) Quel est le nombre de vaccins contre la Covid-19 que le Luxembourg détient actuellement en réserve sur son territoire ? Pouvez-vous me spécifier les dates de péremption des différents stocks ?

5) Est-ce que des stocks de vaccins tenus par le Luxembourg ont déjà dû être retirés ou détruits à cause d'un dépassement de la date de péremption ? Dans l'affirmative, pouvez-vous me donner le nombre des vaccins concernés ?

6) De quelle manière le Gouvernement s'assure-t-il que des stocks de vaccins puissent être partagés avec des pays qui en ont besoin avant que ceux-ci risquent de dépasser leur date de péremption ?

7) Pouvez-vous me détailler l'état actuel des commandes et options que le Luxembourg a passé ou détient en matière de vaccins contre la Covid-19, ainsi que les dates prévisionnelles des livraisons ? Est-ce que toutes ces commandes passent par l'UE ou est-ce que le Luxembourg a aussi conclu des contrats directs auprès de sociétés pharmaceutiques ?

8) Quel est le prix moyen que le Luxembourg a payé par dose de vaccin pour l'ensemble des commandes déjà livrées ?

9) Pouvez-vous partager votre analyse sur les raisons pourquoi le programme COVAX ne sera très probablement pas en mesure d'atteindre ses objectifs ? Est-ce que selon vous un changement de stratégie est nécessaire au niveau international pour permettre une vaccination de l'ensemble de la population mondiale dans les meilleurs délais ? Est-ce que le Luxembourg a déjà entrepris des démarches diplomatiques ou autres en faveur de cet objectif ?

**Réponse commune** (09.11.2021) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Franz Fayot**, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire* :

ad 1) La contribution luxembourgeoise de deux millions d'euros à la garantie de marché COVAX se compose de deux contributions distinctes à hauteur d'un million d'euros chacune, décidées respectivement en décembre 2020 et en juin 2021. Ceci a eu pour conséquence le déboursement en deux phases du montant global de deux millions d'euros.

ad 2) Le mécanisme de donation des vaccins Covid-19 via COVAX ne s'applique qu'aux doses de vaccin non encore livrées aux États donateurs de sorte que Gavi n'est pas en mesure de partager des doses de vaccin qui sont déjà stockées dans les États donateurs respectifs via le mécanisme COVAX. Puisque les 56.000 doses étaient dans le stock national actuel, elles ont été données directement au Cap-Vert via le mécanisme de protection civile de l'Union européenne.

ad 3) Les 56.000 doses de vaccin partagées avec le Cap-Vert s'ajoutent aux doses de vaccins qui seront partagées à travers le mécanisme COVAX. Actuellement, 400.000 doses de vaccins sont sur le point d'être partagées via COVAX. Les échéances pour ces envois, dont l'organisation est assumée par Gavi, dépendent de la capacité d'absorption des pays bénéficiaires, ainsi que des capacités d'acheminement des parties prenantes.

ad 4) Données du 05 novembre 2021 :

Comirnaty (Pfizer/BioNTech) - 81.840 doses viennent à péremption le 28.02.2022 et 31.03.2022 ; Vaxzevria (AZ) - 13.110 doses viennent à péremption le 30.11.2021 ; Covid-19 Vaccine Janssen (Janssen) - 9.900 doses viennent à péremption le 31.05.2023 et 30.06.2023 ; Spikevax (Moderna) - 30.200 doses viennent à péremption le 27.12.2021 - 23.02.2022.

ad 5) À ce jour, aucun flacon du stockage central n'a été détruit suite à un dépassement de la date de péremption.

ad 6) Un suivi des livraisons et un suivi des stocks hebdomadaires permettent de suivre les dates de péremption. La Division de la pharmacie et des médicaments (DPM) de la Direction de la santé préconise de suivre les recommandations de Gavi, à

savoir un minimum de validité de trois mois pour permettre d'organiser les donations dans des délais ne dépassant pas cette durée de validité.

ad 7) (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

À noter que ce tableau des commandes indique uniquement les quantités prévues par les « Vaccine Order Forms ». Les dates de livraison sont communiquées au fur et à mesure pour chaque fabricant.

ad 8) La fourchette de prix des vaccins Covid-19 s'étend entre 1,78 € et 28,50 \$ (+/- 24,50 €). Il n'est pas possible d'indiquer une simple moyenne par dose de vaccin, car celle-ci diffère selon le type de vaccin et selon le fournisseur. En outre, le prix payé à un même fournisseur pour un vaccin identique varie également selon les différents bons de commande.

ad 9) En ce qui concerne les objectifs du COVAX, rappelons qu'ils sont multiples et que ses priorités ont dû être adaptées à l'évolution de la pandémie. Ainsi, des objectifs concrets ont pu être réalisés : 9,8 milliards d'USD ont été collectés pour la garantie de marché COVAX, par rapport à l'objectif pour 2021 fixé à 9,3 milliards d'USD ; le mécanisme COVAX a signé des accords avec onze candidats vaccins, par rapport à l'objectif de dix candidats vaccins fixés pour 2021. Le premier objectif qui s'était fixé COVAX en juin 2020 qui consistait à livrer deux millions de doses de vaccins avant la fin 2021 devrait être atteint à la fin du premier trimestre 2022.

Le Luxembourg s'engage au niveau politique et diplomatique, ainsi qu'à travers des appuis concrets, à soutenir les efforts multilatéraux pour mettre fin à la pandémie et permettre une vaccination de l'ensemble de la population mondiale dans les meilleurs délais.

Finalement, considérant que beaucoup d'États bénéficiaires ont des difficultés d'absorption pour le déroulement d'une campagne vaccinale, le Luxembourg, à côté d'autres États donateurs, réalise outre des contributions financières également des dons de matériel médical dans le cadre de l'initiative Team Europe et en bilatéral.

**Question 5051** (07.10.2021) de **M. Charles Margue** (déi gréng) concernant la **révision de la loi sur l'intégration** :

Le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région a chargé l'OCDE de mener une réflexion sur la révision de la loi sur l'intégration et sur les meilleures pratiques d'autres pays. Selon le compte-rendu de la réunion du Comité interministériel à l'intégration datant du 12 mai 2021, l'étude était attendue pour juin 2021.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région :

1) L'étude de l'OCDE a-t-elle été finalisée ? Dans l'affirmative, quelles en sont les principales réflexions et thématiques prioritaires pour la révision de la loi sur l'intégration ? Quand Madame la Ministre compte-t-elle pouvoir présenter les résultats des travaux menés au sein de l'OCDE ?

2) Quelles sont les prochaines étapes prévues dans le cadre de la révision de la loi précitée ?

**Réponse** (04.11.2021) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration* :

ad 1) L'étude réalisée par l'OCDE « Vers un parcours d'intégration réussi. Le fonctionnement du système d'intégration et ses acteurs au Grand-Duché de Luxembourg » a été finalisée et elle est accessible en ligne sur le site Internet du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région à l'adresse <https://mfamigr.gouvernement.lu/fr/dossiers/faq/avis.html>.

L'étude a eu pour objectifs :

- d'évaluer les aspects spécifiques de la politique luxembourgeoise d'intégration ;
- d'éclairer les différentes dimensions de l'actuel cadre légal réglant l'intégration au Luxembourg ;
- de donner la parole aux acteurs clés de la politique d'intégration, de mettre à profit leur expertise et leur expérience de terrain ;
- d'analyser les instruments existants dans un contexte international ;
- de formuler des recommandations concrètes d'orientation politique en vue de la révision de la loi de 2008.

Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration ainsi que les experts de l'OCDE présenteront les résultats de l'étude à la société civile et au grand public le 25 novembre 2021 à 17.00 heures au Centre culturel Schéiss.

ad 2) La prochaine étape dans le cadre de la révision de la loi sur l'intégration est la rédaction d'un



avant-projet de loi tenant compte des discussions menées lors du débat de consultation sur l'intégration qui a eu lieu à la Chambre des Députés le 28 janvier 2021, des conclusions de l'étude effectuée par l'OCDE et de l'ensemble des éléments réunis lors de la large consultation publique qui a eu lieu au cours des douze derniers mois et lors de laquelle tous les acteurs de l'intégration ont été sollicités. Les conclusions de cette consultation sont disponibles sur le site Internet du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région à l'adresse <https://mfamigr.gouvernement.lu/fr/dossiers/faq/avis.html>.

**Question 5054** (07.10.2021) de **M. Georges Mischo** (CSV) concernant le **bus à haut niveau de service entre Thionville et Esch-sur-Alzette** :

Il me revient par voie de presse et par les réseaux sociaux que les Gouvernements luxembourgeois et français se sont mis d'accord d'étudier la réalisation d'une ligne de « bus à haut niveau de service » entre Thionville et Esch-sur-Alzette. Cette ligne de bus remplacerait la ligne ferroviaire Longwy-Belval-Thionville, supprimée malheureusement depuis quelques années. L'idée concernant cette nouvelle ligne de bus ferait même l'objet d'une discussion lors de la prochaine Commission intergouvernementale franco-luxembourgeoise.

C'est dans ce contexte que je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité :

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer la volonté d'étudier la réalisation d'une ligne de « bus à haut niveau de service » entre Thionville et Esch-sur-Alzette ?

- Dans l'affirmative, les villes et communes impliquées seront-elles invitées à participer à cette étude ?

- La possibilité de la revitalisation de la ligne ferroviaire Longwy-Belval-Thionville, importante pour le site universitaire, sera-t-elle également étudiée ?

**Réponse** (17.11.2021) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

En 2020, le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics, en collaboration avec la Ville d'Esch/Alzette, a lancé une étude pour analyser la liaison transfrontalière entre Audun-le-Tiche et Esch/Alzette, dont les objectifs de l'étude se sont présentés comme suit :

- amélioration de l'offre transfrontalière en transports en commun en garantissant un minimum de transbordements ;

- nette augmentation de l'attractivité de l'offre cyclable transfrontalière entre Audun-le-Tiche et Esch-sur-Alzette.

Le résultat de l'étude vise le remplacement de la navette ferroviaire entre Audun-le-Tiche et Esch/Alzette par une piste cyclable et un corridor de priorisations pour bus (corridor BHNS transfrontalier) permettant de garantir un haut niveau de service entre Esch-sur-Alzette d'une part et au moins l'actuelle gare ferroviaire d'Audun-le-Tiche d'autre part.

Dans ce contexte, la réalisation d'une ligne de « bus à haut niveau de service » entre Thionville et Esch-sur-Alzette n'est pas étudiée, ni la revitalisation de la ligne ferroviaire Longwy-Belval-Thionville. Celle-ci fut en effet supprimée en 2016 au vu de la faible demande sur cette relation et ceci au profit du renforcement de l'offre sur la ligne ferroviaire Metz-Thionville-Luxembourg qui connaît une demande de transport très importante vers l'agglomération de la ville de Luxembourg.

Une future ligne de bus transfrontalière, arrivant de Thionville et ayant comme destination la région Sud, pourra également profiter de l'infrastructure du « corridor BHNS transfrontalier » entre Esch-sur-Alzette et Audun-le-Tiche.

Pour le projet du « corridor BHNS transfrontalier », le ministère vise une étroite collaboration avec les autorités françaises. Pour ces fins, un groupe de travail franco-luxembourgeois a été mis en place, regroupant l'ensemble des acteurs concernés et ayant comme missions d'étudier les détails techniques du projet et un éventuel prolongement de ce « corridor BHNS transfrontalier » côté français.

**Question 5056** (07.10.2021) de **M. André Bauler** (DP) concernant la **gare d'autobus du Lycée E. Steichen de Clervaux** :

Plusieurs parents d'élèves ont attiré mon attention sur des problèmes de stationnement dans le cadre de la gare d'autobus du Lycée E. Steichen de Clervaux (LESC). Ainsi, contrairement à d'autres lycées, les bus n'auraient pas de quais fixes si bien que bon nombre d'élèves n'arriveraient pas à détecter aisément l'autobus qui les conduit vers leur village d'origine. De plus, il semble exister un problème d'espace empêchant les chauffeurs à garer

leur véhicule dans de bonnes conditions. Vu que le nombre d'élèves a sensiblement augmenté ces dernières années, ce problème particulier semble s'accroître.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Monsieur le Ministre peut-il décrire, le cas échéant, de manière plus précise les problèmes de stationnement de bus qui se posent actuellement à la gare routière près du LESC ?

2) Monsieur le Ministre serait-il déjà en train de chercher une solution à cette problématique spécifique ? Quelles pourraient être les options possibles afin d'y remédier ?

**Réponse** (17.11.2021) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

ad 1) Mes services sont conscients des problèmes de stationnement de bus RGTR au niveau de la gare routière à Clervaux près du Lycée Edward Steichen LESC.

La gare routière doit actuellement répondre à deux types d'usage :

- pour les lignes scolaires RGTR, elle permet l'accessibilité en bus du Lycée Edward Steichen de Clervaux,

- pour les lignes ordinaires RGTR, elle constitue un terminus important à échelle régionale et permet un échange avec la gare de Clervaux (Ligne 10 des CFL).

L'offre RGTR ordinaire et scolaire étant en croissance permanente depuis ces dernières années, la gare d'autobus est actuellement confrontée à un manque de capacité par rapport aux besoins effectifs. Il en résulte, surtout au début et à la fin des cours scolaires, une situation conflictuelle entre les lignes de bus ordinaires et scolaires.

ad 2) Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse prévoit une extension de l'offre scolaire du LESC, arrivant ainsi à une capacité totale d'environ 1.600 lycéens. Cette extension nécessitera forcément une augmentation de la capacité actuelle de la gare routière.

En vue de cette extension, et en raison de la complexité des enjeux sur le terrain, mes services vont lancer une étude d'ici la fin de l'année avec comme objectif de chercher une solution à cette problématique à court, moyen et long terme.

**Question 5060** (07.10.2021) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant l'**application du principe « pollueur-payeur » dans le cadre de l'électromobilité** :

D'Regierung huet an hirer Ëmweltpolitik bis elo ëmmer de Prinzip vum „pollueur-payeur“ vertueden. Dëse soll deemno garantéieren, datt Leit, déi duerch hire Gebrauch vun enger spezifescher Energiequell méiglech negativ Konsequenzen op d'Ëmwelt verursaachen, och finanziell fir d'Konsequenze vun dësem Schued opzekommen hunn, soudatt dës Käschten net op d'Allgemengheet ofgewälzt ginn. An deem Kontext stelle sech elo awer och eng Rei Froen am Hibleck op d'Notze vun der Elektromobilitéit. Rezent huet op en Neits en Elektroauto gebrannt, dee mat grousem Opwand vun den involvéierte Pompjeeën an e Container huet missen deplacéiert ginn, fir en do mat grousem Opwand ze läschen. Dës gréisser Asätz vun de Pompjeeën hunn iwwerdeems net seelen Auswierkungen op de Verkéier, wann z. B. Stroossen oder soss ëffentlech Plazen temporär fir de Verkéier musse gespaart ginn.

An deem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Regierung:

1. Ass d'Regierung sech dem groussen Opwand - ëmweltméisseg a finanzieller Natur - bewusst, deem d'Läsche vun engem Elektrogefier mat sech zéie kann?

2. Misst an den Ae vun der Madamm Ëmweltminister an dem Här Mobilitéitsminister an deem Kontext - ganz an der Linn vum Prinzip vum „pollueur-payeur“, deem d'Regierung vertritt - net och fir Gerechtegkeet gesuergt ginn, datt effektiv och just d'Notznéisser vun der Elektromobilitéit fir eventuell Schied opzekommen hunn, esou datt dës net op d'Allgemengheet ofgewälzt ginn?

3. Wa jo, wéi wëll d'Regierung elo konkret virgoen, fir e System op d'Been ze stellen, dee garantéiere soll, datt d'Käschte vu méigleche Schied duerch d'Elektromobilitéit net op d'Allgemengheet ofgewälzt ginn?

4. Wann nee, wéi ass et an den Ae vun der Regierung ze rechtfärdegen, datt just am Beräich vun der Elektromobilitéit de Prinzip vum „pollueur-payeur“ ausser Kraaft gesat gëtt? Ass dëst net eng Ongerechtegkeet am Hibleck op d'Allgemengheet vun de Bierger, déi fir hiren Deel jo och nom Prinzip vum „pollueur-payeur“ finanziell belaauscht ginn?

**Réponse commune** (16.11.2021) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, et de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

Déi pauschal Behauptung, de Brand vun engem Elektroauto wier grondsätzlech mat grousem Opwand verbonnen, ass falsch. Den Opwand hânt vu ville Facteuren of, geneesou wéi datt och bei Autoe mat Verbrennungsmotoren de Fall ka sinn. Dëst gouf méi am Detail an den Äntwerten op d'parlamentaresch Froen N° 1774 an N° 4345 erkläert. Dofir kann een och net soen, datt de finanziellen Impakt oder deen op d'Ëmwelt beim Elektroauto ëmmer méi grouss wier, wéi bei engem Auto mat Verbrennungsmotor.

De Prinzip vum Pollueur-payeur gëtt grondsätzlech net bei der Brandbekämpfung ugewannt. Dës Leeschtung ass een Deel vum Service public, deem seng Käschte vun der Allgemengheet solidairesch gedroe ginn. Am anere Fall misst dee Prinzip fir all Asätz gellen an net just fir Bränn vun Elektrogefier. An der Praxis wier dat schwiereg ëmsetzbar.

**Question 5067** (08.10.2021) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Yves Cruchten** (LSAP) concernant le **passport pour le Royaume-Uni** :

À partir du 1<sup>er</sup> octobre, les voyageurs venant de l'Union européenne ne peuvent plus entrer sur le territoire de la Grande-Bretagne avec leur carte d'identité, mais devront présenter un passeport valable. Ce changement fait suite au Brexit et est expliqué par les autorités britanniques par des arguments sécuritaires.

1) Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes par quels moyens les voyageurs en partance de notre pays vers le Royaume-Uni seront informés de cette nouvelle exigence pour éviter de se voir bloqués à la frontière ?

2) Y a-t-il des exceptions à cette règle et existe-t-il un espoir de voir les autorités britanniques revenir sur leur décision ?

**Réponse** (09.11.2021) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

ad 1) Afin de sensibiliser les voyageurs à destination du Royaume-Uni sur les nouvelles dispositions applicables depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2021, le Ministère des Affaires étrangères et européennes a publié sur son site Internet, ainsi que sur celui de l'Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg à Londres, un communiqué sur les nouvelles modalités de circulation entre le Royaume-Uni et le Luxembourg. Ces informations ont également été diffusées en septembre via les réseaux sociaux et peuvent être consultées sur la foire aux questions (FAQ) dédiée au Brexit disponible sur le site [guichet.lu](http://guichet.lu).

ad 2) En vertu de l'Accord de retrait entre l'Union européenne et le Royaume-Uni, les citoyens européens qui résidaient au Royaume-Uni au 31 décembre 2020 et qui détiennent soit le statut de résident permanent (« settled status »), soit le statut de résident permanent (« pre-settled status ») peuvent continuer à utiliser leur carte d'identité jusqu'au 31 décembre 2025, date après laquelle le Gouvernement britannique peut exiger que les cartes d'identité utilisées pour l'entrée au Royaume-Uni aient une puce biométrique.

Le Gouvernement ne peut se prononcer sur d'éventuelles décisions futures des autorités britanniques en la matière.

**Question 5074** (08.10.2021) de **Mme Myriam Cecchetti** (*déi Lénk*) concernant l'**hébergement des salariés éloignés de leur lieu de travail habituel (détachement)** :

De nouvelles dispositions en matière d'hébergement des salarié.e.s détaché.e.s ont été introduites par la loi du 15 décembre 2020 transposant la directive européenne 2018/957 du 28 juin 2018. Une des avancées principales de la directive transposée en droit national est sans doute l'élargissement du noyau dur de droits couverts par la directive détachement notamment en matière de conditions d'hébergement. Désormais le logement ou la chambre donnés en location ou mis à disposition à des fins d'habitation par l'employeur.e au salarié éloigné ou à la salariée détachée de son lieu de travail habituel doit répondre aux critères de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité définis par la loi du 20 décembre 2019. L'Inspection du travail et des mines (ITM) est chargée du contrôle d'application de cette nouvelle disposition.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer dans combien de cas depuis l'entrée en vigueur de la disposition relative au détachement prémentionnée, l'employeur.e a mis à disposition ou donné en loca-

tion à des fins d'habitation un logement ou une chambre à un.e salarié.e éloigné.e de son lieu de travail habituel ?

2) Dans combien de cas l'employeur.e a opté pour une allocation ou un remboursement des frais liés à l'hébergement d'un.e salarié.e éloigné.e de son lieu de travail habituel ?

3) Combien de contrôles de l'application des critères de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité des logements ou chambres en question ont été effectués par l'ITM depuis l'entrée en vigueur de la disposition ?

4) Dans combien de cas des violations des dispositions ont été constatées par l'ITM ?

Quelles suites ont été données aux violations ayant été constatées ?

Tout en sachant que les frais de logement sont extrêmement élevés au Luxembourg, il se pose la question si l'employeur d'un.e salarié.e détaché.e ne préfère pas opter pour une allocation respectivement un remboursement des frais liés à l'hébergement de ce.tte dernier.ère.

5) Existe-t-il des minimas concernant les allocations liées à l'hébergement de salarié.e.s éloigné.e.s de leur lieu de travail habituel qui sont adaptés aux coûts du logement au Luxembourg afin d'éviter qu'un.e salarié.e soit contraint.e de se loger inconvenablement ?

6) L'ITM procède-t-elle à des contrôles des montants alloués ou remboursés au salarié détaché ou à la salariée détachée ?

7) Existe-t-il une coopération entre l'ITM et les autorités communales responsables de l'application sur leurs territoires respectifs de la loi du 20 décembre 2019 ?

8) Comment Monsieur le Ministre évalue-t-il de manière générale l'impact des prix et loyers immobiliers élevés sur les conditions d'hébergement de salarié.e.s détaché.e.s au Luxembourg ?

**Réponse** (16.11.2021) de **M. Dan Kersch**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire* :

ad 1) À noter en premier lieu que la nouvelle version de l'application « e-détachement » reprenant notamment les modalités d'enregistrement relatives à l'hébergement n'a pu être déployée qu'à partir du 23 octobre 2021, ce qui explique le nombre de cas « encore » peu élevé dans lesquels l'employeur a mis à disposition ou donné en location à des fins d'habitation un logement ou une chambre à un salarié éloigné de son lieu de travail habituel.

Au cours de la période du 23 octobre 2021 au 5 novembre 2021, le nombre de déclarations de détachements suivantes ont été enregistrées :

(*tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.*)

Au cours de cette même période, le nombre de détachements pendant lesquels un employeur a mis à disposition ou donné en location à des fins d'habitation un logement ou une chambre à un salarié éloigné de son lieu de travail habituel s'élève à :

(*tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.*)

Les entreprises qui ont mis à disposition ou donné en location à des fins d'habitation un logement ou une chambre à un salarié éloigné de son lieu de travail habituel sont établies dans les pays suivants :

(*tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.*)

Les logements ou les chambres qui ont été mis à disposition ou donnés en location à un salarié à des fins d'habitation sont situés dans les pays suivants :

(*tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.*)

ad 2) L'article L.141-3 du Code du travail dispose que : « Dans le cas d'un détachement de salariés au sens de l'article L.141-1, les allocations directement liées au détachement sont considérées comme faisant partie de la rémunération visée à l'article L.010-1, point 2, dans la mesure où elles ne sont pas payées à titre de remboursement des dépenses effectivement encourues du fait du détachement, telles que les dépenses de voyage, de logement ou de nourriture. [...] »

L'employeur du salarié qui est détaché sur le territoire luxembourgeois est tenu de garantir que le montant effectivement versé au salarié pendant le détachement est au moins équivalent à la rémunération due en vertu des dispositions légales, réglemen-



taires et conventionnelles applicables au Luxembourg.

La rémunération comprend toutes les indemnités propres au détachement, sauf celles qui sont versées pour rembourser des frais de voyage, de logement ou de nourriture.

Ces frais de voyage, de logement ou de nourriture sont à prendre en charge par l'entreprise détachante.

Pour le cas où le salarié détaché aurait payé les frais de voyage, de logement ou de nourriture, l'employeur est tenu de lui rembourser ces dépenses et le remboursement de ces frais de voyage, de logement ou de nourriture n'est pas considéré comme faisant partie de la rémunération.

Au cours de la période du 23 octobre 2021 au 5 novembre 2021, les entreprises suivantes ont indiqué avoir versé des allocations ou avoir remboursé les frais liés à l'hébergement à des salariés éloignés de leur lieu de travail habituel :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Les entreprises qui ont indiqué avoir versé des allocations ou avoir remboursé les frais liés à l'hébergement à des salariés éloignés de leur lieu de travail habituel sont établies dans les pays suivants :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 3) En date du 10 septembre 2020 et du 16 septembre 2020, l'Inspection du travail et des mines et les services de la Police grand-ducale ont effectué des contrôles de deux entreprises luxembourgeoises du secteur de la construction, appartenant à un même employeur, sur cinq différents lieux de travail situés sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

Il s'est avéré que ces deux entreprises avaient mis à disposition ou avaient donné en location à des fins d'habitation un logement ou une chambre à certains de leurs salariés éloignés de leur lieu de travail habituel et que ces logements ou ces chambres étaient situés à une adresse en France.

En date du 29 septembre 2020 et du 26 octobre 2020, l'Inspection du travail et des mines et les services de l'Unité régionale d'appui et de contrôle en matière de lutte contre le travail illégal (URACTI) ont effectué deux contrôles des logements ou des chambres qui ont été mis à disposition ou donnés en location à des fins d'habitation à ces salariés.

En date du 19 octobre 2020, l'Inspection du travail et des mines a effectué un contrôle d'une entreprise luxembourgeoise du secteur de la construction sur trois chantiers situés sur le territoire luxembourgeois.

Il s'est avéré que cette entreprise avait mis à disposition ou avait donné en location à des fins d'habitation un logement ou une chambre à certains de ses salariés éloignés de leur lieu de travail habituel et que ces logements ou ces chambres étaient situés à deux adresses en France.

En date du 10 mars 2021, l'Inspection du travail et des mines et les services de l'Unité régionale d'appui et de contrôle en matière de lutte contre le travail illégal (URACTI) ont effectué deux contrôles aux deux adresses des logements ou des chambres qui ont été mis à disposition ou donnés en location à des fins d'habitation à ces salariés.

En date du 8 septembre 2021, l'Inspection du travail et des mines et les services de la Police grand-ducale ont effectué un contrôle d'une entreprise du secteur de la construction établie en Pologne sur un lieu de travail situé sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

Il s'est avéré que cette entreprise avait mis à disposition ou avait donné en location à des fins d'habitation un logement ou une chambre à certains de ses salariés éloignés de leur lieu de travail habituel et que ces logements ou ces chambres étaient situés au Grand-Duché de Luxembourg.

Le même jour, l'Inspection du travail et des mines a effectué un contrôle de ces logements ou de ces chambres qui ont été mis à disposition ou donnés en location à des fins d'habitation à ces salariés.

ad 4) En ce qui concerne les contrôles des logements ou des chambres qui ont été mis à disposition ou qui ont été donnés en location à des salariés éloignés de leur lieu de travail habituel et qui étaient situés en France, les dispositions légales françaises s'appliquent.

Au regard de ces dispositions légales françaises, les entreprises concernées étaient notamment en défaut d'avoir procédé à la déclaration de l'hébergement collectif et les logements ou les chambres n'étaient pas conformes par rapport à ces dispositions. Par ailleurs, les manquements suivants ont été constatés :

- Fils électriques nus sous tension et accessibles aux occupants ;
- Absence d'équipements (radiateurs) suffisants permettant de maintenir une température à 18 °C ;
- Lavabos en nombre insuffisants.

Les entreprises concernées ont fait l'objet d'une amende administrative.

En ce qui concerne le contrôle des logements ou des chambres qui ont été mis à disposition ou qui ont été donnés en location à des salariés éloignés de leur lieu de travail habituel et qui étaient situés au Grand-Duché de Luxembourg, les dispositions reprises aux articles L.291-1 à L.291-5 du Code du travail s'appliquent.

Les manquements suivants ont été constatés :

- Les surfaces de certaines chambres à coucher n'étaient pas suffisantes ;
- La salle de bain n'était pas équipée d'un dispositif de ventilation naturelle ou mécanique ;
- Les couloirs d'évacuation n'étaient pas signalés par des symboles normalisés conformément au règlement grand-ducal du 14 novembre 2016 concernant les prescriptions minimales pour la signalisation de sécurité et de santé au travail ;
- L'immeuble comportant plusieurs chambres n'était pas muni d'un extincteur par étage ;
- Les extincteurs disponibles n'étaient pas fixés à portée de main, n'étaient pas signalés par des pictogrammes et n'étaient pas munis d'un certificat de contrôle délivré par un organisme de contrôle agréé et n'étaient pas contrôlés au moins une fois tous les deux ans quant à leur état et à leur bon fonctionnement ;
- La cuisine collective n'était pas équipée d'une trousse de premier secours ;
- La cuisine collective n'était pas équipée d'un extincteur adapté aux risques pour feux de graisses du type A-B-F de six litres ;
- Les installations électriques n'étaient pas conçues et protégées de manière à ce qu'il ne puisse y avoir le moindre contact direct d'un occupant avec les voies d'un réseau électrique ;
- Les occupants n'avaient pas à tout moment accès à une deuxième sortie d'évacuation, ni sur le même étage, ni à un étage immédiatement supérieur ou inférieur ;
- Une chambre ne disposait pas d'une installation de chauffage ;
- L'éclairage de sécurité ne fonctionnait pas dans les escaliers.

L'employeur concerné a été enjoint de faire évacuer les salariés concernés de ces logements ou chambres qui ne répondaient pas aux critères de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité visés à l'article 2 de la loi du 20 décembre 2019 relative aux critères de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité des logements et chambres donnés en location ou mis à disposition à des fins d'habitation, de les faire reloger à un autre endroit et de prendre en charge les frais relatifs au relogement des occupants concernés.

ad 5) Au Grand-Duché de Luxembourg, aucune disposition légale ou conventionnelle ne prévoit à l'heure actuelle des minimas concernant les allocations liées à l'hébergement de salariés éloignés de leur lieu de travail habituel.

ad 6) L'ITM procède régulièrement à des contrôles des montants alloués ou remboursés au salarié détaché ou à la salariée détachée.

ad 7) En cas de besoin, l'ITM coopère avec les autorités communales responsables de l'application sur leurs territoires respectifs de la loi du 20 décembre 2019 relative aux critères de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité des logements et chambres donnés en location ou mis à disposition à des fins d'habitation.

ad 8) À ce stade, il n'existe pas de données fiables permettant de répondre à cette question.

**Question 5075** (08.10.2021) de **MM. André Bauler** et **Gusty Graas** (DP) concernant la **punaise diabolique** :

La punaise diabolique, ou punaise marbrée (Halyomorpha halys), est une espèce d'insectes envahissante originaire d'Asie de l'Est. Observée en Europe depuis 2007, elle est présente en France depuis 2012, notamment en Alsace, mais aussi en Allemagne, Suisse, Italie, Autriche, Hongrie et Grèce.

La punaise diabolique est un problème pour plusieurs espèces cultivées. Elle peut causer des dommages importants à de nombreuses cultures de fruits et de légumes. Ces dommages peuvent non seulement affecter l'apparence des fruits et légumes, mais aussi affecter la production en causant leur avortement prématuré, ce qui nuit à leur mise sur le marché.

En France, l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) lui a consacré en 2014 une analyse de

risques montrant que cette espèce peut significativement nuire à l'arboriculture, à la viticulture, au maraîchage et à d'autres cultures. De plus, l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) a lancé un appel à vigilance via une application dénommée « AGIIR » pour que les citoyens puissent signaler sa présence.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Est-ce que la présence de la punaise diabolique a déjà été confirmée au Luxembourg ?

2) Dans l'affirmative, quelles cultures étaient affectées ?

3) Que peut-on faire pour lutter contre cette espèce envahissante ?

4) Est-ce qu'une mise en place d'une application pour signaler la présence de cet insecte comme en France pourrait être envisagée ?

**Réponse commune** (09.11.2021) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural* :

ad 1) Selon les données du Musée national d'histoire naturelle (MNHNL) et de l'analyse des insectes capturés dans les différents pièges placés chaque année par le Service de la protection des végétaux de l'ASTA à différents endroits du pays, aucun individu de *Halyomorpha halys* n'a jusqu'à présent pu être confirmé au Grand-Duché de Luxembourg.

ad 2) Sans objet.

ad 3) La lutte contre cette espèce peut se faire selon différentes méthodes, selon les résultats de l'étude de risque faite suite à la détection de cet organisme nuisible à un certain endroit : lutte chimique par insecticides si une utilisation d'insecticides est autorisée dans la culture en question, mais la lutte chimique présente toujours le risque d'éliminer également les ennemis naturels ; utilisation de substances répulsives, si autorisées ; piègeages (p. ex. dans des pièges spécifiques à phéromones), contrôle biologique par le lâcher d'ennemis naturels ; mesures de confinement de l'espèce nuisible à un petit territoire, p. ex. par la destruction de plantes-hôtes dans les alentours immédiats ; promotion de la biodiversité (p. ex. par l'installation de bandes fleuries le long des cultures sensibles) pour limiter le développement des populations des insectes nuisibles et favoriser les ennemis naturels ; protection des cultures maraîchères et fruitières par des moyens physiques (p. ex. des filets), mais uniquement si l'insecte n'est pas déjà présent dans la culture, installation de plantes ou cultures-pièges autour des cultures à protéger. Bien qu'il s'agisse d'une espèce « importée », des ennemis naturels potentiels sont présents sur le territoire luxembourgeois, comme p. ex. les coccinelles, les chrysopes, les araignées, les perce-oreilles, d'autres punaises, etc.

ad 4) Selon les articles 14 et 15 du Règlement (UE) 2016/2031 sur les organismes nuisibles, il y a une obligation de notification immédiate auprès de l'autorité compétente en cas de soupçon de présence d'un organisme nuisible de quarantaine, et ce aussi bien pour les opérateurs professionnels que pour toute autre personne. La méthode de prise de contact avec les autorités compétentes est au choix de la personne concernée.

En outre, comme l'application iNaturalist auprès du MNHNL existe déjà, par laquelle quiconque peut signaler une espèce inconnue, l'installation d'une application supplémentaire n'est pas estimée nécessaire ; l'accent principal doit être mis sur la propagation des informations concernant les différents « nouveaux » organismes nuisibles, surtout auprès des opérateurs professionnels, mais également au sein du public intéressé (randonneurs, naturalistes, etc.). Ceci est une des tâches de l'autorité compétente dans le cadre des différentes mesures à mettre en place pour augmenter la prise de conscience des opérateurs professionnels et du public envers les organismes nuisibles aux végétaux et produits végétaux.

Au Luxembourg, toute personne peut donc communiquer son observation d'une espèce directement au MNHNL ou la partager via le site ou l'application iNaturalist.lu, et les autorités compétentes peuvent récupérer ces données, voire (faire) installer un système d'alerte. La validation par un spécialiste ne peut se faire que sur base d'une bonne photo ou d'un exemplaire collecté. Il faut remarquer que *Halyomorpha halys* peut facilement être confondue avec *Raphigaster nebulosa* (stade adulte) ou *Pentatoma rufipes* (stade nymphe).

**Question 5097** (13.10.2021) de **M. Marc Goergen** (*Piraten*) concernant la **politique nucléaire de la France** :

De française President Emmanuel Macron huet ugekënnegt, weider um Ausbau vun der Atomenergie festzehalen. Wéi France 24 an engem Artikel vum 12. Oktober schreift, wier d'Zil, bis 2030 vill kleng Atomreaktere mat Kapazitéite bis zu 300 Megawatt bauen ze loossen. Weider zitéiert France 24 een Expert :

« Mais la course aux petits réacteurs modulaires à laquelle la France veut participer constitue en fait une sorte de retour en arrière - en ce qui concerne la taille. "On a commencé, dans les années 1960 par des petits réacteurs avant de basculer vers les plus grands pour réaliser des économies d'échelle", souligne l'expert italien. »

Effektiv ass de Schrëtt zeréck zu méi kleng Reakteren net nëmmen ee Schrëtt zeréck zu méi kleng Reakteren, mee ee Schrëtt zeréck an der Ëmweltpolitik, deen d'Risiko vun nuklearer Energie an déi tragische Accidenter vun Tschernobyl a Fukushima bausse vir léisst.

An der Äntwert op eis parlamentaresch Fro N° 2197 zum Atomendlager an der Belsch haten d'Ministère eis geäntwert :

D'Lëtzebuurger Regierung wäert sech mat alle juristeschen a politesche Mëttele dofir asetzen, dat keen Endlager an eis Grenz kënn. Esou huet d'Ëmweltministesch den 11. Juni 2020 ee kriteschen Avis un déi belsch Ëmweltministesch an un d'ONDRAF geschéckt. [...] De Regierungrot war am Virus iwwert dës Demarche informéiert an huet se ënnerstëtzt.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministère fir Aussenugeleeënheiten an Europa, fir Energie a fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Fro stellen :

1. Wéi positionéiert d'Regierung sech vis-à-vis vun de française Pläng, fir weider un der Atomenergie festzehalen ?

2. Wosste verschidde Regierungsmemberen am Viraus vun dëser française Decision Bescheed ?

3. Besteet fir eist Land de Risiko, dass nieft Cattenom weider Atomkraaftwierker an Endlageren op der française-lëtzebuergescher Grenz erriicht kéinte ginn ?

4. Iwwert wéi eng Mëttele wäert d'Regierung bei eise française Noper intervenéieren ? Wéi ee staarke Message wéll d'Regierung a Richtung Paräis maachen ?

5. Wäert d'Lëtzebuerg op EU-Niveau géint den Ausbau vun der Atomenergie aktiv ginn ? Falls jo, wéi ?

**Réponse commune** (16.11.2021) de **M. Claude Turmes**, *Ministre de l'Énergie*, de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

ad 1. + 2. D'Regierung ass onverännert géint d'Atomenergie. Lëtzebuerg gehéiert zu deene Länner, déi sech an der EU am daitlechste géint dës nei Pläng vun der française Regierung ausgeschwat hunn.

Den Energieminister Claude Turmes huet sech um Niveau vum EU-Ministerrat an der EU-Kommission wéi och an der europäescher an an der Lëtzebuurger Press ganz kritesch par rapport zu de française Pläng geäussert. D'Iddi, fir méi kleng Reakteren ze bauen, ass net nei a geet op d'50er-Joren zeréck, wéi Atomenergie als Technologie an U-Booter erprooft ginn ass. Wéi den honorabelen Deputéierte richteg seet, ass et e „retour en arrière“ a villen Hisiichten an et weist, datt et am Beräich vun der Atomkraaft kaum sännvoll a notzbar Fortschreitter gëtt, esou wéi et bei den erneuerbaren Energien am Géigesaz awer de Fall ass.

Der Regierung no ass et e Widerspruch ze mengen, et kéint ee mat enger Technik, déi deier an net sécher ass an immens laang Entwécklungszeiten huet, séier an effikass eppes fir de Klimaschutz maachen. Déi kleng Atomreaktere sinn, wéi vill Atomprojeten, nach komplett onausgeräift an et ass daitlech besser, op Onshore- an Offshore-Wandanlagen oder Solaranlagen ze setzen, déi daitlech méi gënschteg sinn, asazbereet an och den Entwécklungsänner Energie verschafe kënnen.

Och de Premier Xavier Bettel an d'Ëmweltministesch Carole Dieschbourg hunn um Klimaschutzmet zu Glasgow daitlech gemaach, datt Atomkraaft weeder eng sécher nach eng nohalteg Option ass.

Dat daitscht Bundesamt für die Sicherheit der nuklearen Entsorgung (BASE) ass am März 2021 an enger Analys vum Risk vun den SMR-Reakteren zur Konkusioun komm, datt heimadder kee Gewinn am Beräich vun der Sécherheet kann erziilt ginn: „Man kann nach heutigem Wissensstand nicht konstatieren, dass grundsätzlich durch SMR-Konzepte ein höheres Sicherheitsniveau erreicht wird.“



Ausserdeem gëtt déi immens héich Zuel vu klengen Reaktoren ervirgehewen, déi gebraucht ginn, fir ee klasescht Atomkraaftwierk ze ersetzen. Dobäi géife vill Risiken ënnerschat ginn: „Anstelle von heute ca. 400 Reaktoren mit großer Leistung würde dies also den Bau von vielen tausend bis zehntausend SMR-Anlagen bedeuten. Verschiedene, mit der angedachten Vervielfachung der Zahl der Anlagen verbundene sicherheitstechnische Risiken werden bei der Planung weitgehend vernachlässigt, insbesondere Fragen des Transports, des Rückbaus sowie der Zwischen- und Endlagerung.“ Fir kleng Anlagen ass et och ganz wichteg, datt genee analyséiert gëtt, wat de Risiko vu Proliferatioun, also d'Gefor, datt Atommaterial a falsch Hänn géif geroden, kéint sinn.

Och sinn dem BASE no keng Käschtenaspierung oder séier Bauzäiten ze erwaarden.

ad 3. D'Regierung hat vun dëser Annonce am Virfeld keng Kenntnis.

ad 4. Effektiv ass d'Offallproblematik bei de klengen Atomkraaftwierker net geléist. Generell werfen dës kleng Reaktoren och eng séilige Froen am Beräich vun den nationalen a grenziewergräifenden Autorisationsprozeduren op.

De Bau vun enger Atomzentral vu méi wéi „1 kW de charge thermique continue“ fällt d'office ënnert d'Direktiv 2011/92/UE vum 13. Dezember 2011 iwwert d'Ëmweltverdräglechkeetsprüfung bei bestëmmten effentlechen a private Projekter (ÉVP). Dëst bedeit, datt muss eng ÉVP virum Bau gemaach ginn. Wa grenziewerscheidend Impakter net kënnen ausgeschloss ginn, da muss och eng grenziewerscheidend Consultatioun ausgeféiert ginn no Artikel 7 vun där Direktiv.

Wéi d'Bundesamt für die Sicherheit der nuklearen Entsorgung awer schreift, ginn et am Beräich vun der Reglementatioun nach Defiziter: „So liegen bislang keine SMR-spezifischen nationalen oder internationalen Sicherheitsstandards vor“, och well et nach keng Erfarunge mam Asaz mat dësen Technologien gëtt. Et gëtt e gewëssenen Drock, fir fir SMR op Basis vun enger gradueller Approche méi einfach Reegelen opzesetzen. Dat gesäit d'Regierung ganz kritischesch, well Anlagen an hir Endlager, déi méi no un der Grenz zu Lëtzebuerg leie géifen, och d'Sécherheit fir Mënsch an Ëmwelt vun eisem Land géifen direkt betreffen. D'Regierung wäert dowéinst mat alle Mëttele géint esou eventuell Pläng an eiser Nopeschregioun intervenéieren.

ad 5. + 6. Bilateral gëtt et op verschiddenen Niveaue Gesprécher, och all Joer an der gemeinsamer französisch-lëtzebuergescher Kommissioun fir nuklear Sécherheit, fir ëmmer rëm drop hinzuweisen, datt Lëtzebuerg géint eng Lafzäitverlängerung vu Kettenuewen ass an och generell géint d'Atomkraaft. D'Regierung war an ass zesumme mat enger Rei aneren EU-Länner konsequent géint den Ausbau vun der Atomkraaft op EU-Niveau aktiv a préift och all Méiglechkeeten, fir géint dës nei Pläng vun der franséischer Regierung virzegoen. An Zukunft gëtt och mat der neier däitscher Regierung eng méi staark Allianz gesicht, fir zesumme géint Atomenergie kënnen virzegoen.

**Question urgente 5676** (03.02.2022) de **Mme Jessie Thill** et **M. François Benoy** (déi gréng) concernant les **dispositions transitoires du Pacte Logement en matière de PAP/PAG et à la notion d'entamement de la procédure** :

L'article 14 de la loi du 30 juillet 2021 relative au Pacte Logement avec les communes en vue d'augmenter l'offre de logements abordables contient les dispositions transitoires suivantes : « L'article 29, paragraphe 2, alinéa 4, de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain est abrogé. Il continue à s'appliquer aux plans d'aménagement particulier "nouveau quartier" dont la procédure d'adoption est entamée au plus tard dans les six mois suivant la publication de la présente loi. Cette disposition s'applique également à la modification de ces plans d'aménagement particulier "nouveau quartier". »

L'article 29bis, paragraphe 2, alinéa 3, de la loi précitée du 19 juillet 2004 s'applique aux plans d'aménagement général dont la procédure de modification est entamée six mois après la publication de la présente loi. »

Il s'ensuit que la période transitoire prémentionnée viendra à échéance dans 15 jours et que bon nombre de communes se voient désormais confrontées à un nombre plus ou moins important de demandes de plans d'aménagement particulier (PAP) de la part de promoteurs souhaitant soumettre leur PAP sous le régime de l'article 29. Il s'ensuivrait une certaine pression de leur part aussi bien sur les communes concernées que sur le ministère afin que leurs demandes de PAP soient mises en procédure avant le 19 février 2022 !

Enfin, l'article 30, paragraphe 2, de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, établit que : « Le collège des bourgmestre et échevins analyse la conformité du projet d'aménagement particulier avec le plan ou projet d'aménagement général. Dans un délai de trente jours de la réception, le dossier complet est transmis pour avis à la cellule d'évaluation instituée auprès de la commission d'aménagement par lettre recommandée ou par porteur avec avis de réception. »

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de l'Intérieur et de Monsieur le Ministre du Logement :

1) En ce qui concerne l'article 30, paragraphe 2, de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils nous confirmer que le collège échevinal ne doit transmettre le projet d'aménagement particulier lui soumis à la cellule d'évaluation que si la conformité dudit projet avec le plan d'aménagement général a été constatée par le collège échevinal ?

2) En ce qui concerne l'article 14 de la loi du 30 juillet 2021 relative au Pacte Logement, Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils nous confirmer que la procédure n'est considérée « entamée » qu'avec la transmission du dossier complet à la cellule d'évaluation ? Dans la négative, quel acte ou quelle étape équivaut à l'entamement de la procédure d'adoption d'un PAP ?

**Réponse commune** (11.02.2022) de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur*, et de **M. Henri Kox**, *Ministre du Logement* :

Nous partageons l'interprétation des députés quant à l'article 30, paragraphe 2, de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain qui consiste à affirmer, en substance, que le collège des bourgmestre et échevins ne transmet le projet d'aménagement particulier (PAP) lui soumis à la cellule d'évaluation que si la conformité dudit projet avec le plan d'aménagement général (PAG) a été vérifiée.

En effet, les travaux parlementaires confirment la lecture que les députés opèrent dudit article alors qu'ils renseignent en effet que : « [...] le dossier n'est transmis à la cellule d'évaluation que si la conformité est constatée, le terme « vérifie » signifiant que la conformité est constatée. »<sup>24</sup>

Cependant, la procédure d'adoption d'un PAP est considérée « entamée » une fois que le dossier afférent a été déposé auprès du collège des bourgmestre et échevins. Le dépôt du dossier complet à la cellule d'évaluation n'est pas requis alors que la saisine du collège des bourgmestre et échevins consiste, en vertu de l'article 30, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi précitée du 19 juillet 2004, en la première étape officielle de l'entamement de la procédure d'adoption d'un PAP.

Finalement, nous tenons à informer qu'une circulaire a été envoyée aux administrations communales en date du 11 février 2022<sup>25</sup> afin qu'elles bénéficient des éléments nécessaires pour une bonne compréhension et exécution du mécanisme instauré par l'article 29bis visé.

**Question urgente 5770** (15.02.2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant la **hausse des prix du gaz** :

Dëser Deeg huet Enovos un déi lëtzebuergesch Stéit a Betriber, also hir Clienten, eng Informatioun verschéckt, laut där hir Avancé fir hire Gasverbrauch fir d'Méint Mäerz, Abrëll, Mee a Juni nei fixéiert ginn. Deemno géifen d'Avancé verduebelt, jo, an eenzele Fäll esouguer verdräifacht ginn.

Dat heescht, datt si beispillsweis de Mount net méi 150 Euro, mee 300 Euro sollten am Viraus bezuelen, fir hinnen et, esou d'Argumentatioun vun Energieversuerger, ze erspueren, massiv mussen nozebezuellen, dat opgrond vun der aktueller Energiepräisentwicklung.

Déi Upassung ass souwuel am Verglach zu den Ofschlossrechnungen vun 2019, der Ofrechnung vun 2020 awer och de Schätzung vun 2021 enorm - virum allem fir Stéit mat engem klengen a bescheiden méittleren Akommes.

Dobäi handelt et sech wéi ernimmt ëm Avancen, an net Rechnungen, fir effektiv Präisser an effektive Konsum.

- Ech géif dofir gär vum Här Energieminister an der Regierung wëssen, ob dës Virgoensweis vum Energieversuerger, an deem eise Staat an aner parastaatlech Partner als Haaptaktionäre staark enga-

géiert sinn, opgrond vun der aktueller Situatioun, vertriebar respektiv normal ass.

- Ass dës Demarche net méi wéi kontraproduktiv opgrond vun där besuergneserregender Situatioun, déi vill Stéit iwwerfuere wäert, an och déi envisagéiert Hëllefsmoosname vum Staat risquéiert ze ënnergruuen?

- Ass d'Regierung net der Meenung, datt sech dësen Energieversuerger, an där schonn ugespaanter Situatioun, sollt virum esou engem Schnellschoss mat sengen Aktionären ofstëmmen, dat ëmsou méi well déi geopolitisch Lag ganz volatil ass?

- War d'Regierung, respektiv hir Verrieder, iwwert dës Fuerderungen informéiert?

- Wat réit d'Regierung deene Stéit a Betriber mat bescheidenem Akommes, déi vun dëser Fuerderung definitiv iwwerfuere sinn?

- Op wat fir enger Basis goufen déi Fuerderunge vun Enovos festgeluecht, a wien huet dës Schätzungen a Berechnunge gemaach?

- Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, falls dës Fuerderunge sollten ëmgesat ginn, fir deene betrafene Stéit, virum allem deene mat ganz niddregem Akommes, eng finanziell Katastroph ze erspueren?

- Kreéiert dës Demarche net zousätzlechen Drock fir schnell an effikass Hëlfelefen?

**Réponse** (22.02.2022) de **M. Claude Turmes**, *Ministre de l'Énergie* :

Generell ass ze soen, datt Enovos duerch de strukturierten Akaf d'Präishaussen um Gasmarché fir hir Clienté gläit an deelweis offiedert. D'Upassung vun den Acompté verhënnert, datt de Client d'Präiserhéijungen an enger Kéier op senger Decompterechnung rëmfënnert an erlaabt et de Léit, déi méi héich Gaskäschten iwwert e längere Zäitraum verdeelt ze bezuelen.

D'Energieversuerger zu Lëtzebuerg, déi Gas un Haushaltsclienté liwweren, hunn alleguer ee Verrechnungssystem en place, deen op Acompten an Decompté baséiert. Selbstverständlech ginn et tëscht deene verschiddene Versuerger Ënnerscheeder, wéi déi Verrechnungssystemer am Detail ugewannt ginn. Zu deenen Ënnerscheeder gehéiere beispillsweis wéi oft am Joer een Acompte gefrot gëtt, zu wéi engem Zäitpunkt de järelechen Decompte gemaach gëtt, ob a wéi d'Acompté während dem Joer opgrond vun der Präisentwicklung no uewen oder no ënnen ugepasst ginn, ob se dem monatleche Verbrauchsmuster ugepasst sinn an esou weider.

Den Detail vun deene Verrechnungssystemer ass eng individuell kommerziell Entscheedung vun den eenzelne Versuerger. D'ofgeännert Gesetz vum 1. August 2007 iwwert d'Organisatioun vun Gasmarché gesäit an de Paragrafe 7bis, 7ter a 7quater vum Artikel 12 ënner anerem vir, dass de Client op d'mannst eemol am Joer eng Rechnung kritt, déi op dem reelle Verbrauch muss baséieren. Och op d'mannst eemol am Joer, entweeder an der Rechnung oder mat der Rechnung, muss de Client a verständlecher Form ënner anerem Informatiounen iwwert déi verrechent Präisser an de reelle Verbrauch kréien.

Wa Versuerger een traditionellen Acompte/Decompte-Verrechnungssystem ubidden, dann ass dat och fir dem Client ze hëllefen, d'Rechnung vun sengem Joresverbrauch gläichméisseg iwwert d'Joer ze verdeelen an se net an enger Kéier müssen ze bezuelen. Op där anerer Säit hëlleft dee System awer och dem Versuerger, fir reegelméisseg Liquiditéit vu senger Clienten ze kréien, déi et him erlaben, seng monatlech Rechnunge vu senger Virliwwerante kënnen ze bezuelen. Dat ass besonnesch wichteg an der aktueller Präissituatioun op de Grousshandelsmarchéen.

D'Ermëttlung vum Montant, déi ee Client vu sengem Versuerger iwwert Acompten a Rechnung gestallt kritt, baséiert generell op dem Verbrauch, deen de Client am Ofrechnungsjoer virdrun hat, an op dem Gaspräis, deen zu deem Moment aktuell ass respektiv op Präisprojektiounen fir déi nächste Méint, déi sech op Präisinformationen aus dem Grousshandelsmarkt baséieren. Beim Decompte gëtt dann de reelle Gasverbrauch am ofgelafenen Ofrechnungsjoer als Verrechnungsbasis geholl. Dee Verbrauch gëtt op déi eenzel zwielflech Méint opgedeelt. Déi Opdeelung geschitt opgrond vun norméierte Laaschkurven, déi berécksiichtegen, dass ee Client am Wanter pro Mount méi Gas verbraucht wéi am Summer.

Bei Clienten, bei deenen hire Gas-Smartmeter schonns aktivéiert ass, kann de Versuerger dann och de reelle monatleche Verbrauch als Basis huelen. De monatleche Verbrauch gëtt da mam Gaspräis verrechent, deen dee Mount applicabel war an esou setzt sech dann d'järelech Basis vum Gesamtmontant fir den Decompte zesummen. Vun deem järelechen Montant ginn da bei der Decompterechnung déi bezuelten Avancen ofgehale an domat ermëttelt een dann dee Montant, deen de Client entweeder nach ze bezuelen huet oder deen de Client vum Versuerger zrëckbezuelt kritt. Wann am Laf vum Joer d'Gaspräisser variéieren, da ginn

et Versuerger, déi automatesch d'Avancen - no uewen oder no ënnen - upassen an hir Clienten doriwwer informéieren. Dat hänkt vun der Geschäftsfilosofie vum Versuerger of.

Der Enovos hire Plan de paiement fir Haushaltsclienten gesäit iwwert zwielflech Méint fënnel Acompten an een Decompte vir. D'Enovos huet am Gasberäich bis viru Kuerzem d'Avancé vun hire Clienté während dem Ofrechnungsjoer net automatesch un d'Präisevolutioun ugepasst. Obschonns d'Gaspräisser an deene leschten zéng Joer op den europäesche Grousshandelsmarkt ëmmer och variéiert hunn an domat och Präispassunge fir d'Clienté mat sech bruecht hunn, waren déi Variatiounen ni an deem Mooss, wéi dat vu Métt 2021 un de Fall war. Doderch, dass bis dohinner déi Variatiounen manner grouss waren, konnten se iwwert de järelechen Decompte ausgeglaach ginn an da mat der neier Fixatioun vun den Avancé fir dat nächst Ofrechnungsjoer berécksiichtegt ginn. Bis dohinner ass et bei den Decompten och eigentlech ni zu däitlech héijen Nobezuelungen oder héije Réckbezuellung komm.

2021 war d'Situatioun allerdéngs eng aner: Bis an de Summer 2021 ass de Präis um Grousshandelsmarkt konstant geklommen, am August war de Präisniveau duebel esou héich wéi Ufank 2021. No der Summer-vakanz sinn d'Präisser um Grousshandelsmarkt ëmmer méi schnell geklommen, fir Métt Februar 2022 4-mol iwwert dem Präisniveau vu virum engem Joer ze sinn. Et ass wichteg ervirzehiewen, datt duerch de strukturierten Akaf vun der Enovos déi Präishaussé fir hir Clienté lisséiert an deelweis ofgefiedert ginn. Nawell ass d'Enovos - esou wéi aner Versuerger och - net dolaanscht komm, fir hir Gaspräisser nom Summer e puer Mol unzehiewen.

Duerch déi Präishaussé bedéngt, ass et onausweichlech, dass zum Moment vun järelechen Decompte d'Differenz tëscht dem Montant, deen de Gas an deem Ofrechnungsjoer kascht huet an de bis dohinner bezuelten Acompté weesentlech méi grouss ass, wéi dat emol an de vergaangene Jore virkomm ass. Dat heescht, dass de Client da beim Decompte ee grouse Betrag muss nobezuelen. Fir déi Differenz bis zum nächsten Decompte ze lisséieren, huet d'Enovos entscheet, fir d'Avancen no uewen unzepassen.

Enovos wollt schonn am Dezember hire Clienten eng Kommunikatioun maachen, fir d'Acompten unzepassen, mee duerch déi extrem Präisvolatilitéit am Dezember huet Enovos decidéiert ofzewarden an de Start vun der Kommunikatioun mat den Upassung vun den Acompten op de Januar ze réckelen. Bis Enn Februar wäert Enovos all betrafte Clienten ugeschriwwen an hinnen hiren neie Plan de paiement kommunizéiert hunn.

Eng Adaptatioun vun den Acompté verhënnert, datt de Client d'Präiserhéijungen an enger Kéier op senger Decompterechnung rëmfënnert an erlaabt et de Leit, déi méi héich Gaskäschten iwwert e längeren Zäitraum verdeelt ze bezuelen.

Wéi uewe schonns beschriwwen rechent Enovos, am Prinzip, op Basis vum Decompte, dem historesche Verbrauch an deenen zum Zäitpunkt vum Decompte aktuelle Präisser, deen neie Plan de paiement mat dem Montant vun den neien Acompten.

Enovos huet dës Prozess der aktueller Maartsituatioun ugepasst. Op Basis vun de „Future“-Präisser um Grousshandelsmarkt gi Präisprojektiounen an d'Zukunft gemaach, fir eventuell zukünftege Präisbaissé bei der Berechnung vum Plan de paiement Rechnung kënnen ze droen an esou kuerzzäitig Präisspëtzen am Sënn vum Client ze glätten.

Enovos huet fir all Client d'Situatioun individuell gekuckt. An engem éischte Schrëtt ass, op Basis vum historesche Verbrauch, den aktualiséierte Präisser eng nei Berechnung vum Plan de paiement gemaach ginn an den Ënnerscheid vun de Käschten zum initiale Plan de paiement ass ermëttelt ginn. An engem weidere Schrëtt ass analyséiert ginn, wéi vill Avancen dem Client bis zum Decompte nach a Rechnung gestallt ginn.

Deen am éischte Schrëtt ermëttelten Ënnerscheid ass op déi reschtlech Acompten ëmverdeelt ginn. Bei dëser Ëmverdeelung ass séchergestallt ginn, datt den ugepassten Acompte net méi wéi dat Duebelt vum initialen Acompte konnt sinn.

Wann ee Client mat der Héicht vun den ermëttelten Acompten net eens gëtt, esou steet et him fräi - esou wéi och an der Vergaangenheit -, d'Service-line vun Enovos ze kontaktéieren a mat engem Matarbechter säi Fall ze diskutéieren, fir dann een neien Acompte festzeleeën, wat dann natierlech net ouni Afloss op d'Decompterechnung geet.

Et ass och ervirzehiewen, datt d'Regierung am Kontext vun den erhéichte Präisser bei Energie an anere Gidder amgaangen ass spezifesch nei Mesuren ze diskutéieren, déi de Bierger an de Betriber cibléiert sollen eng Ënnerstützung ginn. Et ass evident, datt dës Mesurë geholl musse ginn, fir dës Haussen ofzefiedere. Donieft huet de Statec ugekënnegt, datt geschwé mat enger weiderer Indexbranche ze rechnen an eng weider an dësem Joer net ausgeschloss ass.

<sup>24</sup> Procès-verbal de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police du 15 novembre 2010, pages 6 à 7

<sup>25</sup> Circulaire n° 4107 - Mise en œuvre du nouvel article 29bis de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain